N°02
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 2 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Politique générale sur l'état de la nation - Débats p. 7
Sommaire des séances publiques nos 2 et 3 p. 39
Sommaire des questions parlementaires p. Q51
2e séance Mercredi 9 octobre 2019
3e séance Mercredi 9 octobre 2019

*Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram*

# Visite officielle au Monténégro

© Parlement du Monténégro

*(de gauche à droite) M. Andrija Nikolić, Président de la Commission des Relations internationales et de l'Immigration du Monténégro, M. Claude Wiseler, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Alex Bodry, membre du Bureau de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Ivan Brajović, Président du Parlement du Monténégro, M. Andrija Popović, Député, membre du Groupe d'amitié Monténégro-Luxembourg, M. Genci Nimanbegu, Vice-Président du Parlement du Monténégro, M. Philippe Donckel, Ambassadeur du Luxembourg auprès du Monténégro*

« Nous sommes vos amis et nous vous soutiendrons sur la voie de l'intégration européenne. » C'est en essence le message du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à ses interlocuteurs monténégrins lors des différents échanges de vues dans le cadre d'une visite parlementaire au Monténégro.

Le Président de la Chambre des Députés et sa délégation composée de M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler et M. Alex Bodry y furent reçus sur invitation de M. Ivan Brajović, Président du Parlement monténégrin. Ils ont notamment rencontré M. Milo Đukanović, Président du Monténégro, et M. Srdan Darmanović, Ministre des Affaires étrangères.

Les échanges de vues avec ces acteurs de premier plan du pays de 622.000 habitants ont très largement porté sur le processus d'intégration européenne du Monténégro et des pays des Balkans en général. Les Monténégrins, qui placent beaucoup d'espoirs dans une éventuelle adhésion à l'Union européenne, estiment qu'ils ont fourni les efforts nécessaires pour la poursuite du processus.

Pour M. Fernand Etgen, dont c'était la première visite officielle en tant que Président de la Chambre des Députés, le message du Luxembourg et des membres de cette délégation était clair : « Le Luxembourg est un ami du Monténégro et soutient son adhésion à l'UE », tout en demandant au partenaire monténégrin ce que le Luxembourg peut faire pour promouvoir sa candidature.

### « Consolidation et élargissement ne sont pas mutuellement exclusifs »

M. Ivan Brajović a tout d'abord souhaité revenir sur la reconnaissance éprouvée par le Monténégro pour le Luxembourg du fait de son soutien à sa volonté d'adhésion à l'UE. Pour lui, le Luxembourg est un des vrais amis du Monténégro et les deux pays partagent des valeurs humaines et politiques.

Le Luxembourg représente selon lui une aspiration pour beaucoup de pays, grand nombre de Monténégrins ayant d'ailleurs choisi le Luxembourg pour s'y installer. Cette diaspora monténégrine forme la deuxième population la plus importante au Luxembourg parmi les pays ne faisant pas partie de l'UE.

M. Ivan Brajović s'est dit déçu du message envoyé par Bruxelles et le Conseil européen à la Macédoine du Nord et à l'Albanie qui se sont vu refuser l'ouverture de négociations d'adhésion. Il a également regretté qu'aucun nouveau chapitre n'ait été ouvert depuis automne 2018 en ce qui concerne l'adhésion du Monténégro. La région des Balkans de l'Ouest, dit-il, a besoin du processus d'intégration, notamment pour assurer sa stabilité géopolitique à l'avenir.

Le Président du Parlement du Monténégro affirma comprendre le raisonnement politique et les craintes de dirigeants européens comme le Président français Emmanuel Macron, notamment suite au Brexit et à la vue de la montée de partis europhobes, mais dit ne pas pouvoir l'accepter. Quant à la crainte de voir le Monténégro importer au sein de l'Europe des problèmes régionaux des Balkans, le Président du Parlement monténégrin ne la jugea pas fondée, puisque le Monténégro maintient selon lui de bonnes relations avec ses voisins et serait au contraire un facteur de stabilité dans la région.

En ce qui concerne la politique interne du Monténégro, M. Ivan Brajović a maintenu que le pays s'engageait à continuer à améliorer son processus électoral et souligné que l'OSCE a émis peu de critiques à son égard dans ce contexte. La situation est actuellement complexe car les parlementaires de l'opposition monténégrine boycottent le travail parlementaire et menacent de ne pas participer aux élections.

À la question de M. Fernand Etgen qui a demandé comment le Luxembourg pouvait soutenir le Monténégro dans sa démarche, M. Ivan Brajović a répondu que le Luxembourg pouvait œuvrer à remettre le processus d'élargissement au centre du débat européen et aider à convaincre les pays qui doutent au sein de l'UE. Pour lui, le Monténégro n'est pas parfait, mais les problèmes d'État de droit et de corruption sont présents dans tous les pays et ne disqualifient pas le Monténégro. Enfin, pour M. Ivan Brajović, une stabilité à long terme dans les Balkans de l'Ouest ne sera possible que si tous les pays de la région rejoignent à terme l'UE.

### « Le Monténégro ne cherche pas uniquement à profiter des fonds européens »

Après la réunion au Parlement du Monténégro, la délégation luxembourgeoise s'est rendue à la Villa Gorica où ses membres ont rencontré successivement le Ministre des Affaires étrangères, M. Srdan Darmanović, et le Président du Monténégro, M. Milo Đukanović.

Selon M. Milo Đukanović, les Européens doivent surmonter leurs réticences, issues selon lui d'expériences difficiles lors de l'intégration de la Bulgarie et de la Croatie.

Le plus important serait la stabilité régionale qui passerait nécessairement par l'intégration européenne. Ce ne seraient pas les fonds européens qui motivent la volonté d'intégration du Monténégro, mais bien le souhait de rendre les Balkans plus européens. « Nous voulons ramener les Balkans de l'Ouest dans la maison européenne. Nous pensons que l'Europe est notre maison commune et que nous devons contribuer à sa stabilité et à sa compétitivité », a déclaré M. le Président Đukanović. Les rejets récents ne prennent selon lui pas en compte ces dimensions stratégiques.

Pour M. Milo Đukanović, le rejet de l'ouverture des négociations avec la Macédoine du Nord représente un danger réel : le Gouvernement de Macédoine du Nord a accepté de faire des sacrifices, notamment en changeant le nom du pays, et n'a pas été récompensé de ses efforts. Il risque maintenant de perdre les élections. Selon M. Milo Đukanović, ces développements peuvent notamment favoriser les efforts de la Russie qui chercherait à installer des gouvernements pro-russes dans les Balkans et à « nuire aux valeurs européennes ».

Le Ministre des Affaires étrangères du Monténégro, M. Srdan Darmanović, a quant à lui souligné que le Monténégro « n'a pas de second plan ». Pour lui, le pays joue cartes sur table et n'a pas de stratégie alternative au processus d'intégration européenne.

Les parlementaires luxembourgeois ont partagé son analyse selon laquelle l'alignement de la politique étrangère du Monténégro sur celle de l'UE, son adoption de l'euro et son adhésion à l'OTAN donnent de bonnes cartes au pays en vue de son intégration et rendront celle-ci plus facile à défendre.

100 JOER
#WIELEWATMIRSINN
ALLGEMENGT WAHLRECHT

EXPO | 27.09.19 — 06.09.20

**Où ?**
Musée national d'histoire et d'art (MNHA) au Marché-aux-Poissons à Luxembourg-Ville.
**Quand ?**
Du 27 septembre 2019 au 6 septembre 2020.
**Heures d'ouverture :**
Mardi-dimanche 10-18 h, jeudi 10-20 h, lundi fermé.
**L'entrée est gratuite.**
Programme actualisé sous :
www.wielewatmirsinn.lu

Musée national d'histoire et d'art Luxembourg
MNHA
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Sommet européen des Présidentes et des Présidents de Parlement des 47 États membres du Conseil de l'Europe

# La participation des femmes en politique

« Il faut poursuivre la lutte pour l'égalité de la participation des femmes » : tel était l'appel du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors du sommet européen des Présidentes et des Présidents de Parlement des 47 États membres du Conseil de l'Europe, qui a eu lieu à Strasbourg les 24 et 25 octobre 2019.

« Il y a 100 ans, presque jour pour jour, le 26 octobre 1919, que se sont tenues les premières élections au suffrage universel direct au Luxembourg et que le Grand-Duché a figuré parmi les premiers pays à introduire le droit de vote des femmes », a précisé M. Etgen à l'adresse de ses homologues réunis à Strasbourg. Le Président de la Chambre a néanmoins regretté qu'en 2019, le Parlement luxembourgeois soit « encore loin de la parité avec seulement 17 femmes élues sur un total de 60 députés ».

Au cours de son discours axé sur la participation des femmes en politique et le rôle des parlements nationaux dans la lutte contre la montée du harcèlement, M. Fernand Etgen a exhorté les parlements nationaux à faire face au phénomène du discours haineux en ligne.

Pour lutter de manière plus efficace contre ce phénomène à l'encontre des femmes politiques, le Luxembourg favorise des solutions européennes, à l'instar du code de conduite de la Commission européenne visant à combattre le discours de haine en ligne.

Finalement, M. Fernand Etgen a souligné l'importance des campagnes de sensibilisation, notamment dans les écoles et lycées.

Dans le cadre du centenaire de l'introduction du suffrage universel, la Chambre des Députés, en collaboration avec le Théâtre national du Luxembourg, a programmé une pièce de théâtre mettant en scène les principaux débats ayant mené à l'introduction du suffrage universel.

« Par ces moyens, la Chambre lutte de manière offensive pour promouvoir le rôle des femmes en politique et étouffer le discours haineux contre les femmes politiques », a conclu le Président de la Chambre des Députés.

*Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de son allocution*

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'UE

# Promouvoir une croissance durable dans l'Union européenne

*(de gauche à droite) M. Eugène Berger, M. Alex Bodry et M. Sven Clement à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE*

M. Alex Bodry, M. Eugène Berger et M. Sven Clement ont participé à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'UE qui se tenait les 30 septembre et 1er octobre 2019 à Helsinki pour y aborder les thèmes liés à l'approfondissement de l'Union économique et monétaire de l'UE.

Dans le cadre du volet parlementaire de la présidence finlandaise de l'UE, cette réunion, qui a rassemblé plus de 100 députés des États membres et du Parlement européen, a permis de discuter les questions liées à la macroéconomie et à la réglementation, ainsi que les leviers d'une croissance économique durable en Europe. Au-delà de l'examen du mécanisme européen de stabilité, il a également été question de la création d'emplois et de l'augmentation de la croissance en Europe.

L'attente générale des participants vis-à-vis de la nouvelle Commission consistait dans le renforcement de la dimension sociale et de la formation professionnelle.

Parmi les intervenants figuraient M. Klaus Regling, directeur général du mécanisme européen de stabilité, M. Fabrice Murtin de l'OCDE et M. Olli Rehn, gouverneur de la Banque de Finlande. Mme Katri Kulmuni, Ministre de l'Économie, M. Jyrki Katainen, Vice-Président de la Commission européenne, et Mme Margarida Marques, Vice-Présidente du Comité budgétaire du Parlement européen, ont pour leur part évoqué la place des investissements publics et privés dans l'UE, alors que M. Antero Vartia, fondateur de la fondation Compensate, M. Mika Anttonen, directeur de l'entreprise St1, et M. Jouni Keronen, directeur général de l'organisation Climate Leadership Coalition, ont réfléchi au soutien aux innovations centrées sur le développement durable.

Dans le cadre des échanges avec ces acteurs, les parlementaires de l'UE ont notamment insisté sur l'importance de maintenir la place de l'Europe dans la compétition internationale et d'assurer une croissance durable, tout en mettant l'accent sur la problématique de l'adéquation entre croissance et salaires.

Lors de la conférence, M. Alex Bodry a pour sa part mené un plaidoyer pour un changement de politique en faisant du combat des inégalités et de la lutte contre le changement climatique de véritables priorités.

« Il faut mettre les considérations sociales et écologiques au centre même de nos politiques budgétaires. Les indicateurs du bien-être des gens méritent mieux que d'être simplement utilisés comme critères d'évaluation ex post. Ils doivent déterminer nos choix politiques », a-t-il affirmé.

# 70e anniversaire de l'OTAN : unité mise à l'épreuve

Relations tendues avec la Russie, abandon de l'accord sur le nucléaire iranien, avenir de la mission de l'OTAN dans un Afghanistan en proie aux dissensions, intervention turque en Syrie, tels ont été les sujets inscrits en tête de l'ordre du jour de la session annuelle que l'APOTAN a tenue à Londres du 11 au 14 octobre 2019.

Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, des ministres du pays hôte, des officiers supérieurs et une multitude d'experts se sont joints à plus de 300 parlementaires, parmi lesquels MM. Marc Angel, Eugène Berger, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Sven Clement, qui ont pris part à la session pour réaffirmer les valeurs fondamentales de l'OTAN qui célèbre cette année son 70e anniversaire.

Les participants se sont concertés sur la réponse à opposer à la décision de la Russie de renoncer au traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) – l'un des piliers de la sécurité européenne – et sur la voie à suivre dans le domaine de la maîtrise des armements dès lors que ce traité appartient au passé.

Les membres ont scruté l'évolution des initiatives prises en faveur du retour à la paix en Ukraine.

La décision de l'Iran de revenir sur les engagements pris dans le cadre de l'accord international qui limite ses ambitions nucléaires figurait également à l'ordre du jour de la session, au moment où des divergences se font jour entre Alliés sur la manière de gérer les relations avec ce pays au vu, plus particulièrement, de la montée des tensions dans ses relations avec l'Arabie saoudite.

### La menace du retour de Daech : source de préoccupations

À plusieurs reprises, M. Marc Angel ainsi que de nombreux autres membres de l'APOTAN se sont dits particulièrement préoccupés par la situation dans le nord-est de la Syrie, en évoquant notamment la crainte d'une crise humanitaire, le risque de propagation de l'instabilité au-delà des frontières syriennes et le danger d'un retour en force de Daech, surtout si ses combattants sont en mesure de s'évader de leurs lieux de détention dans la région.

En tant que trésorier de l'APOTAN, M. Marc Angel a également présenté les comptes de l'organisation lors de la session.

Intervenant devant l'Assemblée le dernier jour de la session, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a admis que la Turquie nourrissait « une inquiétude légitime pour sa sécurité », tout en attendant des autorités d'Ankara « qu'elles fassent montre de modération et coordonnent leur action avec d'autres Alliés, de manière que nous puissions conserver notre avantage sur notre ennemi commun, Daech ».

Lors de cette session, M. Sven Clement a partagé son expertise lors de débats sur le cyberespace et l'intelligence artificielle au sein de la Commission Sciences et Technologies, dont il a également été élu Vice-Président.

Pour sa part, M. Marc Angel a été ovationné pour les travaux accomplis en tant que membre de l'APOTAN depuis 2004, ainsi qu'en tant que trésorier et membre du Bureau de l'organisation depuis 2013, un mandat se terminant avec son passage prévu au Parlement européen.

*(de gauche à droite) M. Eugène Berger, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Marc Angel et M. Sven Clement à la session annuelle de l'APOTAN*

# Visite officielle tchèque : « Un échange franc et ouvert »

« Nous avons besoin d'une Union européenne forte, unie et qui sait agir. » C'était le message principal du Premier Ministre tchèque, M. Andrej Babiš, aux députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ainsi qu'aux membres du Bureau à l'occasion de sa visite officielle à Luxembourg le 8 novembre 2019.

« L'Union européenne est confrontée à plusieurs problèmes qu'il faut affronter ensemble », a-t-il également relevé face aux députés luxembourgeois. M. Andrej Babiš a l'intention de présenter prochainement une série d'idées concrètes au nouveau Président du Conseil européen, M. Charles Michel. Selon le Premier Ministre tchèque, le rôle du Conseil européen, institution qui réunit les chefs de Gouvernement des États membres de l'Union européenne, doit être renforcé. D'après lui, le Conseil européen doit également avoir un poids plus important lors des négociations de traités commerciaux avec des pays tiers. De plus, il espère que les relations entre la nouvelle Commission européenne et les chefs de Gouvernement des États membres seront intensifiées.

Les députés ont partagé la conviction du Premier Ministre tchèque selon laquelle « l'Union européenne n'est pas le terrain de jeu des grands, mais qu'il faut également tenir compte des petits pays ». Par contre, une grande partie des députés luxembourgeois ont insisté sur l'importance de la solidarité entre les pays membres de l'Union européenne, surtout en ce qui concerne la répartition des réfugiés.

Une autre thématique abordée lors de l'échange de vues était le changement climatique. Le Premier Ministre tchèque a annoncé aux députés que son pays allait proposer un plan concret à Madrid lors de la 25e conférence sur le climat des Nations Unies (COP25). Plusieurs députés ont rappelé que cette COP est essentielle pour préparer la relève des engagements climatiques de chaque pays, surtout à l'heure où les États-Unis officialisent leur sortie de l'accord de Paris.

Finalement, les députés ont mis en évidence l'importance du dialogue continu entre les pays de l'Ouest et les pays de l'Est. À leur avis, le dialogue régulier est une occasion pour mieux se comprendre, surtout dans des dossiers qui ne font pas l'unanimité.

### « Un partenaire de choix »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a remercié le chef du Gouvernement tchèque pour l'« échange franc et ouvert » et a souligné que la République tchèque est « un partenaire de choix » pour le Luxembourg. M. Fernand Etgen s'est félicité du dialogue continu entre les deux pays.

En effet, cet échange de vues s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions entre des représentants officiels de la République tchèque et les députés luxembourgeois. En octobre, les députés avaient rencontré le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République tchèque, M. Aleš Chmelař. Une visite officielle du Président du Parlement tchèque au Grand-Duché est également prévue en décembre 2019. Celui-ci s'exprimera également lors de la séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux, qui aura lieu les 6 et 7 décembre 2019 à la Chambre des Députés.

*Le Premier Ministre tchèque, M. Andrej Babiš (6e de droite), reçu par les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.*

Présentation du rapport sur la traite des êtres humains par la Commission consultative des droits de l'homme

# Le monde du travail de plus en plus affecté

La lutte contre la traite des êtres humains au Luxembourg connaît des avancées, mais il reste des efforts à faire, car le phénomène de la traite continue et s'accentue notamment dans le monde du travail. Voici les principaux messages ressortis du deuxième rapport sur la traite des êtres humains de la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH), présenté aux membres de la Commission de la Justice et de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 novembre 2019.

### Un phénomène difficile à chiffrer

Le rapport met en évidence la difficulté de chiffrer le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg. Pour 2017 et 2018, le rapport retient 31 personnes victimes de traite, dont la majorité sont des femmes et des personnes originaires des pays tiers de l'Union européenne. Les auteurs du rapport estiment qu'en réalité le nombre de victimes est plus important. Ils recommandent la mise en place d'un meilleur suivi statistique du phénomène.

Si la prostitution était le premier domaine de traite au Luxembourg, le rapport soulève un changement : la majorité des victimes sont exploitées au travail. La plupart des victimes étant détectées par la police, les représentants de la CCDH regrettent que l'Inspection du travail et des mines (ITM) n'en ait révélé aucune malgré le nombre important de contrôles effectués, et ceci dans les secteurs particulièrement concernés que sont la construction, le travail domestique, la restauration et le transport. La CCDH recommande une approche plus proactive de la part de l'Inspection du travail et des mines. Les députés se sont engagés à réagir en chargeant la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés à faire le suivi de la problématique.

### Sensibiliser davantage

Selon les auteurs du rapport, la prise en charge des victimes s'est considérablement améliorée au cours des deux dernières années. Elles sont systématiquement orientées vers les services d'assistance. Le rapport reconnaît également des progrès en termes de sensibilisation des acteurs concernés.

Un effort reste pourtant à faire dans le domaine des formations et de la sensibilisation notamment auprès des syndicats, du personnel de santé et de la population en général afin de détecter les cas de traite. Une nouvelle approche pourrait consister en la pénalisation des personnes ayant recours aux services d'une victime de traite afin de décourager la demande. Le CCDH recommande également de mettre en place une hotline spécifique à laquelle les victimes de traite et de violence domestique pourraient s'adresser 24 heures sur 24.

Quant aux auteurs de traite, le Luxembourg a connu 18 condamnations en 2017 et 2018. Les membres de la CCDH font remarquer que la jurisprudence est plutôt clémente par rapport à la gravité des faits et recommandent une meilleure sensibilisation des magistrats à la problématique.

### Un cadre juridique renforcé

Le cadre juridique concernant la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation a été renforcé au cours des deux dernières années. Ainsi quatre nouvelles lois ont vu le jour, deux projets de loi sont en cours. La CCDH a lancé un appel aux députés de compléter au plus vite le cadre juridique en ratifiant le protocole additionnel de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé de l'Organisation international du travail (OIT). Ce texte prévoit l'élaboration d'un plan d'action national, des mesures d'éducation et d'information des employeurs, des travailleurs et de la population ainsi qu'un renforcement des services de l'Inspection du travail et des mines.

### Un rapport tous les deux ans

Depuis 2014, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) est le rapporteur national sur la traite des êtres humains. Son rôle est de déterminer les tendances, d'évaluer les résultats des actions engagées pour la lutte contre la traite, de s'échanger avec l'ensemble des acteurs concernés et d'adresser au moins tous les deux ans un rapport à la Chambre des Députés.

Il s'agit de son deuxième rapport, remis le 6 novembre 2019 au Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue, et à la Vice-Présidente de la Chambre des Députés, Mme Djuna Bernard. Le premier rapport couvre la période de 2014 à 2016.

*M. Gilbert Pregno (2e de droite) et les représentants de la CCDH ont remis leur rapport à M. Charles Margue (à droite), Président de la Commission de la Justice, et à Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente de la Chambre (à gauche).*

# SÉANCE 2

MERCREDI
9 OCTOBRE 2019

**Présidence : M. Fernand Etgen, Président**

## Sommaire


1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation
   - *Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la résolution 1) (interventions de M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo, M. Roy Reding, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Carlo Back et M. Gast Gibéryen) (dépôt de la motion 1) - M. Eugène Berger - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché*


Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

***(La séance publique est ouverte à 9.01 heures.)***

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

## 2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Mir kommen dann zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Martine Hansen, den Eugène Berger, den Alex Bodry, d'Josée Lorsché, de Gast Gibéryen, de Claude Wiseler, de François Benoy, de Sven Clement, de Georges Engel, de Marc Lies, d'Djuna Bernard, de Fernand Kartheiser, de Franz Fayot, de Léon Gloden, de Jeff Engelen, de Marc Spautz, de Roy Reding, de Gilles Roth an de Laurent Mosar.

Als éischte Riedner huet sech déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vu menger Ried wëll ech, grad wéi den Här Statsminister gëschter och, mech kuerz ausserhalb vum État de la nation bewegen an dat Mënschlecht virop stellen.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun an och a mengem perséinlechen Numm géif ech dem Félix Braz gären all Guddes a virun allem eng gutt Besserung wënschen. Senger Famill a senge Frënn wëll ech Courage an där schwiereger Zäit soen, déi eis alleguer erféiert huet.

Dëst gesot, géif ech dann zréck bei den État de la nation kommen. Här President, d'Lag vun der Natioun, dat ass d'Lag vun de Leit. Dat ass d'Lag vum Alldag vun de Leit. An dësen Alldag hunn ech, leider, gëschter net an der Ried vum Premierminister erëmfonnt. An dobäi bestätegen alleguer d'Émfroen: D'Politik ass ze wäit ewech vun de Leit, ze wäit vun hirer Liewenswierklechkeet, vun hire Problemer am Alldag, vun hiren Urgencen.

D'Leit fannen am Fong, datt d'Politik hinnen net genuch nolauschtert. An d'Leit mengen do net déi grouss geopolitesch Equiliberen an déi makroökonomesch Zesummenhäng oder soss abstrakt Theorien, neen, d'Leit mengen hir vermeintlech kleng Problemer an hirem Alldag. Well fir d'Leit sinn dës „kleng" Problemer déi wierklech grouss Urgencen.

A genee dat ass och de Message, deen d'Leit eis op eisem Nolauschtertour gesot hunn, wou mer d'Leit gefrot hunn, wou de Schong dréckt. Déi spontan Äntwert war definitiv zu 90 % am Alldag vun de Leit. Do kënnt Der elo soen: „Dat sinn «just» Alldagsproblemer. Dat ass keng grouss Politik." Mä da kann ech Iech soen: „Wann déi grouss Politik net bei de Leit ukënnt, dann ass se ganz kleng. An da bleift se och ganz kleng, well all déi grouss Saache fänken u sech am Klengen un."

Duerfir, Här President, fir déi richteg Lag an déi richteg Urgencë vun eiser Natioun ze gesinn, däerf een net vum héije Päerd aus kucken. Do muss een de schicken Designerbrëll ausdinn an den Alldagsbrëll vun de Leit undinn. Duerfir wëll ech probéieren, haut all déi grouss Problemer, déi mer als Natioun, als Stat, als Land, als Wirtschaft an och als Gesellschaft hunn, op den Alldag vun de Leit erofzebriechen.

Ech hu schonns e puermol vum „wake-up call" vum Brexit geschwat oder och vum „wake-up call" vun der Fridays-for-Future-Bewegung. Mä virun allem musse mer déi vill kleng „wake-up calls" vun de klenge Leit heiheem héieren, och wa si kee mediale Lautsprecher hunn, oder grad dowéinst.

Här President, den Alldag vun de Leit ass net ëmmer esou roseg, de Premier géif soen „voller Carpe diem", wéi eis déi blank Wuesstumszuelen an der awer „Héichglanz"-Regierungspolitik (veuillez lire : „Héichglanz-Schéiwieder"-Regierungspolitik) gleewen dinn.

A wann ech scho beim schéine Wieder sinn, da sinn ech och ganz séier bei mengem éischten Tëschebilan vu Blo-Rout-Gréng no engem Joer Bettel 2. An dee fält, aus eiser Siicht an och aus der Siicht vum Alldag, éischter moer aus! An dëse moere Bilan ass gëschter, leider, méi wéi bestätegt ginn, duerch eng Ried, déi ouni all Substanz a quasi ouni all nei Mesure war. An dat soen nu wierklech net nëmme mir!

Vill Konkretes ass och an de leschten zwielef Méint net geschitt. Den Alldag vun de Leit, domadder mengen ech zum Beispill d'Wunnen, d'Schaffen, sech bewegen, an der Schoul léieren, fir eng Urgence an d'Spidol goen a villes méi, alles dat huet sech net wesentlech verbessert oder vereinfacht. Vläicht och, well dës Regierung, dës Koalitioun kee gemeinsame Kompass a keng gemeinsam Strategie fir Land a Leit huet.

Här President: « Chaque pas doit être un but. » Sou sinn d'Memoirë vum Jacques Chirac iwwerschriwwen, deen eis viru Kuerzem verlooss huet. Jo, all Schratt muss een Zil sinn! Dat gëllt fir den Alldag. Mä dat gëllt och fir d'Politik, zumindest fir eng Politik, déi d'Leit als But huet an net sech selwer.

Well Alldagspolitik ass net just, an den Dag erawurschtelen! Et ass den Dag, de Mount, d'Joer an d'Jore vum Enn hier denken. Duerfir mussen déi strategesch Richtung an de Kurs stëmmen. D'Politik muss vill méi e Wee an d'Zukunft sinn. An d'Politik muss d'Leit op dësem Wee mathuelen a virun allem do ofhuelen, wou se grad stinn, sou wéi gewëssermoossen e politesche Bummelbus oder Ruffbus.

An alles dat geschitt awer bei Blo-Rout-Gréng am Moment net! D'Leit ruffen zwar no der Politik, mä de Mathuelbus kënnt net. An den Navi am Regierungsauto, ech hat et schonn eng Kéier ugeschwat, ass, mengen ech, net nëmmen defekt, mä ech mengen, en ass iwwerhaapt net u Bord vu Bettel 2.

Nu sot den Étienne Schneider zwar de Méindeg um Radio, datt dës Koalitioun steet. Ech hunn du bei mir geduecht: „Mä dat ass grad de Punkt!" Den Här Schneider huet et zwar, mengen ech, anescht gemengt. De Fakt ass awer: Dës Koalitioun steet am Politikstau a kënnt net vum Fleck. An déi eenzeg Traficinfo, déi do hëlleft, ass definitiv d'Traficinfo vun de Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV-Fraktioun si mer gären dozou bereet, eng Alldagshand matunzepaken, wa mer dann iwwerhaapt gehéiert ginn a wa mer Äntwerten op eis Froe kréien. Neierdéngs muss ee souguer soen: Wa mer eis Froen däerfe stellen! Wann eis Propositiounen net einfach niddergestëmmt ginn, just well se vun eis kommen! Wann déi mat grousse Wierder versprachen Transparenz endlech kënnt! A wann och de Respekt virun der Oppositioun an domadder och virun der Chamber a virun de Leit erëm do ass!

An ech erënneren hei un de fréiere Statsminister Gaston Thorn, deen 1978 a senger Ried zur Lag vun der Natioun sot: « [...] s'il y avait de la part de l'opposition la moindre proposition valable, ce n'est pas son origine et ce n'est pas notre prestige qui nous empêcherait de l'accepter, au contraire, ne désirant que le bien commun, nous sommes prêts à discuter toute proposition constructive et sincère [...] ». Do kann ech just soen: Dat waren nach Zäiten!

***(Interruption)***

Trotzdeem bleiwe mer bei eiser Approche vun der konstruktiv-kritescher Oppositioun. Konstruktiv, wou et nëmme geet. Mir hunn am leschte Joer sechs Gesetzespropositiounen an 33 Motiounen deposéiert. A mir wäerten och dëst Joer domadder weiderfueren. Mir loossen eis do net beiren. Mä mir wäerte jiddefalls och kritesch-robust bleiwen, do, wou et muss sinn, well d'Kontroll vun der Regierung ass eng vun de wesentlechen Aufgabe vun enger Oppositioun. A bei dëser Regierung geet engem do d'Aarbecht net aus.

Dës Kontroll schéngt dëser Regierung jo absolutt net ze gefalen. A si probéieren dann och mat ënnerschiddleche Moyenen, dës ze verhënneren. Ech soe just hei op dëser Plaz: Mir wäerten och an Zukunft eiser Kontrollfunktioun, och wann dat der Regierung net ëmmer an de Krom passt, gerecht ginn!

Mir mussen der Regierung net gefalen. A mir loossen eis definitiv kee Maulkuerf undinn.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- A mir hätte gären Transparenz bei der Chambersaarbecht. Déi ass net ëmmer gewënscht. Mir haten dës an déi lescht Woch dräimol e Verbatim gefrot vun enger Kommissiounssitzung. Dës wären da fir d'Effentlechkeet zougänglech gewiescht. Dräimol ass dat vun der Majoritéit refuséiert ginn.

An am Sënn vun der Transparenz deposéieren ech duerfir hei am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Resolutioun, wou mer froen, datt alleguer eis Kommissiounssitzungen ëffentlech ginn. Grad déi gréng hate jo och am Wahlprogramm Fräiheet a Biergerrechter stoen an hunn am Prinzip datselwecht gefrot, soudatt mer jo do u sech missten dann eng Majoritéit kréien.

Wannechgelift!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci.

***Résolution 1***

*La Chambre des Députés,*

*- constatant que pour pouvoir participer pleinement au processus démocratique, il est impératif que les citoyens et citoyennes se voient reconnaître l'accès à l'information publique comme un droit fondamental ;*

*- notant que ce droit contribue à la légitimité et à la confiance envers les institutions étatiques ;*

*- constatant que les séances plénières de la Chambre des Députés sont publiques et qu'elles sont retransmises à la télévision ainsi que disponibles en ligne ;*

*- constatant également que d'autres parlements, dont le plus emblématique, à savoir le Parlement européen, vont plus loin dans leur volonté de transparence et d'ouverture en permettant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct via retransmission télévisée et/ou en différé sur le web les discussions au sein des commissions parlementaires ;*

*- constatant que les discussions préparatoires au sein des commissions parlementaires font partie intégrante de la procédure législative,*

*décide*

*- dans le sens de la transparence que les réunions des commissions sont par principe publiques ;*

*- de permettre partant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct les débats et discussions au sein des commissions parlementaires via retransmission télévisée sur Chambre TV et en différé via retransmission sur le site de la Chambre des Députés ;*

*- de réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles.*

*(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank, Marc Spautz.*

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ufänke wëll ech mäin Alldagstour awer mat engem Thema, dat mer och dacks ze wäit ewech vun de Leit diskutéieren, näämlech just héichtrabend makroökonomesch an Terme vu Bruttoinlandsprodukt, a mir vergiessen dobäi, wéi bal ëmmer, de „Bruttoalldagsprodukt", wann ech esou däerf soen. Ech schwätzen natierlech vum Wirtschaftswuesstum, dee jo am Moment bei ronn 3 % läit.

Dat ass e Prabbelissujet, dee vill aner Themen ëmspaant an deen eigentlech bal alleguer eis Problemer zu Lëtzebuerg, méi oder manner, duerchdréngt. Well soulaang mer déi negativ Aspekter vum quantitative Wuesstum net an de Grëff kréien, kréie mer och d'Lag vun eiser Natioun net wierklech an de Grëff.

Hei hat ech scho vum faméisen Hamsterrad geschwat, aus deem d'Leit am Alldag eraus mussen. An ech hunn deemools och fir en neie Wuesstum vum Wuelbefanne geschwat. Et kann een och vu méi Liewensqualitéit schwätzen an op alle Fall vum Paradigmewiessel vun der renger PIB-Quantitéit zur Qualitéit vum Wuesstum an eben domadder zum qualitative Wuesstum.

Déi wirtschaftlech a finanziell Situatioun vun eisem Land ass op den éischte Bléck gutt. Dat huet de Premierminister gëschter nach eng Kéier confirméiert. Dat ass déi positiv Säit vun der Wuesstumsmedail. An hei musse mer vläicht en neien Equiliber fannen. Mir brauchen en Alldagsequiliber tëschent Wuesstum a Liewensqualitéit. An u sech heescht déi politesch Setzwo, fir dësen Equiliber ze fannen, ebe qualitative Wuesstum.

Här President, am Moment sinn also Suen do. Bei Bettel 2 ginn et awer just „Gute Zeiten", d'„Schlechte Zeiten" ginn u sech mat der Carpe-diem-Fernbedienung fortgezappt. A grad am internationale Kontext si schwiereg Zäiten duerchaus probabel, dat seet souguer de Statec. Bis Enn des Joers wäert Washington am Handelsstrëit - deen och en Technologiestrëit ass - tëschent den USA a China Strofzoll fir ronn 550 Milliarden Dollar ophiewen. Ee Wirtschaftskonflikt tëschent den USA a China ass wahrscheinlech, an dat mat negative Konsequenze fir d'Weltkonjunktur, also och fir d'Leit.

An da bleift ze hoffen, datt an där schéiner Carpe-diem-Welt net op eemol iwwer Nuecht Schluss ass mat der Sonn. Well wa mer dann eis gutt Stuff hëtze mussen, gëtt et schwiereg. Holz hu mer net vill op d'Säit geluecht. Mir hunn éischter op Stréifeier gesat.

A wann ech dann nach eemol duerch mäin Alldagsbrëll kucken, muss ech soen: Et kann net sinn, datt d'Lag vun der Natioun just iwwert déi abstrakt Statskeess beuerteelt gëtt. Neen, et geet hei och ëm d'Leit an hir Alldagskeess. Hei muss de Wuesstum ukommen, soss bréngt en näischt. D'Leit däerfen net just d'Nodeeler vun der Bakstuff spieren, si mussen och e fairt Stéck vum Kuch matkréien. Well u sech, sozial ass eng Maartwirtschaft just, wann de Wuelstand och bei de klenge Leit an och bei der Mëttelschicht ukënnt mat gerechte Léin, mat gerechte Profitter an och mat gerechte Steieren.

Ech sot „kleng Leit" an „Mëttelschicht". Genau hei muss och d'Steierreform prioritär usetzen. Si muss bei de klenge Leit an och der Mëttelschicht usetzen, déi eist Land am Alldag dréit an déi et dacks schwéier huet, well se ze vill huet, fir gehollef ze kréien, a well se awer net genuch huet, fir dat deiert Liewen - Stéchwuert Logement - hei zu Lëtzebuerg ze bezuelen.

Här President, eis Ekonomie wiisst laut Statec souwuel dëst Joer wéi och 2020 ëm ronn 3 % weider. All déi einschlägeg Agencen hunn eis de faméisen Triple-A confirméiert. Dat ass gutt esou. Mä wéi ass et eigentlech mam Triple-A beim Wuelbefannen a bei eiser Zefriddenheet am Alldag? Hei leien eben dacks Welten dertëschent, an dat ass déi zweet Säit vun der Medail vum Wuesstum.

Fakt ass: Mir gi schnurstracks op den 1,1-Milliounen-Awunnerstat zou, mat netto ronn 10.000 neien Awunner am Joer. Dat ass en zolidd Beetebuerg pro Joer méi. Vun 2011 bis 2019 ass eis Bevëlkerung ëmmerhi vu 512.400 op 614.000 Awunner eropgaangen. An dës demografesch Croissance bréngt eis dann och all Dag weider Problemer, déi mer u sech net wëlle gesinn, grad och fir d'Leit am Alldag.

Mä den 1-Millioun-Awunnerstat stellt laut Press fir d'Madamm Cahen kee Problem duer. Esou einfach kann ee sech d'Liewen natierlech och maachen, awer just, wann een den Alldag aus

der Siicht vum Designerbrëll kuckt an d'Alldagsproblemer Logement, Mobilitéit, Klima, Gesondheetswiesen net erkennt oder net erkenne wëllt.

Gläichzäiteg sot den Här Bettel, hie wéilt d'Handbrems zéien. Dat sot en zumindest nom New Yorker Klimasommet um „Radio 100,7". Wat heescht dat konkret? Datt mer den Auto hannerëmsetzen? Oder de Wuesstumszuch entgleise loossen? A wann ech scho beim Wuesstum sinn, da muss ech nach eng weider Fro stellen: Wat ass eigentlech mam Här Rifkin a senger drëtter industrieller Revolutioun passéiert? Virun de Wahle vun 2018 war dat deen Hype. An elo schéngt d'Revolutioun, mengen ech, virun allem am Tirang ze passéieren.

An nach ee Wuert zur Wuesstumskontrovers: Neen, mir kënnen de Wuesstum net dekretéieren, mä mir kënne politesch Impulser setzen an déi eng oder an déi aner Richtung. A mir géifen eis Impulser eendeiteg a Richtung méi Qualitéit a manner Schied fir d'Leit setzen. Méi am Detail op d'Erausfuerderunge vum Wuesstum wäert de Claude Wiseler nach am Laf vun dëser Debatt agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net nëmmen de Wuesstum hélt zou, mä paradoxerweis wuessen och déi sozial Ongläichheeten an eiser Gesellschaft, an dat ass ni gutt fir e Land. D'„Tageblatt" huet dat emol richtegerweis am Abrëll als „Reichtumsparadoxon" betitelt.

Fakt ass jiddefalls, datt d'Schéier tëschent Aarm a Räich zu Lëtzebuerg net méi kleng gëtt, mä méi auserneegeet. 2010 hate mer en Aarmutsrisiko vu 14,5 %, 2018 vun 18,7 %. Dat seet d'Caritas, dat seet och d'Chambre des Salariés, dat seet och de Statec. Bei der Jugendaarmut a bei de Working Poor leie mer op där schrecklecher zweeter Plaz. Nu kann een alles relativéieren a mathematesch ass dat och vläicht richteg, mä mënschlech a moralesch ass dës Situatioun einfach inakzeptabel an engem vermeintlech räiche Land wéi Lëtzebuerg an eng richteg sozial Urgence. An der Alldagspraxis vun de betraffene Leit ass dat e Riseproblem, dee muss geléist ginn.

Leider hu mer gëschter kee Wuert heiriwwer héieren. A well dee Sujet eis awer um Häerz läit, huet de Paul Galles heizou eng Interpellatioun ugefrot.

Wichteg fir d'Grondvertraue vun de Leit an d'Zukunft ass awer och d'Rechtssécherheet an d'Planungssécherheet am Alldag vun hirer Aarbecht. An anere Wierder: Wat och definitiv net däerf geschlaff ginn, ass d'Aarbechtsrecht hei zu Lëtzebuerg. Dat ass een zentralen Acquis vun den Aarbechtsnehmer. Dat heescht net, datt een net muss Upassunge maachen, och am digitalen Zäitalter, mä et däerf keng Verschlechterung fir d'Leit ginn.

Weiderkomme musse mer dann och erëm beim Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg. Nach virun engem Joer huet de Pierre Gramegna richtegerweis gesot, datt de Sozialdialog respektiv Sozialtrialog an domadder och de soziale Fridden d'Häerzstéck vum Lëtzebuerger Erfollegsmodell wären. An elo brénge mer et emol net méi fäerdeg, datt sech d'Patronatsvertrieder zesumme mat de Gewerkschaften an der Regierung un een Dësch zur gläicher Zäit setzen. Dat ass eng Entwécklung ...

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- Wien ass dann doru Schold?

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Ech denken, mir net.

Dat ass eng Entwécklung, déi schlecht fir d'Leit an eisem Land ass. A virun allem d'Politik an net zulescht och de Statsminister sinn hei an der Verantwortung, fir ze vermëttelen. Well grad a schwieregen Zäite muss déi „grouss Famill vun de Lëtzebuerger" - also Patronat a Salariat -, wéi de Pierre Werner et eemol um Enn vun der Stolkris sot, zesummestoen. An de Marc Spautz wäert nach weider op dëse Sujet am Laf vun der Debatt agoen.

Här President, ech kommen dann zu engem Thema, dee gëschter ugeschwat ginn ass, deen, an dat muss een éierlech soen, och dank der Fridays-for-Future-Bewegung mëttlerweil bei jiddwerengem op der Agenda steet. An ech géif de jonke Leit gären haut an hei mäi Respekt fir hiren Engagement soen. Apolitesch sinn déi jonk Leit vun haut jiddefalls net, an dat ass och gutt esou.

Bei dëser Regierung schéngt de Problem also erkannt ze sinn. De Premierminister huet gëschter allerdéngs just eng Klimadiagnos gemaach, an duerfir hätte mer am Prinzip net missen an d'Chamber kommen. Dat kënne mer all Dag an der Zeitung liesen. De Premier huet awer leider keng eenzeg konkret Klimaschutzmesure genannt. Net eng!

Dir Dammen an Dir Hären, wa bei enger Krankheet no der Diagnos näischt kënnt, riskéiert de Patient ze stierwen. An dësem Fall wär et de Klima.

Tatsaach ass, mir mussen de Klimawandel an de Grëff kréien. An och beim Klima geet et drëm, fir eise Wirtschaftswuesstum esou ëmzetässelen, datt mer eisen Energie- a Ressourcëverbrauch däitlech reduzéieren an awer gläichzäiteg d'Liewensqualitéit vun de Leit am Alldag méi grouss maachen an zu gudder Lescht och net op d'Käschte vun den nächste Generatioune liewen.

Ech soen dacks - an ech hunn dat Bild vum Marco Schank ausgeléint -: „Fir datt de Klimaschutz eng Realitéit an en Erfolleg gëtt, musse mer d'Leit alleguer mat an d'Klimaboot kréien." An dat heescht: keng elitär, keng besserwësseresch Klimapolitik vun uewen erof a scho guer keng Verbuetspolitik mam béise Fanger aus der politescher Bubble.

Neen! Wat mir brauchen, ass eng positiv Klimapolitik, déi d'Leit iwwerzeegt, déi de Leit hir ganz perséinlech Alldagsklimawend méi einfach an net méi komplizéiert oder onméiglech mécht. Et geet eis näämlech ëm e méiglechst grousse Klimakonsens an eiser Gesellschaft iwwer all Alters-, Schichten- a Parteigrenzen ewech. An dat ass net einfach a brauch e bësse Gedold. Natierlech huet een déi net, wann ee jonk ass. An dat ass och dat gutt Recht vun de jonke Leit.

Duerfir plädéieren ech awer grad a Saache Klimawandel fir een erneierte Gesellschafts- a Generatiounevertrag. Ech mengen näämlech, datt mer eis alleguer an der Klimamëtt vun eiser Gesellschaft kënnen erëmfannen, an dat mat konkrete Klimamesuren, déi zwar vläicht net jiddwerengem passen, mä déi awer vun enger breeder Majoritéit gedroe ginn an déi och laangfristeg de Leit alleguer eppes bréngen. An hei hätt ech mer, wéi gesot, konkret Propose vum Premierminister erwaart.

An eent muss och kloer sinn: Fir eis geet et beim Klimaschutz net ëm eng Ideologie. Ideologie ass ëmmer verbassen. Ideologie dréit ëmmer ëm sech selwer. Ideologie ass ëmmer ofgrenzend an net inklusiv. Mir brauchen awer nei Klimaiddien, Klimavisiounen, Klimaresultater. Esou erreeche mer d'Leit am Alldag an esou komme mer zu engem méi nohaltege Klimaschutz. An enger Demokratie ass dat deen eenzege Wee. An dat ass och gutt esou.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Wat sinn Är Proposen?

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Ma mir hunn der. Mir wäerten der méi liwwere wéi de Premierminister gëschter.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Dat ass net einfach.

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Dat ass net schwéier, géif ech soen.

***(Brouhaha)***

Här President, an hei geet et definitiv net duer, fir mat Klimawierder ...

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Der sidd nach net esou richteg ...

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- ... a Schlagwierder ze kommen oder mat groussen Analysen ...

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Sarkasmus!

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- ... oder och nach mat Zukunftsziler, ouni de Wee dohinner am Detail ze beschreiwen. An ech schwätzen hei net vum Greta oder vun deene Jonken op der Strooss, ech schwätzen hei villméi vun eiser Regierung, vun der Ried gëschter an och vun hirem provisoreschen nationalen Energie- a Klimaplang. Hei si vill schéi Wierder ze liesen an och vill schéin Ziler. Mä wéi mer dohinnerkommen, bleift eis e Rätsel.

An ech ka mech ganz gutt erënneren un eng vu mengen éischten Emweltkommissiounen, wéi d'Madamm Dieschbourg just Minister war, dunn hat si eis ganz houfreg erklärt, datt mer d'EU opgefuerdert hätten, fir nach méi ambitiéis Klimaziler ze setzen. Dunn hunn ech gefrot, wat dann de Bäitrag vu Lëtzebuerg wär, fir dës nach méi ambitiéis Klimaziler ze erreechen. An ech ka mech ganz gutt erënneren, wat d'Äntwert war. D'Äntwert war, dat wär eng domm Fro, well et géif hei ëm d'EU goen an net ëm Lëtzebuerg. Ben, als Pädagog soen ech: „Et gi keng domm Froen. Et gi just ...". An dat soen ech dann elo net an ech fueren elo einfach mat mengen domme Froe virun.

Mir géifen zum Beispill gär wëssen: D'Regierung wëllt bis 2030 50 % bis 55 % manner $CO_2$-Ausstouss. Mir sinn awer emol net méi „on track", fir d'Zil vu minus 20 % fir 2020 ze erreechen. Wéi eng Strategie huet d'Regierung dann, fir dëst Zil ze erreechen?

D'Regierung wëllt bis 2020 11 % Undeel vun erneierbaren Energien, 23 % bis 25 % fir 2030. Am Moment hu mer 6,5 %. Wéi eng Energiestrategie huet d'Regierung?

Wéi eng Strategie huet d'Regierung, wa Firme wéi zum Beispill Google op Lëtzebuerg kéimen? De Premierminister sot gëschter, d'Regierung wär deem Projet géintiwwer ganz positiv agestallt. Hie sot awer och, et wär normal, wann ee sech géif Froe stellen.

Abee, da stellen ech meng Froen nach eemol. An et geet wierklech net drëm, ob een derfir oder dergéint ass, mä wann ee wëllt plangen, da mussen d'Informatiounen um Dësch leien. Transparenz nennt een dat. Ech stellen d'Fro einfach nach eemol: Wéi sinn eis Energieklimaziler ze erreechen, wa Google kënnt? A wéi eng Konsequenzen entsti fir Lëtzebuerg, wa mer d'Ziler net erreechen?

De Premier huet d'Diagnos gestallt: „Dem Klima geet et schlecht." D'Regierung huet sech Ziler gesat, an dat war et! De Wee, fir all dës Ziler ze erreechen, muss kloer ginn. An am Moment gëtt et hei just blo-rout-gréngen Niwwel. Mir brauchen awer wäisse Klimadamp. A fir dësen Niwwel e bëssen ze lichten an ze duerchkucken, huet de Claude Wiseler genau zu dësem Klima- an Energieplang eng Interpellatioun ugefrot. A mir hoffen, datt déi an där nächster Sessiounswoch op den Ordre du jour kënnt.

**Une voix**.- Très bien !

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Här President, fir mäin Alldagsbrëll erëm unzedoen: Mir mussen den Alldag vun de Leit esou gestalten, datt en einfach gëtt a bezuelbar gëtt an nohalteg. Well d'Leit si bereet, fir klimafrëndlech ze liewen, mä et muss hinnen en erkennbare Mehrwäert och u Liewensqualitéit bréngen. An et muss einfach sinn. Klimafrëndlecht Liewen ass nach ze dacks eng Affär vun enger selwer deklaréierter Elitt. An dat ass schlecht an absolutt kontraproduktiv.

Här President, dës Bettel 1- an -2-Regierung, mat Participatioun vun deene Gréngen, huet och beim Klima nach net vill Opweises. An dat bestätegt souguer de Mouvement écologique. Si hunn net nëmmen näischt gemaach, si hate souguer Mesuren ofgeschaaft, déi schonn do waren. Ech erënnere just un d'Primm vum Elektroauto vum Marco Schank. Déi ass awer duerno erëm mat vill Tamtam agefouert ginn. An do muss ech soen, am Tamtam ass d'Regierung richteg gutt.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Als CSV hätte mer gären eng Klimapolitik mat de Leit am Boot, mat gesondem Mënscheverstand, mat der Wëssenschaft am Boot, mat der Wirtschaft och, a virun allem sozial ausgeglach an absolutt käschtenneutral fir déi kleng Leit. De Klimaschutz muss och nohalteg si fir d'Leit an och fir d'Betriber, besonnesch och fir eis PMEen an och fir eis Baueren a Wënzer. An och hei gëllt: Positiv Ureizer mussen eis Klimapolitik dominéieren.

An anere Wierder: Mir brauchen eng pragmatesch Klimastrategie, déi kompatibel ass mam Alldag a mat der Praxis, a keng dogmatesch Klimaideologie vun uewen erof.

An dann ass Klimaschutz och méi wéi $CO_2$. Klimaschutz bedeit och a grad Ressourcëschutz. Schliisslech hate mer schonn eise sougenannten „Overshoot Day" de 16. Februar, also deen Zäitpunkt, wou mer eis virtuell alljäerlech Ressourcë schonn opgebraucht hunn. Dat ass esou, wéi wa schonn no der éischter Woch vum Mount d'Pai verbraucht wär. Da gëtt de Mount zimlech laang.

Et ass jiddefalls net normal, wat fir ee schwéiere Ressourcërucksak jiddweree vun eis muss, zumindest virtuell, am Alldag droen. Mä och do däerfe mer kee verdäiwelen. Soulaang et méi bëlleg a méi einfach ass, eppes Neies ze kafe wéi eppes flécken ze loossen, soulaang kënne mer de Leit et net verdenken, datt eis Ressourcë verschwent ginn. Esou funktionéiert nun eemol de Mënsch. An eng realistesch Klimapolitik muss och vun engem realistesche Mënschebild ausgoen, soss funktionéiert se net. Duerfir brauche mer hei e Mentalitéitswandel queesch duerch eis Gesellschaft an och duerch eis Wirtschaft.

Klimapolitik heescht dann och - an ech wäert nach op déi eenzel Punkten agoen - méi Kreeslafwirtschaft, eng besser Stadentwécklung, eng aner Mobilitéit, manner Energieverbrauch an och eng nach méi nohalteg Liewensmëttelproduktioun.

Wat elo d'Landwirtschaft speziell ugeet, an Dir wësst, si läit mer och speziell um Häerz, do hunn ech eng separat Interpellatioun ugefrot, an duerfir och hei just kuerz:

D'Landwirtschaft bënnt duerch hir Produktioun ganz vill $CO_2$. D'Landwirtschaft ass also een Deel vun der Léisung. A wa mir alleguer géife vill méi oppassen, fir regional a saisonal anzekafen an ze verbrauchen, manner fortzegeheien, och an der Restauratioun an och an eise Kantinnen, dann hätte mer schonns vill fir de Klima gemaach.

D'Landwirtschaft ass awer och e gutt Beispill, fir ze illustréieren, datt mer am Klimaschutz - an net nëmmen do, mä och do - musse global denken. Et kann net sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg Virschréften iwwer Virschréfte maachen an dann awer Handelsofkommessen ënnerschreiwen, wou mer Liewensmëttel um Maart géifen akzeptéieren, déi ënner dubiéise Klimabedéngunge produzéiert ginn. Da kënne mer zwar schäinhelleg soen: „Zu Lëtzebuerg hu mer d'Ziler erreecht", mä weltwäit hu mer absolutt näischt fir de Klima gemaach. Duerfir si mer als CSV och extrem skeptesch zum Ofkommes mam Mercosur.

Ganz äänlech ass et bei eiser Industrie gelagert. Och d'Industrie ass, grad wéi d'Landwirtschaft och, fir eis e Choix de société. Den Här Schneider ass also net deen Eenzegen, deen dat seet. Mir wëllen net just eng Lëtzebuerger Gesellschaft vun den Déngschtleeschtungen, vum Tertiaire. Mir wëllen eng Gesellschaft, déi och produzéiert, virop an eisen Handwierksbetriber, mä och an eiser Industrie, déi och dacks Weltspëtzt ass. Och haut nach an der Stoltechnologie, wéi mir als CSV viru Kuerzem bei enger Visitt gesinn hunn. Investitiounen an d'Fuerschung rentéiere sech ëmmer. Allerdéngs mussen och eis Produktiounen nach méi klimagerecht ginn. Dozou sinn och eis Betriber bereet. Mä d'Politik däerf se net am Reen oder am Dréchene stoe loossen. Béides ass schlecht.

Zousätzlech Klimamesurë bedeite ganz dacks ee méi deiert Produkt, e Verloscht vu Konkurrenzfäegkeet. Wann do op där anerer Säit keng begleitend, ënnerstëtzend a schützend Moossnamen ergraff ginn, da riskéieren eis Betriber, hir Konkurrenzfäegkeet komplett ze verléieren an hir Produktioun hei mussen anzestellen. An dat kann net de Wee sinn, well d'Produkter ginn dann do produzéiert, wou se duerch manner Emweltoplage méi bëlleg sinn. An dann hu mer keng Win-win-Situatioun, mä eng Loselose fir eis a fir de Klima.

Mir mussen also mat gescheite politesche Mesuren eis Verantwortung huelen - déi hu mer, déi huet jiddwereen -, ouni awer eis Wirtschaft futtizemaachen. Nëmmen da kënne mer global eppes fir de Klima maachen. Mir brauche positiv Ureizer fir d'Betriber. Mir brauchen eng Dekarboniséierung, awer keng Deindustrialiséierung. Ech hunn dat éierens an der Press gelies, ech weess awer net méi wou. Mä op jidde Fall stëmmt d'Ausso.

Mir mussen Innovatiounen, d'Fuerschung an dësem Beräich extrem ënnerstëtzen. Circular Economy a Recycling musse massiv gefërdert ginn, an net just als Alibi-Schlagwierder.

Realistesch an alldagstauglech, Här President, muss dann och eis Mobilitéitspolitik sinn. Och hei gëtt dacks mam béise Fanger gewisen. Och hei bréngt dat näischt. Kee steet gären am Stau. A vill vun eis stinn awer do, all Dag. Dat ass eng riseg Energie-, eng Nerven- an och eng $CO_2$-Verschwendung. An aus dësem Stau musse mer d'Leit erausféieren.

D'Politik soll, éischtens, alles drusetzen, fir esou vill wéi méiglech Mobilitéit iwwerflëlsseg ze maachen. Stéchwuert: Teletravail oder och modern: Home Office. Mir haten eng Motioun am Fréijoer deposéiert. Leider ass se ofgeleent ginn a leider ass nach net vill an dës Richtung passéiert.

Zweetens, d'Politik soll dat ëffentlecht Transportangebot massiv ausbauen. D'Regierung seet dat och. Den Här Bettel huet gëschter erëm gesot, datt de gratis ëffentlechen Transport eng Mesure fir de Klimaschutz wär. Dat kéint och funktionéieren, wann den ëffentlechen Transport net ausgelaascht wär, elo schonns. Dat ass awer de Fall. Hei musse mer also wesentlech méi effikass ginn. Den ëffentlechen Transport muss besser funktionéieren.

Wann Der d'Leit frot, firwat datt se net den Zuch oder de Bus huele fir op d'Schaff, dann ass et net, well en ze deier ass, mä et ass, well en ze voll ass, well en ze spéit kënnt, well en net ëmmer pünktlech ass, well net ëmmer Verlooss drop ass, well ee méi dacks muss ëmklammen, well een um Heemwee vläicht nach eng Kéier muss akafe goen oder um Heemwee muss d'Kanner an de Sport féieren, well en net onbedéngt praktesch ass am Alldag. Fir als éischt Mesure also den ëffentlechen Transport gratis ze maachen, ass erëm eemol d'Päerd vun hannen opgesuedelt. Fir d'Éischt den ëffentlechen Transport verbesseren an ausbauen, an zwar iwwerall am Land, dat wär méi zilféierend gewiescht.

An da riskéiert dës Mesure och nach, sozial Ongerechtegkeete mat sech ze bréngen. Wann näämlech heibäi och nach d'Bensinns- an Dieselpräisser géife kuerzfristeg drasteg an d'Luucht gesat ginn, dann hu mer virun allem déi Leit bestrooft, déi am ländleche Raum wunnen, wou den ëffentlechen Transport net funktionéiert, déi den Auto brauchen, déi nogewisenerweis och nach manner Akommes hunn, wou de sozioekonomesche Faktor méi niddreg ass, déi also net onbedéngt déi Suen hunn, fir vun engem Dag op deen aneren en aneren Auto ze kafen.

Ech weess elo net méi, ob et déi Blo, déi Rout oder déi gréng waren, op jidde Fall - ech mengen, et waren déi Rout - ware se sech am Ufank net eens, wat sollt genau mat der Gratuitéit bezweckt ginn. Deen een huet vun enger Klimamesure geschwat, deen anere vun enger sozialer Mesure an een Drëtten hat gemengt, et wär eppes dertëschent. Zu dräi ass dat och net ëmmer esou einfach. Mä hei vun enger sozialer Mesure wëllen ze schwätzen, dat ass schonns skurill. Et riskéiert éischter eng onsozial Mesure ze ginn, an domadder kënne mir net averstane sinn.

Drëttens, ...

***(Interruption)***

Maja, ech ka mer virstellen, datt Der dat gesot hutt. Ech kann dat awer hei widderleeën.

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV).*- Also mir hunn de Premierminister ausschwätze gelooss.

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- An dat hutt Der ... Wann Der nogelauschtert hutt, da misst Der dat u sech och verstanen hunn. Ech hu gesot, da géift Der ganz geziilt déi Leit am ländleche Raum u sech benodeelegen. Et ass och eng Statistik erauskomm. Ech hunn déi Etüd elo net hei virgelies. Also ech schwätzen dann och virun, well mir haten den Här Bettel och net ënnerbrach. Mä ech äntweren elo just ganz kuerz.

***(Interruption)***

Et gëtt eng Etüd vum Statec, wou drop higewise gëtt: Méi deier op der Pompel a gratis ëffentlechen Transport, da géife virun allem d'Résidents au centre du pays dovunner profitéieren an de ländleche Raum net. Also kann een net onbedéngt soen, datt dat da sozial ausgeglach wär. Sou!

Mäin drëtte Punkt: Mir brauchen e Mobilitéitsmix, dee funktionéiert. A mir hunn am Moment eng nei Mobilitéitsapp kritt. Dat ass schéin, mä dat geet nach net duer. Mir mussen, wéi gesot, den ëffentlechen Transport iwwerall ausbauen, och am ländleche Raum. Mir mussen och nach massiv an d'Vëlosweeër investéieren. Mir ware mat eiser Fraktioun um Vëlostour am Summer fir de Klima ënnerwee an do hu mer u sech Vëlosweeër gesicht. Mir hunn och schéiner fonnt. Mä ech kann Iech just soen, déi sinn awer net alldagstauglech, fir déi ze huelen, fir op d'Schaff ze fueren. Do hu mer nach ganz vill Nohuelbedarf. An da mengen ech, kann een och net vu jiddwerengem verlaangen, mam Vëlo op d'Schaff ze kommen.

Mir waren och zu e puer mat der Vëlos-Initiativ, déi eng ganz flott Initiativ haten, „Mam Vëlo op d'Schaff", vu Miersch oder Cruchten aus an d'Stad komm. Dat ass och an der Rei. Dat kann een awer net all Dag maachen. An ech kann Iech soen, haut an dësem Wieder wär ech net gefuer.

**M. Carlo Back** *(déi gréng).*- Firwat?

***(Interruption par Mme Josée Lorsché)***

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Ma ech mengen, Dir kommt net onbedéngt aus dem Heischtergronn mam Vëlo heihinnergefuer.

***(Brouhaha)***

Wa mer awer zum Beispill Opfänkparkingen hätten, ...

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Si fueren och net mam Vëlo dorobber.

***(Hilarité)***

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- ... Opfänkparkingen, wou een de Vëlo (veuillez lire: den Auto) kéint virum Stau stoe loossen an dann do op en anert Verkéiersmëttel ëmklammen. Also et ass nach villes machbar beim Mobilitéitsmix.

Véiertens, de Klimaschutz ass an den Ae vun der CSV net géint den Auto a virun allem net géint den Autosfuerer. Mä mir brauchen eng propper Individualmobilitéit. A grad am ländleche Raum, ech hunn et scho gesot, wäert een net kënnen op den Auto verzichten.

Mir sollen och net eleng op d'Elektromobilitéit bauen. Och déi muss nach méi propper ginn, virun allem och global gekuckt. Och déi huet nach aner Problemer. Mir sollen och d'Waasserstofftechnologie ënnerstëtzen, och wa se nach ëmmer komplizéiert bleift, an och d'Entwécklung vu syntheetesche Kraaftstoffer. Jiddwer Form vu klimafrëndlecher Mobilitéit muss finanziell ënnerstëtzt ginn. D'Politik soll d'Jalonen esou setzen, datt et rentabel gëtt, fir emissiounsaarm oder -fräi ze fueren.

Et ass fir eis schwéier, Proposen duerchzerechnen, virun allem well mer vun der Regierungssäit nach näischt gewuer gi sinn. An och gëschter si mer hei um Dréchene sëtze bliwwen.

Mir kënnen eis awer vill Saache virstellen, fir ebe méi emissiounsaarm ze ginn, fir emissiounsfräi an -aarm Autoen ze förderen. Zum Beispill eng Wiesselprimm, fir op méi en emissiounsaarmen Auto ëmzeklammen. Mir diskutéieren och gär mat iwwert deen $CO_2$-Präis. Mä op där anerer Säit musse sozial Ongerechtegkeete verhënnert ginn. An Däitschland gëtt zum Beispill am Moment iwwer eng Erhéijung vun der Kilometerpauschal nogeduecht ab enger bestëmmter Distanz zur Schaffplaz.

Fir Betriber a Gesellschafte kéint ee sech zum Beispill och nei steierlech Ofschreiwungsméiglechkeete fir grouss Autosflotte virstellen, déi a Richtung vu méi emissiounsfräi ginn.

Wat d'Regierung wëllt, ass nach am décken Niwwel. Dat Eenzegt, wat mer wëssen, ass, datt den Här Turmes wëllt de Bensinns- an Dieselpräis a ville klenge Schrëtt eropsetzen. Hie mengt näämlech, esou sot hien an der Press, da géifen d'Leit et net mierken. Ben, esou geet et net! Et soll een no bei de Leit sinn, mä et soll een d'Leit net verdommen. Mir brauchen hei Transparenz. De Premier huet déi Präiserhéijung gëschter elo net bestätegt. Dat heescht, den Niwwel ass nach ëmmer, géif ech soen, souguer nach e bësse méi déck ginn.

Am Hierscht, hat den Här Turmes och ugekënnegt, géif iwwer weider Schrëtt berode ginn. Mir sinn elo am Hierscht. Wat ass geplangt? Wéi gesot, Transparenz ass hei gefrot. D'Leit musse wëssen, wat kënnt, fir kënnen en connaissance de cause hir Decisiounen ze huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn en extraen Energieministère kritt. Vun deem hu mer bis elo just héieren, datt relativ vill Leit de Ministère verlooss hunn, wat de Minister selwer allerdéngs net dramatesch fënnt. Mä fir de Rescht hu mer nach näischt Konkretes héieren. D'Zil ass bekannt: bis 2030 23 % bis 25 % Undeel vun erneierbarer Energie um Gesamtverbrauch. De Minister hat eemol, wann ech mech net iren, vun engem Solartsunami geschwat. Bis elo hunn ech emol nach keng kleng Well bemierkt. Wat ass geplangt? Sollen iwwerall do Solarpanneauen opgeriicht ginn, wou ee kann?

Als CSV gesi mer et ganz kritesch, fir grouss, gutt landwirtschaftlech Fläche mat Solarpanneauen zouzedecken. Als CSV soe mer ganz kloer:

1) De Stat soll mam gudde Beispill virgoen an déi ëffentlech Gebaier, souwäit wéi et sënnvoll ass, mat Solarpanneauen ausstatten.

2) Privatleit, och eenzelner, solle kënne vun den neien Aspeistariffer fir gréisser Solaranlage profitéieren. Firwat sollen dat nëmme Kooperativen oder zivill Gesellschafte vun op d'mannst siwe Mann sinn? Wann ech eppes Konkretes wëll ënnerstëtzen, da mécht et kee Sënn, esou restriktiv virzegoen. All Stroum, deen esou produzéiert gëtt, ob dee vun enger Kooperativ vu siwen, soss enger Gesellschaft vun dräi oder engem Eenzelne produzéiert gëtt, bréngt eis dem Zil méi no.

3) D'Opriichte vu Solarpanneaue laanscht d'Autobunnen an d'Eisebunnstrasse soll analyséiert ginn an et soll awer och eppes do gemaach ginn.

4) Firwat net emol Lärmschutzmaueren aus Solarpanneauen opriichten? Mëttlerweil gëtt et a China souguer en éischten Tracé vun enger Autobunn, wou de Belag aus Solarpanneauen ass, wat getest gëtt.

5) Wéi wär et mat der Installatioun vu Fotovoltaik op de volle Bauschuttdeponien?

6) Wéi gesäit et mat Fotovoltaik op ëffentleche Parkplazen aus?

Dat ware just sechs Beispiller, ouni datt mer déi noutwendeg Berechnungsmesuren a -méiglechkeeten hunn. Vum Energieminister a leider och gëschter vum Här Statsminister hu mer net vill Konkretes héieren.

D'Wandenergie, eng weider wichteg Alternativ, fir eisem Zil méi no ze kommen. An engem Interview am „Tageblatt" vum 27. Mäerz 2019 huet de Claude Turmes gemengt, et missten iwwerall do Wandrieder opgeriicht ginn, wou et technesch méiglech wär. Enger anerer Ausso vum selwechte Minister an engem rezenten Zeitungsartikel no sollen awer net ze vill Wandrieder opgeriicht ginn, duerfir awer méi grousser.

Ech muss do soen: Déi dote Wandstrategie verstinn ech zumindest net! Wéi soll dëst geplangt ginn? Iwwerall do, wou et technesch machbar ass? Ee Wandkadaster, dee mer gefrot haten, soll awer net kommen. Den Här Minister sot, datt am Energieplang 2030 mat enger theoretescher Wandproduktioun vu 676 GWh pro Joer gerechent gëtt. 2017 hätten d'Wandanlage reell 235 GWh produzéiert. Ouni elo vill ze rechnen, ass hei kloer: Mir brauchen nach eng etlech Wandmille méi. Wär dann, fir ze plangen, net awer emol e Wandkadaster sënnvoll? Als CSV menge mer, dach.

Dir Dammen an Dir Hären, de Stat kann net nëmme vun de Bierger fuerderen, hie muss och mam gudde Beispill virgoen, soss zéien d'Leit net no. Duerfir deposéieren ech hei am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun, mat där mer d'Regierung opfuerderen, d'Zil vun der Klimaneutralitéit bis 2040 bei de staatleche Verwaltungen ze fixéieren, ee Katalog vun entspriechend virzehuelende Mesurë mat engem Zäitplang auszeschaffen, eng Berechnung vun den domadder ufalende Käschten ze maachen, eis souwuel de Mesurëkatalog wéi och d'Berechnung vun de Käschte beim Depot respektiv bei den Diskussioune vum Klimaschutzgesetz virzeleeën. Dat ass jo gëschter ernimmt ginn.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Wannechgelift.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*- rappelant les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et le réchauffement climatique du 12 décembre 2015 ;*

*- estimant que tout le monde doit faire des efforts supplémentaires, afin de limiter la hausse de la température globale bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels ;*

*- estimant que l'administration étatique doit montrer le bon exemple dans la lutte contre le réchauffement climatique ;*

*- estimant que l'administration étatique devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre et montrer comment son fonctionnement pourrait devenir climatiquement neutre ;*

*invite le Gouvernement*

*- à fixer l'objectif de neutralité climatique au sein de l'administration étatique au plus tard à l'horizon 2040 ;*

*- à élaborer un catalogue de mesures climatiques pour l'administration étatique en vue de la neutralité climatique au plus tard pour 2040 dans les domaines de la consommation de chaleur, de la consommation d'électricité, des bâtiments, de la flotte de véhicules, des déplacements en avion etc. ;*

*- à élaborer un catalogue de mesures pour l'administration étatique visant une utilisation efficace des ressources ;*

*- à définir un calendrier indicatif de mise en œuvre des différentes mesures (à court terme, moyen terme et long terme) ;*

*- à analyser le coût des différentes mesures et les économies de $CO_2$ escomptées ;*

*- à présenter le catalogue de mesures, le calendrier de mise en œuvre des mesures ainsi que l'analyse des coûts lors du dépôt voire des discussions concernant la loi climatique telle qu'annoncée en début d'année par Madame la Ministre de l'Environnement et telle que confirmée par Monsieur le Premier Ministre lors de son discours sur l'état de la nation le 8 octobre 2019.*

*(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank, Marc Spautz.*

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci.

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- An nach ee Punkt: D'Regierung bunkert am Klimafong 800 Milliounen Euro. Firwat? Mat deene gebunkerte Suen ass dem Klima net gehollef. Dës Sue komme vun de Leit a sollen och erëm bei d'Leit zréckgoen.

Mir hunn also eng gutt Mouk, fir konkret positiv Klimaureizer - och ënnert dem sozialen Aspekt - ze schafen. Et kéint ee souguer iwwer e jäerleche Steierkreditt - ee Klimabonus fir doheem am Alldag - fir d'Privatleit nodenken: fir all Mënsch, fir privat klimafrëndlech Investitioune bis zu engem bestëmmte Plaffong, fir méi Energieeffizienz, manner $CO_2$-Ausstouss a méi erneierbar Energie. Dat mengen ech mat enger positiver Klimapolitik: de Leit näischt virschreiwen, mä hinnen zur Säit stoen a klimafrëndlecht Handele belounen.

An och fir d'Entreprisë kéint een esou e Klimabonus aféieren, wann zum Beispill PMEen a klimaschützend Moossname wëllen investéieren.

De Klimawandel muss konkret an transparent ugepaakt ginn. Béides feelt leider bei dëser Regierung. Am Moment beschränkt d'Regierung sech op eng Diagnos. An dat ass u sech scho bal fahrlässeg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu engem Sujet, deen, an dat ass bewisen, éischt Prioritéit vun de Leit ass, och a grad am Alldag, well kee ka säin Alldag bewältegen ouni Daach iwwert dem Kapp.

Leider gehéiert laut Premier de Logement net zu den „zentrale Punkte vun der Aktualitéit", esou wéi hie seng Prioritéite gëschter beschriwwen huet. Abee, da muss ech soen: Seng Aktualitéit ass wäit fort vun der Alldagsaktualitéit vun de Leit. Wéi eescht d'Logementslag vun der Natioun ass, weisen eis net just d'Statistiken. Dat hunn eis och déi lescht Woch déi dramatesch Biller vun de sëlleche Leit gewisen, déi iwwer Nuecht virun der SNHBM campéiert hunn, an der Hoffnung, fir eng Wunneng ze kréien.

Mir hunn eng Urgence am Logement! Mir hunn net just eng Klimakris, mä och eng Logementskris. A mir mussen hei handelen!

Elo seet de Statec an engem Aarbechtspabeier vum Abrëll 2019, datt bis 2030 tëschent 81.500 an 103.800 nei Wunnenge misste gebaut ginn. Dat entsprécht enger Moyenne vu 6.200 bis 8.000 neie Wunnengen am Joer. Pro Joer kommen zirka 10.000 nei Awunner bäi.

Mir haten am Joer 2008 eisen absolutte Baurekord mat 4.444 Wunnengen opgestallt. Iwwregens viru Blo-Rout-Gréng. An zanterdeem gouf dëse Solde ni méi erreecht. Mir si wäit ewech vun deem, wat mat eisem Wuesstum gebraucht gëtt. Eng dramatesch Situatioun, déi sech natierlech am Präis erëmspigelt.

D'Diagnos ass hei relativ einfach: Well d'Ugebuet knapp ass, d'Nofro konstant klëmmt, ginn d'Präisser staark an d'Luucht. Ech mengen, dat sinn d'Basisregele vun der Ekonomie. A grad hei spillt d'Logementskris voll an den Alldag eran, well d'Präisser klamme méi séier wéi d'Paien. Bal 30 % vum Akommes vum Stot gi gebraucht, fir d'Scholden zréckzebezuelen an och fir de Loyer. Bei sozial méi schwaache Leit sinn et souguer bis zu 42 %, déi fir d'Wunne musse bezuelt ginn. Do geet et dann dacks hannen a vir net méi op. Och dat ass eng Klo, déi mer um Nolauschtertour dacks héieren hunn.

Net nëmmen déi schwaach verdéngend Leit, mä och dee ganz normale Mëttelverdénger ka sech et geschwënn net méi leeschten, fir hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze kafen. Dat kënne mer esou net akzeptéieren. An ech wëll mech haut virun allem op d'Ugebuet konzentréieren, well grad d'Offer musse mer eropfueren.

Do gëtt et véier zentral Froen: Wéi kënne mer méi bauen? Wéi kënne mer méi séier bauen? Wéi kënne mer méi bëlleg bauen? A wéi kënne mer méi nohalteg bauen? An de Bilan vun der Regierung ass an dësem Punkt genausou dramatesch wéi d'Situatioun selwer.

Mir hunn eis an der Fraktioun eng ganz Partie Gedanke gemaach, déi mer leider nach net all konnten a Gesetzespropositioune géissen. Mä de Marc Lies wäert lech eis Propose virstellen, well och fir eis de Logement eng Top-Prioritéit ass. An ech hoffen, datt de Premier dann och wäert op dës Proposen agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hate jo am Summer en Nolauschtertour, wou mer, wéi gesot, d'Leit gefrot hunn, wou de Schong dréckt. An et huet sech leider bestätegt: Mir hunn an der Santé net nëmmen Urgence an der Urgence, och um Terrain klappt villes net bei de Leit. An dat ass eigentlech onwierdeg fir ee Land wéi eist. Oder wéi d'Leit et gesot hunn: „Et kann dach net sinn, datt an eisem Land, wou mer esou vill Suen hunn, fir alles gratis ze maachen, dat ..." - an da koume Beispiller - „... net klappt!" Ech ginn Iech einfach e puer Beispiller.

Falls ee mierkt, datt ee richteg krank ass, kritt ee schwéier e Rendez-vous bei engem Spezialist. Mä heiansdo leeft d'Zäit fort. An dat kann dramatesch Folgen hunn. Do ass kee Virworf un d'Dokteren ze maachen. Dat ass eng Konsequenz vun eisem Wuesstum. A mir brauchen awer och hei politesch Léisungen.

Wann den eegenen Dokter een an d'Ausland iwwerweist an Dir dëst op der CNS ufrot, ass d'Äntwert dacks e Refus. Vill Leit hunn d'Gefill vu bürokratescher Willkür. An dat ass net gutt! Dat ass net ze akzeptéieren.

2015 hu mer hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Psychotherapeute gestëmmt, e wichtegen Text, op dee vill Betraffener laang gewaart hunn. Elo si mer iwwer véier Joer méi spéit an et huet nach ëmmer net ee Patient seng Psychotherapie rembourséiert kritt! Ass dat effizient geschafft?

Dat si just dräi Beispiller. Eist Nolauschterbuch ass relativ voll mat dëse Beispiller. An dobäi hat de Minister Étienne Schneider ugekënnegt: „In sieben Jahren wird Luxemburg das Land mit den modernsten Krankenhausinfrastrukturen sein." An dobäi stellen ech fest: Och hei lafen d'Infrastrukturen dem Wuesstum no. D'Better-Unzuel pro 100 Awunner geet lafend erof, an net erop. Pro 100 Awunner hate mer 2010 5,6 Better an 2018 4,6.

Mir brauchen net just modern Spidolinfrastrukturen, mä och e medezinnesche Versuergungssystem, dee souwuel d'Spideeler wéi och de Secteur extrahospitalier, Stéchwuert „virage ambulatoire", effizient an effikass assuréiert. A virun allem brauche mer genuch Dokteren a genuch Fleegepersonal fir d'Patienten. Mir sollen eis also och dréngend Gedanke maachen zur Ausbildung, souwuel op der Uni wéi och vum Fleegepersonal. An och dëse Beruffsstand muss opgewäert ginn, grad dee vun der Fleeg vun de Leit, well och hei ass d'Spidolslag vun der Natioun zolidd erkaalt. An dat u sech scho chronesch, zanter Joren!

Mir hunn also ganz vill Alldagsproblemer am Gesondheetswiesen. An d'Léisung heivunner muss déi éischt Prioritéit sinn, an net esou wéi bei dëser Regierung d'Legaliséierung vum sougenannten „rekreative Cannabis", wou mer jo do elo sollen am Hierscht méi gewuer ginn.

Och heirobber huet een eis am Nolauschtertour ugeschwat, awer net, well en derfir ass, mä well en, an deen Här huet vill an deem Beräich geschafft, gesot huet: „Dat do gëtt eng Katastroph fir eis jonk Leit!". Fir et nach eemol kloerzestellen: Medezinnesche Cannabis ass wichteg. Deen ass jo legal. Just, och do happert et nach bei der Émsetzung. Mä de rekreative Cannabis ass a bleift eng Drog, an déi däerf net als Kamell verkaaft ginn!

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Educatioun. Den Här Meisch ass schonns e bësse speziell. Wärend der leschter Legislaturperiod huet hien alles duerchgeboxt, ouni op d'Leit ze lauschteren. An elo, wou hien alles kritt huet, wat hie wollt, elo wëllt hien op eemol alleguer d'Leit un e Bildungsdësch kréien. Och dat ass alt erëm eng Kéier d'Päerd vun hannen opgesuedelt.

Esou funktionéiert Dialog net! Hien hätt u sech besser gehat, dat viru senge sëlleche Reformen ze maachen. Dann hätte mer wahrscheinlech manner Onzefriddenheet um Terrain. A wann en dat gewollt hätt, hätt hien emol net missen deen neie Gremium schafen. Hien hätt just misse mat deem Gremium schwätzen a schaffen, deen do ass, näämlech de Conseil supérieur de l'éducation nationale.

A wat d'Oppositioun un deem Bildungsdësch ugeet, do soe mer als CSV: „Mir loossen eis als Oppositioun net iwwert dëse Bildungsdësch zéien!" Mir wëlle gären eng anstänneg parlamentaresch Aarbecht fir d'Leit an d'Schoulgemeinschaft maachen. Dat ass u sech eis Prioritéit. Mir sinn net den Ex-post-Dialog-Alibi vum Här Meisch.

An à propos „anstänneg Aarbecht": Mir ..., neen, d'Majoritéit huet virum Summer ee Gesetz gestëmmt, wou se wousst, datt e Feeler dra wär. Am Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung war näämlech komescherweis d'Beruffsausbildung selwer bei der „validation des acquis de l'expérience" vergiess ginn. Eist Amendement ass net gestëmmt ginn. Ech wëll dann awer elo emol wëssen: Wéini ginn endlech do déi Upassunge gemaach? Dat heiten ass scho bal wéi zu Schilda!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et schonns méi dacks gesot: Den Här Minister schaaft a sengem Bürokratie-Elan Gremien a Gremien an dobäi verléiert e ganz dacks dat Wichtegst aus den Aen, näämlech d'Schoulhalen u sech. An dobäi muss d'Schoul genee dat emol erëm maachen: näämlech Schoul halen, sech ëm hire Core Business bekëmmeren. Dat seet och d'SNE an och d'SEW. Bei der SEW ass dat erauskomm aus hirer Etüd.

Den Alldag vun der Schoul leeft um Terrain an net an engem Gremium, net an engem Ministèresbüro, net an engem regionale Büro. An derbäi kënnt awer, datt um Terrain nach esou munches schifleeft. Mir brauchen eendeiteg administrativ Vereinfachungen. De Minister huet se elo ugekënnegt. Gutt esou! Ech hoffe just, datt et net bei den Ukënnegunge bleift.

Den Här Minister sot och bei der Rentrée, hie wéilt d'Kompetenze vum 21. Jorhonnert elo férderen, d'Digitaliséierungs- an déi sozial Kompetenzen. Ech hoffe jo emol, datt déi sozial Kompetenzen net just Zukunftskompetenze sinn, mä och haut schonn Alldagskompetenzen an der Schoul sinn!

Da gëllt jo och zu Lëtzebuerg den „coding" als e grousst Schlagwuert an der Schoul. Vun der Grondschoul u sollten d'Kanner dann u sech de Coding léieren. Ech mengen, et sollt een dee Begréff emol entcodéieren. Et geet jo emol ëm eng digital Grondbildung, ëm d'Programméierfäegkeete vun de Kanner. Dat kléngt gutt, mä dat ass net alles!

Virun zwou Wochen, mengen ech, war de Lëtzebuerger Uebstbauveräin hei an der Chamber an huet eis eng Corbeille mat Uebst ausgedeelt. A si hu gesot, d'Kanner missten emol erëm léieren, eppes mat der Hand ze maachen. Dat ass eppes aneschters wéi Coding. Mat der Hand schaffe muss och erëm moudesch ginn. Hei zu Lëtzebuerg vergiesse mer dacks, wou mer hierkommen, a mir bewäerten d'Handwierk systematesch ënner Wäert, an der Gesellschaft an awer och an der Schoul. Hei musse mer d'Handwierk wesentlech besser förderen.

Här President, um Schluss vu mengem Alldagstour nach ee Wuert zum Rechtsstat, well grad am Alldag kënnt et op d'Rechtswierklechkeet an der Praxis un. An dat gëllt och beim Casier oder beim Dossier vum geheime Casier. Mir jiddefalls hätte gär en transparenten, jo, ech ka soen, e gliesene Stat, awer op kee Fall e gliesene Bierger.

An hei ass eng exzellent Aarbecht vum Gilles Roth a vum Laurent Mosar geleescht ginn, och wann d'Regierung dës Kontroll net onbedéngt wollt. Mä éischtens, ech hunn et scho gesot, si mer net hei, fir der Regierung ze gefalen, an zweetens: Et ass eis Flicht, an déi huele mer seriö!

Et ass am Dossier ni mat oppene Kaarte gespillt ginn. Transparenz war erëm eemol e Friemwuert fir d'Regierung. Ben, elo krut d'Regierung vun hirer eegener Dateschutzkommissioun eng kräfteg Datz. Émmerhi begréisse mer, datt de Premier gëscht zumindest den Handlungsbedarf hei agesinn huet. Et ass och Besserung versprach gi bis Enn des Joers. Vläicht läit jo do en Dateschutzkaddo ënnert dem Chrëschtbam.

An ech wëll hei nach eemol kloerstellen: Hei geet et ëm eis Grondwäerter, ëm dat, wat eise Stat zesummenhält. An do muss och de Stat sech drun halen, well soss kéime mer jo a kee Rechtsstat, mä op eemol an e Willkürstat. An dat kann net sinn.

Et ass eis och wichteg, datt d'Police uerdentlech schaffe kann, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren. A grad si brauch iwwregens och Erliichterungen am Alldag.

Mir schaffen also och gäre konstruktiv mat, mä hei musse fir d'Éischt d'Fakten op den Dësch. De Gilles Roth an de Laurent Mosar wäerten nach op dës Punkten agoen. An de Léon Gloden wäert de Volet vun der Sécherheet nach eng Kéier beliichten, well ouni Sécherheet ass kee Wuelbefannen am Alldag vun de Leit méiglech.

Här President, just nach ee Bléck iwwert d'Grenzen eraus, nach e puer Sätz zum Brexit. Ech hu gëschter Owend nom État de la nation um Site vun der BBC gelies: „Deal essentially impossible." Dat wär anscheinend elo d'Positioun vu London no engem Télefonsgespréich tëschent dem Angela Merkel an dem Boris Johnson. Dobäi soll a knapp dräi Wochen, den 31. Oktober, Groussbritannien aus der EU eraustrieden.

Do gëtt et da ganz knapp, virun allem fir déi vill Lëtzebuerger op der Insel an och fir d'Britte bei eis. Well d'Bierger sinn, zumindest fir eis, déi éischt Prioritéit beim Brexit, an net den Ego vun iergendenger Regierung. Hei däerf also net de Schwaarze Péiter op d'Käschte vun de Leit verdeelt ginn. Een Deal bleift noutwendeg. An ech hoffen, datt hei in fine déi vernünfteg Stëmme wäerten iwwerweien.

An iwwer Deal oder No-Deal eraus, hei muss ee kloer och den „wake-up call" héieren. Well d'Wuerzele leien nieft de Lige vun de Populisten och ganz dacks am Alldagsfrust vun de Leit. An hei musse mir alleguer Europa erëm méi no bei d'Leit féieren. Dat huet de Jean-Claude Juncker an deene leschte fënnef Joer als President vun der Europäescher Kommissioun gemaach. A Saache Brexit huet hien alles gemaach, wat ze maache war, fir dësen ze verhënneren. An duerno a bis zu dëser Stonn probéiert en, alles ze maachen, fir zumindest e Brexit ouni Deal ze verhënneren. Duerfir wëll ech him hei en ausdréckleche Merci soe fir seng erausragend Leeschtung fir d'Leit an Europa!

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- A wann ech scho bei Europa sinn, da muss ech och soen, datt mer och den Hearing vun eisem neien designéierte Kommissär Nicolas Schmit virum Europaparlament appreciéiert hunn, besonnesch säin Appell fir de soziale Mindestsockel, dee jo och u sech eng al Juncker-Iddi ass, an och d'Fuerderung no enger Versöhnung vun Ekonomie an Aarbechtswelt. A mir wënschen him bonne Chance am Interessi vun alle Leit heiheem an an Europa!

A bonne Chance kann, wéi gesot, och de Brexit gebrauchen, well hei huet d'Regierung leider am Ufank e bësse geschlof. Fir eis bleiwen d'Bierger déi éischt Prioritéit, och beim Brexit. Fir si alleguer däerf d'Liewen net méi schwéier ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: d'Leit fir d'Éischt. D'Lag vun eiser Natioun ass nëmmen esou gutt wéi d'Alldagslag vun de Leit. An dësen Alldag vun de Leit ass nach voller Ongewëssheeten, Onkloerheeten a leider och Ongerechtegkeeten an och voller politescher, sozialer an nohalteger Urgencen, déi musse behandelt ginn. A leider hu mer gëschter am Premier senger Ried zur Lag vun der Natioun gesinn, datt dës Regierung net den Alldagsbréll vun de Leit unhuet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu keng eenzeg nei Mesure héieren, déi de Leit konkret eppes bréngt. Ech souz do mam Bic a mam Block an ech wollt all Iddi opschreiwen, déi kéim. Mä et koum keng nei. Am Resumé ass gesot ginn: De Stat huet Suen, de Klima geet d'Baach eran, mir setzen eis Ziler, am Dateschutz happert et, mir kucken derno. Fir dat gewuer ze ginn, hätt kee missen heihinnerkommen.

Dës Regierung huet gëschter eng grouss Chance verpasst, fir ze weisen, datt si no bei de Leit ass, datt si d'Problemer, d'Urgencë vun de Leit kennt. An där Urgencë sinn do: am Klima, am Logement, an der Mobilitéit, am soziale Beräich an esou weider, am Alldag. Dës Regierung huet keng Léisunge prett. Méi wäit wéi bis zur Diagnos si se nach net komm. An dat geet net duer!

Eise Kompass sinn d'Leit. Eisen Terrain ass den Alldag. An dës Regierung schéngt souwuel de Kompass wéi och den Alldagsnavi verluer ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der DP, den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

**M. Eugène Berger** *(DP)*.- Här President, ier ech mat menger Ried ufänken, wollt ech och soen, datt d'DP-Fraktioun a Gedanke beim Félix Braz a senger Famill ass an datt mir hinnen an dëse schwéieren Zäiten och vill Courage wënschen.

Här President, an den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun konzentréiere mer eis ganz oft just op eis selwer. Wéi geet et eisem Land an de Bierger? Wat soen déi rezentst Zuelen a Statistiken? Wat sinn déi aktuell gesellschaftlech Besoinen, op déi d'Politik muss agoen? Wou dréckt de Schong hei am Land? Wou ass d'Politik gefuerdert?

Ech mengen, et ass verständlech, datt d'Debatten dorëms dréien, well et geet jo och ëm d'Lag vun eisem Land. An dach, mengen ech, ass et heiansdo derwäert, bei der Lag vun der Natioun emol de Bléck iwwert d'Grenze vun eisem klenge Land eraus ze geheien, fir ze kucken, wéi mer an Europa, an der Welt dostinn, fir ze kucken, fir eis ze vergläichen, wéi et eisen Nopere geet.

A wann een dat mécht, wann een eis Situatioun hei zu Lëtzebuerg mat där an aneren europäesche Länner vergläicht - ech kucken elo emol net an déi grouss Welt eraus, mä nëmme ronderëm mech an Europa oder nëmme bis op Audun-le-Tiche hei vir a Frankräich -, da gëtt ee sech erëm bewosst, datt mer zu Lëtzebuerg éischter gutt dostinn.

D'Lag an der internationaler Aktualitéit ass dogéint alles aneschters wéi positiv an dësen Zäiten: en nach ëmmer ongewëssen Ausgang vum Brexit, kompromëssLos Handelskricher, vun deene kee profitéiert, eng Weltwirtschaft, déi ufänkt ze schwächelen, unhalend Konflikter an enger ganzer Rei Géigende vun der Welt, Länner, och an der Europäescher Unioun, och net esou wäit ewech vun eis, deenen hir Ekonomie net op zolitte Féiss steet a wou all Dag ganz vill Leit sech mussen um Rimm rappen, fir iwwerhaapt iwwert d'Ronnen ze kommen.

All dat ass net ganz wäit ewech vun eis an et ass eigentlech eréischt an de méi stiermeschen Zäiten, wann d'Welle ronderëm méi héich schloen, wou een esou richteg mierkt, wéi wichteg en zolidd Schëff mat enger gudder Crew an engem erfuerene Kapitän ass. „Kapitän", dat ass näämlech d'Stéchwuert.

Gëschter hat ech gelies am „Lëtzebuerger Wort", do huet d'Madamm Hansen, d'Fraktiounspriecherin vun der CSV, gefrot oder gesot: „De Kapitän soll emol op d'Bréck kommen." Bon, ech weess elo net, wie bei der CSV de richtege Kapitän ass, mä, Madamm Hansen, ech kann Iech versécheren: De Kapitän vun der Koalitioun, de Premier, dee steet scho ganz laang op der Bréck an dee manövréiert och mat der néideger Wäitsiicht dat Schëff a weess och, datt en zu de richtege Momenter d'Loft an de Segelen huet, fir sécher u sengem Zil unzekommen.

An duerfir kënne mer eben och an deene schwierege Situatioune weltwäit an an der Europäescher Unioun da gesinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer éischter eng ganz Rei positiv Entwécklungen hunn, datt mer hei zu Lëtzebuerg éischter gutt dostinn.

Eise Chômage, besonnesch de Jugendchômage, deen ass esou niddreg wéi scho ganz laang net méi. Eis Betriber stinn op zolitte Féiss a suerge fir Aarbechtsplazen a Steierrecetten, déi mer da kënnen an d'Land investéieren. Eis Statsfinanze si gutt, an da kënne mer also dee Räichtum och weider un d'Leit verdeelen.

Mir hunn duerfir zum Beispill eng Erhéijung vum Mindestloun gemaach vun 100 Euro netto de Mount. Schonn 2017 hu mer de Leit mat Steiererliichterungen d'Kafkraaft verbessert. Mir hunn zu Lëtzebuerg zolidd Reserven ugeluecht, déi ofgeséchert Pensioune garantéieren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg aarbechtsrechtlech Standarden an eng sozial Ofsécherung, déi hiresgläichen op der Welt sichen. D'Paie sinn an alle Secteuren, wann ee Statistiken hélt, am europäesche Verglach am Spëtzepeloton. Fir déi Jonk hu mer ganz generéis héich Studentesubsiden.

Ech kéint esou weiderfueren. Nëmme fir ze soen, datt mer awer hei zu Lëtzebuerg net esou schlecht dostinn. Sécherlech, et gëtt och nach eenzel Problemfelder. Ech kommen herno dorobber zréck. Mä awer all d'Statistiken, alles dat, wat ech hei opgezielt hunn, dat weist awer, datt mer hei zu Lëtzebuerg en héije Liewensstandard hunn, datt mer eng gutt sozial Ofsécherung hu respektiv datt mer och de Leit kënnen dobausse mat ville Sozialleeschtungen ënnert d'Äerm gräifen.

A mir huelen dat alles jo gären als selbstverständlech un, mä mir wëssen awer, datt dat net esou selbstverständlech ass. A mir wëssen awer och, dat muss ee sech virun Aen halen, datt et op ville Plazen an der Welt, och an Europa, net esou ass.

Lëtzebuerg steet gutt do, an doriwwer solle mer eis eigentlech awer och freeën. Mä et soll een awer och op där anerer Säit wëssen, datt dat engem net einfach esou an de Schouss fält, datt dat net vun ongeféier kënnt, mä datt een och duerfir muss schaffen, datt een duerfir och muss déi néideg, déi noutwendeg Politik maachen.

Mir maachen déi Politik. An eist Zil ass méi eng gerecht Gesellschaft zu Lëtzebuerg. Dorobber hu mer déi lescht sechs Joer higeschafft a mir wäerten och an Zukunft weider dorobber hischaffen. An all déi Detailer, wat dat ass - ech wäert awer elo op e puer Sujeten agoen -, kënnt Der alleguerte Linn fir Linn am Regierungsaccord noliesen. Do steet dat en détail. An dann ass et normal, datt de Premier net e puer Méint duerno nach eng Kéier de ganze Regierungsprogramm hei opzielt, mä verschidden Akzenter, déi richteg Akzenter a Prioritéite gesat huet.

Eist Zil ass also eng méi gerecht Gesellschaft zu Lëtzebuerg. Duerfir wäert och weiderhin eng gerecht Sozialpolitik fir eis am Vierdergrond stoen, eng grouss Sozialpolitik, déi mer awer och musse kënne finanzéieren. Fir datt een déi ka finanzéieren, brauche mer gesond Statsfinanzen an héich Investitiounen an d'Zukunft vum Land. A fir datt een dat also ka maachen, brauche mer och eng zolidd an eng ambitiéis Investitiounspolitik. Dat ass jo och dat, wat sech wéi e bloe Fuedem duerch dee ganze Koalitiounsaccord, mä virun allem och duerch déi ganz lescht Legislaturperiod duerchgezunn huet. An dat wäert och nach an deenen nächste véier Joer de Fall sinn.

Ech erënneren nëmmen drun: Fir dëst Joer waren am Budget 2019 2,5 Milliarden Euro Investitioune virgesinn. Dat ass jo eigentlech en absolutte Rekordniveau. Do beneiden eis och all déi aner Länner, well dat sinn - a Prozenter muss ee jo kucken - ronn 4,4 % vun eisem PIB, déi also an Investissementer an d'Zukunft vum Land gemaach ginn. Dat sicht europawäit sengesgläichen.

Ech mengen och, all dat weist, wéi entschlossen an determinéiert d'Regierung ass, fir weider an d'Liewensqualitéit vun de Leit, an d'Verbesserung vun der Mobilitéit, an de Schutz vun der Émwelt, an eise Bildungssystem an esou weider ze investéieren. Letztendlech investéiere mer domadder och an deen eenzelne Mënsch.

An eis Demarche ass eigentlech eng ganz kloer: Mir notzen dat gutt konjunkturellt Émfeld, fir

d'Investitiounen an d'Sozialleeschtungen héichzehalen. An dat nämlecht seet jo och den Här Juncker an/oder dem Här Juncker seng Kommissioun. Déi seet genau datselwecht all Kéiers, wa mer de Budget op Bréissel schécken. Si seet: „Dir maacht genau dat Richtegt. Wann et gutt dréit, dann investéiert a bezuelt net exklusiv d'Scholden zréck." Scholden, déi iwwregens ganz niddreg sinn, dat seet eis och d'OECD.

An ech mengen, dat ass jo dat, wat eis Politik kloer ënnerscheet vun där vun der Oppositioun. Dir hutt eis jo eigentlech déi lescht Jore regelméisseg virgeworf, datt mer de Budget, datt mer d'Statsfinanzen net am Gréff hätten. Dat konnte mer all Joer widderleeën, wa mer dann den Ofschloss gemaach hunn, well mer villméi d'Defiziter konnten op engem ganz niddregen Niveau halen.

D'Oppositioun huet och an der Vergaangenheet ëmmer gesot, mir sollten eis dann éischter drop konzentréieren, fir d'Schold ofzebauen an déi zréckzefueren. Eischtens ass d'Schold net enorm héich. Déi hu mer op där enger Säit ofgebaut. Mä, wéi gesot, nach eng Kéier: Mir maachen eng Politik, wou mer wëllen investéieren. Wann der sinn, déi soen, mir solle manner investéieren, Schold zréckbezuelen, da musse se eis och soen, wou se da géifen de roude Bic usetzen, wou se dann also net wéilten investéieren, wat fir eng Stroossen, wat fir eng Schoule se dann net wéilte baue loossen.

Här President, an enger Woch wäert de Finanzminister de Budget 2020 presentéieren. An ech hoffen, Här President, datt et och erëm e sougenannten „Schéiwiederpak" gëtt. Ech gesinn dat net als eppes Schlechtes un, well dat heescht jo, datt et eigentlech gutt geet. An da kënne mer erëm weider an d'Land investéieren, weider an d'Mënschen investéieren.

Op alle Fall, ech kenne jo de Finanzminister an ech si ganz optimistesch, datt mer d'nächst Woch och e Budget an deem Sënn wäerte presentéiert kréien. An dat ass och gutt esou, well de Budget an d'Statsfinanze si jo kee Selbstzweck. Dat ass eigentlech e Kuch, dee mer baken, dee mer dann herno kënne weiderverdeelen. Dat heescht an anere Wierder: Geet et dem Land gutt, geet et de Statsfinanze gutt, da kann et och de Leit dobaussen am Land gutt goen.

An dat hu mer jo och schonn 2017 mat där éischter Steierreform gemaach, an dat wäert och fir dës Legislatur gëllen. Ech mengen, 2017 hate mer eng Steierreform, an ech nenne se dann „Steierreform 1.0" am digitalen Zäitalter, well elo kënnt jo d'Steierreform 2.0. Ech mengen, dat war eng Steierreform, wou mer ebe konnten déi Sue weider un d'Leit ginn. Mir konnten de Leit hir Kafkraaft stäerken. An et war och eng Steierreform, déi sozial gerecht war, wou besonnesch déi Kleng- a Mëttelverdénger, awer och d'Monoparentallen ënnert d'Äerm gegraff kruten.

Här President, d'lescht Woch op der Pressekonferenz vun der DP-Fraktioun hat ech gesot, d'Virbereede vun der Steierreform 2.0 wier eng absolutt Prioritéit fir dës Rentrée respektiv fir déi nächst Méint. An d'DP, déi wëllt eng Steierreform, déi mat eiser moderner Gesellschaft Schrëtt hält an déi och laang Ongerechtegkeeten iwwer Bord gehäit. D'Zil ass duerfir kloer: Eise Steiersystem soll duerch d'Individualisatioun méi modern ginn an awer och gläichzäiteg eise Steiersystem méi gerecht maachen.

Mir haten dat an eisem Wahlprogramm esou geschriwwen an dat steet och am Regierungsaccord, dat ass do iwwerholl ginn. Dat freet eis, well et muss einfach an Zukunft egal sinn, ob een eng bestuete Koppel ass, ob ee gepacst ass, ob ee gescheet ass, ob ee Jonggesell ass, ob ee soss e Liewensmodell huet, soudatt een onofhängeg vu sengem private Liewensmodell do vum Stat d'selwecht besteiert gëtt an net déi eng oder déi aner favoriséiert ginn. An ech mengen, duerch eng eenheetlech Steierklass, déi mer uviséieren, wäert dann och den nodréigleche Reklassement vun de Wittfraen oder -männer ewechfalen.

Fest steet awer och, dat hu mer och gesot als grousse Prinzip, datt déi aktuell bestuete Koppele par rapport zu haut näischt solle verléieren. Och dat, jo, dat ass en Usproch - keen einfachen Usproch - un dës Reform. Duerfir wäerte mer och elo net schonn haut - an och net de Minister d'nächst Woch - all d'Detailer vun enger Steierreform presentéieren. Ech mengen, et ass komplex, fir déi Usprech, déi mer eis ginn hunn, all a Musek ëmzesetzen, fir dat konkret am Detail ze schreiwen.

Mä ech weess awer, datt och schonn an der Verwaltung Experten amgaange sinn, sech Gedanken ze maachen. Duerfir soen ech einfach: Kommt, mir loossen hinnen elo Rou, kommt, mir loosse se un deenen technesche Solutioune schaffen! An datt mir dann eis natierlech och Gedanke maachen, mä datt mer eis awer do déi néideg Zäit huelen, fir datt een dann do Propose kann op den Dësch huelen, wou mer natierlech och frou wäerte sinn, wann d'Oppositioun dann och hir Meenung dozou wäert gi respektiv eventuell och do Propose matbréngt!

Här President, eng aner Prioritéit, déi de Premier och gëschter besonnesch ervirgestrach huet, dat ass déi vun der Klimafro. An och d'Klimafro ass, wa mer eng gerecht Politik wëllen, eng Fro vu Gerechtegkeet, an zwar vu Gerechtegkeet vis-à-vis vun den zukünftege Generatiounen, wou et eis Responsabilitéit ass, fir och deenen zukünftege Generatiounen e Planéit, eng Welt ze hannerloossen, déi nach liewenswäert ass. An de Klimawandel muss duerfir eng permanent Suerg, e permanent Uleies vun eis sinn.

An hei wëll ech awer och soen, dat war déi lescht sechs Joer schonn esou! An éierlechkeetshalber muss ech och soen an unerkennen, datt eigentlech déi Suerg fir de Klimawandel och scho bei viregte Regierungen ëmmer ganz eescht geholl ginn ass, beim Marco Schank, bei deene Ministere virdrun. Mir fänken also hei net bei null un. Dat soll een einfach awer och emol eng Kéier gesot hunn.

Mir haten Engagementer, ouni elo an den Historique ze goen, mä mir haten awer och Engagementer, déi relativ héich waren, déi mer 1998 zu Kyoto agaange sinn. A sécherlech hu mer an deene leschten 20 Joer heiansdo och eben eppes gemaach, well mer streng Virgaben haten aus der Europäescher Kommissioun, mä et ass awer gemaach ginn.

Och ass et esou, datt schonn ufanks 2000, dat sinn elo 20 Joer awer hier, hei zu Lëtzebuerg éischt, ech géif soen, relativ massiv Hëllefe fir erneierbar Energie, fir Wandmillen, Solarzellen, Biogasanlagen agefouert gi sinn an d'$CO_2$-Quote fir d'Betriber streng reguléiert a reduzéiert gi sinn.

An ech hunn awer och gëschter eraushéieren - dat steet och am Regierungsaccord -, datt déi erneierbar Energien an och besonnesch d'Solarenergie solle gefërdert ginn. Dat freet mech, well ech ka mech erënneren, datt scho virun 20 Joer e bloe Minister, e Statssekretär, relativ massiv, fir déi Zäit relativ massiv Subsiden agefouert hat, fir d'Solarenergie besonnesch ze förderen.

Ech ka mech awer och erënneren, Madamm Hansen, datt mer deemools ëmmer hu misse bei den deemolegen CSV-Finanzminister bal biedele goen, fir Sue fir erneierbar Energie ze kréien. Ech hoffen, datt dat haut aneschters bei der CSV ass, datt se haut also all déi Efforte wäert matdroen. Och zum Beispill deemools - fir dann awer nach just bei der Solarenergie eng Iddi ze lancéieren, déi et och scho virun 20 Joer gouf respektiv déi deemools schonn ëmgesat ginn ass -, dat war am Réidener Kanton, do hate se esou eng Initiativ, fir e Kadaster vun all den Diech ze maachen, fir ze kucken, wat fir eng sech am beschte géife prêtéieren, fir Solarzellen dropzesetzen. Du si se eenzel bei d'Leit gaangen, an dat huet bewierkt, datt dann awer do eng ganz Rei Leit mat deenen néidegen Hëllefen, finanziellen Hëllefen, dat gemaach hunn.

Also fir nëmmen ze soen, datt och scho virun 20 Joer ganz flott Iddien, praktesch Saachen ëmgesat gi sinn am Klimaschutz. An et wier eigentlech interessant - fir elo just nach ee Wuert zu deem Solarzellekadaster ze soen -, et wier vläicht interessant, wann een do géif - also eng Suggestioun - vläicht flächendeckend iwwert d'Gemengen am ganze Land nach eng Kéier esou eng Initiativ huelen, fir datt wierklech iwwert d'Gemenge praktesch all Bierger ka gesot kréien: „Däin Daach ass awer gutt", fir eventuell incitéiert ze ginn, fir dat ze maache fir d'Solarenergie.

Wéi gesot, et sinn eigentlech awer ..., sécherlech, se sinn ni duergaangen, mä et sinn awer eng Rei Efforten an deene leschten 20 Joer gemaach gi vu successiven Ëmweltministeren a vu successive Regierungen.

D'Energieeffizienz ass zu Lëtzebuerg verbessert ginn. Mä eigentlech sinn zum Deel all déi Efforten erëm doduerjer neutraliséiert ginn, well eis Populatioun ugewuess ass. Duerfir si mer einfach gefuerdert, fir weider hei Efforten ze maachen, fir weider Efforte fir d'Reduktioun vum $CO_2$ zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat ass eis permanent Suerg, eist permanent Uleies.

An duerfir hu mer eis jo och ganz ambitiéis Klimaziler gesat. An ech mengen, wann een deenen Ziler och wëllt gerecht ginn, da musse mer nach eng Rei Mesuren huelen an déif gräifend politesch Entscheedungen treffen an den nächste Joren. A wat jo och gutt ass, dat ass, datt ee weess, datt mer ënner anerem - an dat freet eis - besonnesch och vun deene jonke Mënschen, engagéierte Mënschen, déi och kloer zu deene Saache stinn, e kloert Bekenntnis zum Klimaschutz kréien.

Fir d'DP ass kloer, datt een awer eng effikass Klimapolitik just mat de Mënschen an net géint d'Mënsche maache kann. Dat heescht och ënner anerem, datt all Klimamesure sozial gerecht muss sinn. Et däerf net sinn, datt just déi Leit mat engem décke Portmonni sech kënnen den „Luxus" leeschten, fir géint de Klimawandel ze kämpfen. Et muss een also och ëmmer am Hannerkapp hunn, datt een all Mesure muss dorobber préiwen, ob se och sozial drobar respektiv sozial gerecht ass.

Duerfir wäerte mer jo och an der Steierreform kucken, fir déi néideg fiskal Ureizer ze schafen, fir datt all d'Bierger kënne mathëllefe beim Klimaschutz. Wa mer soen: „Klimaschutz net géint de Mënsch, mä mat dem Mënsch", heescht dat och, datt mer mussen Ureizer schafen, d'Leit motivéieren, fir datt se matmaachen, fir datt se kucken, jiddwereen Eenzelnen all Dag a sengem eegene Liewen, fir sech méi klimafrëndlech an nohalteg ze verhalen.

Een esou en Ureiz hu mer och schonn decidéiert - ech ginn dovunner aus, datt dat och dann am Budget 2020 wäert stoen -: Dat ass dee vum gratis ëffentlechen Transport.

Ech mengen, d'DP war déi Partei, déi och besonnesch an hirem Wahlprogramm dorobber gedréckt hat. Dat steet och elo am Koalitiounsaccord. An ech muss och soen, datt mir de gratis ëffentlechen Transport net eleng als eng sozial Mesure gesinn, mä effektiv als en Ureiz eben an deem ganze Volet vu sech méi klimafrëndlech verhalen. Et soll en Ureiz sinn, wann eng gutt Offer do ass, eng gratis Offer do ass, wou ech net en Ticket muss siche goen, wou ech net muss soen: „Elo hunn ech en haut vergiess an et kascht mech eppes." Et soll en Ureiz sinn, fir den Auto méi oft, wa méiglech all Dag an der Garage stoen ze loossen a sech doduerjer méi klimafrëndlech ze verhalen.

Mir wëssen awer och, datt mer gläichzäiteg musse kucken, datt den ëffentlechen Transport awer och nach méi effikass, méi confortabel gëtt. D'Bierger musse kënnen zefridde si mat der Pünktlechkeet, mam Confort, mat den Horairë vun Zuch a Bus. An dorunner schaffe mer och. Do si Retarden opzehuelen, mä dorunner schaffe mer och. Dat weise jo och déi, ech géif soen, scho bal beispilllos Investitiounen. A mir erwaarde jo och, datt dann am Budget 2020 do och nach eng Kéier kloer Akzenter gesat ginn.

Dat wëllt och heeschen, wa mer grad den ëffentlechen Transport hunn - hei e klore Message, dat ass och scho gesot ginn -, da wëlle mer e gudde Service. E gudde Service, dat heescht och, datt weider Kontrolle gemaach ginn, datt d'Sécherheet weider am ëffentlechen Transport garantéiert ass. An duerfir wäert d'Begleetpersonal am Zuch och weiderhin dofir do sinn. Dat Personal gëtt net ofgebaut.

Ech mengen, d'DP erwaart sech jo och, datt eis Iddi vun den Express-Buslinnen, fir méi séier vun där Plaz, wou ee wunnt, bis an d'Stad oder duer, wou ee schafft, ze kommen, kann ëmgesat ginn. Dat heescht, datt een net méi an all Duerf vläicht stoe bleift, mä datt een Express-Buslinnen huet ouni vill Tëschestoppen, datt dat och relativ schnell an zügeg ëmgesat gëtt. Mir ënnerstëtzen och ganz kloer, datt d'E-Mobilitéit, d'Elektromobilitéit, konsequent gefërdert gëtt mat Primme fir Elektroautoen, mat nach neie Bornen, fir déi Autoen opzelueden.

Ech wëll och soen, datt mir als DP elo net nëmmen den ëffentlechen Transport verherrlechen. Mir wëssen, mir verdäiwelen den Auto net, well et ginn nach ganz vill Leit hei am Land, déi wunnen eben op Plazen, wou net eng optimal Versuergung mam ëffentlechen Transport ass, déi einfach nach op den Auto ugewise sinn. Ech mengen, déi Leit dierf een och net bestrofen. Et muss een natierlech kucken, datt een do hir Offer verbessert. Mir mussen einfach wëssen, datt mer och nach an Zukunft e Mix wäerten hu vun enger gudder Offer vum ëffentlechen Transport an datt awer och an Zukunft nach Leit wäerte musse mam Auto fueren, wa méiglech dann ebe mat engem ëmweltfrëndlechen Auto, zum Beispill mat engem Elektroauto.

Mir investéieren also massiv an de Klimaschutz an d'Nohaltegkeet. A wann ech de Pluriannuel kucken, brauch ech also net ze waarde bis de Budget d'nächst Woch, da gesi mer, datt dat bis 2022 op 23,3 % soll klammen. Dat heescht also, datt mer eng Augmentatioun vu 50 % wäerten hunn tëschent 2018 an 2022 fir den ëffentlechen Transport, fir Klimaschutz, wou mer wierklech dann op een enorme Chiffer vu 710 Milliounë wäerte kommen.

An engem anere Secteur, an der Green Finance, si mer och elo scho Virreider, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg - well mer eis jo net an deem Secteur mat eis selwer kënne vergläichen -, mä wann ee kuckt weltwäit. Mir hunn d'Luxembourg Green Exchange. Do si mer schonn déi gréisste Bourse op der Welt, op där och gréng Obligatioune cotéiert ginn.

Eis Fongenindustrie - dat ass jo och gutt, well déi ass jo och ee vun de Pilieren hei vun eiser Finanzplaz -, déi ass mat u Bord komm an ass praktesch weltwäit d'Nummer eent op deem Gebitt. Et gëtt och d'Méiglechkeet analyséiert, fir datt d'PMEen nohalteg, klimaschounend Projete kënne virfinanzéiert kréien.

D'Regierung iwwerhëlt och hir Verantwortung net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä am Kampf géint de Klimawandel an den Entwécklungslänner, fir nach méi konsequent do Projeten ze maachen. Mir wäerten do kucken, fir e Fong nom Schwäizer Modell SIFEM anzeféieren.

A letztendlech setzt d'DP am Kampf géint de Klimawandel awer och op Innovatioun. Dat gëtt jo an der leschter Zäit gäre verpöönt, wann een dat einfach nëmme seet. Neen, och wa mer eigentlech eng Energieeffizenz déi lescht 20 Joer erreecht hunn, ass et vläicht net ëmmer esou, datt mer dat duerch Innovatioun hei vu Lëtzebuerg realiséiert hunn, mir hu se iwwerholl aus anere Länner. Mä Innovatioun a Fuerschung sinn och weiderhi wichteg, innovativ Technologië si wichteg, fir d'Welt méi klimafrëndlech ze maachen. An och do hu mer hei zu Lëtzebuerg op der Uni an an den Entreprisen, an de Start-uppe vill Know-how. Och dat ass gutt, wa mer dat also an deem Sënn weider förderen.

Alles dat, all déi Initiativen - ech hu se elo net all opgezielt, de Premier huet der och gëschter eng Rei gesot - weisen einfach, datt mer de Klimawandel seriö huelen an datt mer seriö u Léisunge schaffen.

Fir eis ass et eigentlech kloer: Mir wëllen Optimismus a resolutt d'Problemer upaken amplaz Weltënnergangsstëmmung. Dat ass eigentlech de Credo an der Klimapolitik fir d'Demokratesch Partei.

***(Interruption)***

Här President, ech kommen zu engem anere wichtegen Dossier, deen eng Prioritéit fir d'DP ass, an zwar zu deem vun der Digitalisatioun. Mir si jo hei am Land a puncto Infrastrukturen exzellent opgestallt, wat déi digital Technologien ubelaangt. Mir hunn Datacenteren, de Glasfaser, deen a villen Deeler vum Land läit, mir hunn ee vun deene wéinegen HPC-Computeren - dat ass esou e Supercomputer, deen d'Kommissioun nëmmen e puer Länner accordéiert huet -, de schnellen Internet, Start-uppen, mir hunn d'FinTech, mir hunn den Know-how hei.

An nëmme fir ze soen, déi Infrastrukturen, dat sinn eigentlech déi digital Schmelzen, déi digital Héichiewen. Déi waarden nëmmen drop, fir dann dat ëmzesetze vun deenen digitalen Technologien. Déi digital Technologien, déi sinn eigentlech dat neit Minettäerz, dat mer elo kënne benotzen, fir datt mer den ekonomeschen Erfollegsmodell Lëtzebuerg kënnen digital weiderschreiwen. An duerfir, mengen ech, ass dat eng Erausfuerderung, awer och eng Chance, déi mer an der Digitalisatioun fir eis Ekonomie gesinn.

Virun allem ass et jo esou, d'DP gesäit d'Digitalisatioun insgesamt virun allem als eng Chance, eng grouss Chance, net nëmme fir d'Ekonomie, mä awer och fir deen Eenzelnen, mä awer och fir d'Gesellschaft. An duerfir si mer och frou, datt d'Regierung eiser Fuerderung nokomm war an d'Digitalisatioun zu enger vun de Prioritéite fir déi nächst fënnef Joer erkläert huet an datt mer och en eegenen Digitalisatiounsministère geschafen hunn, wéi mir dat an eisem Wahlprogramm haten.

Ech mengen, et ginn eng ganz Rei Facetten - ech ginn elo net dorobber an, mir haten och schonn en Debat hei an der Chamber -, mä et ginn eng ganz Rei Facetten, wann ee vun Digitalisatioun schwätzt, ganz vill Beräicher, déi dat betrëfft: d'Ekonomie, d'Schoul, d'Ausbildung, d'Fuerschung, d'Kommunikatioun, d'Verwaltungen an esou weider. Et ass einfach wichteg, wa mer déi Chancë wëllen notzen, musse mer natierlech och dat alles richteg encadréieren, fir datt mer d'Chancen notzen an d'Geforen evitéieren.

Wann ech vu Gefore schwätzen, denken ech natierlech och besonnesch un den Dateschutz. An déi Leit, déi mech kennen, déi wësse jo, datt dat e Sujet ass, eng Matière ass, déi mech staark interesséiert. A wéi all Liberale sinn ech natierlech och resolutt, fir mech fir den Dateschutz ze engagéieren. An als Rapporteur - mir hate jo d'lescht Joer zwee Gesetzer zum Dateschutz - läit et mer eben och um Häerz, datt mer deen Dossier vun de Fichieren, vun de sougenannten „Fichieren" elo an aller Serenitéit opschaffen.

D'Problematik ass bekannt. Et brauch een hei och näischt schéinzeschwätzen. Mä ech mengen, et ass awer och eng Matière, wou mer

eigentlech iergendwéi alleguerten am Glashaus sëtzen. Ech kucken do och op déi Säit vun der Oppositioun. An duerfir, mengen ech, ass et schlecht, fir hei just mam Fanger deen een op deen aneren ze weisen. Et kéint een elo an den Historique bliedere goen an esou weider. Dat bréngt eis net virun!

Ech mengen, mir musse kucken, elo zesummen no Léisungen ze sichen. A wann ech soen „zesummen", dann denken ech och ganz besonnesch un d'Oppositioun. Duerfir och nach eng Kéier en Appell un d'CSV: Kommt, mir schaffen zesummen, fir Solutiounen ze fannen an zesummen, wann et néideg ass, och bestoend Gesetzer eben nozebesseren!

An deem Kontext ënnerstëtze mir op alle Fall ganz kloer och déi Propos vum Premier, fir e Rapport iwwert den Dateschutz an Optrag ze ginn. Et ass jo och d'Propos, datt mer regelméisseg als Chamber dann informéiert ginn, wou dee Rapport drun ass - ganz wichteg! -, soudatt mer jo dann herno op Basis vun där Analys, op Basis vun engem fundéierte Constat och kënnen als Chamber handelen, als Chamber kënne kucken, wou eventuell muss nogebessert ginn, fir datt da Gesetzer oder Dispositiounen zu honnert Prozent dateschutzkonform sinn.

Här President, d'Digitalisatioun ass, wéi gesot, e wichtegt Instrument a ville Politikberäicher, wéi dem Klima, der Santé, der Mobilitéit, der Aarbecht. An och besonnesch bei der Aarbecht kann d'Digitalisatioun eis d'Liewe méi einfach maachen. Dat ass, mengen ech, och eng vun deene grousse Chancen, wou mer den Akzent mussen drop setzen.

Wann ech soen, datt d'digital Technologien eis kënnen d'Liewen op der Aarbecht méi einfach maachen, denken ech besonnesch un den Teletravail. Den Teletravail bitt eng Rei Verbesserunge fir d'Aarbecht vum Mënsch, zum Beispill andeems een, dat muss jo net d'ganz Woch sinn, mä wéinstens deegweis kann doheem seng Aarbecht maachen. Et kann een déi méi individuell organiséieren. Et huet ee méi Flexibilitéit. Et huet een eventuell och méi Zäit fir sech oder fir d'Famill, well eleng nëmmen duerch den Aarbechtswee, deen ee spuert, wann een zwee, dräi, véier Deeg an der Woch net muss op d'Aarbecht fueren: Wéi vill Zäit spuert een, déi een da fir sech huet?! Jiddweree ka jo emol kucken, ech soen net, wéi vill Minutten, mä Stonnen, Deeg am Joer en eigentlech am Auto verbréngt.

Also duerch Teletravail manner Zäit op de Stroossen, dat heescht och manner Stau op de Stroossen, heescht och, datt een also eppes mécht, datt een net mam Auto ënnerwee ass, datt een also eppes fir de Klimaschutz mécht, datt ee manner $CO_2$ ausstéisst. Dat heescht, am Endeffekt ass den Teletravail och eng interessant Form, déi eigentlech eng ganz nohalteg Aarbechtsweis dann ass.

Et ass awer och kloer, datt beim Teletravail net dierfe besteeënd aarbechtsrechtlech Konditiounen op eemol lues a lues ofgeschaaft ginn. Dat ass fir eis kloer. All déi sozial Ofsécherungen, déi mer bei engem normalen Aarbechtskontrakt hunn, mussen och an Zukunft fir esou eng Form vun Aarbecht weiderbestoen. Duerfir ass et och wichteg, datt mer do e klore Kader setzen. Et gi scho Pilotprojeten. Et gëtt schonn am Privatsecteur zum Deel gemaach. Mä mir froen eigentlech, datt do och e gesetzleche Kader geschafe gëtt, fir datt iwwerall datselwecht gemaach gëtt.

Ech hu vu Flexibilitéit geschwat, Här President, a méi Flexibilitéit bei der Aarbecht ass fir d'DP generell e wichtegt Uleies. Den Teletravail ass ee Bausteen an där Demarche. Mä mir erwaarden awer och, dat soen ech och kloer hei, vun der Regierung an den nächsten zwielef Méint weider Initiativen, fir eben d'Aarbechtszäit, d'Aarbechtswelt un déi nei Besoine vun der Gesellschaft unzepassen. Dozou gehéiert, de Congé parental unzepassen zum Beispill, fir datt béid Eltere verstäerkt de Congé parental kënnen huelen. Dozou gehéiert d'Recht op Deelzäit fir d'Mamm oder de Papp. Dat steet jo och am Koalitiounsaccord. De Stat iwwerhëlt dann dobäi d'Cotisatiounen an d'Pensiounskeess fir déi Stonnen, wou net geschafft gëtt.

Dozou gehéiert, datt mer d'Familljen zousätzlech entlaaschten an den Eltere méi Zäit mat hire Kanner erméiglechen, d'Aarbechtszäiten also an deem Sënn flexibiliséieren. An dat ass net eppes, wat onbedéngt vun de Patrone kënnt, mä ech mengen, et ass ëmmer méi eng Demande an der Gesellschaft bei jonke Leit, déi sougenannt „workflow balance" (veuillez lire : „work-life balance") respektiv de „workflow", wou eigentlech bei de Leit och eng Demande do ass. Mir haten och schonn do eng Kéier eng kleng Emfro gemaach. Do ass awer eng grouss Demande do, fir méi Flexibilitéit ze hunn, fir kënnen eben da säi Liewen, säi Privatliewe besser ze arrangéiere mat dem Beruffsliewen.

An ech mengen, et ass einfach eng Approche, et kann een och eigentlech net en definitive Schema virginn. Et ass eigentlech esou, datt do de Patron an de Salarié och individuell ëmmer bei der Situatioun solle kucken, wéi ee sech do am beschte kann organiséieren. Dat kann een do verhandelen, dat kann een net einfach vun uewen erof diktéieren, fir datt et an all Betriber fir jiddwer Schaffenden d'selwecht ass.

An ech mengen, wa mer dat reusséieren, wa mer do e grousse Kader setzen, déi Méiglechkeeten opmaachen, do huet ënnert dem Strëch awer jiddwereen eppes dovunner. Ech mengen, de Salarié, dee ka seng Fräizäit méi flexibel plangen, seng Famill plangen. An de Betrib ka vläicht seng Aarbecht besser opdeelen. Dat ass dat, wat een esou schéin eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen nennt.

Här President, de Statsminister huet gëschter e Sujet ugeschwat, deen eis alleguerte schonn zanter Laangem, ze laang um Mo läit an deen eis jo och regelméisseg nach eng Kéier sauer opstéisst. Dat ass de Brexit. Leider schéngt den Dossier sech all Dag ze verschlechteren a vun Dag zu Dag gëtt d'Wahrscheinlechkleet méi kleng, datt et nach zu engem geregelte Brexit kënnt. Dat ass bedauerlech. Dat bréngt kengem eppes, weder Groussbritannien nach der Europäescher Unioun.

Et ass jo och komesch, wann ee kuckt, d'Vereenegt Kinnekräich - dat ass jo eigentlech d'Gebuertsland vun der Demokratie oder eent vun de Gebuertslänner vun der parlamentarescher Demokratie - befënnt sech jo eigentlech an engem absolutte Chaos, wéi d'Leit eigentlech nach ni een erlieft hunn. Wann een dat do kuckt owes heiansdo um Fernseh, wat do ofleeft an deem Parlament, dat ass jo scho bal …! Dat geet iwwert d'Realitéit ewech an et mengt een, et wier Fiktioun.

***(Interruption)***

An ech mengen, de Premier huet dat jo och a senger Pressekonferenz, déi e leider net mam brittesche Premier konnt ofhalen, eigentlech op de Punkt bruecht. Ech mengen, do gëtt eng ganz Natioun Affer vu parteipolitesche Spiller an dat ass eigentlech dat Dramateschst un där ganzer Geschicht. An ech sinn och frou, datt d'CSV dat och esou gesinn huet, wéi se déi Pressekonferenz bewäert huet.

Bon, de Brexit, deen destabiliséiert, e schaaft Onsécherheet op wirtschaftlechem, awer och op politeschem Plang. Kloer ass: De Ball, dee läit bei de Britten. Mir kënnen elo net hei haut - an och, mengen ech, d'Kommissioun net - do all d'Decisiounen huelen. Et mussen d'Britte sinn, déi dann eng Kéier eventuell de Wee zur Vernonft bréngen. Mä ech fäerte ganz, datt dat schwiereg gëtt.

Sollt et zu engem ongeregelte Brexit kommen, huet d'Lëtzebuerger Regierung op alle Fall hir Hausaufgabe gemaach.

**Une voix**.- Richteg!

**M. Eugène Berger** *(DP)*.- An deene verschiddene Ministèren - Justice, Affaires étrangères, Educatioun, ech ziele se net all op - ass wierklech dat Beschtméiglecht gemaach ginn, fir datt mer op all Zeenario virbereet sinn an lwwergangsbestëmmungen hunn, och fir d'Lëtzebuerger a Groussbritannien an ëmgedréit. Och nach muer wäerte mer zwee Projeten an deem Sënn stëmmen.

An och den neie President vun der Chambre de Commerce, de Luc Frieden, huet nach virgëscht an engem Interview bestätegt, datt Lëtzebuerg fir all Zeenario virbereet ass, gutt virbereet ass. An dat trëfft natierlech och op de Finanzsecteur zou. D'Zil war et, fir an enger lwwergangsphas eng gewësse Kontinuitéit a Stabilitéit am Finanz- an Assurancësecteur ze garantéieren. Dat ass eis gelongen a mir hoffen och, wéi gesot, weiderhin op dat Bescht. A mir sinn awer op dat Schlëmmst am Brexit virbereet.

Här President, ech kéint nach vill Elementer vun eiser Politik ervirsträichen, op déi ech net all wollt agoen. Ech wëll zum Schluss nach e puer allgemeng Wierder zu dem Statsminister senger Ried zur Lag vun der Natioun soen.

Ech mengen, de Premier Xavier Bettel huet gëschter eng ganz éierlech Ried gehalen. En huet d'Situatioun, an där mer eis befannen, net beschéinegt, mä awer e realistesche Constat gemaach. Hien huet net nach eng Kéier dee ganze Regierungsprogramm virgestallt, well deen ass jo net a Fro gestallt. Mä en huet awer genau gesot, wou d'Prioritéite sinn. Ech mengen, dat ass dat, wat fir eis wichteg ass.

Hien huet déi richteg Prioritéiten annoncéiert, fir datt mer op eist Zil vun enger Politik fir méi Gerechtegkeet kënnen zousteieren oder, fir nach eng Kéier mam Bild vum Schëff a stiermesche Gewässer opzehalen: Eise Premier huet d'Rudder fest am Grëff. D'Nol vum Kompass ass ausgeriicht an d'Richtung ass virginn. An d'ganz Koalitiounsequipp huet d'Äerm héichgestréppt, fir d'Schëff sécher virun an an den Hafen ze bréngen.

Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech bedénge mech net der bildräicher Sprooch vu mengem Virgänger hei op dësem Riednerpult, fir dës Debatten hei anzeleeden. Am Numm vun eiser Fraktioun wäerten herno och de Georges Engel an de Franz Fayot nach Stellung bezéien zu eenzelnen Aspekter zu der Lag vun der Natioun.

Ech mengen, dës Debatt gëtt traditionell eigentlech den eenzelne politesche Parteien a Bewegungen d'Geleeënheet, fir hir Analys vun der Situatioun ze maachen, hir Froen a Léisungen ze stellen an ëffentlech duerzeleeën.

D'Deklaratioun vum Premierminister ass eng Aleedung an déi doten Debatt. Hien huet sech dëst Joer ofgewannt vun dem traditionelle Schema, fir e Potpourri ze maache vu sämtleche Beräicher, an huet e Choix gemaach vun haaptsächlech véier Themen, ronderëm déi hien déi Erklärung gemaach huet.

Dat si wichteg Themen, mä selbstverständlech ginn et och nach aner wichteg Themen a Sujeten, déi och schonn hei vun de Virriedner mat an d'Diskussioun erabruecht goufen. A mir wäerten och selbstverständlech als sozialistesch Fraktioun déi Diskussioun breet uleeën. Déi Diskussioun ronderëm déi Deklaratioun, den Inhalt bestäerkt mech a menger Iddi, déi ech versicht hunn, ëmmer erëm virzebréngen, déi awer, muss ech soen, net genuch Secours hat, och an der Conférence des Présidents, fir ze soen: Solle mer net eng Kéier, erëm eng Kéier am Joer, sief et beim Budget, sieft et beim État de la nation, pro Departement oder pro Sujet Diskussioune féieren? Da si mer déi leideg Debatt lass: Firwat ass dat net ugeschwat ginn? Firwat ass dëst net ugeschwat ginn? Dann hu mer eng konzentréiert Diskussioun op eenzelnen Themen eng Kéier am Joer.

Mir hate se emol an alen Zäiten zweemol am Joer. Dat wär vläicht des Gudden ze vill. Mä eng Kéier am Joer mengen ech schonn, dass ee sollt déi eenzel Themeberäicher, déi eenzel Departementer kënnen am Detail diskutéieren, wou dann och natierlech d'Ressortministere Stellung bezéien opsäite vun der Regierung. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi sécherlech eisem Parlament géif gutt zu Gesiicht stoen.

Klimaschutz, ëffentlech Finanzen, Brexit, Dateschutz: Ech wëll kuerz aleedend zur Deklaratioun vum Premierminister zu deenen Themen eppes soen, quitte dass ech op dat eent oder anert nach eng Kéier vläicht méi spéit zréckkommen.

Klimaschutz. Wichteg schéngt mer, dass d'Regierung erkennt, dës Koalitioun erkennt, an ech hoffen, och all Parteien hei erkennen, dass dat ee vun de grousse Sujeten ass, wou et net duergeet, dass mer soen: „Majo, mir féieren déi Politik vun de leschte Joren", déi eng géife soen: „vun de leschte Jorzéngte weider", mä wou mer, mengen ech, e qualitative Sprong musse maachen, wou mer eis zousätzlech Gedanke musse maachen a wou ech der fester lwwerzeegung sinn, dass, wa mer déi ambitiéis Ziler, déi mer eis hei ginn, als Lëtzebuerger Land an deem dote Beräich wëllen erreechen, wat eis eegen Hausaufgabe sinn, quitte dass mer déi och deelweis iwwer international Instrumenter wëllen ëmsetzen, dass mer dat nëmme kënne maachen, wa mer par rapport zu deem, wat elo scho bekannt ass an decidéiert ass, nach dropleeën, wa mer eis also do iwwer zousätzlech Moossnamen eens ginn an déi och chiffréieren, wa mer och de Käschtepunkt chiffréieren an och kucken, wou mer dann déi Suen hierhuelen.

Dat ass, wat mech bis elo an där Debatt hei op där doter Fro gestéiert huet: dass all déi Virschléi, déi an deem Beräich kommen, alleguerten ausschliisslech drop hiweisen, sech beschränken op Subventiounen, op Abattementen, also u sech op Ausgabe fir de Stat oder manner Einname fir de Stat. A wann een dat da kombinéiert mat anere Fuerderungen, déi an der Steierpolitik gestallt ginn, fir manner Steiere fir d'Betriber, manner Steiere fir déi eenzel Leit ze maachen, d'Upassung vun de Steiertabellen ze maachen: Déi Rechnung do kann net opgoen!

All déi Leit, déi dat eent an dat anert maachen, déi sinn onéierlech, well déi Rechnung do kann net opgoen. Duerfir solle mer och hei vläicht probéieren, zu de Fakten ze kommen an alles op den Dësch ze leeën, wat geplangt ass: wat et kascht, wat et bréngt a wéi mer dat doten och kënne bezuelen, net nëmmen iwwer een, zwee Joer, mä iwwert déi laang Period, wou déi dote Moossname bäibehale musse ginn. Dat nenne mir eng seriö Emweltpolitik an eng seriö Klimaschutzpolitik.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Berechent muss och ginn de sozialen Impakt vun deem Ganzen, mir hunn et schonn x-mol gesot. D'Klimafro ass och eng Gerechtegkeetsfro. An esou wéi déi sozial Schwaach déi éischt Affer sinn, wann näischt am Klimaschutz geschitt, kann et och net sinn, dass, wa mer Moossname fir de Klimaschutz maachen, dass et déi sinn, déi d'Haaptlaascht vun deem Ganze mussen droen.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Mir mussen handelen, dat schéngt mer evident ze sinn. Mir kënnen eis hei hanner eiser Klengheet net verstoppen. Dat maache mer jo soss an aneren Domänen och net gären! Effektiv, eise Bäitrag zu deem Ganze bleift minim! Mä et däerf een awer och net vergiessen, dass mer u sech eng moralesch a politesch Verflichtung hunn. Mir gehéieren nach wie vor zu de Spëtzereider, wat d'$CO_2$-Emissioune pro Kapp ugeet, an Europa a weltwäit!

Elo kann een natierlech mam Fanger op China weisen, et kann een op Indien weisen, et kann een op Amerika an op anerer weisen. Dat ass sécherlech richteg. Mir däerfen awer net vergiessen, dass mir scho villes vun deem ausgeschëpft hunn, wou vläicht aner Länner drun denken, an hirer wirtschaftlecher Entwécklung och eppes auszeschëpfen. Duerfir ass jo vun Ufank un an där Klimadiskussioun international versicht ginn, dass déi eng, déi scho wäit sinn, mussen zréckschrauwen, anerer kënnen hir Emissioune bäibehalen. An e puer Länner, déi wäit an der Entwécklung hannendru sinn, déi kréien d'Recht, nach e bësse méi ze emettéieren. Dat ass vun Ufank un d'Regel gewiescht, wéi se international am Rio-Ofkommes festgehale ginn ass, respektiv och an deenen duerno folgenden Accorden, déi komm sinn.

Mir mengen och net, dass et duergeet ze soen, mir missten d'Leit mathuelen, positiv. „Keng Verbueter!", dat hunn ech oft héiere vun e puer Säiten hei. Dat ass fir mech eng nei Vue vun der Ëmweltpolitik, déi mer oft hei eestëmmeg matdecidéiert hunn. E Gesetz, wat Grenzwäerter fir Emissioune festleet, ma dat beinhalt Verbueter! Wann een d'Emissiounen iwwerschreit, dann ass et verbueden, déi Aktivitéit duerchzeféieren. Wëlle mer dat net méi? Ass dat net méi schick, esou Saachen ze verbidden, wann d'Ëmwelt verknascht gëtt a wa mer d'Zukunft vun eise Kanner vreckt maachen? Dierf een dann net méi vu Verbueter schwätzen?

Mech stéiert fundamental déi Aart a Weis, wéi hei argumentéiert gëtt op eng karikatural Aart a Weis, well een eigentlech bei villem de Status quo wëllt. Déi, déi méi wäit wëlle kucken, déi soen: „Mir brauchen nei Regelen an deem dote Beräich!" Ouni nei Regele geet et net. Wie mengt dann, wa mer déi fräi Maartwirtschaft hei gewäerde loossen, dass dann iergendeppes Konkretes a puncto Klimaschutz erauskënnt?

**Plusieurs voix**.- Bravo!

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Duerfir brauche mer Regelen. Mir brauche se international, an do, wou mer kënnen handelen, brauche mer se och national. Duerfir sinn ech frou, dass de Premierminister och grad op déi verschidden Ebene vun den Aktiounen higewisen huet. Mir mussen europäesch an international handelen. Mir mussen awer och national a lokal handelen. Ouni dat kënnt näischt Guddes derbäi eraus. Dat ass déi Positioun, déi mir als Sozialistesch Partei hunn, an dovunner wäiche mir och net of.

Mir brauchen an deem ganze Beräich en „policy mix", dee wuel aus groussen ëffentlechen Investitioune besteet. A grad do, schonn an der viregter Regierung, a besonnesch an dëser Regierung, läit de Programm fest fir déi nächst Joren. Dozou gehéiert de massiven Ausbau vum ëffentlechen Transport, fir dass mer do 2022/2023 e grousse qualitative Sprong hunn, dass d'Leit echt Alternativen hunn, dass se net méi brauchen zu engem gudden Deel op den Auto zréckzegräifen, mä dass se den ëffentlechen Transport zur Verfügung hunn, fir sech ebe méi ëmweltbewosst a méi klimabewosst kënnen ze behuelen.

Et geet effektiv net duer, de Leit ze soen: „Dir muss dat maachen!", an et si keng Alternativen do, fir sech anescht kënne sozial gerecht ze behuelen. Dat ass immens wichteg. Do muss jidd-

weree seng Responsabilitéit huelen. Mir däerfe keen aus der Responsabilitéit eraushuelen. Mir däerfen eis net als Politiker, Niveau Stat oder Niveau Gemengen, aus der Responsabilitéit eraushuelen. Mir däerfen awer och deen Eenzelnen net aus der Responsabilitéit eraushuelen. Jiddweree soll säi Beitrag leeschten no senge Méiglechkeeten, déi en huet.

Sensibiliséierung ass wichteg, Formatioun ass wichteg, Schoulbildung an deem dote Beräich ass immens wichteg, geet awer net duer. Ech soen et nach eng Kéier: Mir brauchen och zousätzlech Regelen! Mir brauche Steierungsinstrumenter. Dat solle selbstverständlech Subventioune sinn. Dat soll awer och d'Steier als Lenkungsinstrument sinn, fir e gewëssent Verhalen ze favoriséieren an en anert Verhale manner attraktiv ze maachen. Dat ass awer den A an O vun der Ëmweltpolitik zënter éiweg gewiescht. An ech hoffen, dass dat dote vu kengem hei a Fro gestallt gëtt an dass mer konsequent an deem dote Beräich weiderfueren, well et ass immens néideg, dass mer dat maachen.

D'LSAP steet zu där Aschätzung vun der gudder Situatioun, wat d'ëffentlech Finanzen ugeet. Dat ass jo och eng Viraussetzung, fir Politik kënnen ze maachen. Wann d'ëffentlech Finanzen net an der Rei sinn, hu mer net déi néideg Mëttele fir eis Ambitiounen am politesche Beräich. Grad fir den Alldagssuerge vun de Leit entgéintzekommen, do brauche mer Suen, fir dat ze maachen.

Mir sinn an där Situatioun, dass mer 2018 erstmaleg e Statsbudget, en Zentralbudget haten, dee praktesch am Equiliber war, an dass sech fir 2019 vläicht eng äänlech Situatioun ofzeechent. Dat ass eng immens gutt Viraussetzung, op déi mer kënnen déi nächst Joren opbauen, fir weider konsequent op de Beräich notamment vun den ëffentlechen Investissementer ze setzen. Mir ginn net midd, et hei ze soen an deene séllechen Debatten, déi mer beim Budget a bei den Debatte virdrun haten: Dat Schlëmmst, wat engem Land ka passéieren, dat ass eigentlech, en Investissementsdefizit ze kréien.

Ech ka ganz gäre liewe mat engem akzeptabelen Defizit vun den ëffentleche Finanzen, mä ech kann net d'accord sinn, dass mer en Investitiounsdefizit entstoe loossen. Duerfir solle virun allem de Stat an d'ëffentlech Hand insgesamt produktiv Investissementer maachen - do sinn och d'Gemenge gefuerdert matzemaachen -, ob dat elo de Schoulberäich ass, ob dat de Beräich ass vun de sozialen Institutiounen, ob dat deen ass vum ëffentlechen Transport, ob dat deen ass vun der Ëmwelt, ob dat deen ass vun der Fuerschung an der Innovatioun, wou mer och massiv weider mussen investéieren. Alles dat ass onheemlech wichteg.

An ech si frou, zu enger Majoritéit ze gehéieren, déi, no deem absolutten Déifpunkt, dee mer 2013 hate mat manner wéi 1,5 Milliarden un ëffentlechen Investissementer, elo bei iwwer 2,5 Milliarde schlussendlech wäert ukommen. An d'Zil ass, dass mer um Enn vun dëser Period bei engem ëffentlechen Invest vun iwwer dräi Milliarden Euro pro Joer wäerten ukomm sinn. Dat ass eng Viraussetzung, fir dass mer eis Responsabilitéit och par rapport zu där nächster Generatioun seriö huelen. Do beweise mer, dass mer bereet sinn ze investéieren, wou eis Kanner nach wäerten herno dervunner profitéieren. Et ass dat, wat richteg ass. An déi Fro vun enger schwaarzer Null oder net ass fir mech zimlech egal, wann net ugefaange gëtt, kurant Depensë vum Stat iwwer Defiziter ze finanzéieren.

Duerfir si mir der Meenung, dass och en zousätzlecht Ëmdenken op europäeschem Niveau muss geschéien an dass bei all deene Budgetskritären, déi festgeluecht si ginn, do nach zousätzlech Flexibilitéit muss erakommen an dass déi Investissementer, déi a gewëssenen Zukunftsberäicher gemaach ginn, notamment am Klimaschutz musse gemaach ginn, sollen erausgerechent ginn aus deenen europäeschen Normen, fir dass d'Länner do méi Sputt kréien, fir eng progressiv Politik an deem dote Beräich ze maachen.

**Une voix**.- Genau!

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- E Wuert zum Brexit. Mir stinn zu deem, wat de Premierminister gesot huet a senger Deklaratioun. Mir sinn eigentlech jo alleguerten e bëssen där Brexit-Diskussioun midd. Mä nach wie vor, esou midd wéi mer se sinn, wann et zu engem haarde Brexit kënnt, wäerte mer eis awer wonneren, wat an deene Méint duerno wäert passéieren, net nëmmen a Groussbritannien, mä och an eise Länner. Esou een haarden, onverhandelten, ongeregelte Brexit wäert negativ Konsequenze bis an eisen Alldag materabréngen. Dat däerf een net verkennen. Duerfir muss een déi lescht Deeg nach notzen, fir awer en uerdentlechen Accord ze kréien an deem Ganzen, a wann et dann net anescht geet, dann ass et dann eben esou.

Mä och dat däerf eis net d'Ae verschléisse virun deem, wat sech do a Groussbritannien deet. Dat deet mir wéi, wann ech gesinn, wéi eng Persoun, hiren aktuelle Premierminister - iwwregens ni an där Fonctioun gewielt vun de Leit -, et fäerdegbréngt, an e puer Wochen - an e puer Wochen! - praktesch all d'Institutiounen ze beschiedegen an amgaangen ass, se lues a lues futtizemaachen, ob dat d'Parlament ass, ob dat de Statschef ass an ob dat d'Regierung, also seng Fonctioun selwer, ass. Dee Schued, deen dee Mann mat senger Politik, mat senger populistescher Aart a Weis, fir un déi Saachen erunzegoen, ugeriicht huet a sengem eegene Land, ass enorm. An dat kann eis net frou stëmmen, dass esou eng Entwécklung an England an de leschte Woche stattfonnt huet.

Mä et wäert sech awer och erausstellen, dass mat engem Member manner Europa net aus allen onséchere Fahrgewässer eraus ass. Da musse mer eis erëm mat eis selwer beschäftegen. Elo hu mer eigentlech och dat doten e bëssen als, jo, als Oflenkung vun deem, wat elo nach alles op Europa duerkënnt. Mir wëssen, dass mer Schwieregkeeten hunn, de Conseil - mat deene Majoritéitsregelen, déi elo gëllen -, d'Kommissioun an d'Europaparlament a ville Froen op ee Punkt ze bréngen.

An eng grouss Fro, déi wäert intensiv diskutéiert ginn, wou elo scho mat Iwwergangsregelunge soll geschafft ginn, ass déi: De budgetäre Kader vun den nächste Joren, wéi gesäit deen aus?

An do soe mir als LSAP-Fraktioun ganz kloer: Mir brauche méi europäesch Gelder, wa mer méi wëlle maachen op europäeschem Plang a puncto Sécherheet, a puncto Immigratioun an a puncto Klimaschutz. Anescht kann Europa net weider fonctionnéieren an anescht kënnen och déi Erwaardungen, déi mir Bierger alleguerten an Europa stiechen, net erfëllt ginn.

E puer Wuert nach zum Dateschutz. Et ass richteg, eng global Approche hei ze hunn - dat ass déi, déi d'Regierung agaangen ass - a sech net ausschliisslech op eng Partie Datebanken a gewëssene Beräicher ze konzentréieren, well mir wëssen, dass et en allgemenge Problem ass. Et ass en allgemenge Problem, an deen ass net nei; ech ginn net midd, et ze soen. Dee besteet bestëmmt zënter 1979, wéi mer dat éischt Gesetz hei zu Lëtzebuerg iwwer eng europäesch Direktiv agefouert hunn, wat eng Reglementatioun vum Dateschutz virgesäit.

Déi successiv Gesetzer vum Dateschutz sinn hei zu Lëtzebuerg zu engem gudden Deel „lettre morte" bliwwen. Si sinn net ugewannt ginn. Wivill vun deenen zegdausend Datebanken, déi et gëtt, sinn da wierklech geneemegt ginn? Well mir ware jo virdrun an engem Geneemegungssystem, engem Notifikatiouns- an engem Geneemegungssystem.

Duerfir brauche mir eis net ze wonneren, dass et onméiglech war, dass ab 2018 d'Grondphilosophie vum Dateschutz geännert huet. Et ass gesot ginn: „Mir fueren net méi iwwer Autorisation préalable, mir fueren iwwer allgemeng gesetzlech Bestëmmungen, an dann ass et un deem eenzelne Responsable du traitement vun der Datebank, fir déi da korrekt ëmzesetzen op seng präzis Datebank." Dat huet, soen ech ganz éierlech, eigentlech misse schifgoen.

Ech wonnere mech e bëssen iwwert d'Hypokrisie vun deenen, déi dat dann elo mat ganz groussem Erstaune feststellen, wou mer iwwer Jore wëssen, wéi d'Situatioun ass. An d'Madamm Hansen kënnt aus hirem leschte Beruff net eraus. Si wëllt ëmmer Datzen ausdeelen. Bon!

***(Interruption par Mme Martine Hansen)***

Ech weess net, ob se dat och nach mécht, wa se eng Kéier sollt an d'Regierung kommen. Mä op jidde Fall deelt se ganz gären Datzen aus. Si huet se just hei op där falscher Plaz ausgedeelt. Dir maacht hei, wéi wann dee leschten Avis vun der Dateschutzkommissioun eng Iwwerraschung wär. Mä d'Dateschutzkommissioun huet an hirem Avis elo virun e puer Woche vum Prinzip hier näischt anescht drageschriwwe wéi dat, wat se an hirem Avis geschriwwen hat iwwert d'Gesetz vun 2018, wat d'CSV matgestëmmt huet, wat ee Mann oder eng Fra matgestëmmt huet. A si huet den Avis vun der Dateschutzkommissioun kannt, deen ass nääml ech an der zoustänneger Kommissioun och diskutéiert ginn.

Duerfir wannechgelift, maacht Iech hei d'Liewen net gradesou einfach a vergiesst net, wat … Ech weess, Dir wëllt vergiessen, wat viru siwe Joer war. Mä vergiesst awer net, wat virun zwee Joer war! Dat ass nach net laang hier an do wousst jiddwereen, wat e géif maachen. A mir mussen elo kollektiv kucken, dass mer déi Kar, déi mer mat eragerannt hunn, eng Kéier erauszéien aus deem Morast do an dass mer eis uerdentlech Regele ginn.

Ech wënsche mer nach eng Kéier, an de Minister Bausch huet dat och ugekënnegt, dass d'Chamber net nëmmen informéiert gëtt iwwert dat, wat d'Regierung elo wëlles huet nozebesseren, well et muss an de Gesetzer nogebessert ginn, mä dass mer wierklech eng Kooperatioun kréien tëschent der Regierung an der Chamber, dass dës Chamber och konsultéiert gëtt.

An ech géif mer wënschen, dass d'Oppositioun net nëmme kritiséiert, mä och konstruktiv hëlleft, hei e Gesetz ze maachen, wat d'Strooss hält, wat modern ass, wat eis nach handlungsfäeg mécht, wat och d'Polizei- an d'Justizorganer nach handlungsfäeg mécht, mä gläichzäiteg awer och enger héijer Norm vum Dateschutz gerecht gëtt. Dat ass dat gemeinsamt Zil, dat mer hunn. An hei gëtt et jo eigentlech parteipolitesch keng Divergenzen tëschent den eenzelne Parteien. Dat ass hei e bëssen héichgejubelt ginn. Mä eigentlech si mer eis um Fong zu praktesch 100 % eens.

État de la nation. Et kann ee vill Approchen hunn, fir dorun erunzegoen. Et kann een déi, géif ech soen, Makroebene esou ausschëpfen, dass ee mat Statistike kënnt, dass ee kuckt, wéi u sech no gewëssenen Indicateuren d'Situatioun vum Lëtzebuerger Land ass, d'Situatioun souwuel wat d'Wirtschaft ugeet wéi och vun de Sozialindicateuren. Och de Statec huet jo Efforte gemaach, fir Indicateurs du bien-être auszeschaffen, déi vläicht net ëmmer Joer fir Joer aktualiséiert ginn, déi eis awer och en Iwwerbléck ginn iwwert d'Gesamtsituatioun.

An ech mengen, dass déi Gesamtsituatioun gutt ass. Mä dat gëllt awer net fir all Eenzelsituatioun an enger ganzer Partie Leit geet et net gutt. An déi däerfe mer net vergiessen, och wann déi vläicht net zu eisem deeglechen Ëmfeld gehéieren. Ech huelen hei keen aus. Ech huelen hei keen aus!

Där Leit ginn et. Dat sinn net onbedéngt déi Leit, déi elo bei den „billigen Wohnungen" do an der Rei stoungen. Dat waren der zumindest, déi nach d'Konditiounen erfëllt hunn, fir sech kënnen en Haus ze kafen. Et sinn déi zegdausend aner, un déi ech denken, dobäi och Lëtzebuerger, mä an der grousser Majoritéit sécherlech Netlëtzebuerger. A mir däerfen déi net aus den Ae verléieren, och wa se d'Wahlrecht net hunn.

Dat schéngt mir immens wichteg ze sinn, fir dat ganzt Land hei zesummenzehalen, well et soll ee sech näischt virmaachen: Dat Zesummeliewen, dat mer hunn, dat fonctionnéiert eenegermoossen, mä et fonctionnéiert awer nëmmen esou laang, wéi mer net an enger echter Krisesituatioun sinn. A wann d'Verdeelungskämpf an de Kampf ëm d'Aarbechtsplaze richteg lassginn, da fäerten ech, dass dat Bild, wat mer dobaussen hunn, ganz schnell bréckelt. Duerfir ass et wichteg, op dat Gemeinschaftlecht ze setzen, op d'Veräiner, d'Sportsveräiner, déi an der Integratioun eng enorm wichteg Roll ze spillen hunn.

Mir fält ëmmer erëm op, dass et Manifestatioune gëtt an den Uertschaften, wou sech bal nëmme Lëtzebuerger ophalen. An da gëtt et Manifestatiounen, wou bal nëmmen Netlëtzebuerger sinn. Et ginn der ganz wéineg, wou dat Ganzt sech füügt. A wou sech dat mécht, dat ass an de Veräiner, besonnesch an de Sportsveräiner, déi och op jonk Leit opgebaut sinn. A mir däerfen d'Ënnerstëtze vun deenen Aktivitéiten, d'Ënnerstëtze vum Benevolat, verbonne mat enger gewëssener Professionalisëierung vun där Aarbecht, déi do um Terrain gemaach gëtt, net vergiessen.

Dat ginn net déi grouss Schlagzeilen, mä déi Aarbecht do am Klengen, déi ka villes zesummebréngen a virun allem verhënneren, dass villes schnell auserneebrécht. Déi ganz Fro ronderëm d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ass eng essenziell Fro. Déi hu mer op kee Fall domadder tranchéiert, andeems mer eng Kéier iwwer eng Fro am Referendum ofgestëmmt hunn. Mir mussen eis stänneg mat där doter Fro weiderbeschäftegen, well et kann een net - an dat wëlle mer jo och net - aus all Netlëtzebuerger, deen hei ass, e Lëtzebuerger maachen. Duerfir bleift dat do eng grouss Suerg, déi mer als LSAP-Fraktioun hunn.

All déi dote Froen - ech fänke beim Klimaschutz un -, do gesinn ech jo schonn, wéi d'Parteie sech a Positioun bréngen, a Positioun bréngen, net fir eppes weiderzebréngen, mä fir deem anere seng Iddien ofzeschéissen. Dat mécht mir, an ech soen dat hei vläicht, well et héchstwahrscheinlech meng lescht Ried ass als Fraktiounspresident bei dësen Debatten, immens vill Suergen, wéi mer un déi grouss Dossieren eruginn.

De Logementsdossier - ech kommen herno nach drop zréck - gehéiert sécherlech och zu deenen doten. An dat däerf keng Floskel sinn, dass mer soen: „Oh, mir missten eigentlech zesummeschaffen." Mä jiddwereen ass amgaangen, a sengem Eck ze soen: „Wéi kënne mer deem doten dann am beschten e Fouss setzen?" An da komme mir vläicht herno an do hu mir dann d'Chance, fir ze soen: „Mir maachen et besser!"

Esou kréie mer déi Problemer net geléist. Dat sinn näämlech esou kriddeleg Problemer, dass een ni eng 100%eg Akzeptanz wäert kréie fir all déi Moossnamen, déi ee muss huelen an deem dote Fall. Dat wësse mer. Also ass do Potenzial fir d'Parteien, fir Stëmmen ze verléieren. Also mussen do d'Parteie sech heiansdo iwwer hir Wahlclientèle ewechsetzen, well se mengen, dass et awer richteg ass, dat ze maachen. An anstatt dat dann auszeschëpfen an auszespille géint déi dote Parteien, hinnen deen dote Schratt schwéierzemaachen, misste mer eigentlech zesummen no de Léisunge kucken.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Wat bitt sech un an deem heite Beräich? A wann ech déi lescht Zuele vum Statec kucken - déi e bëssen anescht si wéi déi vum Observatoire, muss ech soen, wou ech elo net méi esou richteg weess, wat dann eigentlech déi richteg Zuele sinn -, dee vun 10 %, 11 % plus schwätzt beim Kaf vun Haiser, vun Appartementer, bei de Loyeren, dee besonnesch och weist, dass en immense Sprong wäert kommen an den neie Loyere par rapport zu deene besteeënde Loyeren: Wa mer dat weiderlafe loossen a mengen, dat do géif de Marché iergendwéi regelen, dat geet schif!

Mä si mer all bereet, eng interventionistesch Politik ze maachen an deem dote Beräich?

**Une voix**.- Wat verstitt Der dann dorënner, Här Bodry?

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Do verstinn ech zum Beispill drënner, dass mer musse steierlech Moossnamen huelen, fir gewësse Spekulatiounsformen auszeschalten an deem dote Beräich, dass mer musse steierlech Moossnamen huelen an och aner Moossnamen, fir derfir ze suergen, dass e Bauterrain, deen ausgewisen ass, och viabiliséiert gëtt, dass mer eis eens ginn, wéi mer an Zukunft musse bauen, a wat fir enge Beräicher.

All déi dote Froen, nieft Froe vun der Landesplanung, vun der Organisatioun vun eisen Aktivitéiten am Land, dat gräift jo alles aneneen. D'Wunnengsfro hänkt effektiv och mat der Wuesstumsfro zesummen a si hänkt mat ganz ville Saachen zesummen. Mä si mer bereet, déi doten Diskussioun ze féieren? Oder kucke mer dat weider kleng, kleng, jiddwereen a sengem Beräich, an der Hoffnung, deen anere géif bäilafe mat deem Ganzen an et kéint een doduerjer déi nächst Wahle gewannen?

Dat ass déi einfach Fro, déi sech stellt. Déi stellt sech elo éischter un d'Oppositioun. Mä och d'Majoritéit muss sech Froe stellen.

***(Interruption)***

Wëllt se wierklech, dass d'Oppositioun soll matschwätzen?

***(Interruptions)***

Oder mécht se dat nëmmen, well se mengt: „Dann hu mer déi gefrot bei deem Ganzen, a wann et gutt ass, da kréie mir d'Meritte vun deem Ganzen!"?

Dat ass also d'Fro, déi sech stellt an deem dote Beräich. Si stellt sech och a ganz villen anere Beräicher. D'Verfassungsreform - ech kommen net derlaanscht, fir e Wuert dozou ze soen - war ee vun deene raren Domäner, wou mer et iwwer laang Jore fäerdegbruecht hunn, éischtens, d'Primautéit vum Parlament bäizebehalen. Dat ass een Domän, wou d'Parlament d'lescht Wuert huet. Mir kënne kenger Regierung hei d'Schold ginn. Mir waren et, mir sinn et. Ech hoffen, dëst Parlament bleift et och. An op där anerer Säit ass elo aus heiterem Himmel - ech muss et soen - eppes a Fro gestallt ginn, wou mer ëmmer Konsens haten. Mir haten e Konsens um Inhalt a mir haten e Konsens op der Prozedur. Momentan hu mer weder e Konsens méi um Inhalt, schéngt et mer, an och scho guer net méi op de Prozeduren.

Bon, mir kréien dat vläicht erëm iergendwéi hin. Ech soen, hei ass d'Vertraue gebrach a mir hu gewisen, dass mer an deem eenzege Beräich, wou mer eigentlech probéiert hunn, anescht ze fueren, elo och op déi Ondugenden zréckgräifen, dass jiddwereen da versicht, emol säin eegene Wee ze goen: „A wéi kommen ech dann elo am beschten eraus?" An: „Ech wëll deem awer elo net weiderhëllefen, dass deen herno e Succès kann hunn", wou et eigentlech jo misst ëm d'Saach goen. Wou mer alleguerte wëssen, dass eis Verfassung hoffnungslos verstëbst ass, dass se onbedéngt muss moderniséiert ginn an och completéiert ginn an a groussen Deeler realitéitsfriem ass - wat a mengen Aen immens riskant ass, wann een eng

Verfassungskontroll huet vun de Gesetzer par rapport zu enger Verfassung, déi vereelzt ass.

An duerfir si mer eis eigentlech um Fong eens, mä mir bréngen et nach wie vor och hei elo ëmmer méi schwiereg fäerdeg, déi Iddi vum Konsens bäizebehalen.

Dozou eng allgemeng Bemierkung: Wat mech fuerchtbar stéiert - an dat ass eng Entwécklung vun deene leschten 20 Joer, dat war net de Fall nach an den 80er, 90er Joren, wéi ech hei ugefaangen hunn -, dat ass, dass de Begréff „Kompromiss" ufänkt, en negative Begréff ze ginn. Kompromëss ass fir mech ëmmer eppes Positives, dass probéiert gëtt, sech an der Mëtt ze treffen.

**Une voix**.- Genau!

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Dass sech net een zu 100 % géint deen aneren duerchsetzt, dass ee kuckt ofzeweien an ausgeglache Léisunge fënnt. An dat ass futti! Dat ass ëmmer méi futti an der Opinion publique an dat gëtt heiansdo duerch eis Parteikämpf nach eng Kéier dobausse geschüürt.

A grad d'Verfassung ass en Text vun der Mëtt. Grad d'Verfassung däerf net d'Resultat sinn, wou ee sech géint deen aneren duerchsetzt, mä et muss dat sinn, wou jiddweree sech kann dran erëmfannen!

**Une voix**.- Très bien !

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- An dat gëllt fir mech och fir eng ganz Rei vun aneren Domänen, wou ech net d'accord sinn, dass da gesot gëtt: „Aah, Kompromiss, dat ass e Kouhandel." Dat ass dann ...

***(Interruption)***

... dem Gast Gibéryen säin Ausdrock. Jo, wéi soll et dann anescht sinn, wéi dass ee sech op deen aneren zoubeweegt? Ass dat ëmmer e Kouhandel? Ech weess net, wéi déi Leit hiert Privatliewe féieren.

***(Interruption)***

Anscheinend ..., do schéngen et da keng Kouhändel ze ginn. Do setzt sech dann ëmmer anscheinend ee géint deen aneren duerch.

Esou komme mer privat net virun. Esou komme mer och, mengen ech, an der ëffentlecher Diskussioun net virun, wa mer net bereet sinn, d'Argumenter ze lauschtere vun deem aneren an ze kucken: Kommt, mir setzen eis eens op deem dote Punkt an ee beweegt sech op deen aneren zou! Dat schéngt mer essentiel ze sinn! A wa mer dat hei zu Lëtzebuerg, an deem Ministat, wou mer hei sinn, net begraff hunn, da leie mer total falsch!

***(Brouhaha)***

An dat kann eis eng Kéier wäit ewechbréngen, wa mer dat doten net méi respektéieren!

Wuessend Ongläichheet an eiser Gesellschaft, déi ass och do, déi ass och zu Lëtzebuerg. Mir spiere se vläicht net an eisem Ëmfeld, an eisem Alldag, mä si ass do.

Bon, ech hunn elo am héijen Alter ugefaangen, mech ëm e puer sozial Fäll ze bekëmmeren, déi ech betreien: eng Flüchtlingsfamill aus Syrien an e Lëtzebuerger Fall, deen ech vu menger Gemeng aus kannt hunn. An éischtens hunn ech emol festgestallt, wéi esou eis Servicer fonctionnéieren. Ech soen lech hei: Déi si rapid am Asetze vu Sanktiounen. Dat geet ganz schnell. A si sinn net ëmmer esou effikass am Begleede vun de Leit, am Berode vun de Leit. Dat ass meng Erfahrung, déi ech gemaach hunn.

A virun allem léiert ee vläicht emol wierklech ze verstoen, wat et heescht, no enger Wunneng ze sichen an et huet een de Mindestloun oder manner wéi de Mindestloun. D'Cafészëmmer ass dann d'Léisung. Da muss nach eent fräi sinn. A mat 45 Joer an e Cafészëmmer ze goen, dat ass näischt Flottes. A wann een dann eng Wunneng sicht, da steet een do an der Rei: 10, 15, 20 Leit, déi interesséiert sinn un enger Wunneng, wann et nëmmen en eenegermoossen akzeptabele Loyer ass, deen ugebuede gëtt.

Wie kritt déi dote Wunneng? Dee mat de Komplikatiounen? Dee mam Mindestloun? Deen, deen e befristeten Aarbechtsvertrag huet? Dee sot, ech hunn 2.000 Euro? Oder wiem gëtt de Proprietär dann, am Regelfall, déi dote Wunneng?

Et ass mer opgefall, dass also all déi Hëllefsmoossnamen, déi mer hunn, déi gutt geduecht sinn, wéi Garantië vum Stat fir d'Kautioun an esou virun an esou weider, guer net zum Droe kommen, well d'Leit emol net esou vir an der Prioritéitelëscht sinn, dass se kënnen dovunner profitéieren.

Et huet mir eigentlech vill bruecht, dat doten, wat ech gemaach hunn, well ech einfach gemierkt hunn, wéi et an der Praxis leeft. An dat ass eng aner wéi dat, wat mir hei - mat alle gudden Absichten! - heiansdo diskutéieren. D'Realitéit um Terrain ass oft vill méi eng rau a vill méi eng haart, wéi mer dat kënne mengen. Duerfir ass et och schwéier, Léisungen ze fannen.

Well all Fall ass anescht. Et sinn ëmmer individuell Situatiounen. A mir mussen hei mat allgemenge Regelen - am Gesetz, dat kann net anescht sinn - probéieren, méiglechst gerecht op déi Villfalt vu perséinleche Situatiounen ze reagéieren. Dat ass onheemlech schwéier.

Bei der syrescher Flüchtlingsfamill, do war et d'Fro, eng vun den éischte Froen, déi essentiel ass fir d'Integratioun an d'Weiderkommen: Wat fir eng Sprooch? Mä eigentlech hätte missen, opgrond vun der Verschiddenaartegkeet vun der Situatioun an der Famill: pensionéiert Elteren, Kanner, déi awer schonn en Ofschloss, awer op Arabesch, a Finanzwirtschaft zum Beispill hunn, anerer, déi an héije Schoule waren, déi immens vill Sprooche kënnen, awer nëmme bis op e gewëssene Punkt, déi an eisem Schoulsystem, wou awer nach ëmmer vill Wäert geluecht gëtt op dat Schréftlecht - déi awer hir Sprooch eigentlech sur le tas geléiert hunn, sech kënne formidabel domat erëmschloen, méi wéi munche Lëtzebuerger kann -, déi awer an eisem System net erakomme mat deenen dote Kompetenzen, eigentlech also hätten och do déi Leit missen individuell begleet ginn. Déi Méiglechkeeten hu mer net, kënne mer net.

Duerfir, mengen ech, ass mer also wichteg - oder fir mech war et wichteg, soen ech -, dass ech do erëm eng Kéier konnt uknäppen a leschter Zäit, wou ech a mengem Affekotéberuff ugefaangen hu viru laange Joren, wou ech och vill Affären hat, vill einfach Affären hat aus dem dagdeegleche Liewen. Dat ass vum Nopeschsträit gaangen iwwer Aarbechtsrecht bis, bis, bis ... An dat huet mer eigentlech vill bruecht an ech sinn amgaangen, dat doten erëm eng Kéier e bëssen opzefrëschen. An dat mécht een och e bësse bescheiden, wat déi Méiglechkeeten ubelaangt, wou mir als Legislateur eigentlech kënnen awierken, fir op déi eenzel Punkten eranzekommen.

Duerfir, ech hunn et ugeschnidden: D'Logementsproblematik ass fir mech a fir meng Partei en essentielle Punkt. An et gesäit een, dass dat och ëmmer méi staark spillt bei der Fro vun der Pauvretéit. Obwuel, wéi gesot, et kann een déi Aart a Weis, wéi de Risque de pauvreté ausgerechent gëtt, kritiséieren. Mä deen dréit eigentlech net dem Facteur Logementsdeierecht Rechnung - wat eigentlech zu Lëtzebuerg nach eng Kéier e ganz anert Gewiicht huet, wéi mer eis dat kënne virstellen.

An duerfir komme mer, mengen ech, net derlaanscht, dass mer Bauland mussen ausweisen, Bauland musse viabiliséieren, bezuelbare Wunnraum schafen an awer och derfir suergen, dass mer déi Spiral duerchbriechen, déi doranner besteet, dass, wann ee seng Terraine broochleie léisst, dass een dann nëmme ka Gewënner si vun där Operatioun.

Wat s de méi laang waarts, fir däin Terrain ze viabiliséieren, wat s de eigentlech d'Perspektiv hues, méi räich ze ginn - wa mer dat net duerchbrach kréien, mengen ech, dass all déi aner Léisungen nëmme Plooschtere sinn op en hëlzent Been! Duerfir, wéi gesot, de Wonsch vu mir, de Wonsch vu menger Fraktioun ass, dass mer hardi un där doter Fro weiderschaffen.

Op d'Ëmweltfro sinn ech agaangen. Ech wëll net ze vill aushuelen, well ech awer elo e bëssen hei deviéiert si vum virbereeten Text.

***(Interruption)***

Ech wollt awer och déi allgemeng Chiffere kucken, well dat ass och eng Realitéit. Et muss ee just déi Realitéit vum Terrain an déi allgemeng Indicateure beieneebréngen.

De reale Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg: 2,5 % bis 3 % an der Moyenne iwwert déi lescht Joren. Dat gëtt vläicht e bësse manner an deenen nächste Joren; wann ech och kucken, wéi notamment eist Nopeschland Däitschland sech entwéckelt. Dat huet an der Vergaangenheet meeschtens geheescht, dass mer méi Chômage kritt hunn.

De Statec huet eng Kéier viru Joren ausgerechent: Wann de reale Wirtschaftswuesstum net bei 3 % läit, da geet de Chômage net méi erof. A mir riskéieren och, quitte dass do aner Froen nach matspillen, an déi Situatioun eranzekommen, dass, wa mer bei 2 %, 2,5 % leien - wat nach ëmmer héich ass par rapport zum Rescht vun Europa -, dat dozou féiere kéint, dass an där spezifescher Situatioun, wéi mir se hei hunn, awer och de Chômageproblem net méi kleng gëtt, mä dass d'Zuel vun deene Leit, déi no Aarbecht sichen hei, och méi grouss gëtt.

Virun allem gesäit een ëmmer méi, dass no neien Etüden d'Relatioun reale Wirtschaftswuesstum an aner Entwécklungen net méi honnertprozenteg klappt.

De Finanzminister huet an enger viregter Kommissioun vun de Finanze gesot: „Effektiv, déi bal honnertprozenteg Relatioun, déi fréier bestanen huet tëschent dem Wirtschaftswuesstum an den Einnamen, Steiereinname vum Stat, déi besteet net méi an deemselwechte Mooss, wéi dat traditionell de Fall war." Wat natierlech d'Viraussoen immens schwiereg mécht.

An datselwecht gëllt och mat der Bevëlkerung. Eis Bevëlkerung, mir sinn zënter zéng Joer ..., et ass e relativ rezente Phenomeen. Et sinn Zäite ginn, wou mer 5 % Wuesstum haten, wou eis Bevëlkerung vill manner eropgaangen ass wéi elo. Mir sinn elo an enger Situatioun, dass d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg esou grouss ass, dass u sech, ob de Wuesstum erofgeet oder eropgeet, d'Bevëlkerung weider wäert wuessen. Do ass keng direkt Relatioun méi do. Och wéi mer an der Wirtschaftskris waren, wéi eise Wirtschaftswuesstum erofgaangen ass, huet d'Bevëlkerung zu Lëtzebuerg weider zougeholl, well mer nach ëmmer méi attraktiv sinn a Krisesituatioune wéi déi Länner ronderëm eis an esou Leit, souguer vill Leit vu wäit op Lëtzebuerg kommen.

Duerfir wëll ech deene soen, déi mengen - wéi wann ee kéint op e Knäppchen drécken a soen: „Elo kréie mer esou vill Prozent Wuesstum"; dat ass awer eng aner geckeg Iddi! -, mä déi mengen, wa mer de Wuesstum elo géifen drosselen, da géifen automatesch zu Lëtzebuerg manner Leit op Lëtzebuerg kommen, dat schéngt mer falsch ze sinn.

***(Interruption)***

Dat ass wëssenschaftlech momentan net méi beluecht.

Da kommen ech zu engem anere Punkt, dee mer wichteg ass. Dat ass déi Aart a Weis, wéi mir eis Aarbechten hei organiséieren; dat gëllt och zum Deel op Regierungsniveau. Ech mengen, mir mussen ... A mir hate jo elo gutt Kontakter mat der Uni Lëtzebuerg, mir hunn ewell eng grouss Uni. Mir hunn och vill Kompetenz op där Uni. Mir hu Fuerschungsinstituter, mir hunn e Statec, mir hunn eng ganz Rëtsch vu Wëssenschaftsinstituter - ma kommt, mir benotzen déi méi! Kommt, mir benotzen déi net nëmmen, fir herno ex post eng Observatioun ze maache vun deem, wat ass, mä kommt, mir benotzen dat, wat vu Kompetenzen do läit a mir benotzen et, fir eis Politik ze definéieren, fir de Kader ze setzen, a wat fir eng Richtung dass mer wëlle goen, fir effektiv och strategesch ze denken! An dat maache mer net genuch.

Ech kann net aschätzen, wéi wäit d'Regierung et mécht. Ech weess awer, dass d'Chamber et praktesch net mécht. An duerfir sinn ech frou, dass mer zumindest awer decidéiert hunn, dass mer eis eens sinn, fir hei an der Chamber eng Cellule d'évaluation ze maache vun den ëffentleche Politicken, fir an eenzelne Beräicher, déi mer gemeinsam mussen determinéieren, och emol ze kucken: Dat, wat mer esou decidéieren hei, wierkt dat iwwerhaapt? Dat hat jo iergenden Zweck. Mat där Moossnam do - ob dat Subventioune sinn, ob dat eng Regel ass - wollte mer eppes erreechen. Ass dat, no esou vill Joer, erreecht ginn? Oder huet sech erausgestallt, dass et näischt bruecht huet? An da musse mer et vläicht ersetzen duerch eppes anescht.

Dat maache mir net genuch. Mi hunn d'Tendenz hei, fir déi Decisiounen, déi eng Kéier geholl sinn - zumools, wa se populär sinn - weiderzeschreiwen; obwuel se en fait vläicht deem Eenzelnen eppes Klenges bréngen, mä en fait awer net der Zilsetzung gerecht ginn, déi sengerzäit geholl ginn ass, fir dat anzeféieren.

An do wënschen ech mer, dass mer dat méi konsequent asetzen, dass mer méi systematesch op deen Know-how zréckgräifen, deen do besteet. Duerfir kann een déi Verstäerkung - déi vun de Fraktiounen, déi mer prinzipiell decidéiert hunn ab deem nächste Joer - och derzou notzen, dass mer och do weider Kompetenz opbauen, wann déi Leit, déi do zousätzlech kënnen agestallt ginn, och richteg agesat ginn. Dat schéngt mer och essentiel ze sinn, wa mer do wëllen e Plus bei deem Ganze kréien.

Ech mengen, dass mer eis sollten och opmaachen an eise legislative Prozesser. Also, ech halen net vill, dat soen ech direkt, vu Lousparlamenter, esou Nieweparlamenter, déi Biergerversammlung genannt ginn a wou per Lous dann do soll dat erauskommen, wat anscheinend déi gewielte Vertrieder net kënnen oder net méi wëssen. Ech hunn e seriöse Problem domadder, well ech awer mengen, dass mir alleguerten och nach hei Bierger vun dësem Land sinn an och nach eenegermoosse wëssen, wat sech am Land deet. An duerfir, mengen ech, sollt een net hardi Iddien einfach nëmmen emol opgräifen, déi emol net richteg ëmgesat sinn. Et soll een emol ofwaarden: Wat huet dat bruecht op deene Plazen, wou et dann agefouert ginn ass? A wou ass et agefouert ginn? An da soll een eventuell, wann dat positiv ass, dat adaptéieren op Lëtzebuerg. Mä esou d'Saachen ze maachen, bréngt et net.

Ech mengen awer, dass mer eppes kéinte maachen, wat mer bei der Verfassungsreform probéiert hunn: dass mer bei wichtege Gesetzestexter - mir hu jo laang Prozeduren zu Lëtzebuerg, e klengt Land mat laange legislative Prozeduren -, dass mer eng Fënster notzen, wou mer kënnen den Input vun de Leit kréien, dass mer eng Fënster opmaache bei wichtege Projeten, fir ze soen: „Hei, mir maachen eis op". Dass mer déi offiziell Avise froen, mä kommt, den eenzelne Bierger ka säi Kommentar zu deem Text eraginn, seng Virschléi, seng Kriticken eraginn, an da ginn déi vun der Chamber mat verschafft!

Dat ass eppes, wat och ugefaange gëtt, an anere Parlamenter probéiert ze ginn. Et schéngt mir eng méi richteg Schinn ze sinn, wéi e Melange ze maache vun direkter Demokratie an indirekter Demokratie, wou net méi kloer ass, wien am Endeffekt nach Decisiounen hëlt. Dat muss kloer bleiwen!

Mir sinn an enger parlamentarescher Demokratie. Do solle mer derbäi bleiwen. Et muss also och d'Decisiounsgewalt do bleiwen. Mä et verhënnert awer net, dass mer eis méi opmaachen an eenzelne Momenter vun eise Prozeduren, fir och emol ze héieren, wat d'Reaktioun um Terrain ass, wat déi Leit, déi direkt wäerte concernéiert sinn, déi mat eenzelne Virschléi da konfrontéiert ginn, wat se dovunner mengen, fir dass mer dat kënne mat an eis Iwwerleeung hei eranhuelen.

En allerleschte Punkt, deen ech wollt uschneiden, e bëssen aus Aktualitéitsgrënn. Et ass eben traureg, dass mer ëmmer nëmme bei gewëssene Fait-diversen - anerer géifen „Skandaler" soen -, déi sech breetmaachen, reagéieren als Politik, obwuel mer wëssen, dass mer dach e Potenzial hunn, dass Leit aus dem Carcan vun de Regelen ausbriechen, och bei de Politiker.

Mir haten 2011 hei eestëmmeg eng Resolutioun gestëmmt. Also mir kënne kengem d'Schold ginn, et ass eng Resolutioun, eis selwer hu mer gesot: „Kommt, mir féieren Deontologieregelen an, mir ginn eis Code-de-conduiten, well dat präventiv kann derzou féieren, dass et net zu Infraktioune kënnt. Mir ginn eis dat fir d'Chamber. Mä d'Regierung soll sech dat och ginn." De Statsrot, deen net erwäänt war, huet sech seng Regele ginn. Mä do stoung och dran, dass mer dat sollte fir d'Agents publics maachen a mir sollten et maache fir d'Élus locaux.

Ech weess, dass et do an der viregter Regierung Viraarbechte gi sinn, déi awer nach net, bis elo, un e gutt Enn gefouert gi sinn. Ech mengen, elo deet sech eng Fënster op. Ech gleewe jo hei un déi Fënsteren an der Politik, déi sech heiansdo opdinn. Ech mengen, dass elo de Moment do wär, leider ënnert deenen doten Ëmstänn, ...

***(Hilarité)***

... fir eben do Neel mat Käpp ze maachen, an dat eigentlech, wat mer eis selwer virgeholl hunn, och ëmzesetzen: dass mer a sämtleche Beräicher eis och do e Code de conduite ginn.

Dat léist net all d'Problemer. Mä et hëlleft menger Ansicht no awer, de Risiko ze verréngeren, dass et zu Feelverhale kënnt. Da gi vläicht déi rout Luuchten un, déi Leit gefeelt hu bei Decisiounen, déi se an hiren Ämter geholl hunn.

Duerfir sollte mer gemeinsam och dorunner schaffen - dat war och bis elo ëmmer e gemeinsame Projet -, dass mer och dat honnertprozenteg ëmsetzen, wat mer eis sengerzäit, virun elo scho praktesch aacht Joer, virgeholl hunn. Dat ass och eng Fro vun der Glafwierdegkeet vun der Politik an dat gehéiert och an d'Diskussioun zur Lag vum Land.

Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Fraktiounscheffin vun deene Gréngen, d'Madamm Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President. Wéi ëmmer huet den Alex Bodry d'Lat erëm ganz héich geluecht. An ech versichen dann, e bësselchen deem nozeäiferen, mä ech kommen net driwwer.

Här President, „Duerch déi schwéier Erkrankung vum Félix Braz ass d'Dräierkoalitioun onerwaart fréi aus dem Summerlach gerappt ginn. [...] Mä och programmatesch steet Blo-Rout-Gréng virun entscheedende Wochen."

Dir Dammen an Dir Häre, de Journalist, deen dës Sätz virun der Rentrée geschriwwen huet, hat recht. Well jo, dës Koalitioun, a virun allem mir als Gréng, si mam Ausfall vum Félix Braz als fairen a konstruktive Politiker, mä och als ganz gudde Frënd konfrontéiert. A mir wënschen dem Félix, datt en nees séier op d'Bee kënnt a gläich nees um gesellschaftleche Liewen deelhuele kann. An ech soen och dem Premierminister e grousse Merci, datt en déi léif Wierder gëschter un hie geriicht huet.

Wéi gesot, ass dës Koalitioun awer net nëmme mam Ausfall vum Félix Braz konfrontéiert. Och inhaltlech sti mir als Koalitioun, mä och als Politik insgesamt virun entscheedene Wochen. Och wann ee jo op den éischte Bléck kéint mengen, zu Lëtzebuerg wier d'Welt dach scho längst an Uerdnung.

Effektiv befanne mer eis zu Lëtzebuerg an enger „komfortabeler Situatioun", wéi de Serge Allegrezza dat nach gëschter Mueren op RTL gesot huet, virun allem wa mer eis mat eisem Emfeld vergläichen. Besonnesch wat d'Finanzplaz ubelaangt, sti mir am internationale Verglach ganz gutt do. An et ass och net verwonnerlech, datt d'Agence Moody's eist Land eng weider Kéier mam begierten Triple-A ausgezeechent huet.

Domat krute mer eng weider „bonne Note fir eise stabille Wuesstum, eis robust Institutiounen, eis virausbléckend Wirtschaftspolitik an eis gutt budgetär Leeschtung", wéi et an der Press genannt gëtt.

D'Zuele schwätzen hei fir sech: Wat d'Statsschold par rapport zum PIB ugeet, esou ass déi an de leschte Jore weider gefall a läit deemnächst jo viraussiichtlech ënner 20 % vum PIB. Dat ass schonn erstaunlech a bedeitend. 2018 waren et nach iwwer 21 %, 2017 23 %, a vun de Jore virdrun net ze schwätzen. Lëtzebuerg behält also seng niddreg Statsverschëldung, wärend eis Nopeschlänner Frankräich an d'Belsch mat enger Statsverschëldung vu bis zu 90 % vun hirem PIB ze kämpfen hunn.

En zweete Beräich, Dir Dammen an Dir Hären, an deem mir eis am internationale Verglach auszeechnen, betrëfft natierlech de Beschäftegungstaux, mat engem stabillen Taux d'emploi vun ëm déi 94 % bis 95 %, och wann dat ganz sécher keng Garantie fir d'Zukunft wäert sinn. Dat huet den Alex Bodry virdrun erkläert. Et ass awer e wichtege Parameter, fir déi wirtschaftlech Situatioun vun eisem Land an d'Kafkraaft vun eise Biergerinnen a Bierger ze bewäerten.

Derbäi kënnt e gudde Sozialsystem, wou mer vill beneit ginn. E berout op Solidaritéit an ass eigentlech opgebaut, datt méiglechst keen duerch d'Netz fält; am Idealfall.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst alles zeechent Lëtzebuerg aus. An awer däerfe mer eis vun dëse Spëtzepositiounen, vun dëse Goldmedailen, déi mer verdéngen, net blende loossen. D'Entwécklung aus de leschte Joren a Jorzéngten huet näämlech och hir Schietsäite mat sech bruecht, mat alle Geforen a Risiken, déi sech dohannert verstoppen an déi Lëtzebuerg eigentlech am negative Sënn auszeechnen.

Domat mengen ech de Logement, ganz kloer. Ech mengen awer och den oniwwerluechten Ëmgang mat eisem ganz limitéierten Territoire an der Vergaangenheet. Ech mengen de rasante Wuesstum, dee vill ze vill laang sech selwer iwwerlooss ginn ass. Ech mengen de steigende Risiko vun Aarmut an Iwwerverschëldung an eiser Gesellschaft an natierlech dee wichtege Beräich vun der Ëmwelt-, Energie- a Klimapolitik, wou ganz sécher muss ëmgesteiert ginn, do si mer eis eens. Eisen ökologesche Foussofdrock, dat huet de Xavier Bettel och gëschter erkläert, ass dee vun den USA - wann ee proportional pro Awunner kuckt. Dat kann et definitiv net sinn!

Et sinn dës fënnef Kärthemen, op déi ech zesumme mat menge Fraktiounskolleegen, dem Djuna Bernard an dem François Benoy, wéilt agoen. D'Djuna wäert d'Sozial- an d'Educatiounspolitik, mä och d'Familljepolitik beliichten, wärend de François wëllt op d'Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik méi am Detail agoen.

Déi fënnef Beräicher, déi ech genannt hunn, stinn och am Mëttelpunkt vum Wirtschaftsrapport vun 2018 vun der OCDE, deen iwwer Lëtzebuerg ausgeschafft ginn ass. Dëse ganz interessante Rapport ass kierzlech vum Generalsekretär vun der OCDE, dem Angel Gurría, hei an der Chamber virgestallt ginn an en huet vill Leit vun eis ophéiere gelooss. E weist net just op déi Problemfelder hin, déi ech genannt hunn, an op d'Geforen, déi sech derhannert verstoppen, e weist och Pisten op, wéi een d'Entwécklung vun eisem Land an eng positiv Richtung ka lenken a verschidde Risiken an de Gréff ka kréien oder se zumindest kann offiederen.

Ugefaange beim Logement, dat ass och en Top vun eise Prioritéiten. Dozou gëtt et munches ze soen, ugefaange bei der Politik aus der Vergaangenheet, déi jo zu der miserabeler Situatioun gefouert huet, mat där mer haut konfrontéiert sinn.

Et ass kee Geheimnis: Jorzéngtelaang huet zu Lëtzebuerg d'Meenung dominéiert, datt kee Wee laanscht de Kaf vun engem Eegenheem um fräie Maart féiert, fir zu der Gesellschaft dozouzegehéieren. Souzesoen nom Motto: „Trautes Heim, Glück allein". Am beschten um Land, mat engem grousse Beréng ronderëm. Op deem Hannergrond hunn déi verschidde Regierunge ganz vill Bäihëllefe beim Kaf vun engem Eegenheem agefouert. Mä leider ass dës Politik an enger Sakgaass gelant.

Firwat? Ganz einfach, well se engersäits net verhënnere konnt, datt d'Präisser vun den Terrainen exponentiel gewuess sinn, an anersäits, well dës Zort vu Politik d'Offer um Wunnengsmaart net erhéicht huet.

Mëttlerweil féiert de séchere Wee zu enger Wunneng praktesch nach just iwwer Ierfschaften. Mam Resultat, datt eis Gesellschaft an zwee gedeelt ass tëschent deenen engen, déi sech schonn a jonke Joren eng Wunneng kënne leeschten, an deenen aneren, déi duerch den Netbesëtz vun enger Wunneng an d'Aarmutsfal an an d'Iwwerverschëldung geroden.

Ëmmerhi klammen d'Präisser vun de Wunnengen zanter 2010 ëm 5 % am Joer, an am leschte Joer souguer ëm 11,4 %. Och dat ass schonn hei gesot ginn. De Corollaire vun där Entwécklung ass, datt d'Kafkraaft vun de Stéit ofhëlt an datt déi geféierlech Phenomeener wéi Aarmutsrisiko an Iwwerverschëldung, mä och Ausgrenzung zouhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng kënne mir nëmme begréissen, datt dëse Problem net méi vun der Politik tabuiséiert gëtt - an domat mengen ech wierklech eis alleguer.

Lues awer sécher huet sech a politesche Kreesser d'Erkenntnis duerchgesat, datt d'Wunnengsbaupolitik an d'Logementspolitik als solch net just eng Politik fir Besëtzer a Spekulanten däerf sinn. D'Wunnengsbaupolitik muss och eng Politik fir déi Leit sinn, déi sech keng eege Wunneng kënne leeschten an eng Locatiounswunneng wëllen. Et ass do, wou dës Regierung ëmsteiert, an dat begréisse mir ausdrécklech.

Natierlech wier et vermessen ze behaapten, e Logementsminister oder eng Regierung als solch kéint der Präisspiral um Privatmarché kuerzfristeg en Enn setzen. Dat ass eng Utopie.

Et ass awer realistesch a richteg ze behaapten, datt den negativen Trend duerch geziilt Moossname gebremst ka ginn, well dës Regierung de Courage dozou huet, nei Weeër anzeschloen: éischtens, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg mëttelfristeg a laangfristeg nees accessibel ze maachen, an zweetens awer och, fir d'Offer ze erhéijen, woumat ech net d'Offer vu groussen Eegenheemer mengen, mä d'Offer vu Locatiounswunnengen an neie Wunnformen, wat och ganz wichteg ass.

Dat si Wunnformen, déi intergenerationeller Natur sinn, déi d'Leit zesummebréngen a wou et méiglech ass, datt jonk Leit zu méi an enger Wunneng kënne liewen, an engem Haus kënne liewen, an net jiddweree fir sech eleng. Dat ass eng grouss Demande, déi an dësem Land nach net erfëllt ass.

Ech kann et net oft genuch widderhuelen: Wa bezuelbare Wunnraum soll entstoen - dat wëlle mer jo all -, dann däerf een einfach d'Entwécklung net méi dem Privatmaart iwwerloossen. An da stellt sech och d'Fro, ob all déi, déi méi onbequeem Moossname mussen huelen, weiderhin op deem Wee wäerte matgoen. Da muss de Stat zum Beispill souwuel d'Gemenge wéi och déi ëffentlech oder halleféffentlech Partner méi konsequent mat an d'Boot huelen - mat Betounung op „d'Gemengen"! - a Synergië schafen.

Dat bedeit awer och, datt de System vun de Lafzäiten an den Zënstauxe beim Bau vu subventionéierte Wunnengen adaptéiert gëtt, an zwar mat enger Lafzäit vu 40 Joer fir all Projet, deen an de Genoss vun der maximaler Subventioun vu 75 % kënnt. Am Beschte mat der Obligatioun, datt dës Wunnengen duerno just un en ëffentlechen Akteur weiderverkaaft kënne ginn.

Ech kucken op den Här Mars Di Bartolomeo, dee Rapporter ass vum Rapport vun der Cour des comptes iwwert de Logement, iwwert de subventionéierte Logement. An et ass genee déi do Dispositioun, déi an deem Rapport recommandéiert gëtt.

Wichteg ass och, datt déi sougenannt „bailleurs sociaux" méi kloer definéiert ginn an datt se duerno vu méi enger grousser staatlecher Ënnerstëtzung kënne profitéieren.

An deem Sënn begréisse mir als gréng Fraktioun - an ech hoffen, net nëmme mir -, datt d'Nach-Logementsministesch Sam Tanson sech schonn zu all dëse Reformen inklusiv der Reform vum Pacte Logement mat de Gemenge bekannt huet an datt hiren Nofolger Henri Kox - deen nach hei op dëser Säit sëtzt zu dësem Moment, awer net méi laang - decidéiert ass, fir op där Schinn weiderzefueren.

Domat net genuch: Ech kommen zur Grondsteier, déi eis fatzeg um Häerz läit, net well se ze héich ass, mä well se vill ze niddreg ass. An dat soen ech ganz däitlech! Zanter genee 78 Joer ass den Eenheetswäert vun den Terrainen an eisem Land net méi un déi reell Entwécklung vun den Terrainspräisser ugepasst ginn. 78 Joer! Dat ass e regelrecht Versäumnis, mä och e gudde Beweis, datt déi Lëtzebuerger Steierpolitik ganzer 78 Joer laang passiv war, amplaz sech déi néideg Steierinstrumenter ze ginn, fir d'Bauterraine virun der Spekulatioun ze schützen.

Steieren, Dir Dammen an Dir Hären, sinn nun emol do, fir ze steieren! Datt dat net geschitt ass, ass elo net d'Schold vun der Madamm Minister Bofferding, der Innenministesch, déi jo do mat federführend ass, zesumme mam Här Gramegna. Si wäert sech där Herkulesaufgab unhuelen. An ech wënschen hir elo scho vill Energie. Et ass awer och net d'Schold vun deenen, déi d'Grondsteier am Krich agefouert hunn. Et ass eenzeg an eleng d'Schold vun deene ville Ministeren, déi jorzéngtelaang fir d'Innen- an d'Steierpolitik zoustänneg waren an de Kapp bal e ganzt Jorhonnert an de Sand gestach hunn. Dat war net keen.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës steierlech Moossnamen, vun deenen ech elo geschwat hunn, betreffen en anert Kärthema, wat vun der OCDE analyséiert ginn ass. Et geet ëm déi generell Besteierung vum Bauland a vun der Propriété immobilière, déi zu Lëtzebuerg jo an den Hänn vun enger klenger Minoritéit läit. Laut der Analys vum LISER besëtze jo 20 % vun de Privatproprietairen iwwert d'Halschent vum Potentiel foncier zu Lëtzebuerg.

Wann ee sech dann den internationale Comparatif am OCDE-Rapport ukuckt vun de periodesche Steieren op der Privatproprietéit, da muss ee feststellen, datt Lëtzebuerg wäit ofgeschloen op der leschter Plaz läit; mat Betounung op „wäit". Lëtzebuerg huet carrement den Uschloss verpasst. Et ass dofir kee Wonner, datt d'OCDE, wat jo kee revolutionäre Clibbchen ass, Lëtzebuerg un d'Häerz leet, de System vun der Besteierung am Beräich vum Foncier a vun den Immobilien ze iwwerdenken.

Eng Méiglechkeet wier, de Méi u Recetten un d'Gemenge weiderzeverdeelen, fir datt se hir ëffentlech Missioun um Niveau vum erschwéngleche Logement kënne wouerhuelen a fir datt se hir Projeten och kënne finanzéieren. Dat ass e Modell, dee beispillsweis an Dänemark en place ass an do wonnerbar funktionéiert. Just eng kleng Ureegung fir deen nächste Logementsminister.

A keng Angscht: Och wa mir dann an der Besteierung vun der Propriété immobilière méi no - och nëmmen e bësse méi no - bei déi europäesch Moyenne hikommen, da bedeit dat nach ëmmer keng Revolutioun; woumat ech de Generalsekretär vun der OCDE zitéiere wëll, also net de Karl Marx an och net ee vun déi Lénk.

Mat Planwirtschaft huet dës Approche also näischt ze dinn, mä eenzeg an eleng mam vernënftegen Ëmgang mat der wäertvoller Ressource Buedem a mat allem, wat dorop kann entstoen. Als Gréng si mir op alle Fall frou, datt de Logement ee wichtege Pilier wäert sinn an der Steierreform, déi deemnächst wäert ausgeschafft ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, en anere Beräich, deen och mam Logement ze dinn huet, mä och mat der ganzer Organisatioun vum Land, zum Beispill och mam demografesche Wuesstum, betrëfft d'Landesplanung, déi jo geduecht ass, fir eise limitéierten Territoire vu just emol 2.586 Quadratkilometer méi intelligent ze notzen an ze gestalte wéi an der Vergaangenheet.

Och wann neie Wunnraum entsteet, däerfe mer ee wichtegt Zil net aus den Ae verléieren. Et besteet doran, datt eise klengen Territoire net weider zersidelt an net komplett zoubëtonéiert gëtt an datt wichteg Gréngflächen an Erhuelungsgebidder trotz der Ausweisung vun neiem Wunnraum geschützt an erhale bleiwen.

Op de Logement bezunn heescht dat, datt d'Regierung d'Wunnen op deene Plaze fërdert, wou et aus landesplanerescher Siicht Sënn mécht. Also genee dat, wat schonn haut gemaach gëtt, beispillsweis op de Frichen zu Diddeleng, dann awer och zu Wolz mam Projet „Wunne mat der Wooltz" oder awer op aneren Terrainen, déi eigentlech u sech keng Biodiversitéit opweisen a keng grouss ekologesch Valeur.

Woubäi ech wéilt bemierken, datt d'Wunnqualitéit an der Vergaangenheet vill ze vill un der Gréisst vun der Wunnfläch gemooss ginn ass, déi eng Persoun oder e Stot zur Verfügung huet. An do kommen ech op eng Analys zréck, déi de Minister François Bausch an der Nohaltegkeetskommissioun virun 2018 presentéiert huet.

Doraus goung ervir, datt e Stot zu Lëtzebuerg eng Moyenne vun 140 Quadratmeter Wunnfläch zur Verfügung huet. Dat kënnt oft dohier, datt lues a lues ëmmer manner Leit an engem Haus wunnen, bis zum Schluss nach een oder zwee dann trotzdeem eng Wunnfläch hunn, déi fir sechs oder siwe Leit géif duergoen. Dat heescht, ëm déi 50 % bis 60 % vun der ausgewisener Wunnfläch bleiwen onbewunnt, well déi Leit nëmme just 40 % bis 50 % wierklech notzen. Op där anerer Säit stinn dann déi Dausende vu Leit an der Schlaang, déi net emol d'Chance kréien op en Tiny House.

Et geet also net just ëm d'Mobiliséierung vun Terrainen a Wunnengsbau op der richteger Plaz, et geet och drëms, eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren an déi néideg Hëllefstellungen unzebidden, esou zum Beispill duerch méi eng enk Zesummenaarbecht mat den Agences immobilières sociales, déi sech ganz oft ëm d'Vermëttelen an ëm all d'Prozedure ronderëm eidel stoend Wunnengen u mëttellos Famillje bekëmmeren. Och dës Efforte gi vun der Regierung weidergefouert a verstäerkt. Dat ass keng abstrakt Politik, mä ganz konkret Wunnengsbaupolitik, Logementspolitik fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft.

An da kommen ech och zum Volet, deen den Alex Bodry virdrun thematiséiert huet, dee vun de Prozeduren, déi wierklech eng Zort Labyrinth duerstellen. Dat kann ech nëmme bestätegen. An och do mengen ech, datt d'Regierung misst nobessere respektiv einfach emol d'Weeër beschleunegen.

Zum Wuesstum. Enk mam Logement a mat anere Beräicher verbonnen ass natierlech dat vill diskutéiert Thema vum Wuesstum. Et féiert keng Diskussioun méi derlaanscht. An ech wäert mech där Diskussioun och stellen. Et beweegt d'Gemidder a stellt eist Land viru weider grouss Erausfuerderungen, ugefaange beim Wuesstum vum PIB, deen nach ëmmer praktesch als eenzege Parameter gëllt, fir de Räichtum vun eisem Land, mä och de Wuelstand vun eiser Populatioun ze bemoossen.

Dir Dammen an Dir Hären, als gréng Fraktioun wéilte mir dës Usiicht e wéineg nuancéieren. E massive Wirtschaftswuesstum mécht eist Land näämlech net onbedéngt méi räich. E kann eist Land och méi aarm maachen: méi aarm u Liewensqualitéit, méi aarm u Wuelbefannen, méi aarm un Natur, méi aarm u Biodiversitéit, méi aarm un natierleche Ressourcen. Well wat hu mir vun engem Wuesstum, wann en eis Liewensgrondlagen an eis Liewensqualitéit op laang Dauer zerstéiert?

Dat heescht ganz sécher net, datt mir fir Desindustrialiséierung antrieden. An et heescht och net, datt mir mat eidele Spréch an Angschtmaacherei géint d'Entwécklung vum Land wëlle virgoen. An et heescht och net, datt mir a Populismus verfalen an e Referendum iwwert de Wuesstum wëllen organiséieren. De Wuesstum kann een näämlech net dekretéieren. An et kann een och net decidéieren, datt en en Enn soll huelen. Mir kënnen net einfach soen: „Mam Wuesstum ass et elo stopp!".

De Wuesstum ass e Resultat vun enger fräier Maartwirtschaft an engem fräie Land, engem Land, wat sech zu Europa bekennt an domat zu enger Unioun mat oppene Grenzen. Zu deem Europa bekenne mir eis als Gréng. A mir sinn derfir, datt Europa sech kloer Regele muss ginn, fir sech méi nohalteg opzestellen.

Dat verhënnert och net, datt mir de Wuesstum an eisem eegene Land u kloer Regele kënne bannen oder, besser gesot, déi wirtschaftlech Entwécklung méi intelligent a méi nohalteg gestalte wéi an der Vergaangenheet. Dat ass dee bekannten Zeenario, dee sech „qualitativ Entwécklung" nennt.

Konkret bedeit dat, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Wirtschaftswuesstum muss Hand an Hand goe mam Schutz vun der Ëmwelt a vun eisen natierleche Ressourcen, awer och Hand an Hand mat der Stäerkung vun der sozialer Kohäsioun an der sozialer Gerechtegkeet.

Eng grouss Chance gesi mir hei fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber, wou ech dem Minister Lex Delles wéilt Merci soen, well e mer gëschter do eng kleng Formation continue ugebueden huet. Schonn haut gëtt et 35.000 kleng a mëttelgrouss Betriber zu Lëtzebuerg, ganz genee - dat ass d'Zuel, déi e mer ginn huet -, déi insgesamt 210.000 Aarbechtsplaze generéieren. Dës Betriber si ganz diversifiéiert

an domat méi krisefest wéi grouss Industriebetriber. Si bilde souzesoen d'Réckgrat vun der Lëtzebuerger Ekonomie.

An eisen Ae wier et fatal, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zukunft vun all dëse Betriber mat all hiren Aarbechtsplazen ze hypothekéieren doduerch, datt een am Numm vun der Wuesstumsfeindlechkeet all Entwécklung bremst. An eisen Ae muss et vill méi drëms goen, dës Betriber an d'Richtung vun der Nohaltegkeet ze ënnerstëtzen an hinne Perspektiven ze bidden, nieft de Regelen, déi mer wëlle schafen.

Eng positiv Evolutioun an déi Richtung ass souwisou schonn haut festzestellen. An dat freet eis ganz besonnesch. Ëmmer méi Betriber erkennen näämlech d'Zeeche vun der Zäit a bekenne sech aus eegene Stécker zum Ressourcëschutz an zu méi nohaltege Produktiounsmethoden. Dat ass net nëmmen e Virdeel fir d'Ëmwelt. Mëttel- a laangfristeg huet dat och e wirtschaftlechen Impakt op d'Betriber selwer, well et si si, déi d'Nues laangfristeg vir hunn. Si steigeren hir eege Konkurrenzfäegkeet a ginn zu féierenden Entreprisen an eiser Wirtschaft. Fir eis sinn dat d'Betriber vun der Zukunft.

Un der Regierung ass et natierlech, dee richtege Kader ze setzen, an deenen dës Betriber sech bewege kënnen.

Dëse Kader besteet, éischtens, aus Partnerschaften, Berodung a Färdermoossnamen, der Aféierung vu Klimaschutzprogrammer fir Mëttel- a Klengbetriber, fräiwëllegen Accorden oder carrement enger Zort Klimapakt tëscht dem Stat an de Betriber, esou wéi et en och scho mat de Gemenge gëtt an e grousse Succès huet.

Zweetens geet et awer och drëms, weiderhi konsequent op d'Prinzipie vun der Économie circulaire, der Kreeslafwirtschaft, ze setzen. An och dat ass keen eidelt Wuert. Ech komme mat Beispiller.

Virun dräi Joer huet d'Dräierkoalitioun effektiv de Prozess vun der drëtter industrieller Revolutioun agelaut, fir derfir ze suergen, datt eis Wirtschaft sech manner ressourcen- a manner aarbechtskraaftintensiv weiderentwéckelt, mat der Économie circulaire als zentralem Wirtschaftsmodell. Dat ass keen Hirngespinst, wéi der vill mengen. Dëse Prozess musse mir konsequent weiderféieren.

Just ee Beispill: Haut produzéiert all Euro, deen an eiser Wirtschaft verdéngt gëtt, ongeféier 2,5 kg Offall. Dësen Offall gëtt zum gréissten Deel net sënnvoll weiderverwäert. Dat ass definitiv net dat, wat mir ënner Nohaltegkeet verstinn. Et gëllt deemno, an alle Wirtschaftsberäicher d'Erëmbenotze vu Materialien ze förderen.

De Bausecteur ass ee vun deene Beräicher. An et ass jo och dee Secteur, dee momentan boomt. E groussen Deel vun eisem Offall - an Europa bis zu engem Véierel vum gesamten Offall - entsteet am Bausecteur. An och hei mussen d'Prinzipie vun der Économie circulaire ugewannt ginn.

Recycling kënnt derbäi. Recycling zu engem Schwéierpunkt fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ze maachen, ass eng Pist, déi mir virschloen. Si muss promouvéiert ginn. An et muss drëms goen, eis Recyclingstechnologien ze optimiséieren, well do bleift nach vill Sputt no uewen. An net méi spéit wéi de Mueren - erëm eng Kéier zitéieren ech RTL - ass an den Noriichte vun esou engem Projet bericht ginn, deen hei am Land entwéckelt gëtt. Et kann een also net soen, mir géifen nëmme schwätzen. Hei geschitt eppes.

E Paradebeispill, en anert: Zu Lëtzebuerg, zum Beispill, gouf mat der Dekonstruktioun vum Jean-Monnet-Gebai um Kierchbierg e Pilotprojet an dësem Beräich lancéiert, mam Zil, datt dat, wat normalerweis als Bauschutt entsuergt gëtt, als Ressource nei verwäert gëtt. Doriwwer eraus gi mat deem Projet och wäertvoll Erfahrungen am Réckbau vu Gebaier gesammelt, déi fir zukünfteg Projete gebraucht ginn. Offall am Bauwiese muss also net méi als rengen Offall ugesi ginn. Dësen Offall kann och zu enger wäertvoller Ressource ëmfonctionnéiert ginn. Et geet also hei net ëm „Alibi-Schlagwierder", wéi d'Madamm Hansen gesot huet, mä et geet ëm ganz konkret Projeten, déi schonn ënnerwee sinn.

***(Interruption par Mme Martine Hansen)***

D'Kreeslafwirtschaft ass och eng Chance fir d'Beliewung vum Handwierk. An dat ass och ganz positiv. E Produit kann am Laf vu sengem Liewen ëmmer nees reparéiert ginn, wann d'Politik déi richteg Akzenter setzt an déi Moossnamen ënnerstëtzt. Dofir huet dës Koalitioun am Regierungsaccord festgehalen, datt d'Reparatiounsaarbechte mam superreduzéierten TVA-Taux vun 3 % solle belount ginn.

An deem Accord ass och virgesinn, datt Lëtzebuerg sech um europäeschen Niveau fir eng Legislatioun géint d'Obsolescence programmée wäert asetzen, als wichtege Schrëtt, fir géint d'Produktioun vu geplangt kuerzliewege Geräter virzegoen. Dat si bekanntlech déi Geräter, déi enorm vill Metallschrott a geféierlech Substanzen hannerloossen, ouni awer virdru vill gebraucht ze ginn, well se einfach geduecht sinn, fir net laang ze funktionéieren.

En anert net onwichtegt Instrument, wat mir brauchen, bezitt sech och op eis Gesetzgebung. Et ass wichteg, fir eis Wirtschaft méi nohalteg ze gestalten an opzestellen. Et handelt sech ëm en neit Kommodo-Inkommodo-Gesetz, wat hoffentlech derzou féiert, datt bei der Usiidlung vun neie Betriber net nëmmen op d'Sécherheet an op de Respekt vun den technologesche Kritären, Kompenséierungen a Bebauungspläng gesat gëtt, mä och op de Schutz vun de Ressourcen, vun Ufank un. Mir hoffen, datt dat Gesetz d'Strooss wäert halen an datt et gläich kënnt.

Wann een da vun nohalteger Wirtschaftspolitik schwätzt, dann däerf een natierlech déi gebrauchte Kompetenzen net vergiessen, déi an de Betriber nun eemol néideg sinn an opgebaut solle sinn, am beschten innerhalb vun de Betriber a Form vu Formation continue.

„E Betrib ka carrement zu enger Uni ginn", sot de Generalsekretär vun der OCDE. Laut senger Analys gi schonn hautdesdaags 14 % bis 15 % vun den Aarbechter an de Betriber vun der rasanter Entwécklung am technologesche Beräich iwwerrannt. Dat heescht, si sinn - op Brittesch ausgedréckt - „disrupted", dat heescht, lassgerass vun der Aarbechtswelt. Mam Resultat, datt déi Persoune mat Angoissen ze kämpfen hunn a mam Risiko konfrontéiert sinn, aarbechtslos ze ginn. Derbäi kommen all déi Persounen hei am Land, déi zwar qualifizéiert sinn, mä trotzdeem keng Aarbecht fannen, well se déi falsch Kompetenzen hunn.

An deem Kontext huet och d'ADEM am Joer 2018 ze bedenke ginn, datt d'Penurie u Kompetenzen an de leschte Jore massiv zougeholl huet. An dat ass wierklech bedenklech. D'Resultat dovun ass, datt ëmmer méi Betriber déi gebrauchte Kompetenzen/Fachkräften am Ausland musse rekrutéieren, mat alle Konsequenzen, déi dat net nëmmen op eisen Aarbechtsmaart, mä och op de grenziwwerschreidenden Trafic huet.

Besonnesch betraff ass hei den ICT-Secteur, wou Lëtzebuerg am europäesche Verglach déi allermeeschte Problemer huet, fir Spezialisten ze rekrutéieren. Ganzer 9 % vun de Betriber si mat deem Problem konfrontéiert, wärend d'Moyenne vun deene Betriber, déi dee Problem hunn, an der EU just bei 5 % läit. Mir sinn also praktesch beim Duebele vun der Moyenne.

Datt et net nëmmen um Stat ass, fir deem entgéintzesteieren, mä och un de Betriber selwer, ass kloer. Allerdéngs si bis haut just 25 % vun de Betriber op de Wee vun interne Formatiounen am ICT-Beräich gaangen. Ëmsou méi begréissenswäert ass et dofir, Dir Dammen, Dir Hären, datt d'Regierung d'Initiativ geholl huet, dës Lacune duerch Projete wéi Luxembourg Digital Skills ze behiewen. A mir hoffen natierlech, datt dës Politik hir Friichte wäert droen.

En anert Phenomeen, mat deem déi Lëtzebuerger Wirtschaft konfrontéiert ass, ass dat vun de sougenannten „Zombie-Entreprisen". An och dat Phenomeen huet en negativen Afloss op d'Ëmwelt a muss verhënnert ginn. Zombie-Entreprisë sinn déi Zort Entreprisen, déi hir Zënse wéinst ze niddrege Recettë wärend iwwer dräi Joer net méi kënnen zréckbezuelen, wärend se op där anerer Säit awer nach ëmmer e ganz héije Ressourcëverbrauch hunn. Dës Entreprisë schueden net nëmmen der Ekonomie, si schueden, wéi gesot, och der Ëmwelt, well se eng effizient Reaffektatioun vun hire Ressourcen an d'Richtung vun zukunftsorientéierten, nohaltege Branchë verhënneren.

Och wa Lëtzebuerg am europäesche Verglach net zu de Länner mat deene meeschten Zombie-Entreprisë gehéiert, esou sti mir an dësem Ranking awer och net besonnesch gutt do. Hei stellt sech d'Fro, Här Minister, oder Dir Häre Ministeren, wéi Dir deem Problem wéilt entgéintsteieren an ob dat neit Faillittegesetz, wat jo an der Maach ass, vläicht dee Problem kéint behiewen. Ech weess dat net.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës Punkten hu mat der ganz komplexer Wuesstumsfro ze dinn a weisen, datt et méiglech ass, déi wirtschaftlech Entwécklung an nohalteg Bunnen ze leeden, wann de politesche Wëllen dofir effektiv besteet.

Begleet muss dës Entwécklung mat ganz konkrete Moossname ginn, déi an alle Beräicher vum Liewen, am Zesummeliewen, mä och an der Mobilitéit zum Droe kommen: Et sinn déi héich Investitiounen, op déi ech elo net méi wëll agoen, am Beräich vun der nohalteger Mobilitéit. Ech mengen, si si mëttlerweil iwwerall ukomm. Et si Rekordzommen, déi fir eng nohalteg Mobilitéit zur Verfügung gestallt ginn, an an Zukunft, am Pluriannuel, wäerte se nach eropgoen.

Et sinn awer och Moossnamen um Niveau vun den ëffentleche Gebaier, wou d'Norme musse verschäerft ginn, d'Energienormen, wou renovéiert muss ginn, wou d'Energieeffizienz muss verbessert ginn. An och dat ass e Prozess, dee schonn ugefaangen huet.

Et si Moossnamen um Niveau vun de Menagen, mat der Adaptatioun vun de Standarde vun den Haiser, an erëm der Renovatioun, der Förderung vun erneierbaren Energien, dem Ausstig aus fossillen Heizstoffer wéi Masutt, wou mer um gudde Wee sinn.

An et ass d'Förderung vun den erneierbaren Energien iwwerhaapt am gesamten ëffentleche Secteur, wou de Claude Turmes ganz nei Weeër wëllt aschloen.

Et ass awer och déi verstäerkt Zesummenaarbecht tëscht Stat a Gemenge mat der Ausweitung vum Klimapakt, dee scho ganz vill Friichte gedroen huet.

An et ass d'Ausweisung vun nohaltegen an autofräie Wunnquartieren, mat neie Wunnformen, mat méi enger grousser Densitéit, déi der Liewensqualitéit doudsécher net am Wee steet. Well mir sinn iwwerzeegt, wann esou Quartiere gutt geplangt sinn, da stäerken dicht Wunnformen déi sozial Kohäsioun, bréngen d'Mënschen zesummen a kënnen de Phenomeen vun der sozialer Isolatioun souguer verhënneren, wärend esou Quartieren d'Ëmwelt schounen an de Buedemverbrauch a Grenzen halen.

Ech kéim zum zweete Volet vun der Wuesstumsdebatt, dee sech dann op den demografesche Wuesstum bezitt an oft als Schreckgespenst an d'Fënster gehaange gëtt. Dobäi muss ee jo wëssen, datt d'Awunnerzuel ebe grad net an direkter Relatioun mam Wirtschaftswuesstum steet.

**Une voix**.- O mei!

**Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Jo, dat ass richteg!

E staarke Réckgang vum PIB huet och an der Wirtschaftskris dozou gefouert, datt weider Leit an eist Land wunne koumen, a verschidde Virriedner vu mir hunn dat och schonn hei erkläert.

Als Gréng wëll ech eppes betounen: Als Gréng wëlle mir eis der Zouwanderung net verschléissen. Mir gehéieren net zu deenen, déi Maueren am Kapp hunn a Mauere wëlle baue ronderëm eist Land. Mir gehéieren zu deenen, déi Lëtzebuerg weiderhin als oppent an tolerant Land verdeedege wëllen an eis kulturell Diversitéit als Stäerkt ugesinn, och dann, wann nei Awunner an eist Land liewe kommen.

Dat heescht beileiwen net, datt mir mat alle Mëttelen e grousse Bevëlkerungswuesstum ustriewen, wéi dat oft duergestallt gëtt. Et heescht awer, datt mir kengem d'Dier op der Nues wëllen zouschloen, deen ënner legale Bedéngungen an eisem Land zesumme mat eis wëllt wunnen, schaffen a liewen.

Un der ëffentlecher Hand ass et natierlech dann, de Raum, de Logement, d'Energieproduktioun an all wichteg Beräicher vum Zesummeliewen esou ze gestalten, datt jiddwereen zu Lëtzebuerg mënschewierdeg ka liewen, ouni datt d'Ëmwelt ze kuerz kënnt.

Dat ass natierlech mat enger Rei Defie verbonnen. An déi meeschtere mir am beschten zesummen, wann dat dann esou gewollt ass, am Idealfall mat alle Parteien, déi heibanne vertruede sinn, noutfalls eben eleng als Koalitioun.

An et ass genau dat, wat mir an de leschte Jore schonn zu engem gudden Deel bewältegt hunn. Dozou e puer Beispiller:

An de leschten zéng Joren huet sech d'Wandenergie zu Lëtzebuerg vervéierfacht, d'Solarenergie verfënneffacht. Haut ginn et 7.000 Solaranlagen zu Lëtzebuerg a mir leien op der siwenter Plaz vun der EU, wat den Undeel vun der Fotovoltaik pro Awunner betrëfft. Mat nach vill Sputt no uewen, an dee muss ausgeschëpft ginn.

Zanter 2018 gi 60 % vum Verbrauch vun de Menagen duerch national erneierbar Energië versuergt.

Vill Defien hu mir och schonn am Transportsecteur gemeeschtert. Ech mengen, dat wësst Der alleguer. Ech nennen d'Zuelen: 20.000 Passagéier pro Wochendag am Tram; zwou Millioune Passagéier an der neier Gare Pafendall-Kierchbierg säit der schnéiräicher Eréffnung am Dezember 2017, un déi mer eis nach all erënneren. Mam neie Projet de loi zu de Vëlospiste sinn 1.100 Kilometer geséchert Weeër virgesinn. 630 Kilometer si scho realiséiert.

A vill aner Mobilitéitsprojete sinn am Chantier, ugefaange bei deem, deen Der all Dag gesitt: Et ass dee vum Ausbau vun der Stater Gare, dee vill Problemer an der Verstopfung vun de Gleiser an der Congestioun wäert léisen; emol onofhängeg vun allen anere Projeten, déi an de leschte Jore vum François Bausch an d'Liewe geruff gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, keng onbedeitend Roll spillt an deem Kontext - am Kontext vun der qualitativer Entwécklung - och d'Steierreform natierlech, där ech op dëser Plaz net wëll virgräifen. Allerdéngs wëll ech schonn am Virfeld vun den Aarbechte soen, datt Lëtzebuerg grad wéi all déi aner EU-Staten net derlaanscht wäert kommen, sech mat der komplexer Fro vun der $CO_2$-Bepräisung auserneenzesetzen. Ech schwätzen nach net vu Resultater, mä vum Zil.

An och d'Fro vum Pollueur-payeur am Ëmweltberäich, mat der néideger sozialer Offiederung an der Redistributioun vun de Recetten an nohalteg Secteuren, muss och zu Lëtzebuerg méi thematiséiert ginn, mat Betounung op „sozial Gerechtegkeet".

Mir kënnen net all Verantwortung op d'EU ofwälzen, mä mir mussen och eis eege Verantwortung zu Lëtzebuerg iwwerhuelen. Dat heescht, wéi de Premier et gëschter ausgedréckt huet, net einfach „weidermaachen", mä „weider maachen!", an anere Wierder: Méi maache wéi bis elo!

Dozou gehéiert natierlech och den Ëmstig op déi erneierbar Energien an op en ëmweltfrëndlecht Verhalen, wat mir wëlle geziilt förderen, an domat net bestrofen, wann een eppes net gutt mécht, mä förderen, wann een et ganz gutt mécht! Beispillsweis duerch erhéicht Subsiden oder eng reduzéiert TVA bei der Sanéierung vun Haiser, mä och beim Kaf vun ëmweltfrëndleche Produiten, Technologien a Servicer.

Jiddefalls begréisse mir, datt de Pilier vun der grénger Fiskalitéit bei der Steierreform gradesou eescht geholl gëtt wéi dee vun der Individualbesteierung a vum Logement. A mir freeën eis, datt mer an déi Aarbecht agebonne ginn, fir eisen Deel dozou bäizedroen.

D'Dräierkoalitioun wäert jiddefalls op deem Wee weiderfueren, dee se viru sechs Joer ageschloen huet. Och dat gehéiert zur Resilienz, déi aus der Fäegkeet besteet, aus Schwächte vum System Stäerkten ze entwéckelen. An deem Sënn geet et dëser Regierung drëms, d'Erausfuerderunge vum Klimawandel grad wéi och d'Erausfuerderunge vum Bevëlkerungswuesstum proaktiv an am Respekt vun der Ëmwelt unzegoen an d'Land op déi Manéier prett ze maache fir d'Zukunft. Der Entwécklung hannendrunzelafen, wéi aner Regierungen et jorzéngtelaang gemaach hunn, ass definitiv net de Choix vun dëser Koalitioun!

Fir ofzeschléissen, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech nach e puer Wierder zum Dateschutz soen. An do wéilt ech begréissen, datt de Premierminister gëschter Kloertext geschwat huet an datt en eng konkret Approche presentéiert huet. Déi wäerte mir natierlech ënnerstëtzen. Ech ginn awer elo net op all déi Detailer an, déi Dir gëschter erkläert hutt. Mir si frou, datt elo emol d'Richtung ugi gëtt, a mir ginn an déi Richtung mat.

Ech wéilt awer méi allgemeng Remarken zum Dateschutz nach lassginn. En ass jo net just aktuell, well mir zanter e puer Méint un den Datebanke vu Justiz a Police schaffen, mä den Dateschutz huet ganz aner Dimensiounen. En ass och aktuell, well d'Gläichgewiicht tëscht Sécherheet a Fräiheet weltwäit a Gefor ass. A wann en Ongläichgewiicht entsteet, da geet et meeschtens op d'Käschte vun der Fräiheet.

Spéitstens zënter de Revelatioune vum Edward Snowden wësse mer, datt eng systematesch Iwwerwaachung vum Eenzelnen duerch de Stat kee Science-Fiction-Zeenario méi ass. Eng systematesch Iwwerwaachung gëtt ëmmer méi zur batterer Realitéit a ville Länner.

Wann een zum Beispill kuckt, wat a China geschitt, da gesäit een, zu wat en digitalen Iwwerwaachungsstat ka féieren. An e puer Dose Stied huet China schonn en „Sozialkreditt"-System agefouert, dee Privatpersounen, Entreprisen an ONGen no hirem politeschen a soziale Verhale bewäert. Hire Plang ass, de System bis 2020 flächendeckend auszebauen. Verhält e Bierger sech gutt, also systemkonform, ass alles an der Rei. Falls net, kann en zum Beispill eng Fluch- oder Zuchrees verbuede kréien.

Dat heescht: All Bewegung an all Aktioun vum Bierger gëtt vum Stat kontrolléiert an all systemfeindlecht Verhale riskéiert, sanktionéiert ze ginn. Et schéngt mer evident, datt dat kee Modell ass, dee mir eis zu Lëtzebuerg wënschen.

An dofir ass et och gutt, datt Lëtzebuerg sech net blannemännerches vum Iwwerwaachungstrend matrappe léisst.

An awer muss d'Diskussioun iwwert de Schutz vun der Privatsphär och zu Lëtzebuerg gefouert ginn. Ugefaange bei där Diskussioun, déi schonn am Stater Gemengerot méi oft gefouert ginn ass, wou ech de System VisuPol wëll nennen als Beispill. Et ass richteg, datt doriwwer diskutéiert gëtt, well et ass wierklech net einfach ze tranchéieren, ob d'Zuel vun de Kameraen erop- oder erofgesat muss ginn, well verschidde Geforen an engem Quartier bestinn, ob d'Plaz vun de Kamerae richteg gewielt ass, ob dës Apparater iwwerhaapt alles däerfen erfaassen, wat se erfaasse kënnen, a wat se solle späicheren.

Derbäi kommen net onwichteg Froe vun der Exactitude an der Effikassitéit vun esou Systemer, mä och déi prinzipiell Fro stellt sech hannendrun, ob dann déi Systemer wierklech am Interesse vun der allgemenger Sécherheet an am Interesse vum Allgemengwuel sinn oder net. Dat just als Beispill.

De Projet de loi zu VisuPol ass kierzlech vum Minister François Bausch deposéiert ginn an ass eigentlech en éischten zilféierende Versuch, eng adequat Äntwert op déi Froen ze ginn. Awer just am klenge Modell, well, wéi gesot, de Volet, deen ëmfaasst nach ganz aner Beräicher.

Eng Äntwert - oder besser gesot, vill Äntwerten op vill komplex Froen - brauche mer eben dann och an der Debatt ronderëm d'Datebanke vu Police a Justiz, mä och ronderëm d'Datebanken, déi an den Administratiounen, am System vun der Sécurité sociale, der Santé an an anere Ministèren existéieren. Hei geet et ënnert dem Strëch ëmmer ëm datselwecht: Et geet drëms ze tranchéieren, wivill Fräiheet mer bereet sinn opzeginn, fir datt eis physesch, sozial a berufflech Sécherheet, mä och eis Gesondheet besser geschützt kënne ginn, respektiv wéi wäit mir wëlle goen, datt perséinlech Daten zu eenzelnen Zwecker retracéiert kënne ginn.

Eng wichteg Fro stellt sech awer och op engem nach méi iwwergeuerdneten Niveau, op dee mer eigentlech guer net vill Afloss hunn. Wann ee gesäit, wéi multinational Konzerner haut mat der Flut vu perséinlechen Donnéeën, déi mer hinnen deels fräiwëlleg, awer och deels onwëssend zur Verfügung stellen, Milliounegeschäfter maachen, mat eisen Date praktesch, da stellt sech d'Fro vum Dateschutz och do.

Hire Businessmodell besteet jo eigentlech doran, mat eise perséinlechen Daten eis Verhalensmuster net nëmmen ze anticipéieren, mä och ze beaflossen. Dat gëtt deene Konzerner immens Muecht. An da kann ee scho bal vun engem Iwwerwaachungsstat schwätzen, deen eis iwwerhaapt net bewosst ass.

A genee dora läit den zentrale Problem vum ongenügenden Dateschutz an der haiteger Zäit. Eise Wonsch ass et wierklech, konstruktiv, sachlech iwwert déi Themen ze schwätzen an ze diskutéieren. A wéi gesot, mir ënnerstëtzen d'Approche vum Premierminister, an déi Richtung ze goen, déi hie gëschter hei presentéiert huet.

Ech kéim dann zum Schluss. D'Erausfuerderunge si riseg, Dir Dammen an Dir Hären. Se unzegoen an déi néideg Equiliberen ze fannen, ass keng einfach Aufgab.

Ech weess, Dir sidd hongereg, an dofir maachen ech elo ganz séier.

***(Interruptions)***

Ech sinn an enger hallwer Minutt fäerdeg!

***(Interruptions)***

Dir lauschtert jo esou gär no.

Wann een net weidermaache wëllt wéi virdrun, stéisst ee séier op Widderstand a muss al Gewunnechten an Traditiounen a Fro stellen. An trotzdeem beweegt sech schonn eppes an der Gesellschaft. A fir eis geet et drëms, an där Gesellschaft eis Allianzen ze fannen.

Mir begréissen awer och, datt de Premier seng Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun an d'Zeeche vun der nohalteger Entwécklung a vum Klimaschutz gestallt huet. Do kann ee soen: „Fir Lëtzebuerg ass dat eng Première fir e Premier."

Zesumme mat him an eise Koalitiounspartner si mir Gréng jiddefalls bereet, weiderhin eis Verantwortung ze iwwerhuelen an dem Usproch vun enger demokratescher, sozialer an nohalteger Zukunft fir Lëtzebuerg gerecht ze ginn.

An domat entloossen ech Iech dann op de Mëttesdësch a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert de Mëtten, Punkt zwou Auer, mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Och ech wënschen Iech e gudden Appetitt!

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(La séance publique est levée à 12.06 heures.)***

SÉANCE 3

MERCREDI
9 OCTOBRE 2019

**Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président • M. Henri Kox, Vice-Président**

## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. le Ministre Dan Kersch et M. Gilles Baum) - M. Marc Baum - M. Claude Wiseler - M. Georges Engel (interventions de M. Roy Reding, M. le Ministre François Bausch et M. Mars Di Bartolomeo) - M. François Benoy (interventions de M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)*
3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement
   - *M. Sven Clement*
4. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Sven Clement (dépôt de la motion 2) (interventions de M. Alex Bodry et M. le Ministre François Bausch)*
5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement
   - *M. Sven Clement*
6. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Sven Clement (dépôt de la motion 3) (interventions de M. Alex Bodry, M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre Xavier Bettel et Mme la Ministre Taina Bofferding) - M. Marc Lies (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) (dépôt de la motion 4)*
7. Dépôt de trois propositions de loi par M. Marc Lies
   - *M. Marc Lies*
8. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Marc Lies (dépôt de la motion 5)*
9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies
   - *M. Marc Lies*
10. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)
   - *Débat (suite) : M. Marc Lies (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser et M. Sven Clement) - M. Franz Fayot (interventions de M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser) - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre Xavier Bettel et M. Alex Bodry - prononciation d'un avertissement par M. le Président - interventions de M. David Wagner et M. Gast Gibéryen) - M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Étienne Schneider) (dépôt de la motion 6) - M. Jeff Engelen - M. Marc Spautz (intervention de M. Alex Bodry) - M. Roy Reding (interventions de M. le Ministre Dan Kersch) - M. Gilles Roth (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Président et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Laurent Mosar (dépôt de la résolution 2) (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Xavier Bettel, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. le Président, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, M. le Ministre Dan Kersch et M. Gilles Roth)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

***(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)***

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, Här President.

## 2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

***Débat (suite)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Mir fueren da weider mat der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech zu dem Debat iwwert Lag vun der Natioun kommen, wollt ech mech am Numm vun der ADR menge Virriedner uschléissen an och am Numm vu menge Kolleege vun der ADR eist Matgefill vis-à-vis vun eisem Frënd, dem Félix Braz, zum Ausdrock brëngen. Besonnesch wëlle mer senger Famill a senge Frënn a senge Parteifrënn soen, datt mir eis alleguer mat hinne wënschen, datt de Félix seng Gesondheet erëm esou séier wéi méiglech ka retabléieren. Dat wënsche mer eis, mengen ech, heibanne vun Häerzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter huet den Här Statsminister am Numm vun der Regierung eis eng Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun gemaach, eng Deklaratioun, déi mat dat Lamentabelst war, wat ech an 31 Joer hei am Parlament materlieft hunn. An ech mengen, ech net eleng.

Normalerweis soen zum Schluss vun enger Deklaratioun zumindest d'Deputéiert aus der Majoritéit « très bien ! », normalerweis och ganz haart. Gëschter hunn ech eriwwergekuckt: Iwwert d'Halschent vun de Majoritéitsdeputéierten huet iwwerhaapt näischt gesot. An déi, déi gemengt hunn, si missten héiflechkeetshalber « très bien ! » soen, hunn dat esou haart gesot, datt mir et op dëser Säit emol net héieren hunn.

**Une voix**.- ... d'Ouere botzen!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Den Här Statsminister sot, dës Koalitioun wier net ugetrueden, fir weiderzemaachen, mä „fir" ze maachen! Mä wat mécht d'Regierung? De Premier huet zwar e puer Problemer ugeschwat, ouni awer mat engem Wuert konkret Äntwerten a Propositiounen ze maachen. E puer Beispiller:

Zum Klimawiessel hu mer gesot kritt: „De Mënsch kann eppes änneren! [...] D'Regierung ass determinéiert, fir déi Ziler, déi mer eis zu Lëtzebuerg ginn hunn, och ze erreechen. [...] Mir halen um Accord vu Paräis fest. [...] Mir sinn um gudde Wee. [...] Mir brauche Konsequenz a mir dierfen och keng Zäit verléieren. [...] Et geet net drëms, eis aus eiser Responsabilitéit erauszehuelen. [...] Mir engagéieren eis heiheem, an Europa an och am Rescht vun der Welt. [...] Mir wëllen eng gesamtpolitesch Approche. [...] Dat gëllt fir eng Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen, et gëllt fir de medezinnesche Fortschrëtt an et gëllt och fir eng verbessert Liewensqualitéit."

33 Säiten hat d'Deklaratioun, dovunner 11 Säite voller Floskelen iwwert de Klimawandel, fir zum Schluss dann ze soen: „D'Koalitioun schafft dofir den Ament [un engem Text,] un engem exhaustive Klimaschutzgesetz." Wéi dat Gesetz ausgesäit, wat do soll drakommen - net een eenzegt Wuert!

Zum Wuesstum ganzer zwou Säite mat Chiffere an Iwwerleeungen, déi jidderee kennt. Zum Schluss dann d'Konklusioun: „Et gëtt nëmmen eng Äntwert" op de Wuesstum: „Mir mussen investéieren!"

Jo, mir mussen investéieren opgrond vun deem Wuesstum, dee mer hei am Land hunn. Mir musse Rekordinvestitioune maachen. Mä fir et op d'Investitiounen ze limitéieren, fir ze soen: „Et gëtt nëmmen eng Äntwert: Mir mussen investéieren!", do gesäit ee jo schonn, wéi wäit d'Regierung vun der Realitéit ewech läit, well et gëtt eng Kuelebootsch voll vu Problemer, déi mer mussen upaken, fir der Wuesstumsproblematik ze begéinen, an net nëmmen een.

D'Diskussioun iwwert d'Fichieren, siwe Säiten, fir zum Schluss ze soen: „Bis d'Chrëschtvakanz sollen déi grouss Linne vun der Reform feststoen", ouni mat engem Wuert ze soen, wéi déi Linnen dann ausgesinn!

Et ass gutt, Här President, datt d'Oppositioun dee Sujet an deene leschte Méint thematiséiert huet, soss hätt den Här Statsminister gëschter praktesch iwwerhaapt guer näischt ze soe gehat.

De Combel vun der Deklaratioun war awer, datt de Statsminister sech vun all deenen anere Problemer ... An en zielt der dann och e puer op dovunner: d'sozial Fro, d'Kohäsioun vun

eiser Gesellschaft, d'Zukunft vun eise Kanner, d'Prioritéiten an der Bildung, Fuerschungsberäich, Gesondheetspolitik, Sécherheet, Lutte géint Kriminalitéit, Logementsproblematik, Stauen an esou weider, fir doriwwer ze schwätzen, seet de Statsminister, „fëllt méi wéi e puer Paragrafen a menger Ried an e puer Minutte vun Ärer Opmierksamkeet." An e seet da weider: „Ech léise mech dofir bewosst vun deem Modell".

De Statsminister a seng Regierung léise sech bewosst dovunner, fir hei an der Chamber iwwert d'Problemer, déi d'Land an d'Leit hunn, ze schwätzen. Dat muss ee fäerdegbréngen!

Mir als ADR - an ech mengen, och déi aner Oppositiounsparteien - wäerten eis net dovunner léisen, fir hei an der Chamber iwwert déi grouss Problemer, déi mir hei am Land hunn, ze schwätzen.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Fir d'ADR gëtt et vill Problemer. A meng Kolleegen an ech versichen am Kader vun dëser Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun, déi wesentlech Punkten hei aus eiser Siicht vun der ADR ze beliichten. Mir zéien en Zwëschebilan a froen eis: Wou steet d'Land no sechs Joer Gambia a wou sti mer a fënnef Joer, wa mer mat därselwechter Politik esou weiderfueren?

Ech wäert mech haaptsächlech mat zwee Punkte befaassen: dem Klimawiessel an der Wuesstumspolitik. Déi aner Punkten, wéi gesot, wäerte meng Kolleege behandelen.

Zum Klimawandel: Fir d'ADR ass kloer, et gëtt e Klimawiessel! Dësen entwéckelt sech zu engem Deel natierlech, soudatt de Mënsch näischt dorunner ännere kann. An zu engem Deel ass et de Mënsch, deen dëse Wandel virundreift a verstäerkt. Dëst duerch de Mënsch verursaacht Verstäerke vum Klimawandel muss och de Mënsch op eng vernënfteg a klimabewosst Mooss redresséieren. Dat si mir eis all, a virun allem den zukünftege Generatioune schëlleg.

Fir dat ze realiséieren, musse mer esou vill wéi méiglech Leit mat an d'Boot kréien, an net nëmmen d'Leit, mä och d'Betriber an d'Wirtschaft insgesamt. Dobäi dierfe mer kee Spill mat der Angscht maachen, Weltënnergangsstëmmung maachen, de Leit e schlecht Gewëssen arieden, jo, souguer Haass géint anescht-denkend Leit entwéckelen.

Fir d'ADR steet de Prinzip, net duerch Verbuet, Steier- an Taxenerhéijungen de Problem unzegoen, mä villméi duerch Informatioun, Bildung, Hëllef, Ënnerstëtzung, Subventionéierung, Leit begleeden an encouragéieren ëmzedenken, an dat Ganzt op eng sozial gerecht Aart a Weis.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Mir mussen op nationalem an op internationalem Plang reagéieren. Op nationalem Plang schéngt d'Fuerschung ons dat Wichtegst ze sinn, d'Innovatioun. Wa mer zréckkucken, déi lescht 10, 15 Joer, wat fir en immense Fortschrëtt mer gemaach hunn, well d'Fuerschung Moyene kritt huet a well d'Industrie an d'Wirtschaft Kadere gesat kritt hunn, Ziler gesat kritt hunn, datt se bis zu engem bestëmmten Datum musse bestëmmten Ziler erreechen!

A mir konnte feststellen, datt iwwert dee Wee enorm grouss Fortschrëtter gemaach gi sinn. A mir sinn och iwwerzeegt, datt an Zukunft dee Wee dee richtege Wee ass, dee mer musse maachen, fir dem Problem hei an Europa an an der ganzer Welt bäizekommen. D'Fuerschung ka sécherlech net alles maachen, mä d'Fuerschung ka ganz villes maachen. Mir setzen d'absolutt Prioritéit op d'Fuerschung a mussen duerfir och als Lëtzebuerg - an hei ass et och: D'Moyene sinn eis ginn - déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung stellen, fir datt eng effikass Fuerschung ka bedriwwe ginn.

Mir sinn awer op där anerer Säit dergéint, datt mer $CO_2$-Zertifikater kafe ginn. Domadder kafe mer eist Gewësse fräi, mä mir maachen näischt fir d'Klima. Et kann net sinn, datt mir soen: „Ma mir fueren hei esou virun, mä mir kafen eis fräi, dann ass alles an der Rei." Dat ass eng falsch Approche! Déi wëlle mir net matmaachen, genausou gutt wéi mer géint d'Steiererhéijung, d'Akzise sinn.

Mir hunn den 1. Mee eng Erhéijung vun zwee Cent gemaach. Mir hunn an der Cofibu vum Finanzminister matgedeelt kritt, datt am Mee an am Juni eleng duerch déi Augmentatioun vun zwee Cent de Verkaf vum Diesel hei am Land ëm 6,2 % zréckgaangen ass. Wat huet dat als Konsequenz? Et ass duerfir kee Liter manner getankt ginn an an d'Loft ausgestouss ginn, mä en ass enzwousch aneschters kaf ginn. En ass an der Belsch kaf ginn an déi Camione sinn awer duerch d'Welt an och hei duerch Lëtzebuerg gefuer a si hunn den $CO_2$ ausgestouss.

Op där anerer Säit hu mer awer eis Leit hei am Land gestrooft. Déi musse méi bezuelen. Ons Betriber, d'Entrepreneuren an déi kleng Handwierksbetriber mat de Camionnetten, mat de Camionen, de ganzen Transportsecteur, déi hu mer gestrooft, déi musse méi bezuelen. De Stat kritt um Diesel manner eran an dem Klima hu mer iwwerhaapt keen Déngscht geleescht.

**M. Roy Reding** *(ADR)*.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Dat ass eng reng Abzocke gewiescht, déi hei zu Lëtzebuerg war. Dat ass, fir no baussen ze soen: „Hei, mir maachen eppes zu Lëtzebuerg", mä et schéngt, wéi wa fir verschidde Leit vun eise grénge Kolleegen d'Klimadebatt géif zu Stengefort ophalen. Wann net hei zu Lëtzebuerg getankt gëtt, mä déisäit der Grenz, da mécht dat eis glat a guer näischt aus!

Mir wieren eis och duerfir dergéint, datt mer eng $CO_2$-Steier sollen aféieren! Här President, mir hunn d'$CO_2$-Steier! Wat sinn eis Akzisen um Bensinn, um Diesel? Et brauch ee se net „$CO_2$-Steier" ze nennen, et nennt ee se „Akzisen". Mir hu virun e puer Joer eng Sozialsteier op den Akzisen agefouert. Duerno hu mer eng Klimasteier op den Akzisen agefouert. Mä d'Leit dobaussen, déi tanke ginn, mengt Der, wann déi e Liter tanken, da géifen déi soen: esou vill ass Akzisen, esou vill ass Klima, esou vill ass sozial?! Neen, d'Leit bezuelen e Präis, an dee ganze Präis ass eng $CO_2$-Steier a mir brauchen duerfir keng ze kréien.

A wann een dann och kuckt, wat mer hei opféieren! Wa mer eis Ziler kucken, déi mer eis gesat hunn, fir d'$CO_2$-Ausstéiss ze reduzéieren, da gesi mer, datt dat (veuillez lire : de Verkaf vu Pëtrolsprodukter) am Fong vun 2011, 2012, 2013 u bis 2017 permanent gefall ass. An da stelle mer fest, elo, 2017, gi mer erëm an d'Luucht. Dat heescht, dee Wee no ënnen, fir zu eisen Ziler ze kommen, ... Obscho gëschter den Här Statsminister gesot huet, mir géifen un eisen Ziler festhalen, mä mir sinn am Ableck erëm amgaangen, an d'Luucht ze goen!

Da muss ee sech d'Fro stellen, wisou mer elo higinn a mir hiewe gären d'Präisser nach eng Kéier.

Den ëffentlechen Transport ausbauen ass eng vun de Moossnamen, déi, mengen ech, all Partei heibannen ënnerstëtzt. A mir mussen einfach kucken, datt mer den ëffentlechen Transport flächendeckend kréien. Siwen Deeg a 24 Stonnen den Dag muss den ëffentlechen Transport fonctionnéieren.

D'Leit fuere mam ëffentlechen Transport, wann e besser ass wéi den Auto, wann en ëmmer fiert, wann e Plazen huet a wann e pünktlech ass. An dat musse mer erreechen, da fueren d'Leit dermat. Mir mussen och d'Hierstelle vu lokale Produkter ënnerstëtzen a mir mussen derfir suergen, datt mer net Liewensmëttel duerch d'ganz Welt transportéieren, fir se dann hei kënnen ze iessen, eng Fuerderung, déi mer op internationalem Plang mussen duerchsetzen.

De Bau vu Passivhaiser musse mer ënnerstëtzen, awer net opzwéngen! Et kann net eng Konditioun sinn, datt d'Leit esou musse bauen.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Et muss jidderengem och nach fräigestallt ginn, säin Haus esou ze bauen, wéi hie mengt, datt en am beschten a sengem Haus ka liewen.

De Recycling, do ass Lëtzebuerg e gutt Beispill. Bal 50 % vun eisen Offäll recycléiere mer, mä do ass och nach Sputt no uewen an do lafe jo och nach Initiativen, déi mer ergräifen.

Op europäeschem Plang musse mer eis asetzen derfir, datt d'Reebëscher geschützt musse ginn. Déi 100 gréisste multinational Konzerner produzéieren zwee Drëttel vun de weltwäiten $CO_2$-Ausstéiss. A wa mer et also international net fäerdegbréngen, fir deenen e Kader ze setzen, fir deenen Ziler an Datumen ze setzen, fir eng Reduktioun ze maachen, da verléiere mer an der Glafwierdegkeet beim normale Bierger, wa mer zu deem soen: „Ma, du muss hei maachen an du muss dëtt maachen an du muss do maachen", wa mer um grousse Plang zouloossen, datt do weider $CO_2$ ausgestouss gëtt. Hei musse mer usetzen an e Kader an eng realistesch Zäitspan setzen, fir déi virgesaten Ziler ze erreechen.

Awer och, wa mer wëssen, wat mer vu Kobalt am Kongo ofbauen, wou d'Baueren hir Existenz geholl kréien, wou d'Natur futtigemaach gëtt, de Lithium a Chile, wou Kanneraarbecht ass, oder vill méi am Kongo, wou Kanneraarbecht ass, an d'Baueren am Chile! Da mussen och déi, déi hei esou op den Elektroauto pochen, déi op d'Batterië pochen, gläichzäiteg soen, datt dat och datselwecht ass, wéi wa mer Zertifikater kafe ginn, fir eis fräizekafen. Hei gi mer op Käschte vu Baueren, vun Natur a vu Kanneraarbecht hin a mir kafen do an a mir kucken net, wat mat deene Leit dohanne geschitt.

***(Interruption)***

Här President, zum Klimawandel ee Wuert nach zum Schluss. De Klimawandel kann een net vun der Wuesstumsdebatt trennen. All déi Punkten, op déi ech elo an der Wuesstumsdebatt aginn, sinn och Punkte vun der Klimadebatt. An een, deen näischt géint dee Wuesstum hei am Land wëllt ënnerhuelen, deen ass och net glafwierdeg, wann e seet: „Mir maachen eppes géint de Klimawiessel."

D'ADR huet als éischt Partei 2014 d'Wuesstumspolitik op hirem Nationalkongress thematiséiert. De 5. Dezember 2015 huet d'ADR hei an der Chamber eng Interpellatioun gemaach mam Thema „Zukunft Lëtzebuerg". All déi grouss Problemer, déi mer hei am Land hunn, sinn eng Konsequenz vun dem Rekordwuesstum. Logement, Mobilitéit, Verwaltungen, déi net méi genuch Leit kréien, d'sozial Kohäsioun, d'Renten an esou virun, alles dat sinn d'Konsequenze vun deem stramme Wuesstum.

Lëtzebuerg huet vun 2013 un, wéi dës Regierung ugetratt ass, bis haut am Duerchschnëtt e Wirtschaftswuesstum gehat vun 3,68 % pro Joer. Mä wat bedeit 3,68 % Wirtschaftswuesstum konkret? D'Bevëlkerung, d'Awunner: Vun 2013 bis 2019 hu mer eng Joresmoyenne vun 12.817 neie Bierger pro Joer oder zousätzleche Bierger hei am Land.

A wa mer esou weiderfueren, si mer am Joer 2050 bei der Millioun ukomm. Also all Joers 12.817 nei Bierger an der Moyenne op deene leschte sechs Joer hu mer hei an d'Land kritt. Aarbechtsplazen hu mer an deemselwechten Zäitraum der 12.468 an der Moyenne geschaaft. Déi si vu 5.600 Residenten a 6.400 Frontalieren an der Moyenne besat ginn.

De Chômage: De Chômage ass an der Moyenne vun 2013 bis 2018 ëm 364 zréckgaangen.

**Une voix**.- Wow!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Wann een also elo seet: Mir hu pro Joer 12.468 zousätzlech Aarbechtsplaze geschaaft an de Chômage ass, da muss ee soen: nëmmen, ëm 364 zréckgaangen, da muss ee wëssen, datt een net duerch massiivt Schafe vun Aarbechtsplazen de Chômage hei zu Lëtzebuerg redresséiert kritt, well d'Reduktioun vum Chômage am Verhältnis zu de geschafenen Aarbechtsplazen, déi ass bal null. Leider!, muss een do soen.

***(Interruption)***

Lëtzebuerger, Lëtzebuerger am Ausland ... Wann ech fäerdeg sinn, kënnt Der d'Froe stellen.

Lëtzebuerger am Ausland, och eng Konsequenz vum stramme Wuesstum!

Am Ableck gëtt et 75.103, dat sinn déi lescht Chiffere vum Statec, Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen. An eisen dräi Nopeschlänner wunnen der 54.291. An deene leschten 18 Méint, dat sinn déi lescht statistesch Chifferen, ass d'Zuel vun de Leit, déi an d'Belsch wunne gaange sinn, ëm 580, déi a Frankräich wunne gaange sinn, ëm 987, an déi an Däitschland wunne gaange sinn, ëm 261 Stéck an d'Luucht gaangen. Also, an 18 Méint 1.829 (veuillez lire : 1.828) Leit, déi zousätzlech ausgewandert sinn an d'Grenzregioun, oder et kann ee soen: 100 Leit ginn an d'Grenzregioun, pro Mount wanderen déi aus.

Iwwer all déi Froen huet de Statsminister gëschter kee Wuert verluer! Mir solle jo esou ee schéint Land sinn, esou ee gutt Land sinn! Mä wéi ass et méiglech, datt all Mount 100 Leit mussen auswanderen? Wéi ass et méiglech, datt haut vun deene Frontalieren, déi moies an d'Land schaffe kommen, all siwenten e Lëtzebuerger ass? Dat heescht, d'Lëtzebuerger ginn zu Grenzgänger gemaach, wa mer esou virufueren.

Et gëtt geschwat vun de Statsfinanzen, datt déi gesond sinn. Mä d'Statsschold ass trotzdeem vun 2013 bis 2018 an der Moyenne all Joers ëm 262 Milliioune gewuess.

Logementspräisser: Vun do un, datt dës Regierung ugetratt ass, sinn déi quasi ëm 50 % an d'Luucht gaangen, ob dat bei den Haiser oder bei den Appartementer de Fall ass.

D'Bevëlkerung wiisst am Joer an der Moyenne ëm 12.812, an eleng duerfir bräichte mer am Logement 6.000 bis 6.500 Wunnengen, nieft deenen 12.000 bis 15.000 geschate Wunnengen, déi eis haut schonns feelen. 12.817 Persounen, dat entsprécht der Gréisst vun enger Gemeng wéi Dikrech zweemol, enger wéi Nidderaanwen zweemol, der Luerenzweiler Gemeng dräimol, oder mir missten d'Stad Lëtzebuerg all zéng Joer bei deem Wuesstum nei bauen. Dat sinn d'Chifferen, déi dee Wuesstum hei mat sech bruecht huet!

A wann d'Leit virun e puer Deeg hu misse virun der SNHBM campéieren, ech mengen, da weist dat d'Spëtzt vum Äisbierg, wéi katastrophal d'Wunnsituatioun hei am Land ass.

Den Här Bettel huet bei senger Regierungserklärung 2013 gesot: „Fir dem Problem vum Logement bäizekommen, huet dës Regierung sech vill virgeholl. [...] Kloer ass awer", seet hien, „dass mer eis vun dëser Politik en neie Schwong an der Logementspolitik erwaarden."

Här President, wann ech elo kucken, wat déi nei Regierung dann an deem Schwong do fäerdegbruecht huet, da muss ech soen: Deen eenzege Schwong, dee mer an deene sechs leschte Joer erlieft hunn, dat war eng Rekorderhéijung vun de Präisser am Logement. Et sief, datt een nach géif en zweete Schwong derniewentsetzen, näämlech datt mer a sechs Joer véier Ministere vum Logement haten. Och dat ass e Schwong, dee beweist, wéi dichteg dës Regierung ass.

***(Hilarité et brouhaha)***

Da gëtt hei geschwat vun der Grondsteier. Maja, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och eng Grondsteier, déi ech erhéijen, ass fir d'Leit erëm eng Steiererhéijung. Et sief, ech géif higoen an ech géif soen: Ma, op der éischter Wunneng héije mer se net. A wann eng Famill Terrainen huet, déi se fir hir Kanner wëllt halen, erhéije mer se och net.

Datt mer iwwert d'Spekulatioun diskutéieren, d'accord!

**Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Aah!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- D'accord! Da muss een awer soen: Déi aner Leit, déi eng Wunneng hunn oder fir hir Kanner hunn, déi kréie keng Erhéijung.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien !

***(Interruption)***

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Wann Der dat ... Da sot dat emol! Dir schwätzt ëmmer nëmme vun der Grondsteiererhéijung, déi Der wëllt maachen. Mä et ass eng Nuance, wiem een eng Grondsteiererhéijung mécht. An net datt een d'Leit erëm ... Well d'Leit hunn es genuch mat nëmme Steiererhéijungen an Taxenerhéijungen. Soss héiert ee guer näischt an där ganzer Debatt!

***(Brouhaha)***

A wéi wäit d'Spëtzt vum Äisbierg an der Logementspolitik geet, Här President, dat ass de Projet de loi 7218, dee mer amgaange sinn an der Finanzkommissioun ze diskutéieren, wou d'Regierung virun dräi Joer vun der Europäescher Zentralbank e Bréif kritt huet - mir hunn de Bréif zwar net gesinn, mä se huet eis awer gesot, datt se e kritt hätt -, wou déi Lëtzebuerg virun enger Immobilieblos mëttelfristeg warnt. Mëttelfristeg ass dräi bis fënnef Joer. Eis Zentralbank seet zwar an hirem Avis, si géif keng Immobilieblos gesinn, mä, wéi gesot, d'Europäesch Zentralbank huet dat awer geschriwwen.

An d'Reaktioun op dee Bréif vun der Europäescher Zentralbank ass dann elo dëse Projet de loi. An dëse Projet de loi, deen d'Majoritéit nach wëllt dëst Joer hei duerch d'Chamber bréngen, dee gesäit Konditioune vir, déi Barrièrë fixéiere fir d'Banken, ënner wat fir enge Konditiounen d'Leit nach kënnen e Prêt kréien. Wat se mussen un Eegekapital brénge respektiv wivill datt se maximal dierfe geléint kréie vis-à-vis vun hirem Revenu disponible. An dat däerf tëschent 400 % an 1.200 % sinn.

Här President, wann dat doten antrëtt, da ka keen normale Bierger méi hei am Land sech eppes kafen!

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- An domadder ass dat dann déi absolutt Failliteerklärung hei am Land, wann d'Regierung muss e Gesetz maachen, dat et de Banken net méi erméiglecht de Leit Prêten ze ginn. Da mussen d'Leit entweder loune goen, an da ginn d'Loyerspräisser nach méi an d'Luucht, oder et mussen nach méi Leit auswanderen, fir en Haus oder eng Wunneng ze kréien.

**M. Roy Reding** *(ADR)*.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Dat ass de Beweis vun der totaler Failliteerklärung vun dëser Regierung. An, wéi gesot, dëse Projet soll dëst Joer jo nach an d'Chamber kommen. Mir hoffen net, datt en an där doter Form an d'Chamber kënnt, well da kann en normale Mënsch an och Leit, déi beim Stat schaffen a relativ vill verdéngen, sech hei an dësem Land keng Wunneng méi leeschten.

**M. Roy Reding** *(ADR)*.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Här President, en anere Problem, deen den Här Statsminister och net kennt: Ech weess emol net, wéi dat ass, wou hie wunnt, wuer hie fiert, mä déi aner Leit sti permanent am Stau hei am Land.

***(Interruption par M. Fernand Karteiser)***

**M. Roy Reding** *(ADR).*- En huet eng blo Luucht!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- D'Stauen, déi gi vun Dag zu Dag méi grouss. Mir hunn hei am Land, hunn ech Iech gesot ...

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hu ganz vill Chauffeuren hei sëtzen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Oh, Här Bettel, et ass net, fir de Geck mat deene Leit ze maachen, déi am Stau stinn. Also, ech mengen, hein.

***(Interruption par M. Xavier Bettel)***

Et huet net jiddereen eng blo Luucht um Auto.

***(Brouhaha)***

Et huet net jiddereen eng blo Luucht um Auto. Déi meescht Leit sti virun enger rouder Luucht oder am Stau.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Här President, hei am Land hu mir all Joers 12.800 zousätzlech Bierger, déi mer kréien. Et ass de Moien hei ugeklongen, datt de Wuesstum vun de Bierger näischt mat dem Wuesstum vum Land ze dinn huet. Dach! Et muss ee kucken: Wivill Aarbechtsplaze schafe mer? An et sinn déi Aarbechtsplazen, déi déi nei Leit an d'Land bréngen. Well et kënnt keen hei an d'Land, fir brong ze ginn!

Déi Leit, déi hei an d'Land komme mat hire Familljen, déi kommen, well se eng Plaz hei kréien. A wa mer esou vill - bal 13.000 - nei Aarbechtsplazen am Joer zousätzlech schafen, da bedeit dat automatesch, datt och esou vill Leit weider an d'Land wunne kommen. An dat anert sinn esou vill Frontalieren, déi weider an d'Land kommen. Mä dat ass d'Wuesstumsdebatt! Dat ass d'Resultat vun der Wuesstumsdebatt!

A wa mer 12.800 Leit weider an d'Land wunne kréien a 6.300 Frontalieren all Joers weider kréien, dann hu mer all Joers 19.000, 20.000 Leit, déi sech weider an dësem Land bewegen. A jidderee beweegt sech. Vun der Maternité u bewege se sech heem. Wa se an d'Schoul, an d'Crèche ginn, se gi schaffen, se ginn an d'Vakanz, se gi bei d'Frënn, egal wuer. All Mënsch beweegt sech! A mir hunn also 20.000 Leit d'Joer weider am Land, déi sech hei bewegen. Da schwätze mer net vum Transitverkéier.

Ech si gëschter no der Debatt heemgefuer um véier Auer. Ech hu fir eelef Kilometer Fënnefvéierelstonn gebraucht.

***(Interruption par M. Yves Cruchten et hilarité)***

Ech hunn dat net eng Kéier, Här President. Ech war och keen huelen ënnerwee. Ech war permanent am Stau.

***(Interruptions)***

**Une voix**.- Jo, jo, jo.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- An et war och keen Accident ënnerwee. Et war e ganz normalen Dag.

An och de Moien, fir heihinnerzekommen - déi meescht Caféë waren dunn net op, et war also och keng Versuchung do, datt ech een huele war -, och de Moien hunn ech Fënnefvéierelstonn gebraucht, fir um néng Auer hei an der Chamber ze sinn.

**M. Gusty Graas** *(DP).*- Et gëtt och e Bus, dee vu Fréiseng an d'Stad fiert.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- An allguer déi …

**Mme Josée Lorsché** *(déi gréng).*- Et fiert e Bus vu Fréiseng an d'Stad.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Ma ech hoffen, datt ech kee Grénge méi mat engem Auto hei an der Stad gesinn.

***(Hilarité et interruption par Mme Josée Lorsché)***

Ech hoffen, datt ech kee Grénge méi mat engem Auto gesinn! Ech géif emol net mam Bus kommen, Madamm Lorsché, well och dee verbraucht Energie. Ech géif Iech roden: Kommt mam Vëlo!

***(Interruptions)***

Kommt mam Vëlo!

***(Brouhaha général et interruption par M. Henri Kox)***

An och wann et reent, dat däerf Iech als Gréngen näischt ausmaachen. Dat ass bestëmmt gesond! Fuert mam Vëlo a mat soss näischt! Oder gitt ze Fouss! Awer kommt net a schreift deenen anere Leit eppes vir an Dir kommt selwer mat den Autoen heihinner!

***(Brouhaha)***

Ech hunn déi leschte Kéier gekuckt, du sinn Är dräi gréng Ministere vum Kierchbierg, déi waren allen dräi hei an der Chamber. Du stoungen hir dräi Déngschtween hei virun der Chamber! Ech hu gesot: Dat kann dach net sinn!

***(Interruption et hilarité)***

Déi missten dach mat engem kommen, mam Vëlo kommen, mam Tram kommen oder ze Fouss! Neen, déi si mat dräi Autoe vum Kierchbierg hei an d'Chamber komm! An et ass mer och gesot ginn, d'Madamm Dieschbourg, déi huet de Busarrêt zu Iechternach bal virun der Dier, déi misst dach moies mam Bus an d'Stad kommen! Neen! Do fiert e Regierungsauto op Iechternach se sichen a bréngt se an d'Stad!

Mä fuert dach mam Vëlo! A schreift net deenen anere Leit vir, se solle mam Vëlo fueren, an Dir loosst Iech mat décken Autoen duerch d'Land kutschéieren!

**Plusieurs voix**.- Très bien !

***(Brouhaha général)***

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Här President, ...

**Une voix**.- Wie schreift wiem eppes vir? Elo geet ...

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Esou sinn déi gréng!

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Ech mengen, ech wier an der Porte ouverte vun der Chamber.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- D'Staue ginn all Dag méi grouss. An och dat ass Klimapolitik, well wann Zéngdausende vun Autoen am Stau stinn, déi stoussen och $CO_2$ aus.

An et ass och en ekonomesche Problem. Déi Leit vun den Entreprisen, d'Camionen, d'Camionnettecher, déi stonnelaang am Stau sti mat de Leit a mam Material, dat muss ee bezuelen. Dat bezilt de Client, de Stat, egal wien! Et ass also och en ekonomesche Problem, wann d'Leit hei am Land permanent am Stau stinn.

En anere Punkt ass de Landverbrauch. Et ginn am Moment 7,3 Quadratkilometer d'Joer verbaut. Dat sinn 1.000 Fussballsterrainen, déi mir d'Joer zoubëtonéieren hei. 1.000 Fussballsterrainen!

***(Interruption)***

Dat ass esou vill wéi d'Gemeng Schëffleng, déi mer all Joer zoubëtonéieren, oder Koplescht oder Rëmeleng. Esou Gemenge ginn all Joers hei am Land zoubëtonéiert.

An da geet et eis esou gutt. Et geet eis esou gutt hei an deem Land. Den Aarmutsrisiko ass, zënter datt Gambia ugetrueden ass, vu 15,9 % op 18,7 % oder all Joers ëm 0,7 % an der Moyenne geklommen. E räicht Land wéi Lëtzebuerg, wat sech bretzt duerch d'ganz Welt, wéi gutt datt mir sinn, wéi fein datt mir sinn, wéi räich datt mir sinn, dat léisst et zou, datt praktesch 20 % geschwë vun eisen Awunner ënnert der Aarmutsgrenz leien. Kee Wuert hu mer gëschter dovunner vun engem Statsminister héieren!

Da gëtt iwwert d'Rente geschwat. D'Renten, gëtt gesot, ma mer hunn 19 Milliarde Reserven an dat si 4,5 Joresdepense. Mä vun där anerer Säit vun der Medail gëtt net geschwat, datt mer awer och déi Reserven hunn, well esou vill Leit an deene leschte Joren hei an d'Land schaffe komm sinn a Beiträg bezuelt ginn. Et gëtt net gesot, datt mer fir eng Pensioun mussen 2,5 Aktiver hunn.

Mir hunn am Ableck 450.000 aktiv Leit am Land. A 40 Joer sinn déi alleguer an der Pensioun. A wa mer beim System bleiwen, 450.000 mol 2,5, da musse mer a 40 Joer iwwer 1,1 Millioun Aktiver hunn, fir deenen hir Pensiounen ze bezuelen. Do liicht et dach all klorem Mënscheverstand an, datt dat net kann opgoen! An awer gëtt refuséiert, fir iwwer e Problem ze diskutéieren.

Et gëtt am Fong dohinnergestallt: „Maacht Iech keng Gedanken, mir hu Reserven, esou vill." Et geschitt näischt. Dat ass eng kuerzfristeg Politik! Do kuckt eng Regierung just op deen nächste Wahltermin. Mä se kann net heihinnerkommen a soen: „Mer mussen eng Politik maache fir déi nächst Generatiounen", well dat doten ass déi gréissten Hypothéik, déi mer den nächste Generatiounen operleeën!

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Den Energieverbrauch, d'Waasser, de Stroum an esou weider.

Wa mer dann héieren, datt d'Regierung hei gëschter offiziell e Bekenntnis vis-à-vis vu Google gemaach huet. Mä och eise Kolleeg François Bausch huet a sengem Summer-Interview am „Lëtzebuerger Wort" gesot, de Journalist huet e gefrot am Zesummenhang vu Google: „Theoretisch, könnte Luxemburg sich zurückziehen." Den Här Bausch huet geäntwert: „Bei Google fände ich das falsch. Wenn wir das Datenzentrum nach Luxemburg bekämen, wäre das ein gutes Signal [...]. Es wäre ein Fehler, ausgerechnet bei Google einfach Nein zu sagen."

**Une voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Här President, et ass mir zougedroe ginn aus relativ gudder Quell, datt den Energieverbrauch, dee Google bräicht, extrem héich wier. Et ass mir eng Zuel genannt ginn, déi ech net wëll heibannen nennen, well ech einfach der Iwwerzeegung sinn, se kann net stëmmen.

***(Hilarité)***

Esou héich ass se.

An duerfir géif ech, Här President, den Här Statsminister froen, datt hien eis soll muer a senger Äntwert soen, wivill Stroum Google gefrot huet a wivill Prozent dat vun eisem nationale Stroumverbrauch ausmécht.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Ech mengen, da brauch ee keng Chifferen an d'Welt ze setzen, wou ech mengen, se géifen net stëmmen, mä da sinn d'Chiffere kloer. An duerfir hätte mer gären, datt d'Regierung eis soll ganz kloer soen, wivill de Stroumverbrauch ass, dee Google ugefrot huet a wou d'Enovos elo amgaangen ass ze kucken, wou se en hierkréien a wéi se en och op de Site solle kréien.

Iwwert d'Juggurtsfabrik ass guer näischt gesot ginn. Mä hei gëtt e Waasserverbrauch gemaach, wou ëmmer gesot ginn ass, wéi d'Stad Diddeleng. De Wirtschaftsminister, den Här Schneider, huet gesot: „Jo, dat ass nëmmen an enger éischter Etapp. An enger éischter Etapp brauche mer nëmmen d'Halschent dovunner." Jo, eng éischt Etapp? No enger éischter Etapp kënnt eng zweet Etapp, soss bräicht et jo keng éischt Etapp ze ginn. An da si mer awer bei deem Waasserverbrauch.

An dann huet d'Madamm Ministesch Dieschbourg eis jo och confirméiert, datt mer amgaange sinn ze versichen, aus der Musel elo Drénkwaasser ze maachen. Mir mussen eis Froe stellen! Mir hu keng Energie méi, mir hu kee Waasser méi an awer setzt déi Regierung hei weider op stramme Wuesstum mat all sengen negative Konsequenzen!

***(Interruption)***

Iwwert d'Sécherheet ass kee Wuert gefall. Anscheinend ass alles sécher hei. Wann ech awer elo héieren, wat op der Stater Gare ass, wat zu Bouneweg, wat zu Esch ass, wat op anere Plazen am Land ass ... Mä d'Sécherheet ass fir dës Regierung kee Problem.

Ech hu mer d'Fro gestallt, Här President: Firwat hu mer iwwerhaapt deen zweete Prisong gebaut?

***(Hilarité)***

Well wann d'Sécherheet an deene leschten 8, 10, 20 Joer an elo net klëmmt, dann hätt et jo misse mat deem enge Prisong duergoen. Firwat baue mer en zweete Prisong, wann alles d'selwecht ass, wéi et war?

Wat musse mer maachen, fir aus där Wuesstumsfal erauszekommen? Mir mussen an Etappe virgoen.

Dat Éischt ass: De Leit d'Wourecht soen, de Leit och déi negativ Konsequenze vum stramme Wuesstum matdeelen an net alles positiv dohinnerstellen: D'Rente sinn an der Rei, d'Finanze sinn an der Rei, et ass alles an der Rei. An a Wierklechkeet ass et net an der Rei! Ons net ëmmer als Schlaraffenland duerstellen. Selektiv virgoen, zum Beispill bei der Sozialpolitik. Net mat der Strenz iwwert d'Land zéien. Vläicht och léieren ze verzichten. E bësse manner kann awer vläicht méi Liewensqualitéit bedeiten.

Fir datt d'Akzeptanz bei de Leit entsteet, datt mer net einfach esou weidermaachen, weiderwuessen, hu mir och gesot: Et kann een e Referendum maachen, wann een eben doduerch géif erreechen, datt jiddereen am Land misst iwwert d'Fro schwätzen, sech mat der Fro ausernanersetzen, ...

**Une voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- ... datt kontradiktoresch mat der Gesellschaft géif diskutéiert ginn an datt een net einfach kann ëmmer nëmmen higoen an eng Schönmalerei maachen, mä de Leit d'Wourecht soen. An da kënnt eng kontradiktoresch Diskussioun eraus. A firwat hu mer Angscht virun de Leit, fir deenen hir Meenung ze froen?

Zweetens, wa mer zur Asiicht kommen, datt mer net kënnen esou weiderfueren, dat ass deen éischte Schratt. Mä déi Asiicht ass nach net, zumindest um politesche Plang, iwwerall ukomm.

Da musse mer eis als Gesellschaft eens ginn, datt mer net onendlech wuesse kënnen. Da musse mer eis zesummesëtzen, d'Politik, Experten, d'Vertrieder aus der Zivillgesellschaft, d'Sozialpartner, fir zesummen no Weeër ze sichen.

Et däerfe keng Tabutheme ginn. Mir mussen definéieren, wéi eise Wuesstum - well mir brauchen och an Zukunft Wuesstum - soll ausgesinn, fir esou mann wéi méiglech Energieressourcen a Land ze verbrauchen, fir awer och op där anerer Säit ze kucken, datt mer als Land an engem Kader wuessen, dee mer och kënnen dirigéieren.

Här President, dann eng Direktmoossnam, dat ass eng Impaktstudie. 2015 bei eiser Interpellatioun hei ware mer eis heibanne bal eens, géif ech soen, datt een an Zukunft ëmmer misst Impaktstudie maachen, fir ze kucken, wat e Betrib, deen an d'Land kënnt, u positiven an un negative Konsequenze mat sech bréngt. Mä dat ass net gemaach ginn!

Elo héieren ech an engem Interview, datt déi gréng soen, se wiere sech eens gi mam Wirtschaftsminister, datt zukünfteg - Google an d'Juggurtsfabrik hu se emol direkt ausgeschloss -, datt an Zukunft soll bei engem Projet esou eng Impaktstudie gemaach ginn. Déi muss gemaach ginn. A se muss transparent gemaach ginn. Déi muss novollzéibar sinn. An d'Parlament muss och Asiicht an déi Etüde kréien an och op d'Resultat vun deenen Etüden.

Här President, ech wëll nach mat engem Zitat vun eisem Här Statsminister schléissen, wat en 2014 a senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun hei gesot huet. Den Här Statsminister sot 2014, also am Ufank vun dëser Regierung: „Mir sinn un de Limitten. Wa mir et net fäerdegbréngen, eise Wirtschaftswuesstum, eis Siidlungspolitik, eis Mobilitéit, eisen ëffentleche Raum besser a méi nohalteg ze organiséieren, da si mer ganz geschwënn an enger Sakgaass."

Haut stelle mer fest, no sechs Joer Gambia: Mir sinn net nëmmen an der Sakgaass ukomm, mä mir sinn um Enn vun der Sakgaass ukomm. Dës Regierungserklärung vu gëschter ass de beschte Beweis. Si huet sech esou unhéieren, wéi wann dës Regierung um Enn wier: keng Äntwerten a Propositioune fir Léisungen zu grousse Problemer; ee Statsminister, eng Regierung, déi sech dervu léist, fir hei an der Chamber iwwer all dës Problemer ze schwätzen.

Här President, e Statsminister ka sech net dervu léisen, fir hei an der Chamber iwwert d'Problemer vum Land an de Leit ze schwätzen. Hie ka sech just vu senger Fonctioun als Statsminister léisen. An dat wier dat Bescht, wat dem Land kéint geschéien, wann hien a seng Regierung sech géifen zréckzéien, géifen demissionéieren an de Wee fräimaache fir Neiwahlen.

***(Hilarité)***

Well nach ... Jo, Dir laacht. Vill Leit am Land laachen net driwwer!

***(Brouhaha général)***

Déi kënnen den Dag net erwaarden, wou dës Regierung zrécktrëtt. Well nach véier Joer Gambia, Här President, kënne mer eis einfach net méi leeschten, ...

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dir kënnt en net erwaarden. Mä d'Leit si frou, dass se virun esou Leit wéi lech verschount bleiwen.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- ... well dann huet Gambia dëst Land futtigemaach.

***(Hilarité)***

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Den nächsten ageschriwwene Rieder ass den Här Marc Baum.

**M. Gilles Baum** *(DP).*- Maacht Iech keng Hoffnungen!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Très bien !

**Une voix**.- Just „une voix".

**Plusieurs voix**.- Une voix : Très bien !

***(Hilarité et brouhaha général)***

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Déi war méi wäert wéi gëschter der ganzer Majoritéit hir!

***(Coups de cloche de la présidence.)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen!

**Une voix**.- Hilarité!

**Une autre voix**.- Hilarité générale!

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Ma ganz gutt.

***(Interruption par M. Georges Engel)***

**M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Här President, ech géif och gären dës Ried ufänke mat deene beschte Geneesungswënsch vun der lénker Fraktioun, vun eiser Sensibilitéit fir de Félix Braz, deem dat geschitt ass, wat mer alleguerte wëssen, an deen ech perséinlech och schonn am Escher Gemengerot kennegeléiert hunn an deen ee vun deene streitbarsten an, mengen ech, wäertvollste Politiker ass, déi eist Land huet. Mir wënschen him op jidde Fall eng gutt Besserung.

Här President, ech erwaarde mer vun enger Ried zur Lag vun der Natioun am Wesentlechen zwou Saachen: éischtens, eng Bestandsopnam an eng Analys vun deem, wat an deene leschten zwielef Méint an eiser Gesellschaft geschitt ass, deem, wat sech verännert huet, zum Gudden oder zum Schlechten, wat anescht ginn ass, wat sech beweegt huet, an zweetens erwaarden ech vum Premier vun enger Regierung, datt e Weeër opweist, wéi d'Regierung wëlles huet, mat deene Veränneerungen ëmzegoen. A vu béide war kaum eppes ze héieren an deem Aufsatz, deen de Premier gëschter virgelies huet.

Här President, anescht wéi beim Premier ass meng Riedezäit begrenzt, wat mech zwéngt, e Choix ze maache vu Sujeten, déi ech awer am Géigesaz zu him da versichen, vläicht e bëssen ze verdéiwen. Fir eis als Lénk sinn dräi Evenementer markéierend fir déi lescht zwielef Méint. A mer versichen, déi och ënner engem Bléckwénkel ze betruechten, dee se zesummebréngt.

Et ass, éischtens, d'Klimakris a virun allem d'Bewosstsinn, dat an eiser Gesellschaft geklommen ass, datt d'Klimakris eng Existenzfro vun der Mënschheet ass, a bei där d'Zäit amgaangen ass, eis dovunnerzelafen, fir se op en erträägleche Minimum ze reduzéieren.

Zweetens, déi sozial Ongläichheeten, déi zu Lëtzebuerg entre-temps am leschte Joer all negativ Rekorder gebrach hunn.

An, drëttens, d'Wunnengsnout, déi ëmmer méi Mënschen hei am Land zur Verzweiflung bréngt.

Dëst sinn an eisen Aen déi bezeechnend Problemer, déi d'Leit an eisem Land betreffen an déi ganz enk matenee verbonne sinn, Problemer, déi sech an deene leschte sechs Joer ënnert dëser Regierung net verbessert hunn, Erausfuerderungen, déi d'Regierung net ugaangen ass, och net no der leschter grousser Ried vum Premier, der Regierungsdeklaratioun.

Här President, e knappt halleft Joer, nodeems de Premier hei de Regierungsprogramm virgestallt huet, sinn 10.000 Schüler a Studenten zu Lëtzebuerg op d'Strooss gaangen. Si hu géint de Fatalismus vum Klimawandel manifestéiert an hunn zu Recht d'Ontätegkeet vun der Politik, also och vum lëtzebuergesche Parlament a vun der lëtzebuergescher Regierung, schaarf kritiséiert. Se sinn domadder zu Lëtzebuerg net eleng, mä Deel vun enger weltwäiter Jugendbewegung, wéi se an där Envergure un déi vun 1968 erënnert, mam Ënnerscheed, datt se dës Kéier nach vill méi e globale Charakter huet.

Si, déi Jonk, erhiewen hir Stëmm fir eng liewenswäert Zukunft a si erhiewen Usproch op dës Zukunft. An dat ass e verdammt legitimmen Usproch, well si am längsten an där Zukunft liewe mussen. A se maachen dat, well se wëssen a well dat och, mengen ech, dobaussen ëmmer méi kloer gëtt, datt d'Grondlage vun där Zukunft amgaange sinn, grad haut an der Géigewaart, zerstéiert ze ginn, iwwerall op der Welt an zu Lëtzebuerg an engem ganz besonnesche Mooss.

Den ekologesche Foussofdrock zu Lëtzebuerg weist eis, datt mer hei e Ressourcëverschläiss hunn, deen aacht Welte bräicht. Also wann iwwerall esou wéi zu Lëtzebuerg géif gewirtschaft ginn, da bräichte mer aacht Planéiten - Tendenz klammend. Virun e puer Joer waren dat nach nëmme sechs oder siwe Welten, entre-temps sinn et der aacht.

Den Earth Overshoot Day, also deen Dag am Joer, op deem d'Ressourcen, déi e Land zur Verfügung huet an déi sech regeneréieren, verbraucht sinn, zu Lëtzebuerg ass deen Dag schonns de 16. Februar. Also no nëmme siwe Wochen am Joer fänke mer un, op Käschte vun den zukünftege Generatiounen a vun aneren Deeler vun der Welt ze liewen. Just de Katar ass weltwäit dat eenzegt Land, dat nach méi schlecht dosteet wéi mir.

Mir sinn och Schlussliicht an der Produktioun vun erneierbaren Energien an Europa, déi mer awer esou dréngend bräichten, fir ewechzekomme vun de fossillen Energien an dem Atomstroum. Eisen Ausstouss vun $CO_2$ ass d'lescht Joer weider an d'Luucht gaangen, obwuel mer eis bei der COP21 wéi och bei eisen europäesche Partner verflicht hunn, e signifikativ erofzesetzen, a mer erliewen och zu Lëtzebuerg en dramatesche Verloscht u Biodiversitéit, mat deem mer eis an eiser Zukunft d'Liewensgrondlag entzéien.

An et kéint ee weiderfueren. Et kéint een iwwert d'Zersiidlung vum Land schwätzen, déi natierlech historesch gewuess ass. Mir kéinten iwwert d'Waasserqualitéit vun eise Flëss schwätzen, déi wierklech net gutt ass, an och d'Waasserreserven, déi un hir Limitten, un hir natierlech Limitte kommen. Global ass et fir ganz vill Mënschen net nëmmen d'Zukunft, déi alles anescht wéi roseg ausgesäit, mä d'Géigewaart, déi fir si elo schonns d'Häll bedeit.

All dës Indicateure weisen net an eng positiv Zukunft. Am Géigendeel! All dës Indicateure si franchement desastréis a ginn eis kee Vertrauen an d'„Weider-Maachen" vun dëser Regierung. An duerfir wäert och an deenen nächste Méint bei ganz ville Jonken an och entre-temps bei ëmmer méi manner Jonke sech d'Iwwerzeegung duerchsetzen, datt et nach net Zäit ass, fir opzehalen ze manifestéieren.

A wéi reagéiert de Premier vu Lëtzebuerg dorobber? Am Juni erkläert hien um Nationalfeierdag, datt Lëtzebuerg enorm Ustrengunge maache géif, mä am Ausland misste se och emol wakereg ginn op der Klimafro. Bei der Uni erkläert hien, Lëtzebuerg wier e Musterschüler am Kampf géint de Klimawandel an déi aner Länner kéinte sech roueg emol eng Scheif vun eis ofschneiden.

De Jonke verzielt de Premier, hien hätt sech elo eng Juggurtsmaschinn kaaft, fir géint de Klimawandel virzegoen. A gëschter versicht en, eis mat Zuelespillereie weiszemaachen, datt mer dach eigentlech um gudde Wee wieren.

Här President, wësst Der, ech ka jo verstoen, wann ee versicht, sech a seng Politik an e bessert Liicht ze stellen. Mä wat de Premier an der Klimafro mécht, ass Verleegnung vun der Realitéit! A wann een der Realitéit awer net an d'Ae kuckt, da kann ee se och net veränneren. D'Regierung huet zwar am Mäerz een Entworf fir en nationale Klima- an Energieplang virgestallt, mä bis elo keng konkret Emsetzungsstrategië presentéiert.

Dat soen net nëmme mir als Lénker, dat seet och d'Europäesch Kommissioun, déi zwar begréisst, datt d'Regierung sech formell Ziler gesat huet wéi 55 % Reduzéierung vun $CO_2$-Emissioune bis 2030 par rapport zu 2005, mä awer gär bis Enn des Joers wësse géif, wéi d'Regierung da gedenkt, dat konkret ëmzesetzen!

**Une voix**.- Mir si jo nach net Enn des Joers!

**M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Och doriwwer huet de Premier effektiv näischt gesot! An dat hätt e jo awer kënne maachen! Dat wier déi eenzeg konkret Ausso, déi en hätt kënne maachen, datt dës Regierung et näämlech fäerdegbréngt, bis Enn des Joers konkret Mesurë virzeleeën, an domadder hir national Obligatiounen, déi se par rapport zur EU huet, och wierklech ze maachen. Dat wier zumindest eng konkret Pist gewiescht, déi de Premier hätt kënne soen.

Wann ech elo gesinn, datt op der Regierungsbänk esou äifreg genickt gëtt, datt dat dann elo soll geschéien, da kucken ech deem natierlech mat ganz groussem Virwëtz entgéint! Well effektiv si vill Leit, déi sech froen, wéi déi ambitiéis Ziler da sollen erreecht ginn, wann ee weider mécht, wéi ee weidermécht, also d'Tautologie vu sech selwer, seng eege Politik sech selwer versicht ze erklären a gläichzäiteg dat als Neiufank ze verkafen. Dorop si mer ganz virwëtzeg, wéi d'Regierung dat gedenkt ze maachen.

Et kann ee sech eng ganz Rëtsch Froe stellen, firwat mer och no sechs Joer vun dëser Regierungskonstellatioun nach net méi wäit sinn op deenen zentrale Froen, wat d'Klimapolitik ugeet. An ech mengen, datt et duerfir zwou Ursaache gëtt.

Déi eng läit an der Kompositioun vun der Regierung aus dräi komplett ënnerschiddleche Parteie mat dräi komplett ënnerschiddlechen Approchen, Profiller a Programmatiken, där et ganz einfach als Ganzt, als Regierung u Kohärenz feelt. Jo, et gëtt keng Kohärenz an der Klimapolitik zu Lëtzebuerg.

Dëse Sujet gëtt net iwwergräifend als Politikzil behandelt, mä besteet aus vereenzelte punktuelle Mesuren, déi duerch aner Politikfelder nees gebrach ginn, jo carrement souguer contrecarréiert ginn.

E gutt Beispill huet de Premier gëschter selwer geliwwert. Den Undeel un erneierbaren Energië soll zwar klammen, mä gläichzäiteg gëtt um Projet Google festgehalen, deen en enorme Stroumfriesser wäert sinn. An do kënnt Dir nach esou vill Geschichten erzielen iwwer Energieeffizienz, Google wäert de Stroumverbrauch zu Lëtzebuerg massiv an d'Luucht dreiwen an eis domadder nach méi wäit vun den Ziler vun der Produktioun vun erneierbaren Energien entfernen, zu deene mer eis verflicht hunn.

En anert Beispill vun enger net kohärenter Politik vun dëser Regierung ass d'Beispill vun de Fräihandelsaccorden, Fräihandelsaccorden, déi aus reng ekologescher Siicht eng Katastroph sinn. Et kann ee keng seriö Klimapolitik maachen a gläichzäiteg andauernd Fräihandelsaccorden ënnerschreiwen, fir datt nach méi Wuere mat niddrege Standarde sënnlos duerch d'Welt transportéiert ginn, just fir e puer Multinationallen ze erlaben, nach méi Profitter ze maachen um Bockel vu sozialen a vun Ëmweltstandarden.

An e lescht Beispill: Zwee Joer nom Akraafttriede vum Paräisser Accord investéiert eisen ëffentleche Rentefonds iwwer eng hallef Milliard, 545 Milliounen Euro, direkt an d'Produktioun an d'Exploitatioun vu fossillen Energien. Indirekt ass dës Zomm nach wesentlech méi héich. Géigeniwwer vun deene 545 Millioune sti ganzer 21 Milliounen Investissementer vum Rentefong an erneierbar Energien.

Nach vill méi schlëmm ass dee sougenannten Zukunftsfonds, deen an allméiglech toxesch Produiten investéiert, a scho guer net ze schwätze vum Carbon Footprint vun eiser Fongenindustrie. Dat ass d'Realitéit vun der Inkohärenz vun der Klimapolitik vun der lëtzebuergescher Regierung! Vill Rieden, mä soss keng Kohärenz, néierens!

Dach! Eng gëtt et! An dat ass den zweete Grond, firwat d'Regierung net virukënnt op deem Plang, näämlech well d'Klimapolitik vun der Regierung an éischter Linn bedriwwe gëtt als eng liberal Politik. Dat heescht, d'Klimapolitik muss maartkonform sinn. Dat ass d'Essenz vum grénge Kapitalismus.

Un éischter Plaz stinn d'Profitter, an deenen huet och de Klimawandel sech ënnerzeuerdnen. A fir de Rendement ze garantéieren a Kapital unzelackelen, gëtt et grousszügeg vun de Steierzueler subventionéiert. Dat ass en gros och déi Haaptstrategie, vun där gëschter de Premier geschwat huet, also „business as usual", a virun allem „business"!

Domadder mécht d'Regierung an der Fro vun der Klimapolitik awer de Bock zum Gäertner. Also grad déi Maartmechanismen an déi Aart a Weis ze wirtschaften, déi zum Klimawandel gefouert hunn, sollen elo d'Léisung duerstellen. Dobäi ass erwisen, datt zum Beispill dee ganzen Emissiounshandel, deen op där Logik berout, en eenzegen Echec ass. Mat genau esou Maartmechanisme keeft d'Regierung sech an de baltesche State Statistiken an, fir virzegaukelen, si géif hir energetesch Ziler erreechen. Dat huet méi mat mëttelalterlechem Ablasshandel ze di wéi mat fortschrëttlecher Klimapolitik!

Här President, en neoliberale Wirtschaftsmodell, deen op der Ausbeutung vu Mënsch an Natur opbaut, ass d'Ursaach vum Problem, a seng Instrumenter kënnen net d'Léisung sinn.

An zu den Instrumenter vun esou enger Politik gehéiert och, datt d'Fro vun der Responsabilitéit um Klimawandel am Moment individualiséiert gëtt. De Premier huet et virgemaach um Beispill vu senger Juggurtsmaschinn. Dat heescht, et ass elo un éischter Plaz jiddwereen Eenzelne responsabel fir de Klimawandel, an de Klimawandel gëtt domadder zu enger Zort Gewëssensfro. An et gëtt komplett vergiess oder awer ënnert den Teppech gekiert, datt et eng kollektiv Responsabilitéit ass, déi een och als Éischt muss kollektiv ugoen. An dobäi weisen all d'Zuelen, och fir Lëtzebuerg, datt et déi grouss strukturell Decisioune sinn, mat deenen een déi energetesch Transitioun ugoe misst.

Och hei e puer Beispiller. Eis $CO_2$-Emissioune sinn esou héich, well zu Lëtzebuerg virun allem den Diesel an enorme Quantitéite getankt an an d'Ausland exportéiert gëtt. D'Camione fueren Honnerte Kilometer Ëmwee, fir mat risegen Tanken hei Diesel ze zapen. Déi si responsabel fir deen enormen Undeel un de Lëtzebuerger Emissiounen. An dat ass eng strukturell Decisioun vun der lëtzebuergescher Politik gewiescht, fir jorelaang op där Nisch vum Tanktourismus ze fueren. An ech denken, datt mer och nach deemnächst wäerte gesinn, datt déi ganz bescheiden Erhéijung vun zwee Cents hir Effekter net wäert erreechen.

Dat heescht awer elo net, datt net jiddwer Eenzelnen och Efforte maache soll. Mä duerfir mussen och d'Bedéngungen erfëllt sinn, wéi zum Beispill e verlässlechen a flächendeckenden ëffentlechen Transport. An déi Bedéngunge sinn am Moment net ginn, weder wat d'Offer ugeet nach wat d'Pünktlechkeet ugeet.

En anert Beispill ass de Stroumverbrauch vun de Stéit. Dee Stroumverbrauch ass um Gesamtundeel vum Energieverbrauch zu Lëtzebuerg ganz kleng. Natierlech soll ee kucken, fir deen nach weider erofzesetzen. An do kann och jiddwer Eenzelnen hëllefen. Mä et ass bei Wäitem net den Haaptenergiefréisser! An nach laang net jiddwereen, besonnesch Locatairen, hunn och d'Méiglechkeet, dat ze maachen. Duerfir bräichte mer dréngend e Programm vun enger grouss ugeluechter ëffentlecher Albausanéierung.

Eng seriö Klimapolitik däerf dem Maart net alles iwwerloossen. Mir musse si vill méi staark encadréieren. Et ass un der Politik, déi Regelen opzestellen, wéi hei an Zukunft produzéiert gëtt, an net um Konsument, deen an extra spezialiséiert Geschäfter fuere muss, fir pestizidfräi, carbonaarm oder regional Produiten ze kafen.

An déi Regelen, déi sinn d'Essenz vu Politik selwer, an dat huet näischt mat enger renger Verbuetslogik ze dinn, an de Moien huet den Alex Bodry dat och op eng zimlech exemplaresch Aart a Weis duergestallt. Zu Lëtzebuerg kritt een am Géigesaz zu anere Länner net op all Tankstell Kalaschnikowen ze kafen. Dat ass en Aschnëtt an d'Fräiheet, kéint een elo soen. An a verschiddenen anere Länner gëtt dat och esou gesinn. Ech empfannen dat net als en Aschnëtt a meng perséinlech Fräiheet, mä ech fannen, datt et zu deem Regelwierk gehéiert, dat eist gesellschaftlecht Zesummeliewen organiséiert.

D'ailleurs géif ech besonnesch no Chamberssitzunge kengem wënschen, mech an enger Tankstell mat enger Kalaschnikow ze gesinn.

***(Hilarité et interruption)***

Här President, mam Jeep mussen op d'gréng Wiss ze fueren, fir do eng Bioavocado aus Mexiko ze kafen, ass net nohalteg a bréngt eis och kee Schratt virun.

An da si mer bei der Landesplanung a bei der Aart a Weis, wéi duerch politesch Decisiounen eis Duerf- a Stadkären ëmmer méi eidel ginn. Och dat si strukturell Decisiounen, op déi deen Eenzelne kaum Afloss huet. An och do däerfe mer de Mäert net alles iwwerloossen. Mir gesi jo, zu wat et féiert! Mä d'ëffentlech Hand - dat heescht de Stat an d'Gemengen - misst do géigesteieren.

Et gi jo och vereenzelt Projeten, déi an eng aner Richtung weisen. Déi misste konsequent ënnerstëtzt an ausgebaut ginn, well se en plus e staarkt Element vu sozialer Kohäsioun kënne sinn.

Här President, et ass d'Responsabilitéit vun engem Wirtschaftssystem, deen op der Ausbeutung vu Ressourcen a Mënschen opbaut, deen eis dohinner bruecht huet, wou mer elo sinn, näämlech ganz kuerz virun zwielef!

An et ass deeselwechte Wirtschaftsmodell, deen derzou gefouert huet, datt et elo d'Leit an deene Länner sinn, déi am mannste fir de Klimawandel responsabel sinn, déi seng Folgen am batterste spieren. Dat ass a Länner vum globale Süden esou. Dat ass awer och bei eis esou! Et sinn näämlech d'Multimilliardären an déi Superräich, déi bei Wäitem dee gréissten ekologesche Foussofdrock hunn. Et si si, déi iwwerduerchschnëttlech zum Klimawandel bäidroen, an et sinn och si, déi sech an deene leschte Jorzéngten ongenéiert un dësem zerstéieresche Wirtschaftsmodell beräichert hunn. Et sinn also och déi sozial Inegalitéiten, déi besonnesch zum Klimawandel bäidroen. A grad dowéinst hänken déi ekologesch an déi sozial Fro esou enk mateneen zesummen. Duerfir sinn et och an eisen Aen zwou Säite vun därselwechter Medail.

Dëst erkennen och ëmmer méi Leit, déi entretemps zesummen op d'Strooss ginn. Duerfir gëtt et jo och déi Allianz vu Gewerkschaften, Sozial- an Ëmweltbewegung. Genee duerfir fuerdere si och „climate justice", Klimagerechtegkeet, well de Kampf géint de Klimawandel ëmmer e Kampf fir sozial Gerechtegkeet muss sinn.

Här President, duerfir sinn ech fundamental der Iwwerzeegung, datt ee besonnesch an där Situatioun, wou mer zu Lëtzebuerg sinn, net kann eng Ried zur Lag vun der Natioun halen, ouni op déi sozial Entwécklung vum Land anzegoen, och a grad eben, well se esou enk verbonnen ass mat der Klimafro.

An äänlech wéi bei der Klimafro missten déi sozial Indicateuren, déi mer hunn an déi an deene leschten zwielef Méint public gemaach gi sinn, d'Regierung dach an allerhéchstem Mooss interpelléieren. Den Aarmutsrisiko brécht mat 18,7 % vun der Populatioun all Negativrekord. Dës Zuel ass an deene leschte

15 Joer konsequent vun 11 op 13, dunn op 15, dunn op 17, bis entre-temps bal 19 % an d'Luucht gaangen. A besonnesch betraff bleiwe weiderhin déi Elengerzéiend a skandaléiserweis Jonker a Kanner.

Den Undeel u Working Poor, also deene Leit, déi, obwuel se schaffen, dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn, och deen Taux ass op 13, iwwer 13 % geklommen. An domadder si mer an Europa alt nees erëm eng Kéier Schlussliicht op der zweetleschter Plaz, wat deen doten Taux ugeet.

An och d'Ënnerscheeder bei de Salairë ginn ëmmer méi grouss! Déi ganz déck Paie gi proportional wesentlech méi séier an d'Luucht wéi déi mëttel an nach vill méi séier wéi déi kleng. D'Akommesënnerscheeder, also wou nieft der Pai nach gekuckt gëtt, wéi eng Revenuen een da soss nach huet, déi Akommesënnerscheeder tëschent deenen ieweschten 10 % an deenen ënneschten 10 % sinn zu Lëtzebuerg 2017 esou héich wéi nach ni virdrun.

Dat ass d'sozial Realitéit hei am Land: eng Gesellschaft, déi ëmmer weider ausenanerdrift. Wuel kaum virdru war et ëm déi esou dacks beschwuere sozial Kohäsioun esou schlecht bestallt ewéi haut. Awer am Premier senger Ried war kee Wuert dovunner ze héieren, weder huet en et benannt nach huet e Weeër opgezeechent, fir där Entwécklung entgéintzetrieden.

Et gi sécher och Leit, an de Moien ass dat gesot ginn, déi duerchaus komfortabel zu Lëtzebuerg liewen. Mä d'Zuel vun deene geet op eng besuergniserregend Aart a Weis zréck an déi sozial Ongläichheeten huelen ëmmer weider zou. Dobäi wier et esou dréngend, deen Trend ëmzekéieren. Mir bräichten dréngend eng aner Ëmverdeelung vum geschafene Räichtum hei am Land, eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen.

Als Alleréischt bräichte mer Léin a besonnesch déi ënnescht, déi d'Aarbecht esou entlounen, datt een nees dezent, mënschewierdeg dovunner liewe kann, ugefaange beim niddregsten, dem Mindestloun, deen eng weider seriö strukturell Erhéijung bräicht.

D'Salariatskummer, d'Gewerkschaften hunn et virgerechent, wéi vill dat misst sinn, fir och nëmmen ongeféier op deen Niveau ze kommen, deen engem dezente Liewe géif entspriechen. Mir bräichten och e Steiersystem, deen d'Kapital zumindest d'selwecht besteiert wéi d'Léin. Mir missten déi déck Benefisser an déi héich Revenuen nees esou besteieren, datt si hiren ugemoossene Bäitrag un der Kollektivitéit, un der Gesellschaft leeschten. A mer missten och dat soziaalt Netz esou enkmascheg spanen, datt net esou vill Leit doduerjerfalen.

Dovunner ass awer näischt gesot ginn. Am Géigendeel! Dat Eenzegt, wat an deem Punkt ugeschwat ginn ass, dat war d'Ukënnegung, datt d'Steieren op de Benefisser zukünfteg nach weider sollen erofgoen, dat heescht dann „fiskal Kompetitivitéit". Wéi wann et dësem Land wierklech u fiskaler Kompetitivitéit géif feelen!

Här President, ech mengen, datt mer genau mat där doter Logik brieche mussen, wa mer d'Problemer an d'Erausfuerderunge vun der Zukunft wëllen ugoen. Mir produzéieren domadder e Wuesstum, deen d'Land weder sozial nach ekologesch verkraaft, deen déi sozial an ekologesch Problemer verschäerft, amplaz se unzegoen. An ech fannen et vermessen, wann ëmmer nees behaapt gëtt, mir bräichten dee Wuesstum, fir eis sozial Sécherungssystemer um Liewen ze halen. Dat stëmmt einfach net!

Fir eis Sozialversécherung fir d'Zukunft fit ze maachen, brauche mer an éischter Linn eng aner Ëmverdeelung vun deem geschafene Räichtum. A Propose ginn et do méi wéi genuch, net nëmme vun eis als Lénk; et ginn der vu Gewerkschaften, vu Sozialverbänn, déi alleguer an déi Richtung weisen, wéi mer nei Recettë kënne generéieren, fir eise Sozialversécherungssystem lasszekoppele vun engem ongebremste Wuesstum.

Mä dat Eenzegt, oder dat, wat een am allermeeschten héiert, ass „there is no alternative". An deem widderspriechen ech awer gären hefteg. Et ginn Alternativen dozou a se sinn och scho méi wéi eng Kéier beschriwwe ginn.

Dee Wuesstum, dee mer an de leschte Joren erlieft hunn, iwwerfuerdert eis Planungscapacitéiten, en iwwerfuerdert eis Infrastrukturen a mer verfügen net iwwert déi Moyenen, déi Regelen, fir adequat kënnen dorobber ze reagéieren. Duerfir musse mer kucken, aus där Wuesstumsfal erauszekommen. An zu där Fal gehéiert och, datt de Wuesstum vill ze vill den aleatoirë Kräfte vum fräie Maart iwwerlooss ass.

A besonnesch ee Beräich stécht do eraus. An dat ass dee vum Logement. Mir hunn hei am Land eng manifest Wunnengskris. Dat ass gewosst, schonn zënter ganz Laangem. Mä geschitt ass an all deene leschte Joren, an entretemps muss ee soe Jorzéngten, net vill. An och duerfir gëtt et ee Grond. Bis elo hunn déi successiv Regierungen näischt aneres gemaach, wéi dem fräie Maart déi ganz Wunnengsfro ze iwwerloossen. An de fräie Maart huet sech duerfir och bedankt a sech selwer eng gëllen Nues dorunner verdéngt. Mä d'Resultater gesi mer. An och virun zwee Deeg huet de Statec jo nach eng Kéier déi lescht Zuele geliwwert, datt innerhalb vun engem Joer d'Verkafspräisser vun Haiser ëm 10 % bis 12 % geklomme sinn, an och d'Loyere klammen a klammen, an dat wesentlech méi séier wéi d'Salairen.

De LISER huet virgerechent an enger anerer Etüd: Tëschent 2017 an 2018 sinn d'Loyeren ëm ronn 9 % geklommen. An dat féiert dann derzou, datt d'Mënschen zu Lëtzebuerg bis virun der SNHBM campéieren an der Hoffnung virbäi ze sinn, fir sech en Haus oder eng Wunneng kënnen ze leeschten. A wa mer dat wëssen, da wësse mer och, datt mer an der Wunnengskris matzen an der Gesellschaft ukomm sinn an e Phenomeen erlieft hunn, deen et virdrun nach net ginn ass!

An et ware beim SNHBM och net déi ganz ënnen op der sozialer Leeder, mä et ass d'Realitéit vun deenen, déi souguer nach d'Kritären erfëllen, fir eventuell kënnen e Prêt op enger Bank contractéieren ze kënnen.

An dobäi wësse mer scho laang, wéi grouss d'Demande ass a wat d'Besoine sinn. Ronn 7.000 Wunnenge missten all Joer fäerdeggestallt ginn. An et sinn der awer wesentlech manner, mir kréie souguer ëmmer méi Retard. De Bedarf u Sozialwunnengen ass virun zwee Joer scho vun der Caritas op ronn 30.000 Wunnenge chiffréiert ginn. Geschitt ass bis elo nach net vill. Amplaz d'Heft resolutt an d'Hand ze huelen, ginn alt erëm virun allem Incitatioune geschafen, fir d'privat Promoteuren dozou ze brëngen ze bauen. Also de Maart soll et riichten, genau dee Maart, deen an deene Joren a Joerzéngte versot huet an eis an déi Situatioun bruecht huet, an där mer dra sinn.

Duerfir menge mer, datt d'Regierung zu Lëtzebuerg zwee Hiewele misst bewegen oder dräi Hiewelen. Dat Éischt ass, se misst selwer bauen an dat verstäerkt an dem ëffentleche Wunnengsbau. Se misst, zweetens, dem Maart kloer Regele setzen, dat heescht och, de Loyer begrenzen, an dat op eng wesentlech méi effikass a verbindlech Aart a Weis, wéi dat bis elo de Fall ass. Dozou ginn et Proposen. An dat Drëtt: Mir mussen onbedéngt d'Spekulatioun bekämpfen. Et ass bezeechnend, datt an der Logementskommissioun aktuell dozou dräi Projete virleien, ee vun der Regierung an zwee vun déi Lénk.

Här President, d'Klimakris, d'sozial Ongläichheeten an d'Wunnengsnout, hannert deenen dräi Stéchwierder verstoppt sech eng grouss Fro: Wiem gehéiert d'Welt? Dem internationale Finanzkapital oder de Mënschen, déi an hir liewen?

Fir eis ass d'Äntwert kloer. An duerfir menge mer als Lénk, datt mer eis Géigewaart an eis Zukunft net kënnen der Maartlogik ënnerwerfen. Duerfir brauche mer an éischter Linn ëffentlech Investitiounen, fir géint de Klimawandel virzegoen, well se dem Privatkapital net lukrativ genuch sinn a se léiwer hiert Kapital a geckeg Finanzproduiten investéieren oder an Immobiliespekulatioun. Mir brauchen eng ëffentlech Investitiounspolitik an de Logement a Regelen, fir d'Spekulatioun ze ënnerbannen. Mä soulaang souguer déi ëffentlech Fonge wéi d'Rentereserv léiwer bei Shell a Monsanto investéieren an net an d'Wandmillen am Éislek oder Fotovoltaikanlagen op ëffentleche Gebaier, soulaang wäerte mer eis Klimaziler net erreeche kënnen.

Soulaang d'Investitioune vun där Keess just den héchste Rendement bei Bürosgebaier op anere Kontinenter sichen a se net domadder den ëffentleche Wunnengsbau zu Lëtzebuerg finanzéiert, soulaang wäerte mer de Problem vum Logement och net seriö léise kënnen, mä tendenziell souguer nach weider unheizen.

Här President, ech géif gären an engem Land liewen, dat Musterschüler am Kampf géint de Klimawandel ass. Ech géif gären an engem Land liewen, dat déi sozial Inegalitéite konsequent verréngert. An ech géif och gären an engem Land liewen, dat de Problem vun der Wunnengskris bei der Wuerzel paakt an net verpléischtert. Mä dat ass leider net esou. An duerfir kann ee sech just deem uschléissen, wat op deene sëlleche Manifestatiounen ëmmer erëm skandéiert ginn ass vun der Zivillgesellschaft, vun deene Jonken: Mir brauchen en „system change, not climate change".

Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Wiseler** *(CSV).*- Merci, Här President. E Land brauch wirtschaftleche Wuesstum a mir wëllen och zu Lëtzebuerg wirtschaftleche Wuesstum. Doru besteet keen Zweifel. Mä eng Wuesstumsstrategie einfach esou ze fueren, geet an eisen Aen net duer. Wann een d'Konditioune fir de Wuesstum bis geschaaft huet, dann huet d'Politik och eng Responsabilitéit.

An déi Responsabilitéit, déi besteet doran, éischtens, datt een de Kader, fir de Wuesstum ze gestalten, datt een deen och esou mécht, datt d'Konditiounen, d'Ramebedéngunge geschaaft ginn, fir en harmonesch ze gestalten a fir en net wëll lafen ze loossen.

Zweete Punkt, dat ass, datt bei engem Wuesstum een och ëmmer muss oppassen, datt d'Acceptatioun vun deem Wuesstum an der Gesellschaft séchergestallt ass an datt d'Leit d'Konsequenze vun deem Wuesstum verstinn, matmaachen an d'sozial Kohäsioun vun der Gesellschaft net a Fro an a Gefor gestallt gëtt.

An drëtte Punkt, dat ass, datt ee sech d'Moyene gëtt, fir dee Wuesstum an déi richteg Richtung ze leeden an och de Rhythmus, esou wäit een et kann, well dat ass jo d'Schwieregkeet vun der Politik, esou ze kréien, datt een e meeschtert.

Wann ech der Regierung haut eppes reprochéieren, dann ass et, an dësem zentrale Punkt, deen d'Fundament vun engem politesche Projet ass, deen d'Identitéit vun enger Politik ausmécht, doriwwer näischt ze soe respektiv keng seriö Positioun ze huelen oder keng definitiv Linn ze ginn.

De Premier huet gëschter am État de la nation eng Beschreiwung gemaach vun den Zuele vum Wuesstum. An déi eenzeg Ausso, déi e gemaach huet, dat ass déi, wou e seet: „Et gëtt nëmmen eng Äntwert. Mir mussen investéieren!" Ech kann domat d'accord sinn, datt mer mussen investéieren, evidenterweis musse mer investéieren. Awer wann dat déi eenzeg Äntwert ass, wann dat deen eenzege Gedanken ass, deen d'Regierung huet, wa mer vu Wuesstum hei an dësem Land schwätzen, da soen ech awer an aller Däitlechkeet: „Hei feelen déi noutwendeg politesch Reflexioun, déi Strategie, dat globaalt Konzept, déi kohärent Gedanken, fir d'Zukunftsgestaltung hei am Land ze maachen."

An dësem Dossier hu mer keng Linn oder, an dat ass bal nach méi schlëmm, mir hunn heiansdo zwou Linnen, déi sech an der Regierung ausdrécken, an och nach e flagranten Desaccord an der Regierung. An ech zitéieren do just en Artikel, oder en Interview vun dem Wirtschaftsminister vu virun dräi Deeg am „Paperjam", wou en einfach fräi seet: „Mä et sinn eng ganz Rei Divergenzen tëschent eis an der Politik, an dat ass normal esou. Den Här Bausch an d'Madamm Dieschbourg, déi kommen aus enger anerer Partei, hunn eng aner Philosophie." Bon, dat weess ech och. „Mir hunn zwar datselwecht Objektiv, dat ass eng propper Ekonomie. Mä ech mengen, datt een dat", seet den Här Schneider, „iwwert d'Technologie kann erreechen. An den Här Bausch an d'Madamm Dieschbourg, si mengen, datt ee guer keng Industrie méi brauch." Esou!

Et sinn also net ech, deen dat seet, mä et ass de Vizepremier selwer, dee vum anere Vizepremier seet, datt do e grousse philosopheschen Ënnerscheed ass. Mir sinn eis eens, mä mir sinn eis awer net eens. Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert. Ech wëll am Fong wëssen: Wat ass dann elo an deem do Kontext a Saache Wuesstumsstrategie déi gemeinsam Regierungspolitik? Ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt et dervun ofhänkt, wien duerch Zoufall de Mikro ënnert d'Nues gehale kritt, wat dann an de Mikro gesot gëtt.

An da ginn net nëmmen an de Wierder, mä och an den Dossieren - Knauf, Fage a Google si schonn e puermol ugeschwat ginn - déi Differenzen an der Realitéit, an der politescher Gestaltungsrealitéit, sichtbar. Dobäi sinn awer déi Froe ronderëm de Wuesstum am Fong déi zentral Froen hei an der Lëtzebuerger Politik a mengen Aen. Wéi gi mer an Zukunft mat dem Wuesstum ëm? Do ronderëm gestalte sech déi vill aner Froe wéi déi vum Logement - dat ass scho gesot ginn -, der Mobilitéit, den Investissementer, der sozialer Sécherheet, der Migratioun, der Integratioun, der sozialer Kohärenz an Zukunft.

Wann een da kuckt, wat haut lass ass, och déi Zuele si genannt ginn: Säit 2011 hu mer 20 % méi Awunner vu 512.000 op 640.000. Den Emploi intérieur ass ëm 25 % an därselwechter Zäit gestigen, och 25 % méi Frontalieren. An op 15 Joer hu mer en Emploi, deen ëm 53 % an d'Luucht gaangen ass, awer - an déi Zuel ass net genannt ginn - eng Produktivitéit, déi an därselwechter Zäitspan nëmmen ëm 1,8 % gewuess ass, wat heescht, datt dee Wuesstum, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen, en absolutt a bal eenzeg demografesche Wuesstum ass an absolutt kee Produktivitéitswuesstum, dee sécherlech ganz aner Konsequenzen hätt. Mä mam demografesche Wuesstum hu mer eng ganz Rei Problemer.

Den zweete Punkt, dat ass de Rhythmus vun den Investitiounen. An de Statsminister huet jo gesot: „Eis Äntwert sinn d'Investitiounen." A wann een d'Zuele kuckt, gëtt och an deene leschte Jore vill investéiert. Dat streide mer net of. Dat fanne mer och richteg esou. Mä mir soen awer hannendrun: Wann een den Investitiounsrhythmus kuckt a vergläicht mat dem Wuesstumsrhythmus, da si mer, malgré deene villen Investitiounen, déi mer nach maachen, wann de Wuesstumsrhythmus esou weidergeet, ëmmer an ëmmer erëm hannendrun. An dee beschte Beweis sinn d'Logementspräisser an d'Stauen, déi mer op der Strooss kennen.

A wann ech d'Expectativë kucken a gesinn, datt de Statec seet, datt mer 2030 zu 760.000 Awunner solle sinn an 2040 tëschent 850.000 an 900.000, a wann ech d'Etüde vun der UEL gesinn, déi vun iwwer 500.000 Frontalieren am Joer 2040 ausginn - do gleewen ech zwar net drun, mä op jidde Fall eng Verduebelung vun de Frontalieren an den nächste Jore wäerte mer kennen -, da maache mer haut eng Politik, déi a sech an deem Wuesstum, dee mer kennen, esou net haltbar ass. A wéi ass déi Politik och vereenbar mat deem, wat mer dann op där anerer Säit plädéieren, dem Ëmwelt- an dem Klimaschutz?

A wann ech op där anerer Säit da kucken, wat an de Pabeieren an den Dokumenter - wéi de PNDD, iwwert dee mer virun e puer Wochen hei an der Chamber geschwat hunn - als Solutiounen, als Léisungsfindungen drasteet, an deem Pabeier, deen aus engem grénge Haus kënnt, da muss ech soen, datt ech am Fong iwwert d'Wuesstumsfro, iwwert d'Léisung vun deem Problem, d'Solutiounen, fir dee Problem unzegoen, an deenen 200 Säite vum Plan national pour un développement durable quasi absolutt näischt fonnt hunn, ausser am Kapitel Ekonomie déi Ausso, datt mer an Zukunft wäerten eng intelligent Ekonomie hei zu Lëtzebuerg hunn an eis dem Rifkin-Prozess verschreiwen. Dee seet: « Cette étude stratégique » - dat heescht d'Rifkin-Strategie - « a été retenue comme orientation générale pour le développement futur du pays. »

Wann ech awer liesen, wat d'Rifkin-Strategie ass: Niewent ville gudde Saache seet d'Rifkin-Strategie, datt eise Wuesstum eis wäert op 1,2 Milliioune Leit féieren, datt mer 20.000 Leit Wuesstum d'Joer wäerten an den nächste Jore kennen. Wann dat d'Strategie vun der Regierung ass, wann doriwwer en Accord besteet, esou wéi et am PNDD beschriwwen ass, da soen ech, dann hu mir grouss Problemer mat där doter Visioun fir d'Zukunft, well mer net wëssen, wéi Der dat wëllt an deenen nächste Joren an de Gréff kréien.

Mä op jidde Fall soe mir haut ganz kloer, datt dee Wuesstum, esou wéi en elo besteet, an eisen Aen net tragbar ass, datt mer deen net iwwer Joren hei am Land packen an datt mer déi do Politik net iwwer Joren, Jorzéngte kënne weidermaachen, soss renne mer mam Kapp an d'Mauer.

Mir brauchen an dësem Land eng grouss Debatt iwwert de Wuesstum. A wann den Här Bodry eppes virdrun a senger Ried richteg gesot huet, dann ass et dat, datt mer vläicht an der Chamber eis mussen d'Méiglechkeet ginn, iwwert déi grouss Froe gemeinsam an net um parteipolitesche Bord ze schwätzen, fir richteg Léisungen ze fannen.

Mir si sécherlech Demandeur, fir esou eng Diskussioun hei am Parlament ze féieren. An déi Diskussioun huet an eisen Aen eng ganz Rei Fligelen. Et kann ee se net nëmme just op der Wirtschaftspolitik upaken, et muss ee se op enger ganzer Rei Komponente vun deem, wat d'Zukunftsgestaltung ugeet, upaken.

Dat Éischt ass: Wa mer eis eens ginn, datt mer de Wuesstum, esou wéi en elo ass, wéi en haut leeft, net éiweg packen, da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Produktivitéit hei am Land, wéi mer also de Wuesstum op d'Produktivitéit iwwerschichten a wéi mer e vun der Demografie ewechkréien. Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Ekonomie an déi Secteuren, déi mer wëllen hei zu Lëtzebuerg developpéieren, an och déi Secteuren, wou mer net wëllen, datt se sech sollen zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren developpéieren. Da musse mer déi Diskussioun ausweiten op d'Promotiounspolitik, déi mer maache ginn: Wat fir eng Betriber mer an d'Ausland siche ginn a wat fir enge Betriber mer am Ausland soen, datt Lëtzebuerg net d'Plaz fir si ass.

Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Terrainen: Wat fir enge Betriber mer Terraine ginn a wat fir enge Betriber mer keng Terraine wëlle ginn, déi dem Stat gehéieren. Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Hëllefen, iwwert d'Subsiden, iwwert d'Subventiounen, déi déi Betriber kréien, an iwwert d'Kritären, déi mer huelen, fir de Betriber Subventiounen ze ginn. Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Oplagen, wéi mer se ëmweltfrëndlech kënne gestalten, fir déi Betriber an d'Land ze huelen. An da musse mer schlussendlech och gemeinsam de Courage hunn, fir heiansdo „Neen" ze soen, wann et dorëm geet.

Dat Ganzt huet awer nach ganz aner Konsequenzen. Dat huet Konsequenzen och an der Budgetspolitik, wou mer der Meenung sinn, datt mer eng Budgetspolitik musse maachen, wou mer eis kënne Reserven op d'Säit leeë fir déi Joren, déi eventuell an Zukunft kommen a méi schwéier gi wéi dat, wat haut ass, fir wann d'Ekonomie eng Kéier zu Lëtzebuerg, europa- a weltwäit méi schlecht dréit.

Zweetens och, datt mer där Diskussioun net dauernd aus dem Wee lafe vun der Zukunftsträchtegkeet vun eise Sozialsystemer. Mir haten déi an der leschter Wahlcampagne. Se ass esou gefouert ginn, wéi se ebe gefouert ginn ass. Mä de Problem ass net geléist ginn an de Problem ass och net mat deenen zwou Zeile Beschreiwung, déi de Statsminister a senger Ried hei gemaach huet, einfach elo vum Dësch oder ënnert dem Teppech. Dee Problem kënnt eng Kéier massiv op eis zou, an och do musse mer eng uerdentlech, eng seriö an eng fair Diskussioun driwwer féieren, wéi mer gemeinsam ee vun deene graavste Problemer, wann ech d'EU-Kommissioun liesen, wann ech den FMI liesen, deen an Zukunft wäert op eis zoukommen, an de Grëff kréien.

Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Investitiounspolitik, fir dee richtege Rhythmus ze fannen. D'Regierung investéiert vill. Mir fannen dat richteg, mir fannen dat gutt. Dat soll och esou sinn. Mä mir soen awer, och wann de Wuesstum demografesch erëm e wéineg méi lues gëtt, datt déi Investissementer, déi mer elo maachen, vläicht nach net duergi fir dat, wat mer als Zukunftsgestaltung musse maachen.

Ech hunn, well dat mech jo interesséiert a well ech fréier jo an deem Domän geschafft hunn, de MoDu 2.0 - wou ech fir den 1.0 responsabel war, den Här Bausch elo den 2.0 gemaach huet - och appreciéiert. Mä ech hu mer awer gesot, datt, wann de Wuesstum esou weidergeet, wéi en elo amgaangen ass ze rullen, all déi Proposen, déi an deem MoDu 2.0 gemaach ginn, net duerginn, fir eise Verkéier an de Grëff ze kréien. Da musse mer nach ganz aner Investissementer virgesinn. Och do misste mer eng Diskussioun féieren, a wat fir engem Rhythmus mer et iwwerhaapt fäerdegbréngen, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen, a wat fir engem Rhythmus mer kënnen déi demografesch Evolutioun do gestalten.

Véierte Punkt: Déiselwecht Froe musse mer am Aménagement du territoire stellen. Mir sinn der Meenung, datt den Aménagement du territoire, esou wéi en elo besteet, mat deem Gesetz, wat elo do ass, vläicht misst e wéineg méi Méiglechkeete kréien, fir éischtens d'Gestaltung ze maachen an zweetens och um Terrain se duerchzesetzen, e wesentleche Punkt, wann een Zukunftsgestaltung an enger Politik wëllt maachen, wou de Wuesstum nach ëmmer existéiert, och wann en net méi esou rapid ass, wéi dat an deene leschte Jore war.

Fënnefte Punkt: Dat ass och wesentlech fir d'Logementspolitik, well de Präisustig an der Logementspolitik ass jo duerchaus an zu engem groussen Deel doduerch bedéngt, datt eis demografesch Zuelen esou steigen, wéi se elo steigen. Dat heescht, och en Ännere vum Rhythmus vun der Wuesstumspolitik wäert sécherlech eng Konsequenz op d'Logementspolitik an op d'Logementspräisser oder op d'Steigerung vun de Logementspräisser hunn. Zesumme mat engem uerdentlechen Aménagement du territoire ginn et sécherlech Pisten, fir déi Diskussioun unzegoen.

A mir brauchen eng voluntaristesch Integratiounspolitik, déi iwwert d'Matsproocherecht vun den Netlëtzebuerger hei am Land schwätzt an déi bereet ass, deene Leit eng nei Heemecht ze offréieren, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen. Well och wann de Wuesstum méi lues geet, brauche mer eng Migratioun hei am Land a mussen eis d'Moyene ginn, fir déi esou ze geréieren, datt d'sozial Kohäsioun an dësem Land och an Zukunft garantéiert ass.

An ech wëll einfach ofschléissend soen, an dat onpolemesch, mä als eng seriö Offer, datt de Kapp an de Sand strecke bei deenen dote Problemer eis alleguer net weiderbréngt, well d'Problemer dann an 3, 4, 5, 10 oder 15 Joer - ech weess et net - eis voll op de Kapp zréckfalen.

An ech soen och ganz kloer, wann d'Regierung bereet ass, déi dote Problemer, wa méiglech an hirer Gemeinsamkeet, unzegoen, wa se wierklech bereet ass, déi Wuesstumsfro an d'Konsequenze vun deem Wuesstum, déi se op eist Land huet, wa se bereet ass, dat seriö unzegoen, da fënnt se an der CSV en Diskussiounspartner, deen déi do Diskussioun mat uschwätzt an der Responsabilitéit, mat där ee se muss ugoe fir eist Land.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Georges Engel** *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och wann e villen heibannen net genuch gesot huet, huet de Premier awer gesot: „De Klimawiessel ass och an net zulescht eng sozial Fro." A fir mech ass d'Fro vum Klimaschutz net vun der sozialer Fro ze trennen.

An d'LSAP ass sécherlech de Garant derfir, dass dës zwou Froen och net getrennt wäerte behandelt ginn. Jo, an och d'Entwécklungshëllef gehéiert sécherlech dozou, gradesou wéi dass mer d'Klimaschutzmoossname sozial verträglech maachen a se och abordabel maache fir déi, deenen et schonn net esou gutt geet. Déi däerfen op kee Fall d'Rechnung bezuele fir d'Versäumnisser vun der Vergaangenheet. Et wäert en nationalen Effort ginn, dee sécherlech net einfach ass. E gudden Ufank ass hei scho mam gratis ëffentlechen Transport gemaach, eng Fuerderung vun der LSAP säit ville Joren, déi och elo ëmgesat konnt ginn.

Déi ekologesch Transitioun steet bei den entwéckelten Industriestaten, zu deenen och Lëtzebuerg zielt, virun der Dier, ob mer dat wëllen oder net. Wa mer Chance hunn, kommen d'Klimaschied net esou schlëmm, wéi verschidden Experten dat virausgesinn. Mä sécherlech wäerte se net esou sinn, wéi verschidden Ewiggestrige eis dat wëlle weismaachen, dass mer weidermaache kënne wéi bis elo an dass mer d'Klima weider esou kënne belaaschten.

Wahrscheinlech ass et déi wichtegst Erausfuerderung iwwerhaapt, eise Wuelstand zwar vläicht anescht, mä trotzdeem oprechtzëerhalen, ouni d'Liewensgrondlag vun der Mënschheet definitiv ze zerstéieren. Klimaschutz ass jo och keen neie Phenomeen. Et ass och elo keen neierfonntene Begréff, dee gëtt et jo scho ganz, ganz laang. A schonn 1991, also scho virun 28 Joer, huet déi däitsch Regierung de Beschloss geholl, den $CO_2$-Ausstouss bis 2005, dat si scho 14 Joer hier, ëm 20 % bis 30 % ze reduzéieren.

Mä mir däerfen eis keng faul Ausrieden afale loossen, firwat bis elo op dësem Plang net vill geschitt ass. Oft gi jo Ausriede benotzt wéi, dass d'Technik nach net esou wäit wär, zum Beispill bei der Automobillindustrie, dass d'Käschten ze héich wäre fir esou eng Transition écologique, dass d'Bierger dat jo net richteg wéilte matmaachen oder dass gefaart gëtt vun de Politiker, fir streng genuch Moossnamen ze huelen, well se fäerten, bei deenen nächste Wahlen net méi erëmgewielt ze ginn. Dat sinn Ausrieden, déi gëllen net méi an déi däerfen och net méi gëllen, gradesou wéi déi, dass dës Transitioun jo géif eisen Aarbechtsmaart ruinéieren.

Mir brauche méi streng Regelen a verschiddene Beräicher, den Alex Bodry huet et de Moie gesot an dat och kloer an däitlech betount. Aus dësem Kontext eraus ass d'OECD schonn 2009 vun den OECD-Memberstate chargéiert ginn, fir Pisten auszeschaffe fir grénge Wuesstum an - dorop sinn ech elo eraus - fir gréng Aarbechtsplazen. Et wäerte Konditiounen derfir musse geschaaft ginn, fir dass e Plus vum PIB net automatesch zu engem Plus vun Emissioune féiert.

Dobäi schwätzen ech mech hei net géint e Wuesstum aus, mä just, dass mer dee Wuesstum musse richteg orientéieren. Juste pour info, de reelle Käschtepunkt vun der Loftverschmotzung an der OECD, virun allem d'Laascht op eis Gesondheetssystemer, läit am Moment bei 4 % vum PIB, just als Gréisstenuerdnung, wat ee kéint alles investéieren.

2011 huet d'OECD hir Strategie fir eng „croissance verte" an en „emploi vert" presentéiert. Zanterhier huet d'OECD méi wéi 300 Recommandatiounen un hir 35 Memberstaten ausgeschafft, an hei sinn e puer ganz konkret Mesuren: eng Taxatioun vun den Emissiounen, eng ekologesch Reorientatioun vu staatleche Subventiounen, fir pervers Effekter ze verhënneren, sektoriell Politicken iwwerdenken am Sënn vu manner Ressourcëverbrauch, esou zum Beispill fir eis ëffentlech Infrastrukturen an, wéi de Marc Baum et och ganz richteg gesot huet, an der Albausanéierung, wou een eppes muss maachen.

Et gëtt also vill Stellschrauwen, un deene mer wäerten dréie mussen. An nieft de Geforen, op déi een natierlech muss oppassen, wäert déi ekologesch Transitioun och eng ganz Rei vu positiven Nieweneffekter hunn, an dat och op den Aarbechtsmaart. D'ekologesch Transitioun wäert nei Beruffer schafen, déi natierlech en fonction an en rapport mat deene verschiddene Mesurë sinn.

Hei e puer konkret Proposen: wëssenschaftlech Beruffer an der Recherche, technesch Profiller an der Energieeffizienz, nei Beruffer an der operationeller Gestioun, wéi zum Beispill e Liewenszyklus vun engem Produkt ze rechnen, mä och am Beräich vun der Surveillance vun den Ëmweltpoliticken an och an der Économie circulaire.

Eng aktiv Klimapolitik bitt méi Chancë wéi Risiken. Den Ëmweltprogramm vun der UNO an d'international Aarbechtsorganisatioun hunn an enger wëssenschaftlecher Aarbecht schonn 2008 ausgerechent, dass weltwäit bis 2030 kéinten 20 Milliounen nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn, an dat eleng an den erneierbaren Energien: 2 Millioune fir d'Wandenergie, 6,5 Millioune (veuillez lire : 6,3 Millioune) fir d'Fotovoltaik an 12 Millioune bei de Bio- oder Alternativcarburanten.

Ob dat elo déi richteg Domäner sinn, dat sief dohigestallt, mä e Fakt ass emol: Et kënnen nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn. An duerfir solle mer och keng Angscht hunn, déi néideg an déi wichteg Mesuren ze huelen.

D'Europäesch Ëmweltagence huet ausgerechent, dass tëschent de Joren 2000 bis 2010 de Secteur vun der grénger Industrie an Europa ëm 7 % d'Joer gewuess ass, trotz dem Ausbroch vun der Finanzkris an dësem Zäitraum. De Club de Rome, deen zanter senger Grënnung an de 70er Jore sech mat der Fro vun dem Ressourcëverbrauch beschäftegt, geet dervun aus, dass an der EU d'Économie circulaire wäert zwou Milliounen nei Aarbechtsplaze schafe bis 2030 a gläichzäiteg d'Produktivitéit vun de Ressourcen ëm 30 % eropschrauwen.

D'Économie circulaire ass en Thema, wat déi ganz Gesellschaft eppes ugeet. A Lëtzebuerg ass do glécklecherweis och ee vun de Virreider, well Lëtzebuerg d'Chancen erkannt huet vun der Économie circulaire, an dat och zimlech fréizäiteg. D'Économie circulaire ass ee vun den dräi Grondpeiler vun der drëtter industrieller Revolutioun. Fit 4 Circularity ass e konkrete Programm fir Entreprisen hei zu Lëtzebuerg, déi wëllen d'Prinzipie vun der Économie circulaire an hiren Aktivitéiten ëmsetzen. Dee Programm gëtt zu 50 % vum Wirtschaftsministère matfinanzéiert.

De LIST huet en Departement „Environmental Research and Innovation", fir dass Lëtzebuerg net hannendra kënnt. An et ginn och Pilotprojeten am Wunnberäich wéi „Wunne mat der Wooltz"vu mengem Kolleeg, dem Frank Arndt, an och an der Wirtschaft wéi Bissen Automotive Center (veuillez lire : Luxembourg Automotive Campus Bissen).

An deem Sënn wëlle mir d'Regierung dann och encouragéieren, den Taux superréduit vun 3 % op Reparatiounen ze applizéieren. Mä et gëtt sécher nach eng ganz Rei vun anere Mesuren, déi ze huele sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Emploi ass d'lescht Joer ëm 3,7 % geklommen, däitlech méi wéi an der Eurozon, wou et 1,4 % waren. Mir bleiwen also an der Traditioun, dass et Lëtzebuerg wirtschaftlech däitlech besser geet wéi der Moyenne vun der Eurozon a vun der ganzer EU. Gläichzäiteg musse mer wëssen, dass déi international Entwécklungen net wäerten un enger oppener Ekonomie wéi zu Lëtzebuerg laanschtzéien, ouni Spueren ze hannerloossen.

Virun allem de Ralentissement am zweeten Trimester vun eisem éischten Handelspartner Däitschland kann och op eis negativ Auswierkungen hunn. De Chômage ass déi lescht Joren erofgaange vun 2014 7,1 % op 5,4 % 2019, wat en exzellenten Taux ass, mä wat nach ëmmer ze vill ass.

An hei awer eng Klammer vläicht zu den Ausféierunge vun der ADR vu virdrun, déi sech doriwwer opgereegt huet, dass d'Leit aus dem noen Ausland bei eis schaffe kommen. Ech weess net, ob Der déi lescht Etüd gelies hutt vum Gesondheetssecteur. 61 % vun de Leit, déi bei eis am Gesondheetssecteur oder an de Fleegeberäicher schaffen, komme vu baussen eran an eist Land schaffen an 49 % vun den Doktere kommen och vu baussen eran an eist Land schaffen.

**Une voix**.- Très bien !

***(Interruption par M. Roy Reding)***

Wann ech héieren, wéi Dir Är Ausféierunge gemaach hutt, hätt Dir jo léiwer, wann déi 61 % net géife kommen an déi 50 % Dokteren och net géife kommen. An da géif ech Iech gären héieren hei jäizen, wéi eise Gesondheetssystem dann hei géif fonctionnéieren!

**Une voix**.- Très bien !

**M. Georges Engel** *(LSAP).*- Iwwerhaapt net géif e fonctionnéieren!

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Et ass ëm d'Lëtzebuerger gaangen, déi mussen auswanderen, net ëm d'Grenzgänger als sollech per se.

***(Interruptions)***

**M. Georges Engel** *(LSAP).*- Majo, et ass net dorëms gaangen, Här Reding. Ech hu ganz genau nogelauschtert, ëm wat et gaangen ass.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den Här Engel huet d'Wuert.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir wunnt dach och am Ausland. Wou wunnt Der scho méi? Dir hutt dach e Schlass iergendwou an der Belsch.

**M. Marc Angel** *(LSAP).*- Jo, voilà!

**Une voix**.- Ou?

***(Brouhaha)***

**M. Georges Engel** *(LSAP).*- Ech maache meng Klammer erëm zou an ech fuere weider.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Här Bausch, ech freeë mech driwwer, datt Der Iech esou vill Gedanke maacht, wou en Deputéierten alles Immobilie kann hunn. Ech wunnen an der Stad an ech wunne gären an der Stad.

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Esou, an elo huet erëm den Här Engel d'Wuert.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- An ech ka souguer ze Fouss an d'Chamber kommen.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Neen, et ass e Gaardenhaischen.

***(Hilarité)***

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Also, zumindest ass et e Gaardenhaischen, wat net illegal gebaut oder ëmgebaut gouf.

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- An nach ëmmer huet den Här Engel d'Wuert a soss keen.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat kënne mir net kontrolléieren, well dat ass am Ausland.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Jo, richteg.

**Une voix**.- ... net perséinlech.

**M. Georges Engel** *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech si frou, dass ech d'Wuert erëm hunn.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Georges Engel** *(LSAP).*- De Chômage. Beim Chômage war ech stoe bliwwen. Deen ass erofgaangen op 5,4 %, dat ass sécherlech och, awer net nëmmen duerch déi gezillten Hëllefsprogrammer vun der Regierung an deene leschte Joren. Mä mir hunn natierlech dobäi ëmmer op e gudde Sozialklima an op e gudde Sozialdialog gesat. An duerfir misst jiddwerengem hei am Land dru geleeë sinn, dass dësen Dialog och esou bleift, dass mer, wéi den Alex et gesot huet, zesumme mussen diskutéieren an no Solutioune sichen, och wann een et dann net zu 100 % duerchgesat kritt. De Kompromëss muss hei am Intérêt général eist Zil bleiwen. Dat muss de Mot d'ordre bleiwen, an hei huet och jiddweree seng Verantwortung ze droen.

Duerfir musse mer d'Chance vun der ablécklecher Diskussioun a vun der ablécklecher, op alle Bänke jo wierklech unerkannter Erkenntnes notze vun der „transition écologique" an hei nei Weeër goen, an dat a ville Beräicher, och zum Beispill an der Educatioun, wou méi Pragmatismus a manner Bürokratie ugepasst wieren, an der Formation professionnelle, an der Formation continue an andeems mer d'Entreprisë fit maachen, fir op nei Weeër ze goen.

Dat soziaalt Klima, wat ech virdrun ugeschwat hunn, gëtt vläicht vun enger Partie Leit heibannen als gutt ugesinn, als dee beschte vun de beschtméigleche Sozialstaten, deen ee ka kennen. Jo, Lëtzebuerg ass natierlech e Stat, dee vill mécht um soziale Plang. Mä mir däerfen net verkennen, dass déi Schéier tëschent aarm a räich ëmmer méi grouss gëtt, dass dat soziaalt Klima manner op festem Buedem grënnt, wéi een dat kéint mengen. Déi sozial Ongläichheete riskéieren, eist gesellschaftlecht Liewe staark ze beanträchtegen. An ee vun eisen Atouten, de soziale Fridden, steet manner op feste Féiss, wéi Verschiddener dat mengen.

Och hei musse mer nei Weeër goen, musse mer Courage weisen, esou wéi mer dat am Ufank vum Joer och heibanne gewisen hunn, wéi mer de Mindestloun ëm 100 Euro erhéicht hunn. Dat war richteg, dat ass awer net d'Enn vun de Mesuren. Et geet nach net duer a mir musse weider dru schaffen, dass mer deenen hëllefen, déi et am schwéiersten hunn, an och deenen, déi just do driwwer leien.

Mir brauche besser Startchancen an der Schoul fir all déi Kanner, déi hei an d'Schoul ginn an déi hei an der Schoul sinn, déi scho Lëtzebuergesch kënnen an déi et nach musse léieren, fir dass déi och herno e gudden Job fannen.

Mir mussen d'Aarbechtsrecht ausbauen, mir musse fir méi Matbestëmmung an de Betriber suergen. Mir musse prekär Aarbechtsverhältnisser verhënneren, dat och an den Deelzäitkontrakter, an, wéi ech scho gesot hunn, och weider um Mindestloun schaffen. Awer och d'Steierlaascht vum Kapitalakommes souwéi déi vum Aarbechtsakommes uneneen ugläichen.

Mir mussen awer dann och d'Steiervirdeeler, wéi zum Beispill bei de Stock-Options, déi onberechtegt sinn, ofschafen. Duerfir musse mer an der Steierreform virun allem do agéieren, wou mer deenen, déi et haut schonn am schwieregsten hunn, déi néideg Ënnerstëtzung ginn, an zousätzlech verhënneren, dass déi, déi bis elo just nach net vum Aarmutsrisiko betraff waren, an deen Aarmutsrisiko ofrutschen. Deenen do musse mer hëllefen. Dës Spiral musse mer duerchbriechen. Hei denken ech besonnesch un d'Monoparentallen, déi ouni Aarbecht sinn, d'Working Poors an och déi, déi just iwwert deem Minimum do leien. Oft ass do eng ganz schmuel Grenz, soudass déi eng nach gehollef kréien an déi, déi just driwwer leien, kréien net méi gehollef. An déi Grenz ass relativ no beieneen, an dat ass och net ëmmer ganz korrekt, wéi dat da fir déi Leit ass.

Ech denken awer och - dat soll een net vergiessen - un eise Mëttelstand, dee mer wéinst der gudder finanzieller Situatioun am Land och sollen un dëser Situatioun mat deelhuele loossen. Dat am Sënn vun eisem Land vun haut a vun de kommende Generatiounen, fir déi mer eng grouss Verantwortung heibannen hunn.

E richtegt Zeechen, dass mer eis fir déi kommend Generatioune suergen, ass sécherlech de Future Fund, de Fonds intergénérationnel, wou elo schonn 317 Milliounen ugespuert sinn, fir dass mer Sputt hu fir méi schwéier Zäiten. Fir schwéier Zäiten, déi komme wäerten, vläicht méi séier, wéi mer eis dat kënne virstellen, wa mer verschiddenen Experten dann och gutt nolauschteren, déi soen, dass déi nächst Kris virun der Dier steet.

„À bon entendeur, salut!" Merci.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, haut debattéiere mer den État de la nation, den Zoustand vun eisem Land. An d'Klima ännert sech hei am Land an och soss iwwerall op der Welt, a mir fänken och un, dat hei ze spieren.

D'Insekten, d'Planzen an d'Déierenaarte stierwen eis massiv ewech, hei am Land, awer och soss. A wann den Amazonas brennt, dann hu mir och doranner eng Verantwortung.

**Une voix**.- Très bien !

**M. François Benoy** *(déi gréng)*.- An dat heescht och, dass onst Doheem brennt. A mir sinn d'Ursaach, awer gläichzäiteg och d'Léisung vun dësem globale Problem.

Et leie bal 30 Joer tëschent der Klimakonferenz zu Rio am Joer 1992 an dem Greta senger berüümter Ried bei der UNO virun e puer Wochen. 30 Joer, an deenen d'Politik heiheem an och weltwäit et net fäerdegbruecht huet, d'Zerstéierung vun eiser Liewensgrondlag ze stoppen, ze bremsen an an nohalteg Bunnen ze lenken.

A mir kënnen net nach eng Kéier 30 Joer verléieren! Mir hunn d'Verantwortung fir déi nächst Generatiounen a meng Fraktioun an ech sinn och determinéiert, dës Verantwortung eeschtzehuelen. Well och zu Lëtzebuerg hu mer d'Situatioun nach net am Gréff, an och zu Lëtzebuerg musse mer méi maachen a mir mussen dat méi séier maachen.

Wa jiddwereen op der Welt wéi e Lëtzebuerger géif liewen, da bräichte mer aacht Planéiten, fir genuch ze produzéieren, fir iwwert d'Ronnen ze kommen - de Kolleeg Marc Baum huet et virdru scho gesot.

An den Earth Overshoot Day fir Lëtzebuerg ass de 16. Februar. Dat ass also deen Dag, wou mer zu Lëtzebuerg ons Ressourcen, déi mer fir ee Joer zur Verfügung hunn, schonn opgebraucht hunn. An domadder si mer d'Nummer 2 op der Welt, just hannert dem Katar.

Nodeems eng Zäit den $CO_2$-Ausstouss zu Lëtzebuerg zréckgaangen ass, geet en tëschent 2016 an 2017 erëm liicht erop. Firwat? Virun allem well all d'Efforten, déi mer a ville Beräicher maachen, vum Méiverkaf u Bensinn an Diesel opgefriess ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Effekter vum Klimawandel sinn och zu Lëtzebuerg kloer spierbar. D'Temperature sinn an der Moyenne geklommen an et gi méi Hëtzewëllen. Déi wäermste Joren, déi mer zu Lëtzebuerg gemooss hunn, waren alleguerten no 2000. De Staarkreen hélt zou: Mir hunn elo an der Moyenne schonn 18 Deeg mat Staarkreen d'Joer; virun iwwer 30 Joer waren dat der 15 d'Joer.

Mir hu méi dacks Iwwerschwemmungen a se ginn och ëmmer méi staark. Mä et ginn och nach aner Unzeechen.

D'Repercussioune vum Klimawandel spiere mer a ville Beräicher. En huet Konsequenzen op d'mënschlech Gesondheet, wärend den Hëtzewelle leide speziell déi eeler Leit an och d'Kanner; d'Landwirtschaft duerch méi Dréchenten a méi eng fréi Bléizäit; den Tourismus - d'Beispill vun deem ville Reen am Mëllerdall -; et gëtt e Risiko op Bëschbränn; d'Biodiversitéit geet zréck an esou weider.

A wann eis Jugend haut op d'Strooss geet, dann zu Recht. Si hu verstanen, dass mir déi lescht Generatioun sinn, déi de Wandel nach erreeche kann. D'Bewosstsäin ass mëttlerweil an der Populatioun awer do. An enger rezenter Emfro vun Atoz zu Lëtzebuerg maache sech 86 % vun de befrote Suergen ëm de Klimawandel an nach méi Leit ëm d'Waasserknappheet, de Verloscht vun der Biodiversitéit an d'Verschmotzung vun den Ozeaner. An och ëmmer méi Politiker hunn erkannt, dass de Klimawandel déi zentral Fro vun onser Zäit ass an dass d'Politik elo handele muss.

An de Premier - an dofir soen ech em ausdrécklech Merci - huet de Klimaschutz zum zentralen Thema vu senger Ried gemaach an ons och kloer gesot, dass mir ons Verantwortung iwwerhuele mussen zu Lëtzebuerg an och e Virreider wëlle sinn.

A mir musse méi Klimaschutz maachen, an dat op allen Niveauen. Mir musse méi séier virukommen, an dat gëtt och vun ons erwaart.

Mir hunn ons ambitiéis Ziler ginn, wat de Klimaschutz ugeet, fir de Paräisser Klimaaccord ze respektéieren. Déi Ziler huet d'Klimaministesch an den Energieminister am Februar am Kader vum Projet vum Klima- an Energieplang presentéiert.

Et ass eng Reduktioun vun Zäregaser ëm 50 % bis 55 % par rapport zu 2005 bis 2030 doranner virgesinn. An ech mengen, dass mer onst Zil op 55 % solle festleeën. Och a puncto Energieeffizienz a Verbrauch vun Energie sinn hei Ziler festgehale ginn.

Mä fir dass mer déi Ziler elo erreechen, brauche mer och weider konkret Mesuren, déi um Terrain ëmgesat ginn, an dat an alleguerten deene verschiddene Beräicher, sief et Transport, Energie, Landwirtschaft, Industrie an och d'Finanzen. Am Moment gëtt un deene Mesurë geschafft an de Klimaplang soll an den nächste Woche presentéiert ginn.

Ech wëll an deem Kontext nach eemol rappeléieren: De 16. Mee 2019 gouf hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung freet, dass de Klimaplang der Klimaurgence gerecht gëtt!

Här President, Dir Dammen an Hären, zwee Drëttel vun eisem Ausstouss zu Lëtzebuerg kënnt vum Transport. Dat ass also den absolutt wichtegsten Hiewel, fir am Beräich Klimaschutz eppes ze erreechen. Dat Gutt ass, dass an de leschte Jore schonn e Paradigmewiessel agelaut gouf, an och do däerfe mer trotzdeem net stoe bleiwen a mir brauche weider Initiativen.

No 2013 goufen am Beräich Transport d'Prioritéite komplett geännert. Haut schwätze mer vu Rekordinvestissementer an den ëffentlechen Transport: Vun 2008 bis 2017 sinn 2,1 Milliarden an d'Schinn investéiert ginn; vun 2018 bis 2027 ginn nach weider 4 Milliarden investéiert - an do ass den Tram mat 4,5 Milliarden net mat agerechent. Nei Garen, méi Schinnen. Den Tram fiert a soll ausgebaut ginn, an iwwer 300 Kilometer Vëlosweeër sinn a Planung - fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

An dës Regierung huet och en éischte Schrëtt gesat, fir d'Accisëpolitik unzegoen a se an Aklang mat deenen Ziler ze bréngen. Mä natierlech muss och hei den Engagement weidergoen - an ech komme méi spéit nach eemol drop zréck.

An och d'Energietransitioun ass weidergaangen. D'Wandenergie gouf tëschent 2008 an 2018 verféierfacht. D'Solarenergie: Do sinn d'Capacitéiten zanter 2008 ëm e fënneffacht geklommen a mir hunn eng 4.000 Anlagen. An zanter Abrëll gëtt et en neien Aspeisetariff fir d'Fotovoltaik-Installatiounen, déi e grousse Succès mat sech bréngen. An och am Beräich vun der Energieeffizienz gi mer ëmmer besser.

Mä elo geet et drëm, op dat Fundament opzebauen an eis Klimapolitik weider ze verstäerken, dat an allen Domänen. Mir sinn hei all gefuerdert: all Ressorten, all Ministeren an och mir an der Chamber.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir brauchen an deem Kontext e Klimaschutzgesetz, wat d'Klimaneutralitéit bis 2050 am Gesetz verankert a sektoriell Ziler setzt, spezifesch fir den Transport, d'Gebaier, d'Industrie an och d'Landwirtschaft.

Dat Gesetz muss de Klimaschutz als eng ressortiwwergräifend Aufgab stäerken, déi ganz kloer net just ee Politikfeld concernéiert, mä ganz vill verschiddener, esou wéi et beim Klimaschutz och de Fall ass. Esou kënne mer weider un enger kohärenter an zilorientéierter Klimapolitik schaffen.

Am Beräich vum Transport - dee Secteur, dee fir de meeschten $CO_2$-Ausstouss responsabel ass - brauche mer weider eng Panoplie vun Alternativen, fir dass d'Bierger hiren Auto kënnen doheem stoe loossen oder emol guer net brauchen, an dat och am ländleche Raum. Dofir gëtt den RGTR jo och komplett reformiéert.

D'Iwwerlandbusse musse méi laang fueren a mir brauchen Expresslinnen; e Service, deen op d'Bierger zougeschnidden ass an de Besoine vun de Leit entsprécht, och ausserhalb vun de Spëtzenzäiten, dofir och de Ruffbus.

A parallell dozou brauche mer Park & Riden, an dat op de Grenzen.

***(Interruption)***

A mir brauche flächendeckend Vëlosweeër, fir dass jiddereen de Vëlo net just als Fräizäitaktivitéit, mä als Fortbewegungsmëttel kann notzen. An do geet et natierlech net drëm - well mer déi Diskussioun elo haut schonn e puermol haten -, dass all Mënsch aus dem Éislek oder aus de leschten Ecker vum Land bis an d'Stad kënnt, mä et geet drëm, dass ee sech a senger Regioun ka bewegen, zum Beispill fir op déi nächst Gare ze fueren an do den Zuch ze huelen, fir bis an d'Stad ze kommen.

***(Interruption)***

An an deem Sënn hoffen ech ... Natierlech muss net all Mënsch an d'Stad, mä dat Beispill ass de Moien e puermol genannt ginn.

***(Interruptions)***

An deem Sënn hoffen ech, dass mir dat neit Vëlosgesetz och elo séier hei an d'Plénière kréien, fir dass mer Neel mat Käpp kënne maachen.

An och am Energieberäich muss weider geschafft ginn, fir dass Lëtzebuerg seng Ziler erreecht.

**Une voix**.- An och vläicht am Logement!

**M. François Benoy** *(déi gréng)*.- De Kader muss nach weider verbessert ginn, fir dass all Akteuren - Privatleit an Entreprisen - esou effizient wéi méiglech mat der Energie ëmginn a gläichzäiteg och zu engem Produzent vun der Energie ginn. A mir hoffen dowéinst och, dass mer gläich d'Prosumer-Gesetz hei duerch d'Chamber kënne kréien.

***(Interruptions)***

A wann ech an d'Zukunft kucken, da stellen ech mer e Land vir, wou op all Daach eng Solaranlag läit; sief et thermesch, fir waarmt Waasser ze maachen, oder eben, fir Stroum ze maachen. A gläichzäiteg dozou, parallell dozou, muss Lëtzebuerg e Leader ginn, wat d'Energieeffizienz ugeet. Well do hu mer nach immens vill Aspuerpotenzial, souwuel bei de Wunngebaier wéi och bei de funktionelle Gebaier.

Et geet hei eben drëm, dass mer alleguerten d'Akteuren - déi grouss, déi kleng - ënnerstëtzen an hinnen Ureizer ginn a Berodung, fir dass mer an dësem Beräich méi kënne maachen.

A wa mir et eescht menge mam Respektéiere vun dem Paräisser Klimaaccord, da musse mer all ons Hausaufgabe maachen heiheem, an dozou gehéiert och eng ökologesch Steierreform an dass mer zum Beispill den Tanktourismus uginn.

D'Etüd zum Tanktourismus war laang eng gréng Fuerderung. Dorauser geet kloer ervir, dass Weidermaache wéi bis elo weder ökologesch, nach ökonomesch sënnvoll ass. An dofir brauche mer elo e konsequent Ëmsteieren. An dat huet och schonn, wéi gesot, mat der Accisenerhéijung am Mee ugefaangen, mä dat muss elo weidergoen a verstäerkt ginn.

Wichteg ass an deem Kontext, dass déi zousätzlech Recettë genotzt ginn, fir de Leit bei der ökologescher Transitioun ze hëllefen a se ze ënnerstëtzen, zum Beispill duerch Subsiden an der Elektromobilitéit, Vëloen, Solaranlagen, gratis ëffentlechen Transport an esou weider.

Woumat ech bei der Steierpolitik wär.

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Benoy, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

**M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Ma ech géif den Här Kartheiser froen, dass ech meng Ried fäerdegmaachen, an da kënne mer duerno ...

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Très bien !

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Merci.

**M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Woumat ech bei der Steierpolitik wär. Fir d'ökologesch Erausfuerderungen unzegoen, musse mer an der Reform de Prinzip vum Pollueur-payeur konsequent applizéieren an esou déi méi ëmweltfrëndlech Alternative positiv ënnerstëtzen. An et geet net drëms, iergendeen ze bestrofen. Et geet au contraire drëms, d'Bierger, d'Entreprisen oder d'Industrie ze incitéieren, fir manner ze polluéieren, fir dass d'Gewunnechte geännert ginn, fir dass manner schiedlech Konsequenzen op ons Ëmwelt an op ons Liewensgrondlagen entstinn.

Mir mussen ons am Kader vun der geplangter Steierreform iwwerleeën, wéi eng Hiewele mer wou a wéi wëllen usetzen, fir ons Ziler am Klima- an am Ëmweltschutz méi effikass ze erreechen. Iwwert déi lescht Méint sinn do verschidde richteg Usätz diskutéiert ginn. Zum Beispill, fir verschidde Gefierer mat engem méi héije Verbrauch a vill Schadstoffausstouss, also déi negativ Konsequenzen op eis Gesondheet an d'Natur hunn, méi héich ze besteieren.

Och musse mer eis an deenen Diskussioune mat enger $CO_2$-Bepräisung op lëtzebuergeschem Niveau auserneesetzen. Et gi vill Länner, déi sech op de Wee vun enger $CO_2$-Bepräisung gemaach hunn. Do wiere mir bei Wäitem net déi Éischt.

An engem rezente Rapport vun der Weltbank gi weltwäit 46 national Akteure genannt, an 28 Stied respektiv Regiounen, déi e Präis op de Kuelestoff gesat hunn. Dorënner iwwer zwielef Länner an der Europäescher Unioun, déi skandinavesch Länner, awer och d'Vereenegt Kinnekräich, Irland, Frankräich, Spuenien, Portugal, ganz rezent och Däitschland an Holland.

Um Niveau vun den Ëmweltsteieren hu mer zu Lëtzebuerg nach vill Méiglechkeeten. Dat huet rezent och d'OECD ons matgedeelt. An der Europäescher Unioun gehéiere mir zu de Länner mat den niddregsten Ëmweltsteieren a gläichzäiteg och, wéi ech virdru sot, mat dem héchsten $CO_2$-Ausstouss.

Wéi scho virdru gesot, mussen déi ökologesch Steieren natierlech och dem Bierger erëm direkt zegutt kommen, zum Beispill duerch Primmen op Elektroautoen, Vëloen, d'Isoléierung vum Haus, den Ausbau vum ëffentlechen Transport an esou weider, fir dass och jiddweree mat ka goen a Richtung Klimaneutralitéit.

Wann der Populatioun kloer ass, woufir d'Sue genotzt ginn, dann ass d'Akzeptanz fir d'Ëmweltsteieren och do, wéi déi rezent Etüd vun Atoz gewisen huet. 62 % vun de Leit wieren d'accord, eng Steier fir d'Ëmwelt ze bezuelen, mä wëlle wëssen, wou déi Sue genau higinn.

An natierlech muss och déi sozial Komponent bei enger ökologescher Fiskalitéit matspillen. Well et kann net sinn, dass hei zu Lëtzebuerg, an engem Land mat esou vill Moyenen, d'ökologesch Transitioun op d'Käschte vun de sozial benodeelegte Matbierger geet an hir Prekaritéit esou verstäerkt.

Et ginn natierlech nach eng Partie aner Beräicher, déi e positiven Impakt op de Klima hunn, wou mer natierlech och mat voller Energie musse weider dru schaffen, an ech wëll hei just e puer Beispiller nennen. Do wier d'Null-Offall-Strategie. Am Mee hu mer hei an der Chamber eng Motioun alleguerte gestëmmt, fir aus Lëtzebuerg en absolutte Virreider a puncto Offallgestioun ze maachen. An den nächste Méint soll déi Strategie presentéiert ginn.

Den ëmweltfrëndlechsten Offall ass deen, dee guer net emol eréischt produzéiert gëtt. A fir e Kader ze schafen, dass d'Bierger esou einfach wéi méiglech kënnen hiren Offall reduzéieren, erëm notzen, reparéieren a recycléieren, dat muss onst Zil sinn.

An do musse mer natierlech och d'Produzente mat an d'Boot huelen, se responsabiliséieren, fir manner Offall un der Source ze produzéie-

ren, dat duerch Pfandsystemer, de Verbuet vu Plastik, dee just eemol benotzt gëtt, an esou weider.

An en anere wichtege Beräich ass d'Landwirtschaft. Och an deem Beräich ass de Koalitiounsaccord ambitéis, mat 20 % Biolandwirtschaft bis 2025, fir à long terme - 2050 - op 100 % ze kommen.

Grad ewéi zum Offall hate mir heizou an der Chamber eng spannend Debatt am Juli an hunn eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung an hiren Ambitioune mat Mesuren ënnerstëtzt. An och a puncto Biolandwirtschaft misst den Aktiounsplang drop an dru sinn, fir presentéiert ze ginn, an dat huet de Minister mer och virdru gesot.

D'Biolandwirtschaft huet eng Rëtsch positiv Impakter, notamment op de Klima, awer och op d'Biodiversitéit, d'Waasserqualitéit respektiv de Buedem.

Lëtzebuerg soll och seng Investitiounen dekarboniséieren. Am Kader vun der Diskussioun iwwert de Budget si mer schonn drop agaangen. Et muss bei den Investissementer vum Fonds de compensation drëm goen, dass mer an nohalteg Secteuren investéieren, nohalteg och am ökologeschen a soziale Sënn. Investitiounen a Produiten, déi eis Liewensgrondlag zerstéieren, sinn näämlech net nohalteg.

Nieft dem Klimaschutz musse mer awer leider och iwwer Klimaadaptatioun schwätzen. De Klimawandel ass näämlech schonn zu Lëtzebuerg ukomm an d'Projektioune soen ons, dass d'Effekter vum Klimawandel och an Zukunft méi staark wäerte ginn: manner Reen an de Summerméint, méi waarm Wantere mat méi Reen, dofir méi en héije Risiko fir Héichwaasser.

An nieft eisen Efforten, fir dem Klimawandel weider entgéintzewierken, ass et dowéinst och wichteg, fir Moossnamen ze huelen, fir eis unzepassen. An deem Kontext ass eng Strategie an en Aktiounsplang fir d'Klimaupassung ausgeschafft ginn, déi Mesurë festhalen an enger Rëtsch vun Domänen: vum Bauwiesen iwwert d'Land- a Forstwirtschaft, de Gesondheetsmanagement, d'Waasserwirtschaft an esou weider.

Hei gëllt et, déi sëlleche Mesuren an den nächste Joren ëmzesetzen, fir d'Resilienz vun eisem Land, eiser Ekonomie, eiser Natur ze verbesseren a se esou fir d'Zukunft ze erhalen.

D'Akteuren um lokalen Niveau sinn natierlech och e wichtege Partner, fir dass mer ons Klimaziler bis 2030 erreechen. Et ass wichteg, dass de Klimapakt, deen e grousse Succès ass, elo mat neie Mesurë gefëllt gëtt, fir dass och d'Gemenge motivéiert sinn an déi néideg Instrumenter kréien, fir eng Schëpp beim Klimaschutz nozeleeën.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Lëtzebuerg huet sech héich Ziler gesat am Klimaschutz. Dat ass och gutt esou, well ouni Ziler kann een näischt erreechen an et weess een och net, wou d'Rees higeet.

An de leschte Jore gouf scho vill erreecht a mir hunn an dem wichtegste Beräich, fir am Klimaschutz weiderzekommen, näämlech am Transport, e Paradigmewiessel agelaut. Och bei den erneierbaren Energien an an der Energieeffizienz hu mer ons verbessert. Mir sinn also um gudde Wee.

Mä fir ons héich Ziler ze erreechen an a Richtung Klimaneutralitéit ze kommen, däerfe mer elo net op der Plaz stoe bleiwen oder ons ausrouen, mä mir mussen ons weider Mesurë ginn a konkret Klimaschutzmesuren um Terrain ëmsetzen, an dat an alle Beräicher.

Et ass un der Politik, fir e Kader ze setzen, deen en ëmweltfrëndlecht Verhalen erméiglecht an encouragéiert an e Verhalen, dat kloer negativ Repercussiounen op eis Liewensgrondlagen huet, decouragéiert respektiv net zouléisst. Et ass un der Politik, fir ze handelen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Benoy, den Här Kartheiser hat nach eng Fro fir Iech.

**M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Ech soen och dem Här Benoy Merci fir déi Ried, déi en hei gehalen huet. Ech mengen, mir hunn hei e Plädoyer vun deene Grénge fir Steiererhéijunge gehéiert. An ech wollt dofir den Här Benoy froen ... En huet wéinstens an dräi Punkte Steiererhéijungen am Numm vu senger Partei gefuerdert. An ech wollt dann e bëssen nofroen, wat e sech do erwaart.

En huet gesot, am Beräich vun den Ëmweltsteiere wären nach ganz vill Méiglechkeeten. Dofir meng éischt Fro un den Här Benoy: Wéi eng Méiglechkeete gesinn déi gréng am Beräich vun den Ëmweltsteieren?

En huet gesot, bei den Accisë misst een déi Erhéijunge konsequent weider verstäerken. Weiderféieren a weider verstäerken. Dofir meng zweet Fro un den Här Benoy: Wéi eng Accisenerhéijungen hätten déi gréng da gär?

A meng drëtt Fro betrëfft d'Autossteieren. Och do huet den Här Benoy gesot, et misst een erhéije respektiv moduléieren no den Ausstoussleeschtunge vun den Autoen, vun de Gefierer. Duerfir meng drëtt Fro un den Här Benoy: Wat wëllen déi gréng am Beräich vun den Autossteieren?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Benoy.

***(Interruption)***

**M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Här Kartheiser, ech weess net, ob Der mer nogelauschtert hutt, mä ech hunn ...

***(Interruption par M. Fernand Kartheiser)***

Ma ech hunn op déi dräi Froen ...

***(Interruption par M. Fernand Kartheiser)***

Op déi dräi Froen, déi Der gesot hutt, hunn ech Iech a menger Ried scho gesot, wéi ech mer virstellen, dass mer dat musse weider entwéckelen. An, ech mengen, mir sollten och do ons Verantwortung iwwerhuelen.

Voilà !

**Une voix**.- Très bien !

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Entschëllegt, Här Benoy, ech hunn awer keng eenzeg Ziffer héieren.

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Benoy. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och eis Gedanke sinn natierlech um haitegen Dag beim Félix Braz a senger Famill a mir wënschen him vill Kraaft an dass hien erëm schnellstméiglech op d'Bee kënnt. Ech mengen, jiddwereen huet et scho gesot, e gëtt heibanne vermësst.

D'Piraten hunn elo wärend engem Joer konnten Erfahrungen hei am Parlament sammelen a mir hunn eis an der Roll vun der Oppositiounspartei, mengen ech, esou lues a lues agelieft. Mir wëllen dobäi eng konstruktiv, awer och kompromëssbereet Oppositiounspolitik maachen.

U sech ass et jo och der Oppositioun hire Rôle, fir nom État de la nation op dësen ze reagéieren a sech inhaltlech un deem ze reiwen, wat de Premier am Numm vun der ganzer Regierung iwwert den Zoustand vun eisem Land an, vill méi wichteg, iwwert d'Visiounen an d'Pläng fir d'Zukunft ze soen hat. Dëst fält mer haut ëmsou méi schwéier, well d'Ried vum Premierminister inhaltlech leider substanzlos war.

Mir haten eis eng Ried mat klore Propose fir d'Zukunft erwaart, mat Proposen, wéi mer eis Klimaziler kéinten erreechen, wéi jiddweree sech en Daach iwwert dem Kapp ka leeschten a wéi mer jonken a manner jonke Leit mat alle Bildungshannergrënn Perspektiven um Aarbechtsmarché kënne ginn. Wat mer kruten, war eng Beschreiwung vum Status quo - e Constat, mä keng Léisungsusätz!

Et geet net duer, sech Ziler ze setzen. Et muss een och seriö eppes derfir maachen, fir se ze erreechen.

Gëschter konnte mer héieren, datt weiderhin un de Klimaziler fir 2030 festgehale soll ginn an d'Netto-Null fir 2050 och nach ëmmer d'Zil vun der Regierung bleift.

Dat freet eis natierlech ze héieren. Mä Lëtzebuerg huet scho widderholl gewisen, datt d'Klimaziler zwar ugekënnegt ginn, um Enn dann awer net erreecht ginn. Wann et haart op haart koum, gouf d'Lat bis elo nach all Kéiers zu gudder Lescht dach op en Neits gerappt. Dat muss sech änneren!

Et geet eben net duer, dass de Xavier Bettel sech privat eng kleng Juggurtsmaschinn keeft, fir de Klima an domadder de Planéit ze retten.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... well soss géift Dir ...

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och eis Gedanke sinn natierlech um haitegen Dag beim Félix Braz a senger Famill a mir wënschen him vill Kraaft an dass hien erëm schnellstméiglech op d'Bee kënnt. Ech mengen, jiddwereen huet et scho gesot, e gëtt heibanne vermësst.

D'Piraten hunn elo wärend engem Joer konnten Erfahrungen hei am Parlament sammelen a mir hunn eis an der Roll vun der Oppositiounspartei, mengen ech, esou lues a lues agelieft. Mir wëllen dobäi eng konstruktiv, awer och kompromëssbereet Oppositiounspolitik maachen.

U sech ass et jo och der Oppositioun hire Rôle, fir nom État de la nation op dësen ze reagéieren a sech inhaltlech un deem ze reiwen, wat de Premier am Numm vun der ganzer Regierung iwwert den Zoustand vun eisem Land an, vill méi wichteg, iwwert d'Visiounen an d'Pläng fir d'Zukunft ze soen hat. Dëst fält mer haut ëmsou méi schwéier, well d'Ried vum Premierminister inhaltlech leider substanzlos war.

Mir haten eis eng Ried mat klore Propose fir d'Zukunft erwaart, mat Proposen, wéi mer eis Klimaziler kéinten erreechen, wéi jiddweree sech en Daach iwwert dem Kapp ka leeschten a wéi mer jonken a manner jonke Leit mat alle Bildungshannergrënn Perspektiven um Aarbechtsmarché kënne ginn. Wat mer kruten, war eng Beschreiwung vum Status quo - e Constat, mä keng Léisungsusätz!

Et geet net duer, sech Ziler ze setzen. Et muss een och seriö eppes derfir maachen, fir se ze erreechen.

Gëschter konnte mer héieren, datt weiderhin un de Klimaziler fir 2030 festgehale soll ginn an d'Netto-Null fir 2050 och nach ëmmer d'Zil vun der Regierung bleift.

Dat freet eis natierlech ze héieren. Mä Lëtzebuerg huet scho widderholl gewisen, datt d'Klimaziler zwar ugekënnegt ginn, um Enn dann awer net erreecht ginn. Wann et haart op haart koum, gouf d'Lat bis elo nach all Kéiers zu gudder Lescht dach op en Neits gerappt. Dat muss sech änneren!

Et geet eben net duer, dass de Xavier Bettel sech privat eng kleng Juggurtsmaschinn keeft, fir de Klima an domadder de Planéit ze retten.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... och eng Maschinn kafen ...

***(Hilarité)***

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Ma, Här Bettel, ee Virdeel huet Är Juggurtsmaschinn näämlech gehat: Mindestens zwee Oppositiounspolitiker hunn e bësse méi $CO_2$ konnte produzéieren, wärend mer doriwwer geschwat hunn.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech kann Iech just och d'Maschinn, fir Spruddelwaasser ze maachen, recommandéieren!

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Ech hunn eng an ech soen Iech och net, wéi eng Mark et ass, dat wär ...

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)*.- Nee, léiwer net!

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- ... näämlech verbuede Werbung heibannen!

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)*.- De Max Weber freet sech net!

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Mir musse méi maachen, méi wäit goen, an net nëmmen iwwert d'Konsequenze vun eisem Handele schwätzen, mä eis gutt Virsätz och tatsächlech liewen an eis esou konsequent fir de Schutz vun eiser Welt asetzen.

Souguer d'Europäesch Kommissioun, déi jo net fir ambitiéis Klimaziler bekannt war, huet sech beklot, datt eis Approche, fir eis eegen national Klimaziler ze erreechen, nach onkloer an ondefinéiert wieren.

***(Interruption)***

Erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro opzewerfen, wéini d'Regierung plangt, de Prinzip vum Pollueur-payeur endlech konsequent ëmzesetzen. Ab wéini wäert de realen Impakt vum individuellen Handelen op Basis vun transparente Berechnunge fir d'Konsumente gräifbar ginn?

Et ass kee Geheimnis, datt ee Liter Bensinn 2,3 Kilo $CO_2$ produzéiert. Beim Diesel sinn et souguer 2,6 Kilo. Eis aktuell $CO_2$-Steier um Bensinn mécht nëmme ronn 11 Euro pro Tonn aus. Dat entsprécht net am Geréngsten dem Präis, deen op den Energiemarchéé fir en Emissiounszertifikat haut opgeruff gëtt. Géife mer eis um aktuelle Präis vun der Bourse - wat en niddrege Präis ass! - orientéieren, missten eis Taxen um Karbon bei 25 Euro pro Tonn leien. Also méi wéi duebel esou héich, wéi se haut sinn!

Konkret géif dat heeschen, dass de Bensinnspräis ëm ronn 3 Cent pro Liter géif an d'Luucht goen. Fir den Duerchschnëttskonsument géif dat bedeite plus/minus 5 Euro de Mount méi.

Mä dat traut sech d'Regierung net auszeschwätzen. Si traut sech net, hire Wieler d'Wourecht ze soen, a spillt net mat oppene Kaarten. Léiwer bretzt se sech domat, vermeintlech Ëmweltschutzmesuren ëmzesetzen, obwuel dës just e minimalen Impakt oder souguer guer keen Impakt op d'Weltklima hunn.

Wann d'Regierung vun enger ökologescher Steierreform schwätzt, da muss se och vun enger Steier op Zäregase schwätzen. Mä et muss een awer och konkret Propose maachen, wéi eng $CO_2$-Steier sozial verträglech gestalt ka ginn, fir Leit mat klengem Akommes, déi op hiren Auto ugewise sinn, net zousätzlech ze belaaschten.

Et geet net duer, just iwwert d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport ze schwätzen. Et muss een och Pisten hunn, fir dëse méi accessibel ze maachen. Grad déi Leit, déi am dréngendsten op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, fir hire Mobilitéitsbudget ze reduzéieren, hunn oft e schlechten Zougang zu dësem.

Et sinn net déi Leit, déi sech en Appartement oder en Haus an der Stad kënne leeschten, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn. Et sinn déi Leit, déi sech just nach ausserhalb, voire iwwert d'Grenz ewech eppes leeschte kënnen, déi op e performanten ëffentlechen Transport ugewise sinn. Duerfir brauche mir besser Verbindungen am ganze Land a méi breet a flexibel opgestallte Fuerpläng.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Klimaziler sinn - ech erënneren nach eemol drun - trotz Wuesstum bis 2030, eis Zäregasemissiounen ëm 55 % par rapport zum Joer 2005 ze reduzéieren a gläichzäiteg den Undeel un erneierbaren Energien op 25 % eropzesetzen. Do stellt sech natierlech d'Fro: Wou si mer haut drun? Wéi wäit si mer scho komm?

Dat huet de Premier eis gëschter net esou genee duergestallt. An e wäert och sécher seng Grënn gehat hunn, well mir hunn an deene leschte 14 Joer eis Emissioune just ëm ongeféier 26 % reduzéiert. Et feelen also nach weider 30 %, fir eist Zil fir 2030 ze erreechen. An et bleiwen elo awer just nach eelef Joer.

Beim Taux vun den erneierbaren Energien am ganzen Energiemix vu Lëtzebuerg gesäit et nach méi dramatesch aus. 25 % sinn d'Zil; Stand 2017 - laut Eurostat - 6,38 %.

Wéi mer dat Zil wëllen erreechen, dorobber huet d'Regierung gëschter keng Äntwert ginn.

Mat eppes huet de Premier gëscht awer recht gehat: Et ass nach Zäit, eppes ze änneren. Mä da geet et net drëms, weider „ze maachen", mä endlech unzefänken!

A fir dësen Ufank ze maachen - erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären -, deposéieren ech heimadder souwuel eng Proposition de loi an eng Motioun mam Zil, der Netto-Null méi no ze kommen.

Wannechgelift!

***Motion 2***

*D'Deputéiertechamber invitéiert,*

*- vis-à-vis vun der aktueller Klimakris;*

*- virum Hannergrond vum Paraisser Klimaofkommes, dat de 4. November 2016 a Kraaft getrueden ass;*

*- d'Fuerderunge vun enger engagéierter Zivillgesellschaft, déi mat diverse Manifestatiounen an de leschte Méint d'Politik opgefuerdert huet, klimapolitesch ëmfaassend Mesuren ze ergräifen, eescht huelend;*

*- a mam Zil, d'Gaz à effet de serre an der Atmosphär ze reduzéieren,*

*d'Regierung, schnellstméiglech déi néideg Dispositiounen ze treffen, fir ze garantéieren, dass d'Emissioune vu sämtlechen Déngschtreese vu Regierungsmemberen a -beamte kompenséiert ginn duerch de Kaf vun Emissiounszertifikater, déi der duebeler Quantitéit vun deenen Ofgasen, déi während der Rees ausgestouss goufen, entspriechen.*

*(s.) Sven Clement.*

## 3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

***7482*** *- Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain*

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci.

## 4. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

***Débat (suite)***

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Et geet ëm eng Proposition de loi, déi d'Planze vu Beem am Kader vu Bauprojete virgesäit, fir en Deel vum $CO_2$, deen duerch de Bau entsteet, erëm ze bannen a gläichzäiteg d'Natur ze stäerken.

Eis Motioun proposéiert zousätzlech eppes, wat ech och per Courrier un de Bureau vun der Chamber proposéiert hunn, näämlech, d'Déngschtreesen duebel mat $CO_2$-Zertifikater ze kompenséieren.

***(Interruption)***

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Klimaschutz e wichtegen Aspekt vun der Lag vun der Natioun ass, esou ass et bei Wäitem net deen eenzegen. Net méi spéit wéi virgëscht huet de Statec déi nei Zuelen zu den Immobiliëpräisser publizéiert: 11 % Croissance an engem Joer - ech sinn net deen éischten, deen et seet.

Domadder schloen eis steigend Immobiliëpräisser op en Neits all Tauxen op de Bourssen, den Taux vun der Inflatioun bei Wäitem an natierlech och all Zënssaz op engem Spuerbuch. Wa mer d'Entwécklung vum Immobiliëmarché mat den Zënsen um Spuerbuch vergläichen, wuessen d'Präisser, fir ze wunnen, honnertmol esou séier wéi Kapital op engem Spuerbuch.

Et dierf dach net sinn, datt een, dee sech en Appartement fir 400.000 Euro kafe wëllt an dofir all Mount 2.000 Euro op d'Säit leeë kann, net hannendrukënnt, well en no engem Joer zwar 24.000 Euro um Spuerbuch huet, mä d'Appartement dann op eemol 444.000 Euro kascht.

Dat ass eng Diskrepanz! Do lafe mer just nach hannendrun! Do dréie mer am Hamsterrad - wéi d'Kolleegin Martine Hansen dat hei scho gesot huet.

D'Leit sinn esou verzweifelt op der Sich no bezuelbarem Wunnraum, datt se souguer an der däischterer Nuecht virun engem Bürosgebai campéieren, fir déi Éischt ze sinn, fir eng Demande ofzeginn. Mä et ginn am räiche Lëtzebuerg ze vill Leit, déi net obdachlos sinn, mä a ganz prekäre Situatioune wunne musse wéinst den héije Loyeren, awer net eleng aus hirer Situatioun erauskomme kënnen. Net jidderee kritt e Prêt an un dësem Trend wäert sech, dank neie macroprudentielle Regelen, wuel esou séier och näischt änneren. Ganz am Géigendeel, et wäert fir Privatpersoune weider méi schwéier kënne ginn.

Wann ee sech säin Doheem awer weder mat engem Spuerbuch nach mat engem Prêt finanzéiere kann, wat bleift dann nach? Wat ver-

sprieche mer deenen nächste Generatiounen, déi op de Wunnengsmaart kommen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Wéinegst vun eis heibannen hunn de Problem vun der Wunnengsnout un der eegener Haut erlieft. Dat heescht awer net, datt mir de Problem dierfen ignoréieren. Wärend mir hei sëtzen, stinn, schwätzen, liewe Leit, déi e festen Job hunn, op Campingsplazen, well se sech keng Wunneng leeschte kënnen, déi besser wier wéi déi Roulotte, an där se grad wunnen.

Et liewe Leit an hiren Autoen an anerer huelen all Dag a Kaf, hiren Aarbechtsdag ëm Stonnen a Stonnen ze verlängeren, fir ze pendelen, well si keng aner Méiglechkeet hunn. Zur Dignitéit vum Mënsch gehéiert och d'Recht op en anstännegen Daach iwwert dem Kapp an d'Recht genuch iwwreg ze halen, fir sech gesond ze ernären.

D'sozial Schéier geet zu Lëtzebuerg ëmmer méi wäit auserneen an de Logement ass een, wann net souguer dee gréisste Facteur bei dësem Problem. Et ass awer net deen eenzegen.

Jo, mir hu gesond Statsfinanzen. Mä wat bréngt eis dat, wann d'Inegalitéiten an d'Ongerechtegkeeten ëmmer méi grouss ginn? Ganz egal, wéi héich de Wuesstum vun eisem Land ass, en ass näischt wäert, wann net jidderee gläichermoossen dovu profitéiere kann!

Eist Land, dat sech mat sengem Triple-A dobausse bretzt, huet den Triple-A a soziale Froe scho längst verluer.

Wa mer wëllen ufänken, de Problem vun de sozialen Ongläichheeten ze léisen, da musse mir jidderengem nees Opstigschancë bidden, d'ADEM muss méi performant ginn, fir Aarbechtssichender méi zilgeriicht ze beroden an ze begleeden, a mir brauchen e soziaalt Netz, wat perséinlechen Engagement belount.

Zousätzlech musse Prozedure vereinfacht ginn, fir et de Betraffenen ze erméiglechen, d'Iwwersiicht ze behalen a sech och un d'Konditiounen, déi u se gestallt ginn, ze halen.

Mir hu schliisslech déi lescht Woche gesinn, datt et eng ganz Rei onduerchsiichteg Prozeduren zu Lëtzebuerg gëtt an dass souguer gestane Gemengepäpp sech a Prozeduren - zum Beispill - ronderëm Baugeneemegungen iere kënnen. D'Kompetenze goufen einfach op ze vill verschidde Plaze verdeelt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een net weidermaachen, wann nach näischt gemaach gouf. Da muss ee sech als Éischt emol trauen, unzefänken.

Ufänken, dat muss bedeiten, et klenge Betriber méi einfach ze maachen, qualifizéiert Fachpersonal anzestellen, ouni onnéideg administrativ Barrièren.

Ufänken, dat muss bedeiten, qualitativ héichwäerteg Betreiungsstrukture fir den drëtten Alter ze garantéieren, déi net esou vill kaschten, dass eeler Leit an hire leschte Liewensjore gezwonge sinn, alles ze verkafen, fir dat si e Liewe laang gespuert hunn.

Dat muss bedeiten, méi soziale Wunnraum fir 10 Euro de Meterkaree ze offréieren. An dat muss bedeiten, jidderengem ze erméiglechen, Vertrauen an eis Regelen a Kritären ze hunn, dee Moment, wou se ufänke mat plangen, amplaz eréischt duerno.

De Stat eleng kann a wäert net all déi néideg Wunnenge bauen. Duerfir ass een op Privatproprietairen a Promoteuren ugewisen, déi mat staatlecher Ënnerstëtzung oder mat staatleche Garantië fir en abordabele Präis bauen, verkafen oder verlounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter hate mer eis, mengen ech, alleguer e bësse méi Substanz erwaart - net nëmme bei der Fro vun der Klimakris, der Logementsproblematik oder der sozialer Kohäsioun, mä virun allem och bei der heefeg ugekënnegter Steiereform.

Bref, mir sinn e bëssen enttäuscht. D'Regierung fiert weider mat hirer Salamitaktik a kënnegt Schrëtt fir Schrëtt ëmmer nei Adjektiven un, déi déi Steierreform soll erfëllen.

D'Piraten bleiwen awer bei hirer Fuerderung, datt mer op déi eng Steierklass - déi jo ugekënnegt ass, mä wou mer nach ëmmer net wëssen, wéi se ausgestalt soll ginn - solle kommen. Mir begréissen also explizitt, datt d'Regierung op déi Pist wëllt goen an datt mer endlech eng Steierpolitik, déi der Realitéit vum 21. Jorhonnert ugepasst ass, kréie sollen, wou eng Fra net méi als Unhängsel vun hirem schaffende Mann consideréiert gëtt.

Mä kéinte mer do net ganz kleng, ganz séier, ganz direkt ufänken, kleng Problemer ze léisen? Ufänken, d'Steierkaart 2 net d'office dem weibleche Partner an enger Koppel zouzeschécken. D'Steierverwaltung kéint dat jo beim Bestietnis iwwer eng einfach Checkbox offroen, wien da wéi eng Steierkaart soll kréien. Ee klengen Hoken, a scho wär dee patriarchaleschen Anachronismus vun deene leschten honnert Joer iwwerwonnen. Dat ass alles, wat et bräicht. Net vill, eng kleng Këscht méi op engem Formulaire.

De Fait, datt eng grouss Reform usteet, ka keng Excuse dofir sinn, datt Problemer, déi elo schonns geléist kéinte ginn, ignoréiert ginn.

Et gëtt aktuell ganz kloer Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem. Mä amplaz méiglechst schnell géint dës virzegoen, wëllt eise Premier Ännerunge just - an ech zitéieren - „progressiv [...] aféieren [...] iwwer e méiglechst laangen Zäitraum".

Wat deen Zäitraum méi laang gëtt, wat déi Betraffe méi laang leiden. Dat kann net sinn!

Dofir fuerdere mir, datt kuerzfristeg Abattementen an degressiv Steierkreditter ëmgewandelt ginn, fir esou kleng Paie schonn elo ze entlaaschten an d'Kafkraaft ze stäerken.

Dass Persounen, déi sech en emissiounsaarmen Auto kafen oder hiert Haus sanéieren, steierlech entlaascht ginn, ass eng Saach. Dass Leit, déi sech awer iwwerhaapt emol keen Auto an en eegent Haus leeschte kënnen, iwwerhaapt net dovu profitéiere kënnen, eng aner.

Jidderee muss d'Chance kréien, fir säin Deel géint dës Klimakris bäizedroen, mä breet Schëllere sollten dobäi eigentlech méi droe wéi schmueler. Eis ökologesch Steierreform däerf net esou ausfalen, dass déi, déi am meeschten hunn, am meeschten ofsetze kënnen, wärend déi, deenen et um Néidegste feelt, näischt erauskréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gi ganz vill konkret a kuerzfristeg ëmsetzbar Moossnamen, mat deene mir akut Problemer ugoe kéinten. E puer dovun hunn ech elo hei schonn ugeschnidden an ech hoffe wierklech, datt e puer vun deenen Iddien Uklang fannen an onkomplizéiert kënnen ëmgesat ginn.

Dir gesitt, mir maache gären eng konstruktiv Oppositiounsaarbecht a mir wëllen dofir net einfach nëmmen dergéint sinn, mä op Basis vum Constat konkret Propose maachen.

Mir deposéieren dowéinst haut eng weider konkret Proposition de loi, fir unzepaken. Eng konkret Mesure, fir den Echange tëschent de Biergerinnen a Bierger virunzedreiwen. Ma wat mengen ech domadder?

## 5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

***7483*** *- Proposition de loi instituant un dialogue citoyen permanent au Grand-Duché de Luxembourg*

## 6. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

***Débat (suite)***

An der Belsch gouf am Februar vun dësem Joer dee sougenannten „permanente Biergerdialog" agefouert. En Organ, wou Biergerinnen a Bierger, déi per Lous gezu ginn, d'Parlamentarier bei hirer Aarbecht ënnerstëtzen a berodend agräife kënnen. Dëst ass eng Méiglechkeet, fir déi grouss Problemer net nëmmen ënnert den „privileged few", mä mat enger e bësse méi breeder, méi representativer Basis vu Biergerinnen a Bierger ze diskutéieren.

D'Chamber huet hir Kompositioun gëschter geännert a wäert se och an deenen nächsten Deeg nach eng Kéier änneren. Leider sinn dës Changementer net op positiv Nouvellen zréckzeféieren.

Een negativen Event hunn ech schonn ugeschwat, dat ass leider d'Erkrankung vum Félix Braz.

Deen aneren negativen Event ass leider hausgemaach. Do huet een Député-maire sech net u seng eege Reglementer gehalen a méiglecherweis och national Gesetzer gebrach. Do ass et awer un der Justiz, fir hir Aarbecht ze maachen, a mir als Parlament musse just eis Konsequenzen dorauser zéien an derfir suergen, datt eisen eegenen Deontologiescode méi verständlech a besser applizéiert gëtt.

Vu klenge Konstruktiounen iwwer Solaranlage bis hin zu Multi-Millioune-Projeten, d'Vertraue vum Bierger musse mir eis op all Niveau vun der Politik verdéngen. D'Politiker musse mam gudde Beispill virgoen, anescht geet d'Vertraue vun de Bierger verluer.

Dofir fuerdere mir Piraten och d'Aféierung vun engem Lobbyregëster fir d'Chamber a fir d'Regierung, en transparente Kalenner, dee Meetinge mat Drëtten am Kader vun der legislativer Aarbecht ëffentlech mécht.

Ab haut fënnt ee schonns op eisem Site de Kalenner, vum Marc Goergen a vu mir, vun eisen Treffe mat Drëtten. Dësen Outil huet net missen nei entwéckelt ginn, well e gouf vun eiser fréierer Europadeputéierter, dem Julia Reda, zesumme mat der grénger Fraktioun am Europaparlament als Open Source entwéckelt a steet all Fraktioun heibanne gratis zur Verfügung. Dat heescht, hei eng Invitatioun un Iech alleguerten: Maacht eis et no, fir fir méi Transparenz ze suergen!

Do dernieft huet d'Affär Gaardenhaischen, iwwert déi jo och muer nach eemol geschwat wäert ginn, eppes kloer gewisen: E Code de déontologie fir lokal Eluen ass, wéi och schonns den Här Bodry ënnerstrach huet, méi wéi néideg.

Nodeems d'Pirate sech säit Laangem fir esou ee Code ausgeschwat hunn, freeë mir eis natierlech ganz besonnesch doriwwer, datt mir elo endlech ee Member vun enger Regierungspartei op eiser Säit hunn, an hoffen, datt dëst zu enger séierer Emsetzung vum Projet bäidroe wäert.

Ech sot et an ech widderhuelen et: Fir d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger ze gewannen an ze halen, musse Politiker op allen Niveauen all Dag op en Neits beweisen, firwat se et verdéngt hunn.

***(Interruption)***

Et war wichteg a richteg, datt aus de vergaangenen Evenementer perséinlech Konsequenze gezu goufen, mä d'Fro bleift, wéi mer äänlech Situatiounen, déi d'Vertrauen an d'Politik op d'Spill setzen, an der Zukunft verhënnere kënnen.

Ier elo ee seet, datt d'Chamber hir Verantwortung soll iwwerhuelen, muss ech leider soen, datt ewell 2011, an och dat gouf haut schonn erwäänt, hei eng Resolutioun vum honorabele François Bausch, deemools Deputéierten, gestëmmt gouf, déi e Verhalenskodex fir Gemengepolitiker zum Objet hat.

***(Interruption par M. François Bausch)***

Dorauser ass awer bis elo, aacht Joer méi spéit, mam dann elo Minister François Bausch, Vizepremier François Bausch an der Regierung nach näischt ginn!

An zwou parlamentaresche Froen, eng vum Kolleeg, dem honorabelen André Bauler, an eng vu mir, hu mer bei verschiddenen Innenministeren an Innenministeschen op dëser Fro nach eng Kéier de Waasserstand gepréift.

An, wéi ass de Stand haut? Et läit nach ëmmer keng konkret Propos um Dësch! „Weider maachen" steet hei also net zur Dispositioun. Och hei muss als Éischt emol endlech ugefaange ginn. Mir mussen endlech e Verhalenskodex op d'Schinne bréngen, fir kloer a verständlech Regele fir d'Gemengepolitiker festzehalen.

Här President, duerfir deposéieren ech Iech elo nach eng Motioun, déi d'Regierung invitéiert, esou e Verhalenskodex auszeschaffen an der Chamber ze presentéieren.

***Motion 3***

*La Chambre des Députés,*

*- vu la résolution (97) 24 du 6 novembre 1997 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe lors de sa 101e session ;*

*- tenant compte de la résolution 433 adoptée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe du 7 novembre 2018 ;*

*- rappelant la résolution déposée par Monsieur le Député François Bausch et adoptée par la Chambre des Députés en sa séance publique du 13 octobre 2011 et décidant de l'instauration d'un code de déontologie pour les mandataires politiques locaux « afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêt » ;*

*- considérant le programme gouvernemental de 2013 et l'ambition d'élaborer un code de déontologie pour les élus locaux ;*

*- vu la réponse de 2014 du Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire n° 0430 de Monsieur le Député André Bauler au sujet d'un code de conduite pour les élus locaux ;*

*- vu la réponse de la Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire n° 0599 de Monsieur le Député Sven Clement au sujet d'un code de déontologie pour élus locaux ;*

*- considérant que la qualité de la gouvernance locale et sa dimension éthique sont devenues décisives et qu'il importe, au-delà des dispositions de droit pénal contre la corruption, de promouvoir au niveau national des normes éthiques communes à tous les élus locaux ;*

*- désireux de faire diminuer le risque de corruption et de renforcer la confiance des citoyens dans les décideurs politiques locaux,*

*invite le Gouvernement*

*à soumettre, endéans cette législature, au vote de la Chambre des Députés un Code de déontologie pour élus locaux.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Ech erhoffe mer bei dëser Motioun dann eng breet Zoustëmmung vun alle Säiten, well et gouf jo haut vu méi wéi enger Säit ugeschwat.

Duerfir ass dës Motioun éischter e Rappell an e fermen Opruff un d'Regierung, fir endlech mat der Aarbecht unzefänken. De Verhalenskodex fir Gemengeconseilleren a Schäffen dierf net nach méi laang op sech waarde loossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo nach op e weidert Thema ze schwätzen, dat e groussen Deel vun der Ried vum Premierminister ëmfaasst huet: d'Digitaliséierung an den Dateschutz. Dobäi fält engem déi Naivitéit op, mat där un dës grouss gesellschaftlech Erausfuerderungen erugaange gëtt. D'Kand ass schonns an de Pëtz gefall a mir klappen eis op d'Schëller, datt mer am Nohinein aktiv ginn, well mer verpasst hunn, am Virfeld eng richteg Dateschutzkultur ze maachen, amplaz déi virherrschend Datesammelwut ze erriichten. Et ass méi wéi paradox, datt mer elo maachen, wéi wann näischt geschitt wär, wéi wa mer just missten an Zukunft e bësse besser oppassen an et géif alles gutt ginn.

Neen, mir hätte schonn an der Vergaangenheet misse besser oppassen, mir alleguerten zesummen! Jiddereen, deen Datebanken hätt missen zur Geneemegung ufroen, jiddereen, deen deemools Datebanke geneemegt huet, jiddereen, deen haut op Datebanken zougräift, muss sech froen: Maachen ech hei Dateschutzkultur oder maachen ech hei Datesammelwut?

De beschten Dateschutz ass deen, d'Daten iwwerhaapt net ze erhiewen a scho guer net an Datebanken ze späicheren. Duerfir gehéieren d'Vorratsdatespäicherung a Co ofgeschaaft. Leider ass d'Regierung vun engem wierklechen Émdenken nach wäit ewech.

De Premier sot gëschter, datt et schwéier bis onméiglech wär, datt et keng Daten iwwer ee géif ginn. Dat läit och dorun, datt de Stat zum aktuellen Zäitpunkt ëmmer nach grondlos déi enorm Massen un Date vu sämtleche Bierger späichert an domat, wéi den Europäesche Geriichtshaff och scho festgestallt huet, géint d'Grondrechter vun de Bierger verstéisst. Soulaang Lëtzebuerg un der Vorratsdatespäicherung festhält, akzeptéiert dës Regierung, datt d'Grondrechter vun den Awunner vun dësem Land all Dag dausendfach verletzt ginn. Dat dierft et an engem Rechtsstat net ginn!

Leider verwonnert déi Situatioun een awer net emol méi, well e Stat, dee seng eege Gesetzer net respektéiert, dierft et jo eigentlech och net ginn. An awer huet déi ganz Affär ronderëm d'staatlech Datebanke gewisen, datt et esou ass.

D'Vertrauen an de Rechtsstat gëtt eiser Deeg wierklech op d'Prouf gestallt an et gëtt ëmmer méi schwiereg ze erklären, firwat ee Bierger sech soll u Gesetzer halen, wann de Stat et selwer net mécht. Dat ass eng Katastroph, an dem Eescht vun dëser Situatioun gëtt een net gerecht, wann ee sech, esou wéi de Premier gëschter, einfach just op e puer Punkte vum RGPD referéiert.

Et ass absurd, wann de Xavier Bettel a senger Ried seet - Zitat: „ D'Aarbechten, fir eng komplett Lëscht ze erstelle vun all de Bases de données, déi d'Justiz huet, si weidergaangen a wäerten esou séier wéi méiglech och finaliséiert ginn", a gläichzäiteg, nëmmen e puer Sätz méi spéit, seet - Zitat: „Den Ament gi beim Commissariat à la protection des données auprès de l'État ronn 1.400 Activités de traitement an Dateschutzregistere vun eenzelnen Administratioune gefouert."

Da muss ee sech dach d'Fro stellen, firwat et schéngt, wéi wann all ASBL sech en amont vum Akraafttriede vum RGPD méi Gedanken iwwert den Dateschutz an hir Traitementer gemaach huet wéi de Statsapparat an domadder d'Regierung!

Ech begréissen, datt endlech ugefaange gëtt, dëse Problem eescht ze huelen, amplaz „weider maachen" wéi bis elo.

Fir de Biergerinnen a Bierger et méi einfach ze maachen, ze gesinn, wéi eng Daten iwwer si beim Stat gespäichert sinn, a fir och ze erkennen, wien dës Donnéeë wéini consultéiert huet, fuerdere mir en digitalen Datebréif iwwer MyGuichet.lu, an deem, äänlech wéi dat haut ewell fir den nationale Persouneregëster geet, all Biergerin a Bierger ka kucken, wou wéi eng Date gespäichert ginn, a gläichzäiteg och d'Logge vun den Accèsen op déi Date kënne

gesi ginn. Esou géif endlech Transparenz geschaaft ginn an d'Biergerinnen an d'Bierger géifen an de Mëttelpunkt vun enger richteger Dateschutzkultur gesat ginn.

Jo, dat ass Aarbecht, fir all déi Systemer ze aktualiséieren. A jo, dat bedeit och, datt d'Kultur sech muss änneren, ewech vun engem „mir sammelen emol a mir kucken, wat mir domadder maachen", hin zu engem „mir sammele just nach dat Néidegst". Mä mir mussen drëngend domat ufänken.

Datselwecht gëllt fir eng ëmfaassend Analys vum Dateschutzimpakt vun all deenen Outilen, déi eis Statsbeamten an eis Schüler all Dag benotze sollen. Ech hunn a parlamentaresche Froen ewell dësen Dateschutzimpakt thematiséiert, mä leider waren d'Äntwerten dach e bëssen erniichterend, well manifestement si vill Analysen nach net gemaach ginn, a wann awer, da sinn nëmme seele Konklusiounen aus dësen Impaktstudie gezu ginn.

D'Digitaliséierung ass awer vill méi wéi nëmmen Dateschutz. Eng nohalteg Digitaliséierung bedeit, datt mer iwwergräifend Risike reduzéieren a Chancen notze mussen. Et geet net duer, einfach de Pabeier duerch e PDF ze ersetzen. Mir mussen d'Prozeduren iwwerdenken an och digital nei denken. Et ass schéin, sech fir dat Erreechte selwer ze felicitéieren, mä dobäi däerf een net vergiessen, datt de bloussen Accès zum Internet net bedeit, datt een och vun de Virdeeler vun der Digitaliséierung profitéiere kann.

D'Chancë vun der Digitaliséierung sinn aktuell leider net gerecht verdeelt. Et ass un der Politik, fir Chancëgläichheet ze schafen an d'sozial Kohäsioun ze garantéieren.

Wann ech hei am Haus da vun „digitale Schmelzen" a vum „digitale Minett" héieren, da gi mir d'Schudderen aus.

**Plusieurs voix**.- Ooh!

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Well dat weist, datt déi Responsabel net verstanen hunn, wat d'Digitaliséierung ...

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- Keng Romantik!

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Genau! Keng Romantik!

Well et weist, datt déi Responsabel net verstanen hunn, wat Digitaliséierung fir den Aarbechtsmaart a fir d'sozial Kohäsioun bedeit.

D'Digitaliséierung wäert zu grondleeënde Verwerfungen um Aarbechtsmaart an domadder an eiser Gesellschaft féieren. Fir datt mir dës Erausfuerderunge kënnen ugoen, musse mer der Realitéit an d'A kucken an dierfen net vun den „digitale Schmelzen" schwätzen, déi d'Realitéit verklären an insinuéieren, datt masseg nei Aarbechtsplaze fir Leit mat manner bis guer kenge Qualifikatioune géife geschaaft ginn. Well de Contraire ass leider de Fall! D'Digitaliséierung erfuerdert wéineg, mä duerfir héich qualifizéiert Personal.

Dat bedeit, dass mir onbedéngt nei Léisunge fir all déi fanne mussen, déi riskéieren, ofgehaangen ze ginn. De sougenannten „digital devide" ass eng Realitéit, a mir heibanne sollten eis deem bewosst sinn an deem och entgéintwierken.

Duerfir musse mir eist Handwierk an de Mëttelstand am grousse Ganze stäerken. Hei kann d'Digitaliséierung dann en Atout sinn an e wichtege Bäitrag leeschten.

A Georgien, engem Land, wat op deene meeschte Rankinge sécher wäit vun eis ewech läit a meeschtens hanner eis, kann ee beispillsweis innerhalb vun nëmmen engem Dag eng Demande stelle fir eng Autorisation d'établissement, fir seng Entreprise unzemellen. Et kritt een eng TVA-Nummer an et kritt een och direkt seng Autorisatioun ausgestallt, wann näischt dergéintschwätzt. Zu Lëtzebuerg si mer do nach e Stéckchen ewech.

***(Interruption par M. Lex Delles)***

E klengt Stéckchen, Här Delles.

D'Digitaliséierung ass keen Allheelmëttel fir d'Problemer vun haut a vu muer. Et ass ee Puzzledeel vun all Léisung, mä net d'Léisung eleng.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een an enger Ried wierklech iwwert déi ganz Lag vun der Natioun schwätze wëllt, da misst een nach eng ganz Rëtsch weider Themen uschwätzen. Mä leider hunn ech hei viru mer esou eng Auer, déi kontinuéierlech weiderleeft, a se mécht einfach net Stopp.

***(Interruption)***

An duerfir hunn ech musse probéieren, mech op e puer Themefelder ze konzentréieren.

Ech hoffen, ech konnt esou eng kleng Visioun vun deem proposéieren, wat d'Piraten als Pläng oder méiglech Pisten als Ëmsetzung fir d'Zukunft virzeechnen. Leider huet eis esou eng Presentatioun säitens der Regierung bekanntlech gefeelt. Konstruktiv Oppositiounsaarbecht heescht net just, géint eppes ze sinn, mä och Proposen ze maachen. Mä et bedeit och d'Regierung ze kontrolléieren. An dat ass nëmme méiglech, wann een och der Regierung hir Piste fir d'Ëmsetzung vun hiren Ziler kennt.

Soulaang d'Regierung net aktiv gëtt, hoffen ech, datt mir als Chamber de Courage hunn, fir zesumme Léisungsusätz auszeschaffen. Dat ass eis Responsabilitéit als Politiker, als Deputéierten.

Duerfir begréissen ech ausdrécklech dem Kolleeg Alex Bodry seng Propos, fir zu all Ressort vun der Regierung eemol pro Joer ee Chambersdebat ze organiséieren an esou och aus dem Parlament eraus verstäerkt Iddien a Pisten opzeweisen.

D'Chamber ass net drop ugewisen, op d'Regierung ze waarden, och mir kënnen den Ufank maachen. Mir Piraten hunn duerfir en Deel vun eise Proposen haut schonns deposéiert a wäerte wärend eiser zweeter Saison an der Chamber nach net esou séier opginn, fir weider eegen Iddien ze presentéieren an ze debattéieren. Mir wëllen hei iwwer konkret Proposen amplaz iwwer eidel Floskele schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** *(Piraten).*- Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Clement, den Här François Bausch fir d'Éischt an duerno d'Madamm Taina Bofferding wëllen Iech nach eng Fro stellen.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Esou vill Froen!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wollt den Här Clement eppes froen. En huet ons elo hei eng Motioun deposéiert, déi ganz interessant ass, mat där ech elo eigentlech kee Problem hunn, wou ech en och wëll drop hiweisen, datt dat, wat an där Motioun hei verlaangt ass ..., wann e sech kann erënneren, ass am Mee bei der Debatt ronderëm de Klimaplang ganz kloer vun der Ministesch hei matgedeelt ginn, datt d'Regierung natierlech wëllt fir de Stat an natierlech och fir d'Regierung selwer a puncto zum Beispill Déngschtreese kucken, datt Certificaten agefouert ginn, fir datt dat kompenséiert gëtt, wat d'Regierung flitt. Also duerfir laaft Der hei oppen Dieren an.

Mä ech muss Iech awer soen, et huet mech e bëssen iwwerrascht, Är Motioun. Ech hat mer erwaart, datt een natierlech, wann een d'Regierung dozou opfuerdert, wëssend, vu datt d'Regierung dat jo scho selwer ugekënnegt hat, ...

**Une voix**.- Jo.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- ... datt se dat wëllt maachen, datt een dann an éischter Stell hei eng Resolutioun fir sech selwer deposéiert hätt, well d'Regierung, dat si 17 Leit, an d'Deputéiert, dat sinn der 60. An et géif mech emol interesséieren dann als Regierungsmember, wéi vill dann d'Chamber bis elo zertifizéiert huet bei de Vollen, déi d'Chamber geflunn ass. Dat sinn der wahrscheinlech jo och net wéineg. An ech hu mer soe gelooss, Dir wäert ee vun de Championen, fir doruechter ze fléien.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Oh, ech sinn esou kuerz hei, datt ech net kann de Champion sinn.

***(Exclamations)***

**Une voix**.- An engem Joer méi geflu wéi verschiddener an hirer ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Duerfir géif et mech emol interesséieren, Här Clement, wann Der esou Motioune wéi déi hei deposéiert, ...

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Hien ass jo awer nach nei derbäi.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- ... wéisst ech nawell gär, firwat Der net als Alleréischt, well deen éischte Schratt wär jo, datt ee bei sech selwer unfänkt, dat sidd Dir, Dir sidd jo net hei anodin.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Här Bausch, Dir hätt meng Ried solle gutt nolauschteren, well ech hu gesot, datt de Bréif un d'Chamber schon eran ass.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Nee. Firwat hutt Der keng Resolutioun hei deposéiert, wou Der d'Chamber selwer opfuerdert, dat ze maachen, zum Beispill? Dat hätt mech interesséiert.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Ma Här Bausch, Dir waart, mengen ech, laang Member hei am héijen Haus.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- An ech hu mer soe gelooss, ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ja?

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- ... datt dee richtege Wee net ëmmer ass, fir an der Chamber just Resolutiounen ze deposéieren, déi am Plenum debattéiert ginn, ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ou? Mä hei wier et awer interessant gewiescht.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- ... mä och heiansdo ze probéieren, e Konsens am Bureau ze fannen.

***(Interruption)***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Bei där hei wär et awer interessant gewiescht.

***(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)***

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- An duerfir ass e Bréif un de Bureau gaangen. Merci, Här Di Bartolomeo.

**Une voix**.- Déi huet hie selwer kompenséiert.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- An duerfir hu mer och dës Pist gewielt, fir an der Chamber dat am Bureau ze deposéieren, wou dat diskutéiert ka ginn.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dir wäert dat jo sécher da ganz transparent alles veröffentlechen, huelen ech jo un, ne?

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Zu der Fro ... Dat ass guer kee Problem. Dir kënnt dee Bréif gäre consultéieren.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Neen, neen, net Äre Bréif, d'Resultat vum Bréif hätt ech gär!

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Ech ginn dovunner aus, datt d'Chamber iwwert dat Resultat méi wéi kloer wäert kommunizéieren.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech hunn nach eng zweet Fro.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Jo, ech wëll just op nach en anere Punkt vun Ärer Fro agoen. Merci.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Selbstverständlech.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Dir hutt zwou Saachen näämlech ugeschwat, dat eent ass iwwert d'Kompenséieren. D'Madamm Ministesch hat gesot, et géif geplangt ginn ze kompenséieren. Meng Motioun schwätzt vun enger duebeler Kompensatioun. Dat ass net nëmmen, fir ze kompenséieren, mä fir eben och e positiven Effekt op d'Klima ze hunn.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Et ass jo dat, wat ech gesot hunn, zertifizéieren, net kompenséieren, jo.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Neen, duebel!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, dat ass kee Problem.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- An dann dat Zweet ass, zu menge perséinlechen Emissioune kann ech Iech gären all meng Certificaten, déi ech privat kaaft hu fir all Déngschtrees, déi ech bis elo fir d'Chamber gemaach hunn, awer och fir meng Privatreesen, gäre weisen, well ech hu genau dat doten, wat ech hei fuerderen, privat scho méi laang gemaach.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat muss deier gewiescht sinn!

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Et ass net geschenkt.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Ech hunn eng zweet Fro un Iech. Sidd Der net mat mer d'accord ...? Ech si voll mat Iech averstanen, Transparenz an datt ee muss weisen, och Deontologie, d'Konten an esou weider.

Et géif mech emol eng Kéier interesséieren, Dir hutt dat näämlech nach ni gemaach. Dir sidd jo net heihinnerkomm einfach als Sven Clement, Dir sidd op enger Lëscht gewielt gi vun enger Partei, an et sinn awer zimlech kritesch Rapporte gi vun der Cour des comptes iwwer Är Konten an d'Transparenz vun Ärer Partei. Ech hu bis elo nach ni eng Pressekonferenz erlieft vun Iech als Partei, wéi Dir da mat deene Kritécke vun der Cour des comptes par rapport zu Äre Konten ëmgaange sidd.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Also, Här President, ech mengen, datt dat dote keng Nofro zu menger Ried war. Dat war éischter eng relativ bëlleg a polemesch Attack, well den Här Bausch weess, datt ...

***(Interruption)***

Den Här Bausch weess ganz genau, datt mer op déi Rapporte Stellung geholl hunn. Déi sinn transparent bei der Cour des comptes um Site och nozeliesen. A wien no der leschter Comexbu, wou de leschte Rapport behandelt ginn ass, opmierksam d'national Press consultéiert huet, deen hätt och gemierkt, datt déi Rapporten do och thematiséiert goufen.

Also vun dohier, Här Bausch, ech mengen, dat ass net d'Thema.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech mengen, elo wier et un der Madamm Ministesch Taina Bofferding.

***(Interruptions)***

**Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech wollt ...

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Neen, et ass Heure de questions aux députés.

**Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur.*- Här Clement, also ech muss soen, ech si jo ëmmer oppe fir gutt gemengte Rotschléi. Ech sinn awer e bëssen iwwerrascht, dass Der elo hei déi Motioun deposéiert fir de Code de déontologie. Dir hutt mer schonn eng Question parlementaire geschriwwen. Ech hunn Iech drop geäntwert. Wann Der Iech gutt kënnt drun erënneren, hunn ech Iech geäntwert, dass ech deem ganz positiv géigeniwwerstinn. An et ass en Deel vum Regierungsprogramm.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Mä mir hunn nogelies, et steet net do. Et stoung 2013 am Regierungsprogramm.

**Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, awer vun deem, wat ech ugekënnegt hunn, wann Der mer wannechgelift nolauschtert!

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Dir hätt mir och kënne virdrun nolauschteren.

**Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur.*- Mir ass et wichteg, mir ass et awer wichteg, dee Code och mat den Akteuren zesumme kënnen auszeschaffen. Dir hutt jo och schonn ... De Syvicol huet jo och schonn do Pisten ausgeschafft. A mir hunn am Moment e ganz gudde Moment, fir doriwwer ze diskutéieren, dat ass näämlech déi grouss Refonte ebe vum Gemengegesetz. Déi Diskussioune lafen am Moment, wou ech jo och hei den Tour duerch d'ganzt Land maachen a wou ech och frou sinn, dass ebe grad esou vill Lokalpolitikerinnen a -politiker do matschaffen an och d'Gemengepersonal an och Leit, déi soss an de Kommissiounen eben engagéiert sinn. A genau dat, mengen ech, ass dee richtege Wee, dass mer och doriwwer eben zesummen diskutéieren.

An iwwerdeem wëll ech just soen: Déi Gemengefore lafen elo an do kënnen och Conseillere vun der Piratepartei drun deelhuelen. Bis elo hunn ech nach kee begéint. Mä wann Der gär also wëllt matschaffen, invitéieren ech Iech, genau op dës Plaz ze kommen, da kënne mer dat zesummen diskutéieren.

Merci.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Ma dann, als kuerz Äntwert dorobber vläicht, ech mengen, datt laang, säit 2013 anscheinend, un deem Code de déontologie geschafft gëtt. 2011 gouf e fir d'Éischt an enger Resolutioun gefuerdert.

No de Virkommnisser, iwwert déi mer hei am Haus héich an haart diskutéiert hunn, ass et, mengen ech, un der Zäit, fir dat net nëmmen op Sankt-Nimmerleins-Tag ze verschiben, mä fir do endlech e bëssen Damp dohannert ze maachen.

An déi Motioun hei ass genau als esou e Rappell a fermen Opruff formuléiert, net méi, net manner. Wann Der et also fir eng gutt Iddi fannt, da stëmmt et mat!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems datt de Premierminister seng Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gemaach huet an d'Problematik ronderëm de Wuesstum komplett ausgeklamert

huet, wéilt ech haut am Numm vun der CSV-Fraktioun e puer Wuert iwwert d'Problemer verléieren, déi dëse Wuesstum notamment am Beräich vum Wunnengsmaart a Wunnengsbau mat sech bréngt.

Et gëtt ëmmer méi däitlech, datt dës Regierung null Strategie huet, kee Kapp, deen dat Ganzt ze steiere weess. All Ministère gëtt sech einfach selwer iwwerlooss a jiddweree wurschtelt fir sech a sengem eegenen Eck.

***(Interruption et hilarité)***

Dës Majoritéit ... Jo! Jo!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Lies, loosst Iech net duerjerneebréngen! Dir hutt d'Wuert, an Dir eleng.

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Voilà! Dës Majoritéit verdeckt d'Aen an hält d'Oueren zou a schalt einfach op Autopilot.

Wou bleiwen d'Strategië ronderëm de Logementsproblem? Huet Gambia 1 net viru sechs Joer vollmundeg dekretéiert, de Wunnengsbau wier eng absolutt Prioritéit? D'Madamm Nagel an den Här Bettel hu viru sechs Joer vum Bau vun 10.000 Wunnenge geschwat, datt dës schnellstméiglech solle gebaut ginn.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- ... zur Chefsaach erkläert!

**Plusieurs voix**.- Jo!

**M. Marc Lies** *(CSV).*- A wien huet deklaréiert, 10.000 Wunnenge géife schnellstméiglech gebaut ginn? Wou si se dann? Wou sinn déi 10.000 Wunnengen?

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Wa se deemools gebaut gi wären, da wäre se do.

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Den Här Bettel huet deklaréiert viru sechs Joer, datt 10.000 Wunnenge gebaut ginn. Wou si se?

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV).*- Mir hu wéinstens zouginn, datt mir e Problem hätten. Dir hutt dat bis haut nach net zouginn, datt Dir de Problem net an de Gréff kritt hutt.

***(Brouhaha)***

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Kee Wuert vum Premier iwwert déi dramatesch Situatioun vu viru genau enger Woch virum Siège vun der SNHBM.

Wat ass aus dëser Prioritéit gi ronderëm de Wunnengsbau? D'Wunnengsbaupräisser sinn nach ni esou séier an d'Luucht gaange wéi iwwert déi lescht Joren: 11,4 % bei der Vente vun den Appartementer op ee Joer gesinn.

D'Präisser um Locatiounsmaart bei den Appartementer sinn zanter dem zweeten Trimester 2017 vun 19,8 Euro de Meterkaree an der Moyenne ëm méi wéi 6 Euro op 26,03 Euro de Meterkaree d'zweet Trimester vun dësem Joer an d'Luucht gaangen.

Vun dëser Präishausse wollt dës Regierung laang näischt wëssen. Vun Transparenz keng Spur! Nëmme well d'CSV-Fraktioun am Juni dëst op den Ordre du jour vun der zoustänneger Chamberskommissioun setze gelooss huet, huet de LISER och Informatiounen iwwert dës dramatesch Präissteigerung ginn. Wat de Locatiounsmaart ugeet, si keng historesch Statistike méi ze fannen, well de Site vum LISER iwwert den Habitat durable ënner „reconstruction" steet. Ass dat normal?

Sollten d'Fënsteren net grouss opgerappt ginn? A sollt net fir méi Transparenz gesuergt sinn? Sechs Joer duerno ass absolutt guer keng Spur méi vun Transparenz ze erkennen.

***(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)***

Eist Land wiisst an de leschte Joren ëm 10.000 bis 13.000 Awunner pro Joer. Bei den Aarbechtsplazen ass et äänlech. An Zäite vun esou engem Hyperwuesstum mussen och pragmatesch Léisunge fonnt ginn. Neen, dëst wëllt dës Majoritéit net.

Amplaz datt dës Majoritéit dohinnergeet a fir d'Eischt emol fir déi nächst Joren antizipéiert an d'Infrastrukturen an de Wunnengsbau op Vordermann bréngt, gëtt de Wuesstum nach virun ugefeiert mat neien Ureizer, neie Kaddoen, déi monter verdeelt ginn. Dëst suergt fir zousätzlechen Drock an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft.

Lauschtert de Leit no an eisen Dierfer, an eise Quartieren, déi sech net méi wuelfillen, sech vun der Politik komplett am Stach gelooss fillen, well hir Liewensqualitéit beaträchtegt gëtt duerch ze vill Chantieren, duerch ze vill Verkéier, an ech kéint nach weiderfueren!

Et ass eng Hyperwuesstumsspiral, déi anscheinend vun dëser Majoritéit gewollt ass. Huet de gréngen Deputéierten Henri Kox net viru véier Joer bei der Presentatioun vum Budget vun 2016 vun engem 1,2-Milliounen-Awunnerstat geschwat?

Den zoustännege Minister vum Aménagement du territoire, de François Bausch, ass sengem Parteikolleeg duerno ganz schnell zur Säit gesprongen an huet dës Zuele relativéiert respektiv erofgesat, well hie genau weess, datt dëst vusäite vun den Infrastrukturen iwwerhaapt net ëmsetzbar ass.

Virun e puer Deeg mengt d'Madamm Cahen awer nach, en Eemilliounenawunnerstat wär bis 2060 keng Fatalitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir sollen oppassen, datt eis 2.586 Meterkaree Landfläch net komplett zoubëtonéiert gëtt.

**Une voix**.- Quadratkilometer!

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Quadratkilometer, richteg!

Haut sinn nach 85 % vun der ganzer Landfläch mat Bësch oder Gréngfläche bedeckt. Déi gréng Long vun eisem Ländche soll erhale bleiwen. Jo, mir mussen op Plaze verdichten, wou d'Ubannung un den ëffentlechen Transport gutt ass a wou sech d'Liewen ofspillt. Jo! Mir sinn eis hei awer net konsequent.

Dës Regierung an zemools déi gréng si sech net konsequent. Op där enger Säit gëtt en Hyperwuesstum dekretéiert an op där anerer Säit gëtt awer net dat gemaach, wat muss gemaach ginn, fir dësem Wuesstum och Rechnung ze droen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech kuerz bieden dann effektiv, datt ech dierft d'Kap vum Lokalpolitiker undoen - domat ass an deene leschte Joren oder Wochen net ëmmer jiddwereen heibannen d'accord gewiescht -, fir och déi Experienzen, déi um Lokalen dann iwwert déi lescht Jore vu menger Säit aus gemaach gi sinn, hei mat era kënnen ze bréngen.

An deene leschte Jore goufen an där Gemeng, déi ech besser kennen, eng ganz Partie Mesuren entaméiert, wat de sozialen oder subventionéierte Wunnengsbau ugeet. Et gouf vusäite vun der Gemeng ee PAP initiéiert, wou mat 40 verschiddene Proprietairen ee PAP iwwer eelef Hektar zesummen ëmgesat ginn ass, wou eng 400 Wunnengen dann haut kënne gebaut ginn, 100 dovu ginn der eleng ënnert de Kritäre vun deem sozialen oder subventionéierten ëmgesat.

An der leschter Woch war eng Presentatioun, genau op dem Dag vun haut, wou 21 Appartementer an 20 Haiser presentéiert gi si fir d'Vente ënnert de Kritäre vum Bail emphytéotique op 99 Joer an och mat engem Virkafsrecht op 99 Joer. Et wore 450 Leit an deem Sall, 450 Leit, déi effektiv erwaardungsvoll an dës Reunioun komm sinn, fir dann effektiv herno déi Formulairë vun der SNHBM ze kréien, fir dann eng vun deenen 41 Wunnenge kënnen ze erlaangen.

Zum Schluss vun der Reunioun, do ass een Drëttel vun alleguerten deene Leit mat grousser Erwaardungshaltung carrement op d'Bün gestiermt, fir déi Formulairen ze kréien, fir déi Eischt ze sinn, déi effektiv beim Siège vun der SNHBM da konnte sinn, fir d'Demande eranzereechen.

Wärend dëser Reunioun wore schonn eng 20 Leit, déi sech beim Siège afonnt hunn. Bis owes zwielef Auer hu 50 Leit virum Siège vun der SNHBM campéiert. An ech weess, wat sech do ofgespillt huet, well ech genuch Leit vun deene kennen, déi och an där Reunioun derbäi waren an déi bei eis an der Gemeng wunnen. Et ass ganz ziviliséiert ofgaangen.

Mä ass dat normal fir ee Land wéi Lëtzebuerg, datt effektiv iwwer honnert Leit an enger Nuecht musse campéieren, fir sech kënnen eng Wunneng ze leeschten?

Dat si keng Leit, déi effektiv um sozialen Hongerduch nagen. Et si Leit aus der Gesellschaft, aus der Mëttelschicht, déi sech effektiv do presentéiert hunn an effektiv gekuckt hunn, fir mueres hiren Dossier eranzereechen. Bis mueres néng Auer waren 130 Dossieren erageréecht fir 41 Wunnengen. Ech mengen, dat sollt ee sech eng Kéier virun Ae féieren!

An dann ass et den Här Bettel, dee virun enger Zäitche gesot huet: „Et ass dem Land nach ni esou gutt gaange wéi haut." Da soll een och kucken, datt een effektiv deene Leit weiderhëlleft, datt si och zu hirem kommen, wat se effektiv gären hätten: een Daach iwwert dem Kapp!

**Une voix**.- Très bien !

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Ass et normal, datt jonk Famillen, datt jonk Leit mat Kanner an der Rei stoe mussen, fir genau dës Wunnengen ze kréien? Ass dat normal? Ass et normal, datt verschidde Regierungsmemberen den Noutstand beim Wunnengsbau nach ëmmer net erkannt hunn?

Firwat behënnert eng gréng Ëmweltministesch, wann et drëm geet, d'Erweiderung vum Perimeter ze maachen, wou Gemenge viru Joren Terrainen opkaaft hunn, do vu 76 % Proprietaire sinn, a probéieren, an deenen nächste Jore genau dat nach eng Kéier virunzeféieren?

Et ass ee Courrier de 15. Juli un d'Madamm Dieschbourg, d'Madamm Tanson an och un d'Madamm Bofferding gaangen. De 15. Juli! Bis haut keng Äntwert!

Sinn dat d'Prioritéite vun dëser Regierung? Ech kéint nach weiderfuere mat anere Courrieren. Ee vum 20. Juni och un den Ëmweltminister, wou et ëm déi duuss Mobilitéit geet vu Projeten: Bis haut keng Äntwert!

Dir Dammen an Dir Hären, de Wunnengsbau beschäftegt zurzäit déi ganz Natioun. An de leschte Méint ass eng Hiobsbotschaft no där anerer komm, wat d'Präisentwécklung ugeet an awer besonnesch wat den Aarmutsrisiko ugeet, dee méi a méi duerch déi héich Wunnengspräisser provozéiert gëtt.

Am September 2016, viru geschloenen dräi Joer, huet eist Land eng „warning" iwwer ee systemesche Risk am Beräich vum Immobiliemaart vun der EU kritt. Dës „warning" gëtt zanter Joren op déi laang Bänk gedréckt. Lëtzebuerg muss hei reagéieren. A gleeft mir, da gëtt et an deenen nächste Joren effektiv nach vill méi dramatesch fir jonk Menagen, fir iwwerhaapt zu engem Eegenheem ze kommen, wann dës Mesure bis ëmgesat sinn!

Datt dëser Regierung dëst an och aner Saachen net gefalen, hunn ech virdru scho gesot, andeems datt dës explosiounsaarteg Präisser mangelhaft kommunizéiert ginn an andeems datt dës Statistike verklausuléiert publizéiert ginn. Geschweige denn, datt de Stat am Beräich vum Bau vu soziale Mietwunnenge méi a méi an de Favoritismus iwwergeet!

Datt de Wunnengsbau keng einfach Saach ass an datt een d'Problemer net vun haut op muer aus der Welt geschafe kritt, dierft eis alleguer bewosst sinn an dat huet och ni ee Mënsch a Fro gestallt. Eist Land wiisst extrem séier. Am Grand-Duché missten all Joer ronn 6.000 nei Wunnenge gebaut ginn opgrond vun eisem jäerleche Populatiounswuesstum. Datt dës 6.000 Wunnengen net gebaut ginn, wësse mir och alleguer heibannen.

U wat läit et, datt mer mam Bau net nokommen? Éischtens sécherlech dorun, datt mir eis extrem schwéier di mat de Prozeduren. Bis datt haut en neit Lotissement duerch d'Prozedur ass, vergi gutt a gär zéng Joer, a ville Fäll geet et domat net duer. Beschwéierlech kënnt derbäi, datt d'Prozeduren och ëmmer nees ëmgeännert ginn. Datt am Perimeter och nach musse Kompensatioune gemaach ginn opgrond vum neien Naturschutzgesetz, hëlleft der Saach definitiv net weider. Amplaz Pragmatismus walten ze loossen, mécht dee vun der Madamm Dieschbourg gefouerten Ëmweltministère ëmmer nees e Strëch duerch d'Rechnung vun de Gemengen oder déi vun de Lotisseuren.

***(Brouhaha)***

Esou komme mir an dësem Land definitiv net weider an d'Präisser gi monter weider an d'Luucht: 10.000 Euro de Meterkaree bei engem Neibau ...

***(Interruption par la présidence)***

... sinn haut an der Stad a ronderëm d'Stad keng Seltenheet méi. Wéi soll an Zukunft nach een dat kënne bezuelen? Bleiwen hei net eng ganz Rëtsch vu jonke Leit a sozial méi schwaache Leit op der Streck? Kafe gëtt ze deier a vill Leit kënne sech en Eegenheem net méi leeschten.

Well d'Wunne méi a méi zu engem Luxus gëtt a sech geschwë kee méi eng Wunneng leeschte kann an d'Präisser an de leschte Joren exponentiell an d'Luucht gaange sinn, reechen ech dës Motioun eran, fir de Fräibetrag bei der TVA vu 50.000 Euro op 100.000 Euro an d'Luucht ze setzen.

***Motion 4***

*La Chambre des Députés,*

*- constatant que l'augmentation de la TVA en 2015 de 15 % à 17 % a eu un impact en termes de coûts sur les constructions destinées à l'habitation principale ;*

*- constatant que le coût supplémentaire à supporter au niveau des constructions destinées à l'habitation principale résulte du fait que la faveur fiscale en matière de TVA est plafonnée à 50.000 € ;*

*- constatant qu'avec la hausse du taux de TVA de 15 % à 17 % le montant des constructions pouvant bénéficier de la faveur fiscale a diminué de 416.667 € à 357.143 € ;*

*- constatant que le Gouvernement n'a pas adapté le montant maximum de l'avantage fiscal suite à l'augmentation de la TVA, qui reste fixé à 50.000 €, et que cette non-adaptation se traduit en des dépenses supplémentaires pour les propriétaires concernés ;*

*- rappelant que, pour les années 2009 à 2012, le plafond était fixé à 60.000 € ;*

*- constatant que cette décision a entre autres pénalisé les jeunes respectivement les jeunes familles désirant acquérir des constructions leur servant de résidence principale ;*

*- constatant que le coût du logement a considérablement augmenté au cours des dernières années et ne cesse de croître ;*

*- constatant in fine qu'entre le 1er trimestre 2010 et le 1er trimestre 2019, la hausse cumulée du prix de vente des logements atteint plus de 40 % et que les prix des terrains à bâtir ont augmenté d'environ 6,1 % en moyenne par an,*

*invite le Gouvernement*

*- à porter la limite de la TVA remboursable par logement créé ou rénové de 50.000 € à 100.000 € afin de soulager considérablement les acquéreurs potentiels d'un logement et notamment afin de favoriser en première ligne l'accès des jeunes ménages à leur premier logement ;*

*- à modifier l'article 1er du règlement grand-ducal du 21 décembre 2012 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives en remplaçant les termes « cinquante mille euros » par ceux de « cent mille euros ».*

*(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.*

## 7. Dépôt de trois propositions de loi par M. Marc Lies

Am selwechte Kontext reechen ech eng Proposition de loi eran, fir de Crédit d'impôt vun 20.000 Euro op 50.000 Euro an d'Luucht ze setzen.

***7484*** *- Proposition de loi*

*modifiant la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification :*

*1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché ;*

*2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs ;*

*3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;*

*4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;*

*5. de la loi modifiée du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects*

**Une voix**.- Très bien !

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci.

**M. Marc Lies** *(CSV).*- D'Locatiounspräisser lafen aus dem Rudder. Mat enger exorbitanter Steigerung vun der Locatioun an de vergaangenen zwee Joer ka sech d'Regierung dës Hausse zu engem gudden Deel op den eegene Fändel schreiwen, dëst opgrond vun der Upassung vun der TVA vun 3 % op 17 % bei Zweetwunnengen.

Well geschwënn déi jonk an och déi sozial méi schwaach Leit sech eng Wunneng net méi leeschte kënnen, souwuel wat d'Acquisitioun wéi d'Locatioun ugeet, wéilt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun dës Proposition de loi iwwert den Optiounskaf erareechen, wou besonnesch jonke Leit op der Sich no enger Wunneng - am Ufank zur Locatioun, duerno zum Verkaf - soll gehollef ginn.

Fir eng Kéier a kuerze Wierder ze explizéieren, ëm wat et geet: Locatiounskaf (veuillez lire : Den Optiounskaf) ass deen, datt sech jonk Menagen, nodeems datt se effektiv vun der Schoul kommen, oder och aner Menagë wärend fënnef Joer eng Wunneng uloune ginn, dat zu engem Loyerspräis vu maximal zéng Euro de Meterkaree. Innerhalb vun deenen zéng Euro de Meterkaree gëtt nach ee Véierels dovunner op e Spuerkont gesat, fir datt no deene fënnef Joer, wa se bei e Banquier ginn, fir sech déi Wunneng - déiselwecht Wunneng - kënnen ze kafen, och déi Suen dann ugespuert sinn, fir effektiv als Cashgarantie kënne bei enger Bank hannerluecht ze ginn.

De Verkaf soll herno bei ëm 3.000 Euro de Meterkaree leien. Dëse Kontrakt soll zum Ufank

## Le saviez-vous ?

### ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

vun dem Optiounskaf definéiert ginn. An natierlech geet dat Ganzt iwwer Bail emphytéotique op 29 Joer (veuillez lire : 99 Joer) mat engem Virkafsrecht vun 99 Joer.

**Une voix**.- Très bien !

***7485*** *- Proposition de loi*

*1. modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

*2. modifiant la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »*

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci.

**M. Marc Lies** *(CSV).*- An därselwechter Proposition de loi, vu datt et massiv u soziale Mietwunnenge feelt a fir datt dës Wunnenge fir ëmmer am Notze vun der Allgemengheet solle bleiwen, proposéiert d'CSV, fir de Subsid bei de Gemenge vu 25 % op 90 % (veuillez lire : vu 75 % op 90 %) a bei de Promoteurs publics vu 70 % op 80 % beim Bau an d'Luucht ze setzen, mat der Konditioun, datt dës Wunnengen ni méi däerfe verkaf ginn an datt de Loyer iwwert de Règlement grand-ducal vun 1988 (veuillez lire : vun 1998) applizéiert soll ginn.

Den Aarmutsrisiko geet dramatesch an d'Luucht. Déi lescht Statistike ginn awer just bis d'Joer 2017 zréck. Wann an de kommende Joren d'Analys vun de Joren 2018 an 2019 gemaach gëtt, ech mengen, da ginn eis alleguerten d'Dronkenellen aus. Den Aarmutsrisiko an der ganzer Populatioun ass dramatesch an d'Luucht gaangen. Bei de monoparentalle Menagë läit de Risiko, nodeems datt d'Chargen ofgaange sinn, bei 66 %.

Rifft dëst keng Regierung, rifft dëst keng Sozialistesch Aarbechterpartei, rifft dëst kee Premierminister op de Plang? Et schéngt net esou!

Dir Dammen an Dir Hären, kuckt Iech eng Kéier d'Statistike vun den Offices sociaux un! Den Haaptproblem ass, fir abordabele Wunnraum ze fannen. D'Gesetz ronderëm d'Offices sociaux muss reforméiert ginn, an déijéineg Offices sociaux, déi Wunnenge vermëttelen, ob dat iwwert d'AIS oder sozial Mietwunnenge vun de jeeweilege Gemengen de Fall ass, musse méi Ressourcë kréien, fir en adequate Suivi social a financier mat dëse Menagë kënnen ze maachen.

Ech maachen en Appell un déi zoustänneg Ministeren: Maacht d'Aen op an handelt, ier et ze spéit ass an eng ganz Schicht vu Leit definitiv net méi iwwert d'Ronne kënnt! Dëst wor och en Appell vum Fraktiounschef vun der Sozialistescher Partei.

Et muss méi Offer op de Wunnengsmaart kommen, dëst souwuel am private wéi besonnesch awer och am ëffentleche Wunnengsbau. Eist Land brauch eng Strategie, wéi dat ze maachen ass. Mir brauchen Tatendrang, kee Geplänkels, an dëst vun alle Regierungsparteien!

An deene leschte Méint gouf ëmmer vu Regierungssäit gesot: „Mir hunn nach 2.800 Hektar am Perimeter, déi kënne verbaut ginn." Dat ass richteg a stellt och kee Mënsch a Fro. Wéi dës 2.800 Hektar awer solle viabiliséiert ginn, dorop huet keen eng Äntwert.

D'Applikatioun vum Quart-taux op der Plus-value huet sécher eng gewëssen Inzidenz, fir Terrainen ze bebauen, mat sech bruecht. Aus dësem Grond reechen ech eng Proposition de loi eran, fir de Quart-taux op der Plus-value nees vun 2020 bis 2022 anzeféieren.

***7486*** *- Proposition de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs*

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci.

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Ëm 80 % vun de Proprietairë vun den 2.800 Hektar si Personnes physiques; et sollt een et nach eng Kéier mam Zockerbrout probéieren. Et musse sech awer och aner Gedanke gemaach ginn iwwer eng eventuell Mise à disposition vun dësen Terrainen. Déi momentan Situatioun op de Finanzmäert incitéiert d'Leit bestëmmt net, fir vum Foncier an de Cash ze goen. Den ëffentleche Promoteur, de Stat oder d'Gemengen, hu just e Brochdeel vun dësen 2.800 Hektar, wat e Riseproblem ass, fir an Zukunft iwwerhaapt nach abordabele Wunnraum ze schafen. Frot déi ëffentlech Promoteuren!

## 8. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

***Débat (suite)***

Heimat reechen ech eng aner Motioun eran, fir d'Regierung opzefuerderen, eng Spekulatiounssteier op onbebauten Terrainen an op eidel stoende Wunnengen anzeféieren. Ausgeschloss vun dëser Steier sollt de Besëtztum am Fall vum Eegennotzen am direkte Grad sinn an am Fall vum gewerblechen Notzen.

***Motion 5***

*La Chambre des Députés,*

*- constatant le manque de logements disponibles et l'évolution rapide des prix sur le marché du logement ;*

*- constatant que les communes ont la possibilité de percevoir une taxe d'inoccupation sur les immeubles bâtis destinés au logement qui ne sont pas occupés pendant une période de 18 mois consécutifs, ainsi qu'une taxe de non-affectation à la construction sur les terrains à bâtir qui sont depuis trois ans susceptibles de faire l'objet d'une autorisation de construire et pour lesquels les travaux de construction n'ont toujours pas débuté ;*

*- constatant que seulement huit communes (Beckerich, Bettendorf, Diekirch, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre, Redange/Attert, Roeser, Winseler) ont introduit une taxe d'inoccupation et deux communes une taxe de non-affectation à la construction (Esch-sur-Alzette, Roeser) ;*

*- constatant que les communes ont le droit d'introduire un impôt foncier sur les immeubles bâtis et non bâtis ainsi que les terrains à bâtir à des fins d'habitation (impôt foncier B5 et B6) ;*

*- constatant que pour l'année d'imposition 2019, 78 communes ont introduit l'impôt foncier B6 « terrains à bâtir à des fins d'habitation » ;*

*- prenant acte que le taux multiplicateur B6 varie entre 235 € et 1.500 € ;*

*- constatant une grande réticence au niveau communal à appliquer concrètement la taxe d'inoccupation respectivement de non-affectation ;*

*- estimant que le montant du taux multiplicateur est très bas, de sorte que l'impact fiscal pour les propriétaires reste limité ;*

*- estimant que les taxes communales existantes s'avèrent insuffisantes pour lutter contre la spéculation ;*

*- concluant que les logements et terrains longtemps inoccupés pour des raisons de spéculation devraient être taxés de manière plus élevée via une taxe nationale,*

*invite le Gouvernement*

*- à présenter une taxe nationale afin de lutter contre la spéculation sur les biens immobiliers inoccupés et les terrains à bâtir non utilisés ;*

*- à veiller que cette taxe ne soit pas due en cas de volonté prouvée du propriétaire de conserver l'immeuble en question pour sa descendance ;*

*- à veiller que cette taxe ne frappe pas les immeubles destinés exclusivement à un usage commercial, artisanal, agricole, industriel ou libéral ;*

*- à reformer l'impôt foncier afin de lutter contre la spéculation.*

*(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.*

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci.

## 9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies

**M. Marc Lies** *(CSV).*- De Promoteur public huet sécherlech nach Aarbecht iwwert déi nächst Jore fir déi Terrainen, déi eng SNHBM an de Fonds du logement am Besëtz hunn. Den Opkaf vun Terrainen am Perimeter gëtt einfach ze deier, fir nach kënnen abordabel Wunnengen ze bauen. Mir mussen haut awer schonn drun denken, wat an 10 oder 15 Joer ass. Wann d'Jalonen haut falsch gesat ginn, dann hëlleft eis dat an Zukunft definitiv net weider, just au contraire!

Den ëffentleche Promoteur oder de Stat muss haut schonn Terrainen opkafe goe fir d'Baue vu muer. De Perimeter muss haut opgemaach gi fir de Wunnengsbau vu muer. Wann ech de Fraktiounschef vun de Sozialisten de Moie richteg verstanen hunn, da fuerdert och déi Sozialistesch Aarbechterpartei datselwecht.

Et musse Parametere gesat ginn, datt de Landbesëtzer an d'ëffentlech Hand vun enger Ëmklasséierung an de Perimeter profitéieren. Et muss eng Win-win-Situatioun geschafe ginn, wou de Proprietaire ee gudden Deel vu sengem Besëtz um fräie Maart veräussere kann, an deen aneren Deel, ob dat 20 %, 30 % oder 40 % sinn, soll dann am Sënn vun der Solidaritéit un de Stat, d'Gemeng oder en ëffentleche Promoteur verkaf ginn.

Mat Landbesëtzer mengen ech och de Bauer. Hie muss virun d'Méiglechkeet hunn oder weider kréien, fir adequat Flächen zur Bewirtschaftung vu sengem Betrib ze behalen. Dëst ka beispillsweis iwwer en Tosch vu Fläche gemaach ginn.

Fir datt och de Promoteur public mam Fonds du logement méi schnell un Terraine ka kommen, andeems de Verkeefer net op der Plus-value besteiert gëtt, reechen ech eng nächst Proposition de loi eran.

***7487*** *- Proposition de loi modifiant la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes*

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci.

## 10. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

***Débat (suite)***

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Fir der Demande un abordabelem Wunnraum nozekommen, brauche mir méi Akteuren um Immobiliemaart, esou wéi d'CSV et zanter Jore fuerdert, eng zousätzlech Struktur, déi Terrainen opkafe geet, de Gemenge bei der Viabilisatioun vun Terrainen hëlleft an duerno och d'Gestioun vu soziale Mietwunnenge mécht.

D'Gemenge musse méi Efforte maachen, wat jo vun der nationaler Politik och gefuerdert gëtt. Wann dann awer Gemengen do sinn, déi abordabele Wunnraum wëlle schafen, da soll de Stat dës Gemengen och schaffe loossen. Et kann dach net sinn, datt d'Gemengen am Kader vun der Refonte vum PAG Terrainen ëmklasséiere wëllen, fir genau dëser Demande Rechnung ze droen, an da gi se vum Ëmweltministère einfach ëmgedréit!

Mir brauchen och de privaten Akteur an och hei muss de Stat hëllefen. Déi budgetär Mëttele mussen an de kommende Joren exponentiell an d'Luucht gesat ginn. Dës Regierung ass gefuerdert ze agéieren.

„Et ass dem Land nach ni esou gutt gaange wéi haut", dat sinn d'Wierder vum Xavier Bettel. D'Wunnen ass e Recht an aus dësem Grond fuerdere mir d'Regierung op, massiv an de Wunnengsbau ze investéieren. D'Präisser souwuel beim Verkaf wéi och bei der Locatioun hu sech an de leschte Jore méi wéi verduebelt. Wann een iwwer 40 Millioune fir de gratis ëffentlechen Transport kann ausginn, wat kee Mënsch gefrot huet, da muss dës Regierung och derfir suergen, datt méi Geld an de Wunnengsbau fléisst.

Fräi nom Motto: méi abordabele Wunnraum schafen duerch d'Erweiderung vum Perimeter; Loyere vun 10 Euro de Meterkaree. An de Verkaf ëm 3.000 Euro de Meterkaree iwwert den Optiounskaf muss assuréiert ginn.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun hunn ech am ganzen zwou Motiounen a véier Proposition-de-loien agereecht. Léif Regierung, et ass elo un Iech!

Merci wéilt ech de Mataarbechter aus der Fraktioun soen, a besonnesch dem Marc Reiter fir seng wäertvoll Mataarbecht, deen un dëse Propositiounen an awer och Motioune matgeschafft huet.

Zum Schluss Merci Iech alleguerte fir Äert Nolauschteren. Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Här Lies, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Minister Kersch?

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Ganz gär.

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Schank, ech si jo elo Aarbechtsminister ...

**Plusieurs voix**.- Här Lies!

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Lies, pardon! Ech si jo elo Aarbechtsminister ...

***(Hilarité)***

... an do hunn ech geléiert, dass ouni ze schaffen näischt geschafe gëtt. An duerfir froen ech mech ... Wann ech och nach Ären Ufank vun der Ried ganz gutt nogelauschtert hunn, hunn ech fonnt, dass dat an der Linn war mat deem, wat Äre fréiere Fraktiounspresident, de Claude Wiseler, hei gesot huet, dass mer misste méi lues maache mam Wuesstum, dass dat déi entscheedend Fro wär vun eisem Land.

Op där anerer Säit sot Der awer, mir sollten de Leit nolauschteren, d'Leit hätten d'Flemm mat de Schantercher, d'Leit hätten d'Flemm, dass se net méi kéinte sech bewegen, si géifen erstécken, sech praktesch wéi virum Erstéckungsdoud fillen. Et ass e bëssen esou, wéi Der Iech ausgedréckt hutt. Ech froe mech just, wéi mer déi 6.000 Wunnengen, déi Der gären hätt an déi mer alleguerte gären hätten, wéi mer déi sollen ouni Schantercher realiséieren!

An op där anerer Säit ass et jo och esou, dass, wa mer déi 6.000 Wunnenge wëlle bauen, da geet et jo net nëmmen domat duer. Mir brauchen duerfir och Schantercher vu Stroossen, mir brauche Schantercher vu Kläranlagen, mir brauche Schantercher vu Schoulen. Also ech mengen, mir mussen eis awer e bësse kohärent sinn an deem Message, dee mer wéilte ginn. An ech hat e bëssen den Androck, dass dee Message, deen Dir gi wéilt, e ganz anere war wéi deen, deen de Claude Wiseler ginn huet.

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Dat ass net wouer!

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Ech weess net, wou dat dem Claude Wiseler soll widdersprach hunn. Ech mengen, de Kärmessage wor genau deen, datt net genuch Wunnraum do ass, datt net genuch abordabele Wunnraum do ass. An ech mengen, Dir braucht elo weder dem Claude Wiseler nach mir d'Wierder am Mond ze verdréien. Ech mengen, dat do ass definitiv net zilfürend. De Message - mat deene puer Minutten, déi ech d'Méiglechkeet hunn, hei uewen ze stoen - wor ganz kloer deen.

***(Interruption)***

Well wann een effektiv kuckt, wéi sech verschidde Leit dobausse mat Hänn a mat Féiss mussen demerdéieren, fir effektiv nach en Daach iwwert dem Kapp ze kréien, Här Kersch, da fannen ech effektiv déi dote Fro elo e bëssen iwwerspëtzt an dee Moment awer och d'Saach dramatiséiert ...

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä erkläert mir just, wéi mer de Wuesstum solle bremsen, wa mer d'Perimeteren opmaachen!

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci!

**M. Marc Lies** *(CSV).*- Duerfir wär ech frou, wann effektiv dat doten ...

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci den zwee Intervenanten!

**M. Marc Lies** *(CSV).*- De Message ass ganz kloer deen: de Wunnengsbau.

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Erkläert mir, wéi mer de Wuesstum solle bremsen an d'Perimeteren opmaachen! Dat géif ech gär wëssen!

***(Brouhaha et interruption)***

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Ass et de Point d'ordre?

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo, ech hunn, Här President ... Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Wannechgelift!

**Une voix**.- Dat heescht, d'Regierung seet: „Mir bauen näischt."

**Une autre voix**.- Genau! Genau!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Här President, ech wollt vläicht ...

***(Brouhaha)***

Här President, wann d'Kolleege wannechgelift wéilten nolauschteren, dat wär ganz gutt.

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Jo. Fuert duer, Här Kartheiser! E Point d'ordre.

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Ech wollt mech un Iech adresséieren, fir e Point d'ordre virzebréngen.

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Jo, da sot en!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Mir hunn elo e puermol ...

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- ... intervenéiert opgrond direkt vun den Interventiounen un d'Deputéiert. Ech wollt just drun erënneren, datt d'Prozedur jo virgesäit, datt d'Regierung och muer de Moien nach eng Kéier kann d'Wuert ergräifen. An ech mengen, dat ass déi normal Prozedur. Et ass haut un den Deputéierten, fir hir Interventiounen ze maachen. D'Regierung ass gebieden nozelauschteren. Mir si frou, datt vill Ministeren do sinn. An hir Reaktioune kënne muer de Moien, mengen ech, an adequater Form virbruecht ginn. Mä datt mer elo all Kéiers en Dialog tëschent Regierungsvertrieder an Deputéierten hunn, ass vläicht net déi richteg Prozedur.

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Här Kartheiser, ech mengen, mir kënnen eis deen dote Point d'ordre erspueren. Bis op Weideres ass et nach de President, deen d'Wuert hei weidergëtt. An am Sënn vun enger lieweger Diskussioun erlaben ech och, wann den Orateur do dermat d'accord ass, fir eng Zwëschebemierkung ze maachen, an dat ëmsou méi, well den Orateur jo dann och nach eng Kéier kann dorop reagéieren. Wann Dir awer gär eng Debatt hei hätt wéi an enger Doudemass, da sot dat!

***(Hilarité)***

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- An England ass et méi lëschteg!

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Voilà! Dat gesot, ass deen nächste Riedner den Här Franz Fayot.

***(Interruptions)***

Ech hoffen, dass ech dann nach an Ärem Réck sëtzen! Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, an deem Bild, dat de Premier vun eisem Land gezeechent huet gëschter, ass villes positiv: gesond Statsfinanzen, héich Investitiounen, eng Wirtschaft, déi dréit, héich sozial Standarden. Mä et gëtt och e puer ganz seriö Challengen, déi mer mussen ugoen am Interessi vun eise Kanner a vun den zukünftege Generatiounen.

Gëschter hunn ech e Film gesinn, dee mech zréck a meng zaart Jugend gehäit huet.

***(Hilarité)***

Dat ass dem Andy Bausch säin ...

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Dir waart eng Kéier jonk, Här Fayot?

**M. Franz Fayot** *(LSAP).*- Jo, ech sinn net méi gradesou jonk!

... dem Andy Bausch säin neien Documentaire iwwert d'80er Joren. D'80er Jore waren, wéi haut och, eng Zäit vum Ëmbroch, vun enger Transitioun: aus der Stolkris zu de Banken a Satellitten deemools, vun enger traditioneller Ekonomie an eng digitaliséiert an eng nohalteg haut. Et war och deemools wéi haut d'Zäit vun enger gewëssener Angscht: de Kale Krich, de sauere Reen, mä virun allem virun der Atomenergie, mat där d'Schafung och vun der grénger Partei ëmhiergaangen ass, déi nach ëmmer do ass, wat muncher hinnen deemools net virausgesot hätten, och aus de Reie vu menger Partei, an déi souguer haut an der Regierungsverantwortung sinn.

***(Interruption par M. Alex Bodry)***

Mä trotz allem mengen ech, dass deemools nach méi Onbekëmmertheet do war, dass d'Onsécherheet fir déi Jonk, wat hir Zukunft ugoung, net esou grouss war, wéi dat haut de Fall ass. A munchen Hisiichten hunn eis Kanner a Kandskanner haut manner gutt Perspektiven, wéi dat nach bei de Jonken an de 70er, an den 80er Joren de Fall war, wat hir Bildung ugeet, hir professionell Zukunft an enger Aarbechtswelt am Wandel, hir sozial Situatioun, besonnesch, wat d'Wunnen ugeet, hir Pensioun an natierlech, wat d'Situatioun vum Planéit ugeet. Dëst stellt eng Fro vu Generatiounegerechtegkeet, bei där mer alleguerten eng ganz seriö Verantwortung hunn.

Här President, wa mer d'Wëssenschaft eescht huelen, an als LSAP wëlle mer dat definitiv maachen, wa mer d'Rapporte vum GIEC eescht huelen, déi ëmmer méi alarmant ginn, da musse mer schnell handelen. Dann hu mer nach néng bis zéng Joer, fir eis Wirtschaft, eis Welt ze dekarboniséieren.

Mir wëssen, dass déi Jonk, déi op d'Strooss ginn, eis Politiker dat net méi zoutrauen. Mir hunn hei eng Bringschuld. Mir mussen hei liwweren an deem Beräich, well déi politesch Reaktioun ze laang op sech waarde gelooss huet. Well mer net genuch, net decidéiert genuch reagéiert hunn, sinn déi Jonk haut mefiant eis all géigeniwwer.

Dofir huet dem Premier seng Ried gëschter mir Hoffnung gemaach, well e laang iwwert de Klimawandel geschwat huet an déi richteg Constate gemaach huet. Dofir si mer elo gefuerdert, den Alex Bodry huet dat de Moie scho gesot, en ambitiéise Klimapak ze liwweren, dee kloer a konkret Objektiver formuléiert, déi och chiffréiert sinn, mat enger Feuille de route, enger Feuille de marche, wéi mer déi Klimaziler aus dem Paräiser Ofkommes wëllen anhalen. Dat ass eng enorm Erausfuerderung fir d'Politik, eng, déi vläicht an där Envergure an an där Urgence nach net do war.

Här President, et ass dëst eng Fro vu politescher Prioritéit par rapport zu enger Urgenz. An den 80er Joren, och dat huet dem Andy Bausch säi Film gewisen, hu mer d'ARBED gerett mat am Endeffekt 40 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Deemools ass en Impôt de solidarité agefouert ginn, deen net iwwerall am Land d'selwecht gutt gedroe war. Mä mir hunn dat gemaach, well mer gemengt hunn, dass mer d'ARBED net kéinte rutsche loossen, well mer gemengt hunn, dass dat der sozialer Kohäsioun hei am Land géif ze vill Schued maachen. Deemools hate mer d'Resilienz, fir dat ze maachen.

2008 hu mer d'Banke gerett, d'BIL an d'Fortis, mat ongefeier dräi Milliarden Euro. Domat ass eis Statsschold stënterlech op iwwer 20 % vum PIB gewuess. Och dee Schock hu mer absorbéiert.

Virun e puer Joer, 2013, ass d'TVA um Commerce électronique ewechgefall, och quasi relativ plëtzlech. Do hu mer missen eng Milliard Euro all Joers kompenséieren an eisem Statsbudget. Deemools hu mer dowéinst, aus deem Grond den Zukunftspak gemaach an hunn och d'TVA relativ staark missen eropsetzen.

Dat sinn alles Beispiller, méi oder wéineger rezent, wou mer Urgenze konnte géigefinanzéieren. An dofir muss et och méiglech sinn haut, fir ons Klimaziler ze erreechen, mat deenen néidege finanzielle Mëttelen aktiv ze ginn. An d'OCDE huet ons an hirem Rapport vum Juli dëst Joer och bescheinegt, dass mer déi Marge budgétaire hunn.

Dofir, nach eng Kéier, ass et wichteg fir ons a mir plädéieren als LSAP derfir, fir en ambitiéise Klimapak ze schnüren, mä och fir staark ekologesch Akzenter an der nächster Steierreform ze setzen, déi awer, an och dat soen ech, dat ass fir ons extrem wichteg als LSAP, sozial verträäglech musse sinn. An den Alex Bodry huet dat och de Moie schonn a senger Interventioun gesot.

En zweete Punkt, op deen ech gäre géif kuerz agoen, ass dee vun der Wunnengspolitik. Do si schonn eng ganz Rei Saache gesot ginn. An ech mengen, mir sinn all d'accord, fir ze soen, dass dat eng sozial Bomm ass an onsem Land. D'Präisser sinn nach eng Kéier ëm 11 % eropgaangen 2019, nodeem se schonn 2018 extrem staark gewuess waren, à tel point, dass den Observatoire de l'habitat sech gefrot huet, ob dat en Accident wär, ob dat eng extraordinär Croissance wär a wéi déi sech géif explizéieren.

Dëst Joer schéngt et esou, dass dat sech confirméiert, déi extraordinär Hausse, a mir si gespaant drop, fir ze kucken, wéi dat sech dann elo effektiv erkläert. Mä et si verschidden Indicateuren do. Et gëtt hei zwee Punkten, déi, mengen ech, wichteg sinn.

Déi éischt Fro ass déi, wéi mer déi 50.000 bis 80.000 Wunnenge mobiliséieren, déi mer u Baupotenzial hunn am Bauperimeter.

***(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)***

De LISER huet an enger Studie gewisen, dass mer eng extraordinär Konzentratioun hunn op onsem Marché foncier. Just fir Iech e puer Chifferen ze ginn: De Gros vun där Réserve foncière gëtt gehale vu Gruppe vu Familljen. 2.000 Gruppe vu Persounen hale 75 % vun där ganzer Réserve foncière. 537 Gruppe vu Persounen hale 50 % an 89 Gruppen hale 25 %.

An der Stad Lëtzebuerg ass déi Konzentratioun nach vill méi uerg. Do hunn 10 % ganzer 73 % vun der Réserve foncière. D'Zuel vun deene Leit, déi déi Réserve foncière halen, spillt och eng Roll, well wat et der manner sinn, wat déi Planification patrimoniale mat deenen Avoire méi grouss ass. Dat heescht u sech, dass, wann een en enorme Stock huet vun Terrainen, een deen natierlech just au compte-gouttes fräigëtt. Et lancéiert een natierlech net alles an engem Coup op de Marché. Dat heescht u sech, dass onse Levier, fir eppes um Niveau vun der Offer ze maachen, esou grouss net ass.

An, Här Lies, Dir hutt eng ganz Rei vu Propositiounen, Motiounen a Resolutiounen hei deposéiert, an déi meescht dovunner ginn an d'Richtung, fir Subventiounen, fiskal Incitativen ze schafen, fir och de Quart-taux erëm anzeféieren. Dat sinn alles Mesuren, déi kann een all maachen. Mä dat heescht awer nach net, dass méi gebaut gëtt. Och dat soen ons de Rapport an d'Studie vum LISER. Mir hunn also hei e Problem vu Konzentratioun op deem Marché a mir mussen ons seriö froen, wéi mer do dohannerkommen.

Den zweete Punkt, dat ass deen, dass och ons Fiskalitéit, d'Präisser um Immobilier natierlech extrem héich sinn. Et ass extrem attraktiv hei zu Lëtzebuerg, fir an den Immobilier ze investéieren. Mat der Fiskalitéit, kombinéiert mat der Croissance vun de Präisser, huet ee Rendemente vun tëschent 7 % an 9 %. Dat ass enorm. Dat schléit natierlech all aner Investissement, sief et a Geld oder sief et a Valeur-mobilièren.

Et ass attraktiv bei ons, fir mat Immobilien ze spekuléieren. Dat penaliséiert natierlech komplett d'Primo-arrivanten op deem Marché. A mir mussen an där nächster Steierreform ganz seriö nodenken, wéi mer déi Fiskalitéit do op de Leescht huelen.

Just fir zwou Saachen dozou ze soen: Engersäits hutt Der bei enger Acquisitioun vun enger Immobilie fir Investissementszwecker deen Amortissement accéléré vu 6 % d'Joer. En plus kënnt Der nach Zënsen ofsetzen. Dat, kombinéiert nach eng Kéier mat der Hausse vun de Präisser, gëtt Iech en Investissement, deen net ze schloen ass. Dat kann net sinn. En plus, wann Der en an en Instrument paakt wéi e SIF immobilier, ass en total neutraliséiert um steierleche Plang.

Hei gëtt spekuléiert mat Immobilien. Dat kann net sinn. Immobilie sinn, Wunnen ass e Mënscherecht a kee Spekulatiounsobjet. Wa mer wëllen upaken, wa mer wëllen d'Offer an d'Luucht setzen, wa mer wëlle Logement mobiliséieren, da si mer an der Flicht, fir hei ze agéieren.

Här President, en drëtte Punkt, deen ech och wëll kuerz uschneiden, ass d'Fro vum Wuesstum an der Ausriichtung vun onser Wirtschaft.

Et ass gewosst, an dat ass och schonn e puermol gesot ginn am Kader vun dësem Debat, mir sinn an enger Aart Wuesstumsfal. À politique inchangée, wa mer wëlle weider op deem Fouss liewe wéi elo, brauche mer eng héich Croissance, dat ass gewosst. Dat heescht méi Leit, méi Trafic, méi Emissiounen.

Eng Fro, déi mer ons musse stellen, déi mer ugefaangen hunn, ons seriö ze stellen am Kader vun deem Rifkin-Prozess, ass, wéi ee Wirtschaftsmodell nach ugepasst ass un den haitege Kontext. Mat Rifkin hu mer déi richteg Froe gestallt an och wichteg Constate gemaach. Mir hunn decidéiert, dass mer méi a Kreeslafwirtschaft wëlle goen. Mir hunn decidéiert, dass d'Économie du partage e wichtegen Akzent ass.

Mir hunn och gesinn, dass mer musse vill méi déi lokal Produktioun encouragéieren, notamment an der Landwirtschaft, mä och a villen anere Beräicher, dass mer den Artisanat mussen encouragéieren a lokal Betriber an Déngschtleeschtungsbetriber förderen.

Eng aner interessant Pist ass déi vun der Kreativitéit vun de Secteure vum Care, alles wat Santé ass. Wa mer dat eescht huelen, wat ons gesot gëtt vu verschiddene Sourcen, dass all déi Beruffer, all déi Aktivitéiten, déi net kënnen ewechrobotiséiert ginn, déi mat Kreativitéit, déi mat Mënschlechkeet zesummenhänken, am Fong och Secteure vun der Zukunft sinn, musse mer och déi an Zukunft méi staark encouragéieren an onser Wirtschaftspolitik. Wat natierlech net heescht, dass mer net sollen eng intelligent Industriepolitik maachen, wat net heescht, dass mer solle reng an eng Tertiairesekonomie goen. Mä ech mengen, dass mer hei mussen op si fir déi Evolutiounen, déi mer dobausse gesinn a wou mer och, mengen ech, zu Lëtzebuerg all d'Chancen hunn, fir do u sech interessant Aktivitéite bei ons unzezéien.

Wat de Wuesstum ugeet, ass dat eng Diskussioun, dat ass och scho vu verschiddene Säite gesot ginn, notamment vum Josée Lorsché an, ech mengen, och vum François Benoy, ech mengen, dass mer de Wuesstum falsch moossen. Mir moossen e just mam PIB. An de PIB ass eng reng industriell Mesure. Dat ass den Indice de Kuznets, deen en industriellen Output mesuréiert, deen ons awer näischt seet iwwert den Zoustand vun der Natur, deen näischt ausseet iwwert den Niveau vun Ausbildung vun de Leit, deen ons näischt seet iwwert den Zoustand vun den Infrastrukturen an engem Land, deen de soziale Fridden ausse vir léisst an natierlech och d'Wuelbefanne vun de Leit. Alles dat muss awer a Rechnung gezu ginn. An dofir géif och ech derfir plädéieren, dass mer de PIBien-être méi seriö huele wéi dat, wat mer fir de Moment maachen, an dass mer och kucken um internationalen Niveau, dass mer ons derfir asetzen, dass méi eng holistesch Vue vum Wuelbefanne vun enger Gesellschaft zréckbehale gëtt.

D'80er Joren, dat war u sech och d'Gebuertsstonn vun enger globaliséierter Maartwirtschaft, vun deem Trend vun total dereguléierter Wirtschaft, deem wat mer haut communement Neoliberalismus nennen, vun där Wirtschaftsform, där Aart a Weis ze wirtschaften a vun hire Begleiterscheinunge vu sozialer Ongläichheet, Zerstéierung vun onsem Planéit a Fixatioun op schnelle Profitt, vun där mer haut, mengen ech, mussen ewechkommen.

Mir mussen awer um Wee dohin, um Wee an där sozialekologescher Transitioun d'Mënsche mathuelen. A mir musse besonnesch déi mathuelen, déi déi Schwächst sinn an onser Gesellschaft, déi, op déi den Alex Bodry de Moien a senger Ried esou androcksvoll agaangen ass. An dofir musse mer, wa mer d'Pollutioun besteieren, wa mer och onse Steiersystem op de Leescht huelen, d'Besteierung vum Karbon a vun der Pollutioun, fir d'Éischt déi déckste Verbraucher probéieren ze treffen, ier mer déi viséieren, déi zum Beispill op hiren Auto ugewise sinn, fir laang Trajeten ze maachen, well se sech keng Wunneng méi kënne leeschte bei hirer Schaff oder well se keen Zuch a kee Bus hu bei hirer Wunneng, fir op hir Schaff ze kommen. Do musse mer oppassen, dass mer déi Transitioun och sozial gerecht hikréien.

Här President, als Konklusioun: Wat och mir Angscht mécht a wat mech, obwuel ech en Optimist sinn, heiansdo e bësse vun der Politik decouragéiert, och a menger Responsabilitéit als Papp vun dräi Kanner, dat ass, dass mer kee Konsens, kee Kompromëss méi fannen an dëse Froen.

Vun deenen enge gëtt gesot, dass ee keng Verbueter a keng Steieren dierf afeieren. An hei gëtt déi „Verbuetspartei"-Rhetorik beméit, déi ech am Fong net gutt fannen, déi an Däitschland och vill an der Diskussioun war, bei deenen, déi jo u sech just soen, dass ee soll mat Encouragementer, mat Erzéiung schaffen.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Très bien !

**M. Franz Fayot** *(LSAP).*- Et wonnert mech net, dass den „très bien !" vun Iech kënnt, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Dir wësst einfach, wat gutt Politik ass.

**M. Franz Fayot** *(LSAP).*- Mä dat ass a mengen Aen eng Bankrotterklärung vun der Politik. Politik, dat heescht an engem gewëssene Moment, an engem gewëssenen Etat vun der Gesellschaft Regele fixéieren. Ech mengen net, an ech sinn do komplett op enger Linn mat deem, wat den Alex Bodry sot, dass mer hei just kënne mat Incitativen a mat Educatioun schaffen. Mir mussen hei Regele fixéieren. Dat kënne Steierregele sinn, dat kënnen aneraarteg Regele sinn, déi mussen intelligent sinn, déi musse gutt duerchduecht sinn. Mä mir kënnen hei nëmme mat Regele schaffen an dësem Beräich, soss komme mer net duerch de Bësch.

Anerer fannen, dass mer aus dem Hamsterrad eraus mussen, dass mer d'Wuelbefanne vun der Bevëlkerung sollte privilegéieren. Jo! Jo, ech sinn d'accord. Mä op deeneselwechte Bänke si Verfechter vu just deem Hamsterrad, vun deem „weider esou", ëmmer weider esou, vun engem Festhalen u sech un deem ale Modell aus den 80er an 90er Joren, och wat d'Finanzplaz ugeet.

Wéi geet dat zesummen? Ech weess et net! Dat ass eng Fro, déi mech awer interesséiert.

Ech wënsche mer, dass mer an all deene Beräicher, déi mer haut diskutéiert hunn an diskutéieren, an déi esou wichteg si fir d'Zukunft vun onse Kanner a Kandskanner, ons Differenze kënnen iwwerbrécken, fir dass mer et erëm fäerdegbréngen, Kompromësser ze maachen, e Konsens ze fannen an ambitiéis Reformen hei ze maachen. Och dat ass eng Fro vu Kredibilitéit vun der Politik.

Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Fayot. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)*.- Merci, Här Chamberspresident. Dir Dammen an Dir Hären, sozial Isolatioun ass eng grouss Gefor an eiser Gesellschaft. An enger Gesellschaft, wou mer alleguerten extreemst vernetzt sinn, een deen aneren am Bléck huet, ee sech ënnerenee moosst an dat Materiellt oft emol deem Emotionalen iwwerweit, do ass et vun immenser Wichtegkeet, net op der Streck ze bleiwen.

« Être courageux dans l'isolement, sans témoins, sans l'assentiment des autres, face à face avec soi-même, cela requiert une grande fierté et beaucoup de force », esou sot de Milan Kundera.

An dat Op-der-Streck-bleiwen, dat Zréckbleiwen, dat Net-mathale-kënne setzt eis als Eenzelnen ënner Drock. Mir spieren dat op verschiddenen Niveauen: dem finanziellen, op der Aarbecht, an eiser Leeschtungsgesellschaft, an der Schoul, an der Gesellschaft. Selbstverständlech ass et ëmmer e subjektiivt Empfanne vum Eenzelnen, mä et léisst sech och ganz kloer unhand vun Zuele beleeën. Verschidden Ursaache vun deem Isolatiounsrisiko si struktureller Natur a soumat ass et och un eis an dësem héijen Haus, se ze adresséieren, eis domat auserneenzesetzen an dësen entgéintzewierken.

Ech wollt op e puer esou Punkten agoen. Mir hunn de Moment zu Lëtzebuerg en Aarmutsrisiko, deen op engem historesch héijen Niveau ass. Dorop weist beispillsweis de Panorama social vun der Salariatskummer oder och de Rapport travail et cohésion sociale vum Statec explizitt hin.

Och wann een dës Zuele muss nuancéieren, muss een d'Problematik ronderëm awer ëmmer nach eescht huelen. E weidere Problem ass dee vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet, bei där besonnesch eeler Persounen, Mënsche mat Beanträchtegung oder am Reklassement drënner leiden. Dëse Problem ass ëmsou méi frappant, wann ee gesäit, wéi dynamesch u sech eisen aktuellen Aarbechtsmarché ass. Dass Aarbecht net virun Aarmut schützt respektiv virun Exklusioun, gesäit een um Phenomeen vun de Working Poor, deen zu Lëtzebuerg leider och staark ausgeprägt ass.

En anere Facteur vun der Exklusioun sinn d'Eenelterefamilljen, mä awer och Familllje mat besonnesch ville Kanner am Stot. Si sinn oft méi staark dem Risque de pauvreté ausgesat, sinn awer och ofgesi vun der finanzieller Familljesituatioun vun der Exklusioun méi bedrot.

An och wa Lëtzebuerg eent vun deene Länner ass, wou den Niveau vum PIB pro Awunner am héchsten ass, a mir hunn et grad scho vum Här Fayot am Detail héieren, ass dee Räichtum net gläichméisseg ënnert der Bevëlkerung verdeelt an et ginn nach ëmmer vill Ongläichheeten. An déi Ongläichheeten, déi wuesse säit méi wéi zéng Joer quasi kontinuéierlech, an dat sträicht och de Sozialalmanach vun der Caritas ervir, deen d'lescht Woch erauskomm ass.

Wa mer vu sozialer Isolatioun schwätzen, da schwätze mer och vum Netdeelhuelen un der Gesellschaft, also der Exklusioun. Béid ginn Hand an Hand a si meeschtens net fräiwëlleg vum Betraffene gewielt, mä en Däiwelskrees, deen duerch verschidde Facteure gefiddert gëtt. Facteuren, déi mer och oft als Inegalitéite betitelen: d'net gerecht Verdeele vun de Gelder, vun Hëllefen, vum soziale Support, Accès an d'Kultur oder d'Sozialliewen oder d'Mobilitéit. Dës Inegalitéite sinn a Rapport mat Finanzen, mä ginn awer oft och dorauser ewech. Et ass eis Erausfuerderung vun der Politik, dës Inegalitéiten ze begrenze respektiv ze korrigéieren.

An Här President, an de leschte Joren ass ganz vill geschitt, an dës Regierung ass mam Usproch ugetrueden, fir och weider enk um Ball ze bleiwen. Mir hunn an deene leschte Méint ganz vill elementar Mesuren an dës Richtung geholl. Ech denken dobäi un de REVIS, un den RPGH, de Mindestloun, d'Sachleeschtungen an nach villes méi. An ech mengen, vill vun deene goufen och scho vu menge Virriedner ervirgehuewen.

Et sinn awer och nach weider Outilen néideg, an dat gouf och am Koalitiounsaccord esou festgehalen. D'Politik verfüügt iwwer klassesch Instrumenter wéi d'Transferts sociaux, bei deenen een als Beispill d'Kannergeld nenne kann. An dësem Beräich gëtt eng Etüd gemaach, déi d'Käschten duerch d'Präsenz vu Kanner am Stot analyséiert, eng néideg Bestandsopnam, fir ze kucken, wéi eng tatsächlech Käschten déi verschidden Alterskategorië vu Kanner mat sech bréngen.

Dat ass e wichtege Monitoring, fir jee no Constat och mat deene jeeweilege Mesuren a Mechanismen drop ze äntwerten an déi gegebenenfalls och unzepassen.

E weidere Sozialtransfer ass dee vun der Allocation de vie chère. Dee Phenomeen vun de Working Poor, deen ech virdru scho genannt hunn, kann een och domat a Rapport setzen. Nieft dem Erhéije vum Mindestloun ass d'Allocation de vie chère eben e ganz wichtegen Outil, dee ganz cibléiert do hëlleft, wou d'Gefor vun der Exklusioun am gréissten ass.

Dës Regierung setzt an hirem Wierken och ganz konkret op d'Ënnerstëtze vu Familllje mat Sachleeschtungen. Nieft den 20 Stonne gratis Kannerbetreiung fir Kanner am Alter vun ee bis véier Joer ginn et säit Enn vun der leschter Legislaturperiod gratis Schoulbicher fir d'Schüler, de Museksunterrecht gëtt gratis, mä och d'Familllje gi bei der Organisatioun vun de Fräizäitaktivitéiten duerch e Kannerclubbus ënnerstëtzt.

E wichtege Punkt ass awer och d'Gratuitéit vun der Kannerbetreiung am Fondamental wärend de Schoulwochen. Dës Mesure wäert d'Familljen ënnerstëtzen, fir d'Beruffstätegkeet an d'Kannererzéiung ze kombinéieren, a férdert d'Kanner duerch d'nonformal Bildung. D'Qualitéit vun dëser Betreiung ass kruzial fir d'Entwécklung an de sozialen, kognitiven a motoresche Léierprozesser, an deementspriechend muss besonnesch drop Wäert geluecht ginn, dass d'Qualitéit och vum Personal an dëse Beruffer geséchert ass.

Dofir ënnerstëtze mir och d'Iddi, fir verstäerkt Agent-régionallen op den Terrain ze schécken, fir ze kontrolléieren, ob et eise Kanner an dëse Strukture gutt geet an ob d'Personal gutt ausgebilt ass an och weider bereet ass, fir u Formation-continuen deelzehuelen. D'Kand soll net a Gruppen opwuesse mussen, wou et just eent vu villen ass, mä et soll d'Garantie kréien, dass et senge perséinlechen Talenter a Besoinen no gefërdert an ënnerstëtzt gëtt. Dat setzt eng professionell Haltung viraus souwuel beim Léierpersonal wéi och beim educative Personal, déi verstäerkt vun den zoustännegen Autoritéiten ënnerstëtzt solle ginn.

D'Erhéijung vum Mindestloun a vum REVIS hunn ech schonn ugeschwat. An e regelméissegen Evaluatiounsmechanismus heivun ass net nëmmen absolutt ze begréissen, mä och absolutt noutwendeg, wa mer de wuessenden Inegalitéite wëllen entgéintsteieren.

Mat der Reform vum REVIS koum et awer och zu enger neier Organisatioun vun de sozialen Ulafstellen. Zousätzlecht Personal vum Office national d'inclusion sociale, mä och senge regionalen Agente sinn néideg a wichteg, fir net nëmmen den Ongläichheeten op finanziellem Niveau entgéintzewierken, mä och mat dem néidegen Know-how an der dréngend benéidegter Schnellegkeet kënnen ze agéieren.

Nieft den Transferts sociaux an de Sachleeschtungen ass effektiv eise Steiersystem e kruzialen Outil, fir den Ongläichheeten an eiser Gesellschaft entgéintzewierken.

Hei wënschen ech mer, dass den aktuelle System verbessert gëtt. An eng Ongerechtegkeet, déi mer perséinlech besonnesch uewe läit, well ech se och vu menger eegener Erfahrung hier kennen, ass déi vun elengerzéiende Familljen, déi sech am Moment jo nach an der Steierklass 1A befannen. An ech wënsche mer, dass mer an dëser Legislaturperiod eng Steierreform kënne maachen, wou d'Individualiséierung esou wichteg ass, dass et egal ass, ob ee bestuet ass, ob een eleng lieft, mä dass just d'Kanner am Stot den Ënnerscheed maachen.

Erlaabt mer nach eemol, op e puer eenzel Sujeten anzegoen, déi mer wichteg erschéngen, wa mer vum Ukämpfe géint d'Ongerechtegkeeten, d'Exklusioun an d'Isolatioun schwätzen!

Dir wësst, dass d'Cause vu jonke Mënsche mer besonnesch uewe läit. Dowéinst fannen ech et ëmsou méi begréissenswäert, dass mer e gesetzleche Kader fir d'Stagë vu jonke Leit kréien. De Projet de loi ass deposéiert a gouf menger Usiicht no virbildlech ausgeschafft, zesumme mat de betraffene Studentenorganisatiounen, dat notamment der ACEL an der UNEL, an dem Patronat wéi der Salariatskummer. Dëst weist, wéi d'Participatioun vu Jonken un hirer eegener Zukunft kann ausgesinn, a bitt an Zukunft deene jonke Leit d'Méiglechkeet, Beruffserfahrung an engem geschützten an an engem qualitative Kontext ze gewannen.

Et ass wichteg, duerch esou Gesetzer jonk Mënsche viru vulnerabele Situatiounen ze schützen an hinnen duerch eng fair Remuneratioun och bei Stagen d'Méiglechkeeten ze ginn, fir Beruffserfahrung ze sammelen.

Wa mer vun Exklusioun oder souguer vun Isolatioun schwätzen, da gëtt et e bestëmmte Grupp vu Mënschen, dee besonnesch Hëllef brauch, fir erëm integréiert ze ginn. Et sinn déi Leit, déi aus dem Prisong kommen an hire Wee zréck an d'Liewen an d'Gesellschaft fanne mussen.

De Projet vun der Maison de transition vun der Caritas, deen zesumme mam Familljeministère an dem Justizministère ausgeschafft gouf, ass een, dee mer an deem Sënn ganz wichteg erschéngt.

Eis Missioun an eis Flicht als räicht an héich entwéckelt Land ass et awer och, déi Mënschen, déi hir Heemecht ënnert de schwieregste Bedéngungen aus Grënn vu Krich, humanitärer Kris oder dem Klima verloosse mussen, hei och a Würd wëllkomm ze heeschen. Mir musse weider un den Infrastrukture vun eise Flüchtlingsstrukture schaffen, den Effectif vu qualifizéiertem sozialem an educativem Personal erhéijen an och an enger enker Zesummenaarbecht an der Matverantwortung vun eise Gemengen no neie Wunnstrukture kucken an den Integratiounsprozess zesumme mat den Employeuren, de ville Fräiwëllegen an de Sozialträger gestalten.

D'Problematik ronderëm d'sozial Isolatioun ass awer besonnesch och bei eelere Mënsche verbreet. D'Wäertschätze vun eisen eelere Matmënsche souwuel duerch déi néideg Fleege- an Hëllefsangeboter, mä awer virun allem géint de sozialen Isolement ass grad an eiser haiteger Zäit vu grousser Wichtegkeet.

Club Senioren oder Servicer wéi de Grupp Iris vum Roude Kräiz betreien a begleeden eeler Matmënschen an hirem Alldag. Am Fall vum Service Iris gëtt dëse souguer vu Fräiwëllege gemaach. Mir solle si an eiser Gesellschaft an eiser Politik net vergiessen an eis weiderhin och mat dëser Problematik auserneesetzen.

**Une voix**.- Très bien !

**Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)*.- Wa mer vun Isolatioun schwätzen, ass d'Integratioun de Pendant. Dëst gëllt och fir de Volet Handicap, wou den neie Plan d'action Handicap dréngend erwaart gëtt, fir de Mënsche mat Beanträchtegungen an eiser Gesellschaft déi néideg Pisten opzeweisen, déi hinnen am Alldag, dem Beruff an der Mobilitéit besser duerch d'Liewen hëllefen.

D'Josée Lorsché ass scho fir déi gréng Fraktioun op de Sujet vum Logement agaangen. Mä wa mer vu sozialen Ongläichheeten an Exklusioun schwätzen, dann ass et evident, dass mer dat net lassgekoppelt vun der Logementsproblematik kënne gesinn. Laut Statec ass de Logement en Amplificateur vun dësen.

20 % vun deene Stéit, déi am defavoriséiertste sinn, gi 40 % vun hirem Budget fir de Logement aus. Nodeems d'Käschte vum Wunne vum Akommes ofgezu sinn, sinn d'Inegalitéiten also nach méi grouss. Wann een d'Ausgabe vum Logement bei der Berechnung vum Aarmutsrisiko mat abezitt, da gëtt den Undeel vun der Populatioun, deen aarmutsgefäerdet ass, nach méi héich a klëmmt vun 2017 vu 15,8 % op 24 % am Joer 2018. Wëssend, dass een natierlech alleguerten déi Zuele muss a Relatioun setzen, bleift d'Problematik awer pertinent.

Wunne kascht deemno esou deier, dass all véierten Awunner sech aktuell deemno an deem sougenannten Aarmutsrisiko befënnt. Mir gesinn, dass, egal wéi een dës Zuelen interpretéiert, ëmmer nach eng immens grouss Urgence ass, am Beräich Logement ze handelen an d'Offer un erschwénglechem Wunnraum ze erhéijen an d'Präisdeierecht anzedämmen. Dat gouf scho vu quasi jiddwerengem vu menge Virriedner gesot.

Schoul a Betreiungsstrukture si bekanntlech déi Plazen, wou Chancë gerecht kënne verdeelt ginn a mir also präventiv géint vill Ongläichheete kënne virgoen. D'Fro ass, ob eisen aktuelle Schoulsystem deem doten Usproch gerecht gëtt. De Bildungsbericht vun 2018 huet gewisen, dass d'Bildungsongläichheeten onverännert bestinn. Et kristalliséiert sech hei souguer eraus, dass scho ganz fréi an der Grondschoul am Cycle 2 d'Schéier vun de Leeschtungsënnerscheeder wäit auserneegeet. Sozioekonomesch Originne plus en eventuelle Migratiounshannergrond spillen och hei eng Roll.

D'Ausgangslag ass eng Schülerpopulatioun, déi all Joer wiisst. Bei der Rentrée 2019 schwätze mer vun 150.000 Schüler insgesamt, dat sinn 1,4 % méi wéi 2018, an dovunner si bal 3.000 nei an eise Schoulen, déi sinn am Laf vum leschte Joer bei eis an d'Land komm. A mir hunn deemno eng Schoulpopulatioun, déi méi heterogen gëtt, an dat op ganz ville verschiddenen Niveaue wéi am soziokulturelle Background, an der Mammesprooch an an hiren Originnen.

A jo, dat stellt eis ëffentlech Schoul viru staark Erausfuerderungen, an déi musse matzäiten erkannt ginn. Well wann d'Gesellschaft sech ännert, da kann d'Schoul net stoe bleiwen. An de leschte Jore gouf dowéinst eise Schoulsystem ugepasst an et gouf bewosst a geziilt op eng Diversifizéierung vun der Offer gesat, souwuel an der linguistescher Offer wéi och am pädagogesche Beräich.

Och a puncto Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoine gouf duerch d'Kreatioun vun de Centres de compétences, mä och vun de Centres socio-thérapeutiques e besonnesche Wäert drop geluecht, fir de Besoine vun de Kanner an hirer Diversitéit méi gerecht ze ginn. Hei mussen déi verschidden Zännrieder elo optimal aneneegräifen an en ze vill administrative Waasserkapp vermidde ginn.

An der kommender Zäit gëllt et elo ze kontrolléieren, awéifern déi verschidden Upassunge gräifen an ob se da wierklech e positiven Effekt op d'Leeschtunge vun eiser Schoulpopulatioun hunn. D'fréikandlech Sproocheförderung am nonformale Bildungsberäich ass eng Äntwert vun eiser Regierung op dëse Problem. De Secteur vun der Kannerbetreiung huet säit e puer Joer eng regelrecht Qualitéitsoffensiv kannt an huet e Bildungsoptrag ze erfëllen.

Bleift ebe just ze klären, wéi déi pädagogesch Usprëch um Terrain ëmgesat ginn an esou d'Weiche kënne geluecht gi fir eng besser Chancëgläichheet, an dat vun Ufank un.

Och do ass eng Evaluatioun néideg. Et soll awer net drëms goen, kleng Kanner op d'Testbänk ze setzen a si hiert Vokabelsheft opsoen ze loosse wéi e klenge Roboter, deen op e puer Sprooche programméiert gouf. Et soll vill méi gekuckt ginn, ob d'Basis beim Kand geluecht ass, fir spilleresch, flexibel an ouni Angscht mat de Sproochen ëmzegoen. Op deem Fundament kann d'Schoul duerno opbauen, fir d'Sproochekenntnisser beim Kand ze befestegen an auszebauen.

De Manktum u Schoulpersonal ass a ville Länner deeselwechte Phenomeen wéi deen, dee mir hei zu Lëtzebuerg kennen. Dofir ass d'Regierung déi lescht zwou Rentréeën higaangen, fir Quereinsteiger anzestellen. Do wier et interessant ze wëssen, ob si sech gutt an den Equippen integréiert hunn a wéi do de Feedback vum Terrain ass. Souwäit ech et matkritt hunn, huet et plazeweis ganz gutt fonctionnéiert, well do och Leit mat enger gewëssener Liewenserfahrung an d'Schoule komm sinn, déi sech gutt ergänzt hunn.

Dës Regierungsperiod wäert sécherlech och d'Geleeënheet sinn, fir der Formation professionnelle eng aner Nues ze ginn. Do sinn ech gespaant ze gesinn, ob mir et packen, der Formation professionnelle den definitive Start an d'21. Jorhonnert ze gi mat der Integratioun vun enger Rëtsch neie Beruffer an eist Bildungsangebot, an esou eiser Jugend nei Perspektive kënnen ze ginn, wéi si och um internationalen Aarbechtsmarché kënnen deelhuelen.

Zéng Joer no der Schoulreform vun 2009 wier et och hei Zäit, fir e Bilan ze maachen. Wat fonctionnéiert gutt an eise Regiounen? Wéi kënne mer den Enseignantë bei hirem ëmmer méi usprochsvolle Beruff ënnert d'Äerm gräifen a se och an hirer administrativer Aarbecht ënnerstëtzen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an engem räichen, stabele Land. Mir investéieren esou vill wéi nach ni. An eis Investitioune fannen och hire Wee erëm zréck bei d'Leit. A genau dohinner musse mer. Mir mussen näämlech sécherstellen, dass mer keen op der Streck loossen a weider Politik fir d'Bierger a virun allem déi maachen, déi dem Risk vun der Exklusioun an der Gefor vun den Ongläichheeten ausgesat sinn.

Dass d'Politik net onaktiv ass, dat hunn ech, mengen ech, elo an deene leschte Minutten opgewisen. Mä mir mussen awer och alleguerten, an dat ass eis Aufgab, souwuel op Regierungssäit wéi hei an der Chamber, weiderhi ganz genau suivéieren, ob déi Mesuren, déi mer huelen, gräifen an ob déi Leit, déi se brauchen, se och fannen an ob se natierlech och finanziell ugepasst sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen, fir unzefänken, vläicht dem Här Premierminister Merci fir déi Ried, déi en hei gëschter gehalen huet. Hien huet se genannt „Ried iwwert d'Lag vum Land". Mir schwätze bei der ADR, an net mir eleng, vun der „Ried iwwert d'Lag vun der Natioun". Et ass en Ënnerscheed mat Symbolcharakter. A mir halen drop, datt mer e gutt Verhältnis och zu dem Begréff vun der Natioun hunn, wat an der Regierung anscheinend net esou de Fall ass.

Den Här Gibéryen huet de Moie scho fir d'ADR wichteg Kommentare gemaach. Ech wéilt vläicht e puer Kommentare mat drunhänken.

En huet drop opmierksam gemaach, datt net vill Substanz an där Ried war. An ech mengen, et kann ee sech emol froen: Firwat ass dat esou? An do gëtt et vläicht zwou Erklärungen, déi engem direkt afalen.

Déi éischt ass, datt et vläicht kee Konsens gëtt an de Regierungsparteien, fir vill Substanz an déi Ried eranzeschreiwen. A wann een déi Interventioune vun de Kolleegen hei opmierksam verfollegt huet, da kann een an deem Verdacht confirméiert ginn. Net vill verbënnt nach dës dräi Regierungsparteien.

Mä et gëtt nach eng zweet Erklärung. Dat ass, datt d'Chamber vläicht guer net den Adressat war vun där Ried, datt den Här Premierminister déi Tribün hei zwar genotzt huet an d'Opmierksamkeet, déi d'Land him bei där Ried schenkt, awer datt eben dee Grad vun Technicitéit a vun Detail, deen een normalerweis géintiwwer engem Parlament weist, hei net gefrot ass, well den Adressat d'Effentlechkeet war.

Dat ass en Zeeche u Manktum u Respekt virun engem Parlament. E Manktum u Respekt vun engem Parlament, dat dës Regierung nach op aner Manéiere weist. An dofir mengen ech och, datt dat déi richteg Erklärung ass.

Wann een zum Beispill kuckt, wéi d'Regierung op parlamentaresch Froen äntwert, dann ass dat eng Quell vu Skandal. Wéi dacks musse mir Äntwerten op parlamentaresch Froe liesen, déi evasiv sinn, déi iwwerflächlech sinn, déi heiansdo beléierend, jo frech si géintiwwer den Deputéierten, wou d'Regierung net schéngt ze wëssen, datt mir heibannen d'Vollek vertrieden an datt si och näischt aneres si wéi Mandataren, déi sech am Déngscht vum Vollek solle gesinn an dofir och d'Parlament respektéieren?

Et ass och net normal, wann ee vu Respekt virun engem Vollek schwätzt, datt mer hei an der politescher Landschaft musse feststellen, dräi, véier Joer geschwënn no dem Referendum iwwert d'Auslännerwahlrecht, datt eigentlech dat erëm thematiséiert gëtt, als hätt et dee Referendum ni ginn, als wär et eigentlech eng Selbstverständlechkeet, datt mer nëmmen e Wee musse sichen, fir laanscht e Referendum ze kommen.

Ass dat deen demokratesche Versteesdemech, deen dës Regierung wëllt weisen? Wann dat esou ass, eise Wee ass dat net. Mir respektéieren de Referendum.

An deem, wat an der Ried war, an et war net vill, ass den Här Premierminister och kuerz op de Brexit agaangen. A mir liesen an héieren esou vill Kommentaren, déi d'Bedeitung vun deem Brexit iwwerhaapt net gesinn an déi och net iwwert déi Matverantwortung schwätzen, déi mir alleguer hunn, fir deen traurege politesche Schrëtt erbäizeféieren.

Mir haten d'Méiglechkeet, och als Lëtzebuerg, scho viru Joren dem Vereenegte Kinnekräich a wichtege Fuerderungen entgéintzekommen. Et ass net geschitt.

Mir hu kloer als Europäesch Unioun an de Verhandlunge géintiwwer dem Vereenegte Kinnekräich eng punitiv Approche gehat. Mir wollte weisen, vill wollte weisen, d'Europäesch Kommissioun wollt weisen, datt deen, deen net an der Europäescher Unioun ass, nëmme ka schlecht ewechkommen. Doduerch ass deen Accord net esou, wéi e sech d'Britten op jidde Fall erwaart hätten, an och vill vun eis.

An datt doduerch Spannungen an de Europäescher Union opgedaucht sinn, ass normal. Et ass bal net méiglech, fir ze gesinn, datt eleng d'Verantwortung op ee Partner an der Verhandlung gefëiert gëtt, wa kloer ass, datt déi zwou Säiten eng Verantwortung mussen droen.

Et ass och en Zeechen u Manktum u Respekt virun der Effentlechkeet, wa probéiert gëtt, verschidden Diskussiounen iwwerhaapt net opkommen ze loossen. An et ass jo erstaunlech, datt mer zum Beispill zwee vun deene grousse Problemer vun eiser Gesellschaft bis elo guer net ugeschwat hunn oder net verdéift hunn. Dat eent ass d'Migratioun, dat anert ass d'Kriminalitéit. Béides mécht ville Leit am Land Suergen.

D'Migratioun, d'Asylproblematik ass awer eppes, wat enorm Konsequenzen huet, enorm Konsequenzen op Europa, fir unzefänken, wat d'Länner auserneendividéiert. Déi, déi hei ëmmer vun Europa schwätzen, wéi eise Premierminister, an ëmmer betounen, datt et keng Alternativ zu der europäescher Iddi gëtt, déi sollte sech och druginn, fir eng Politik ze maachen, déi Europa net auserneendividéiert, mä déi d'Staten zesummeféiert.

An et ass och net esou, datt ee muss evitéieren, fir all déi gesellschaftlech Konsequenze vun der Asylproblematik a vun der Migratioun ze thematiséieren. Et ass net esou, datt nëmmen d'Diversitéit e Gewënn ass.

D'Madamm Cahen huet mer nach de Moien op eng Question parlementaire geäntwert - ech sichen dat kuerz, well et ass derwäert, et virzeliesen -: „D'Diversitéit an eiser Gesellschaft ass eng Beräicherung, vun där mir all Dag profitéieren." Wat eng Verkierzung vun der Realitéit! Wou fänkt déi Diversitéit un? Wéini hält se op? Wéi kann ee se erfaassen? An huet se net och Problemer an Defie vun Integratioun, vun Drock op de Wunnengsmaart, d'Situatioun an de Schoulen, déi a ville Länner thematiséiert ginn, an eisen Nopeschlänner? A mir hei sollen einfach déi ganz Migratiounsproblematik einfach als Beräicherung gesinn an iwwert d'Problemer net kënne schwätzen!

Mir soen als ADR - a loosst mech dat kloer ënnersträichen! -, datt deen humanitären, dee groussen zivilisatoresche Gewënn vum Asylrecht, datt mir deen ouni Aschränkung begréissen. Jo, mir si fir Asyl! Mir si fir Asyl fir Leit, déi verfollegt ginn! Mir soen awer net: „Asyl schaaft e Migratiounsrecht. E Recht op Migratioun, wéi et tendenziell ëmmer méi etabléiert gëtt." Mir hunn eis och géint den UNO-Migratiounspakt gewiert, well mer och mat aneren der Iwwerzeegung sinn, datt dat e Schrëtt a Richtung Recht op Migratioun kéint sinn.

Mir soen: Deen, deen aus sécheren Drëttstaten op Lëtzebuerg kënnt, huet hei kee Recht op Asyl. Dat ass genau de Geescht vum Dublin-Accord, deen hei ratifizéiert gouf, deen ausser Kraaft gesat gouf, illegalerweis!

***(Interruption)***

Mir soen: Déi Rettung um Mëttelmier, wéi et elo geschitt, dat ass falsch! Net, well mer kënnen akzeptéieren oder wëllen akzeptéieren, datt Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, net sollte gehollef kréien. Selbstverständlech musse se gehollef kréien! A selbstverständlech muss een, deen a Séinout geréit, gerett ginn an an en Hafe bruecht ginn, e sécheren Hafen an der Géigend.

Awer wat elo geschitt am Ableck, ass net Séinoutrettung no de Regele vun „search and rescue". Et ass net am Kader vum Droit maritime international. Et ass eng organiséiert Schleiseraktivitéit! Et ass d'Hibrénge vu Leit, bewosst, géint Suen, an eng prekär Situatioun, fir se vu staatlechen oder net staatleche Schëffer opzehuelen, ophuelen ze loossen, fir se op europäeschen Territoire ze bréngen.

Dat huet mat enger Séinoutrettung, mat där Iddi, déi um Fong ass, datt e Stuerm ass oder eng Havarie, déi derzou féiert, datt Leit musse gerett ginn, vun der Substanz hier näischt méi ze dinn. Et ass Mënschenhandel! Et ass Schleiserei!

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Très bien !

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Mir hunn an der Tëschenzäit, mengen ech, zwee Leit, déi grouss Carrière gemaach hunn a Glawensfroen. Mir hunn elo e Kardinol. Ech mengen, den Här Asselborn, dat ass scho bal e Schutzpatroun vun de Mënscheschleiser am Mëttelmier. A mir soen als ADR: Dat do maache mir net mat!

***(Protestations)***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, ech fannen dat dote ganz grav! Ech fannen dat do ganz grav, wann hei en Deputéierte seet, den Ausseminister wär e Schutzpatroun vu Kriminellen. Ech fannen dat ganz grav! Ganz grav!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Här Bausch, lauschtert no! Dir kënnt nëmmen dervu profitéieren. Här Bausch, d'Regierung huet net d'Wuert.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ganz grav!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- D'Regierung huet net d'Wuert.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir entschëllegt Iech wannechgelift do derfir!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- A wouhier! An elo lauschtert mer nach gutt no, ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech hunn Iech ganz gutt nogelauschtert!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- ... well et ass e groussen Ënnerscheed tëschent Ärer Politik an eiser.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir hutt gesot, den Ausseminister wär hei Schutzpatroun vu Kriminellen!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo, wann Der Politik net verdrot, dann zitt Iech zréck aus der Politik.

**Plusieurs voix**.- Oohhh!

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Allez, allez! Elo geet et zwar duer! Komm, mir ginn eraus, Fränz! Komm, mir ginn eraus.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Skandaléis!

***(Brouhaha général)***

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat do musse mer net méi matmaachen.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, am Numm vun der Regierung: Éischtens ass den Här Asselborn net do.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- De Premierminister huet d'Wuert net! An et gëtt nach zweeten …

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir akzeptéiere Kriticke politescher Natur, mä déi hei Attacken iwwer en Engagement vun engem Minister sinn net akzeptabel, Här President!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Et gëtt nach en zweeten Ënnerscheed tëscht Ärer Politik an eiser Politik.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech géif Iech wierklech bieden, den honorabelen Deputéierte Kartheiser zur Raison ze ruffen! Ech akzeptéieren net, dass hei Regierungsmemberen mat esou Qualificatiffe genannt ginn!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- An ech akzeptéieren Är Politik net!

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hat gemengt, et wier en dignet Haus.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Dat Zweet ass, an ech soen Iech dat och ganz däitlech, ...

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kommt, mir ginn eraus. Xavier?

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo ...

***(Brouhaha général)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech bieden, an dësem Haus zur Souveränitéit zréckzekommen.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Déi hunn ech bewisen! Et ass d'Regierung, déi hei opsprëngt!

**Plusieurs voix**.- Ooh!

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Komm, mir ginn eraus!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir hutt gesot, e wär e Schutzpatroun vu Kriminellen, den Här Asselborn!

***(Interruption par Mme Josée Lorsché)***

Dat hutt Der gesot, wuertwiertlech.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Ech hunn elo en anere Punkt, deen ech wëll maachen, wou ech Iech bieden, ganz gutt nozelauschteren.

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Nee, nee, mir lauschteren iwwerhaapt net méi no! Nee, nee, dat do geet net!

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- An dat ass, wat mat deene Leit geschitt, ...

***(Interruptions diverses)***

... déi elo hei sinn.

***(Interruptions diverses)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Kartheiser, den Här Bodry freet d'Wuert.

***(Brouhaha général)***

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kommt, mir loossen eis dat do net méi gefalen! Kommt, mir ginn eraus!

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Neen, ech hunn elo d'Wuert, Här President. Ech schwätzen elo gär, wéi et mer zousteet.

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Kommt, mir ginn zesummen eraus!

***(Interruption)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Dat Zweet ass: Et gëtt am internationale Recht Regelen, déi mer mussen anhalen.

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Komm! Fränz, komm! Allez, komm!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- An dat ass nääämlech, datt déi Leit, déi an enger Schutzsituatioun sinn, ...

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- Här President, et geet net, datt hei en Deputéierten ...

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- ...datt Leit hei an enger Schutzsituatioun sinn …

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- ... dem Minister ...

***(Interruptions)***

**Une voix**.- Genau!

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat geet net!

**Une voix**.- Neen. Dat geet net! Ganz genau!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- ... datt déi Leit, déi an enger ...

***(Brouhaha général)***

Datt déi Leit, déi an enger Situatioun hei sinn, ...

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- A wann den Här Deputéierten dat do net zréckzitt, da gi mir elo aus der Sitzung hei eraus.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- ... déi en internationale Schutzpatroun ...

Ma da gitt eraus!

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Genau! Mir och!

**Une voix**.- Voilà !

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Dann ass d'Situatioun ganz einfach déi heiten ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Kartheiser, ech wëll Iech drop opmierksam maachen, datt opgrond vum Artikel 36, wann een am Fong geholl Wierder benotzt, déi iwwert dat normal Üüblecht ginn, datt een dann een Avertissement vum President ka kréien. An deen Avertissement, deen ass elo fälleg an deen ass domadder ausgesprach!

***(M. le Président prononce un avertissement à l'encontre de M. Fernand Kartheiser conformément à l'article 36 du Règlement de la Chambre des Députés.)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Gutt, Här President.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Ech huelen dovunner dann Notiz an ech fuere virun. Well déi Leit, déi elo hei sinn ënnert dem Statut, engem Schutzstatut hei am Land, an ech schwätzen hei vum Droit international public, déi mussen deen Ableck, wann déi Situatioun vun engem néidege Schutz net méi ginn ass, musse se zréckgoen an hir Länner. An et ass wichteg, datt mer och dat thematiséieren, well am Ableck hu mer ganz vill Leit hei am Land, wou d'Situatioun an hirem Hierkunftsland et géif erlaben, datt se zréckginn, déi awer nach ëmmer hei sinn.

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- AfD!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- An do ass d'Fro natierlech ... Et kann net sinn, datt e Schutzstatut, en temporairen, ...

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- Volle Kurs!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- ... ëmgeännert gëtt an eng praktesch permanent Openthaltserlaabnis. Dat ass net de Sënn vun der Saach.

Loosst mech nach e Wuert soen iwwert d'Kriminalitéit hei am Land! Mir hunn hei ..., an d'Situatioun zu Esch ... Mir hunn hei an der Stad eng Kriminalitéit, déi intolerabel ass, duerch den Drogenhandel, duerch d'Gewalt och zum Deel, déi sech do ausbreet. Mir wëllen dat net!

An et gëtt verschidden Ursaachen dofir. Éischtens: D'Polizei huet net genuch Kompetenz. A mir haten ënner enger Gambia-Regierung eng Reform vum Polizeirecht, déi einfach net wäit genuch gaangen ass. Kee Platzverweis, ganz schwiereg Identitéitskontrollen. Et ass ganz schwiereg fir d'Polizei, am Beräich vun der administrativer Polizei duerchzegräifen.

Mir hunn als ADR do eng kloer Positioun: Mir wëllen der Justiz an der Polizei d'Méiglechkeete ginn, fir duerchzegräifen.

***(Interruption)***

Dat Zweet ass, mir wëllen och d'Polizei entlaaschten. An dat kënne mer maachen doduerch, datt mer zum Beispill de Gefangenentransport duerch Giischtercher maache loossen. Mir kënnen et maachen am Kader vun der Gewalt doheem doduerch, datt de premier Intervenant de Samu social soll sinn - dat kënne mer kreéieren, dat wier eng gutt Iddi. Ech mengen, déi war urspréinglech nach vun der Caritas. An datt d'Polizei nëmme kënnt, wa wierklech eng Wegweisung néideg ass.

A mir kënnen och higoen an eis iwwerleeën, ob déi Kategorië vu Leit, déi hei am Ableck den Drogenhandel maachen, ob déi iwwerhaapt d'Méiglechkeet kënnen hunn, fir hei am Land ze sinn.

Et kann een déi Rechtsregelen iwwerpréiwen an änneren, déi et méiglech maachen, Leit, déi keng kloer Rechter hunn, fir hei am Land ze sinn, fir déi Openthaltsrechter oder Präsenzrechter esou ze iwwerpréiwen, datt dat net méi méiglech ass, datt déi Leit hei am Land sinn.

An dat ass och e Wee, dee mir géife maachen. Schengen an aner Dispositiounen, och Traitéen, weisen eis Méiglechkeeten op. Mir géife se huelen.

Loosst mech e lescht Wuert zu der Famill soen! D'Famill ass hei ugeschwat ginn, eigentlech just ëmmer am Steierrecht - an dëser Debatt bis elo. An ech wëll hei kloer soen - ech wëll hei kloer soen -, datt mir eis als ADR zu der Famill bekennen, datt mer eis zum Kand bekennen, datt mer eis zu der Souveränitéit vun der Famill bekennen als eegestänneg Kärzell vun der Gesellschaft.

Et ass net méiglech, an eisen Aen, datt de Stat Schrëtt fir Schrëtt higeet an eigentlech déi Souveränitéit vun der Famill, déi Méiglechkeet, déi eng Famill huet, fir selwer ze decidéieren, wéi se wëllt hiert Liewe gestalten, ewechhëlt. Well dat ass eigentlech de Sënn, d'Visée vun der Steierreform, déi Der wëllt huelen. Dat ass, fir et engem Partner - egal wien dat ass - praktesch onméiglech ze maachen, fir doheem ze bleiwen a sech selwer ëm d'Kannererzéiung ze këmmeren. Dir wëllt déi Méiglechkeet vun der Famill ewechhuelen!

Mir als ADR ginn e ganz anere Wee. Mir hätte gären Elteregeld. Mir wëllen d'Familje stäerken, och an hirer Onofhängegkeet géintiwwer dem Stat. Mir wëllen net wéi Dir, datt d'Kannererzéiung schlussendlech exklusiv vum Stat decidéiert gëtt a gemaach gëtt, an d'Famill keng Méiglechkeet méi huet schlussendlech, fir hir eege Kanner esou ze erzéien, wéi se et gär hätt!

***(Interruption)***

Gëschter oder virgëschter, ech weess et elo net méi genau, wore 600.000 Leit zu Paräis ënnerwee - 600.000 Leit! -, ...

***(Interruption)***

... fir géint e Filiatiounsgesetz ze protestéieren, e Bioethikgesetz, wat an enger äänlecher Form vun dëser Regierung geplangt ass - en zivilisatoresche Réckschrëtt!

***(Interruption)***

Dës Regierung, déi anere wëllt virschreiwen, wéi se iwwer ethesch Saache sollen denken - haut de Mëtteg an ... mäi Gott ... -, mä dës Regierung geet hin a mécht d'Kanner zu engem Objet de commerce. Si erméiglecht den Handel mat Kanner doduerch, datt d'GPA am Ausland soll toleréiert ginn; doduerch, datt d'Méiglechkeet vun der PMA an den Ausschloss vum Papp eigentlech matorganiséiert gëtt. - Wat ass dat och e Message un d'Männer hei am Land, fir ze soen: Pappe sinn u sech onwichteg?!

***(Interruption)***

An doduerch, datt et och méiglech gëtt, duerch eng PMA post mortem, d'Organisatioun vun dem Schafe vun engem Weesekand soll gemaach ginn.

Dat ass en zivilisatoresche Réckschrëtt. An ech wëll heimadder zum Schluss vun dëser Interventioun nach eng Kéier kloer soen, datt d'ADR sech zu der Famill bekennt an zu de Rechter vum Kand op seng Elteren, an datt mer e Recht op e Kand refuséieren!

Ech soen Iech Merci.

**Une voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den honorabelen Här Wagner wëllt eppes soen.

**M. David Wagner** *(déi Lénk).*- Jo, ganz kuerz, ouni wëllen ze polemiséieren. Mä ech hätt just eng kleng Fro un den honorabelen Här Kartheiser, dee jo ganz besuergt ass iwwer all déi Leit, déi vläicht aus Afrika komme Richtung Europa, fir fort vum Krich oder vum Honger ze kommen, a vläicht och esou e gewëssent Bild wëllt molen aus elektoralistesche Grënn.

Mä muer wäerte mer eppes ofstëmmen, an zwar Accords de partenariat économique, déi zur Konsequenz hunn a wäerte weiderhin hunn, datt nach méi Leit, ënner anerem an Afrika, an eng batter Aarmut wäerte stierzen.

Ech wéilt gäre wëssen, well souwäit ech weess, ënnerstëtzt d'ADR esou eng Politik, ech géif gäre wëssen, ob d'ADR och muer da géint déi Accorde wäert stëmmen oder derfir wäert suergen, datt weiderhin immens vill Leit wäerten an d'Aarmut stierzen.

***(Brouhaha)***

Well bis elo hat d'ADR esou Saachen ëmmer mat ënnerstëtzt.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Kartheiser, wëllt Dir dorobber reagéieren oder net? Ech maachen Iech ...

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Wann et net op eis Riedezäit geet!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- ... drop opmierksam, datt nach zwee Riedner vun Ärem Groupe technique agedroe sinn an datt u sech d'Riedezäit net däerf iwwerschratt ginn.

***(Brouhaha)***

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Net op d'Riedezäit!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Net op d'Riedezäit.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Neen!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Ech äntwerten drop, awer net op d'Riedezäit, well mir hu muer souwisou eng Debatt doriwwer.

***(Brouhaha)***

Dat heescht, wann ech kann äntwerten, ouni - ech weess net, wéi d'Reglement dat elo virgesäit -, wann ech kann eng Äntwert ginn ouni d'Riedezäit, da jo.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Dat géif op d'Riedezäit goen. Ganz kuerz.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Neen, net op d'Riedezäit!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Ass et op der Riedezäit oder net?

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ganz kuerz ... Dann net op d'Riedezäit, just ganz kuerz.

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo. Also, ech mengen, datt mir ganz wéineg Problemer domadder hunn, well déi Accorden, déi muer ofgestëmmt ginn, déi stellen da wierklech eng Rei vun ethesche Froen. Dat ass ganz kloer. An ech ginn Iech an Ärer Analys do recht.

Mä: Mir maachen hei en Accord de libre-échange zum Beispill, wou mer d'Mënscherechter draschreiwen - mam Kongo, zum Beispill -, wou awer dës Regierung d'Elektromobilitéit mat der Kanneraarbecht am Kongo facilitéiert. Mir hu manner Problemer domat. Mä déi, déi d'Elektromobilitéit favoriséieren a souguer subventionéiere vum Stat, an d'Kanneraarbecht am Kongo mat subventionéieren, dës Regierungskoalitioun, déi hätt Iech elo sollen nolauschteren, Här Wagner!

***(Interruption par M. David Wagner)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**M. Léon Gloden** *(CSV).*- Merci, Här President. Déi lescht Wochen a Méint ass vill iwwert de Rechtsstat hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn. A meng Kolleegen, de Gilles Roth an den Här Mosar, wäerten herno och nach iwwert de Rechtsstat an engem aneren Themeberäich schwätzen. Ech wéilt iwwert de Rechtsstat a Verbindung mat der Sécherheet vun de Bierger kuerz hei schwätzen.

Fir d'CSV ass d'Sécherheet en Deel vum Rechtsstat Lëtzebuerg. An ech hu scho méi wéi eng Kéier hei um Riednerpult - ech muss soen, leider ze oft! - iwwert d'Sécherheet a méi präzis iwwert d'Sécherheetsgefill vun de Bierger geschwat.

Am État de la nation 2016 hunn ech Folgendes gesot: „Den État de la nation ass méi wéi just Zuelen. Am État de la nation geet et och ëm d'Liewensqualitéit vun eise Bierger. Ee vu ville Kritären, fir d'Liewensqualitéit ze moossen, ass d'Sécherheet, a méi präzis d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. Sécherlech ass dëse Sujet ëmmer deels eng subjektiv Analys, mä net nëmmen."

2017 hate mer eng Interpellatioun op Ufro vun der CSV iwwert d'Sécherheetslag zu Lëtzebuerg. An 2017 sot de Premierminister Folgendes bezüglech dem Réckgang vun dem Kriminalitéitstaux: „Dat subjektiivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspriechend besser ginn. An dofir ass et a bleift et wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient ginn, dass mer méi Präsenz ka garantéiert ginn, wou dat och gebraucht gëtt." (veuillez lire: An dofir ass et a bleift et och wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient kënne sinn, dass mer méi Präsenz kënne garantéieren, wou déi och gebraucht gëtt.)

2018 hu mer erëm hei iwwert d'Sécherheetslag oder d'Sécherheetsgefill vun de Bierger geschwat. An ëmmer erëm gëtt eis dat Blot vum Himmel versprach. Fakt ass awer, Här President, dass een haut nach an der Press Schlagzeile muss liese wéi: „Bronx op der Gare", „Polizei steht vor dem Kollaps". An esou kënnt d'CSV dann och dëst Joer, 2019, net derlaanscht, hei vum Rechtsstat a vum Sécherheetsgefill, oder besser gesot vum „Deelonsécherheetsgefill" vun de Bierger ze schwätzen.

Jo, et ass richteg an op der Receptioun vun der Police ass et gesot ginn: Eng Rei Infraktioune ginn erof. Den Opklärungstaux vu verschiddenen Infraktioune geet erop. An awer: Klengkriminalitéit, Vandalismus an Drogendelikter huelen zou. Aggressioune vis-à-vis vu Beamten op der Strooss oder am ëffentlechen Transport geschéien ëmmer méi oft. Leider!

Fakt ass, datt dës Regierung ëmmer nëmmen da reagéiert an handelt, wann et eng Minutt op zwielef ass, wann d'Bierger op d'Barrikade klammen. Et ass dach schonns pervers, datt ech op RTL an engem Interview muss nolauschteren, wéi en Drogendealer selwer viru lafender Kamera seet, datt hie sech selwer net méi owes op den Trottoir traut wéinst der Onsécherheet am Garer Quartier.

***(Interruption)***

Fakt ass, datt dann de Policeminister erëm an eng Biergerversammlung geet, fir d'x-te Kéier, a grouss Versprieche mécht.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat héieren ech déi éischte Kéier, dat do.

**M. Léon Gloden** *CSV).*- Nee, ech schwätze vum Policeminister. Virun Iech sinn et och Policeministere ginn, Här Bausch. Ech schwätze vum Policeminister, indépendamment de la couleur politique.

Dee groussen Absent an der Debatt - bis elo, Här President - iwwert d'Sécherheet ass de Premierminister. En erënnert sech net méi u seng Zäit als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg an u säi Bréif vum 13. September 2013 un den deemolege Premierminister Jean-Claude Juncker. Ech hunn eng Kopie hei. E puer Extraiten: « Nous vous informons que suite aux inquiétudes des habitants de la rue de Strasbourg, il y a lieu d'augmenter à court terme les effectifs de ce commissariat. En effet, les policiers devraient être en mesure de faire des patrouilles fréquentes en vue de pouvoir réaliser les contrôles nécessaires ...

***(Interruption)***

... Il sera procédé à l'implantation d'un nouveau commissariat de police dans ce secteur du quartier de la gare. Par ailleurs, les riverains ont réclamé une procédure similaire au „Plazverweis". »

Doriwwer hu mer schonn oft genuch hei debattéiert.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dann ass et jo gutt, dass den Här Schneider dat dann du gemaach huet.

**M. Léon Gloden** *CSV).*- En huet net vill gemaach an deem do Dossier. Mä net nëmmen ...

***(Brouhaha)***

**M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre.*- Da liest emol eng Kéier d'Effektiver!

**M. Léon Gloden** *CSV).*- ... mä net nëmmen op der Gare, net nëmmen op der Gare, och an anere Géigende vum Land besteet en Onsécherheetsgefill. Jo, Fakt ass: Et gëtt net genuch Polizisten a si kënnen net iwwerall sinn. D'Proximitéitsaarbecht um Terrain kënnt ze kuerz. Wann eppes geschitt, erwaart sech de Bierger mat Recht, datt séier intervenéiert gëtt. Ass dat plus ou moins am Dag nach méiglech, ass et owes praktesch net méiglech. An der Nuecht, wann eng Patrull op engem Accident oder soss engem Incident ass, sinn oft net genuch Leit do, fir op en zweeten Incident ze reagéieren.

Dës Koalitioun huet mat hirer Policereform dës Situatioun ze verantworten. D'Ofschafung vun de Commissariats de proximité wor kloer e Feeler. Dat weess de Policeminister, dat wëssen déi Responsabel vun der Police. D'Zesummeleeë vun de Kommissariater ass keng Plus-value. Lokal Responsabel vun alle Parteien hu sech beschwéiert a beschwéiere sech. Ee vu menge groussen Alliéierten an där doter Fro war de fréieren DP-Buergermeeschter an häitege Mëttelstandsminister Lex Delles, a säin Nofolger gëtt mer och permanent recht an esou Reuniounen.

Duerfir Stopp dëser gréng-rouder Ideologie! D'CSV deposéiert hei eng Motioun, an där se d'Regierung opfuerdert, d'Commissariats de proximité erëm anzeféieren, ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci.

***(Interruption)***

**M. Léon Gloden** *CSV).*- ... do wou se se suppriméiert huet, an ze kucken, wou een der nach soll an anere Géigenden erëm opmaachen.

***Motion 6***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que le Ministre de la Sécurité intérieure sous le Gouvernement précédent a décidé la fermeture de nombreux commissariats de proximité dans le contexte de la réforme de la police, et ce, avant même son entrée en vigueur le 1er août 2018 ;*

*- considérant qu'avec ladite réforme, les « commissariats de proximité », d'un côté, et les centres d'intervention, de l'autre côté, ont été fusionnés et remplacés par des entités s'intitulant désormais « commissariats de police » ;*

*- considérant que de nombreux élus locaux se sont opposés à la fermeture de commissariats sur leur territoire ;*

*- considérant que, d'après le programme gouvernemental de décembre 2018, « La réforme de la police sera mise en œuvre et aboutira à un travail de police efficace, que ce soit en zone rurale ou urbaine. Les effets de la réorganisation territoriale des commissariats et les conditions de travail des agents de police bénéficieront d'une attention particulière. » ;*

*- considérant qu'un service de proximité est inhérent aux missions de la police et que la sécurité constitue un principe fondamental dans un État de droit,*

*invite le Gouvernement*

*1. à remédier de manière efficace aux défauts de la nouvelle réorganisation territoriale des commissariats en envisageant la réintroduction de commissariats de proximité dans les communes ayant bénéficié d'un commissariat de proximité avant l'entrée en vigueur de la loi relative à la réforme de la police,*

*2. à étudier la nécessité de créer des commissariats de proximité supplémentaires dans des communes autres que celles mentionnées sous le point 1. ci-dessus.*

*(s.) Léon Goden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.*

An ech soen elo schonns der DP Merci fir hir Ënnerstëtzung op deem Punkt.

***(Hilarité)***

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** *(ADR).*- Merci, Dir Dammen, Dir Hären, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll mech haut e bësse méi kuerz halen. Et geet zum Schluss vun dëser laanger Sitzung an ech wëll am Fong geholl just op zwou Thematiken agoen.

Mä virop wëll ech awer feststellen, datt mer gëschter zur Lag vun der Natioun dënne

Kascht virgedroe kritt hunn. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob dat en Hiwäis ass op deen dënne Fuedem, deen d'Regierung elo nach zesummenhält, ob do net méi méi méiglech ass, wéi sech op e méi e groussen Nenner ze eenegen. Dat ass eng Befierchtung, déi ech hunn. A mir mussen ofwaarden, wéi d'Zukunft ausgesäit.

Och bei dëser Virstellung vun der Lag vun der Natioun hate vill Beruffsparten an och aner Organisatioune wahrscheinlech drop gewaart, datt se villes virgezeechent kréichen, wou d'Land déi nächst Jore géif higoen. Mä leider ass dat net esou an deem Mooss geschitt.

Erlaabt mer, e puer Wuert zur Landwirtschaft virzedroen! Et ass dëst e ganz wichtege Beruffsstand. Engersäits maache si regional Produkter. Si sinn den Ernärer vun der Natioun. An anerersäits droe si ganz aktiv zur Landesgestaltung an och zum Naturschutz bäi. Mat zwee oder dräi Sätz hätten hei speziell déi jonk Baueren eventuell Zukunftsperspektiven opgezeechent kritt oder nach villes aneres nach.

Mä bei der Landwirtschaft ass et esou: Si ginn op ville Plazen am Land, ënner anerem sozial Medien an iwwerall ronderëm, als déi Schlecht vun der Natioun duergestallt. An ech mengen, en encourageant Wuert an deem Beräich hätt villes do redresséiert. An et si jo vill jonk Leit, déi op deem Punkt amgaang sinn ze iwwerleeën, ob se e Betrib iwwerhuelen, jo oder neen, an dat hätt hinne wahrscheinlech Planungssécherheet ginn.

Et muss ee jo wëssen, datt d'Regierung bis 2030 20 % Bioprodukter op de Maart wëllt lancéieren. Dat wëllt soen: Da mussen och déi Betriber sech ëmstellen. An déi brauchen, fir e Betrib ëmzestelle vun normaler Produktioun op Bio, iwwer dräi Joer, ier dat gräift. An ech mengen, wann dann nach d'Planung derbäikënnt, dann ass et ganz enk fir herno spéiderhin. An ech mengen, si brauche grad Planungssécherheet, well dat ass dacks bei de landwirtschaftleche Betriber eng Decisioun fir d'Liewen. Dat wëllt soen: Déi muss 30, 40 Joer halen. Ech mengen, an deem Sënn do wier et wichteg gewiescht, wa si haut bei dëser Debatt Planungssécherheet do mat op de Wee kritt hätten.

Erlaabt mer, och nach op en anere Punkt anzegoen, dat ass dat Soziaalt. Dat Mateneeschwätzen, den Här Statsminister huet et gëschter ugedeit, gehéiert am Fong geholl zur Gestaltung vun eiser Gesellschaft. An do musse mer eis ganz vill Gedanke maachen. Mir solle jo zesummewuessen, net nëmmen ekonomesch, mä och sozial. Dat wëllt soen, datt op d'tëschemënschlech Bezéiunge grousse Wäert muss geluecht ginn, ënner all eise Bierger. A grad an dëser Zäit vun der grousser Zouwanderung, bedéngt duerch dee stramme Wuesstum, däerfe mer keng Parallellgesellschaften opkomme loossen.

Fir déi vill Kulturen aller Aart, déi mer am Land hunn, do muss ee gemeinsamen Nenner fonnt ginn. An op där Achs solle mer ons all mënschlech erëmfannen, an dat ass nëmmen eis Sprooch. An déi soll och zréckbehale ginn. A wann dës als Basis zréckbehale gëtt vun der Integratioun, dann ass e friddlecht Mateneen am Land an dëser Achs garantéiert.

Et soll net nëmmen e kuerze Grouss sinn op der Strooss oder ronderëm, mä et soll méi opgebaut ginn an déi Richtung. An do sinn d'Veräiner, egal wellecher Aart, eng ganz grouss Stäip. Ech si selwer iwwer 30 Joer an engem Sportsveräin aktiv. An do gesäit een da selwer, wéi déi Natiounen, egal wat fir enger Kultur, egal wat fir enger Natioun, matenee sech gestalten, datt se do kënnen eppes Positives erausbréngen.

An ech denken och - an dat ass jo net falsch, dat gesi mer och hei, d'Zesummestellung vun der haiteger Chamber ass e liewegt Beispill -, datt ons dat gelénge ka mat der Lëtzebuerger Sprooch als Basis. Ech mengen, dat muss ee sech virun Aen halen.

Geléngt ons dat net, sou gi mer hei am Land am Fall vun enger wirtschaftlecher Rezessioun ganz schwéieren Zäiten entgéint.

***(Brouhaha)***

Bei de Wahlen zu dëser Chamber haten d'Parteie praktesch all d'Lëtzebuerger Sprooch op hirem Banner stoen. Haut gesi mer net méi vill dervun. A wat ass bis elo passéiert? All d'ADR-Motioune fir d'Färdere vum Lëtzebuergesche goufe vun der Gambia an och vun der CSV integral verworf. Oder et gouf dorauser villes relativéiert.

Et muss ee sech d'Fro stellen: War dat bei deene Chamberwahlen, dat Versprachent, nëmmen eng Mogelpackung, grouss Wahlshow oder e groussen Theater? Et muss ee sech do ganz vill Froen haut stellen.

Dës Iwwerleeunge sollen en Ustouss si fir eis all, heiriwwer nozedenken a vläicht awer richteg Ännerungen erbäizeféieren. Domat, wéi gesot, Dir Dammen, Dir Häre, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Weider maachen amplaz weidermaachen", esou hat de Xavier Bettel seng Ried iwwerschriwwen. Ech hat alt geduecht, bei der Ried zur Lag vun der Natioun hätt ee sech d'Fro kënne stellen an eng Ried iwwerschreiwen: „Wou steiert Lëtzebuerg hin?", dass dat am Fong den Inhalt vun der Ried gewiescht wär.

Laut Aussoe vun der Regierung geet et Lëtzebuerg a sengen Awunner esou gutt wéi nach ni respektiv wéi scho laang net méi. Och de Statec-Direkter huet dat nach gëschter Moien iwwert d'Welle vun RTL deklaréiert.

An aneren Dokumenter, wéi „Rapport travail et cohésion sociale", och vum Statec, mat deemselwechten Direkter, steet, dass all fënneften Awunner zu Lëtzebuerg vun der Aarmut bedrot wier. Do steet och, wärend déi 10 % vun deene räichsten an der Moyenne 8.000 Euro de Mount hunn, sinn et fir déi 10 % vun deenen äermsten nach just 1.000 Euro. Dofir ass et dach scho verwonnerlech, dass een eng Kéier seet: „Et geet eis esou gutt wéi nach ni", a gläichzäiteg stelle mer esou Saache fest.

Parallell dozou huelen och d'Working Poor zou, Leit, déi schaffe ginn, all Dag schaffe ginn, aacht Stonnen den Dag, 40 Stonnen d'Woch, an net genuch hunn, fir ze liewen. Och dat ass esou, an de Kolleeg Marc Baum ass schonn drop agaangen, do schneit Lëtzebuerg esou schlecht oft am internationale Verglach, dass mer op där zweetleschter oder der zweeter Plaz, deemno vu wou een d'Tabell kuckt, do stinn.

Et ass keng Reklamm, am Sënn vum Wuert, dass hei am Land Leit 40 Stonnen (veuillez lire: 40 Stonnen d'Woch), 173 Stonnen de Mount, schaffe ginn a si kommen dann awer nach ëmmer net iwwert d'Ronnen.

Haaptursaach sinn déi héich Präisser am Logement, ob am Locatif oder an der Vente. Ufank vun der Woch sinn déi neiste Präissteigerunge veréffentlecht ginn. Et si scho verschidde Kolleegen drop agaangen. An och RTL hat e Reportage bruecht, wéi ee mat deene Loyeren oder mat deene Präisser, déi een hei am Land muss bezuelen, do am Verglach an den Nopeschregioune vun eisem Land kéint liewen.

Mäi Frënd, de Marc Lies, huet am Ufank vum Mëtteg d'Propose vun der CSV fir eng aner Logementspolitik presentéiert. An och seng zousätzlech Iddie wäerten nach nokommen: En huet véier Proposition-de-loien an zwou Motiounen deposéiert. An ech hoffen, dass mer domadder virukommen, fir do och eppes derzou bäizedroen, dass mer zesummen de Logementsproblem kënnen an de Gréff kréien.

Mäi Kolleeg, de Paul Galles, huet eng Interpellatioun ugefrot betreffend d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg. An do wäert hien dann och op all déi Zuelen an all dat Material betreffend d'Aarmut, betreffend déi Analysen, déi ech gesot hunn, an och op de Sozialalmanach vun der Caritas ganz kloer agoen.

Kloer ass och, dass déi Mindestlounerhéijung, déi mer d'lescht Joer gemaach hunn, oder am Ufank vum Joer, déi méi wéi bluttnoutwendeg war, dass déi vun der Präispolitik am Logement opgefriess ginn ass. Dat heescht, fir alleguerten déi Leit, déi zwar do eppes bäikritt hunn an der Pai, dat ass awer alles an de Loyer oder an d'Schold gefuer, wat se do kritt hunn. An dofir ass et och wichteg, dass mer do nach Akzenter setzen.

Fir eis gëllt et, an der Sozialpolitik konkret do ze handelen, wou den Aarmutsrisiko am gréissten ass, näämlech bei deene Betraffenen.

An deem Kontext däerf een och d'Politik fir déi eeler Generatiounen net vergiessen. Ech sollt muer eng Heure d'actualité hunn, wou ech wollt mat der Familljeministesch iwwert de Problem vun den eelere Leit schwätzen. Déi ass aus Aktualitéitsgrënn op eng nächst Sitzung verréckelt ginn. Mir wäerten dann och do nach eng Kéier drop zréckkommen. Well och fir déi Generatioun, déi dozou bäigedroen huet, dass Lëtzebuerg do steet, wou Lëtzebuerg haut ass, dass Lëtzebuerg ekonomesch dat Land duerstellt, wat mer haut sinn, do ass et wichteg, deene Leit och déi Hëllef an déi Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen. Dozou gehéieren Alters- a Fleegebetter. Dozou gehéiert eng regelméisseg Upassung vun de Pensiounen an nach villes méi. Mä dat wäerte mer dann an enger nächster Sitzung beschwätzen.

***(M. Henri Kox prend la présidence.)***

An de Riede vu gëschter ass an all Interventioun, oder och haut am Laf vum Dag, iwwert déi bluttnoutwendeg Ännerungen an der Klimapolitik geschwat ginn. Ech wëll och just soen: Och Klimapolitik ass Sozialpolitik. Och Klimapolitik, deemno wat mer decidéieren an deemno wat mer maachen, kann dozou féieren, dass Leit, déi sozial méi schwaach sinn, Problemer kréien.

Ech ginn e Beispill vun engem Nopeschland, wat emol eng Kéier d'Iddi lancéiert hat, de Bifdeck en Euro méi deier ze maachen. Dat géif dozou féieren, dass déi sozial Schwaach manner hunn, an deene Bessergestallte wier dat, op Lëtzebuergesch gesot, ganz egal! Dofir mengen ech, dass dat net de Wee ass, fir esou eng Klimapolitik ze maachen, mä dass een do aner Weeër muss goen a sech ganz aneschters opstellen.

Et ass och fir eis ganz kloer, dass, wann een d'Klimapolitik an der Breet vun der Gesellschaft wëllt maachen, wann déi eng fest Plaz soll hunn - an dat musse mer och maachen -, da mussen d'Laaschte fair verdeelt ginn a si kënnen net eesäiteg op déi méi schwaach Leit verdeelt ginn, an deenen, deenen et besser geet, deene maachen deen een Euro um Bifdeck oder déi 50 Euro op enger anerer Tax näischt aus. Et gëllt do, déi richteg Moossnamen ze huelen, och an der Energiepolitik. An do kann een net eleng mat Steierkaddoen hëllefen, well bei deene Klengen, wa se keng Steiere bezuelen, kënne se dann och keng Hëllefe kréien. An dofir ass et och do wichteg, dass mer do aner Weeër siche wéi eleng iwwert de steierleche Volet, fir do och de Leit kënnen ze hëllefen.

Mir brauchen hei am Land e sozialen Zesummenhalt. De sozialen Zesummenhalt war ee vun den Erfolleger vum Lëtzebuerger Modell nom Krich an och an de Krisejoren. D'CSV steet kloer an däitlech zum Lëtzebuerger Modell an zu der Tripartite, wann och do Verschiddenes muss geännert ginn. D'Tripartite an de 70er Jore war eng aner wéi déi an den 90er. An déi vun 2020 muss eng aner si wéi déi am Ufank vun dësem Joerdausend.

De soziale Fridde war ëmmer eng Reklamm fir d'Standuertpolitik an der Industrie, am Handwierk, an all deene Betriber, déi sech hei niddergelooss hunn. An et ass och wichteg, dass mer dee Garant hei zu Lëtzebuerg behalen, well och dat féiert derzou, dass nach aner Betriber, nei Betriber sech hei zu Lëtzebuerg nidderloossen.

Och wann et ëmmer heescht, mir wieren net un Industriebetriber interesséiert, sou wëll ech awer soen, Här Minister Schneider: Och mir sinn där Meenung, dass een Industrieaarbechtsplazen hei am Land muss maachen, well d'Industrie ass déi, déi eis kann hëllefen, och déi Leit mat manner Qualifikatioun oder mat anere Qualifikatiounen ënnerdaach ze bréngen. Dofir ass et och fir eis wichteg, dass mer deene Betriber d'Méiglechkeet ginn, sech hei zu Lëtzebuerg nidderzeloossen. Mä et muss een awer gläichzäiteg och wëssen, wat dat bedeit a puncto Energie an a puncto Emwelt. An do gëllt et, ëmmer dee richtegen Equiliber ze huelen.

Wat de Sozialdialog ubelaangt, do fuerdere mir de Statsminister an d'Regierung op, alles drunzesetzen, dass dee Sozialdialog op nationalem Niveau weidergeet. Well de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg ass jo net nëmmen op den aarbechtsrechtleche Volet opgebaut, mä och an der sozialer Partnerschaft gëllt dat. An am Sozialdialog an am Fonctionnement dovun an de Krankekeesen, an de Pensiounskeesen, an der Familljekeess - ech hat elo bal „Kannergeldkeess" gesot -, iwwerall do spillt och d'Sozialpartnerschaft eng grouss Roll. A wann ee bis ufänkt, op enger Säit alles falen ze loossen, da bréngt dat Gefore mat sech, déi sech kënnen iwwerdroen. An dofir eisen Appell un d'Regierung, alles ze ënnerhuelen, fir dass et bei dem Sozialdialog zu dräi bleift!

Ech wëll och do en anert Beispill ginn: Et si jo emol bilateral Accorde ginn. D'Madamm Familljeministesch hat e bilateralen Accord gemaach mat de Gewerkschafte CGFP, OGB-L an LCGB den 28. November 2014 fir eng regelméisseg Upassung vum Kannergeld un d'Entwécklung, fir dass .., net d'Kannergeld, mä d'Prestation-familiallen natural oder finanziell misste regelméisseg un de Salaire médian ugepasst ginn. Et war dee berüümte Projet de loi 7003.

De Projet de loi ass 2015 (veuillez lire: den 20. Juni 2016) deposéiert ginn an de 27. Oktober 2016 huet de Statsrot en Avis ofginn, wou e gesot huet, e géif am Fong net verstoen, firwat een dat Gesetz bräicht. An am Juli 2017 hate mer dunn eng Motioun heibanne proposéiert - leider net gestëmmt kritt -, wou mer der Meenung waren, dass deen Text, esou wéi en do géif virleien, net gutt wier an dass et vläicht besser wier, deen Text zréckzezéien.

Zu deem ass et awer net komm. An dofir hu mer de 7. Mäerz 2018 nach eng Kéier gefrot, fir kënnen an der Chamberskommissioun doriwwer ze schwätzen. Firwat hate mer dat gefrot an der Chamberskommissioun? Ma well den deemolege President vun der Chamber eis Question parlementaire refuséiert huet, well e gesot huet: „Et gi keng Question-parlementairen hei gestallt iwwer e Projet de loi, deen an der Prozedur ass." An dofir si mer dunn en anere Wee gaangen an haten deemools d'Familljeministesch an d'Kommissioun ruffe gelooss. An och do ass keng Suite drop komm.

An net méi spéit wéi an enger weiderer Sitzung, déi mer ugefrot haten, dass d'Chamber se géif aruffen, de Juli 2018 huet d'Ministesch gesot, d'Material vun der IGSS léich nach ëmmer net vir an dofir kéint et net zu där Upassung kommen.

Also ech wëll Iech soen, Madamm Minister, ech felicitéieren Iech fir dat, wat ech gëschter gelies hunn: dass de Projet de loi zréckgezu ginn ass. An ech si frou doriwwer an ech sinn der Meenung, dat hätt ee scho vill éischter kënne maachen. An ech wënschen Iech eng glécklech Hand, fir elo mat deenen dräi, wou Der dat bilateral ofhaalt, dann och vläicht do en neien Accord ze fannen an en Accord ze fannen, dee méi einfach ass als Gesetz ëmzesetzen. Well och dat ass Sozialdialog. Och do ass et wichteg, dass mer déi regelméisseg Upassunge wäerte kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och am Sozialdialog muss een aner Dossieren diskutéieren. Teletravail. Mobbing. Alles dat sinn Dossieren, déi um Niveau vun der sozialer Partnerschaft an den 90er Joren an Ufank der 2000er Joren ofgemaach gi sinn. Dat waren Themen, déi bilateral behandelt gi sinn. A wa mer keen Accord um bilateralen Niveau - ech hat deemools nach eng aner Kap op - fonnt hunn, da war et d'Politik, déi decidéiert huet. An dat ass dee richtege Wee. An ech mengen, dass et do och wichteg ass, dass mer nach kënnen nei Weeër goen, an dass et och do nach wichteg ass, an der sozialer Partnerschaft esou Saachen ze maachen.

An ech erënneren do u grouss sozial Errungenschaften, déi aus der Tripartite ervirgaange sinn. Et ass net ëmmer mat engem Erfolleg ausgaangen an der Tripartite, mä meeschtens. An et ass och do wichteg, dass mer et erëm fäerdegbréngen, an der Tripartite zesummen ze diskutéieren. Well wat 1996 oder 2006 méiglech war, dat dierft jo och 2019 net onméiglech sinn. Et sief dann, dass d'Vertrieder an der Tripartite vun deemools besser Argumenter haten a besser konnten op d'Situatioun vun de Leit op béide Säiten agoen, wéi dat haut de Fall ass.

Mä ech mengen, dass et op alle Fall wichteg ass, dass d'Leit vum Terrain déi Theme mateneen diskutéieren, well et ass nëmme vun Erfolleg gekréint, wann een d'Leit vum Terrain mat abënnt, fir esou Accorde kënnen ze sichen. A fir eis ass a bleift et - ech soen et nach eng Kéier - wichteg, dass mer e staarke Sozialdialog behalen.

An och duerfir mäin Appell un de Statsminister, de Wirtschaftsminister, de Mëttelstandsminister, den Aarbechtsminister, d'Familljeministesch an de Sozialminister, alles drunzesetzen, well si alleguerten op déi eng oder déi aner Aart a Weis mam Sozialdialog beschäftegt sinn. Datselwecht gëllt fir de Bildungsminister, well och dat, wat d'Formation professionnelle ubelaangt, do wou et ëm d'Beruffschambere geet, ass eppes, wat zum Sozialdialog gehéiert, fir do den Appell ze maachen, fir dass alles ënnerholl gëtt, wat nëmme méiglech ass, fir dass deen Dialog erhale bleift, well mer soss anere Schwieregkeeten entgéintginn.

An ech soen et nach eng Kéier: Och de Wirtschafts- a Sozialrot, och d'Krankekeess, d'Pensiounskeess an d'Familljekeess sinn um Modell vun der Sozialpartnerschaft opgebaut. An dofir ass et wichteg, alles ze ënnerhuelen, fir dat och kënnen ze maachen. Fir eis däerf dee Sozialdialog fir Lëtzebuerg op alle Fall net a Fro gestallt ginn.

A wann ech dat soen um nationale Plang, esou gëllt dat och gläichzäiteg op betriiblechem Plang. Dozou gehéiert och fir eis, dass mer et fäerdegbréngen, nach méi Betriber am Kader vu Kollektivverträg ofzesécheren, well dat nach ëmmer deen direkte Kontakt ass tëschent deene Leit, déi an de Betriber sinn. An ech mengen, et stéing eis alleguerte gutt zu Gesiicht, wann d'Zuel vun de Kollektivverträg an d'Luucht géif goen.

An do leie mer op der Linn vun de Gewerkschaften OGB-L, LCGB an och an der Diskus-

sioun mat de Kolleege vun der CGFP. An do wëll ech eng Klammer maachen, de Minister vun der ëffentlecher Fonctioun ass jo heibannen, ech mengen, do géif et och ..., ech weess, dass d'Gesetz an der Prozedur ass, mä do géif et awer elo esou lues Zäit ginn, dass mer endlech géifen zum Enn komme mam Gesetz vun der Fonction publique iwwert déi dräi Joer Stage.

Déi éischt Leit ginn elo fäerdeg, déi déi dräi Joer Stage hanner sech hunn, an dofir nach eng Kéier en Appell un d'Regierung. Ech weess, dass et net nëmmen d'Regierung ass, dass et och de Statsrot ass, mä ech kann lech soen, déi Leit dobaussen ... Vun der Ënnerschrëft vum Accord salarial bis zu der Ëmsetzung, dat ass elo bal erëm eng Kéier, wa mer et bis stëmmen, mengen ech, dann zéng Méint oder ee Joer. Dofir nach eng Kéier en Appell, dass mer do méi séier virukommen, well déi Leit an der Fonction publique, virun allem déi Jonk, déi dovu betraff sinn, déi waarde voller Spannung drop.

***(Interruption par M. Gusty Graas)***

Ah, Här Graas, ech si frou, wann Der elo sot, dat wär alles an der Rei an Dir géift alles maachen, dass et am Conseil d'État méi séier virugeet. Mä mäin Appell ...

**M. Henri Kox,** *Président de séance.*- Et ass just um Här Spautz, wannechgelift.

**M. Marc Spautz** *(CSV).*- Mä mäin Appell ass, dass mer do virukommen, well déi Leit, déi dovu betraff sinn, déi waarde voller Inbrunst drop, dass dat soll kommen, well dat versprach ginn ass virun iwwer engem Joer an deen Accord duerno ënnerschriwwe ginn ass mat der CGFP. An dofir wär et awer elo gutt, wa mer dat och géifen ëmgesat kréien.

Ech wëll och ënnersträichen, Teletravail, Digitaliséierung a kënschtlech Intelligenz gehéieren och fir eis zu deenen Erausfuerderungen, wou mer mussen dru schaffen, wou mer alles musse maachen, fir dass mer och wëssen, wat dat fir den Aarbechtsmaart bedeit a wat dat fir Konsequenze kann hunn.

An do gëllt et, déi néideg Weiderbildungen an d'Weeër ze leeden, déi néideg Gesetzgebungen auszeschaffen a virun allem - ech muss dat elo op Däitsch soen, ech hunn nach kee Lëtzebuerger Wuert dofir fonnt - dass d'Nichterreichbarkeitsklausel kënnt. Dat heescht, dass déi Leit, déi digital oder iwwer Teletravail schaffen, och eng Kéier däerfen de Computer ausmaachen, dass do och ofgeséchert ass, dass et do eng Period gëtt, wou déi Leit net ze erreeche sinn. An déi kënnen net herno virgeworf kréien: De Sonndeg (veuillez lire: de Samschdeg) den Owend an der Nuecht tëschent 23.00 an 01.00 Auer hu mer der dat geschriwwen an du hues et bis sonndes moies um siwen Auer net gemaach!

An do weess ech, dass dat net esou einfach aus dem Aarm ze rëselen ass, mä dass et och do wichteg ass, dass mer et an eisem Code du travail fäerdegbréngen, och déi Nichterreichbarkeitsklausel - bis dohinner wäerte mer och en aneren Numm fonnt hunn - geregelt ze kréien, well dat ganz wichteg ass. An dat spillt bei der Digitaliséierung, mä dat spillt och am Teletravail an all deenen aneren Aarbechtsformen, iwwert déi diskutéiert gëtt, déi och sécherlech kënnen dozou bäidroen, dass et méi einfach gëtt, och an der Mobilitéit, well wann näämlech méi Leit vun doheem oder vun enger anerer Plaz aus schaffen, sinn déi Leit och dee Moment manner op der Strooss.

Et geet och gläichzäiteg ... Wa mer soen, mir hätte gären, dass déi Leit entgrenzt gi vun der Aarbechtsplaz, dann däerfe se awer net och näischt méi zegutt hunn, wat d'Aarbechtszäiten ubelaangt. Och do wier et wichteg, dat emol alles ze definéieren an der Nichterreichbarkeitsklausel.

Idem musse mer diskutéieren iwwer eng aner Aarbechtszäitorganisatioun, déi et de Leit erlaabt, Beruff a Famill wéi och d'Interesse vun de Betriber zesummenzebréngen. An do ginn et Schnëttmengen. An do ass et ebe wichteg, ech hat et virdru gesot, dat op betriiblechem Plang ze maachen. Well fir do eng eenheetlech Léisung ze fannen, fir alleguerten deene Leit, déi hei am Land beschäftegt sinn, an alleguerten deeneselwechte Betriber déiselwecht Aarbechtszäiten ze ginn, ech mengen, dass dat relativ schwiereg ass an dass et dofir wichteg ass, am Kader vum Gesetz an duerno gläichzäiteg am Kollektivvertrag déi Upassunge kënne virzehuelen, déi néideg sinn, souwuel fir d'Salariéë wéi och fir d'Famille wéi och fir d'Betriber. Well wa mer keng Suen erbäikréien, da kënne mer och keng verdeelen.

Ech kéint elo an deem dote Kader nach Stonne weiderfueren, mä do kommen ech nach eng aner Kéier drop zréck, well ech hat och beim Minister, ...

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- ... Chamber net zou.

**M. Marc Spautz** *(CSV).*- Wat gelift, Här Bodry?

**M. Alex Bodry** *(LSAP).*- De President vun der Chamber léisst dat net zou!

**M. Marc Spautz** *(CSV).*- Ah okay. Merci, Här Bodry.

Mä ech wëll awer och soen, ech hunn och do eng Interpellatioun ugefrot gehat, fir mam Minister Kersch eng Kéier doriwwer ze diskutéieren, iwwer alles wat de Bien-être au travail ubelaangt, well och dat wichteg ass, well een dat och net däerf vergiessen.

Fir mech ass et awer och wichteg, dass mer alles drusetzen, fir genuch qualifizéiert Leit ze fannen op eisem Aarbechtsmaart. A ville Beruffer fanne mir keng méi. An anere Beruffer hu mir Qualifizéierter, déi awer net op déi Aarbechtsplaze passen, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt. Och hei kéint de Sozialdialog ganz vill hëllefen, wann do am Virfeld direkt géif tëschent de Beruffschamberen, de Gewerkschaften an de Patronatsverbänn déi Diskussioune gefouert ginn, dass et méi einfach ass, fir déi Leit ëmzebilde respektiv op déi richteg Schinn ze bréngen. Well do stelle mer jo de Moment erëm fest, dass mer Penurie a verschiddene Secteuren hunn.

An et ass ganz wichteg, do eppes ze maachen. An ech mengen, dass et grad wichteg ass, och do intensiv an d'Beruffsausbildung ze investéieren, well mer alles, wat mer an d'Beruffsausbildung investéieren, duebel an dräifach zréckkréien.

An ech mengen, dass et do virun allem och wichteg ass, d'Beruffsausbildung besonnesch am duale System fonctionnéieren ze loossen. All déi Betriber, déi am duale System ausbilden, kënnen d'Leit esou ausbilden an hinnen déi Formatioun ginn, déi si an hirem Betrib brauchen, fir duerno och kënnen ekonomesch rentabel a (veuillez lire : rentabel ze schaffen a sech) weiderzëentwéckelen. Déi Leit hu jo dann déi Erfahrung, fir an deem Betrib matzemaachen.

An dofir géif ech och en Appell maachen un déi grouss Betriber, erëm richteg Léierbuden opzeriichten, an och un d'Regierung, dat massiv ze ënnerstëtzen, dass erëm Léierbuden an deene gréissere Betriber am Land gemaach ginn. Et sinn der schonn e puer déi lescht Joren erëmkomm. Mir sinn zwar nach e bëssen ewech vun deenen erfollegräichen Zuelen, déi mer haten, mä et wier och do wichteg, dat ze förderen, dass méi Léierbuden an de Betriber géife gemaach ginn.

Da wëll ech eppes soen iwwert déi Onqualifizéiert. Do war eng kleng Konfusioun. Ech hat och schonn dem Minister vun der Aarbecht, dem Här Kersch, eng Fro gestallt, schréftlech, an ech hat se duerno eng Kéier mëndlech gestallt. Dat ass déi Konfusioun, déi heiansdo geschitt.

Ech huelen elo notamment d'Beispill vun der WSA. De President vun Amerika wëllt jo eng Mauer bauen tëschent Mexiko an Amerika an do huet e geschriwwen, op wat fir enge Plazen hien dat Geld wéilt spueren. An do ass och d'WSA opgefouert gi mat 86 Milliounen, déi en do géif ewechhuelen. Dräi Deeg méi spéit, an ech war ganz zefridden, huet den Här Bausch en Accord ënnerschriwwe mam amerikanesche Botschafter, dass iwwer 200 Millioune géifen déi nächst fënnef Joren hei investéiert ginn.

Dat, wat elo eben net (veuillez lire: net gewosst ass) - ech weess awer och, dass d'Regierung elo keng Äntwert huet, et sief, si hätten op eemol eng kritt, mä ech wéisst net wéi -, ob elo den amerikanesche Kongress entweder iwwert dat eent ofstëmmt oder iwwert dat anert ofstëmmt. Ech mengen, dass et och do wichteg ass, dass een awer kloer weess, a wat fir eng Richtung et geet. Sinn dat déi 200 Millioune minus déi 80 oder kommen déi iwwerhaapt net oder wéini kënnt dat?

Ech mengen, dass do eng grouss Ongewëssheet ass fir déi Leit, déi do schaffen. Well, an dat wëll ech och ënnersträichen, dat hu souwuel den Aarbechtsminister wéi och de Minister vun der ënnerer Sécherheet gesot, dat ass alles eréischt gëlteg dee Moment, wou den amerikanesche Kongress driwwer ofgestëmmt huet. Ass dat elo déi eng Variant oder déi aner Variant? Well do sinn zwou verschidde Saachen am Ëmlaf.

Dat Positivt wier, wann et wierklech zu deenen Investissementer géif kommen, dass do zousätzlech Aarbechtsplaze geschafe ginn. Virun allem och an dem onqualifizéierte Marché. An dat soll een och zousätzlech förderen. Mä ech wier frou, wann an der Tëschenzäit d'Regierung schonn eppes wéisst, wat dann elo déi richteg Variant vun Amerika wier, wat do virgesinn ass.

Fir eis als CSV ass et op alle Fall wichteg, dass de Sozialdialog erhale bleift. Vill Erausfuerderungen am Soziale leie virun eis, ob dat d'Familljepolitik ass, ob dat d'Sécurité sociale ass, ob dat d'Aarbechtsrecht ass. Nëmme mat engem erfollegräiche Sozialdialog, dee mer fäerdegbréngen, kann d'Erfollegsstory vum Lëtzebuerger Modell weidergefouert ginn. An och nëmmen da brénge mer et fäerdeg, alleguerten déi Problemer, déi mer virun eis leien hunn, kënnen ze léisen. An dofir nach eng Kéier mäin Appell un d'ganz Regierung an alleguerten déi, déi am regelméissege Kontakt si mat de Sozialpartner, alles drunzesetzen, dass déi sozial Partnerschaft virugeet.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Henri Kox,** *Président de séance.*- Merci, Här Spautz. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass net méi vill Zäit iwwreg ass.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Merci, Här President. Dat ass kee Problem. Ech wäert mech kuerzfaassen a mech op zwee Punkte konzentréieren.

**M. Henri Kox,** *Président de séance.*- Okay. Merci.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- De Statsminister huet gëschter, ee vun deene rare Punkten, wou e konkret ginn ass, vun de Steieren als Lenkungsinstrument geschwat. An de Kolleeg Alex Bodry huet a senger ansonste ganz bemierkenswäerter Ried gesot: „Dat wäert heibanne jo keen a Fro stellen."

Abee, d'ADR stellt dat a Fro! Den Zweck vu Steiere soll sinn, dem Stat déi néideg Einnamen ze bréngen, fir sengen Aufgabe gerecht ze ginn.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Très bien !

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Et ass net, fir ze lenken, fir ze erzéien oder fir d'Leit derzou ze bréngen, esou ze liewen, wéi grad eng Majoritéit heibannen dat fir richteg fënnt.

Lenkungszweck a Fiskalzweck schléisse sech aus, sinn am Konflikt.

An de Kolleeg Gast Gibéryen huet a senger Ried e ganz gutt Beispill bruecht. D'Madamm Lorsché sot vun de Grondsteieren, mat Recht, mir wieren do wäit ofgeschloen am OECD-Niveau, ganz wäit hannen an der Héicht vun deene Steieren. Mä et muss ee sech froen: Wat geschitt dann, wann déi elo eropginn? Wat fir eng Konsequenz huet dat konkret op d'Leit?

Den Alex Bodry sot zu Recht, datt hei oft gutt gemengte Gesetzer gestëmmt ginn, déi dann awer de Contraire vun deem bewierken, wat d'Chamber gewollt huet. An hei ass e gutt Beispill. Kommt, mir huelen einfach d'Beispill vun enger Famill, déi d'Gléck huet, en Haus ze ierwen. Kommt, mir soe vun den Elteren. Oder vun enger Tatta. Dann hu se schonn 20 % Ierfschaftssteier bezuelt.

Si liewe mat enger oder och nach mat zwou klenge Paien a kommen iwwert d'Ronnen. Si kommen iwwert d'Ronnen, well se ebe just kee Loyer musse bezuelen, well se ebe just kee Prêt musse rembourséieren. Mä ass dat dann nach wouer, wann déi Lenkungssteiere kommen, iwwert déi hei geschwat gëtt? Ass dat nach wouer, wa se op eemol anstatt, ech soen einfach elo emol, 150 Euro Grondsteier am Joer da mussen 1.500 bezuelen? Ass dat nach wouer, wann de Bensinn esou wäit eropgeet, datt se 120 Euro d'Joer méi mussen ausginn?

***(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)***

Ass dat nach wouer, wann hiren alen Diesel, dee se huet, op eemol vill méi deier besteiert gëtt, wéi mer dat schonn eng Kéier haten ënnert dem Här Lux? Ass dat dann nach wouer? An do muss ech deene Kolleege recht ginn, déi dat scho gesot hunn: Kommt, mir denken och un déi sozial Voleten, wa mer hei vu Lenkungssteiere schwätzen.

De Xavier Bettel sot, ech zitéieren: „Iwwert de Wee vun de Steieren hu mer en Hiewel, fir en Afloss drop ze huelen [...] op den Alldag vun de Mënschen." A fir mech ass dat eng ganz schrecklech Virstellung, datt eng 31-op-60-Majoritéit heibanne kann Afloss huelen op déi Aart a Weis, wéi ech soll liewen. D'Fiskalrecht ass net fir d'Ëmerzéiung vum Vollek bestëmmt.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Très bien !

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Mir sollten denken an net probéieren ze lenken!

Da wollt ech ganz kuerz op d'Unternehmenssteier agoen. Do ass och e bëssen déi Saach positiv duergestallt gi vum Här Premierminister. E sot: De Steiersaz vu Betriber ass 17 % a bei mëttelstännege Betriber 15 %. Dat ass net onwouer. Et ass awer och net wouer! Well wa mer den Impôt commercial communal derbäirechnen, deen Onsäglechen, dee mer eigentlech scho laang hätte sollen ofschafen, dann ass de Steiersaz, an dann och nach nëmmen, wann de Betrib säi Sëtz an der Stad huet, wou den Hebesaz am déifsten ass am ganze Land, 24,94 %.

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- A wivill Betriber bezuelen déi dann? Wéi ass do den Taux réel, Här Reding? Sot eis en! Well Dir kennt en. Dir hutt jo gutt Bezéiungen do. Sot eis den Taux réel!

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Dat doten ass de reellen Taux, ...

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Nee, dat ass net den ...

**M. Roy Reding** *(ADR).*- ... dee bezuelt gëtt op de reelle Benefiss.

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Reding, Dir wësst genausou gutt wéi ech, dass dat den theoreteschen Taux ass an net dee reellen Taux.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Hei entschëllegt, hale mer déi of (veuillez lire : d'Zäit fir eng Äntwert of)?

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Déi hale mer of.

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Dann hale mer déi of. Okay.

Nee, dat ass net wouer. Deen doten Taux gëtt bezuelt op de reelle Benefiss. Jo, ech ka verschidden Ofschreiwunge maachen. Ech kann Amortissementer maachen, déi awer och nees reintegréiert ginn, wann ech duerno méi deier verkafen, ginn ech op dee Benefiss nees besteiert. Mä ech denken, mir sinn net hei, fir de Leit Coursen ze ginn a Kontabilitéit.

En huet och gesot, ...

***(Interruption)***

En huet och gesot: 15 % op mëttelstänneg Betriber. Och dat ass net wouer! Jo, dat ass de Kierperschaftssteiersaz fir déi éischt Tranche. An, jo, déi gouf eropgesat - an dat war eng ganz gutt Iddi - vun deenen éischte 25.000 Euro Benefiss op déi éischt, ech mengen, 170.000 Euro Benefiss. Dat war eng gutt Saach! Mä fir de Rescht bezilt och dee mëttelstännege Betrib haut 24,94 % Steiere fir dat, wat iwwert déi éischt Tranche erausgeet, wann en d'Chance huet, säi Siège an der Stad Lëtzebuerg ze hunn. An enger Südgemeng géif dat wesentlech méi deier ginn.

Dann e Wuert zum Dateschutz. D'Madamm Lorsché sot dozou, hei hätt de Premierminister Kloertext geschwat. Dat ass wouer! En huet richteg a wichteg Deklaratioune gemaach. E sot, et missten exakt Daten erhuewe ginn. Déi Erhiewung misst zweckgebonne sinn. Et géif de Prinzip vun der Necessitéit zielen. D'Sammele misst relevant sinn. Fir d'Limitatioun vun der Dauer, wéi laang Date gehale ginn, misst et eng Kontroll ginn, misst et eng Verhältnismëissegkeet ginn. Alles dat ass ganz richteg!

Méi konkret zum Fichier central an zur JUCHA sot en: Et muss nogebessert ginn. Et gëtt Nohuelbedarf. Dat sot en dräimol. Hie wëllt eventuell - dat sot en zweemol - Schwaachstelle behiewen, den Accès, d'Donnéeën, wéi laang Informatioune gehale ginn, op de Leescht huelen, d'Regelen den Exigenze vum Dateschutz upassen. An ech zitéieren: „De Bierger muss sech drop verloossen, dass de Stat virsiichteg mat Informatiounen ëmgeet, déi perséinlech sinn." An duerfir missten alt nees eng Kéier eventuell Schwaachstellen identifizéiert ginn. A finalement sot en: „D'Gesetz gëllt an et muss respektéiert ginn an d'Anhale vum Gesetz gëtt duerch d'CNPD kontrolléiert."

Dat ass ganz richteg. De Problem ass just, mir hunn hei net eventuell Schwaachstellen. Mir hu klipp a kloer eng systematesch Mëssuechtung vum Gesetz. E Minister ass net responsabel, wann en dee Constat mécht. Mä en ass responsabel, wann dee Constat gemaach gëtt, e weess et an en ënnerhélt näischt.

A grad wann den drëtte Pouvoir, d'Justice, déi Gesetzer net anhält, dann ass dat fir eist Land a fir eist Vollek eng extrem grav Situatioun. An do muss, onofhängeg vu richtegem a wichtegem Nobesseren, sofort eppes geschéien. An ech si frou, datt de Minister Bausch an der leschter Kommissiounssëtzung och dat doten als Constat geholl huet. Et gëtt Mëssbrauch, et gëtt Violatioun vum Gesetz. An domadder muss Schluss sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt dëser Deeg an déi Woche virdru schonns des Éfteren iwwert de Rechtsstat geschwat. Dat ass och näischt Anormales. Dat ass eppes Richteges an enger Demokratie. An et ass och näischt Anormales, dass de Rechtsstat vun deem engen emol méi oder aneschters ausgeluecht gëtt. Dat ass normal. Firwat? Well et eigentlech eng Definitioun vum Rechtsstat comme tel net gëtt. Mä et versteet een awer, wat dorënner gemengt ass. Dat ass d'Applikatioun vun der Verfassung a vun deene Gesetzer, déi op der Verfassung gestëmmt sinn duerch de Stat. Dat heescht duerch d'Ministeren, d'Regierungsmemberen, duerch d'Ministèrë grad ewéi och duerch d'Verwaltungen oder aner Institutiounen.

Gëtt dat net respektéiert, da riskéiert een, lues a lues an e sougenannte Willkürstat ofzedriften, wou d'Rechter vun deem eenzele Bierger mat Féiss getrëppelt ginn.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Et stellt een awer, an dat ass gutt esou, an der haiteger Zäit e Mouvement fest, dee souwuel op europäeschem wéi och op internationalem Plang ass, an dat ass ausdrécklech ze begréissen, fir d'Rechter vun deem eenzele Bierger ëmmer ze vergréisseren. An dat ass gutt esou.

An et ass och an enger parlamentarescher Demokratie, wéi Lëtzebuerg dat ass, d'Recht, fir net ze soen d'Flicht vun dem Parlament a virun allem vun der Oppositioun, fir op d'Derivë vun dem Rechtsstat opmierksam ze maachen a fir se ze denoncéieren. Dat ass d'Aufgab vun enger Oppositioun.

A schwätzt een enger Oppositioun dës Rechter, dës Aufgab of, jo, da muss ee sech dem Virworf aussetzen, dass een an engem Onrechtsstat ass, wou d'Rechter vun der Oppositioun mat Féiss getrëppelt ginn a wou versicht gëtt, d'Oppositioun monddout ze maachen.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Wahlprogramm vun deene Grénge vun 2018, do geet och rieds iwwert de Rechtsstat. Et steet do am Kapitel 4, Fräiheet a Biergerrechter schützen: „Denn nur ein starker, demokratischer Rechtsstaat kann gleichzeitig Bedrohungen effektiv abwehren, Grundrechte schützen und so unsere Freiheit bewahren." An et geet an deemselwechte Kapitel virun: „Entscheidungen der Justiz müssen im Einklang sein mit allen Grundrechten, seien sie in der Verfassung oder in internationalen Abkommen festgehalten."

Esou steet et an dem Wahlprogramm vun déi gréng. An ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären, mat allen Divergenzen, déi vläicht elo méi zum Virschäi kommen an der leschter Zäit tëschent der CSV an deene Gréngen, dat, wat am grénge Wahlprogramm 2018 steet, ass richteg. An dat kënne mir als CSV, an ech mengen och all déi aner Fraktiounen, déi hei an dem Parlament vertrueden an demokratesch legitiméiert sinn, alleguerten ënnerschreiwen.

Mä wann dat an engem Wahlprogramm steet, Dir Dammen an Dir Hären, da muss dat och esou applizéiert ginn. An ech soen Iech, ech war erféiert, ech soen dat riichteraus, virun der Vakanz, an ech mengen, ech war net deen eenzegen, wéi an der Justizkommissioun vun der Chamber e Magistrat, e Beroder vun dem Justizminister, d'ailleurs en sa présence, de Vertrieder vun den eenzele Fraktiounen an der Commission juridique geäntwert huet op eng Fro vu mir: „Jo, wat verstitt Dir dann eigentlech ënner enger Persoun, déi fräigesprach ginn ass?" Wësst Der, wat d'Äntwert war? An et si genuch Zeien hei. „Dat ass een, dee fir eis net condamnéiert gouf."

Dir Dammen an Dir Hären, wann dat d'Rechtsverständnis ass am Rechtsstat Lëtzebuerg, jo, da muss gesetzlech nogebessert ginn. Da muss gesetzlech nogebessert ginn. An et muss do nogebessert ginn, wou et un d'Grondrechter an un d'Fräiheet vun deem eenzele Bierger geet. An dat ass notamment bei der Onscholdsvermutung. D'Présomption d'innocence.

A fir et richteg ze soen, d'Présomption d'innocence, Dir Dammen an Dir Hären, dat heescht net, dass een an engem Rechtsstat iergendeppes iwwer ee behaapt, an dee muss da kucken, dass en de Beweis vum Contraire erbréngt. Neen! Wann een an engem Rechtsstat engem seng Schold an e strofrechtlechen Tatbestand wëllt ënnerstellen, dann ass et och un deenen entscheedende Gremien, fir ze soen, firwat dass dat esou ass. An et ass een onschëlleg, soulaang een net vun engem Tribunal a lescht er Instanz strofrechtlech veruerteelt gouf.

An d'Onscholdsvermutung, Dir Dammen an Dir Hären, déi zielt vun der Wemperhaart bis op Mondorf a vu Réiden bis op Rouspert. D'Onscholdsvermutung, Dir Dammen an Dir Hären, vun där benefisséiert all Bierger am Land. Ech widderhuelen: all Bierger am Land. An d'Onscholdsvermutung huet awer an dem Géigesaz och all Bierger, an dat geet vum Minister iwwert de Beamten, iwwer aner Institutiounen, ze respektéieren.

A konkret, Dir Dammen an Dir Hären, hätte mir gären, dass an eist Gesetz, an eis Strofgesetzgebung verstäerkt fir d'Présomption d'innocence, esou wéi se vun der EU-Direktiv 2016 festgehale ginn ass, dass do verstäerkt d'Rechter vun deenen Eenzelne sollten ageschriwwe ginn.

Mir sinn der Meenung, dass dat an engem Hauruckverfahren 2018, virun de Chamberwahlen, onzoulänglech bei eis an d'Strofprozessuerdnung, also an de Code de procédure pénale ageschriwwe gouf. A mir verlaangen als CSV, dass eng konkret Bestëmmung bei eis an de Code de procédure pénale ageschriwwe gëtt. Nääamlech déi: « Les atteintes à la présomption d'innocence sont prévenues, réparées et réprimées dans les conditions prévues par la loi. » Mir hätte gären, dass deen Zousaz bei eis an d'Strofgesetzgebung ageschriwwe gëtt.

D'CSV verlaangt gradesou kloer, dass de sougenannte Prinzip vun dem Délai raisonnable och an eis Strofprozedur ageschriwwe gëtt.

Et ass d'Aufgab vun engem Rechtsstat, fir de Strofdoten, besonnesch deenen, déi eng gewësse Gravitéit am Tatbestand duerstellen, fir deenen am Interessi vun der ëffentlecher Uerdnung nozegoen, fir se opzeklären. A wann d'Strofdot méi komplizéiert ass, wat den Tatbestand ass, musse selbstverständlech d'Justiz an d'Police déi néideg Mëttele kréien, fir hiren Aufgaben do nozegoen. Well all Prozess, all strofrechtleche Prozess, dee muss an engem räsonabelen Delai oflafen.

An et huet och kee Sënn, Dir Dammen an Dir Hären, dass ee sech ronderëm deen Délai raisonnable erëmdréckt. Well déi Leit, déi vis-à-vis hei vu mir op der Regierungsbänk sëtze grad wéi eng ganz Rei vun aneren, déi kennen d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg do ganz kloer. Wann dat net respektéiert ass, wat geschitt? D'Strofmooss gëtt automatesch erofgesat an herno endegt dat och nach gegebenenfalls bei engem ziville Verfahre géint dee betreffende Stat, well ganz einfach seng Justiz oder aner Servicer net fonctionnéiert hunn, fir dass dee Prozess an engem räsonabelen Delai opgeschafft konnt ginn.

An duerfir hätte mer gären, dass och an eis Strofgesetzgebung eng äänlech Dispositioun géif ageschriwwe ginn, ewéi dat am franséische Code de procédure pénale ass, nääamlech: « Il doit être définitivement statué sur l'accusation dont cette personne fait l'objet dans un délai raisonnable. »

Onofhängeg vun der Fro vum Délai raisonnable wëll ech awer och eng mënschlech Komponent erabréngen. Den Alex Bodry huet dat de Moie gemaach. An ech wëll dat och eigentlech veranschaulechen. Jo, e Land huet e Recht drop, dass all Prozess, a besonnesch Prozesser, déi vläicht eng politesch Konnotatioun hunn, opgekläert gëtt an engem räsonabelen Delai. Mä de Rechtsstat muss awer och sécherstellen, dass Persounen net beschiedegt gi wärend der Instruktioun a wärend dem Oflaf vun deem Prozess.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Ech soen dat. Ech maache mech net populär, weder heibannen nach dobaussen, mä heiansdo muss een och d'Rechter vun deene Leit op enger Chamberstribün verteidegen. An et ass eigentlech fir mech perséinlech - dann huelen ech et esou - inakzeptabel, dass Leit wärend Joren, wärend Jorzéngte stigmatiséiert ginn, ëffentlech un de Pranger gestallt ginn, dohigestallt ginn, wéi wa si Auteuren oder Coauteure vu strofrechtlechen Handlunge wieren, ouni dass se sech do kéinten emol wieren.

Dat fannen ech net glécklech. An ech mengen, et ass eng grouss Epreuve, besonnesch an engem klenge Land, net nëmme fir déi Leit, mä et ass virun allem eng grouss Epreuve fir hir Familljen an déi Descendantë vun deene Familljen. Wësst Der, wann een Numm mat engem Prozess verbonne gëtt an engem klenge Lëtzebuerg, an et weess all Mënsch, wien dat ass, da kucken d'Leit gären op de Buedem oder si ginn op déi aner Säit vun dem Trottoir. An och dat hu mer als Legislateur an engem Rechtsstat Lëtzebuerg ze verhënneren.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, an all Rechtsstat - an all Rechtsstat! - zielt och de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet vun de Mëttelen. An ech war schockéiert, ech soen dat riicht eraus, ënnert dem Couvert vu menger Immunité parlementaire, - ech mengen, dass ech déi awer op dëser Tribün hunn - ech war schockéiert, schockéiert, wéi ech matkritt hunn, duerch en ëffentlecht Uerteel, dass en Deputéiertekolleeg heibannen eng Strofdot reprochéiert krut, wou eng Instruktioun amgaange war fir en Tatbestand, deen eng gewësse Gravitéit huet, mä wat awer kee Kapitalverbriechen ass. Et goung nääamlech konkret ëm e sougenannten „Recel" vun engem Secret professionnel, also eng Hehlerei, vun engem Broch vun engem Beruffsgeheimnis, wat hie selwer net betraff huet, well en an enger Chamberskommissioun, déi och nach à huis clos war, den einfache Saz gesot huet: „Här Minister, dat, wat Dir sot, dat weess ech schonn dräi Wochen." Et war net méi! An eng Rei vu Leit waren an där Institutiounskommissioun virun zwee Joer Zeien.

Dass doropshin enquêtéiert gouf, stellen ech net a Fro. Dat ass d'Aufgab vun der Justiz, wa se mengt, et wiere Strofdoten opzeklären, dass se dat mécht. Mä dass awer géint en Deputéierten, an dat konnt een net vun Ufank un ausschléissen, dass dat net de Fall wär, gesot gëtt: „Et gëtt enquêtéiert iwwer Handlungen, déi wärend dem kloren Exercice vu senger Funktioun geschitt sinn." An dass zousätzlech bei deem betreffenden Deputéierten, an ech maachen hei kee Plädoyer, dass Deputéierten eng aner Funktioun hätte wéi aner Leit am Land, mä dass awer Deputéierten, déi sollen eng Kontrollfunktioun iwwer eng Regierung hunn, dass do wärend Wochen - wochelaang! - d'Handye retracéiert goufen, dass Télefonskommunikatioune retracéiert goufen, dass SMSe retracéiert goufen, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir sinn der Meenung, dass dat an engem Rechtsstat net geet. An ech si frou, dass d'Justiz selwer, d'Chambre du conseil, an engem Uerteel festgehalen huet, wat d'Immunitéit vun engem Deputéierte wier a wat fir eng Handlungen erlaabt an och net erlaabt wären. Alleguerten déi Saache sinn annulléiert ginn.

**Plusieurs voix.**- Très bien !

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- A fir dat do kloerzestellen, ech weess, dass ech mech net populär maachen! Hei si 60 Deputéierten, dat sinn 59 anerer, d'Leit dobaussen denken dat vläicht aneschters, mä wa mer iwwer e Rechtsstat schwätzen, da muss et och op dëser Tribün erlaabt sinn, fir esou Saachen unzeschwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir verlaangen als CSV, mir verlaangen als CSV, dass, grad wéi a Frankräich, dat, wat an enger vun de gréissten Demokratien an der Welt kann an hirer Strofprozessuerdnung stoen, dat musse mer och kënnen zu Lëtzebuerg draschreiwen. An duerfir verlaangt d'CSV eng konkret Propos. An dat ass déi, dass an eis Strofgesetzgebung e Saz ageschriwwe gëtt, deen heescht: « Au cours de la procédure pénale, les mesures portant atteinte à la vie privée d'une personne ne peuvent être prises sur décision ou sous le contrôle effectif de l'autorité judiciaire », dat ass kee Problem, « que si elles sont au regard des circonstances de l'espèce nécessaires à la manifestation de la vérité et proportionnées à la gravité de l'infraction. » Mir sinn als CSV dergéint, dass, wann ee wëllt Strofdoten opklären, een all d'Mëttelen hëlt, fir de Leit hir Kommunikatiounen ofzelauschteren oder se ze retracéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat Lëtzebuerg, dee muss awer spillen am alldeeglechen Oflaf vun de Verwaltunge mat dem eenzelne Bierger. An dat, wat mer gutt fannen, dat ass, dass 2017, also ënnert der fréierer Legislaturperiod, eigentlech e Code des lignes de bonne conduite administrative ausgeschafft gouf, deen och am Regierungsrot verabschit gouf, a wou déi deemoleg Kommissioun vun der Fonction publique driwwer informéiert gouf. A wat do drasteet, ech mengen, dat ka jiddwereen ënnerschreiwen:

Dass eng Decisioun muss an engem räsonabelen Delai geholl gi vun enger Verwaltung.

Dass e Bierger e Recht drop huet, dass e weess, a wat fir engem ze erwaardenden Delai en eng Äntwert op säin Antrag kritt. Richteg. Dat zielt esouwuel fir de Stat wéi och fir d'Gemengen oder aner Institutiounen.

Dass - a lauschtert gutt no! - och do drasteet: « droit à une décision conforme à la législation applicable, aux pratiques habituelles ». Dat steet do wuertwiertlech dran, dat kënne mir nëmmen ënnerschreiwen.

Dass do drasteet: « droit d'obtenir le redressement d'une décision non conforme aux normes applicables ». Dat kënne mir ënnerschreiwen.

« droit à réparation en cas de préjudice dû à un dysfonctionnement de l'administration ».

Dir Dammen an Dir Hären, dat do gehéiert och zum Rechtsstat an et gehéiert och virun allem zum Rechtsstat Lëtzebuerg, engem klenge Land. Mä wa mer dat aschreiwen, Dir Dammen an Dir Hären, jo, da muss awer och verlaangt sinn, dass dat konkret, och zwee Joer nodeem déi Lignes de conduite do a Fonctioun sinn, op dem Terrain applizéiert gëtt. An et ass fir de Bierger dobaussen total net nozevollzéien, dass verschidde Leit, wa se Saache gemaach hunn, do nodréiglech, bannent Monatsfrist, Saache geneemegt kréien, a souguer méi geneemegt kréien, wéi se iwwerhaapt realiséiert hunn, an aner Leit, déi lafe fir äänlech gelagert Fäll wochen-, méintelaang hanner hirem Dossier, fir dass se da gesot kréien: „Entschëllegt, Dir hutt dräi Pièce geschéckt, mä déi aner Pièce, déi ass nach net do, a wa mer déi net hunn, da kucke mer Ären Dossier net."

Dat geet och net an engem Rechtsstat. Jiddwerengem seng Demande huet op administrativem Plang och op deem Punkt d'selwecht traitéiert ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat, dee muss och spillen tëschent den eenzelnen Institutiounen, an dat sinn de Stat an d'Gemengen. An do, Dir Dammen an Dir Hären, kann et net sinn, dass déi eng Gemeng Reglementer approuvéiert kritt an déi aner Gemengen, aus welleche Befindlechkeeten och ëmmer, kréie genau deeselwechten Inhalt vun de Reglementer wärend Joren net applizéiert a musse sech bis op d'Verwaltungsgeriichter duerchschloen, fir dass se Satisfaktioun kréien.

Iwwert den Inhalt an d'Motivatioun vun deenen Uerteeler schweigen ech mech hei léiwer aus. Mä de Rechtsstat verlaangt, dass all Institutioun, all Gemeng hei am Land, no deeneselwechte Kritären an no deemselwechte Mooss traitéiert gëtt, egal wat déi politesch Faarf vun hirem Buergermeeschter ass.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass och esou, dass de Rechtsstat verlaangt, dass een net engersäits ka soen, an dat ass de Mëtteg des Éfteren ugeklongen: „Mir musse kucken, dass méi schnell a méi séier gebaut gëtt!"- „Mir brauche méi Wunnengen!" - „Mir brauche méi Wunnraum, well et ass inadmissibel" - an dat ass och inadmissibel -, „dass Leit, dorënner och Lëtzebuerger, an dat sinn net déi Äermst vun deenen Aarmen,

## Le saviez-vous ?

### ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

bei der SNHBM virun der Dier musse campéieren, fir nach e Recht op eng Wunneng ze kréien."

Mä wa mer dat soen, Dir Dammen an Dir Hären, jo, da mussen och d'Aufgab an d'Aarbecht vun der Verwaltung esou ausgeriicht sinn, dass dat och konkret op dem Terrain klappt. An da verlaangt de Rechtsstat, dass net, wa Lotissementer duerch all d'Prozedure sinn, dass da gekuckt gëtt, no Fouilles archéologiques, fënnef Joer Retard an esou Prozeduren, dass da gesot gëtt: „Ah, do flitt nach eng Fliedermaus, do sëtzt nach eng Eidechs oder do flitt nach e rouden oder e schwaarze Milan." Dir Dammen an Dir Hären, och do zielt eng Verhältnisméissegkeet vun de Mëttelen. An eng Scheier op engem Feld, déi däerf net jorelaang duerzehalen, fir dass e Lotissementsprojet, aus welleche Grënn och ëmmer, ka verhënnert ginn. Dat geet och net an engem Rechtsstat Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat, dee bekëmmert sech, mat Recht, ëm de Schutz vun deene Leit, déi am schwächste sinn. Dat ass eng Aufgab vun dem Rechtsstat. Mä et kann een net op där enger Säit op d'Tréinendrüs wëllen drécken: „Mir musse speziell no eise Kanner kucken." Well wann ee wëllt no de Kanner kucken, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass eng elementar Aufgab an engem Rechtsstat, dass een d'international Konventiounen an d'generell Praxissen, déi d'Rechter vun de Kanner schützen, och respektéiert.

An, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et net, an engem Rechtsstat, dass een d'Méiglechkeet huet, iwwer Projet-de-loien, déi am Joer 2018 deposéiert gi sinn, dass Mannerjäreger nach kënnen op Schraasseg geschéckt ginn. Dat geet ganz einfach net!

Da kann et och net sinn, an ech kann Iech Beispiller à l'appui nennen - leider ass och eent bei mir a menger eegener Gemeng geschitt -, dass Kanner am Alter vun zéng bis eelef Joer vun der Police mat Uniform, bei 800 Schüler zou, aus der Klass erausgeholl ginn, ewechgefouert ginn an op eng aner Plaz gesat ginn. Dat geet net. Dat verstéisst géint all d'elementar Rechter vun de Kanner.

An da kann et och net sinn, da kann et net sinn, dass mer nach weiderhin zouloossen, besonnesch bei Projet-de-loien, déi ënner grénge Ministeren deposéiert goufen, dass wéinst sougenannte Statusdelikter - e Statusdelikt, fir dat einfach ze erklären, dat sinn Handlunge vu Mannerjäreger, déi bei Erwuessenen net géifen zu Sanktioune féieren, zum Beispill eng Fugue - Kanner, wéinst Statusdelikter wéi Fuguen, oder well se soss eng Desobeissance hu virun enger Autorité administrative, kënne manu militari an e Centre de placement gefouert ginn. Dat geet an engem Rechtsstat net. An et soll een net iwwer Kannerrechter dorëmmer philosophéiere goen, wann een dat am eegene Land net applizéiert. Dat ass ganz einfach inakzeptabel.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rechtsstat, dee gouf an der Lescht och staark strapazéiert an dem sougenannten Ëmgang mat de Police- a Justizfichieren, där sougenannter „Casier-bis-Geschicht". Et soll ee sech als Deputéierten net selwer luewen, mä et muss een heiansdo awer och eng Tatsaach dohinnerstellen. Et huet véier Méint gedauert, gefillten 200 eenzel parlamentaresch Ufroen, vun dem Här Mosar a vu mir selwer, fir dass da wierklech stéckelchersweis, stéckelchersweis Wourechten an Hallefwourechten, no Salami- a Verschleierungstaktik vun der Regierung, erauskoumen.

An an deem Kontext, Här President, soen ech elo, dass et fir eis, an engem Rechtsstat Lëtzebuerg, total inakzeptabel ass, dass den Deputéierten hiert Recht, fir parlamentaresch Ufroen ze stellen, vun aneren Institutiounen - ech widerhuelen: vun aneren Institutiounen - ofgewimmelt soll ginn, mat der Begrënnung, d'Limitt vun dem Akzeptabelen oder vun dem Admissibelen, déi wier elo erreecht. Dat akzeptéiere mir net.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Ech soen haut net méi, mä wann deen dote System sollt weidergefouert ginn, da froe mir eng politesch Debatt, mat alle politesche Responsabilitéiten, déi sech dora wäerten erausstellen. Dat geet net. Eng parlamentaresch Ufro ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Roth, wann Der erlaabt hei, ...

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Jo.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- ... et géif mech awer interesséieren, a wann Der schonn dervu schwätzt, da sot eis, wien Der domadder mengt, wien déi aner Institutioune sinn. Dat géif mech awer wierklech interesséieren, well ech muss Iech soen, Dir kennt meng Meenung, datt ech wierklech d'Parlament ëmmer respektéieren, an all d'Froen am Detail beäntwerten, dat och ëmmer ëffentlech soen. Ech wéisst gären ...

***(Brouhaha)***

Jo, sot mer ee Beispill, Här Reding, wann Der net där Meenung sidd.

***(Interruption)***

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Här, Här Bausch, ech géif Iech bieden, ech hunn dat do elo gesot, an ech bieden Iech, ech soen dat riicht eraus op der Chamberstribün, ech bieden am Interessi vum gudden Zesummespill tëschent allen dräi Pouvoiren am Land, dass ech net muss méi an den Detail goen. Mä et ass fir eis ganz kloer, an ech mengen, ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Roth, ech wëll just präziséieren, datt all déi Question-parlementairë recevabel erkläert gi si vum President.

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Jo, jo.

***(Brouhaha)***

Jo, jo. Ech wëll just soen, ech wëll just soen, an ech soen dat hei haut et fort, au besoin ënnert dem Couvert vu menger Immunité parlementaire, well et weess een ni, wann ech kucken, wat dem Här Gibéryen geschitt ass, wat nach alles sollt geschéien, ech soe ganz kloer, dass et an engem Rechtsstat, an enger parlamentarescher Demokratie, en elementaart Recht vun engem Deputéierten ass, ob e vun der Majoritéit oder vun der Oppositioun ass, eng parlamentaresch Fro ze stellen, déi sech natierlech muss an d'Kritäre vun dem Reglement vun der Chamber areien. An et ass gradesou kloer, dass geméiss dem Reglement vun der Chamber de Chamberspresident alleng mat allen eventuelle Recoursméiglechkeeten, déi bestinn, decidéiert, ob eng Question parlementaire, also eng parlamentaresch Ufro, recevabel ass oder net. An do sinn säi Guide de bonne conduite d'Erfahrungswäerter respektiv d'Reglement vun der Chamber.

**Une voix**.- Richteg.

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- An et ass u kenger anerer Institutioun - wou géife mer jo soss hikommen? -, fir dat Recht, souwuel vun dem Parlamentarier wéi vun eisem éischte Bierger, nääml dem President vun der Chamber, ze beschneiden. Well, an do kënnt deen „Well", et en fin de compte un dem Regierungsmember ass, et ass um Regierungsmember, an deem Zesummespill tëschent éischtem an zweetem Pouvoir an enger parlamentarescher Demokratie, fir ze decidéieren, wat den Inhalt vu senger Äntwert ass. An et ass dann un dem betreffende Regierungsmember, fir ze soen: „Ech sinn der Meenung, dass, aus deenen an deene Grënn, ech net kann eng Äntwert op déi an déi Fro ginn." A wa mer eis zumindest hei am Haus, Regierung an Oppositioun, iwwert dee Prinzip eens wären, ech mengen, dann hätte mer op deem Punkt Klorheet.

***(Brouhaha)***

An ech soen Iech nach eng Kéier, ech géif Iech wierklech bieden, am Interessi vum Zesummespill, Dir kënnt herno bei de President goen, dee wäert Iech deen entspriechende Bréif weisen, ...

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Wann et net deen éischten an net deen zweete war, da bleiwen net vill anerer iwwreg.

***(Hilarité)***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Roth, ech wëll net méi dorobber insistéieren. Ech wëll just soen, datt et kloer ass, datt d'Regierung selbstverständlech all d'Froen, déi d'Parlamentarier stellen, beäntwert an deem Geescht, wéi Dir et beschriwwen hutt. Wann de Regierungsmember selwer der Meenung ass, datt en op eng Fro, aus iergendengem Grond, wat och ëmmer, net esou wëllt äntwerten, wéi vläicht den Deputéierten dat gär hätt, dann explizéiert en dat, an dann ass et um Deputéierten, fir doriwwer ze jugéieren, ob en dat gutt oder schlecht fënnt.

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Genau. Mir sinn eis dann zumindest op deem Punkt tëschent Regierung an där gréisster Oppositiounsfraktioun, mengen ech, eeneg.

Dass et ubruecht war, Dir Dammen an Dir Hären, an ech adresséiere mech un d'Chamber, dass et ubruecht war, dass mir an deem Dossier Casier bis net labber gelooss hunn, ech mengen, dat beweist den Historique vun deem Dossier. Well déi grondsätzlech Fro, déi sech hei gestallt huet, dat war jo net déi: Ass eng Base légale do oder net? Well eng Base légale ass do. Mä déi grondsätzlech juristesch Fro war ganz einfach déi: Ass déi Base légale, esou wéi se do virläit, an dat ass d'Reglement oder d'Gesetz vun 2018, ass dat och um Niveau vun de Verwaltunge mat alle Konsequenzen esou applizéiert ginn?

Dir Dammen an Dir Hären, vu wou dass mer hierkommen, vu wou dass mer hierkommen, dat wëll ech Iech awer emol eng Kéier virliesen. An eisem Dossier, do hu mer nach Dageszeitunge vum Juni, et war esou kuerz ëm Nationalfeierdag, wou jo dann och nach speziell Circonstancen deen Dossier befeiert hunn: « Ce n'est ni un casier bis ni un secret. »

An da liese mer an enger anerer Zeitung, dem „Tageblatt": „Opfernarrativ. Für Félix Braz und François Bausch ist die Sache klar. Mit dem Register bei Justiz und Polizei ist alles bestens."

**Une voix**.- Jo.

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- „Es gibt kein Problem und schon gar keine geheimen Datenbanken. Die Presse hingegen führe eine politisch motivierte Kampagne, die nicht nur dem Ruf der beiden Politiker schade, sondern auch das Vertrauen in Justiz und Polizei unterwandere."

Här Bausch, Dir weist elo de Fanger. Mä ech kann Iech och, ech kann Iech, well et ass näämlech eng Beschreiwung vun deem Communiqué ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat ass awer net esou, da liest emol dee Communiqué, well ...

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Jo, jo.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Da liest deen emol!

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- An da fuere mer virun: „Ohne diese Daten ist eine adäquate Strafverfolgung unmöglich." An et geet esou weider an esou fort. An et ass souguer sou wäit gaangen, dass am Ufank, a mir kënnen do awer déi eenzel Question-parlementairen oder d'Äntwerte kucken, do gouf, dat muss ee jo zouginn, eigentlech praktesch d'Existenz vun esou geheime Fichieren integral contestéiert.

Jo, ech soen dat, a fir dat elo richteg ze soen: Dir kritt jo eng Äntwert geliwwert, do ginn ech dervun aus, vun enger Verwaltung, déi Dir iwwerhuelt. Ech zweifelen net un, dass Dir sot: „Ech wousst do méi oder manner." Mä zumindest ass et e Fakt, dass am Ufank souguer d'Existenz même vun esou geheime Fichiere contestéiert gouf.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Roth, den Här Bausch.

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Jo.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech muss Iech soen, dat war Enn Mee, wéi déi Diskussioun ugaangen ass, oder Mëtt Mee, do hunn ech direkt no e puer Deeg gesot, datt ech amgaange wär, mer dat Ganzt unzekucken, an datt ech och schonn eng Rei Bedenken hätt, an datt ech duerfir zwee Rapporte bestallt hätt bei onofhängegen Instanzen, bei der CNPD an och bei der IGP, fir datt déi mer géifen dee ganze System duerchliichten, fir datt mer géifen herno kënnen zesumme kucken, ob do Schwaachstelle wären. A wann der do wären, hunn ech vun Ufank u gesot, da wär et natierlech evident, da misst een déi entweder direkt behiewen, wa mer net musse legiferéieren, oder wa mer misste legiferéieren, nobesseren. Dat kënnt Der noliesen an all deem, wat ech gesot hu vun Ufank un. An Dir hutt jo och gesinn, wéi dee Rapport vun der CNPD komm ass, war ech du perséinlech guer net méi iwwerrascht, well iwwert de Summer hunn ech jo selwer un deene Saache weidergeschafft. An ech hunn der CNPD felicitéiert, an ech hunn direkt gesot, datt ech frou wär, datt se zu äänleche Konklusiounen, souguer nach méi wäitgeeënder, géife kommen, wéi déi, déi ech selwer gezunn hätt.

Also ech muss Iech soen, et kann een als Minister ëmmer nëmmen - ech schwätzen elo just fir mech, zemools ech vum Dezember un an deem Ministère sinn -, et kann een nëmmen als Minister no an no zur Kenntnis huelen, feststellen an an eng Ännerung mathuelen, wat een och wierklech weess an zur Kenntnis geholl huet. A wann ee véier bis fënnef Méint am Ministère ass, da muss een natierlech kucken, datt een an deem Ministère en Iwwerbléck huet. An dat hunn ech gemaach. An zënterhier, vu Mee un, hunn ech an alle Kommissioune gesot, datt meng Bereetschaft do wär, fir op all deene Punkte konstruktiv mam Parlament zesummenzeschaffen. An ech hu mech kenger Diskussioun verwiert. Ech war ëmmer do, wann et drop ukomm ass.

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Dir hutt ... De Rapport vun der CNPD, deen Der bestallt hutt an deen net also bekannt war, ier mir iwwerhaapt déi Diskussioun hu missen ufänken, ech mengen, dat muss ee kloer soen, deen ass richteg, dee Rapport vun der CNPD, well am Ufank huet déi och méi gemauert. An ech ka mech u munch Diskussiounen an der Commission jointe erënneren, wou mer eis awer e bësse méi muskléiert hu misse mëndlech asetzen, fir dass dat do sollt, och dee Rapport vun der CNPD, zustane kommen.

An de Rapport vun der CNPD, Här Bausch, deen huet ee Meritt, well e sämtlech Kriticken - an ech soen: sämtlech Kriticken! -, déi den Här Mosar an ech selwer am Numm vun der CSV-Fraktioun ubruecht hunn, aner Kolleegen hunn och, mat Recht, an déiselwecht Kerbe geschloen, alleguerte confirméiert huet.

Et huet sech confirméiert, dass praktesch 2.000 Leit déi sensibelst Donnéeë vun den eenzelne Bierger kënnen agesinn. Et huet sech erausgestallt, dass souguer vu Mannerjäregen Donnéeë stockéiert sinn, wat géint all elementar Rechter aus internationale Konventioune verstéisst.

Et huet sech erausgestallt, dass eigentlech d'Recherche, dass dat net e grousse Log-in-Verfahre beinhalt, mä dass ganz einfach mat engem generelle Code - Contrôle de routine, Contrôle voiture -, dass et domadder schonns duergeet, fir net emol selwer mussen, mä par personne interposée - wa mer deen Term huelen -, par personne interposée ze froen, wat dann iwwert deen een oder deen aneren an dem Fichier steet. An et huet sech och erausgestallt, dass et keng richteg Journalisatioun gëtt.

Mä dat, wat eis am meeschte rose gemaach huet, dat ass, dass hei Date vun onbescholtene Bierger - ob se fräigesprach goufen, ob se e Classement sans suite kruten, ob se rehabilitéiert goufen, ob hir Verfahren ni poursuivéiert goufen -, dass déi wärend zéng Joer, souguer archivéiert wärend 60 Joer, dass déi an deene Fichiere sinn. A wann déi Diskussioun, déi den Här Mosar an ech, déi mer ugestouss hunn, déi jo elo awer e bësse Stullgang krut iwwert déi Summerméint, déi, mengen ech, och elo an enger richteger Richtung ass, mä dann zumindest hätte mer dat erlaabt.

Dir Dammen an Dir Hären - an ech schléissen dann -, grad an deemselwechte Sënn, wéi mer eis mat deene parlamentareschen Ufroen net ginn hunn, grad wéi mer eis Oppositiounsaarbecht gemaach hunn, an deemselwechte Stil wäerte mer dat, am Interessi vun eisem Mandat, fortféieren!

A mir wäerten net akzeptéieren, ech soen dat kloer an däitlech, mir wäerten eis vu kenger Organisatioun, vu kenger Institutioun an eiser

Le saviez-vous ?

**COMPTE RENDU**

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

## Chambre des Députés

**Compte rendu officiel**

**Supplément commun aux quotidiens :**
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

**Contenu rédactionnel :**
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

**Saisie de texte :**
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

**Conception et mise en page :**
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Concept et coordination générale :**
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

**Imprimeries :**
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Aarbecht aschüchtere loossen! Mir wëllen net, dass eng CSV an aner Kolleegen aus der Oppositioun hei am Land monddout gemaach ginn! A mir wëllen och kee Maulkuerf opgesat ginn kréien! Dräi Deeg virum Commemoratiounsdag, Dir Dammen an Dir Hären, si mer dat dem Land an de Bierger schëlleg!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien !

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Leschten ageschriwwene Riedner fir haut ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Jo.

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een ...

***(Interruption)***

... dee leschte Riedner ass, ...

***(Coups de cloche de la présidence et interruption)***

... dann ass bal alles gesot ginn - just net vu jiddwerengem. An duerfir wäert ech dann och den Owend nach mäi ganz klenge Pefferkär bäileeën. Awer just zu engem Sujet. Duerfir gëtt et och net ze laang. Näämlech deem vun de Casieren, wou mäin exzellente Virriedner eigentlech schonn dat meescht gesot huet.

Ech wëll och direkt do enchaînéieren, wou de Gilles Roth eigentlech seng Developpementer hei gemaach huet, näämlech de Rechtsstat, an och nach eng Kéier soen, wéi wichteg déi ganz Thematik vum Dateschutz, och um Niveau vun de Grondrechter, um Niveau vum Rechtsstat ass. De Gilles Roth huet hei vun der Onscholdsvermutung geschwat. Ech kéint awer och nach vum Schutz vum Privatliewe vun all Bierger schwätzen. Ech kéint och vum Droit à l'oubli schwätzen. Alles dat si Rechter, mengen ech, déi jiddwerengem, och der ganzer Regierung, der ganzer Chamber ganz staark um Häerz leien a fir déi mir eis, och um Niveau vun der CSV-Fraktioun, nach ëmmer agesat hunn an och wäerten asetzen.

Erlaabt mer awer vläicht e puer ganz kuerz Observatiounen nach ze maachen, ier ech dann, an ech mengen, dat ass eigentlech de wesentlechen Objet vu menger Interventioun, hei eng Resolutioun wäert deposéieren am Numm vun der gesamter Oppositioun - ech betounen dat: gesamter Oppositioun! -, fir d'Asetze vun enger Spezialkommissioun, fir déi ganz Thematik vun de Casieren ze analyséieren.

Ech ginn och schonn direkt dem President déi Resolutioun, net dass ech dat herno vergiess hunn!

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci.

***Résolution 2***

*La Chambre des Députés,*

*- vu le programme gouvernemental 2013-2018 ;*

*- vu l'accord de coalition 2018-2023 ;*

*- revu la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, telle que modifiée (ci-après la « Loi de 2002 ») ;*

*- revu le règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 relatif à la création et à l'exploitation d'une banque de données nominatives de police ;*

*- revu les rapports de l'autorité de contrôle instituée par l'article 17, paragraphe (2) de la Loi de 2002 ;*

*- vu les avis de la Commission nationale pour la protection des données, et notamment ceux relatifs au projet de loi n° 7045 sur la Police grand-ducale ;*

*- vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;*

*- vu la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données ;*

*- vu la directive (UE) 2016/681 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière ;*

*- vu les décisions-cadres relatives à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, et notamment la décision-cadre 2006/960/JAI ;*

*- vu les autres textes internationaux en la matière ;*

*- vu les lois de transposition de ces textes, et notamment la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données, la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave ;*

*- vu les réponses aux nombreuses questions parlementaires ;*

*- vu les échanges de vues en commission parlementaire ;*

*- vu les récents avis de la Commission nationale pour la protection des données, et notamment celui relatif au fichier central de la Police grand-ducale au regard de la législation sur la protection des données et celui relatif à la vidéosurveillance des espaces et lieux publics à des fins de sécurité publique et un avis relatif au recours à la vidéosurveillance par les communes ;*

*- en attendant le rapport de l'Inspection générale de la police commandité par le Ministre de la Sécurité intérieure ;*

*- constatant divers manquements à la législation sur la protection des données des autorités policières et judiciaires,*

*- que les pouvoirs publics doivent être exemplaires en matière de protection des données,*

*- qu'il y va des droits fondamentaux, et notamment du droit au respect de la vie privée, de la présomption d'innocence, du droit à l'oubli, etc.,*

*- qu'il y va du respect des grands principes de l'État de droit,*

*- qu'il y va également de la confiance des citoyens dans les pouvoirs publics ;*

*- prenant acte des déclarations gouvernementales de faire le nécessaire pour se mettre en phase avec la législation en question,*

*- qu'un premier avant-projet de loi en matière de vidéosurveillance a été présenté aux membres de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense en date du 3 octobre 2019 ;*

*- notant toutefois qu'au cours des semaines et mois passés, des informations sur l'existence de divers fichiers n'ont fuité qu'au compte-gouttes et à mesure que des acteurs de la société civile, la presse et les députés les ont dénoncées ;*

*- constatant que de nombreuses questions restent ouvertes ;*

*- constatant par ailleurs que notre demande d'entendre une liste de parties prenantes dans le cadre de réunions jointes de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Commission de la Justice est restée lettre morte à ce jour,*

*- que le législateur doit se donner les moyens nécessaires pour contrôler l'action du Gouvernement et faire du travail législatif de qualité,*

*- que ce travail de qualité exige une coopération inconditionnelle et à jeu découvert des autres pouvoirs publics et notamment de l'exécutif,*

*- qu'il est indispensable que ce travail soit accompli dans une seule commission et non éparpillé entre diverses commissions parlementaires,*

*décide*

*- d'instituer une commission spéciale conformément aux articles 21 et suivants du Règlement de la Chambre des Députés, laquelle peut s'adjoindre les experts dont elle estime avoir besoin et laquelle aura pour mission,*

** d'établir un aperçu général des bases de données et des traitements de données effectués notamment par les autorités policières et judiciaires,*

** de dresser un état des lieux des déficiences au niveau du traitement des données eu égard aux principes et règles applicables en matière de protection des données, aux droits et libertés fondamentales,*

** d'examiner les projets et propositions de loi venant à être déposés en la matière, d'élaborer les amendements qui s'imposent, etc.,*

** d'élaborer au besoin des propositions de loi visant à encadrer le traitement des données en question,*

** de faire rapport de ses conclusions à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.*

*(s.) Laurent Mosar, Marc Baum, Marc Goergen, Roy Reding, Gilles Roth.*

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Éischt Observatioun, an déi adresséiert sech virun allem un eisen Här Statsminister, dee gëschter praktesch een Drëttel vu senger Ried drop verwent huet, fir iwwer Dateschutz ze schwätzen. Domadder huet en och gewisen, wéi wichteg eigentlech dat Uleies, wat vum Gilles Roth a vu mir a vun enger Rei vun aneren Deputéierten iwwert déi lescht Méint virbruecht ginn ass, wéi wichteg datt dat ass - wann een an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun een Drëttel vun der Zäit dorobber verwent.

Här Statsminister, ech sinn allerdéngs enttäuscht gewiescht iwwert dat, wat Der dozou gesot hutt. An ech muss Iech soen, mat allem Respekt, deen ech fir Iech hunn, an och Ären Asaz fir Dateschutz, ass dat awer wierklech net duergaangen, wat do drastoung. An ech hunn dat e puermol gelies, well ech gemengt hunn, ech hätt vläicht net alles héieren. An och no där drëtter Lektür hunn ech leider net méi Konsistentes kënnen erausfannen.

Dat ass, muss ech Iech soen, eng Ureiung vu Banalitéiten. Dat si Widderhuelunge vun deem, wat den Här Bausch eis e puermol an deenen zoustännege Kommissioune gesot huet. Dat ass …

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Dat sinn awer keng Banalitéiten!

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Neen. Et sinn …, ech hu jo … Dat waren net Banalitéiten! Dat ass dat, wat Dir eis gesot hutt. An dat ass eng Confirmatioun vun Allgemengheeten, déi natierlech flott sinn; wéi d'RGPDs-Gesetz unzewennen ass. Dir hutt do nach eng Kéier en Historique gemaach. Et ass alles wonnerbar. Mä: Dat huet awer keng Plus-value an där Debatt erabruecht, Här Statsminister.

A wat ech Iech einfach muss soen, an dat huet eigentlech doranner gegipfelt, wou Der ee Moment - an ech erlabe mer, Iech do ze zitéieren -, an Ären Developpementer sot Der ee Moment: „Et gouf och ënnerstrach, dass een d'Reprochen eescht hëlt an eventuell Schwaachstellen" - eventuell Schwaachstellen! - „wëllt behiewen."

Abee, Här Statsminister, ech froe mech, ob Dir déi Ried scho geschriwwen hat, ier den Avis vun der Datschutzkommissioun erauskomm ass. Ech froe mech dat, well wann ...

***(Interruption par M. Xavier Bettel)***

Mä, wann Der deen näämlech gelies hätt, Här Statsminister, dann hätt Der Iech op déi wesentlech Punkte kënne konzentréieren an eis net eng Generalbeschreiwung vum Dateschutz am 21. Jorhonnert maachen. Wat alles schéin ass, mä wat awer null Plus-value hat!

An, Här Statsminister, mir hätte vun Iech erwaart, datt Dir op verschidde konkret Froen eng Äntwert gitt. Den Här Roth huet dat virdrun nach eng Kéier developpéiert: Méi wéi 2.000 Leit hunn am Moment en Accès op de Polizeifichier. Mir géifen emol gär wësse vum Statsminister, deen iwwregens och Dateschutzminister ass - Dir sidd Dateschutzminister! -, ...

***(Interruption)***

Mir géifen emol gär wëssen, wat dozou Är Meenung ass.

Wat ass Är Meenung iwwert de Problem vun de Mannerjärege beim Dateschutz? Wesentlech Problemer, déi an deem Avis opgeworf gi sinn.

Wéi ass et mam Droit à l'oubli? E fundamentale Problem!

Wéi ass et mat der Informatioun vun all deene Bierger, déi an deene Fichiere figuréieren?

Alles dat si schlussendlech och Froen, déi een dierf un en Dateschutzminister stellen, a wou een och dierf Äntwerten erwaarden.

Op all déi Froen, Här Statsminister, hutt Dir eis leider Gottes gëschter guer keng Indikatioun ginn.

Här Minister, loosst mech vläicht ...

***(Interruption)***

... virufueren!

Dann e véierte Punkt, dee mer och wierklech Kappzerbrieches mécht. Mä, ech mengen, den Här Roth an aner Kolleegen hunn dat och scho gesot. U sech hunn de Meritt vun där ganzer Thematik zwee, haaptsächlech zwee Vertrieder aus der Zivillgesellschaft - wat een och emol eng Kéier hei sollt soen! An, ech mengen, et kann een d'Nimm vun deene Leit soen, well déi Leit hu sech jo och ëffentlech ze erkenne ginn: dat ass den Här Fürst an den Här François Georges.

Déi hunn e ganz grousse Meritt, datt déi Saach hei iwwerhaapt thematiséiert ginn ass. Doniewent awer och d'Press, déi eigentlech eng super Investigatiounsaarbecht an deem Dossier gemaach huet. An dann - last but not least! - d'Oppositioun hei an deem Haus. An ech schwätze guer net nëmmen … Nee, ech schwätze guer net nëmme vum Här Roth a vu mir; hei sinn nach eng Rei vu Kolleegen - den Här Baum, den Här Reding, well ech déi elo just nëmme gesinn -, déi eng ganz Rei vu Froen do gestallt hunn. A wann een alleguerten déi Froe géif zesummenzielen, do gesäit een, wat fir eng Aarbecht geleescht ginn ass!

An, Här Statsminister, Dir laacht - ech fannen dat iwwregens net ganz seriö déi Attitüd do, muss ech soen! Ech fannen dat net ganz seriö.

Wann Der den Avis vun der Dateschutzkommissioun gelies hätt, wat Der manifestement net gemaach hutt, soss géift Der net laachen, hätt Der gesinn, datt déi Dateschutzkommissioun sech, à plusieurs reprises, op Froen an Äntwerte vun Deputéierte baséiert huet, fir zu hire Konklusiounen ze kommen. Si huet also honnertprozenteg och déi Elementer mat integréiert.

An ech weess, Dir sidd e Mënsch, dee gäre Merci seet. Ech hat mir eigentlech erwaart, datt Dir op dëser Tribün géift der Zivillgesellschaft fir d'Alleréischt, awer och der Oppositioun emol eng Kéier Merci soe fir déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass!

***(Interruption)***

Dat hätt Iech gutt zu Gesiicht gestanen!

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Mosar. Den Här Bausch wëllt Iech eng Fro stellen....

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Jo, den Här Bausch ass ongedëlleg. Ech wëll seng Ongedold net bremsen!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech hu keng Ongedold, Här Mosar. Ech wollt Iech just …

***(Interruption et hilarité)***

... soen, datt ech dat scho méi wéi eng Kéier offiziell op enger Radiosemissioun, an Zeitungsartikele gesot hunn, datt selbstverständlech d'Oppositioun hir Roll gespillt huet. A selbstverständlech d'Deputéierten an d'gesamt Chamber - iwwregens net nëmmen d'Oppositioun, well den Här Bodry huet als Majoritéits-

deputéierten, an och nach eng Rei anerer, genausou eng Roll gespillt. Zwar natierlech manner mat Verve wéi d'Oppositioun, mä dat läit jo awer op der Hand. Dat ass awer, mengen ech - dat wësst Der -, normal.

An dat ass guer kee Problem. A selbstverständlech gëtt et hei vill Leit, déi Meritten hunn an deem komplexen Dossier hei, datt mer hei zesummen déi Diskussioun gefouert hunn an elo déi Schrëtt wäerten huelen. Ech wëll kengem säi Meritt ofschneiden an ech wëll jiddwerengem säi Meritt och respektéieren!

Ech wëll Iech awer soen, ech mengen, Dir hutt eppes verwiesselt bei der Interventioun vum Statsminister a senger Ried an Zesummenhang mat deem, wat e gesot huet. Hien huet jo net dee spezifeschen Dossier vum Policefichier gemengt. Mä en huet als Dateschutzminister - deen e jo och ass - gemengt, datt ee generell fir de Stat muss kucken. A mir wësse jo awer haut nach net fir déi aner Statsverwaltungen, fir d'Gemengen, alles wat et gëtt beim Stat oder wat um Stat hänkt, wéi den Dateschutz do applizéiert gëtt.

Den Här Bodry huet et a senger Ried gutt beschriwwen. En huet gesot: „Ech si mer sécher", an dat huet e gesot op Basis vu senger Erfahrung och an deene leschte Joren, wéi den Avis zum Gesetz komm ass vun 2018, datt et net nëmme bei der Police a bei der Justice Problemer gëtt. Mä et gëtt der wahrscheinlech am gesamte Stat an an all de Gemengen am Land.

Kommt, mir sinn dach éierlech! An et ass dat, wat e gemengt huet. An duerfir huet en och proposéiert, wat ech awer eng gutt Iddi fannen, datt de Commissaire vun dem Dateschutz e Rapport spécial soll maachen iwwert de Gesamtproblem an datt mer deen an engem Débat de consultation an der Chamber sollen diskutéieren.

Dat ass jo awer eng fair Propos, mengen ech, déi Iech och misst entgéintkommen.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Merci, Här Minister, datt Dir fir den Här Premier äntwert. Dat éiert Iech!

***(Interruption)***

Dat éiert Iech. Ech bleiwen awer, an dat war och eng vu menge Feststellungen ... Wann Dir - an ech muss dat éierlech agestoen, Här Bausch, ech hunn dat och schonn an e puer Sitzunge gesot: Dir sidd proaktiv un déi Saach erugaangen. Dat gestinn ech Iech gär zou, datt Der dat gemaach hutt.

Ech wëll awer och hei eppes ënnersträichen - a sidd wannechgelift als Regierung awer och esou éierlech, dat anzegestoen! -: Wann net d'Zivillgesellschaft hei gewëssen Dossieren thematiséiert hätt, déi duerno vun der Oppositioun thematesch iwwerholl gi sinn, géif haut nach kee Mënsch iwwert déi ganz Thematik hei schwätzen! Da géif d'Regierung nach ëmmer am Wanterschlof leien!

***(Interruption)***

Ech mengen, et wär awer korrekt,dat wär korrekt, dat awer och emol eng Kéier ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mam éischten ...

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- ... hei ze betounen, well ech hunn heiansdo awer ... Neen, Här Bausch!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Mam éischten Deel sinn ech d'accord, mä mam Wanterschlof sinn ech natierlech net d'accord!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Mä et huet een awer gëschter d'Impressioun gehat, wann een hei dem Här Premier nogelauschtert huet, datt hien an d'Regierung iwwer Méint sech nëmme Suerge gemaach hätten hei iwwert deen Dateschutz an datt dat alles schonn anticipéiert gi wär.

An dat mécht een awer e bësselche rosen, Madammen, Dir Häre vun der Regierung, well Dir wësst ganz genau, an ech huelen emol net de Meritt hei als Deputéierten, wierklech, den éischte Meritt geet hei u Vertrieder vun der Zivillgesellschaft, déi de Courage haten, de Mond opzedoen an ze soen, wat eis do passéiert ass, dat akzeptéiere mir, an duerno huet eréischt d'Politik, virun allem d'Oppositioun hei hir Aarbecht gemaach.

Ech mengen, dat soll ee fairerweis soen.

**Une voix**.- Richteg!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- An, ech mengen, do fält och kengem, och Iech, ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Nee.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- ... keen Zack aus der Kroun, wann Der dat ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Et huet jo och keen de Contraire gesot.

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et huet keen de Contraire behaapt. Keen.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Här President, dat gesot, kommen ech awer elo zum wesentleche Punkt, nämlech d'Asetze vun enger Spezialkommissioun. Firwat froe mir dat? An nach eng Kéier, ech mengen, ech schwätzen hei am Numm vun der gesamter Oppositioun, déi déi Resolutioun do matdréit.

Do wëll ech fir d'Éischt - a leider Gottes ass en den Owend net hei - op den Alex Bodry zréckgoen; en ass virdrun hei schonn zitéiert ginn. Wéi déi Saach enfin thematiséiert ginn ass, wéi mer och déi eenzel Reuniounen haten, huet den Här Bodry eppes gesot, wat mir och direkt ënnerstëtzt hunn. En huet gesot: „Hei läit d'Haaptresponsabilitéit fir deen Dossier bei der Chamber. Hei muss d'Chamber déi Saach u sech räissen an d'Chamber muss virun allem déi Aarbecht maachen, zesummen", bien entendu, „mat der Regierung, mä d'Haaptverantwortung läit bei der Chamber." Et ass schued, datt den Här Bodry dat elo net kann hei confirméieren. Mä, ech mengen, all déi Kolleegen, déi an deene Kommissioune waren, kënnen dat bestätegen.

Ech wëll dann eppes aneres soen. Mir hate jo wivill Kommissiounen. A verschidde Kolleege kënne sech och nach un eng relativ memorabel Kommissioun erënneren, wou mer laang Diskussiounen haten, wat fir eng Kommissioun datt dann zoustänneg wier. Dat war: D'Commission des Affaires intérieures war zesummegeruff ginn, de la Sécurité intérieure an et ass awer gemengt ginn, dat géif och d'Commission juridique (veuillez lire: d'Commission de la Justice) betreffen. A mir hu schlussendlech quasiment iwwer eng Stonn verluer, just iwwer Prozedurgeplänkel, ier mer eis dann eens waren, wat fir eng Kommissioun zoustänneg wär.

An dorobber hin huet eise Kolleeg, den Här Berger - deen hei sëtzt -, à un certain moment eng exzellent Propositioun gemaach. Den Här Berger huet näämlech gesot, fir all deenen Diskussiounen do aus dem Wee ze goen, géif et ...

***(Interruptions)***

Nee, Här Berger, da loosst mech awer ...

**M. Eugène Berger** *(DP).*- Ech weess schonn, wat kënnt! An ...

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Majo, ma da lauschtert emol no!

***(Brouhaha et hilarité)***

Lauschtert emol no! Lauschtert emol no!

***(Interruption et brouhaha général)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Här Berger, Dir hutt deemools gesot, eigentlech kéint een deene ganzen Diskussiounen do iwwert d'Zoustännegkeete vu Kommissiounen aus de Féiss goen, wann een do géif eng Spezialkommissioun maachen.

An Dir hutt souguer méi gesot, Här Berger. Dir hutt souguer den Här Statsminister mat eragezunn. Dir hutt Iech näämlech op e Background vun deem Samschdeg virdru referéiert, wou Der gesot hutt, Dir hätt gemengt, zwëschen den Zeilen ze verstoen, den Här Statsminister wär och fir esou eng Spezialkommissioun.

Ech mengen, dat kann een alles herno ...

***(Interruption)***

... am Verbatim noliesen, wat Der gesot hutt.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Mosar, den Här Berger ass ganz ongedëlleg, fir ...

***(Interruption)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ech ka mer virstellen, datt den Här Berger ongedëlleg ass!

**M. Eugène Berger** *(DP).*- Merci, Här President!

***(Brouhaha)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Den Här Berger soll mer awer just eng Fro stellen.

**M. Eugène Berger** *(DP).*- Nee.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Et geet elo net drëm, datt den Här Berger...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- ... fir Iech eng Fro ze stellen.

**M. Eugène Berger** *(DP).*- Ech wollt den Här Mosar froen, ob en net awer scho vläicht de Verbatim gelies hätt. Da kéint en näämlech doran erausliesen, datt ech gesot hunn, datt et wichteg ass, datt souwuel d'Chamber - well d'Diskussioune waren: Wat fir eng Kommissioun? Eng eenzel? Eng jointe?

Ech hu gesot, et wär eigentlech egal ënner wat fir enger Form. Wat wichteg ass - an dat ass jo och, wat dem Premier um Häerz louch -, ass, datt d'Chamber zesumme mat de concernéierten Akteure sech un en Dësch setzt, fir datt mer zesumme Léisunge fannen.

Ech hunn ni spezifesch vun enger Spezialkommissioun geschwat. Ech hunn einfach gesot, et ass wichteg, datt mer zesummen an der Chamber, mat deene concernéierten Akteuren, iergendeng Form fannen, fir do herno - an dat ass dat, wat wichteg ass! - gemeinsam, et war och eng Invitatioun un d'CSV, fir gemeinsam da Solutiounen ze fannen.

***(Interruption)***

Net méi an net manner!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Nee. Här Berger, ech muss ...

***(Interruptions)***

**M. Eugène Berger** *(DP).*- Net méi an net manner hunn ech ...!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Mä, Här Berger, ech muss dat awer elo richtegstellen!

***(Interruptions)***

Dir hutt déi Wourecht awer elo e bësselche verdréit!

Dir hutt näämlech wierklech vu Spezialkommissioun geschwat. An herno hutt Der ee Moment gesot, Dir wäert falsch verstane ginn. Dir hätt gemengt, et misst een dann awer déi Spezialkommissioun fir d'Éischt an der Conférence des Présidents eng Kéier diskutéieren an déi misst am Plenum ofgeseent ginn. Dat hutt Der gesot!

Kommt awer elo net a maacht, wéi wann Der ni dat Wuert „Spezialkommissioun" an de Mond geholl hätt!

Ech mengen, et éiert Iech jo, Här Berger, datt Der déi Iddi do proposéiert hutt. Da stitt och wannechgelift derzou, wann Der emol eng Kéier eng gutt Iddi hutt!

***(Hilarité)***

**Une voix**.- Bravo! Très bien !

***(Brouhaha)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Här Statsminister, Här President, ech hunn awer och den Här Bausch e puermol héieren, notamment an där enger oder där anerer Kommissioun, wou e gesot huet, hie kéint mat all Zorte vu Kommissioune liewen: Spezialkommissiounen, Enquêtëkommissiounen. En huet gesot: „Ech iwwerloossen dat der Chamber. Ech hunn awer perséinlech kee Problem domat."

Also hunn ech wierklech hei d'Gefill, Dir Dammen an Dir Hären, datt eigentlech e ganz grousse Konsens besteet, fir op de Wee vun enger Spezialkommissioun ze goen. Och aus gudde Grënn. Ech wëll dat nach eng Kéier soen. Hei ginn et esou vill wichteg Froen. An am Moment hu mer scho mindestens dräi Kommissiounen, déi eigentlech sech misste mat dëser Thematik beschäftegen. Dat ass: d'Commission de la Justice, d'Commission de la Sécurité intérieure an och déi Kommissioun, déi sech iwwert den Dateschutz beméit. Dat heescht, scho mindestens dräi Kommissiounen. Mir wëssen, wéi schwiereg dat ass. Da kommt, mir maachen eis net d'Liewen nach méi schwéier, wéi mer et schonn heiansdo an der Chamber hunn! Mir solle wierklech hei eng Kommissioun asetzen, déi sech spezifesch mat där doter Thematik beschäftegt!

Wat soll dann och an där Spezialkommissioun gemaach ginn? Ech mengen, dat ass och nach eng Kéier emol wichteg, hei ze rappelléieren.

Fir d'Alleréischt - an dat ass e Problem, ech mengen, den Här Roth huet e virdru scho gesot -, mir hätten emol eng Kéier gären, datt all Fakten an all Elementer géifen op den Dësch kommen!

Well mir hunn ëmmer erëm d'Impressioun: Wa Froe gestallt ginn, kommen Äntwerten, déi sinn net komplett. E gutt Beispill ass de Kolleeg Baum, et ass do nach eng Äntwert op eng ganz rezent Fro komm, wou e gefrot huet, wéivillmol datt en Accès op deen ominéise Polizeifichier gefrot ginn ass. En huet do keng präzis Äntwert kritt.

Den Här Bausch hat eis och versprach - ech huelen zwar un, datt en dat mécht -, mir géifen eng ganz Oplëschtung vun ...,

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Et ass virgesinn. Se ass fäerdeg, d'Lëscht.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Maja!

***(Interruption)***

... eng ganz Oplëschtung vun alle Fichiere kréien.

Mir fannen, datt et wierklech der Chamber net gutt usteet, dat Kaz-a-Maus-Spill. Kommt, mir maachen hei wierklech ..., mir maachen hei proaktiv Politik!

***(Interruption)***

D'Regierung soll endlech all Fakten, all Elementer op den Dësch leeën, voll op Transparenz setzen.

An dann zweetens, an do, mengen ech, fanne mer eis da mat der Regierung zréck: Et geet jo hei drëm, net fir d'Fichieren ze verbidden, net fir d'Datebanken ze verbidden; et geet hei drëm, fir deenen Datebanke kloer Regelen ze ginn - Regelen, wéi se d'ailleurs am Dateschutzgesetz vun 2018 festgeschriwwe sinn.

Do wëlle mir - an, ech mengen, ech kann do fir d'ganz Oppositioun schwätzen - proaktiv matschaffen.

Dat kann iwwert de Wee vu Spezialgesetzer geschéien. Et kann ee sech och nach eng Kéier d'Fro stellen, ob een dat eventuell kann iwwer Règlements grand-ducaux maachen. Ech mengen, ech loossen dat elo emol am Raum stoen. Fir eis ass et wichteg, datt iwwerhaapt eppes geschitt. An duerfir wëll ech hei nach eng Kéier drop insistéieren, wéi wichteg datt et hei ass, op de Wee vun enger Spezialkommissioun ze goen!

Ech wëll, an dat ass och e bësselche meng Konklusioun, well ech mer generell e bësselche Suerge maachen, Här President, iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Oppositioun an deene leschte Wochen a Méint traitéiert ginn ass, ech wëll elo net erëm alleguerten d'Dossieren hei opzielen. Ech mengen, Dir kennt se.

Mä ganz besonnesch och op dësem Dossier „Casieren". Et soll een net vergiessen, datt d'Oppositioun ee Moment huet missen hei de Sall verloossen, well eis ...

***(Interruption)***

... nee, well eis eng Debatt an engem éischte Moment hei refuséiert ginn ass.

Här Bausch, Dir kënnt mam Kapp wénken. Dat ass d'Realitéit. Dat ass d'Realitéit!

***(Interruptions)***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Mosar! Här Mosar! Déi huet donneschdes stattfonnt. Ech hunn Iech se net refuséiert. Ech war net hei an där Sëtzung, wou dat decidéiert ginn ass.

**Une voix**.- En huet net gesot, datt Dir ...

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ah, maja!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Dat hunn ech net gesot. Ech hu gesot, d'Regierung (veuillez lire : d'Majoritéit) huet eis hei eng Debatt refuséiert. Duerfir huet d'Oppositioun missen ...

***(Interruption par M. Xavier Bettel et interruptions)***

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da sidd éierlech!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Här Statsminister, Dir ...

***(Interruption)***

Mir wollten hei eng Debatt, an d'Majoritéit ...

***(Brouhaha)***

Ech huelen un, datt d'Majoritéit ...

***(Interruption et coups de cloche de la présidence)***

Här Bettel, Dir zielt Iech awer nach zu der ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Wannechgelift!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- ... Majoritéit, hoffen ech?!!

***(Brouhaha général)***

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just drun erënneren, dass d'Regierung sech vis-à-vis vun der Chamber füügt. An ech hunn dat deemools gesot. An dat ass haut nach ëmmer de Fall.

***(Interruption)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ma dann huet Der Är Majoritéit ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Sou, elo ass et erëm um Här Mosar. Eleng um Här Mosar!

***(Interruptions diverses)***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir sidd autonom.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Jo.

***(Interruptions)***

**M. Henri Kox** *(déi gréng).*- Gewaltentrennung!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ech muss Iech soen, wann ech kucken, wat an de leschten Deeg, och ganz besonnesch hei geschitt ass,

maachen ech mer wierklech Gedanken iwwert déi Maulkuerfpolitik, ...

**Plusieurs voix**.- Ooh!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Dach! ... déi Maulkuerfpolitik, déi hei gemaach gëtt!

***(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)***

An erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, an ech kommen net derlaanscht, och hei eng Kritik unzebrénge par rapport zu Iech, Här President! Ech souz selwer iwwer véier Joer op Ärer Plaz. An ech hunn ëmmer versicht, mech ganz aus der Politik erauszehalen.

**Une voix**.- Naja!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ech hu mech ëmmer ganz aus der Politik erausgehalen.

***(Interruptions diverses)***

**M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d›État.*- D'Oppositioun ass sech net eens.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Op jidde Fall, Här President, sinn ech net an eng Kommissioun gaangen, an do kann ech nach dermat liewen, datt e President, à la limite, an eng Kommissioun ersetze geet. Woumat ech awer net méi ka liewen, dat ass, wann e President, dee President vun 59 Deputéierten ass, also och vun der gesamter Oppositioun, d'accord ass, datt d'Oppositioun keng Froe méi dierf stellen, Dir Dammen an Dir Hären!

***(Brouhaha)***

Ech mengen, dat ... Nee! Dat ass ...

**Une voix**.- Ooh!

***(Interruptions)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- ... net akzeptabel!

***(Interruption)***

An esou kann e Parlament net fonctionnéieren!

***(Brouhaha général)***

An e Chamberspresident - erlaabt mer, datt ech Iech dat soen! - huet fir déi gesamt Chamber, inklusiv och d'Oppositioun, do ze sinn!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech géif Iech bieden: Déi do Debatt kënnt nach muer de Moien. Da waart emol léiwer of, bis se kënnt, well Dir kritt muer e puer Iwwerraschungen!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Passt gutt op, soss kritt Der en Avertissement!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Mosar, erlaabt Der, datt ech just ee Saz dozou soen?

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Jo.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech sinn net Member vun der Environnementskommissioun. Deen Dag hunn ech en anere Member do ersat, esou wéi dat am Artikel 22 Paragraf (3) virgesinn ass: « Chaque membre peut se faire remplacer par un autre membre de son choix. »

***(Brouhaha)***

Ech sinn ee vun deene 60 Membere vum Parlament. An ech ka roueg dohinner ee Member ersetze goen. Da sinn ech net de President vun dësem héijen Haus, mä ech sinn ee Member wéi all déi aner Memberen och.

***(Interruptions)***

**Une voix**.- Genau!

**Une autre voix**.- Très bien !

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Här President ...

***(Brouhaha)***

**Une voix**.- Hien huet dat vergiess, den Här Mosar!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Wéi all Minister ass de President vun der Chamber 24 Stonnen op 24 President!

***(Interruptions)***

Ech kommen zu menger Konklusioun, fir nach eng Kéier hei ze ënnersträichen, datt fir eis Transparenz an dësem Dossier extrem wichteg ass. An ech erlabe mer, Dir Dammen an Dir Häre, hei mat engem Zitat opzehalen.

**Plusieurs voix**.- Aah!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ech soen Iech awer eréischt zum Schluss ...

***(Interruption et hilarité)***

... vum Zitat, wien den Auteur vum Zitat ass.

***(Interruptions)***

Lauschtert ganz gutt no!

„An et ass" - seet den Auteur, deen ech elo geschwë wäert verroden - „déi verdammte Flicht vun der Oppositioun, ma net nëmme vun der Oppositioun, mä vum ganze Parlament, fir an esou enger Geschicht" - dat war deemools d'Demande, fir eng Enquêtëkommissioun am Dossier Wickreng/Léiweng ze froen - „dann derfir ze suergen, datt voll Transparenz kënnt. Datt all Kaarten op den Dësch kommen. Datt mer virun allem och déi richeg politesch Léieren zéien oder eventuell politesch Konsequenzen zéien. Dat musse mer gesinn. Well geschitt dat net, dann ass de Schued fir d'Politik an déi demokratesch Institutiounen nach vill méi grouss." Gezeechent: François Bausch.

Abee ...

***(Interruptions)***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Wat hat dee recht, wéi deen dat gesot huet!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech géif elo en Appell maachen, och un déi gréng, un de François Bausch, datt en, esou wéi en dat deemools gemaach huet, wéi en d'Enquêtëkommissioun fir Wickreng/Léiweng verteidegt huet, datt en elo mat voller Energie och eis Demande fir eng Spezialkommissioun ënnerstëtzt!

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Mosar, ech war deemools nach net an der Chamber. Wéi hutt Dir Iech dann do verhalen?

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Mosar, den Här Bausch wëllt Iech nach eng Fro stellen.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ëmmer!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech wëll dem Här Mosar soen: Ech soen em Merci, datt en dat doten zitéiert huet. An och Äre Parteipresident huet dat schonn de Moien um Radio gemaach, ...

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Awer net dat do Zitat!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Neen, net dat do Zitat. Mä en huet awer och indirekt vu mir geschwat de Moien um Radio. Ech soen him och duerfir Merci. Well ech stinn nach ëmmer derzou, wat ech deemools gesot hunn.

An ech muss Iech soen: Déi Geschicht vu Wickreng/Léiweng, do ass et ëm eppes ganz aneres gaangen; do ass et ëm strofrechtlech Saache gaangen! Dat war eng ...

***(Interruption)***

Wou ass dann hei engem Minister ...

***(Interruption)***

Wou ass dann hei ... Mir schwätze jo elo hei wuelverstane vun de Casieren. Wou ass dann hei dem zoustännege Minister, deen elo hei steet, iergendeppes strofrechtlech ze reprochéieren? Här Reding?

***(Interruption par M. Roy Reding)***

Wat gelift?

**M. Roy Reding** *(ADR).*- Net dem Minister.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ah, ma voilà! Mä dat ass jo awer vläicht eng Differenz?!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Jo.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- D'Enquêtëkommissioun, déi gëtt jo awer nëmme gemaach an deem Fall, also ... Här Mosar, ech fannen et wierklech ...

***(Brouhaha général)***

Nee!

***(Interruptions diverses)***

**Une voix**.- ... eng Spezialkommissioun!

**M. François Bausch,** *Ministre de la Défense.*- Ben, dat do war eng Enquêtëkommissioun, déi een sech deemols ...

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Nee. Nee, nee!

**M. Marc Spautz** *(CSV).*- Nee, nee, Fränz!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ma nee, Här Minister. Et ass ebe just ...

***(Brouhaha général)***

Ech äntwerten Iech elo direkt! Do ass ebe just dee groussen Ënnerscheed!

***(Interruption et hilarité)***

Hei war eng Demande, och vun enger Fraktioun, fir eng Enquêtëkommissioun ze maachen. Mir waren awer, mengen ech, alleguerten der Meenung, wat déi aner Oppositiounsparteie géif ubetreffen, datt mer hei keng Enquêtëkommissioun géife maachen, well mer net direkt strofrechtlech Elementer gesinn hunn.

Duerfir froe mer eng Spezialkommissioun, wat keng Enquêtëkommissioun ass, mä vum Prinzip vun der Transparenz hier zielt awer genau dat, wat Dir deemools gesot hutt.

## Sommaire des séances publique nos 2 et 3


**2e séance**

| | |
|---|---|
| Ouverture de la séance publique | p. 7 |
| Débat sur la politique générale sur l'état de la nation | p. 7-17 |

**3e séance**

| | |
|---|---|
| Ouverture de la séance publique | p. 17 |
| Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) | p. 17-24 |
| Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement | p. 24-25 |
| Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) | p. 25 |
| Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement | p. 25 |
| Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) | p. 25-27 |
| Dépôt de trois propositions de loi par M. Marc Lies | p. 27-28 |
| Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) | p. 28 |
| Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Lies | p. 28 |
| Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) | p. 28-39 |


An, ech mengen, duerfir hutt Der kee Grond, ...

***(Interruption)***

... fir ze refuséieren, datt et hei zu der Spezialkommissioun kënnt.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dir wësst awer och ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Mosar, den Här Kersch wëllt nach eng Fro stellen.

***(Brouhaha général)***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Mosar, ech da muer de Moien!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Wat huet den Här Kersch mat de Casieren ze dinn, Här President?!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ah, ech weess net, wat seng Fro ass!

***(Interruption)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Nee. Elo kann awer jiddwer Minister mer gär eng Fro stellen. Ech weess awer elo net, zu wat dat soll féieren!

**M. Claude Wiseler** *(CSV).*- Also, normalerweis stellt d'Parlament och der Regierung Froen, an net ëmgedréit!

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech ginn elo emol dem Här Kersch d'Wuert.

***(Brouhaha général)***

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Muer de Moien ...

***(Brouhaha)***

Et ass eng ganz kleng Fro.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Jo.

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech war deemools nach net Member an der Chamber, wou Dir den Här Bausch zitéiert hutt. Ech géif just gär wëssen: Wat war dann deemools Är Positioun derzou?

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Wat gelift?

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech war deemools nach net Member an der Chamber.

***(Interruptions)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ech war do President vun der Chamber!

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech war deemools nach net an der Chamber.

***(Interruption)***

Dir hutt virdru vum Här Bausch geschwat, iwwert d'Enquêtëkommissioun Wickreng/Léiweng.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Mä, Här ...

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An ech war deemools net an der Chamber. Duerfir géif ech gär ...

***(Interruption par M. Laurent Mosar)***

... wëssen: Wat war Är Äntwert op dem Här Bausch seng Fuerderung?

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Här Kersch, Här Kersch, déi fréier Majoritéit - ech schwätzen elo net vun där leschter -, déi huet wivillen Enquêtëkommissiounen zougestëmmt.

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Awer net där do.

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Awer net där do!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Net där do.

***(Interruptions et brouhaha)***

**Une voix**.- Aaaah!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Si huet der Enquêtëkommissioun SREL zougestëmmt an et waren och verschidden ...

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Et ass dat, wat mer wollten héieren!

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- ... Spezialkommissiounen, ...

***(Hilarité et brouhaha)***

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mir kënne goen.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- ... wou déi Regierung d'accord war. Duerfir ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Mosar, den Här Roth wëllt Iech nach eng Fro stellen.

***(Hilarité)***

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Neen, ech wollt Iech, Här President, froen, ob ech däerf eng Fro stellen un den Här Kersch, näämlech, wat fir eng Regierung dass et war. Well ech ka mech drun erënneren: Et war d'CSV-LSAP-Regierung!

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech hu just den Här Mosar gefrot, wéi seng Positioun war.

***(Hilarité)***

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Ma déi war dann esou äänlech wéi Är, Här Kersch!

***(Hilarité)***

**M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ma nee! Well ech war net hei!

***(Hilarité)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Sou. Ech mengen, domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um néng Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Ech wënschen Iech alleguer ee schéinen Owend.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(La séance publique est levée à 19.42 heures.)***

# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 2** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020


## Sommaire des questions parlementaires


| Question n° | Auteur | Objet |
|---|---|---|
| ***Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019*** | | |
| 0810 | Marc Goergen | Contrats à durée déterminée |
| 0879 | André Bauler | Relocalisation de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL) |
| 0884 | André Bauler | Château de Birtrange |
| 0887 | Sven Clement | Fichier élève |
| 0892 | Yves Cruchten | Logements non occupés |
| 0915 | Fernand Kartheiser | Parc éolien à Oberkorn/Vesquenhaff |
| 0925 | Marc Goergen | Plan d'action national d'intégration |
| 0926 | Mars Di Bartolomeo | Apprentissage de la langue luxembourgeoise |
| 0937 | Sven Clement | Conservation des données |
| 0957 | Marc Spautz | Terrains synthétiques |
| 0967 | Martine Hansen, Marco Schank | Volontaires au service du CGDIS |
| 0983 | Sven Clement | Prix immobiliers |
| 0991 | Marco Schank | Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck |
| 0992 | Diane Adehm | Classement mondial de l'innovation |
| 0995 | Sven Clement | eduPrint |
| 1000 | Gusty Graas | Fonctionnement et financement des hôpitaux |
| 1003 | Marc Goergen | Activité de « grands voyants » |
| 1004 | Roy Reding | Centres de compétences parachèvement et génie technique |
| 1005 | Mars Di Bartolomeo | Réglementation antibruit |
| 1007 | Mars Di Bartolomeo | Contrefaçon de billets et pièces d'euros |
| 1011 | Sven Clement | Attribution des fréquences |
| 1012 | Léon Gloden | Mise en œuvre de la directive européenne relative au traitement des données des dossiers passagers |
| 1014 | Françoise Hetto-Gaasch | Législation relative au cannabidiol |
| 1015 | Sven Clement | Utilisation des logiciels de l'entreprise Microsoft |
| 1016 | Josée Lorsché, Henri Kox | Enquêtes du Statec |
| 1017 | Stéphanie Empain | 4e vecteur du SAMU |
| 1018 | Josée Lorsché | Transport transfrontalier de patients en ambulance |
| 1020 | Gusty Graas | Traité sur les armes nucléaires à portée intermédiaire INF |
| 1023 | Mars Di Bartolomeo | Prix des produits alimentaires |
| 1024 | Laurent Mosar | Spire Global Luxembourg SARL |
| 1025 | Nancy Arendt épouse Kemp | Lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs |
| 1026 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Transmission d'informations policières à des fins administratives |
| 1027 | Sven Clement | Consultation du fichier central |
| 1028 | Sven Clement | TVA logement |
| 1038 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Registre des bénéficiaires effectifs |
| 1039 | Marc Baum | Vente publique par soumission de revolvers Smith & Wesson de la Police grand-ducale |
| 1041 | Henri Kox | Aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs |
| 1042 | Fernand Kartheiser | Immigration illégale |
| 1046 | Max Hahn | Usage de drones à des fins de sécurité routière |
| 1047 | Mars Di Bartolomeo | Vente de gazole pour camions |
| 1051 | Gusty Graas | Pesticide chlorpyrifos |
| 1052 | Mars Di Bartolomeo | Nouveau système du congé pour raisons familiales |
| 1053 | Gusty Graas | Fourniture de lait pour la nouvelle usine de production de yaourts |
| 1054 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten, Franz Fayot | Aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs |
| 1055 | Roy Reding | Rapport entre des chantiers et des faillites de magasins |
| 1058 | Marco Schank | Gestion de la végétation au niveau du corps de la voie des trains par les CFL |
| 1060 | André Bauler | Radars mobiles |
| 1061 | Gilles Roth | Manque de personnel auprès de l'Administration des contributions directes |
| 1062 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police |
| 1064 | André Bauler | Impact de la sécheresse sur la production de foin et des ensilages d'herbe |
| 1065 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Utilisation des avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police |
| 1068 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Enregistrement d'avertissements taxés |
| 1072 | Jeff Engelen | Subsides pour prairies humides |
| 1073 | Marc Goergen | Thérapie de conversion |
| 1078 | Léon Gloden | Agents pénitentiaires |
| 1087 | Fernand Kartheiser | Accueil des personnes secourues en Méditerranée |
| 1088 | Marc Spautz | Médecin de contrôle |
| 1090 | Fernand Kartheiser | Interventions de la police en relation avec des réfugiés |
| 1092 | Sven Clement | Démontage des candélabres le long des autoroutes A1 et A13 |
| 1094 | Paul Galles | Peuplement forestier |
| 1095 | Alex Bodry | Transactions en argent liquide |
| 1097 | Diane Adehm | Impôt de solidarité |
| 1098 | Fernand Kartheiser | Dépenses en relation avec la crise migratoire en Europe |
| 1099 | Sven Clement | Enlèvement de cadavres d'animaux |
| 1101 | Marc Goergen | Protection des épargnants |
| 1102 | Paul Galles | Feux de forêt en Amazonie |
| 1104 | Sven Clement | Carnet radiologique |
| 1105 | Alex Bodry | Indemnisation de la valeur à neuf |
| 1106 | Sven Clement | Classement de la « Schueberfouer » comme patrimoine immatériel de l'humanité |
| 1108 | Fernand Kartheiser | « Schengen militaire » |
| 1109 | Laurent Mosar, Martine Hansen | Traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur |
| 1110 | Diane Adehm | Solitude |
| 1111 | Fernand Kartheiser | Traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur |
| 1113 | Paul Galles | Accueil des personnes secourues en Méditerranée |
| 1114 | Sven Clement | Affectation de bâtiments |
| 1118 | Martine Hansen | Utilisation du glyphosate dans les zones d'herbages |
| 1119 | Martine Hansen | Programme de rotation des cultures |
| 1120 | Alex Bodry | Régime actuel de la gestion des finances publiques au niveau de la Maison du Grand-Duc |
| 1123 | Laurent Mosar | Listes noire et grise des juridictions de pays tiers de l'UE à des fins fiscales |
| 1126 | Paul Galles | Situation juridique des personnes détenues dans le camp d'Al-Hol en Syrie |
| 1127 | Sven Clement | Maladies rares |
| 1132 | Alex Bodry, Yves Cruchten | Coût du logement |
| ***Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2019-2020*** | | |
| 1390 urgente | Laurent Mosar, Gilles Roth | Contamination du bâtiment Pierre Werner |
| 1394 urgente | Martine Hansen | Lait pour bébés contaminé avec des huiles minérales toxiques |


**Question 0810** (20.06.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **contrats à durée déterminée :**

De Code du travail regelt d'Konditioune vum Asaz vun engem Contrat à durée déterminée (CDD). Den Artikel 122-1 regelt d'Bedéngungen, an deenen een CDD däerf agesat ginn. Hien definéiert, dass den CDD just fir eng präzis a befrist Aufgab opgestallt gëtt. Eng permanent Beschäftegung ënnerhalb dem normalen Aarbechtsoflaf gëtt domat also ausgeschloss.

Trotzdeem ginn et hei am Land nach CDDen, déi dësem Prinzip vun der zäitlecher Limitatioun net entspriechen. Fir bestëmmte Beruffer, dorënner och d'Chargés de cours, gëllen näämlech Exceptiounen, soudass een CDD fir dës Beruffer méi wéi 24 Méint bedroe kann an och méi wéi zweemol ka verlängert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, Interieur, Sozialversécherung a Bildung dës Froe stellen:

- Opgelëscht no all Punkt vum Artikel 122-5 Paragraf (3) vum Code du travail, firwat sinn déi an dësem Paragraf genannte Beruffer vun de gängegen Dispositioune vum CDD ausgeholl? No därselwechter Oplëschtung, ass d'Regierung der Meenung, dass dës Ausname par rapport zu de generelle Konditioune vum CDD justifiéiert sinn?

- Falls jo, wat schwätzt fir d'Erhale vun der aktueller Derogatioun?

- Falls neen, wéi wëllt d'Regierung dozou legiferéieren?

**Réponse commune** (08.10.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Artikel L.122-5 (3) vum Code du travail gesäit d'Méiglechkeet vir, souwuel zu der maximaler Dauer vu 24 Méint, wéi och zu der regulärer Unzuel vu Verlängerunge vun CDDen ze derogéieren, an zielt exhaustiv déi Fäll op, fir déi dës Derogatioune spillen.

Betreffend de Punkt 1 vum Artikel L.122-5 (3) ass eng Derogatioun virgesinn fir den Enseignant-chercheur, deen op der Universitéit vu Lëtzebuerg schafft. Dës Derogatioun erlaabt et, dem Enseignant-chercheur genuch Zäit ze ginn, fir net nëmmen a senge Recherchë virunzekommen, mä och säi Wëssen un d'Studente vun der Uni Lëtzebuerg weiderzevermëttelen. Vu dass et a priori ganz oft schwéier ass, en zäitlechen Delai fir esou Recherchen ze definéieren, ass et am Interessi vun der wëssenschaftlecher Recherche an der Promotioun vun der technologescher Entwécklung an Innovatioun zu Lëtzebuerg, dass een de Leit genuch Zäit gëtt, fir hir Aarbechten ofzeschléissen. Aus dësem Grond ass dës Derogatioun justifiéiert a sollt weiderhin erhale bleiwen.

Betreffend de Punkt 3 vum selwechten Artikel ass eng Derogatioun virgesi fir d'Kontrakter vun de Studenten an de Schüler aus dem Enseignement secondaire classique an dem Secondaire général zu Lëtzebuerg. Dës Derogatioun erlaabt et de Studenten, nieft hiren Etüden zousätzlech Suen ze verdéngen, fir hir Etüde finanzéieren ze kënnen. Den Artikel L.122-1 (3) Punkt 5 vum Code du travail gesäit allerdéngs vir, dass am Kader vun dëse Kontrakter d'Studenten an d'Schüler net méi wéi 15 Stonnen d'Woch schaffe kënnen an dat, fir ze verhënneren, dass d'schoulesch Aktivitéiten dorënner leiden, well déi weiderhin am Virdergrond stoe sollten. Dës Derogatioun ass also justifiéiert am Interessi vun de betraffene

Schüler a Studenten, déi sech duerch eng Aarbecht hir Etüde finanzéiere wëllen oder souguer mussen.

Betreffend der Derogatioun, déi am Artikel L.122-5 (3) Punkt 4 virgesinn ass, léisst sech d'Noutwendegkeet vun dëser Derogatioun unhand vum Beispill vun de Remplaçanten am Enseignement fondamental illustréieren:

Eng iewescht Prioritéit am Enseignement fondamental, wéi an allen Ordres d'enseignement, ass e qualitativ héichwäertegen Unterrecht. Dozou gehéiert, dass méiglechst vill Stonne vu brevetéierten, beschtméiglechst ausgebilten Enseignante gehale ginn, mä och, datt d'Schoulorganisatioune garantéiert sinn, an zu all Moment ee bei de Kanner ass. Dëst bréngt awer ënnerschiddlech grouss Schwieregkeete mat sech.

Esou mussen zum engen iwwerhaapt emol genuch Kandidaten disponibel sinn, fir dass d'Schoulorganisatioun assuréiert ka ginn. Gläichzäiteg muss awer och flexibel a séier op stënterlech optauchend Besoine reagéiert kënne ginn (z. B. ee längere Krankeschäin oder eng massiv Grippewell). De reelle Besoin u Léierpersonal ka soumat vun engem Moment op deen anere staark schwanken an onverhofft klammen oder awer och zréckgoen. De Besoin geet beispillsweis erof, wa Leit aus engem Congé parental oder Congé de maternité am Laf vum Schouljoer zréckkommen. Fir heirop kënnen ze reagéieren, ass eng gréisser Unzuel u Personal am CDD onëmgänglech, fir all Moment genee déi néideg Unzuel u Léierpersonal ze hunn. Aus dëse Grënn ass och déi Derogatioun justifiéiert a muss erhale bleiwen.

D'Legitimitéit vun der Derogatioun, déi am Punkt 5 vum Artikel L.122-5 (3) virgesinn ass, léisst sech folgendermoossen erklären: D'Musekscoursen si fakultativ fir d'Schüler, déi sech an engem Institut d'enseignement musical communal aschreiwe ginn. Vu dass d'Unzuel vun den Aschreiwungen awer ganz staark vun engem Joer op dat anert ännere kann, léisst sech och net genau viraussoen, wéi vill Personal gebraucht gëtt, fir d'Coursë leeden ze kënnen. Aus dësem Grond besetzen d'Gemengen déi Posten haaptsächlech mat CDDen, fir engersäits ze evitéieren, dass ee Leit fest astelle muss, déi herno keng Aarbecht hunn, well sech net genuch Schüler an d'Coursen ageschriwwen hunn, an anerersäits, fir genuch qualifizéiert Personal ze hunn am Fall, wou sech vill Schüler an esou Coursen aschreiwe géifen.

Betreffend der Derogatioun am Punkt 7 ass et jo esou, dass am professionnellen oder semi-professionnelle Sport souwuel d'Sportler wéi och d'Traineren haaptsächlech no hire Leeschtungen an Erfolleg bewäert ginn. Vu dass fir vill Sportsfederatiounen an -veräiner de sportlechen Erfolleg ganz wichteg ass, musse se och déi néideg a virun allem passend Leit fannen, déi dozou bäidroe kënnen, dass de Veräin national oder och international sportlech kompetitiv bleift oder gëtt. Wann also en Trainer oder e Sportler duerch seng Leeschtungen zu dem sportlechen Erfolleg vum Veräin bäidréit, ass et och wichteg, dass ee mat deene Leit d'Zesummenaarbecht verlängere kann. Aus dësem Grond kann een also festhalen, dass dës Derogatioun och justifiéiert ass.

**Question 0879** (08.07.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **relocalisation de l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL) :**

Récemment, le Gouvernement a annoncé que l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL), implantée depuis plusieurs décennies à Diekirch, sera soit entièrement rénovée sur le site actuel, soit relocalisée sur un autre site.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quels sont les motifs qui pourraient amener le Gouvernement à relocaliser l'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg ? Le site actuel à Diekirch risque-t-il ne plus pouvoir répondre aux différents besoins de ce lycée ?

- En cas de relocalisation, l'EHTL pourra-t-elle maintenir son siège à Diekirch ? Dans la négative, est-il prévu d'implanter l'éventuel nouveau bâtiment de l'EHTL sur le territoire de la Nordstad ?

**Q52**

**Réponse** (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Dans le contexte du changement de dénomination ainsi que d'une offre scolaire plus diversifiée de l'établissement en question, les infrastructures existantes s'avèrent trop exiguës, voire non appropriées pour le développement de l'EHTL. En plus, il s'avère qu'une rénovation et une extension du bâtiment actuel sont difficilement réalisables en cohabitation avec le fonctionnement de l'EHTL et un délogement des élèves serait éventuellement à envisager. Dès lors, la recherche d'un site alternatif a été lancée afin de prévoir une nouvelle construction pour l'EHTL et de rénover par après les infrastructures existantes.

Il est prématuré d'avancer dès à présent des sites potentiels sur le territoire de la Nordstad. D'ores et déjà, on peut confirmer le maintien de l'Hôtel d'application Alexis-Heck à Diekirch.

**Question 0884** (10.07.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Château de Birtrange :**

Le Château de Birtrange, inscrit au cadastre de la commune de Schieren, a été classé monument national par arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 janvier 2018. Il va sans dire que cette demeure et le domaine qui l'entoure forment un site particulier de ce genre dans le canton de Diekirch qui mériterait sans doute d'être valorisé, tel le Château Renaissance de Beaufort que l'État luxembourgeois a reçu en héritage il y a quelques années.

Selon mes informations, la Croix-Rouge, actuel propriétaire du château et désireuse de le vendre, vient d'annoncer, par l'un de ses représentants, que l'État ne serait pas intéressé à acquérir ces bâtiments historiques et qu'elle pourrait donc les mettre en vente privée dans un avenir proche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre connaît-elle les raisons qui ont animé le Gouvernement à ne pas envisager l'acquisition du Château de Birtrange ?

- Le Gouvernement est-il intéressé, le cas échéant, à acheter des terrains situés aux alentours du château ?

- Est-il prévu de reconstruire l'ancien pont sur l'Alzette qui reliait jadis le village de Schieren et le Château de Birtrange ? L'État serait-il disposé à acquérir les parcelles requises à cet effet ? Dans ce contexte, le Gouvernement aurait-il déjà eu des pourparlers avec la commune de Schieren et/ou les propriétaires ?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que ce château serait un lieu approprié pour abriter dans le futur un musée sur le passé gallo-romain de la « Nordstad » (villas de Schieren et de Diekirch) et/ou pour créer un centre de rencontre au service de la vie culturelle et de la création artistique ?

**Réponse** (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le Château de Birtrange est inscrit au cadastre de la commune de Schieren, section B de Birtrange, sous le numéro 4/13 et a été classé par arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 janvier 2018.

Il bénéficie ainsi d'une mesure de protection adéquate, laquelle inclut la possibilité de faire faire des travaux en partie pris en charge par l'État dans le cas où ceux-ci s'avéreraient nécessaires.

En revanche, il n'est actuellement pas envisagé d'acquérir le château ou des terrains adjacents.

**Question 0887** (11.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **fichier élève :**

Iwwer all Schüler(inn) zu Lëtzebuerg existéiert e sougenannten „Fichier élève". An dëser Datebank stinn ënner anerem Kontaktdaten a Resultater esou wéi och Informatiounen iwwert déi berufflech Experienz. Nieft dësen elementaren Donnéeën beinhalt de Fichier élève awer och Informatiounen iwwert de sozioekonomesche Kontext vun de Schüler(innen). Den Artikel 3 (3) am Gesetz vum 18. Mäerz 2013 iwwert den Ëmgang mat de perséinlechen Donnéeë vun de Schüler(innen) hält an deem Kontext ënner anerem Folgendes fest:

« Outre les données mentionnées au paragraphe (2), sont également traitées des données relatives au milieu culturel, familial et professionnel (première langue et, le cas échéant, autres langues parlées au domicile ; rang des frères et sœurs ; pays d'origine ; date d'entrée au pays ; niveau d'études, catégorie professionnelle et niveau de revenus des représentants légaux de l'élève). »

A senge „Lignes directrices relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique" huet de Comité des ministres vum Conseil de l'Europe, de 4. Juli 2018, am Kapitel „Mesures et principes opérationnels visant à assurer le respect, la protection et la réalisation des droits de l'enfant dans l'environnement numérique" ënner anerem folgend Recommandatioune festgehalen:

« Reconnaissant que les données à caractère personnel peuvent être traitées pour le bien des enfants, les États devraient prendre des mesures pour veiller à ce que ces données soient traitées (...) avec le consentement libre, explicite, éclairé et sans ambiguïté de l'enfant et/ou de ses parents, de la personne en ayant la charge ou de son représentant légal, ou selon un autre fondement légitime prévu par la loi.

Le principe de minimisation des données devrait être respecté, ce qui signifie que le traitement des données à caractère personnel devrait être adéquat, pertinent et proportionné aux fins pour lesquelles ces données sont traitées. (29)

Les États veilleront à ce que le traitement de certaines catégories de données jugées sensibles - telles que les données génétiques, les données biométriques (...) et les données à caractère personnel dont le contenu révèle les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, les convictions religieuses ou autres, l'état de santé physique et mental ou la vie sexuelle - ne soit autorisé dans tous les cas qu'à la condition que des garanties appropriées soient prévues par la loi. (32)

Les États devraient s'assurer que les enfants et/ou leurs parents, les personnes qui s'occupent d'eux ou leurs représentants légaux ont le droit de retirer leur consentement au traitement des données à caractère personnel, d'avoir accès à leurs données personnelles et de les faire rectifier ou supprimer, notamment lorsque le traitement des données relatives aux enfants est illégal ou lorsqu'il compromet leur dignité, leur sécurité ou leur vie privée. (34) »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister an dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Här Minister, wien huet alles Accès op de Fichier élève?

2. Ass séchergestallt, datt dës Donnéeën net an d'Hänn gerode vu Persounen, déi a priori net supposéiert sinn, Accès zu dësen Datebanken ze hunn (z. B. administratiivt Personal)?

3. Sinn d'Garantië gesetzlech ginn, fir datt keen Abus vun dësen Donnéeë méiglech ass? Ass am Sënn vun engem modernen Dateschutz an am Respekt virun de Kannerrechter virgesinn, d'Base réglementaire vum Fichier élève ze iwwerdenken, fir esou och méiglech Mëssbräich vum Fichier oder Ausgrenzungen opgrond vun den doran enthalenen Donnéeën entgéintzewierken?

4. Gehéieren Informatiounen iwwert d'sozioekonomesch Situatioun vun den Elteren, hir Qualifikatioun etc., am Minister sengen Aen, an e Fichier élève an ass de Prinzip vun der Proportionalitéit an deem Kontext, senger Meenung no, ginn?

5. Kann de Minister eis versécheren, datt keng Donnéeën an de „Fichiers élèves" stinn, déi iwwert déi gesetzlech geregelt Punkten erausginn? Wie kontrolléiert an deem Kontext, ob d'Recht vun de Schüler(innen) op e Schutz vun der Privatsphär och wierklech agehale gëtt?

6. Wat passéiert mat dësen Donnéeën nodeems d'Schüler(innen) net méi schoulflichteg sinn respektiv d'Schoul verloossen? Ginn dës Donnéeë geläscht oder archivéiert?

7. Hunn d'Schüler(innen), hir Elteren oder hir legitimm Vertrieder Accès op de Fichier élève? Wa jo, ënner wéi enger Form ginn déi jeeweileg Persoune vun hirem Droit d'accès a Kenntnis gesat? Wéi steet et ëm hir Droits à la suppression/rectification?

8. Gouf d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 - relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves - un den RGPD ugepasst? Wa jo, wéi eng Ännerungen huet dat genee mat sech bruecht?

**Réponse commune** (02.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Den Accès op d'Donnéeë vum Fichier „Scolaria" (Fondamental) a vum Fichier élève (Secondaire) ass ganz strikt limitéiert: Enseignanten, Presidente vu Schoulcomitéen, Regionaldirekteren, Schouldirekteren an en Deel vum administrative Personal aus de Schoulen a vum Ministère hunn deen Accès, souwäit hir jeeweileg Funktioun dëst erfuerdert; den Accès ass limitéiert op d'Donnéeë vun deene Kanner, fir déi si zoustänneg sinn.

ad 2. Den Accès op dës Donnéeë gëtt gereegelt iwwer eng staark Authentifikatioun (LuxTrust), gekoppelt un en zentrale Gestiounssystem vun den Identitéiten an den domadder verbonnene Forme vum Accès (Artikel 5 vum Gesetz vum 18. Mäerz 2013 „Loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves"). Dank dësem Login-System kann noverfollegt ginn, wéi eng Persoun wéi eng Donnéeë consultéiert huet. Den informatesche System ass esou configuréiert, datt séchergestallt ass, datt keng net autoriséiert Persounen Accès op dës Donnéeën hunn, respektiv, datt keng Persounen Accès op Donnéeën hunn, op déi si an hirer Funktioun keen Accès sollten hunn.

ad 3. D'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 ass en zäitgemëisst Dateschutzgesetz, dat et dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) erlaabt, och haut nach konform zum europäesche GDPR ze sinn. Dëst, well déi europäesch Reglementatioun keng wesentlech nei Elementer bruecht huet, an dat besteeënd Gesetz scho staark restriktiv war.

ad 4. Dës Informatiounen hunn eendeiteg hir Plaz an dëser Datebank an entspriechen de Finalitéite vum Traitement, esou wéi se am Artikel 3 vum Gesetz opgezielt sinn. Si si wichteg fir d'Schoul, fir sech dem sozio-ekonomesche Background vun hire Schüler kënnen unzepassen a fir datt d'Enseignanten differenzéiert kënne mat de Schüler schaffen. All Etüde weisen op e ganz staarken Zesummenhang tëschent sozialem Background a schouleschem Verhalen hin.

ad 5. D'Donnéeën, déi saiséiert ginn, entspriechen alleguerten de legale Prescriptiounen. Vu datt d'Saisie vun den Donnéeë vun assermentéierte Beamte virgeholl gëtt, déi de Rechter a Flichte vun de Fonctionnairen ënnerleien, sollt séchergestallt sinn, datt keng Donnéeë stockéiert ginn, déi net vum Gesetz virgesi sinn.

ad 6. D'Donnéeë vun de Schüler ginn informatesch archivéiert, nodeems si de Lëtzebuerger Schoulsystem verlooss hunn. Den Accès op dësen Archiv ass streng limitéiert via den IAM vum Educatiounsministère a begrenzt sech op anonymiséiert wëssenschaftlech Etüden an Analysen.

ad 7. D'Schüler, hir Elteren oder hir legitimm Vertrieder hu keen direkten Accès op de Fichier. Fir d'Donnéeën, déi de Ministère am Kader vum Gesetz vum 18. Mäerz 2013 späichert, hu si kee Suppressiounsrecht. Allerdéngs kann de Ministère zu all Moment, op Ufro hin, dem Informatiounsrecht nokommen, dat Schüler, hir Elteren oder hir legitimm Vertrieder hunn.

ad 8. Well d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 ganz restriktiv a konform zum GDPR ass, war et net noutwenneg, zum jëtzegen Zäitpunkt eng Modifikatioun virzehuelen.

**Question 0892** (12.07.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **logements non occupés :**

La loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes autorise les communes à établir et à percevoir une taxe annuelle spécifique sur les immeubles non occupés ou utilisés ainsi que sur les terrains constructibles non édifiés. Selon mes informations, à ce jour seulement cinq communes luxembourgeoises ont introduit une telle taxe. De même, les communes peuvent également, par règlement communal, obliger les propriétaires des immeubles et parties d'immeubles non occupés destinés à servir de logement sis sur le territoire de leur commune à les déclarer à l'administration communale dans le délai fixé par le conseil communal.

À cet effet, je me permets de poser les questions suivantes :

- Combien de communes ont introduit une taxe sur les immeubles non occupés ?

- Combien de communes ont recensé les logements non occupés sur leur territoire ?

- Est-ce que le Gouvernement dispose de données sur le nombre de logements non occupés au Grand-Duché de Luxembourg ?

- À défaut, est-ce que le Gouvernement entend recenser ces logements et comment entend-il procéder ?

- Qu'en est-il des locaux commerciaux non occupés ?

**Réponse commune** (09.10.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'honorable Député s'enquiert de la taxe communale spécifique sur certains immeubles effectivement non occupés ou non utilisés ainsi que des terrains constructibles non bâtis que les communes peuvent percevoir selon la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes.

À ce jour, huit communes ont introduit une taxe pareille, parmi lesquelles quatre communes ont recensé les logements non occupés ou non utilisés sur leur territoire.

Les taxes annuelles spécifiques de ces huit communes sont, à l'heure actuelle, les suivantes :

Beckerich :
500 € par an et logement

Diekirch :
1.200 € par an et logement

Echternach :
terrains à bâtir : 15 €/m² par an
immeubles : 600 € par an

Esch-sur-Alzette :
immeubles bâtis non occupés :
1re année : 150 €/m courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble
2e année : 200 €
3e année : 300 €
taxe sur les terrains à bâtir :
1re année : 15 €/m² de surface de terrain à bâtir
2e année : 30 €/m²
3e année : 50 €/m²

Esch-sur-Sûre :
1.000 € par an et unité de logement

Redange-sur-Attert :
immeubles bâtis non occupés :
1.000 € par an et logement

Roeser :
immeubles bâtis non occupés :
1re année : 50 €/m courant de façade d'immeuble bâti ou de partie d'immeuble
2e année : 200 €
3e année : 300 €
taxe sur les terrains à bâtir :
1re année : 10 €/m² de surface de terrain à bâtir
2e année : 30 €/m²
3e année : 50 €/m²

Winseler :
1.000 €/an + 500 €/an par année consécutive

Le Gouvernement ne dispose pas de données relatives au nombre de locaux commerciaux non occupés au Grand-Duché de Luxembourg.

Il n'est actuellement pas prévu d'introduire au niveau communal ou national un recensement systématique et obligatoire des logements non occupés.

**Question 0915** (18.07.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **parc éolien à Oberkorn/Vesquenhaff :**

Am Kader vum geplangte Wandpark zu Uewerkuer ass Creos aktuell amgaang, um Vesquenhaff bei Déifferdeng den aktuellen Transformator duerch ee vill méi groussen ze ersetzen, dat obwuel d'Zuel vun deenen ugeschlossenen Infrastrukture bis elo onverännert bliwwen ass.

Op Nofro vu concernéierte Bierger gouf gläich vun e puer Responsabele vu Creos confirméiert, datt deen neien Transformator souwuel fir d'Aspeise vun der Energie vum neie Wandpark geduecht wär, wéi och fir déi elektresch Alimentatioun vun deene geplangte Wandrieder.

Zurzäit lafen nach ëmmer Etüde fir de Wandpark a puncto Stabilitéit vum Buedem. D'Bedeelegungsprozedur fir d'Bierger am Kader vum Kommodo-Inkommodo ass nach net ugelaf an et goufen deemno och nach keng Bedreiwer- respektiv Baugenemegungen ausgestallt.

Mengen Informatiounen no, wär deen neien Traffo net nëmmen an der Zone verte, mä bis elo och nach ouni Autorisatioun installéiert ginn.

An deem Sënn hätt ech dës Froen un d'Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg an un den Här Energieminister Claude Turmes:

1. Kënnen d'Madamm an den Här Minister dës Informatioune confirméieren? Firwat ass en neie gréisseren Transformator installéiert ginn? Steet deen an enger Zone verte a wéi eng Autorisatioune leien doriwwer vir? Goufen all Oploen, zum Beispill am Kader vum Naturschutzgesetz, respektéiert?

2. Wou sinn d'Viraarbechte fir de Projet vum Wandpark op där Plaz zu Déifferdeng genee drun? Awéiwäit ass d'Enquête publique iwwert d'Nuisance fir d'Bierger? Gëtt et schonn Erkenntnisser iwwert d'Stabilitéit vum Buedem? Wéi eng Prozedure sinn entaméiert a wéi eng nach net? Wéi wëllt d'Regierung d'Bierger an den Entscheedungsprozess iwwert deen neie Wandpark mat abannen? Wéi wëllt d'Regierung d'Interesse vun deene Leit schützen, déi no bei deene geplangte Wandmille wunnen?

**Réponse commune** (08.10.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Op Nofro bei de Responsabelen vun der Creos, den zoustännege Stroumnetzbedreiwer an der Gemeng Déifferdeng, kënne mir folgend Informatiounen zu den Netzaarbechte liwweren, déi den Ament op dëser Plaz stattfannen:

D'Ersetze vun dem alen Traffo, wat nach en Traffo ass, deen op enger Poutrelle opgebaut ass, duerch en neien Traffo, huet näischt mam geplangte Wandpark zu Uewerkuer ze dinn. Dëse Poste gëtt am Kader vun der kontinuéierlecher Erneierung vum Stroumreseau ersat, am Sënn vun der Stroumversuergungssécherheet vum Land, awer och am Sënn vun Energieeffizienz an Émweltschutz. Traffoen, déi op Pottoe gebaut sinn, ginn no an no duerch Kabinnen ersat. D'Mindestleeschtung, déi esou Traffoen hautdesdaags hunn, läit bei 400 kVA, wat déi méi héich Leeschtung par rapport zum alen Traffo erkläert.

Et sief drop higewisen, datt no der aktueller Kommodo-Nomenklatur elektresch Traffoen eréischt iwwer 1.000 kVA eng spezifesch Autorisatioun brauchen. De Posten ass an der Zone verte an ass autoriséiert.

ad 2. Fir d'Wandenergieanlagen zu Déifferdeng läit bis ewell keng Ufro fir eng Kommodo-Geneemegung vir. Am Kader vun dëser Prozedur ass eng Enquête publique virgesinn, an där net nëmmen déi üüblech Informatioune publizéiert ginn, mä och d'Émweltimpaktetüd (EIE - évaluation des incidences environnementales), déi op Basis vun den Iwwergangsbestëmmunge vum EIE-Gesetz vum 15. Mee 2018 erstallt gëtt.

D'Resultater vun der virgenannter Etüd mussen am Virfeld vun enger Publikatioun vun der Émweltverwaltung aviséiert ginn. An dëser Prozedur, déi nach net konnt ulafen, mussen och aner Instanze gehéiert ginn. D'Émweltverwaltung gouf informéiert, datt d'Analys vun den Émweltauswierkunge vum Projet nach net ofgeschloss ass a sech momentan op d'Stabilitéit vum Buedem konzentréiert gëtt. Deelerkenntnisser aus dëser Analys leien der Verwaltung net vir.

D'Bedeelegung vum Bierger um Entscheedungsprozess iwwert den aktuelle Projet ass iwwert d'Kommodo-Prozedur assuréiert. Fir zukünfteg Projeten, déi net méi ënnert d'Iwwergangsbestëmmunge vum EIE-Gesetz vum 15. Mee 2018 falen, gëtt d'Bedeelegung vum Bierger weider gestäerkt, ënner anerem duerch ee méi einfachen elektroneschen Zougang zu den Dokumenter (Internetsite: www.eie.lu). Déi aktuell Legislatioun garantéiert och, datt d'Bedenke vun de Leit gehéiert a gepréift ginn.

**Question 0925** (19.07.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **plan d'action national d'intégration :**

Den nationale Plang fir Integratioun (PAN Intégration) ass den 13. Juli 2018 am Regierungsrot ugeholl ginn. D'Zil vun dësem Plang ass et, dei sozial Kohäsioun tëscht Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, dorënner falen och d'Flüchtlingen, hei am Land ze stäerken. Ausser der Existenz vun de grousse Linne si bis haut awer nach keng Eenzelheeten zur Émsetzung vum PAN Intégration bekannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun, dem Här Minister fir Wunnéngsbau an dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi eng Virdeeler bréngt den nationale Plang fir d'Integratioun op kommunalem an nationalem Niveau fir d'DPlen an d'BPle mat sech?

2. Wéi eng Roll spillen d'Office-sociallen an der Émsetzung vum PAN Intégration? Wéi eng exakt Aufgabe falen den Office-sociallen aus den Aktiounsdomäner vum PAN Intégration zou? Wéi ginn d'Office-socialle bei dësen Aufgabe vum Ministère ënnerstetzt?

3. Am Budget 2019 gëtt den nationale Plang fir d'Integratioun mat 2,5 Milliounen Euro dotéiert. Wéi eng Projete solle mat dëse Sue finanzéiert ginn? Goufe schonn Appels à projets lancéiert? Falls jo, wéi eng sinn dat a wat sinn d'Zäitfristen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass de LISKO den adaptéierten Outil ass fir d'Begleedung an d'Integratioun vun de BPlen?

- Falls jo, wat ass den zentrale Schwéierpunkt vun dësem Service?

- Wéi eng finanziell, personell a materiell Ressourcë stinn dem LISKO zur Verfügung?

- Wéi eng vun dëse Ressourcë ginn dem LISKO am Kader vun der Konventioun mam Ministère bereetgestallt?

- Ass d'Regierung der Meenung, dass dës Ressourcë fir d'Erfëlle vun de Missioune vum LISKO duerginn?

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass eng Dezentraliseierung beim LISKO ubruecht wär?

5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Zesummenaarbecht tëscht den Akteuren, déi an der Integratioun schaffen, verbessert kéint ginn?

- Falls jo, wéi kann een d'Kommunikatioun tëscht dem OLAI (oder der spéiderer ONA), dem LISKO, den Office-sociallen an aneren Intervenantë verbesseren?

- Wéi steet d'Regierung zur Iddi, fir de Comité interministériel, deen am Artikel 6 vum Integratiounsgesetz virgesinn ass, ze erweideren a Vertrieder vun der Zivillgesellschaft mat eranzehuelen?

**Réponse** (16.09.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Den nationale Plang fir Integratioun huet als Zil e Kader ze setzen an deem d'Integratiounspolitik zu Lëtzebuerg kann ëmgesat ginn. Dëse Kader gëllt souwuel fir d'Demandeurs de protection internationale (DPI), fir d'Bénéficiaires de protection internationale (BPI), wéi och fir all anere Matbierger, onofhängeg vu senger Nationalitéit. D'Virdeeler vun esou engem Plang bestinn doran, eng Kohärenz an déi vill a wichteg Initiativen ze kréien. Den DPI an de BPI, mä och all aner Persoun, kritt doduerch e Parcours gebueden, dee sech aus verschiddene Moossnamen zesummesetzt, déi et duerch geziilt Interventiounen erlaben, der Persoun en Deelhuelen un der Gesellschaft ze erméiglechen. Eng Koordinatioun tëschent lokalen an nationalen Initiativen ass dofir ganz wichteg.

ad 2. D'Office-socialle sinn ee vu villen Akteuren, déi et erlaben, de Leit eng sozial Stabilitéit ze ginn, ouni déi et ganz schwiereg ass, sech an engem Land kënnen ze integréieren. Bei den Office-sociallen gëtt awer keen Ënnerscheed gemaach tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger; d'Office-socialle fonctionnéieren nom Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale.

ad 3. De Budget, dee fir d'Ëmsetzung vum nationale Plang fir Integratioun virgesinn ass, gëtt benotzt, fir déi aktuell Programmer (Contrat d'accueil et d'intégration a Parcours d'intégration accompagné) weider ëmzesetzen an auszebauen. Doniewent wäerten och verschidden „Appels à projets" gemaach ginn, déi et erlabe wäerten, nei an innovativ Projeten auszeschaffen an ze testen. Fir 2019 ass en éischten Opruff gemaach ginn, dee sech op Projete limitéiert, déi iwwert d'Period September bis Dezember 2019 lafe wäerten. D'Selektioun vun de Projete gëtt, wei dat am PAN virgesinn ass, zesumme mam Comité interministériel fir Integratioun gemaach. Fir all Projet wäert och e Bilan gemaach ginn no deene véier Méint. Fir déi Joren drop wäerten da weider Appelle lancéiert ginn.

ad 4. Déi finanziell Ënnerstëtzung vum Familljeministère un de LISKO beleeft sech fir den Exercice 2019 op 2.582.560 Euro.[1] Am Kader vun enger Konventioun krut de LISKO 21,95 ETP[2] Posten zur Verfügung gestallt, fir folgend Aufgaben ze realiséieren: engersäits d'Gemengen an d'Office-sociallen an hirer Aufgab ënnerstëtzen, d'BPlen ze autonomiséieren, virun allem Familljen, déi méi en intensiven a spezialiséierte Suivi brauche wéinst spezifesche Besoinen op kulturellem a sproochlechem Niveau; anerersäits d'Vernetzung mat aneren Institutiounen (zum Beispill Schoul, Gesondheetsservicer, psychologesch Déngschter, Beräich vum Wunnen) souwéi d'Förderung vum Liewen an der Communautéit an de verschiddene Gemengen a Regiounen.

Duerch d'Restrukturatioun vum OLAI, wou mer de Volet vum Accueil an den Ausseministère integréieren a fir de Volet Integratioun en neien Departement am Familljen- an Integratiounsministère schafen, ginn déi verschidde Missiounen anescht organiséiert, an dëst bréngt mat sech, dass mer och mam LISKO kucken, wat seng Aufgaben an Zukunft wäerte sinn. Wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn, wäert ech den Deputéierten informéieren.

ad 5. D'Zesummenaarbecht vun den Akteuren, déi am Beräich vun der Integratioun schaffen, ass gutt, mä ka sécherlech nach verbessert ginn. Virun allem muss d'Zesummenaarbecht an d'Koordinatioun tëschent den Akteure weider verstäerkt ginn, a jiddweree muss seng spezifesch Kompetenze kënnen do asetzen, wou se am Kader vum PAN gebraucht ginn. Eng gutt Kommunikatioun ass besonnesch wichteg, wann et gëllt, d'Aktiounen um lokalen Niveau ze koordinéieren. De Comité interministériel ass e Gremium, wou d'Vertrieder vun deene verschiddene Ministèrë sech kënnen austauschen. En neit Format, wou aner Akteure kéinten hir Iwwerleeunge presentéieren, ass net auszeschléissen.

**Question 0926** (19.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**apprentissage de la langue luxembourgeoise :**

Jamais auparavant autant de candidats à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise ne se sont inscrits à des cours de notre langue. Or, vu le nombre élevé d'intéressés, notamment en vue de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, des délais d'attente plus ou moins longs pour la participation à ces cours sont observés.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse où et par qui sont organisés des cours de luxembourgeois à la rentrée.

2) Combien de candidats étaient inscrits aux cours de l'Institut national des langues et aux cours des autres organisateurs (communes, écoles, ASBL, etc.) ces trois dernières années ?

3) Combien de demandeurs ont dû être refusés à l'Institut national des langues ?

4) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'un état des lieux détaillé ?

5) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il répondre à la demande croissante en matière d'apprentissage de la langue luxembourgeoise ?

**Réponse** (02.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) La complémentarité de l'offre de l'Institut national des langues (INL) et celle du Service de la formation des adultes (SFA) se manifeste à différents niveaux :

L'INL est la structure nationale de certification officielle de la langue luxembourgeoise (e. a. « Sproochentest »), offre des cours à tous les niveaux (A1 à C2) sur trois sites propres, élabore des programmes et manuels et dispense la formation pour formateurs de langue luxembourgeoise (« Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur » ZLSK).

Le SFA garantit une offre de cours par ses prestataires régionaux, du niveau débutant à intermédiaire (A1-B1), à travers tout le pays. Il est responsable pour la qualité des prestations et des programmes de formation, gère l'agrément ministériel des formateurs, publie et promeut les cours, finance les cours des lycées et subventionne les cours des communes et associations. Aujourd'hui la quasi-totalité de l'offre communale fait partie du dispositif du SFA. Les lycées complètent l'offre régionale et les associations conventionnées s'adressent en plus aux différentes communautés linguistiques.

L'offre de l'INL et du SFA - rentrée 2019

INL : Les cours se dérouleront sur les trois sites de l'INL à savoir à Luxembourg/Glacis, à Mersch et à Esch/Belval (Maison du savoir).

L'INL organisera en tout 147 cours au premier semestre - soit près de 300 pour l'année 2019-2020. Au premier semestre, selon la planification actuelle, 103 cours se dérouleront à l'INL - Luxembourg, 26 à Belval et 18 à Mersch. Parmi ces 147 cours, six sont des cours dits « cours de 24 heures » organisés pour les personnes visées par l'article 15 de la loi sur la nationalité luxembourgeoise. L'INL peut accueillir 3.260 personnes dans ses cours du premier semestre.

[1] Salairen (fir déi 21,95 ETP) = 2.132.030 Euro/Petit matériel : 530 Euro/Frais de fonctionnement : 450.000 Euro

[2] 1,00 ETP Responsabelen/ 19,95 ETP psychosozial Posten/1,00 ETP administrative Posten

SFA : À la rentrée, les cours suivants sont organisés dans le cadre du dispositif du SFA : (les offreurs en **gras** accueillent plus de 100 personnes par an, les offreurs en ***gras italique*** plus de 500 personnes par année dans des cours de luxembourgeois). En juillet 2019, 464 cours ont été validés pour 2019-2020.

Communes :

**Bertrange**, Bissen, **Differdange**, Dippach, **Dudelange**, **Esch-sur-Alzette**, Hesperange, Kayl, Käerjeng, Kehlen, Lenningen, ***Luxembourg***, **Mamer**, Mertert, Rambrouch, Sanem, Sandweiler, **Schifflange**, Schuttrange, **Strassen**, Weiler-la-Tour et ***Convention Uelzechtdall*** (Walferdange, Steinsel, Lintgen, Lorentzweiler et Mersch).

Associations :

Amizade Caboverdeana, **Association of Intercultural Kindness in Luxembourg,** C.A.S.A - Centre d'Appui Social et Associatif, **Confédération de la communauté portugaise au Luxembourg,** ***Centre de formation Lucien Huss,*** CIGL-Esch, Communauté hellénique de Luxembourg, Entente sans frontières, **Inter-Actions Projet Ensemble Dudelange**, ***Landakademie*** (garantit l'offre dans les communes du nord-ouest du pays), Luxembourg Accueil Information, Mouvement pour l'égalité des chances (garantit l'offre dans les communes du nord-est du pays), Maison d'Afrique, ***Moien,*** Projet Ensemble Al Esch-Brill-Grenz Inter-Actions, **Syndicat d'initiative Pétange.**

Lycées et écoles :

CNFPC-Esch, **Lycée classique de Diekirch**, Lycée Guillaume Kroll, Lycée du Nord Wiltz, Lycée technique d'Ettelbruck, **Maacher Lycée.**

S'y ajoutent les cours organisés par le SFA lui-même et ceux mis en place en collaboration avec la Grande Région (Sarre, Rhénanie Palatinat et **Lorraine**).

ad 2) Les tableaux ci-dessous renseignent sur les inscriptions à l'INL et au SFA. Il importe de spécifier qu'au moment de l'inscription toute personne en attente d'admission à l'INL se voit informée de l'offre du Service de la formation des adultes.

Les inscriptions des trois dernières années aux cours gérées par l'INL se présentent comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Les inscriptions des trois dernières années aux cours gérées par le SFA se présentent comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Les inscriptions n'ayant pas encore été clôturées au moins de juillet 2019, on peut s'attendre à ce que le nombre d'inscriptions sur l'ensemble de l'année en cours dépassera celui de l'année 2018.

ad 3) + 4) Afin d'être en mesure de faire face à la demande, l'INL a augmenté son offre de cours de luxembourgeois de manière conséquente depuis les dernières années passant de 166 cours en 2015-2016 à 270 cours en 2018-2019.

Dès le début des inscriptions, les cours de débutants sont généralement pris d'assaut - surtout les cours qui se déroulent entre 08.00 et 14.00 heures et de 17.00 à 21.00 heures. Certains créneaux horaires et surtout les niveaux plus avancés affichent rarement complet. L'INL veille cependant à proposer à tous ses apprenants une suite de leur apprentissage jusqu'au niveau B2.

Afin de pouvoir réagir de manière flexible aux demandes d'inscription, l'INL enregistre désormais tous les demandeurs non encore admis et organisera des cours supplémentaires au courant de l'automne 2019. Des formateurs supplémentaires seraient alors embauchés afin de répondre aux besoins constatés.

Chaque année, dans le cadre du rapport d'activité, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) fait un état des lieux détaillé des inscriptions à l'INL ainsi que des inscriptions dans les cours gérées par le SFA. Ces données statistiques permettent le pilotage et le suivi des différentes offres.

ad 5) La « Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch » énumère un certain nombre de points concernant l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

Ainsi il est prévu :

- d'inciter les lycées à élargir leur offre et à mettre à disposition leurs infrastructures ;

- d'augmenter l'attractivité du formateur d'adultes en langue luxembourgeoise par des meilleures conditions de travail et l'augmentation de l'offre de formations ZLSK ;

- d'augmenter l'offre de dispositifs de formation en ligne à l'attention de tous les apprenants.

Plusieurs mesures concrètes ont déjà été mises en place. Ainsi, l'INL est en train de travailler sur un outil d'apprentissage en ligne de la langue luxembourgeoise. Cette plateforme - qui devrait être fonctionnelle au plus tard pour la rentrée 2020 - permettra à toute personne qui ne pourra participer à des cours en présentiel, d'apprendre la langue à distance. L'INL prévoit également d'adapter ses cours et de proposer des formules « blended learning » - partiellement en présentiel et partiellement à distance - pour le luxembourgeois à partir de la rentrée 2020.

Le tableau ci-après fournit un aperçu de l'évolution des inscriptions depuis la création du SFA et met en évidence la relation entre l'offre, la demande et les politiques ayant trait à la langue nationale.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Par le fait que la croissance de l'offre est en étroite relation avec les mesures législatives, la réactivité du dispositif est prouvée.

Le tableau fait ressortir l'influence de la récente loi sur la nationalité luxembourgeoise sur la demande en formation. Jamais auparavant l'offre s'est vue confrontée à une telle croissance (plus de 2.600 inscriptions sur deux ans). Il en résulte que malgré les efforts de tous les acteurs et le fait que l'effet sur la demande en formation de la loi sur la nationalité luxembourgeoise commence à s'estomper, des délais d'attente subsistent à certains moments de l'année et dans certaines régions.

Voilà pourquoi le Gouvernement renforcera l'offre dans certaines régions du pays, étudiera la possibilité d'intensifier la collaboration avec des prestataires externes et élargira considérablement les activités de l'INL. De plus, il investira considérablement dans l'élaboration de la didactique de la langue luxembourgeoise, alors que la création de certificats spécifiques en relation avec la maîtrise du luxembourgeois est prévue.

Force est de constater qu'il existe une nette différence structurelle entre l'INL et le SFA, qui explique notamment les évolutions différentes au niveau des inscriptions. L'INL fonctionne en tant qu'établissement scolaire à trois endroits bien définis (sites urbains) selon le principe du contingent et de places libres qui se trouvent rapidement comblées. Le SFA a pour mission de mettre en place des offres dans toutes les régions du pays, souvent au risque d'organiser des cours à moyen ou faible taux de participation. Cette situation confirme la complémentarité des deux types d'offres.

## Q54

**Question 0937** (22.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **conservation des données :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0813 iwwert d'Virratsdatespäicherung gouf net op all Punkt vu menger Fro geäntwert. Aus deem Grond wëll ech den éischte Punkt vun der Fro nach eng Kéier stellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Kommunikatiouns- a Medieminister dës Fro stellen:

1. Opgeschlësselt no Virworf a Joer, wéi vill Consultatioune gouf et vun Daten, déi op

Virrat gespäichert goufen, zanter dem Gesetz vum 30. Mee 2005?

**Réponse commune** (01.10.2019) **de M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias :*

Et ass eis faktesch net méiglech, op dës parlamentaresch Ufro ze äntwerten, well dës Daten net verzeechent ginn. D'Reperagë gi vun engem Untersuchungsriichter am Kader vu judiciairen Enquêten an op Basis vum Artikel 67-1 vum Code de procédure pénale ordonnéiert a sinn net Objet vun enger statistescher Dateveraarbechtung vun der Police.

D'Dateschutzkommissioun (CNPD) freet säit 2010 vun den Operateuren agreéiert Statistiken iwwert d'Consultatioun vun de Lokaliséierungsdonnéeë vun de Geriichtsautoritéiten. Dës ginn och säit 2012 an hire jäerleche Rapporte publizéiert.

**Question 0957** (24.07.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **terrains synthétiques :**

Kunstrasenplätze sind pflegeleicht und können - anders als Naturrasen - intensiv bespielt werden. Kein Wunder, dass sie mittlerweile weit verbreitet sind.

Das geplante EU-Verbot von Mikroplastik wird allerdings auch Kunstrasenplätze betreffen und diese womöglich verbieten.

Hinsichtlich dieser Informationen, möchte ich folgende Fragen an den Herrn Sportminister und an die Frau Umweltministerin stellen:

- Welche Position hat die luxemburgische Regierung zu dieser Problematik?

- Im Falle eines Verbots, gedenkt die Regierung die betroffenen Gemeinden finanziell zu unterstützen beim Übergang auf Naturrasen?

**Réponse commune** (16.09.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Bei der Diskussion über Mikroplastik in Zusammenhang mit Kunstrasensportplätzen geht es um eine eventuell generell angedachte Mikroplastikeinschränkung in der EU und keineswegs um die Abschaffung der Kunstrasenplätze.

Als Mikroplastik werden Kunststoffpartikel bezeichnet, deren Größe üblicherweise zwischen fünf und 0,001 mm schwankt. Dabei unterscheidet man zwischen primärem Mikroplastik, welches gezielt hergestellt und in Produkten eingesetzt wird, und sekundärem Mikroplastik, welches durch Abrieb und Alterungsprozesse von größeren Kunststoffteilen entsteht.

Die Europäische Chemikalienagentur (ECHA) prüft zurzeit auf EU-Ebene Maßnahmen zur Beschränkung von absichtlich zugesetzten primären Mikropartikeln für Produkte jeglicher Art. Dazu gehört auch das häufig verwendete Kunststoffgranulat. Es geht allerdings auf keinen Fall um ein generelles Verbot von Kunstrasenspielfeldern, sondern ausschließlich um das Füllmaterial mit Bestandteilen aus Mikroplastik. In einer rezenten Stellungnahme hat die ECHA jedoch darauf hingewiesen, dass weder die ECHA noch die Europäische Kommission vorschlägt, diese Sportplätze zu schließen. Die existierenden Kunststoffrasenplätze wären demnach nicht in Bälde vom Verbotsvorschlag betroffen.

Das aktuelle und öffentliche Konsultationsverfahren der ECHA läuft noch bis zum 20. September 2019. Derzeit befindet sich die ECHA in einer Phase der Meinungsbildung und sammelt Informationen, um die sozioökonomischen Folgen einer Beschränkung von absichtlich zugesetzten Mikropartikeln sowie einer möglichen Notwendigkeit einer Ausnahmeregelung für Füllmaterial in Kunstrasen zu bewerten. Die Schlussfolgerungen werden dann der EU-Kommission vorgelegt. Nicht absehbar ist aktuell, wie die EU-Kommission damit verfährt.

Die luxemburgische Regierung wird diesen Findungsprozess sehr intensiv begleiten und beobachten. Insgesamt sollten Sportanlagen umweltfreundlich sein, jedoch sollten umweltpolitische, gesellschaftliche und wirtschaftliche Aspekte gleichermaßen berücksichtigt werden. Eine Möglichkeit wäre auf alternative Füllmaterialien zurückzugreifen oder eventuell ganz auf Füllmaterial zu verzichten. So gibt es bereits Kunstrasenplätze ohne Befüllung oder mit Alternativen wie zum Beispiel Kork. Die Regierung wird, über das Sportministerium, den Gemeinden auch weiterhin zur Seite stehen und die nötige Unterstützung anbieten.

**Question 0967** (25.07.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **volontaires au service du CGDIS :**

Déi Fraiwëlleg am Déngscht vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sinn d'Réckgrat vum Lëtzebuerger Rettungswiesen. Ouni dës Leit kéinte vill Centres d'incendie et de secours am Land net funktionéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Innenministesch stellen:

- Wéi huet sech d'Unzuel vun de Fräiwëllegen ee Joer nom Akraafttriede vum CGDIS entwéckelt?

- Wéi vill nei Fräiwëlleger goufen zënter dëser Zäit an de verschiddenen Zentre rekrutéiert?

- A wéi engen Zentre sinn zënter dem 1. Juli 2018 manner respektiv méi Leit aktiv?

- Ginn et am Land regional Ënnerscheeder um Niveau vun de groussen (CIS-Kategorie III & IV) respektiv klengen (CIS-Kategorie I & II) Asazzentren, wat d'Unzuel vun de Fräiwëllege beträfft? Wéi hunn d'Zuelen u Fräiwëllegen an deene jeweilegen Zentre geännert?

**Réponse** (09.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Op den 1. Juli 2019 zielt de CGDIS 208 fräiwëlleg Pompjeeë méi wéi op den 1. Juli 2018. Dëst ass eng Augmentatioun vu ronn 4 % an engem Joer. Bei de Jugendpompjeeë sinn 158 Membere bäikomm, bei den operationelle fräiwëllege Pompjeeë sinn et der 50.

Bei den Zuelen no Asazzenter ass et no knapp engem Joer schwiereg, fir statistesch Konklusiounen ze zéien. Esou erkennt een zum Beispill nach keng Variatiounen tëschent de groussen, mëttelgroussen a méi klengen Zentren. Et ass also schwéier ze erkennen, ob bei engem Zenter méi oder manner Wuesstem war wéi bei engem aneren.

D'Kategoriséierung vun den Zentre wäert iwwert de Plan national d'organisation des secours (PNOS) geregelt ginn, deen amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn. Et sief awer präziséiert, datt d'Kategorie vun engem Zenter net onbedéngt eppes mat senger Gréisst ze dinn huet. D'Kategoriséierung déngt dozou, e Potentiel opérationnel journalier (POJ) ze definéieren, dat heescht wéi vill Gefierer mat wéi vill Leit ronderëm d'Auer mindestens garantéiert musse sinn.

Beim Verglach vun de véier Zones de secours fält op, dass d'Zon Süden (+6.5 %) an d'Zon Osten (+4,7 %) proportional méi nei Membere bäikrute wéi d'Zon Norden (+3,6 %,), d'Zon Zentrum (+2,9 %) an d'Groupes d'intervention spécialisés (GIS) (+1 %).

Fir den Detail verweisen ech op d'Annex.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

**Question 0983** (29.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **prix immobiliers :**

D'Präisser fir Immobilien zu Lëtzebuerg klammen ëmmer weider, egal ob d'Studie vum Privatsecteur oder vun der ëffentlecher Hand finanzéiert gëtt an all Kéier wuessen d'Immobiliëpräisser méi séier wéi d'Inflatioun.

Een Indice dofir, ob de Kafpräis vun enger Immobilie nach realistesch ass, ass de Ratio tëscht Kafpräis an dem Joresloyer. An der Fachliteratur gi Wäerter vun ~20 als sënnvoll ugesinn. Wann een awer elo déi lescht disponibel Zuele vum Statec zu Gronn leet, kënnt een an der Moyenne vun den Appartementspräisser op e Ratio vun 21,86. Dëst bedeit, datt een Appartement (mat an der Moyenne 78 $m^2$) misst 21,86 Joer bewunnt ginn, fir datt de Kaf vum Appartement sech fir Wunnzwecker loune géif. An dëst virun eventuelle Finanzéierungsfraisen, Fraise vum Notaire oder Enregistrement.

En aneren Indice ass nach dee sougenannten „Loan-to-Value"-Ratio, dee virun allem an Hisiicht op Eegekapitalufuerderungen ënner Kadere wéi zum Beispill Basel IV eng wichteg Roll spillt.

Am Projet de loi N° 7218 sollen des Weidere weider Mëttel geschafe ginn, fir de Risiko vun Immobiliëspekulatiounen ze reduzéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Dezil a Joer fir déi lescht zéng Joer, wéi héich ass no Kenntnis vun der Regierung d'Eegentumsquot an den eenzelen Akommesdezilen?

2. Wéi eng zéng europäesch Länner hunn no Kenntnis vun der Regierung déi héchsten Eegentumsquot?

3. Wéi eng zéng europäesch Länner hunn no Kenntnis vun der Regierung déi niddregsten Eegentumsquot?

4. Wéi hu sech an deene leschten zéng Joer d'Ratio tëscht Kafpräisser a Joresloyer pro Quadratmeter entwéckelt? Opgeschlësselt no Joer an no Ëmfeld (urban a rural).

5. Wéi hu sech an deene leschten zéng Joer d'Relatioun tëscht de Mediankafpräisser vun Immobilien an dem Medianakommes vun de Stéit entwéckelt?

6. Wéi beurteelt d'Regierung d'Bezuelbarkeet vu Wunnraum gemooss um Verhältnis tëscht disponiblem Akommes an de Kafpräisser?

7. Wéi bewäert d'Regierung d'Qualitéit a Quantitéit vun den disponiblen Daten iwwer Immobiliëpräisser an Immobiliëfinanzéierungen am Verglach mam europäeschen Ausland?

8. Leien der Regierung oder de relevanten Administratiounen oder Etablissementer Daten zu den am folgende vum Comité européen du risque systémique formuléierte Recommandatiounen (ESRB/2016/14) fir de residentiellen Immobiliësecteur vir?

1. loan-to-value ratio at origination (LTV-O);
2. current loan-to-value ratio (LTV-C);
3. loan-to-income ratio at origination (LTI-O);
4. debt-to-income ratio at origination (DTI-O);
5. loan-service-to-income ratio at origination (LSTI-O);
6. debt-service-to-income ratio at origination (DSTI-O) as optional indicator;
7. number and amount of RRE loans disbursed;
8. maturity of the RRE loans at origination.

9. Falls jo, wéi hu sech déi Indicateuren zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt zanter 2009 entwéckelt?

Leien der Regierung niewent den Duerchschnëttswäerter nach weider statistesch Mesuren (Varianz...) vir?

10. Falls jo, entspriechen dës Daten den Ufuerderungen, déi vum CERS fomuléiert goufen?

11. Falls déi genannten Daten net virleien, oder net den Ufuerderungen entspriechen, plangt d'Regierung déi Daten ze erhiewen? Falls neen, mat wéi enger Begrënnung gëtt vun de Recommandatiounen ofgewach?

12. Wéi huet sech no Kenntnis vun der Regierung zu Lëtzebuerg an de leschten zéng Joer den duerchschnëttlechen Eegekapitalundeel beim Kaf vun enger Immobilie entwéckelt?

13. Wéi huet sech no Kenntnis vun der Regierung den duerchschnëttlechen Zënssaz vun engem Immobiliëprêt an deene leschten zéng Joer entwéckelt, opgelëscht pro Joer?

14. Wéi héich ass no Kenntnis vun der Regierung déi duerchschnëttlech Héicht vun engem Immobiliëprêt fir selwer genotzte Wunnraum a wéi huet sech dës an deene leschten zéng Joer entwéckelt?

15. Wéi huet sech den Duerchschnëttsalter beim Kaf vun enger éischter Wunnimmobilie an deene leschten zéng Joer entwéckelt?

16. Wéi definéiert d'Regierung eng Immobiliëblos?

17. Wéi eng Indicateure gi vun der Regierung fir dës Aschätzung erugezunn?

**Réponse commune** (20.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Verschidden Informatiounen, Statistiken a Vergläicher, déi den éirewäerten Deputéierte Sven Clement ufreet, sinn ëffentlech zougänglech. Mir verweisen hei en particulier op d'Internetsitte vum Observatoire de l'habitat, der Banque centrale du Luxembourg (BCL), dem Statec an dem Eurostat.

Par contre huet weder de Finanzministère, nach de Wunnengsbauministère, eng intern Datebase, op déi si direkt kéinten zréckgräifen, fir esou mat weiderer Präzisioun op déi detailléiert Froe kënnen ze äntwerten.

Wat d'Evolutioun an de leschten zéng Joer vun de Kafpräisser an de Joresloyeren pro Quadratmeter respektiv der Akommessituatioun vun de Stéit ugeet, huet de Wunnengsbauministère am Fréijoer eng Etüd beim Observatoire de l'habitat an Optrag ginn, déi dozou eng Rei Äntwerte wäert kënne ginn. D'Resultater vun där Etüd ginn den Deputéierte viraussiichtlech am Hierscht an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert.

Wat d'Qualitéit vun den disponibelen Daten iwwer Immobiliëpräisser an Immobiliëfinanzéierungen ugeet, kënne mer den éirewäerten Deputéierten driwwer informéieren, datt d'Indicë vun de Logementspräisser, déi vum Statec opgestallt an zur Verfügung gestallt ginn, d'Kritäre vun Eurostat erfëllen. Si sinn nëmme baséiert op d'Notairesakten a korrespondéieren also mat de reelle Präisser vun den Transaktiounen.

Wat d'Donnéeën ugeet, déi an der Recommandatioun ESRB/2016/14 vum Comité européen du risque systémique (CERS) erwäänt ginn, ginn dës säit Dezember 2018 vun der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) op enger hallefjäereger Basis vun de betraffene Finanzakteuren erhuewen. Déi Donnéeë sinn Entitéits-bezunn an ënnerleien domadder dem Secret professionnel vun der CSSF. Dës Erhiewung vun Donnéeë wäert et der CSSF erlaben, d'Disponibilitéit an d'Qualitéit un Informatioune betreffend den Immobiliëfinanzement duerch Lëtzebuerger Finanzakteure weider ze verbesseren, hir intern Analyse weiderzefeieren a mat an d'Diskussioune vum Comité du risque systémique (CdRS) anzebréngen.

De Gesetzentworf N° 7218, deen zesumme mam CdRS ausgeschafft gouf, wäert an Zukunft d'Gamme vun de macroprudentiellen Instrumenter, déi der CSSF zur Verfügung stinn, completéieren. Dëse Gesetzentworf wäert et der CSSF, an Zesummenaarbecht mat der BCL, dem Commissariat aux assurances an dem CdRS, erlaben, eventuell systemesch Risiken, déi am Immobiliësecteur hiren Ursprong géife fannen, besser an de Grëff ze kréien. De Gesetzentworf definéiert net d'Konzept vun Immobiliëblos, mä gesäit vir, datt den CdRS verschidden Evolutiounen um Immobiliëmarché an am Finanzement vun Immobilië genee suivéiert.

Doriwwer eraus verweise mer den éirewäerten Députéierten op déi wëssenschaftlech Aarbechte ronderëm d'Definitioun vun enger eventueller Iwwerbewäertung vun Immobiliëpräisser zu Lëtzebuerg, déi de Vertrieder vum Observatoire de l'habitat an der Chamberskommissiounssitzung vum 27. Juni presentéiert huet.

**Question 0991** (30.07.2019) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck :**

Am Kader vun enger Pressekonferenz huet den Här Mobilitéitsminister déi grouss Ännerunge presentéiert, déi am Kontext vum gratis ëffentlechen Transport den 1. Mäerz 2020 wäerten antrieden. Vun deem Datum u ginn et zum Beispill just nach dräi Guicheten, wou ee Billjeeë fir d'éischt Klass an Tickete fir international Reesen ze kafe kritt: Stater Gare, Esch an zu Belval-Université. Domadder wieren nëmmen nach am Süden an am Zentrum Guichete fir Clienten zougänglech. Leit aus dem Norde géifen eidel ausgoen. Dës Annonce kënnt iwwerraschend, well bei den ëffentleche Presentatioune vum „Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck" ëmmer gesot ginn ass, dass an dat neit Gebai vun der Gare Ettelbréck eng Mobilitéitszentral mat enger Verkafsstell fir national an och international Tickete sollt kommen. Op de Pläng war ausserdeem ze gesinn, dass an dat Gebai de Verkéiersverbond sollt integréiert ginn.

Wëssend, dass déi Ettelbrécker Gare déi zweet gréisste Gare am Land ass wat de Flux u Voyageure betrëfft, géif ech dem Här Mobilitéitsminister gäre folgend Froe stellen:

- Firwat gëtt an déi nei Gare zu Ettelbréck, am Géigendeel zu deem, wat ëmmer gesot ginn ass, kee Point de Vente fir Billjeeë méi integréiert, ëmsou méi dass ee vun dëser Gare aus direkt international Verbindungen huet Richtung Léck (op den Thalys) an Oochen (op den ICE)?

- Wat sinn d'Grënn, déi zu dëser Decisioun gefouert hunn?

- Gëtt weiderhin de Verkéiersverbond an déi nei Gare integréiert oder kënnt et och hei zu Ännerungen an, wa jo, zu wéi engen a firwat?

**Réponse** (12.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg vum 1. Mäerz 2020 u gëtt d'Empfangskonzept vun de Clienten an de Garen am Grand-Duché ugepasst.

D'Verkafspunkte vun der CFL bidde momentan national (1. an 2. Klass) an international Billjeeën un. Mat der Ausnam vun der Gare Lëtzebuerg, stellt de Verkaf vun nationalen 2. Klass-Billjeeën den Haaptdeel vun der Aktivitéit vun dëse Verkafspunkten duer.

D'Verkafsaktivitéit op der Gare Ettelbréck war am Joer 2018 déi folgend:

- national Billjeeën:
- 2. Klass: 29.438 (79,8 %)
- 1. Klass: 1.263 (3,4 %)
- international Billjeeën: 6.191 (16,8 %)

Praktesch 80 % vun der Aktivitéit vum Verkafspunkt Ettelbréck falen deemno ewech mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport am Mäerz 2020. D'Aktivitéit vun de Verkafspunkten ass an deene leschte Jore staark réckleefeg, an huet sech verlagert op de Verkaf op de Billjeesautomaten, mobill Applikatiounen an Internet.

Aus dëse Grënn gesäit dat neit Empfangskonzept d'Zoumaache vun den aktuelle Verkafspunkte vir, mat enger Neidefiniéierung vum Aufgabeberäich vum Zuchbegleetpersonal souwéi den Empfangsagenten an Aufsichtsbeamten op de Quaien an de Garen an op den Arrête vun der CFL.

Dës Moossname gi geholl an der Perspektiv, fir e Qualitéitsservice ze garantéieren an d'Wuelbefannen an de Konfort vum Client a sengem Alldag ze erhéijen. Mat enger Verbesserung vum Empfang an Informatioun vum Client mëttels enger erweiderter Präsenz an de Garen an op de Quaien, kann d'Personal de Client besser op senger Rees begleeden.

Nom Zoumaache vum Guichet an der Gare Ettelbréck, gëtt de Verkaf op der Plaz vun nationalen, regionalen an internationale Billjeeën an Abonnementer weidergefouert mëttels dem Billjeesautomat, deen och momentan um Quai installéiert ass. En Aufsichtsbeamten ass weiderhin op der Plaz, fir Auskonft ze ginn an dem Client ze hëllefen, zum Beispill op der Sich no Informatiounen, Ënnerstëtzung fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit oder fir Verbesserungsvirschléi vum Client entgéintzehuelen.

E Pilotprojet fir d'Gestaltung vun engem Empfangsberäich an der Gare Ettelbréck nom 1. Mäerz 2020 gëtt momentan analyséiert.

Fir nach méi séier a präzis op déi perséinlech Bedierfnisser vum Client anzegoen, gëtt d'Personal vun der CFL mat neien digitalen Hëllefsmëttel ausgestatt. Dës Mëttel, grad ewéi déi spezifesch Software (RailTab) oder d'Tablett vu jidder Agent am direkte Kontakt mam Client, stellen e parallele Kanal zum klassesche Konzept duer an erméiglechen eng méi grouss Disponibilitéit vum Agent zu Gonschte vum Client.

Zousätzlech stinn d'Informatiounskanäl an/oder de Verkaf iwwer aner Moyene vun der CFL dem Client zur Verfügung: d'Applikatiounen CFL mobile an CFL international, d'Internetsäit www.cfl.lu, de CallCenter souwéi d'telefonesch Auskonft.

Wat de Verkéiersverbond betrëfft, esou ass e Gesetz ënnerwee, fir dësen an eng staatlech Verwaltung ëmzewandelen. Dës nei Administratioun soll awer an de Stat beim Ministère ugesidelt ginn.

Wat eng eventuell Mobilitéitszentral ugeet, esou muss dëst gekuckt ginn, wéi e Konzept déi nei Administratioun esou enger Zentral zousprécht.

**Question 0992** (30.07.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **classement mondial de l'innovation :**

D'après un article publié aujourd'hui sur le site paperjam.lu, le Grand-Duché de Luxembourg est passé à la 18e place sur 130 dans le classement mondial de l'innovation du « WIPO » (World intellectual property organization).

En matière d'innovation, le Luxembourg aura ainsi perdu au total neuf places de manière continue depuis l'année 2015, donc en seulement quatre ans.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Comment Monsieur le Ministre analyse-t-il cette tendance régressive concernant le classement mondial du Luxembourg en matière d'innovation depuis 2015 ? Quelles en sont les origines d'après Monsieur le Ministre ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire ce que le Gouvernement envisage d'entreprendre afin de renverser cette tendance à court et à moyen termes ?

**Réponse** (18.09.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

À titre de remarque introductive, il y a lieu de noter que l'indice mondial de l'innovation est formé de 80 indicateurs qui font partie de 21 sous-catégories et de sept catégories principales. Les sept catégories principales sont les suivantes :

1. Institutions
2. Capital humain et recherche
3. Infrastructures
4. Perfectionnement des marchés
5. Perfectionnement des entreprises
6. Résultats liés au savoir et à la technologie
7. Résultats créatifs

Entre 2015 et 2019, le Luxembourg a gardé la même place pour les catégories 3 et 7 tandis qu'il a perdu entre quatre et six places pour les catégories 1, 2, 5 et 6, ainsi que 37 places pour la catégorie 4. Pendant cette période, le Luxembourg a été dépassé par les pays suivants : Danemark, Allemagne, Israël, République de Corée, Hong Kong, Chine, Japon, France et Canada.

Les indicateurs relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche forment deux sous-catégories (« éducation tertiaire » et « recherche & développement ») à l'intérieur de la catégorie principale 2 (« capital humain et recherche »). En ce qui concerne ces deux sous-catégories, le Luxembourg a progressé de deux places en « éducation tertiaire » (place 36 à 34), respectivement de quatre places (place 35 à 31) en « recherche & développement » entre 2015 et 2019.

Finalement, je tiens à attirer l'attention de l'honorable Députée sur le fait que le Luxembourg se trouve à la 5e place du classement 2019 du « European Innovation Scoreboard » avec progression d'une place par rapport au classement de 2015. La Commission européenne souligne tout particulièrement l'attractivité du système de recherche luxembourgeois, en le qualifiant de leader européen. Les trois indicateurs de la rubrique « attractivité du système de recherche » sont les copublications scientifiques internationales, les citations des publications scientifiques et la part des doctorants étrangers.

**Question 0995** (31.07.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant « **eduPrint » :**

Am Joresrapport vum Bildungsministère gëtt besonnesch am Deel iwwert den CGIE vum Projet „eduPrint" geschwat. Am Kader vun dësem Projet soll zukünfteg, esou d'Beschreiwung, eng zentraliséiert Gestioun vun den Imprimantë vun der Verwaltung

garantéiert ginn an e méi ressourcëschounenden Ëmgang mat Drockmaterialie gefërdert ginn. Konkret heescht et am Text: « Le CGIE généralise dans les administrations le système 'eduPrint' qui permet d'établir une politique d'impression dans le respect du développement durable : il encourage l'impression recto-verso et noir et blanc et amène les utilisateurs à ne pas imprimer les documents inutiles tels que les e-mails à l'aide de messages d'alerte.»

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Imprimantë sinn un de System „eduPrint" ugeschloss?

2. Wéi vill Utilisateuren hunn, opgeschlësselt no hirem Rôle als Member vun der Verwaltung, als Schoulmeeschter, als Lycéesproff, etc. Accès zum System „eduPrint"?

3. Wéi vill Säite goufen zanter der Aféierung vum „eduPrint" pro Joer mat Imprimanten aus dësem System gedréckt? Wéi vill Prozent dovunner:

- schwaarz/wäiss a wéi vill faarweg,
- recto-verso a wéi vill recto,
- A4 a wéi vill aner Gréissten?

4. Wéi gouf et technesch realiséiert, datt eng Warnung kënnt, wann en Utilisateur eng E-Mail wëllt printen? Gëtt dofir de Contenu vun de gedréckten Dokumenter analyséiert?

Falls jo, op wat fir enger legaler Basis?

Falls neen, wéi eng aner Technike gi benotzt, fir d'Ausso vum Joresrapport ze realiséieren?

**Réponse** (02.10.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De System „eduPrint" ass nach an enger Testphas. De Moment sinn 13 Kopiesmaschinnen un den „eduPrint"-System konnektéiert.

ad 2. De Projet „eduPrint" limitéiert sech op déi eenzel Verwaltunge vum Educatiounsminis-

**Le saviez-vous ?**

**MOTION**

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

tère. Haut hunn ongeféier 300 Leit Accès op dëse System.

ad 3. De Stand vum 1. Januar 2018 bis den 2. August 2019 vun deenen 13 Maschinnen, wat d'Printen ubelaangt, ass Folgenden:

- geprinte Säiten: 511.213,
- rekto verso: 70,5 % / Rekto: 29,5 %,
- A4: 86,5 % / aner Gréissten: 13,5 %.

ad 4. D'Implementatioun vun engem „alerting system" gëtt nach analyséiert. Zu kengem Moment wäert de Contenu vun den Dokumenter analyséiert ginn.

**Question 1000** (01.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **fonctionnement et financement des hôpitaux :**

Plusieurs publications dans la presse luxembourgeoise ont récemment traité du fonctionnement des hôpitaux et de leur financement. D'après ces articles, il semble exister une disparité importante entre la part attribuée du budget global, le nombre de salariés et l'indicateur « interventions par année ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Existe-t-il des différences significatives entre les quatre centres hospitaliers en ce qui concerne i) le nombre de patients traités, ii) le nombre de lits tel que demandé dans les autorisations d'établissement, iii) le nombre de patients qui ont été pris en charge aux urgences, iv) le nombre d'interventions réalisées et v) le nombre d'IRM réalisées ? Dans l'affirmative, comment peuvent-elles être expliquées ?

- Quel était pour l'année 2018 le budget global des hôpitaux et comment ce budget a-t-il été réparti entre les quatre centres hospitaliers, et selon quels critères ?

- Combien d'ETP étaient attribués et combien de salariés travaillaient au 1er janvier 2018 aux quatre centres hospitaliers ? Pour chacun des quatre centres hospitaliers, quelle était la relation entre le nombre total des salariés et les professionnels de santé ?

- Combien de médecins étaient agréés aux quatre centres hospitaliers au 1er janvier 2018 ?

- Existe-t-il une corrélation entre le nombre de salariés, le nombre de médecins, le nombre de patients traités et le nombre d'interventions en comparant les quatre centres hospitaliers ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'un audit externe objectif devrait être réalisé au sein des centres hospitaliers en ce qui concerne leurs budgets de fonctionnement ?

**Réponse commune** (04.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider***, Ministre de la Sécurité sociale :*

- Les données d'activité officiellement disponibles sont celles publiées dans la carte sanitaire, version mise à jour en 2017. Il s'agit des données datant de 2015. Les données publiées ne permettent pas de répondre à l'ensemble des questions posées par Monsieur le Député. Les informations permettant d'apporter un éclairage sont présentées dans le tableau ci-dessous.

À noter que la mise à jour de la carte sanitaire est prévue pour le premier trimestre 2020.

Le tableau comparatif réalisé avec les données de la carte sanitaire 2017 est le suivant :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Définitions : voir carte sanitaire, sources des données et définitions (lien : http://sante.public.lu/fr/actualites/2018/05/carte-sanitaire-2017/index.html).

Trois centres hospitaliers ayant publié leur rapport d'activité 2018, les données suivantes sont retrouvées dans les publications consultables sur Internet [3] [4] :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

[3] Information non précisée dans le rapport d'activité consulté.

[4] Passages adultes et pédiatriques, différentiel dû aux passages à la maison médicale pédiatrique

Liens vers les rapports d'activité consultés (documents consultés le 7 août 2019) :

https://www.chdn.lu/fr/suche/index.php?searchTerm=rapport&pageId84fabf69=2

https://www.chem.lu/le-chem/rapports-annuels/2018

https://www.chl.lu/fr/rapport-annuel-2018

https://www.hopitauxschuman.lu/le-groupe-hrs/rapports-d-activite.

Nombres de lits [5] [6] :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Il existe des différences d'activité et de dotation en lits entre les établissements hospitaliers. Ces différences s'expliquent par l'étendue du bassin de recrutement des hôpitaux, la vision et les objectifs détaillés dans les projets d'établissement, les orientations de l'activité et l'organisation (par exemple déploiement plus ou moins important de la chirurgie ambulatoire et des prises en charge en hospitalisation de jour). Le nombre de lits autorisés en 2019 a pris en compte, outre l'activité réalisée par l'établissement, les tendances démographiques nationales ainsi que le contenu des projets de service déposés par les établissements.

- Les critères pour l'attribution de l'enveloppe sont le niveau des activités par entité fonctionnelle qui détermine la dotation en personnel de soins et les frais de consommation prévisibles. Les dotations en personnel de soins sont calculées conformément à une méthodologie tenant compte de la sécurité du patient et de la qualité des soins établie de commun accord entre la Caisse nationale de santé et les groupements des hôpitaux possédant la qualité et ayant un caractère suffisamment représentatif. Les frais de consommation sont fixés par unité d'œuvre.

L'enveloppe budgétaire globale fixée par le Gouvernement pour l'année 2018 s'élève à 1.033,90 millions d'euros. Ce montant est destiné à l'ensemble du secteur hospitalier financé par budgétisation.

Les budgets retenus en faveur des quatre centres hospitaliers pour l'année budgétaire 2018 sont répartis de la manière suivante :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Les montants indiqués ne sont pas définitifs. Les frais fixes et les frais variables sont susceptibles de modifications, notamment lors du décompte de fin d'exercice tel que prévu par la convention FHL-CNS. Au niveau des frais variables, il faut également prendre en compte que le délai de prescription des établissements à l'égard de la CNS est de deux ans.

- Le tableau ci-dessous contient les informations fournies par la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) en réponse à une demande du Ministère de la Santé :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Concernant l'année 2017, les ratios ETP soins/ETP totaux sont du même ordre de grandeur pour le CHdN, le CHL et légèrement inférieur pour les HRS. Concernant le CHEM, et comme le souligne la FHL, la proportion plus faible du ratio s'explique par le fait qu'il soit le seul établissement à réaliser en interne les prestations de nettoyage et de restauration.

- Selon les informations reçues par les établissements hospitaliers dans le cadre de l'enquête annuelle réalisée par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), 992 médecins étaient agréés dans les quatre établissements hospitaliers au 1er janvier 2018. À noter que ce chiffre ne comprend pas les médecins en voie de spécialisation (MEVS) et que les médecins qui travaillent dans plusieurs hôpitaux sont comptés plusieurs fois.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

- Le personnel accordé au niveau des soins dépend de l'activité hospitalière. Ainsi les dotations de nombreuses entités fonctionnelles sont déterminées sur base de normes élaborées d'un commun accord par la CNS et la FHL (Fédération des hôpitaux luxembourgeois). Ces normes tiennent compte du nombre de passages/journées et de la charge de travail auprès des patients (soins normaux et soins intensifs) ou de la durée d'une intervention médicale (par exemple salle OP).

- L'enveloppe budgétaire globale, à la base des budgets de fonctionnement des établissements hospitaliers, est établie sur base d'analyses et de prévisions réalisées par les services de l'IGSS en application des dispositions de l'article 74 du Code de la sécurité sociale. Dans le contexte de ces travaux, l'IGSS a des consultations intensives avec tous les établissements pour prendre en compte toutes les demandes dûment motivées, y compris celles découlant des obligations légales. Par la suite, les budgets sont négociés par la CNS avec les différents établissements visés. Pour ce faire, la CNS mandate le LIH pour réaliser une évaluation des besoins en personnel (analyse PRN) de chaque établissement.

La documentation hospitalière, prévue dans la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, permettra de cibler les budgets plus adéquatement, tant au niveau national qu'au niveau des établissements eux-mêmes, à partir d'une méthodologie homogène et issue directement du terrain. Partant, il n'est pas prévu de réaliser un « audit externe objectif » sur les budgets de fonctionnement des « centres hospitaliers ».

Se pose d'ailleurs la question en quoi un « audit objectif externe », tel que demandé par l'honorable Député, consisterait-il et quelle plus-value il apporterait à la lecture de l'article 423, point 4), du Code de la sécurité sociale - en sus de l'article 74 - qui prévoit que l'IGSS a dans ses missions la réalisation « des analyses et des études à des fins d'évaluation et de planification des régimes de protection sociale […] » donc aussi de l'assurance maladie-maternité qui inclut le financement des établissements hospitaliers. Dans ce contexte, il est rappelé que toutes les analyses, études, audits et autres travaux réalisés par l'IGSS se doivent d'être « objectifs ».

[5] incluant les lits aigus et les lits de rééducation - Données de la carte sanitaire mise à jour 2017.

[6] selon les dispositions de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, les lits d'hospitalisation de long séjour, les lits portes et les lits d'hospitalisation de jour ne sont pas pris en compte pour la détermination du nombre total de lits hospitaliers.

**Question 1003** (01.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**activité de « grands voyants » :**

Regelméisseg verdeele selwer ernannten „grands voyants" oder Gurue kleng faarweg Käertercher an de Bréifkëschten zu Lëtzebuerg. Op dëse Käertercher versprechen dës Guruen eng grouss Unzuel vu Servicer, fir verzweiwelte Mënsche mat hiren Alldagsproblemer ze hëllefen. Et gi regelrecht Wonnerléisunge fir all méiglech Problemer versprach, vun der Kontaktopnam mat verstuerwene Familljemembere bis zu Léisunge fir sexuell Problemer.

Wéi vill Mënsche Gebrauch vun dësem Service maachen, ass onkloer. Kloer ass allerdéngs, dass dës „grands voyants" eng Aktivitéit ausüben, déi evidenterweis op Profitter ausgeriicht ass. Déi Mënschen, déi Gebrauch vun dëse Servicer maachen, befanne sech oft a schwieregen emotionale Situatiounen, wou dat rationaalt Denken net ëmmer méiglech ass. Aus Scham traue sech vill Leit awer dono oft net, Plainte bei der Police wéinst Bedruch ze féieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, fir bannenzeg Sécherheet a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Sinn déi zoustänneg Ministeren um courant vun der Werbung an den Aktivitéiten, déi vun den „grands voyants" ugebuede ginn?

2. Sinn d'Aktivitéite vum „grand voyant" konform mat eise Gesetzer, bzw. ass d'Ausübung vun esou Gurusaktivitéiten zu Lëtzebuerg erlaabt?

- Falls jo, wéi eng Autorisatioun de commerce besëtzen dës Guruen a wéi vill Guruen exercéieren insgesamt hei zu Lëtzebuerg?

- Falls neen, goufen et scho Kontrolle vun dëse Guruen?

3. Consideréiert d'Konsumenteschutzministesch dës Aart vu Servicer als Scharlatanerei? Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Werbung fir esou Servicer misst ënnerbonne ginn?

**Réponse commune** (09.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung weess Bescheed, dass vereenzelt Leit déi benannten Aktivitéit vum „grand voyant" ubidden. De Mëttelstandsminister stellt awer keng Handelsermächtegung fir „grands voyants" aus, well d'Aktivitéit vum „grand voyant" net spezifesch reglementéiert ass.

Prinzipiell ass zréckzebehalen, dass fir all Serviceleeschtung eng Handelsermächtegung fir „activités et services commerciaux" muss virleien. Et gëtt keng statistesch Erfaassung iwwert déi ausgestallten Autorisatiounen un „grands voyants". Et ass dofir och net méiglech, eng präzis Zuel unzeginn, wéi vill „grands voyants" mat enger Handelsermächtegung fir „activités et services commerciaux" exercéieren.

Och wann d'Aktivitéit vun engem „grand voyant" net d'office als illegal ka betruecht ginn, esou ass et awer wichteg ze betounen, dass d'Honorabilitéit vum Demandeur systematesch kontrolléiert gëtt, wann eng Handelsermächtegung ugefrot gëtt:

- Wa belaaschtend Elementer (wéi zum Beispill eng Veruerteelung) sollte virleien, gëtt keng Handelsermächtegung ausgestallt.

- Wa belaaschtend Elementer eréischt virleien, nodeems eng Handelsermächtegung ausgestallt gouf, gëtt dës Handelsermächtegung zréckgezunn.

Mir verweisen op dëser Plaz dofir op den Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 2. September 2011 (Loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales), wou d'Bedéngunge vun der Honorabilitéit am Detail beschriwwe sinn.

An deene Fäll, wou d'Direction générale des classes moyennes a Kenntnis gesat gëtt, dass eng kommerziell Aktivitéit ouni Handelsermächtegung ausgeüübt gëtt, setzt de Ministère sech mat de Servicer vun der Douane a Kontakt, fir eng Kontroll op der Plaz unzefroen.

D'Aktivitéit vum „grand voyant" ass net tel quel am Code pénal definéiert, soudass d'Police och keng cibléiert Renseignementer dozou huet. Eng Recherche bei de Sektiounen „Crime général" an „Répression du grand banditisme et vol organisé" vum Service de police judiciaire huet fënnef Affären identifizéiert, dovunner hu véier zu enger Condamnatioun an eng zur Verhaftung vun engem „grand voyant" gefouert:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Et sief ze bemierken, dass et 2009 nach net d'Incrimination vum „abus de faiblesse" gouf.

De Service de police judiciaire mécht keng Enquête vu sech aus, mä gëtt eréischt beim Depôt vun enger Plainte aktiv.

**Question 1004** (01.08.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **centres de compétences parachèvement et génie technique :**

Aus dem Bausecteur ass vun enger gewëssener Onzefriddenheet bei Betriber iwwert d'Kompetenzzentere vum Handwierkerverband, déi hir Branche betreffen, ze héieren. Besonnesch kleng a mëttel Betriber vum Land schénge sech net mat deem neie System unzefrënnen an hu ganz geziilt Kriticken. Duerfir wollt ech dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Ginn d'Kompetenzzenteren aus dem Bausektor respektiv den „Centre de compétence parachèvement" an „génie technique" vum Handwierkerverband finanzéiert mat Bäiträg vu senge Memberen, an der Héicht vun 0,5 % vun der jeeweileger Gehältermass? Wann neen, wat sinn déi genee Finanzéierungsmethode vun dëse Weiderbildungsinstituter?

2. Ass et wouer, datt Betriber, déi selwer fir d'Weiderbildung vun hirem Personal suergen, fir datt dës besser den Ufuerderunge vun de Betriber entsprécht, awer vun de Kompetenzzenteren eng Rechnung gestallt kréien, och wann déi eegen Investitioune schonn iwwer 0,5 Prozent vun der Gehältermass erausginn?

3. Ass de Ministere bekannt, datt eng Zuel Betriber mat der Grondausbildung vun dëse Kompetenzzenteren net zefridde sinn?

4. Kënnen d'Häre Ministere bestätegen, datt d'Ausbildung an de Kompetenzzenteren exklusiv op franséisch ass, esoudatt eng Zuel Betriber an hir Mataarbechter net vun där Offer profitéiere kënnen, well déi Sprooch do manner geschwat gëtt?

5. Kloe sinn och iwwert d'Qualitéit vun der Ausbildung ze héieren. Si kéim net un dat erun, wat vun der Beruffskummer an Zesummenaarbecht mat Hiersteller an der Vergaangenheet

gemaach ginn ass. Sinn déi Häre Ministeren iwwert dës Kriticken informéiert?

6. Wéi vill Leit haten 2018 eng Weiderbildung an engem „Centre de compétence" an aus wéi enge Betriber?

7. Sinn d'Häre Ministeren der Meenung, datt esou eng monopolistesch, parastaatlech Organisatioun vun der Weiderbildung zäitgeméiss a gerechtfäerdegt ass?

**Réponse** (30.09.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0283 vun den honorablen Deputéierte Martine Hansen a Françoise Hetto kloergestallt ginn ass, ass et esou, dass den Aarbechtsminister just d'Allgemengverbindlechkeetserklärung vun de betreffende Kollektivverträg oder interprofessionnellen Accorden duerch e groussherzoglecht Reglement deklaréiert huet.

D'Zil vun der Prozedur vun der Allgemengverbindlechkeetserklärung vu Kollektivverträg oder interprofessionnellen Accorden ass jo, dass dat Ofkommes am ganze Secteur applikabel gëtt, och wann dee jeeweilege Betrib net Member vun enger vun de Vertragsparteien ass.

Et ass also richteg, dass och déi Handwierksbetriber, déi net Member an der Handwierksfederatioun sinn, musse cotiséieren. Déi staatlech Interventioun an deem ugesprachenen Dossier ass just déi gewiescht, fir de Sozialpartner hirem Wonsch betreffend d'Allgemengverbindlechkeetserklärung vum interprofessionnellen Accord nozekommen an dës ze dekretéieren, wat och geschitt ass duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 1. November 2015, an dat no Consultatioun a mam Accord vum nationale Schlichtungsamt a vun den zoustännege Beruffschamberen.

Wat de Contenu vun deem Accord ugeet, esou läit déi Gestaltung bei de Sozialpartner am Kontext vun der Tariffautonomie, an et ass net um Aarbechtsminister, fir sech an déi Tariffautonomie anzemëschen oder d'Resultat dovunner ze kommentéieren.

**Question 1005** (02.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **réglementation antibruit :**

Bien que la grande majorité des motards et automobilistes respectent la réglementation antibruit en ce qui concerne les pots d'échappement, une minorité de conducteurs de motos, quads et automobiles se soucient peu de la qualité de vie des riverains et optent pour des systèmes d'échappement non conformes, excessivement bruyants et représentent une réelle nuisance pour leur environnement.

Devant ce phénomène et ce bruit aussi inutile que nuisible on est sur le point d'installer des radars dits antibruit dans des zones sensibles en France.

- Comme cette gêne n'épargne pas les zones résidentielles luxembourgeoises, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure, comment son département et les forces de l'ordre réagissent face à ce manque d'égard et de respect vis-à-vis de la réglementation en vigueur et du droit au calme.

- Combien d'infractions ont été constatées par les forces de l'ordre endéans les deux dernières années et quelles en ont été les conséquences pour les auteurs ?

**Réponse** (12.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

Dans ce contexte, il est à préciser que le niveau sonore admissible des véhicules automoteurs est défini par les règlements d'homologation européens et internationaux en vigueur. En conséquence, un État membre de l'Union européenne ne peut pas refuser la mise en circulation d'un véhicule répondant à ces prescriptions.

Au niveau européen le règlement 540/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 concernant le niveau sonore des véhicules à moteur et des systèmes de silencieux de remplacement, modifiant la directive 2007/46/CE et abrogeant la directive 70/157/CEE, prévoit une réduction des émissions sonores admissibles en trois phases pour certaines catégories de véhicules. La première phase est applicable depuis juillet 2016 et la dernière phase sera d'application à partir de juillet 2026.

Si lors d'un contrôle réalisé par la Police grand-ducale, il est constaté qu'un véhicule provoque des bruits gênants, émet des bruits dépassant le niveau sonore réglementaire ou que le système d'échappement a été modifié de façon à ne plus correspondre au système initialement homologué, la police peut sanctionner le conducteur du véhicule avec un avertissement taxé de 49, respectivement 74 €. En outre, conformément à l'article 4bis, paragraphe 3, point 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le ministre ayant les Transports dans ses attributions, peut en cas de non-conformité manifeste du véhicule aux caractéristiques techniques figurant au procès-verbal d'agréation ou de défectuosité technique manifeste du véhicule, constatées par les fonctionnaires de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises, convoquer un véhicule automoteur à un contrôle technique supplémentaire afin de vérifier si la non-conformité constatée a été redressée.

Finalement, si lors d'un contrôle technique il est constaté que le système d'échappement n'est pas conforme, le véhicule est rejeté et le véhicule doit être mis en conformité avant qu'un nouveau certificat de contrôle technique ne soit émis.

En ce qui concerne le nombre d'infractions constatées, il faut soulever que le règlement grand-ducal concernant les avertissements taxés respectivement le catalogue y relatif ne fait pas de différence entre un motocycle et une autre catégorie de véhicule. Le tableau ci-dessous regroupe donc les infractions constatées dans ce domaine spécifique pour tous les types de véhicules.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

**Question 1007** (02.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **contrefaçon de billets et pièces d'euros :**

La Banque centrale européenne vient de publier les statistiques les plus récentes concernant la contrefaçon de billets et pièces d'euros dans l'espace européen.

Selon la BCE, la contrefaçon a connu à nouveau un recul sensible par rapport à 2017 et 2018.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances si cette tendance en matière de contrefaçon se confirme au Luxembourg.

- Quels sont les billets/pièces qui sont les plus susceptibles d'être contrefaits ?

- Quel est le nombre et la nature des délits constatés sur notre territoire ?

**Réponse commune** (11.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La Banque centrale du Luxembourg assure un suivi régulier de la situation de la contrefaçon monétaire de l'euro au Grand-Duché du Luxembourg.

En ce qui concerne la situation du faux monnayage au Luxembourg pour l'année 2018, 982 faux billets ont été détectés contre 1.131 pour l'année 2017, soit une diminution de 149 exemplaires en 2018 par rapport à 2017. Concernant les fausses pièces en euros, 26 fausses pièces ont été détectées en 2018 contre 16 pour la même période en 2017.

En 2018, le Luxembourg se classait donc au 24e rang avec une part de 0,14 % des contrefaçons détectées en circulation au niveau européen, alors qu'en 2017 le Grand-Duché figurait au 20e rang.

Pour ce qui concerne la situation de la contrefaçon monétaire de l'euro, pour le premier semestre 2019, par rapport au premier semestre 2018, les points suivants méritent d'être relevés :

- 249 faux billets ont été détectés en circulation au cours de la période du 1er janvier au 30 juin 2019, contre 531 pour la même période en 2018, soit une diminution de 282 exemplaires ;

- 4 faux billets ont été saisis avant mise en circulation, contre 15 au premier semestre de l'année dernière ;

- les faux billets de 50 € représentent 60 % du total, suivi par les contrefaçons de 20 € qui s'élèvent à 21 %. Les contrefaçons de 100 € ont reculé cette année, passant de 28 % au premier semestre de l'année dernière à 9 % pour le premier semestre 2019 ;

- le Luxembourg se classe au 24e rang représentant une part de 0,06 % des contrefaçons détectées en circulation au niveau européen ;

- plus de 86 % des contrefaçons sont détectées au Luxembourg par les banques et transporteurs de fonds, 11 % sont détectées par le public et le commerce ;

- aucune fausse pièce n'a été détectée, alors que dix fausses pièces avaient été détectées pour la même période en 2018.

La contrefaçon de billets et de pièces en euros a donc connu au premier semestre 2019 un recul par rapport à 2017 et 2018.

Toutes les contrefaçons détectées peuvent être identifiées grâce à la méthode « toucher, regarder, incliner ». La méthode est d'ailleurs décrite sur le site Internet de la BCE[7] ainsi que celui de la BCL[8].

Actuellement, les billets de 20 € et 50 € sont les billets les plus contrefaits, car ces coupures sont les plus utilisées par le public. Avec un usage plus répandu du billet de 100 € comme moyen de paiement, des contrefaçons de cette coupure peuvent aussi parfois apparaître, comme ce fut le cas au cours de l'année 2018.

La pièce de 2 € reste la pièce la plus contrefaite, suivie par celles de 50 cents et de 1 €.

En ce qui concerne le nombre de délits constatés dans ce contexte au Luxembourg en 2017 et 2018, les chiffres se présentent ainsi, par arrondissement judiciaire :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Quant à la nature de ces délits, ils se déclinent comme suit, par référence aux articles correspondants du Code pénal. À noter que certaines affaires peuvent impliquer plusieurs articles :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

**Question 1011** (02.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**attribution des fréquences :**

D'ALIA huet den 31. Juli 2019 matgedeelt, datt „L'essentiel-Radio" d'Ausschreiwung fir d'Frequenze vum „Réseau N° 2" fir sech entscheede konnt. Am Communiqué vun der ALIA heescht et konkret:

« [S]i l'Autorité attribuait le réseau à la SA RadioLux, elle donnerait à L'essentiel-Radio la possibilité d'augmenter de manière non négligeable sa couverture territoriale [...]. »

An der Ausschreiwung vum Abrëll 2019 stoung awer ënner anerem dran:

« La permission pourra être attribuée soit pour un programme nouveau, soit pour un programme existant diffusé sur un des trois autres réseaux d'émission. Dans ce dernier cas, le bénéficiaire de ce réseau d'émission devra, dans un souci de pluralisme parmi les opérateurs de services de radio, renoncer à son réseau d'émission actuel. »

Besuergt doriwwer, dass sech zukünfteg e Monopol bilde kéint, hat d'ALIA och schonn an hirem Avis 1/2016 iwwert d'Zesummesetzung vum Aktionariat vun der RadioLux SA (déi „L'essentiel-Radio" exploitéiert a wou CLT-Ufa SA, d'Mammenhaus vun RTL, 25 % besëtzt) Folgendes geschriwwen:

« L'Autorité considère que des choix moins contraignants donneraient très vite libre voie à une concentration renforcée du paysage radiophonique grand-ducal au détriment des auditeurs dont le choix se limiterait surtout à différents programmes proposés par la SA CLT-Ufa. Cette situation, si elle devenait réalité, marquerait un grand pas en arrière, car elle serait semblable à celle qui existait avant la libéralisation des ondes du début des années 1990, c'est-à-dire celle d'un (quasi-)monopole des ondes au profit d'un opérateur privé. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, datt de rezente Choix vum Conseil d'administration vun der ALIA, de Reseau un d'SA RadioLux ze verginn, dem Pluralismus vun den onofhängege Medien zu Lëtzebuerg Rechnung dréit?

2. Deelt de Minister d'Opfaassung vun der ALIA aus hirem Avis vun 2016, datt eng weider Konzentratioun vu Frequenzen an den Hänn vun direkt oder indirekt duerch d'CLT-Ufa SA kontrolléierte Societéiten e Réckschrëtt a Richtung vun den Ufäng vun den 1990er Jore kéint duerstellen?

3. Ass de Minister der Meenung, datt déi pluralismusschiedegend Konzentratioun, déi vun der ALIA 2016 befäert gouf, amgaangen ass, sech ze entwéckelen?

4. Ass de Minister, virum Hannergrond, datt déi urspréinglech Frequenze vu RadioLux net vun der ALIA, mä vun der Regierung als „national" Frequenze verdeelt goufen, der Meenung, datt dës Frequenzen duergaange wieren, fir en nationale Service ze offréieren?

- Falls jo, ass de Minister der Meenung, datt RadioLux hir „national" Frequenze misst zréckginn, analog zur Ausso aus der Ausschreiwung vun der ALIA, an där et geheescht huet:

« La permission pourra être attribuée soit pour un programme nouveau, soit pour un programme existant diffusé sur un des trois autres réseaux d'émission. Dans ce dernier cas, le bénéficiaire de ce réseau d'émission devra, dans un souci de pluralisme parmi les opérateurs de services de radio, renoncer à son réseau d'émission actuel. »

- Falls neen, firwat huet d'Regierung deemools d'Frequenzen net esou zesummegeluecht, datt mat engem Frequenzepak eng national Couverture konnt garantéiert ginn?

5. Ass de Minister der Meenung, datt een davantage kleng an onofhängeg Radiosstatioune misst gëfderen, fir esou enger Regressioun vum Radiopluralismus entgéintzewierken?

6. Wäert de Minister, am Virfeld vun neien Nominatioune fir de CA vun der ALIA, potenziell Kandidaten zu hirer Positioun betreffend dem Radiopluralismus befroen? Gouf dëst virun der leschter Propositioun un de Grand-Duc gemaach?

**Réponse** (13.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'ALIA ass en onofhängegen Établissement public à caractère administratif. D'modifizéiert Gesetz vum 27. Juli 1991 gesäit vir, datt d'ALIA seng Missiounen „en toute indépendance et dans le respect des objectifs définis à l'article 1er" exercéiert. Zu dëse Missioune gehéiert och d'Verdeele vun de Permissioune fir Radiosfrequenzen op Basis vun den Artikele 15 bis 18 vum zitéierte Gesetz.

De Kommunikatiouns- a Medieminister respektéiert d'Onofhängegkeet vun der ALIA a kommentéiert deemno weder d'Decisiounen nach d'Motivatioune vun der ALIA.

D'Prozedur fir d'Nominatioune vum Verwaltungsrot vun der ALIA respektéiert de legale Kader mam Zil, de Verwaltungsrot effikass a mat diverse Kompetenzen zesummenzestellen, fir esou hirer Missioun beschtméiglechst nozekommen.

**Question 1012** (05.08.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **mise en œuvre de la directive européenne relative au traitement des données des dossiers passagers :**

« D'Firma, déi vu Lëtzebuerg den Optrag krut, fir d'Direktive fir d'Späichere vu Fluchpassagéierdaten ëmzesetzen, géif géint den Dateschutz verstoussen. » Tel est du moins l'avis de la Députée libérale européenne Sophie in 't Veld (Renew Europe) relayé par la radio 100,7.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

2) Messieurs les Ministres disposent-ils de plus amples informations à ce sujet ?

3) Qui a mandaté l'entreprise en question ?

4) Comment Messieurs les Ministres entendent-ils mettre fin à d'éventuelles infractions aux règles applicables en matière de protection des données contenues dans les dossiers passagers ?

5) Messieurs les Ministres entendent-ils inviter la Commission nationale pour la protection des données à procéder à une enquête en la matière ?

**Réponse commune** (07.10.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) L'allégation contenue au second paragraphe de la question parlementaire n° 1012 est dénuée de tout fondement. Nous ne pouvons confirmer cette affirmation.

[7] https://www.ecb.europa.eu/euro/banknotes/security/html/index.fr.html

[8] http://www.bcl.lu/fr/Billets-et-pieces/billets_pieces/index.html

ad 2) Afin de se conformer à la directive européenne 2016/681 du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) à des fins répressives et de la loi de transposition du 1er août 2018, le Luxembourg a dû répondre à deux besoins : d'une part, s'assurer que les données PNR, c'est-à-dire les données contenues dans le dossier de réservation des transporteurs aériens proviennent à l'Unité information passagers (UIP) constituée à cet effet (collecte des données) et, d'autre part, se doter d'un système informatique permettant à l'UIP de gérer ces informations (analyse des données).

Concernant la collecte de données, des études ont été menées dès 2017 par la Police grand-ducale afin d'identifier le système le plus efficient, permettant d'obtenir de la part des transporteurs aériens les données complètes prévues à l'annexe de la directive 2016/681.

Les services compétents de la police ont identifié la société Conztanz comme spécialiste des questions de données PNR. Cette entreprise dispose de savoir-faire et d'expérience dans ce domaine particulier et complexe pour avoir traité avec de nombreux transporteurs aériens et acteurs de cette industrie. Par ailleurs, Conztanz a pu se prémunir de son expérience comme consultant pour un autre État membre sur un projet PNR. Une solution innovante de « concentrateur de données » s'est peu à peu dégagée des travaux communs entre Conztanz et les services compétents de la police. Conztanz a ainsi été chargée par la police de faire une étude de faisabilité pour un tel « concentrateur de données » dès 2017.

Comme cette étude s'est avérée concluante pour constituer la solution permettant de répondre de manière efficiente et adéquate aux exigences de la directive PNR, il a été décidé de procéder au développement de ce « concentrateur ».

Concrètement, cette solution technique consiste dans un intermédiaire électronique qui fait office de « concentrateur de données ». Ce concentrateur vise à ce que les transporteurs aériens se connectent à un point central qui alimente ensuite les services compétents des États qui doivent également transposer la directive européenne, avec ces données, plutôt que de créer une connexion distincte entre chaque transporteur aérien et chaque État. Techniquement, le concentrateur de données réceptionne les données des transporteurs aériens et les livre ensuite, sans les stocker, aux autorités compétentes, en l'occurrence à l'Unité information passagers auprès de la Police grand-ducale, où ces données sont stockées et ne sont accessibles qu'aux agents travaillant au sein de cette unité. Ce concentrateur de données, en tant que passerelle, a été nommé « API-PNR Gateway » et est hébergé sur le territoire luxembourgeois, avec un dispositif important concernant sa sécurité informatique.

Le Luxembourg a ainsi pu pleinement remplir ses obligations européennes en mettant en place un dispositif de collecte des données PNR absolument opérationnel dans les délais impartis par la directive.

Les services compétents de la police ont dès l'origine de ce projet procédé avec la plus grande transparence quant à la mise en œuvre sur le plan national. Le 4 mai 2018 le Ministre de la Sécurité intérieure ainsi que les responsables de la Police grand-ducale ont par exemple exposé la mise en place du dispositif devant la Commission de la Force publique de la Chambre des Députés.

Au vu des avantages de cette solution innovante basée sur le principe du partage des coûts, un groupement d'intérêt économique a été constitué en mai 2019 afin de promouvoir cette solution et de pouvoir mettre à disposition ce concentrateur de données à d'autres États membres.

ad 3) La société Conztanz a été chargée par le Ministère de la Sécurité intérieure à la demande des services compétents de la Police grand-ducale :

- en 2017 : d'une étude de faisabilité et de la mise en place de la plateforme API-PNR Gateway ;

- en 2018 : d'assurer la connexion et la certification de tous les transporteurs aériens desservant l'Aéroport de Luxembourg (marché négocié) ;

- en 2019 : d'assurer le support de la passerelle API-PNR Gateway et de mettre en place des fonctionnalités supplémentaires permettant d'optimiser le fonctionnement de l'UIP (marché négocié).

ad 4) Les données des dossiers passagers ainsi collectées à travers la passerelle API-PNR Gateway ne sont utilisées qu'aux seules fins de traitement dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave conformément à la loi du 1er août 2018.

ad 5) La Police grand-ducale a agi de manière absolument transparente dans ce projet et nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'une instance indépendante s'assure de la conformité de la plateforme API-PNR Gateway aux règles applicables en matière de protection des données.

**Q58**

**Question 1014** (05.08.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **législation relative au cannabidiol :**

Déi lescht Wochen hu sech allerlee Evenementer ronderëm de Cannabidiol (CBD) multiplizéiert. Vu Perquisitioune vu Geschäfter am Grand-Duché bis zu Onkloerheeten am Zesummenhang mat Produiten, déi op der Hemp-Expo zu Diddeleng vum 6. a 7. Juli 2019 verkaaft goufen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi ass d'Organisatioun am Grand-Duché opgebaut fir Liewensmëttel mat Cannabidiol (CBD) ënnert dem europäesche Reglement 2015/2283, deen déi Produiten als „Novel Food" ugesäit, ze kontrolléieren?

2. Wéi gëtt den Austausch an den Import/Export vum CBD kontrolléiert, deen et hei am Grand-Duché ze kafe gëtt?

3. Wéi ass d'Prozedur fir Perquisitioune vun CBD-Butteker souwéi och Blummegeschäfter an Tubaksgeschäfter opgestallt?

4. Wat ass den Impakt gewiescht vun de Perquisitiounen op den Approvisionnement vun de Leit, déi de CBD als Medikament brauchen?

5. Wéi vill Leit sinn zoustänneg am Gesondheetsministère an och an aneren Direktiounen an der Regierung fir den Dossier „CBD"?

6. Kruten déi Mataarbechter eng speziell Formatioun, fir als Experten iwwert de Sujet „CBD" kënne matzeschwätzen?

7. Wéi gëtt d'Exportatioun vu lokale CBD-Produite kontrolléiert?

8. Huet d'Regierung eng Strategie fir d'Thematik vum CBD? Wa jo, wéi gesait déi Strategie aus?

**Réponse commune** (09.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Bei der Sécurité alimentaire gëtt op véier Niveaue geschafft:

- Kontroll vun den Internetsäiten: Zënter Mee 2018 kruten 21 Geschäftsleit, déi en Internetsite hunn, wou CBD-Ueleger oder aner Liewensmëttel mat CBD ugebuede ginn, e Rapport d'appréciation geschéckt mat Verwarnungen. Dëst ëmfaasst +/-100 Echantillonen, déi kontrolléiert goufen.

- Kontroll beim Import: Vill vun de Produite ginn aus der Schwäiz importéiert. Doduerch konnten 2018 17 Envoie mat CBD/Hanf/Cannabis blockéiert an zréckgeschéckt ginn. 14 Envoie sinn 2019 scho kontrolléiert ginn.

- Beäntwere vun Ufroe vun Demanden, déi per Bréif oder Mail un déi jeeweileg Servicer kommen. Am Kader vun der Informatioun ass och d'Broschür „Produits dérivés du cannabis et du chanvre - Réglementation applicable au Luxembourg" erauskomm (https://securite-alimentaire.public.lu/fr/actualites/communiques/2019/01/cannabis.html).

- Kontrolle vun de bestoende Geschäfter a Kollaboratioun mat der Police.

ad 2. D'Douane kontrolléiert den Import/Export a freet en Avis bei deem jeeweilege Service, ënnert deem seng Kompetenzen de Produit fält (Liewensmëttel, Kosmetik, Tubak…).

ad 3. D'Perquisitioune sinn am Code de procédure pénale geregelt a falen an de Kompetenzberäich vun de Justizautoritéiten.

ad 4. An den CBD-Butteker däerfe keng Medikamenter verkaaft ginn. Déi eenzeg Produiten, déi CBD enthalen an haut als Medikament vun engem Dokter kënne verschriwwe ginn, sinn de Sativex® an de medezinnesche Cannabis, déi just vun de Spidolsapdikte kënnen delivréiert ginn.

ad 5. Eng Persoun an der Division de la sécurité alimentaire ass zoustänneg fir den Dossier „Novel Food". An der Division de la pharmacie et des médicaments entsprécht d'Personal, dat sech em Stupefianten an derivéiert Produite vum Cannabis këmmert, engem Hallef-Zäit-Equivalent.

ad 6. Bei der Division de la sécurité alimentaire geet déi Persoun, déi fir den Dossier „Novel Food" zoustänneg ass, regelméisseg op Bréissel an den „Working Group" vun der Commissioun, wou all Memberstat duerch säin Expert vertruede gëtt.

D'Division de la pharmacie et des médicaments ass an den europäeschen Aarbechtsgruppe fir Medikamenter a Kosmetik representéiert.

ad 7. Den Export gëtt vun der Douane kontrolléiert. Zu Lëtzebuerg gëtt et awer keng offiziell Produktioun vu lokalen CBD-Produiten.

ad 8. Am Kader vum Konzept, wat d'Regierung deemnächst fir de rekreative Cannabis wäert virstellen, wäerten och d'Weiche gestallt gi wat den Emgang mam CBD ubelaangt.

**Question 1015** (05.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**utilisation des logiciels de l'entreprise Microsoft :**

Den 20. Dezember 2018 gouf an Holland d'Parlament vun der Regierung doriwwer informéiert, datt d'Produite vu Microsoft, déi op villen Aarbechtsplaze vum hollännesche Stat agesat ginn, onnéideg vill Date gesammelt a gespäichert hunn an domadder géint d'Rechter, déi den GDPR virgesäit, verstouss hunn. Betraff si Computere mat Windows 10 Enterprise, Office 365 ProPlus, Office Online an Apparater mat mobillen Office-Applikatiounen.

Tëscht Dezember 2018 a Juli 2019 goufen tëscht Microsoft an der hollännescher Regierung doropshin nei „Terms and Conditions", also Benotzungsbedéngungen, ofgeschloss, esou datt d'Benotzer vun 300.000 Computeren aus dem Statsapparat nei Konditioune kruten, wärend Schoulen, Gemengen an natierlech och privat User ëmmer nach vun den illegalen Datespäicherunge betraff sinn. En DPIA (Data Protection Impact Assessment), deen den 29. Juli 2019 publizéiert gouf, koum iwwerdeems zum Schluss, datt d'Ännerungen, déi Microsoft op Basis vum Drock vun der hollännescher Regierung virgeholl huet, nach net duerginn, fir all d'Risiken ze minimiséieren.

Zu Lëtzebuerg ginn an de Verwaltunge vun de Ministèren an och am Enseignement - wou och mannerjäreg Schüler(innen) op betraffene Computere schaffen - Produite vu Microsoft agesat, esou wéi de Minister fir Bildung et op verschiddenste Plazen och scho confirméiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun an ëffentlechen Déngscht an dem Här Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Versioune vu Microsoft-Produiten (Betribssystemer, Office-Applikatiounen, Mobill-Applikatiounen) si bei Ministèren a Verwaltungen an och an de Schoulen aktuell am Asaz? Ginn dës Produiten a Lizenzen zentral akaaft?

2. Wéi vill Lizenze vun all Produit sinn zum 1. August 2019 am Gebrauch, respektiv engem Benotzer attribuéiert ginn (wannechgelift als Tableau mat der Unzuel u Lizenzen an dem Numm vum Produit opgefouert)?

3. Den Artikel 35 vum GDPR gesäit vir, datt DPIAe mussen duerchgefouert ginn.

- Goufe fir d'Produite vu Microsoft sougenannten DPIAen (Data Protection Impact Assessments) a Schoulen duerchgefouert? Falls jo, a wéi engen, a wou kann een d'Resultater vun dësen Analysë gesinn?

- Goufe fir d'Produite vu Microsoft sougenannten DPIAen (Data Protection Impact Assessments) an de Ministèren an Administartiounen duerchgefouert?

Falls jo, a wéi engen, a wou kann een d'Resultater vun dësen Analysë gesinn?

- War den CNPD un der Ausféierung vun den DPIAe bedeelegt?

- Wéi eng Roll spillt den CTIE bei der Evaluatioun vu Risiken an dem Erstelle vun DPIAen am Kontext vun Datespäicherungen duerch auslännesch Softwareentwéckler?

4. Besteet e spezielle Kontrakt, fir d'ofgeännert Benotzungsbedéngungen tëscht dem Lëtzebuergesche Stat a senge Verwaltungen a Ministèren op där enger Säit a Microsoft op där anerer Säit, nom hollännesche Virbild, ze garantéieren?

- Wa jo, wéi eng speziell Klausele goufe geännert?

5. Fir de Fall, wou keng besonnesch Benotzungsbedéngungen ausgehandelt goufen:

Kann d'Regierung affirméieren, datt d'Benotzungsbedéngungen, genee wéi d'effektiivt Verhale vun den Applikatiounen, konform mam GDPR sinn - an dat fir all Microsoft-Produit, deen a Verwaltungen, Ministèren oder an de Schoulen am Asaz ass?

- Wa jo: Wouranner ënnerscheet sech der Regierung hir Aschätzung vun där vun der hollännescher Regierung?

- Wann neen: Wéi eng Ännerunge plangt d'Regierung, fir hei eng Konformitéit mam GDPR duerchzesetzen?

6. Wéi kënne Konsumenten zu Lëtzebuerg, déi net duerch e spezielle Kontrakt u Microsoft gebonne sinn, respektiv Schülerinnen a Schüler (bei deenen zum Deel nach eng Awëllegung vun den Elteren erfuerderlech ass, wann Onlinedate gespäichert ginn) hir Rechter aus dem GDPR vis-a-vis vu Microsoft duerchsetzen?

7. Wéi garantéiert d'Regierung d'Recht op Privatsphär vu Statsbeamten an -employéé konform zum GDPR, wann dës am Kader vun hirer Aarbecht Software vu Microsoft benotzen?

8. Falen d'Daten, déi vun dësen Applikatioune gesammelt, stockéiert an an d'Ausland transferéiert ginn, ënnert de sougenannten „Privacy Shield"?

9. Wéi schätzt d'Regierung de Risiko an, datt den „Privacy Shield", deen aktuell virun der CJUE verhandelt gëtt, kéint kippen? Wéi ass d'Regierung op méiglech Uerteeler vun der CJUE virbereet?

10. Ech wéilt der Regierung folgend Froen iwwert d'Konformitéit vun aktuell agesate Microsoft-Produite mam GDPR stellen. Natierlech steet all Fro ënnert der Viraussetzung, datt de Produit aktuell an ëffentlechen Ariichtungen am Asaz ass - sollt dëst net de Fall sinn, ka selbstverständlech op d'Beäntwerte vun der Fro verzicht ginn:

- Gëtt prinzipiell d'Versioun 1905 oder méi eng héich Versioun vum Office 365 ProPlus agesat?

- Ass beim Office 365 ProPlus d'Telemetrie op „Neither" agestallt?

- Si beim Office 365 ProPlus déi sougenannten „Controller Connected Experiences" desaktivéiert?

- Ass den „Customer Experience Improvement Program (CEIP)" am Office desaktivéiert?

- Ass d'LinkedIn-Integratioun am Office desaktivéiert?

- Gëtt et e Memo, fir d'Utilisateure virun de Risiken, déi den hollänneschen DPIA bei mobillen Office-Applikatiounen an den „Controller Connected Experiences" am Office Online entdeckt huet, ze warnen?

- Ginn d'Employéen an d'Fonctionnairen an hire Kontrakter respektiv an de Benotzungsbedéngungen explizitt op d'Dateveraarbechtung duerch Microsoft higewisen?

- Kënne Persoune fir de Stat schaffen, wa si engem Datentransfert an d'USA respektiv u Microsoft widderspriechen?

- Gëtt Windows 10 Enterprise a mindestens der Versioun 1903 mat der Telemetrie-Astellung „Security" benotzt?

**Réponse commune** (02.10.2019) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique et Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Beim ëffentleche Secteur ginn et méi Entitéiten, déi informatesch Servicer ubidden. Dës Entitéiten hunn en eegene Budget fir d'Informatik a geréieren e groussen Deel vun hirer Informatik selwer (Hardware a Software).

Den CTIE - Centre des technologies de l'information de l'État - steet ënnert der Tutelle vum Minister fir Digitaliséierung an equipéiert e groussen Deel vun de staatlechen Institutiounen.

Op de vum CTIE geréierte Maschinne si Windows 7 Enterprise a Windows 10 Enterprise am Asaz. Bei Windows 10 wäerten am Hierscht, bis op eenzel Ausnamen, all d'Maschinnen op der Editioun 1809 sinn. Déi nächst geplangte Versioun vu Windows 10 Entreprise ass den 1909.

Wat Microsoft Office ubelaangt, esou ass Microsoft Office Professional Plus an de Versiounen 2010 bis 2019 am Asaz. An den nächste Méint wäert eng Uniformisatioun op d'Versiounen 2016 an 2019 gemaach ginn. Den CTIE notzt keen Office 365 op de PCen. Doweinst ass och Office fir mobill Geräter net generell benotzt. Den CTIE huet den CEIP am Windows an am Office ausgeschalt. De LinkedIn-Plugin am Office ass och ausgeschalt. De LinkedIn-Plugin ass eréischt am Office 2019 disponibel. All dës Lizenze lafen iwwer en EAS-Kontrakt

(Enterprise Agreement Subscription). Den aktuelle Vertrag ass am Joer 2015 ënnerschriwwen, 2018 verlängert ginn a gesäit keng speziell ausgehandelt Benotzer-Bedéngunge vir.

Säit 2018 huet den CTIE de Produkt Microsoft 365 E3 mam Recht, d'Lizenze lokal, also ouni Microsoft Cloud, ze benotzen. An dësem Lizenz-Modell gi just d'Usere gezielt. D'Lizenze fir Windows Entreprise, Office Proplus an eng Rei Server-Produkter sinn hei ofgedeckt. Den CTIE liwwert d'Computere mat maximale Privacy-Astellungen, déi solle verhënneren, dass wärend dem Benotze vu Microsoft-Produkter perséinlech Date vum User u Microsoft iwwerdroe ginn. Aktuell sinn 16.723 Benotzer lizenzéiert.

Säit dem Akraafttriede vun der GDPR-Reglementatioun gehéiert beim CTIE den DPIA zum Standardprozess fir all nei Projeten. Fir all d'Software-Entwécklungsprojeten ënnert der Regie vum CTIE ass den CTIE zoustänneg fir d'Realisatioun vun engem DPIA an, falls néideg, och vun enger Risikoanalys. Bis ewell gëtt den Office 365 net op PCen an am Prinzip och net op mobille Geräter genotzt. Dofir ass bis haut nach keen DPIA fir esou eng Notzung finaliséiert ginn. Well den CTIE aktuell d'Méiglechkeet vun enger intensiver Notzung vun de Microsoft- Cloud-Servicer an och Office 365 analyséiert, gëtt fir esou eng eventuell zukünfteg Notzung en DPIA realiséiert.

Wat den Educatiounsministère betrëfft, so huet dësen iwwert de Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) e Kontrakt „Microsoft Campus and School Agreement (CASA-EES)". Dëse Kontrakt couvréiert all d'Servicer an d'Administratioune vun der Éducation nationale souwéi all d'Schoulen (Grondschoulen a Lycéeën). Sämtlech Microsoft-Lizenze ginn zentral iwwert dëse Kontrakt akaaft.

Den Tableau hei drënner gëtt d'Zuel vun de Lizenzen an de Produiten un (Stand vum 1. August 2019).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Weider Informatiounen iwwert den A3-Package fir administratiivt Personal a Schüler ginn et hei:

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365 education-plans?activetab=tab:primaryr1 → Office 365 A3 (students),

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365-education-plans?activetab=tab:primaryr2 → Office 365 A3 (teachers).

Bis elo goufe fir d'Lëtzebuerger Schoulen a Verwaltungen, déi dem Educatiounsministère ënnerstinn, nach keng DPIAen duerchgefouert. Den CGIE ass amgaangen, dat ze préiwen, woubäi een elo schonns ka soen, datt d'Artikelen 35.1 an 35.3 vum GDPR kloer beschreiwen, wéini en DPIA muss duerchgefouert ginn. Et muss een och dozou soen, dass keng Donnéeë bei Microsoft gespäichert ginn, mä just Produite vu Microsoft benotzt ginn, déi d'Donnéeë lokal traitéieren.

Wat d'Verwaltungen a soss Servicer vun der Éducation nationale betrëfft, dierf e Beamten, laut Charte de bonne conduite vum 2. Juni 2017, keng Donnéeën an enger Cloud späicheren. D'Donnéeë ginn deemno ëmmer op lokalen a gesécherte File-Systemer vum CGIE stockéiert.

Den CGIE setzt d'Versioun 1908 a fir Computeren, déi net an enger Verwaltung vum Educatiounsministère stinn. D'Konfiguratioun steet op „Monthly Channel/Targeted Release". Dat heescht, datt wann e Benotzer en Update mécht, hien ëmmer déi Office-Versioun installéiert, déi aktuell am Mount „released" gouf.

Op de PCe vun der Verwaltung leeft d'Versioun Office 2019, déi iwwert den Outil SCCM deployéiert gëtt.

a. D'Telemetrie gëtt iwwer eng GPO oder am lokale Client gesat. Dëst ass net ageschalt.

b. „Controller Connected Experiences" sinn desaktivéiert.

c. „Customer Experience Improvement Program (CEIP)" ass desaktivéiert.

d. „LinkedIn-Integration" ass standardméisseg aktivéiert.

Informatiounen zu de Versiounen, déi beim Educatiounsministère agesat ginn, stinn hei:

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365 education-plans?activetab=tab:primaryr1 → Office 365 A3 (students),

https://www.microsoft.com/en-us/microsoft-365/academic/compare-office-365-education-plans?activetab=tab:primaryr2 → Office 365 A3 (teachers).

**Question 1016** (05.08.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **enquêtes du Statec :**

Dans le cadre des enquêtes réalisées par le Statec en collaboration avec ses partenaires publics nationaux et internationaux, bon nombre de ménages et entreprises sont régulièrement invités à fournir des données précises dans différents domaines.

Ainsi, une enquête communautaire sur les revenus et conditions de vie, abréviée EU-SILC, collecte chaque année le montant détaillé des revenus des ménages et des personnes auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente du Grand-Duché. En font partie toute une panoplie de données, telles que revenus du travail, revenus du capital, allocations de chômage, revenus de pensions (retraite, maladie, handicap et veuvage, transferts sociaux, revenus de l'assistance sociale et autres). L'enquête couvre également les revenus en nature en incluant les voitures de fonction, tickets-restaurant, etc.

Parallèlement au volet des revenus, l'enquête collecte des informations sur la pauvreté, l'exclusion sociale, le logement, le travail, l'éducation et la santé.

Le cadre général de l'enquête EU-SILC est défini par le règlement (CE) n° 1177/2003. Selon le site Internet du Statec, concernant l'enquête EU-SILC, « les réponses données aux enquêteurs sont couvertes par le secret professionnel garanti par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données et la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques ». Pourtant, ladite loi du 2 août 2002 a été abrogée par la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser par quelle base légale le secret professionnel, qui selon le Statec couvre les réponses données aux enquêteurs, est actuellement garanti?

2) Quels sont actuellement les critères de sélection, les formations et qualifications des enquêteurs qui ont la mission de collecter lesdites données personnelles auprès des ménages et personnes privées et qui sont choisis par l'intermédiaire du LISER en tant que partenaire officiel du Statec dans le cadre de certaines enquêtes, et notamment celle citée ci-dessus?

3) Quelles sont actuellement les clauses de confidentialité que les enquêteurs sont tenues de respecter et quels sont les moyens de contrôle que les instances étatiques ont mis en place afin de garantir le respect réel de ces clauses ?

4) Sachant qu'il n'est pas exclu qu'un enquêteur exerce une activité professionnelle dans un des domaines faisant partie de l'enquête, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un conflit d'intérêts puisse se présenter dans certains cas et notamment dans celui où l'enquêteur collectant des données sur la situation de logement d'une personne privée ou d'un ménage, voire des données concernant des revenus de location, de vente de terrains ou de logements, est en même temps actif dans le secteur immobilier ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les enquêtes touchant à des données extrêmement personnelles, telles que celles énumérées dans le résumé introductif, devraient être exclusivement menées par des personnes professionnelles en matière de recensement et d'enregistrement de données confidentielles ?

**Réponse** (11.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Le secret professionnel couvrant les réponses données aux enquêteurs est actuellement garanti par la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques. Son article 16 stipule notamment ceci : « Les renseignements individualisables ne peuvent en aucun cas être divulgués. Les fonctionnaires et les personnes chargés de recueillir les renseignements ou de collaborer aux travaux statistiques sont personnellement responsables de la stricte observation des dispositions qui précèdent ; l'article 458 du Code pénal leur est applicable, sans préjudice des sanctions disciplinaires éventuelles. » Ainsi, toute personne, fût-elle extérieure au Statec comme c'est le cas d'un enquêteur, chargée de recueillir les renseignements est concernée par cette disposition légale.

ad 2) Environ 80 enquêteurs du LISER travaillent actuellement sur l'enquête EU-SILC. Les critères de recrutement des enquêteurs sont les suivants : les langues parlées, la capacité de mobilité ainsi que les expériences professionnelles précédentes. Les enquêteurs reçoivent en outre une formation au début de chaque nouvelle enquête afin d'être instruits des différents changements par rapport à l'année précédente. Enfin, chaque enquêteur est rattaché à un superviseur qui l'assiste continuellement dans son travail de collecte de l'information.

ad 3) Tous les enquêteurs, ainsi que le personnel du LISER impliqué dans le traitement des données à caractère personnel, doivent signer une déclaration de confidentialité leur imposant de se conformer aux dispositions de l'article 28 de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics. Chaque signataire est ainsi tenu au secret professionnel et s'expose, en cas de violation de ce dernier, à des sanctions pénales conformément à l'article 458 du Code pénal. Afin de vérifier la bonne application de toutes ces règles, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a la possibilité de déclencher à tout moment des audits auprès des organisations concernées.

ad 4) Chaque enquêteur doit déclarer ne pas avoir de conflit d'intérêt avec les personnes qu'il va interroger (p. ex. : poursuite judiciaire en cours, relation de subordination dans le cadre d'une autre activité).

ad 5) Toutes les enquêtes qui sont conduites sous la responsabilité du Statec sont soit complètement internalisées soit sous-traitées à des firmes spécialisées désignées par appel d'offres. L'enquête en question (EU-SILC) a fait l'objet d'un appel d'offres public avec un cahier des charges extrêmement strict en matière de niveau de prestation, de qualité du personnel et de protection des données individuelles. Le prestataire retenu, à savoir le Luxembourg Institute for Socio-Economic Research (LISER), a acquis une expérience de plusieurs dizaines d'années dans la conduite d'enquêtes en face-à-face auprès des ménages, notamment au travers du panel socio-économique PSELL. Le Statec ne dispose pas de suffisamment d'agents assermentés pouvant exécuter toutes les enquêtes obligatoires qui lui incombent.

**Question 1017** (05.08.2019) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **4e vecteur du SAMU :**

Au 1er juillet 2019, le Service d'aide médicale urgente (SAMU) a été renforcé par un 4e vecteur. Selon les informations fournies par le Ministère de l'Intérieur et le CGDIS, le 4e vecteur, stationné dans une première phase auprès du Centre d'incendie et de secours Hesperange, permettrait d'adapter les moyens opérationnels au développement démographique du Luxembourg. Le 4e vecteur permettrait de garantir une couverture territoriale homogène, étant donné que le plus grand nombre d'interventions du SAMU se dérouleraient au sud du Luxembourg et que la concentration de la population est la plus grande aux alentours de Luxembourg-ville et dans le sud.

Dans un récent communiqué de presse, le Cercle des médecins anesthésistes-réanimateurs du Grand-Duché de Luxembourg (CMARL) note qu'il n'a pas été impliqué dans la mise en place de ce 4e vecteur. Bien qu'il comprenne qu'il est nécessaire d'installer une 2e antenne aux alentours de la capitale pendant la journée, le CMARL remarque que, en dehors des horaires de vol de l'hélicoptère, les durées de trajet du SAMU vers les lieux d'urgence atteindraient parfois 30 minutes dans le nord et l'est du pays.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants :

1) Le Ministère de la Santé a-t-il été impliqué dans la mise en place du 4e vecteur et quel était son rôle, le cas échéant ?

2) Le CMARL a-t-il pu aviser l'organisation de la mise en place du 4e vecteur ? Dans la négative, n'aurait-il pas été opportun de poursuivre la collaboration avec les médecins du SAMU dans ce contexte ?

3) Sur les dix dernières années, quelle était la durée moyenne des trajets du SAMU vers les lieux d'urgences vitales, ventilé par année, région et horaire de l'intervention ?

4) Dans quelle mesure la durée moyenne des trajets a-t-elle été un facteur dans la désignation de la base du 4e SAMU ? L'organisation territoriale des secours sera définie par le Plan national d'organisation des secours (PNOS), qui est actuellement en cours d'élaboration. Selon le CGDIS, le PNOS aura un impact étroit sur l'emplacement de ce 4e vecteur du SAMU dans une deuxième phase.

5) Quels sont précisément les facteurs qui vont définir l'organisation territoriale du SAMU et l'emplacement du 4e vecteur ? Dans quelle mesure la croissance de la population, notamment dans le nord et l'est du pays, sera-t-elle prise en compte ?

6) Quelles mesures additionnelles sont envisagées afin d'améliorer la capacité du SAMU de prendre en charge des patients, plus particulièrement dans les zones rurales du nord et de l'est ?

**Réponse commune** (07.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

En premier lieu, il y a lieu de soulever que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, la mission de l'organisation et de la gestion du Service d'aide médicale urgente (SAMU) incombe au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS). Ainsi, depuis l'abrogation de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et l'entrée en vigueur de la loi précitée du 27 mars 2018, le Ministère de la Santé n'est plus compétent en la matière.

Depuis la mise en vigueur du SAMU au Luxembourg, la population est passée de 386.000 habitants en 1986 à 602.000 habitants en 2018. En même temps, le nombre de frontaliers a quasiment quadruplé, passant de quelque 50.000 à plus de 201.000 (juillet 2019) alors qu'avec trois SAMU opérationnels, le nombre de vecteurs est resté stable. Sur base des données démographiques, le Luxembourg disposait d'un vecteur SAMU pour environ 200.000 habitants et pour plus de 268.000 personnes présentes sur le territoire en journée.

Ainsi, le Gouvernement a décidé d'approuver l'installation d'un 4e vecteur SAMU sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg dans le but de renforcer la couverture opérationnelle pour une meilleure organisation du SAMU. Le CGDIS fera en temps utile l'évaluation de l'impact du 4e vecteur sur la couverture et la disponibilité nationales, lorsque des données auront été collectées sur plusieurs mois pour avoir une vue d'ensemble. Cette évaluation sera également étalée dans le Plan national d'organisation des secours (PNOS).

Pour assurer la parfaite continuité du service SAMU, en particulier en ce qui concerne les médecins y affectés, le CGDIS a signé des contrats individuels avec les médecins concernés, principalement avec tous ceux qui ont, préalablement à la création du CGDIS, participé au service SAMU.

Toutefois, la loi précitée du 27 mars 2018 ne prévoit pas une obligation pour le CGDIS de consulter le Cercle des médecins anesthésistes-réanimateurs du Grand-Duché de Luxembourg (CMARL) pour déterminer l'organisation territoriale du SAMU. En effet, il s'agit d'une mission, qui n'incombe qu'au CGDIS (article 4 de la loi précitée du 27 mars 2019). Cependant, il peut être utile de préciser qu'un représentant du SAMU assiste aux réunions du conseil d'administration du CGDIS. De par ce qui m'a été reporté et considérant le fait que l'implémentation d'un 4e vecteur est une revendication de longue date originaire du terrain et appuyée par plusieurs médecins du SAMU, la mise en place d'un 4e vecteur a été une évidence, telle qu'elle n'a jamais été remise en question par ledit représentant du SAMU. De plus, plusieurs échanges ont eu lieu entre les représentants du CMARL et la Ministre de l'Intérieur, où le sujet a été évoqué et où à aucun moment la mise en place d'un SAMU supplémentaire n'a été contestée.

Toutefois, quant aux données demandées concernant l'activité du SAMU sur les dix dernières années, les Ministres ne sont pas en mesure de répondre, car il est matériellement impossible d'analyser 60.000 rapports sous forme papier. Ainsi, les ministres tiennent à rappeler que depuis le 28 juin 2016, le central des secours d'urgence CSU 112 a été équipé avec

un nouveau système informatique de gestion et de régulation des alertes (Einsatzleitsystem « ELS »). Ce système qui est désormais en place depuis plus de trois ans a permis d'obtenir des données plus précises et complètes quant à la régulation du SAMU. Le CGDIS est dès lors bien outillé pour collecter les données concernant l'activité du SAMU à l'avenir.

En ce qui concerne les moyennes des trajets des SAMU, celles-ci ont été un des critères dans la prise de décision pour choisir l'emplacement du 4e SAMU, mais ce dernier a été sélectionné surtout sur base des considérations d'indisponibilité des SAMU dans les différentes régions et avec le nombre le plus important d'interventions.

L'implémentation du 4e SAMU constitue un renfort des trois bases SAMU existantes, compte tenu de l'augmentation du nombre des interventions et de l'absence de réserve opérationnelle.

Les analyses des interventions simultanées (avec quasiment quotidiennement des périodes où les trois SAMU étaient en intervention parallèle) et des indisponibilités des SAMU en cas de besoin a mené le Gouvernement à libérer les budgets pour la mise en place de ce 4e SAMU. Cette mesure indispensable a été prise en dehors des considérations du PNOS, dans la nécessité de couvrir à court terme les cas d'indisponibilités.

Le PNOS, dont l'élaboration est en cours, établit une cartographie détaillée de la répartition des interventions sur le territoire national et définit la couverture territoriale du SAMU. Pour ce faire, le PNOS tient compte des données existantes, dont le plan hospitalier national, et le Ministre ayant la Santé dans ses attributions sera demandé en son avis conformément à l'article 87 de la loi précitée du 27 mars 2018.

Par contre, il peut être utile de soulever que les statistiques du 4e vecteur peuvent profiter à l'élaboration du PNOS afin d'affiner ses analyses.

**Question 1018** (05.08.2019) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **transport transfrontalier de patients en ambulance :**

L'annonce du renforcement du Service d'aide médicale d'urgence par un quatrième pilier s'inscrit dans le cadre de l'accord gouvernemental qui prévoit une mesure supplémentaire pour améliorer l'aide médicale d'urgence, à savoir l'extension de la coopération transfrontalière en matière de transport de patients en ambulance.

En effet, l'accord gouvernemental stipule que « des négociations seront entamées avec les partenaires allemands et belges en vue de conclure des accords bilatéraux concernant le transport transfrontalier des malades en ambulance, à l'instar de l'accord-cadre conclu entre le Grand-Duché et la région française du Grand Est ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1. Est-ce que des négociations avec les partenaires belge et allemand ont déjà été entamées ?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner le cas échéant sur l'état d'avancement, voire les résultats de ces négociations ?

**Réponse commune** (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Comme il ne ressort pas précisément de la question parlementaire de Madame la Députée, quel domaine est visé, nous allons répondre à la présente en examinant les deux cas de figure.

Pour autant que le transport transfrontalier urgent de patients soit visé, le Luxembourg a conclu avec la France l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière (« accord-cadre sanitaire »), qui a été ratifié le 18 juillet 2018 par le Luxembourg et le 1er juillet 2019 par la France. Avec la Belgique, le Luxembourg a également conclu un accord bilatéral dans le cadre du Traité instituant l'Union Benelux. Ces accords ne concernent toutefois pas les transports de malades ou de blessés en dehors des situations d'urgence.

Toutefois, s'il s'agit du domaine de la sécurité civile, le Luxembourg a conclu avec la France l'accord relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile (« accord sécurité civile »), qui a été ratifié le 12 avril 2016 par le Luxembourg et le 18 octobre 2017 par la France. Plus encore, une convention d'application définissant les modalités pratiques de la mise en œuvre de l'accord susmentionné au niveau de la zone de défense et de sécurité Est a été signée le 25 juin 2019.

Dans ce même domaine, un accord bilatéral a également été conclu avec la Belgique, qui définit les relations transfrontalières de secours en cas d'évènements calamiteux, de catastrophes et de sinistres, qu'ils soient d'origine naturelle ou humaine.

En ce qui concerne l'Allemagne, une convention a été conclue le 2 mars 1978 et ratifiée le 29 avril 1980, qui détermine les modalités d'une coopération transfrontalière dans le domaine de l'assistance mutuelle en cas de catastrophes et d'accidents graves. À ce jour, le Ministère de l'Intérieur est en étroite collaboration avec ses homologues allemands pour finaliser une convention d'application, qui sera conclue avec la Rhénanie-Palatinat et la Sarre, et dont l'objectif est de définir les modalités d'intervention transfrontalière dans le cadre d'un transport de malades ou de blessés en situation d'urgence.

**Question 1020** (05.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **traité sur les armes nucléaires à portée intermédiaire INF :**

Le traité sur les armes nucléaires à portée intermédiaire INF (Intermediate-range nuclear forces treaty) signé en 1987 entre les États-Unis de l'Amérique et la Russie interdisant plusieurs missiles d'une portée variant de 500 à 5.500 km a pris fin définitivement en date du 2 août dernier. Les États-Unis avaient toujours reproché à la Russie d'avoir violé ce traité par l'utilisation d'armes du type 9M729 (code de l'OTAN : SSC-8).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Est-ce que la fin définitive du traité INF n'aura pas comme conséquence un retour à la course aux armements nucléaires dans le monde ?

2) Est-ce que cette nouvelle situation n'entraîne pas un plus large démantèlement de tout le système diplomatique de contrôle des armes qui avait permis d'en enrayer la prolifération pendant la guerre froide et que partant la sécurité dans le monde, et notamment en Europe, devient plus fragile ?

3) Est-ce que les négociations n'auraient pas dû continuer afin de ramener les Russes au respect des règles ?

4) Quelles conséquences aura cet échec pour la politique stratégique de l'OTAN ?

5) Comme la Chine n'était pas signataire de ce traité, elle n'a eu aucune limite pour développer des missiles nucléaires de portée moyenne, qui peuvent atteindre des milliers de kilomètres. Partant, est-ce qu'il n'y a pas lieu d'entamer également des pourparlers avec la Chine à ce sujet, d'autant plus que les tensions s'accumulent entre la Chine et les États-Unis, notamment autour d'îlots disputés en mer de Chine méridionale que Pékin transforme en bases militaires ?

**Réponse commune** (04.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) + 2) Nous regrettons fortement la fin du traité FNI qui fut très significatif pour la sécurité mondiale, mais aussi européenne. Un retour à la course aux armements nucléaires dans le monde doit être évité à tout prix. Comme je l'ai souligné dans ma déclaration sur la politique étrangère devant la Chambre des Députés en mars de cette année, en tant qu'Européens, nous sommes directement concernés par la fin du traité FNI, car notre sécurité collective est en jeu. La fin du traité FNI est le symptôme d'une crise généralisée du système global du désarmement et de la maîtrise des armements. Nous nous devons de trouver les moyens pour inverser cette tendance dangereuse.

Dans le court terme, et pour éviter une nouvelle course aux armements, il faut que le traité New START, désormais le dernier instrument international en vigueur visant la réduction des armes stratégiques nucléaires des deux grandes puissances que sont les États-Unis et la Fédération de Russie, soit prolongé au-delà de sa date butoir de février 2021. Nous devons à ce traité la destruction de plus de 1.200 engins explosifs nucléaires, tant du côté russe que du côté américain. C'est le message que nous ne cessons de transmettre aux parties impliquées.

Sur le long terme, nous aurons besoin d'une nouvelle approche plus globale, qui inclut les technologies modernes, et bénéficie du soutien de tous les acteurs internationaux. Le Luxembourg a rejoint l'initiative allemande visant à susciter une nouvelle dynamique dans la maîtrise des armements en Europe.

ad 3) Il y a lieu de noter que les premières préoccupations à l'encontre du système de missile russe SSC-8 ont été publiquement soulevées par les États-Unis en juillet 2014 sous l'administration Obama. Depuis, les paramètres du missile, ainsi que nos craintes d'une violation du traité FNI, ont été discutés à de nombreuses reprises entre les Alliés et la Russie. Au niveau bilatéral, les États-Unis ont souligné avoir organisé six réunions d'experts techniques pour obtenir plus d'informations de la part de la Russie sur le système en question. À cela s'ajoute de nombreuses rencontres au niveau ministériel où le sujet fut soulevé. Après avoir nié l'existence du missile pendant quatre ans, la Russie a finalement admis son existence en 2018, tout en indiquant par la suite que le missile aurait une portée inférieure à celle contenue dans le traité FNI. Au vu de l'historique des discussions dans ce dossier, il semble peu probable que des négociations supplémentaires auraient pu ramener la Russie vers le respect du traité.

ad 4) L'OTAN devra prendre en compte la nouvelle situation sécuritaire. Les Ministres de Défense de l'OTAN se sont réunis en juin 2019 et ont décidé d'adapter la posture défensive de l'OTAN, dont les systèmes de défense antimissile, de renforcer la dissuasion et la défense, et de continuer les efforts pour renforcer le contrôle des armements, le désarmement et la non-prolifération. Il est important de noter que les ministres ont explicitement exclu de répliquer à l'identique, à savoir de déployer des missiles nucléaires à lanceur terrestre (ground-launched intermediate-range missile systems) en Europe.

ad 5) Le Luxembourg ne peut que soutenir une multilatéralisation des traités de contrôle des armements. Un traité limitant les arsenaux stratégiques des autres puissances contribuerait à améliorer la sécurité internationale. Or, la négociation d'un traité multilatéral prend du temps, et dépend de la bonne volonté des États concernés. À cela s'ajoute que les stocks nucléaires américains et russes sont de loin les plus importants au monde, et méritent une attention particulière.

Le Gouvernement luxembourgeois considère qu'il est primordial de prolonger le traité New START entre les États-Unis et la Russie, avec pour objectif de garder en place une limitation vérifiable du nombre d'armes nucléaires stratégiques. Dans une deuxième étape, des démarches devront être entreprises pour associer d'autres États à ce traité, et d'adapter l'architecture sécuritaire internationale aux réalités et développements du 21e siècle.

**Question 1023** (05.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **prix des produits alimentaires :**

Selon les informations publiées par Eurostat, l'office des statistiques de l'Union européenne, le Luxembourg serait, derrière le Danemark, le deuxième pays le plus cher en matière de produits alimentaires.

- J'aimerais savoir si Monsieur le Ministre de l'Économie peut confirmer ces données.

- Quelles sont le cas échéant les raisons principales de ces écarts ?

- Quels sont les produits qui contribuent à cette situation et quels sont les groupes de produits qui sont plus avantageux au Luxembourg ?

**Réponse** (18.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, a publié en juin 2019 son rapport[9] sur les niveaux des prix à la consommation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées. Ce rapport se fonde sur les parités de pouvoir d'achat (PPA)[10]. Le Danemark y affichait le niveau de prix le plus élevé de l'UE en 2018, avec un indice de 130, suivi du Luxembourg et de l'Autriche (125 chacun), de l'Irlande et de la Finlande (120 chacun) ainsi que de la Suède (117). L'indice pour l'UE dans son ensemble est fixé à 100, ce qui signifie par exemple que les prix au Danemark sont supérieurs de 30 % et au Luxembourg de 25 % à la moyenne de l'UE.

Les niveaux de prix à la consommation des produits alimentaires sont également disponibles pour des ventilations plus détaillées. Pour le pain et les céréales, le Luxembourg affiche un indice de 127, c'est-à-dire que les prix de ces produits sont supérieurs de 27 % à la moyenne de l'UE. Les prix de la viande sont supérieurs de 41,5 % à la moyenne de l'UE, le poisson de 19,1 %. Les boissons alcoolisées (indice de 93,4) et le tabac (84,9) sont moins chers que la moyenne de l'Union européenne. Le tableau suivant donne les résultats détaillés du Luxembourg et de ses trois pays voisins (100 = moyenne UE).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Les données sont basées sur des enquêtes de prix à travers l'Europe, qui sont parties intégrantes du programme Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat (Purchasing Power Parity, PPP). La méthodologie complète utilisée dans ce programme de comparaison international est décrite dans le manuel méthodologique Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat.[11]

L'Observatoire de la formation des prix (OFP) du Ministère de l'Économie effectue également sa propre enquête à fréquence biennale dans le but de mesurer le niveau et l'évolution des prix des produits vendus dans les grandes surfaces alimentaires de la Grande Région. Selon la dernière édition de l'« Étude 4 frontières »[12] des différences au niveau des prix des produits alimentaires ont été recensées au sein de la Grande Région : globalement, le Luxembourg résulte être légèrement plus cher que la moyenne de la Grande Région (base 100) dans les rayons épicerie (indice 100,8), produits frais et non alimentaire (indice 100,5 chacun), alors qu'il présente des prix moins élevés dans le rayon liquides (c.-à-d. les boissons, indice 96,6) et droguerie-parfumerie-hygiène (indice 99,6). Les principales conclusions de ce rapport sont passées en revue avec les représentants des consommateurs et du patronat dans le cadre du Comité de suivi des travaux réalisés par l'OFP.

Le rapport publié par Eurostat ne permet pas de déterminer les raisons principales des écarts de prix constatés. Il s'agit uniquement d'une comparaison des niveaux de prix pour les consommateurs et avec les données mises à disposition il n'est pas possible d'analyser les facteurs des divergences de prix, comme par exemple les loyers, les salaires et le niveau des taxes. Il en est de même pour l'analyse de l'OFP qui ne permet pas non plus de connaître les raisons principales des écarts observés car « l'étude se limite à une pure logique de prix et ne considère pas d'autres facteurs pouvant influencer les prix de vente ou le comportement des consommateurs comme par exemple le pouvoir d'achat, les standings différents des grandes surfaces alimentaires, les heures d'ouverture ou les coûts de transport »[13]. Dans ce cadre, il est cependant utile de rappeler que « de nombreuses entreprises luxembourgeoises affirment régulièrement faire face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur de l'UE, à cause de restrictions territoriales de l'offre (RTO) »[14]. Ce phénomène a récemment été étudié plus en détail dans une enquête qualitative[15] lancée par le Secrétariat général Benelux qui a recensé le ressenti des entrepreneurs belges, néerlandais et luxembourgeois sur la nature et l'ampleur des RTO dans le commerce de détail et, dans le cas du Luxembourg, aussi hors commerce de détail (p. ex. artisanat, etc.). « Le commerce de détail luxembourgeois est très souvent en concurrence directe avec le commerce de détail limitrophe. Il s'avère, cependant, que cette concurrence puisse être biaisée par la pratique systématique de certains fabricants et/ou de leurs intermédiaires de refuser, en vertu de res-

[9] Pour plus de détails : https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/9832360/2-20062019-AP-FR.pdf/c4a4cad9-c259-4c81-aaf1-a3e1db4c5815

[10] Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont des indicateurs des différences de niveau de prix entre les pays. Ils indiquent combien d'unités monétaires coûtent une quantité particulière de marchandises ou de services dans les différents pays. Les PPA peuvent être utilisées comme taux de conversion des monnaies afin de convertir des dépenses exprimées en monnaies nationales en une monnaie commune artificielle (le standard de pouvoir d'achat, SPP), ce qui supprime donc l'effet des différences de niveaux de prix entre les pays.

[11] Pour plus de détails : https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-manuals-and-guidelines/-/KS-RA-12-023

[12] Source : https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rapport-thematique-ofp-0071.html

[13] Idem

[14] Source : https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rt-ofp-009.html

[15] Pour plus de détails : http://www.benelux.int/fr/rto

trictions territoriales de l'offre, aux commerçants luxembourgeois le libre accès à des réseaux d'approvisionnent de leur choix. Or, le consommateur luxembourgeois est demandeur de produits des trois pays. L'impossibilité pour certains commerçants luxembourgeois de choisir le circuit de distribution le plus efficient en termes de prix et d'adéquation des produits à la demande luxembourgeoise, peut représenter un désavantage compétitif considérable. »[16] Ainsi, ce phénomène pourrait expliquer, au moins en partie, certains écarts de prix au niveau des produits alimentaires recensés par Eurostat. Pour conclure, notamment suite aux travaux menés dans le cadre du Benelux, la Commission européenne a récemment lancé une étude en vue d'un examen approfondi de ces RTO. Le Gouvernement suit de près ce dossier d'une importance structurelle pour le Luxembourg.

**Question 1024** (05.08.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant **Spire Global Luxembourg SARL :**

Après

- l'échec de l'aventure « Planetary Resources » et

- la reprise de Deep Space Industries par Bradford Space et son repositionnement (loin du « space mining »),

Spire Global Luxembourg SARL, constituée le 20 novembre 2017, vient de publier ses comptes pour son premier exercice social enregistrant une perte de plus de sept millions d'euros en 2018.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il cette situation ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer la raison d'être de la filiale luxembourgeoise de Spire Global Inc. ?

- A-t-elle uniquement été créée à des fins d'optimisation fiscale (p. ex. pour bénéficier du régime fiscal de la propriété intellectuelle luxembourgeois) ?

- À défaut, pour quelles raisons le Luxembourg Future Fund (LFF) n'a-t-il pas pris une participation directe dans la filiale luxembourgeoise ? Quels étaient / auraient pu être les obstacles rencontrés par le LFF, voire ses initiateurs en raison d'une telle prise de participation ?

- Le Luxembourg Future Fund entend-il revoir sa stratégie d'investissement face aux pertes enregistrées par la filiale luxembourgeoise de Spire Global Inc. ? Qu'en est-il du risque réputationnel pour notre économie ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la filiale luxembourgeoise voire Spire Global Inc. elle-même, ont bénéficié d'autres financements publics, par exemple via les programmes de l'ESA, voire le programme LuxIMPULSE ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser le montant, le type de financement accordé et le(s) programme(s) via le(s)quel(s) les financements ont été réalisés ?

- Toujours dans l'affirmative, combien de ces fonds ont déjà été mis à disposition des entreprises concernées et pour quels projets ?

**Réponse** (09.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie :*

Dans le cadre d'un investissement du Luxembourg Future Fund SIF SICAV SA (LFF), la société Spire Global Inc. a créé en 2017 une filiale au Luxembourg pour en faire le quartier général européen de l'entreprise et y baser une partie de son équipe dirigeante. D'origine américaine, l'entreprise a notamment choisi le Grand-Duché en raison de l'expertise existante dans le secteur national de l'espace et de sa renommée internationale ainsi qu'en raison de l'environnement propice au développement des activités spatiales innovantes et technologiques à haute valeur ajoutée. Spire Global Luxembourg SARL mène des activités d'ingénierie, de conception d'infrastructures, d'opérations de satellites, d'analyse de données et de développement d'affaires à partir du Grand-Duché.

En accord avec sa mission et son fonctionnement, le LFF a co-investi aux côtés du fonds RRE Leaders Fund dans la maison mère du groupe, Spire Global Inc. L'ensemble des actionnaires de Spire ont apporté leurs fonds dans la maison mère du groupe. Un investissement à ce niveau assure une rentabilité financière globale et ce indépendamment de la division du travail entre entités du groupe. Il permet également, le moment venu, de participer à la sortie de capital, organisée au niveau de Spire Global Inc., élément clé dans le cadre d'un fonds d'investissement.

La réputation de Spire Global en matière de données tient à sa vaste constellation de nanosatellites entièrement détenus et exploités par l'entreprise. En offrant à ses clients dans les secteurs maritimes, météorologiques et de l'aviation des services de collecte et d'analyse de données, l'entreprise et ses activités s'inscrivent pleinement dans la stratégie d'innovation nationale basée sur les données pour soutenir l'émergence d'une économie durable et de confiance. Fondée en 2012 en Californie et ayant aussi des bureaux à Singapour et à Glasgow, Spire emploie actuellement 164 personnes, dont 20 au Luxembourg.

Il n'appartient pas au Ministère de l'Économie de commenter les comptes publiés d'une entreprise. D'une manière générale on peut néanmoins souligner que les start-ups, de surcroît dans le cas d'investissements importants, enregistrent souvent des résultats négatifs lors des phases d'amorçage et d'expansion. La réalisation de pertes lors de cette période n'est donc pas un indicateur fiable permettant de conclure à un développement défavorable de la société.

Spire Global Luxembourg SARL bénéficie d'un contrat-cadre de l'Agence spatiale européenne pour le développement de nouveaux services à valeur ajoutée d'une enveloppe de dix millions d'euros. Ce contrat couvre 50 % des coûts de développement, ce qui signifie que Spire Global Luxembourg SARL contribue également à hauteur de 50 % (soit en valeur absolue dix millions d'euros) avec ses fonds propres aux coûts de développement de ses nouveaux services. À ce jour, environ deux tiers de l'enveloppe a été engagée sur des projets concrets.

**Question 1025** (06.08.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs :**

Hier, le Ministre de la Justice du Land allemand de la Rhénanie-Westphalie du Nord a dévoilé un nouveau logiciel permettant de lutter plus efficacement contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs.

Le software mis au point par un groupe d'experts issus des milieux de la recherche scientifique, de l'économie et de l'unité de la cybercriminalité près de la justice projette de recourir à l'intelligence artificielle pour fouiller des quantités énormes d'images et de vidéos et pour identifier les auteurs et victimes potentiels de telles infractions. Le recours aux nouvelles technologies signifie aussi un allègement de l'énorme charge mentale qui pèse sur les enquêteurs consistant à consulter à longueur de journée des images d'une atrocité certaine.

Le Land allemand n'est pas le premier à avoir annoncé vouloir mettre à profit l'intelligence artificielle pour accentuer la lutte en matière d'infractions sexuelles commises sur des enfants. Début 2018, le journal français « Le Monde » rapportait que « New Scotland Yard » allait mettre en place une nouvelle technologie de reconnaissance des images de pédopornographie.

Dans son rapport sur la mise en application de la directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie, le Parlement européen invitait déjà les États membres à « investir davantage dans l'élaboration et l'usage de nouveaux outils de police scientifique afin d'être plus efficaces et de sauver des victimes d'abus ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Comment le Gouvernement a-t-il mis en œuvre la recommandation du Parlement européen susmentionné ? Comment les capacités d'enquête des services répressifs, tant en termes de recours aux nouvelles technologies que de formation du personnel ont-elles évolué ces dernières années ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de développer ses propres outils en matière d'intelligence artificielle et, dans l'affirmative, suivant quel échéancier ? Quels sont les acteurs associés au développement de ces nouvelles solutions informatiques ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de s'associer aux efforts déployés par les autorités de la Rhénanie-Westphalie du Nord en matière d'intelligence artificielle ? Le Gouvernement entend-il conclure un accord de coopération spécifique avec les autorités allemandes précitées, voire avec les autorités d'autres États membres ?

4) Combien de policiers s'occupent actuellement des dossiers de pédopornographie et des affaires d'infractions à connotation sexuelle commises sur des enfants ? Qu'en est-il du côté des autorités judiciaires ? Le Gouvernement entend-il augmenter les capacités RH en la matière et, dans l'affirmative, suivant quel échéancier ?

5) Combien d'affaires en matière de pédopornographie ont été initiées par le Luxembourg au cours des cinq dernières années ? Combien de fois les autorités luxembourgeoises ont-elles été sollicitées par les services répressifs d'autres pays (lesquels ?) à ce sujet au cours des cinq dernières années ?

6) Plus généralement, le Parlement européen a, via son rapport susmentionné, invité les États membres à « accroître la coopération policière et judiciaire entre eux, ainsi que de faire plein usage des outils de coopération existants fournis par Europol et Eurojust au niveau de l'Union, de sorte à garantir l'aboutissement des enquêtes et des poursuites à l'encontre des auteurs. À cette fin, elle souligne qu'il convient de mettre à la disposition d'Europol et d'Eurojust des ressources suffisantes pour remplir leur mission dans ce domaine ». Le Parlement européen a également encouragé les États membres « à partager leurs bonnes pratiques en ce qui concerne les mesures d'enquête et les méthodes utilisées dans le cadre des poursuites ».

Le Gouvernement peut-il m'exposer comment ces recommandations ont été concrètement mises en œuvre ?

**Réponse commune** (13.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Au sein du Service police judiciaire de la Police grand-ducale, la section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » a pour mission de mener des enquêtes du type pédopornographie. Les enquêteurs de cette section suivent régulièrement des formations offertes tant par Europol que par Interpol ou tout autre service à l'étranger et au Luxembourg. Depuis plusieurs années, la section est dotée d'un logiciel spécifique pour pouvoir analyser les données, notamment un système de reconnaissance d'images ou de films pédopornographiques.

ad 2) + 3) À l'heure actuelle, eu égard aux développements technologiques récents en ce qui concerne l'intelligence artificielle, la police attend les premiers retours d'expérience des pays précurseurs pour évaluer le besoin ou la possible plus-value d'une telle solution par rapport aux outils informatiques spécifiques actuellement mis en place.

ad 4) Actuellement, treize enquêteurs de la section « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » du Service de police judiciaire s'occupent entre autres des infractions à connotation sexuelle commises sur des enfants. Outre les enquêtes relatives aux abus sexuels sur mineurs, deux enquêteurs sont spécialement en charge des dossiers de pédopornographie.

Les effectifs de la Police grand-ducale seront renforcés de manière générale dans le cadre du plan de recrutement. Les besoins des différentes unités et sections seront ainsi évalués.

Au niveau du ministère public, un magistrat du Parquet de Diekirch, et, en moyenne sur les dernières années, un groupe de quatre magistrats de la section Protection de la jeunesse et famille du Parquet de Luxembourg, se sont spécialisés dans la lutte contre la pédopornographie et contre les abus sexuels sur mineurs. Il y a lieu de relever qu'en 2018, le Parquet de Luxembourg a décidé de fusionner les sections « Protection de la jeunesse » et « Protection de la famille ». En effet, le cercle familial doit être considéré comme un ensemble, ce qui permet une approche multidisciplinaire et complète permettant de mieux combattre le « mal » à la racine.

Au niveau du cabinet d'instruction auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, cinq juges d'instruction et, à partir de septembre, six juges d'instruction se sont spécialisés en matière de lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs. Au niveau du cabinet d'instruction de Diekirch, il s'agit actuellement d'un juge d'instruction.

Les effectifs de la magistrature sont renforcés dans le cadre du programme pluriannuel de recrutement de la magistrature, tel que prévu dans la loi modifiée afférente du 27 juin 2017.

ad 5) Nombre d'affaires « initiées » par le Luxembourg en matière de pédopornographie au cours des cinq dernières années

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Affaires qui ont débuté par une dénonciation d'autorités étrangères

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Nombre de commissions rogatoires dont le Luxembourg a été saisi en matière de pédopornographie

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Pays requérants

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 6) Les autorités policières et judiciaires font bien entendu usage des outils de coopération fournis par Europol et Eurojust, en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 en ce qui concerne Europol, et du règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 en ce qui concerne Eurojust. Aussi, afin d'approfondir leurs connaissances en la matière, les enquêteurs en charge des enquêtes relatives à la pédopornographie participent régulièrement à des stages, formations et colloques organisés par les autorités étrangères, notamment par Europol, Interpol et le BKA, et les nouvelles tendances et les meilleures pratiques utilisées par les autorités internationales sont, si nécessaire, introduites dans les enquêtes nationales.

Pour la grande majorité des affaires où des personnes ont consulté des représentations pornographiques, le Service de police judiciaire a d'ailleurs été saisi via les systèmes de coopération internationale (Europol et Interpol).

**Question 1026** (06.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **transmission d'informations policières à des fins administratives :**

Dans leur réponse à notre question parlementaire n° 0945, Messieurs les Ministres fournissent un certain nombre de précisions concernant la procédure d'admission à la cérémonie officielle pour la Fête nationale du 23 juin 2018. Les réponses fournies appellent toutefois de nouvelles interrogations.

Nous notons dans ce contexte qu'en réponse à notre question parlementaire n° 0845, Messieurs les Ministres avaient fait savoir que « La décision sur l'admission ou non de ces personnes se fait par le Premier Ministre sur base d'un avis de la Police grand-ducale. » Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 0945, le Gouvernement affirme toutefois que « aucun avis proprement dit n'est élaboré de la part de la Police grand-ducale ». Le Gouvernement s'est en quelque sorte « ravisé ».

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Alors que Messieurs les Ministres soulignent dans leur réponse que « les modalités d'application de la loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière n'étaient pas encore arrêtées au moment de la demande de screening adressée à la police » et que dès lors « la transmission s'est faite de manière informelle », Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer comment ces démarches ont évolué depuis, i. e. pour l'édition 2019 de la cérémonie officielle pour la Fête nationale ?

2) Quelles pourraient être les pistes de réforme que le Gouvernement (pour clarifier la base légale, les modalités du screening, les critères d'exclusion, les voies de recours) a laissé entrevoir dans sa réponse à notre question n° 0945 ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que des screening ont été effectués annuellement par la Police grand-ducale à la

[16] Source : https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/rapports-observatoire-formation-prix/rapport-thematique-ofp/rapport-thematique-ofp-0071.html

demande du Service du Protocole du Gouvernement depuis la toute première édition de la cérémonie officielle pour la Fête nationale en 2014 ?

a) Dans l'affirmative, quelle a été la base légale pour ces vérifications avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 février 2018 susmentionnée ?

b) Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que ces screening se sont faits sans base légale ?

4) Combien de personnes n'ont pas été admises aux cérémonies officielles pour la Fête nationale depuis 2014 (par an) ? Est-ce que dans ces différents cas de figure, les règles de la procédure administrative non contentieuse ont été minutieusement suivies et appliquées ?

5) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une liste des manifestations lors desquelles le Gouvernement demande un screening de la part de la Police grand-ducale ? Le Gouvernement demande-t-il, le cas échéant, également des informations/renseignements à d'autres services étatiques (ou autres) pour ces manifestations ? Comment le screening se fait-il à ces occasions (critères de sélection des personnes à soumettre à vérification, base légale, etc.) ? Quelles sont les données traitées/consultées à cette occasion ?

6) Existe-t-il d'autres manifestations pour lesquelles la police procède motu proprio à un screening ? Lesquelles ?

**Réponse commune** (17.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Suite à la réponse à la question parlementaire n° 0945, les honorables Députés posent des questions supplémentaires concernant la transmission d'informations policières à des fins administratives.

ad 1) Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0945 dans laquelle le Gouvernement avait indiqué qu'au vu des exigences de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière, le Gouvernement veillera à établir pour l'avenir des critères d'exclusion spécifiques.

En raison de l'insécurité juridique née du débat lancé autour de la légalité des screening ainsi effectués, la Police grand-ducale n'en a pas effectué dans le cadre de la cérémonie officielle de 2019. La police a néanmoins assuré une présence renforcée sur les lieux de la cérémonie. Compte tenu de l'envergure de l'évènement, il conviendra à l'avenir de réévaluer le dispositif de sécurité requis.

ad 2) Alors que le Gouvernement vient d'entamer l'analyse à laquelle il est fait référence dans la réponse à la question parlementaire n° 0945, il est à ce stade trop tôt pour en connaître les résultats. Le Gouvernement en informera la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

ad 3) La police a effectué ces screening de sécurité chaque année entre 2014 et 2018. Dans l'exercice de ses missions de police administrative, la police remplit ses obligations relatives à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens, comme le prévoit l'article 3 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

ad 3) a) + b) Dans sa réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Baum n° 0899 du 15 juillet 2019, le Ministre de la Sécurité intérieure a expliqué que « Je renvoie dans ce contexte au rapport de la Commission juridique relatif au projet de loi n° 6976, devenu la loi du 22 février 2018 dont il ressort qu'avant la loi du 22 février 2018, la transmission de données à caractère personnel et d'informations par la police était dépourvue d'une base légale nationale adéquate alors que, si certaines lois faisaient état, sous une formulation ou une autre, d'une honorabilité professionnelle ou d'antécédents à vérifier et que les administrations pouvaient légalement traiter les données et informations reçues, des dispositions claires et précises permettant à la Police grand-ducale de les transmettre faisaient défaut. Il ressort de ce même rapport qu'avant la loi du 22 février 2018, les administrations de l'État qui nécessitaient des informations à caractère policier concernant une personne déterminée devaient s'adresser, en tout état de cause, aux parquets. Ce n'est que la loi du 22 février 2018 qui a instauré le principe des données disponibles ou accessibles, qui a permis à la police de traiter des informations dont la magistrature était en fait le propriétaire, avec comme seule exception l'enquête en cours où l'autorisation du magistrat compétent restait requise. Pour écarter cette insécurité juridique, la police avait proposé d'inclure dans le projet de loi devenu la loi du 22 février 2018 des dispositions relatives à la coopération administrative. »

ad 4) Les listings envoyés par courriel par le Protocole, ainsi que les réponses retournées via le même mode de transmission contenant des extraits de ces listings qui reprenaient uniquement les personnes figurant effectivement dans les bases de données consultées, n'ont pas été archivés par la police.

Pour le reste, le Gouvernement rappelle sa réponse à la question parlementaire n° 0945 : « Le Gouvernement n'avait pas prévu de voies de recours contre une décision de refus d'admission. »

ad 5) Aucune autre manifestation n'est concernée.

Aucun autre service étatique n'a été sollicité dans ce contexte.

ad 6) Dans le cadre de manifestations d'envergure, comme par exemple les visites d'État et visites officielles, à l'occasion desquelles la mission d'assurer la protection et la sécurité du dignitaire étranger incombe à la police, celle-ci procède à une vérification des personnels des prestataires qui bénéficient d'un accès rapproché par rapport à la personne du dignitaire sans nécessairement passer via un contrôle d'accès physique. Il s'agit essentiellement de personnels de sociétés privées qui y interviennent sur base contractuelle.

Dans ce contexte, il n'existe pas de demande de vérification de la part d'un organisateur. La police y remplit une de ses obligations cadre, contenue à l'article 3 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, à savoir la prévention des infractions et la protection des personnes et des biens.

Cette mission existait sous une forme textuelle presqu'identique également dans les anciennes versions des lois organiques relatives à la Police respectivement à la Gendarmerie grand-ducale.

**Question 1027** (06.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **consultation du fichier central :**

Nodeems e Bierger e Relevé vu senge perséinlechen Donnéeë bei der Police ugefrot hat, krut hie folgend Äntwert vusäite vun der Police:

« Il résulte de nos recherches que la Police grand-ducale ne traite pas de données à caractère personnel vous concernant dans ses fichiers Fichier central, Journal des incidents. Informations policières. »

Allerdéngs ass de besote Bierger an den 80er an 90er Jore verhaft a veruerteelt ginn. Zousätzlech ass 2009 nach eng Plainte géint dës Persoun deposéiert ginn.

Eisen Informatiounen no sinn déi genannten Infraktioune vu viru méi wéi 25 Joer an de Fichiere vun der Douane nach accessibel, an dat a vollem Ëmfang.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt bei der Police offensichtlech keng Informatioune méi iwwert dës Infraktiounen existéieren, a wéi ass et ze erklären, datt bei der Douane nach ëmmer all d'Tracen zu de besote Faiten erëmzefanne sinn?

2. Wie genee huet nach Accès op dës Faiten, déi méi wéi zéng Joer zréckleien? Wéi eng Méiglechkeete bestinn an deem Kader jeeweils fir d'Police, d'Douane an d'Justiz, fir op dës Informatiounen zréckzegräifen?

3. D'Informatiounen aus der Partie Archivage vun der Police (déi jo bekanntlech laut GDPR och eng Datebank ass) ginn net evoquéiert - firwat net? Wéi eng Administratiounen, voire Instanzen, hunn Accès op dës Donnéeën?

4. Ginn déi archivéiert Donnéeën, konform zum Artikel 15 vum Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données un auslännesch Autoritéite weidergeleet ? Wa jo, u wien, a goufen déi concernéiert Persounen dovun a Kenntnes gesat?

5. Wann eng Biergerin oder e Bierger, iwwert d'Lettre modèle vun der CNPD, en Auszuch aus senge Police-Fichieren ufreet (Fichier central, Journal des incidents, Informations policières, etc.), kritt déi concernéiert Persoun da gewéinlech och d'Informatioune matgedeelt, déi an der Partie Archivage stinn?

6. Funktionéiert de Fichier vun der Douane no de selwechte Prinzipie wéi dee vun der Police? Wa jo, ginn also och bei der Douane Faiten, déi méi wéi zéng Joer zréck leien, automatesch an d'Partie Archivage iwwer? Wa jo, figuréieren dës Donnéeën um Relevé, deen ee mat Hëllef vum Formulaire vun der CNPD kann ufroen?

7. Ass vun de Ministere Bausch a Braz aus virgesinn, ee Formulaire bereetzestellen, deen et dem Bierger erméiglecht, sämtlech Donnéeën, déi iwwer en existéieren, iwwer eng zentral Ulafstell unzefroen, fir esou dem wuessende Wonsch säitens de Biergerinnen a Bierger no méi engem konsequente Schutz vu perséinlechen Donnéeë gerecht ze ginn?

**Réponse commune** (08.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Ouni kënnen a wëllen op dee spezifesche Fall vun deem Bierger anzegoen, op deen den Här Deputéierte sech bezitt, ass et esou, dass bei der Police, wéi dat schonn a vireschten Äntwerten op parlamentaresch Ufroe gesot ginn ass, d'Protokoller an d'Rapporten zéng Joer am Fichier central gehale ginn an dann an d'Partie Archivage transferéiert ginn, wou nëmmen op Autorisatioun vum Procureur général oder vun engem vu sengen Adjointë kann op d'Daten zougegraff ginn.

D'Douanesverwaltung ka sech net zu engem Fallbeispill prononcéieren, dat dem honorabelen Deputéierte bekannt ass, awer der Verwaltung net. An dësem Kontext ënnersträicht d'Douane awer, dass bis zum 6. August 2019 all deene Persounen, déi hiert Recht op Informatioun am Kader vun dem Gesetz „loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale" an Usproch geholl hunn, matgedeelt gouf, dass d'Douane keng perséinlech Donnéeë vun hinnen traitéiert.

ad 2. All Polizist kann am Fichier central Accès op den Archivdeel froen. D'Responsabel vum Fichier central kontaktéieren dann déi zoustänneg Magistraten an erklären, firwat den Accès gefrot gëtt. Wann den zoustännege Magistrat den Accord gëtt, gëtt den Dossier fir de Beamte fräigeschallt.

ad 3. Et ass wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass d'Traitementer, déi d'Police an der Exekutioun vun hiren operationelle Missiounen, wéi de Fichier central, net ënnert d'RGPD fält, mä ënnert d'Dateschutzdirektiv 2016/680, respektiv hiert Transpositiounsgesetz.

Vun deem Moment, wou d'Police den Accès op d'Partie Archive vum Procureur général autoriséiert krut, ginn d'Donnéeën no deeneselwechte Regelen traitéiert wéi déi, déi nach net archivéiert sinn.

Firwat d'Informatiounen net evoquéiert goufen, gëtt an der Fro 5 beäntwert.

ad 4. Wéi sech aus der Äntwert op d'Fro 4 ergëtt, ass den Artikel 15 vum RGPD net applikabel, mä den Equivalent aus dem Transpositiounsgesetz vun der Direktiv 2016/680, wat den Artikel 13 ass.

De Prinzip selwer vun den Transferten an d'Ausland ass allerdéngs an den Artikele 34 bis 37 geregelt.

Archivéiert Donnéeë kënnen awer genau wéi déi aner Donnéeën och behandelt gi vun deem Moment un, wou de Procureur général säin Accord ginn huet. Et sief awer och drop higewisen, dass fir den Transfert vun Donneeën un auslännesch Autoritéiten d'Dateschutztexter nëmmen allgemeng Regelen duerstellen, d'Artikele 34 bis 37 bezéie sech jo och net op EU-Memberstaten, an dass déi pertinent Regele sech aus den Texter iwwert d'Entraide judiciaire an d'Coopération policière ofleeden. Vill vun deenen Texter gesinn iwwregens spezifesch Dateschutzregele vir.

An der Regel ginn d'Leit net a Kenntnes gesat, wann hir Donnéeën an d'Ausland transferéiert ginn, well dat am Kontext vu lafenden Ermëttlunge geschitt an dann den Artikel 14 (2) applizéiert gëtt. Et sief och nach eng Kéier op den Artikel 17 higewisen, dee seet, dass wärend enger lafender Ermëttlung d'Regele vun der Procédure pénale gëllen an net déi vum Dateschutz. Dat ass, fir ze verhënneren, dass ee sech iwwert d'Hannerdier vum Dateschutz Accès op Informatioune verschafe kann, op déi een als Partei laut Procédure pénale keen Accès hätt.

ad 5. An enger éischter Phas huet d'Police keng Informatioune matgedeelt, wann et Informatiounen an der Partie Archivage gouf. D'Iwwerleeung war, dass d'Donnéeën der Police jo och guer net méi zougänglech sinn ouni den explizitten Accord vum Procureur général.

Wéi dunn den Archivage ëmmer méi an de Fokus vun dem Debat koum, huet d'Police gemengt, et wär besser, och Informatiounen aus dem Archivage ze ginn, eben och, well et duerch déi relativ kuerz Delaien awer zu Fäll ka kommen, wou d'Leit sech wonneren, firwat se net am Fichier dra sinn, esou wéi dat jo och an deem Fall, deen zu dëser Fro geféiert hat, de Fall war. D'Police ass duerfir amgaangen, mat der Magistratur ze kucken, ënner wéi enger Form dat kéint gemaach ginn. Bis dat juristesch gekläert ass, gëtt d'Police weiderhi keng Renseignementer zu Donnéeën aus dem Archivagedeel.

ad 6. A strofrechtlechen Dossiere gi vun der Douanesverwaltung perséinlech Informatiounen dem Gesetz „loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale" no traitéiert. Den Archivage vun dësen Informatiounen ass heibäi abegraff.

Betreffend d'Traitement vu perséinlechen Donnéeën ënnerscheet d'Douane net tëschent aktuellen an archivéierten Informatiounen. D'Äntwerte säitens der Douanesverwaltung op all Ufro zu Informatioune betreffend perséinlechen Donnéeën am Kader vum viséierte Gesetz ass soumat generell a komplett.

Zu den archivéierten Donnéeë bei der Douanesverwaltung gëtt et nëmmen e strikten, intern limitéierten Zougang, deen de Fonctionnaren aus de jeeweilegen zoustännege Servicer virbehalen ass.

ad 7. Déi Fro vun de Formulairen, mat deenen d'Biergerinnen an d'Bierger kënne bei engem Verantwortlechen („responsable du traitement") hiren Droit d'accès ausüben, ass schonn diskutéiert a beäntwert ginn an där gemeinsamer Sitzung vun der Justizkommissioun a vun der Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet vum 15. Juli 2019, wou d'Madamm Larsen drop higewisen huet, dass d'CNPD zwee Formulairen zur Verfügung stellt, ee fir am Kader vum RGPD, an ee fir am Kader vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 iwwert den Dateschutz an de Beräicher Strofrecht an national Sécherheet beim jeeweilegen zoustännege Verantwortlechen den Droit d'accès auszeüben. Fir weider Detailler verweisen ech op de Verbatim vun där Sitzung, Säit 16 a Säite 59 bis 63.

D'Ausféierunge vun der Madamm Larsen maachen iwwregens däitlech, dass eng Biergerin oder e Bierger net ka bei enger eenzeger zentraler Ulafstell nofroen, ob iergendwou beim Stat Donnéeën iwwer si oder hien existéieren. Souwuel den RGPD wéi och dat uewe genanntent Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 sinn no der Logik opgebaut, dass de respektiven „responsable du traitement" ëmmer déi éischt Ulafstell ass, wann eng Biergerin oder e Bierger Froen zu sengen Donnéeën huet, déi vun deem „responsable du traitement" veraarbecht ginn. An deen „responsable du traitement" kann, je nodeems ëm wéi eng Dateveraarbechtung zu wéi engem Zweck et geet, d'Police sinn oder d'Douane, e Ministère oder eng aner Verwaltung, oder och nach eng Gemeng. An deem Kontext wier d'Bereetstellung vun engem eenzege Formulaire also net zweckméisseg an ass dofir och net virgesinn.

Doriwwer eraus wier dee System vun enger eenzeger Ulafstell fir all Fichier, deen am Kader vum Stat gefouert gëtt, besonnesch am Kontext vun der Strofverfolgung, net kompatibel mat der Gewaltentrennung, well dat géif e Rapprochement oder souguer eng Vermëschung vun de Fichiere mat sech brengen, déi op där enger Säit vum Executif an op där anerer Säit vum Judiciaire gefouert ginn. Dat wier weiderhin och net kompatibel mat den Dateschutzregelen, esou wéi se säit August 2018 a Kraaft sinn.

**Question 1028** (06.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **TVA logement :**

De Logementsproblem zu Lëtzebuerg spëtzt sech zou. Souwuel am Leitartikel vum „Luxemburger Wort" vum 6. August souwéi och am Editorial vum „Tageblatt" vum 5. August 2019 geet et ëm dëse sensibele Sujet. De Michel Rafferty vum Institut fir Geografie a Landesplanung vun der Universitéit Lëtzebuerg stellt deementspriechend fest: „Wohnen in Luxemburg und darüber hinaus - eine echte Krise". Och den OGB-L huet d'Léise vum Logementsproblem mëttlerweil zu enger vun hire Prioritéiten erkläert. Den duerchschnëttleche Loyer ass 2018, notamment opgrond vun enger Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 % um Bau vun Zweetwunnengen, ëm net manner wéi 18,23 % an d'Luucht gaangen. Dës

Hausse trëfft also an der Praxis haaptsächlech de Locataire.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wier den Här Minister Gramegna bereet, d'Hausse vun der TVA um Bau vun Zweetwunnenge réckgängeg ze maachen? Wann net, firwat?

2. Här Minister, wat sinn insgesamt d'Steierrecetten, déi de Lëtzebuerger Stat opgrond vun der Besteierung vu Loyeren am Joer 2017 an 2018 erhuewen huet?

3. Här Minister, kéint Dir präzis bezifferen, wéi vill zousätzlech Recetten duerch d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 % am Joer 2018 fir de Stat entstane sinn?

**Réponse** (12.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten ass der Meenung, dass d'Hausse vum duerchschnëttleche Loyer zu Lëtzebuerg 2018 virun allem op d'Hausse vun der TVA vun 3 % op 17 % um Bau vun Zweetwunnengen zréckzeféieren ass. D'Regierung deelt des Analys net an huet och am Moment keng Pläng, fir d'Hausse vun der TVA um Bau vun Zweetwunnenge réckgängeg ze maachen.

Allgemeng sief nach emol drun erënnert, dass de Logement ee vun de Schwéierpunkter wäert si vun der nächster Steierreform an dass an dësem Kontext all pertinent steierlech Mesuren analyséiert ginn.

Wat insgesamt d'Steierrecetten, déi opgrond vun der Besteierung vu Loyeren erageholl ginn, ugeet, esou muss ee wëssen, dass déi verschidde Kategorië vu Revenuen alleguer matenee besteiert ginn, no engem progressive Barème, an et also net méiglech ass, déi verschidde Steierrecetten isoléiert vuneneen ze bestëmmen.

Och betreffend der TVA ass et net méiglech, fir d'Recetten, déi duerch d'Hausse vun 3 % op 17 % entstane sinn, isoléiert ze bestëmmen, well déi concernéiert Aarbechten (beim Bau vun Zweetwunnengen) net op enger spezifescher Erklärung mussen deklaréiert ginn. Dëst gëllt souwuel fir d'Entreprisë wéi och fir d'Proprietairen.

**Question 1038** (08.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **registre des bénéficiaires effectifs :**

La loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs (RBE), de même que son règlement d'exécution est problématique à plus d'un égard.

En termes de protection des données, il est renvoyé à l'avis circonstancié de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) du 22 novembre 2018.

En effet, tout en reconnaissant le bien-fondé de l'ouverture du RBE au grand public, la CNPD a notamment insisté sur des mesures de sauvegarde ayant pour but « d'assurer une approche proportionnée et équilibrée et de garantir les droits au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel ». Elle a notamment demandé la mise en place d'un traçage des personnes ayant consulté le registre.

Ce traçage serait par ailleurs justifié au regard des droits conférés aux bénéficiaires effectifs par le règlement n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, à savoir le droit à l'information et le droit d'accès.

La CNPD a également émis d'autres observations et suggestions, notamment en matière de limitation de l'accès au RBE, l'échange d'informations entre le gestionnaire du RBE et d'autres autorités, la durée de conservation des informations notamment historiques. Notons à ce dernier égard que, dans son avis du 22 janvier 2019 relatif au projet de règlement d'exécution de la loi sur le RBE sous rubrique, le Conseil d'État soulignait que le règlement grand-ducal dépasserait le cadre tracé par la loi de sorte qu'il risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille revoir la législation susmentionnée pour la rendre conforme aux règles et principes applicables en matière de protection des données ?

- En plus d'un traçage de toutes les personnes ayant accès au RBE, quelles sont les dispositions que Monsieur le Ministre entend adapter ?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin expliquer pour quelles raisons il n'a pas tenu compte des observations formulées notamment par la Commission nationale pour la protection des données, voire le Conseil d'État fin 2018 respectivement début 2019 ?

**Réponse** (01.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

À titre liminaire, il y a lieu de rappeler que c'est la directive 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (dite 4e directive AMLD) qui a posé l'obligation de créer un registre central regroupant les informations sur les bénéficiaires effectifs, registre devant être accessible au moins aux autorités compétentes en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, aux professionnels soumis à des obligations de vigilance à l'égard de leur clientèle et aux personnes et organisation capable de démontrer un intérêt légitime.

La directive 2018/843 du 30 mai 2018 (dite 5e directive AMLD) a imposé ensuite que le registre en question soit accessible à tout membre du grand public.

Selon le considérant (30) de cette directive cette ouverture se justifie comme suit :

« L'accès du public aux informations sur les bénéficiaires effectifs permet un contrôle accru des informations par la société civile, notamment la presse ou les organisations de la société civile, et contribue à préserver la confiance dans l'intégrité des transactions commerciales et du système financier. Il peut contribuer à lutter contre le recours abusif à des sociétés et autres entités juridiques et constructions juridiques aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, à la fois en facilitant les enquêtes et par le biais de considérations de réputation, dans la mesure où quiconque susceptible de conclure des transactions connaît l'identité des bénéficiaires effectifs. Il facilite également la mise à disposition efficace et en temps utile d'informations pour les institutions financières et les autorités, notamment les autorités des pays tiers, impliquées dans la lutte contre ces infractions. L'accès à ces informations serait également utile aux enquêtes sur le blanchiment de capitaux, sur les infractions sous-jacentes associées et sur le financement du terrorisme. »

I. Avant de répondre aux deux premières questions soulevées par les auteurs de la question parlementaire, j'aimerais d'abord, en toute logique, traiter la question des observations soulevées par le Conseil d'État et la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et des suites qui y ont été données.

A. Quant aux observations soulevées par le Conseil d'État

Pour ce qui est des observations du Conseil d'État, il est à relever que le Conseil d'État a effectivement évoqué le risque d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution en rapport avec des dispositions comprises dans les articles 4, paragraphe 2, 8, paragraphes 2 et 4, 11, paragraphe 2 et 12, paragraphe 1er du projet de règlement grand-ducal.

Toutes les dispositions concernées ont été adaptées dans le texte du règlement grand-ducal tel qu'il a été pris pour tenir compte de l'avis du Conseil d'État.

B. Quant aux observations soulevées par la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

1) Pièces d'identité

En ce qui concerne l'avis du 22 novembre 2011 de la CNPD, il y a lieu de rappeler que celui-ci a été discuté lors des réunions de la Commission de la Justice du 13 décembre 2018 lors de l'examen du projet de loi 7217 ayant abouti à l'adoption de la loi du 13 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs (RBE) (loi RBE).

La CNPD a réitéré certaines observations dans le cadre de l'examen du projet de règlement grand-ducal dans son avis du 17 janvier 2019.

Pour mémoire, le projet de règlement grand-ducal avait déjà été modifié en cours de procédure pour réduire le nombre de cas dans lesquels une copie d'une pièce d'identité est exigée au titre de pièce justificative concernant les bénéficiaires effectifs déclarés.

La CNPD a pris acte de cette réduction substantielle des cas pour lesquels la transmission d'une copie d'une pièce demandée est exigée. Elle a cependant réitéré son interrogation quant à la nécessité en général de l'obtention et de la conservation de cette pièce.

Comme déjà relevé dans le cadre des discussions intervenues lors des réunions de la Commission de la Justice, la directive impose l'obligation de recueillir des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs (article 30 paragraphe 1er de la directive 2015/849 telle que modifiée).

La transposition de cette obligation a été assurée par plusieurs moyens complémentaires :

- l'exigence de déclaration des bénéficiaires effectifs au RBE par les entités visées (article 4 de la loi RBE),

- la demande de fourniture de certaines pièces justificatives (article 4 (3) de la loi RBE et article 5 du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs),

- un mécanisme de contrôle ex post sous forme d'une obligation de dénonciation des erreurs constatées lors de la consultation du RBE (article 8 de la loi RBE), et

- une sanction sous forme d'amende pénale en cas de fourniture d'informations inexactes, incomplètes ou non actuelles (article 20 de la loi RBE).

Ces mécanismes concourent tous au respect de cette obligation à des degrés divers. Ainsi la communication de pièces justificatives a été limitée au strict nécessaire afin d'éviter une charge administrative excessive en limitant la demande de transmission d'une copie de la carte d'identité aux cas des personnes ne disposant pas d'un numéro d'identification national.

L'obtention d'une pièce d'identité permet dans ce cas un contrôle minimum quant au fait que la personne ainsi déclarée existe réellement et que les données fournies (notamment le nom et le ou les prénoms) sont bien correctement inscrites au RBE. Ce dernier point sur le nom et les prénoms est d'ailleurs loin d'être anodin alors que toute imprécision dans la déclaration peut conduire à des confusions ou ne pas permettre d'identifier toutes les entités dans lesquels une personne donnée est déclarée comme bénéficiaire effectif (pour mémoire, les autorités en matière de lutte contre le blanchiment sont autorisées à faire des recherches par le biais du nom d'un bénéficiaire effectif - article 8 du règlement grand-ducal du 15 février 2019).

Un article de presse récemment publié sur une plateforme d'information en ligne au Luxembourg[17] relate à cet égard le cas du registre britannique où un tel document n'est pas exigé et qui a conduit à des abus par l'inscription de personnes fictives au registre en question.

En ce qui concerne la conservation de la copie des cartes d'identité, la loi prévoit en son article 10 que les copies sont conservées pendant cinq ans. Initialement le projet de loi 7217 prévoyait indistinctement la conservation de l'ensemble des informations ainsi que des pièces justificatives pendant cinq ans après la radiation de l'entité concernée. Suite aux observations initiales du Conseil d'État, le texte du projet de loi avait été adapté pour limiter la durée de conservation des pièces justificatives à cinq ans (donc à partir de leur dépôt) et le Conseil d'État a finalement marqué son accord avec la nouvelle articulation de l'article en question dans son avis complémentaire du 27 novembre 2018.

Une durée de conservation de cinq ans se justifie par le fait qu'indépendamment du contrôle de cohérence de l'inscription par rapport aux données de la pièce d'identité, contrôle effectué par le LBR au moment de l'inscription, il doit être possible au LBR de faire des contre-vérifications en cas dénonciation de données erronées effectuées ex post dans le cadre de l'article 8 de la loi RBE.

Il est à préciser que les pièces d'identités sont des pièces de contrôle qui ne sont pas consultables par le public ou les autorités nationales.

2) Les données à caractère personnel

Pour ce qui est des autres points soulevés par la CNPD, il y a lieu de relever qu'il s'agit de points qui ne doivent pas être adressés dans un règlement grand-ducal ou dans la loi, raison pour laquelle le règlement grand-ducal tel que modifié ne comprend pas de dispositions répondant aux questions soulevées par la CNPD dans son avis du 17 janvier 2019.

En ce qui concerne la question des données à caractère personnel, je renvoie aux discussions qui ont eu lieu en décembre au sein de la Commission de la Justice dans le cadre de l'examen du projet de loi 7217. Je rappelle par ailleurs que la directive 2015/849 telle que modifiée prévoit l'obligation de rendre accessibles au grand public au moins les informations relatives au nom, au mois et à l'année de naissance, au pays de résidence, à la nationalité ainsi qu'à la nature et l'étendue des intérêts effectifs détenus. Pour le surplus, la directive ne définit pas quelles informations supplémentaires peuvent être requises et si ces informations sont accessibles pour le grand public.

Suivant la loi RBE (article 12) sont accessibles les informations visées à l'article 3, paragraphe 1er, points 1° à 8°, 12° et 13°. Il s'agit concrètement des informations suivantes : le nom, le(s) prénom(s), la (ou les) nationalité(s), le jour de naissance, le mois de naissance, l'année de naissance, le pays de résidence, la nature des intérêts effectifs détenus et l'étendue des intérêts effectifs détenus.

La teneur finale de l'article 12 trouve son origine dans les amendements gouvernementaux qui avaient pour objet de mettre en œuvre la 5e directive AMLD en ouvrant l'accès du LBR au grand public.

Le commentaire des articles figurant à la suite des amendements gouvernementaux donne les explications suivantes :

« La directive 2018/843, prévoit en son article 1er « Modification de la directive (UE) 2015/849 », paragraphe (15), point c) que le paragraphe 5 de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 est remplacé par le texte suivant :

"5. Les États membres veillent à ce que les informations sur les bénéficiaires effectifs soient accessibles dans tous les cas :

a) aux autorités compétentes et aux CRF, sans aucune restriction ;

b) aux entités assujetties, dans le cadre de la vigilance à l'égard de la clientèle conformément au chapitre II ;

c) à tout membre du grand public.

Les personnes visées au point c) sont autorisées à avoir accès, au moins, au nom, au mois et à l'année de naissance, au pays de résidence et à la nationalité du bénéficiaire effectif, ainsi qu'à la nature et à l'étendue des intérêts effectifs détenus.

Les États membres peuvent, dans des conditions à déterminer par le droit national, donner accès à des informations supplémentaires permettant l'identification du bénéficiaire effectif. Ces informations supplémentaires comprennent, au moins, la date de naissance ou les coordonnées, conformément aux règles en matière de protection des données."

L'amendement proposé vise dès lors à établir le droit pour toute personne, sans condition de résidence ni d'intérêt spécifiques, d'avoir accès, sur demande, à des informations sur les bénéficiaires effectifs figurant au registre. Considérant la difficulté pour le gestionnaire du registre de distinguer effectivement entre les professionnels et le grand public en cas de demande d'accès à des données, il est proposé de conférer à ces deux catégories un accès à des catégories de données identiques. »

Le Conseil d'État a indiqué dans son avis complémentaire du 27 novembre 2018 ne pas avoir d'observations par rapport à ces modifications.

3) Les modalités d'accès au RBE

Pour ce qui est des modalités d'accès au RBE, des dispositions adéquates ont été prévues dans le cadre des travaux de développement de la plateforme informatique permettant la gestion des données et la diffusion des informations suivant les termes prévus dans la loi afin d'être en conformité avec le Règlement général de la protection des données (RGPD).

Ainsi l'accès du public aux données, pour lesquelles cet accès est prévu par la loi, se fait via le site Internet du LBR en donnant le nom de l'entité dont on veut consulter les informations ou son numéro d'immatriculation au Registre de commerce et des sociétés conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal du 15 février 2019.

Cet accès se fait sans identification préalable alors que la mission du LBR est de garantir l'accès du public dans le respect de ces seules conditions. L'accès ne peut cependant se faire qu'après acceptation des conditions générales rappelant les dispositions comportant un volet détaillé sur les règles applicables en matière de protection des données.

Il n'a pas été prévu d'instaurer une inscription en ligne obligatoire pour l'accès du public alors qu'il n'apporte aucune plus-value justifiable étant donné que le LBR ne peut restreindre

[17] « Mr. Xxx Stalin hat eine Firma », M. Laurent Schmit, www.reporter.lu, 4 septembre 2019

l'accès à ces données par exemple en limitant le nombre de consultations effectuées. Qui plus est la mise en place d'un traçage implique la collecte de données par le LBR qui ne sont pas immédiatement justifiées par la mission du LBR et partant pourrait même être en contradiction avec les dispositions du RGPD.

Pour ce qui est de l'accès des autorités nationales définies à l'article 1er de la loi RBE et qui ont accès à des données non accessibles au public, une convention est conclue entre ces autorités nationales et le LBR qui rappelle les dispositions du RGPD. L'accès se fait par un portail Intranet de l'État et les personnes ayant un droit d'accès par ce canal doivent le faire via l'utilisation d'un certificat LuxTrust et indiquer le motif de la consultation. Les accès par ce biais sont enregistrés dans un fichier log.

Il est rappelé que suivant l'article 13 de la loi du 13 janvier 2019 précitée, aucune information sur une consultation par une autorité visée à l'article 11 ne peut être communiquée aux entités immatriculées ou aux bénéficiaires effectifs.

Toute demande d'une personne physique pour savoir qui a consulté ses données ne pourra donc donner lieu qu'à une information générale renvoyant aux articles 7 et 13 de la loi du 13 janvier 2019 étant précisé que l'article 14 paragraphe 1 e) du RGPD demande de fournir des informations quant aux destinataires ou aux catégories de destinataires des données à caractère personnel.

Pour ce qui est de l'acquittement des frais, la CNPD avait suggéré dans son avis de prévoir le prélèvement de frais de consultation, notamment en vue de prévenir un accès abusif aux données du RBE.

Or, la directive permet effectivement de prévoir la perception d'une redevance qui n'excède pas les coûts administratifs liés à la mise à disposition des informations, mais nulle part il n'est indiqué qu'il peut s'agir d'un moyen de restriction de l'accès aux informations. Il n'a donc pas été donné suite à cette suggestion alors que le Registre de commerce et des sociétés fonctionne déjà depuis plusieurs années sur base d'un modèle où l'accès aux informations déposées dans le dossier de chaque entité immatriculée est gratuit et que l'on aurait sans aucun doute reproché au Luxembourg de vouloir par ce biais restreindre l'accès au registre. Qui plus est, une telle restriction à l'accès aurait pour effet d'instaurer une inégalité inacceptable entre les personnes/sociétés qui auraient le moyen de payer pour la consultation une par une d'un grand nombre, voire de la totalité des données des entités inscrites au RBE et les autres qui ne disposent pas de tels moyens financiers, entravant en cela l'objectif de transparence voulu par l'ouverture des registres européens à la consultation par le grand public.

4) La durée de conservation des données

Enfin en ce qui concerne la durée de conservation des données autres que les copies de pièces justificatives déjà évoquées ci-dessus, l'article 12 précise conformément à la directive qu'elles sont conservées pendant cinq ans à compter de la radiation de l'entité. Ceci est la durée minimale de conservation imposée par la directive elle-même (article 30 paragraphe 10 de la directive 2015/849 telle que modifiée).

II. Au vu de ce qui précède, j'estime qu'en l'état actuel de la législation et de sa mise en œuvre, il n'y a pas lieu de revoir la législation adoptée fin 2018/début 2019 et que les règles quant au suivi des accès aux données sont en conformité avec la législation adoptée ; ceci n'excluant pas de reconsidérer la situation après avoir eu un retour d'expérience suffisant suite à la mise en œuvre du RBE.

**Question 1039** (08.08.2019) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **vente publique par soumission de revolvers Smith & Wesson de la Police grand-ducale :**

Le 17 juillet 2019 a eu lieu une vente publique par soumission d'armes du fabricant Smith & Wesson ayant appartenu à la Police grand-ducale.

Il s'agissait de 708 revolvers répartis en sept lots dont la plupart correspond au modèle 686.

En 2014, le SNPGL, le syndicat de la police, avait lancé un débat autour de l'insécurité des armes de service des policiers, en l'occurrence des revolvers Smith & Wesson. Le porte-parole du syndicat avait à l'époque réclamé le remplacement de ces armes de service suite à de nombreux accidents signalés par des agents de police.

En ce qui concerne les conditions d'obtention et de vente des revolvers, il est précisé dans l'annonce de la vente publique affichée sur le site Web de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, que les enchérisseurs doivent disposer d'une licence d'armurier et/ou de marchand d'armes ou bien faire preuve, en cas d'exportation vers un autre pays membre de l'Union européenne, d'une autorisation de l'État membre destinataire et d'un permis de transfert dispensé par le Ministère de la Justice luxembourgeois. En outre les acheteurs doivent se munir d'une carte d'identité et en tant que mandataire d'une société/entreprise fournir un extrait du registre du commerce et des sociétés de l'entreprise datant au moins de six mois et d'une copie du pouvoir d'engagement de l'entreprise. Cela vaut pour les sociétés établies en UE. Ces conditions de vente et de transfert se basent sur deux textes légaux : d'une part la directive européenne n° 91/477/CEE sur le contrôle de l'acquisition et de possession d'armes à feu civils et d'autre part la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

En revanche, concernant les enchérisseurs issus de pays en dehors de l'Union européenne qui sont également admis à la vente publique, la base légale semble moins contraignante. En effet, hormis une preuve d'identité et une demande de transfert auprès du Ministère de la Justice, les enchérisseurs issus de pays non européens, doivent fournir un EUC - End User Certificate - qui est attribué par l'administration de leur pays d'origine. Ce certificat n'étant pas transcrit dans la législation nationale, il semble difficile d'en établir la fiabilité. Ce certificat doit indiquer l'utilisateur final du bien acquis, sachant que l'enchérisseur n'est pas nécessairement l'utilisateur final. En outre, il doit signaler l'usage spécifique qui en sera fait et le pays où le bien acquis sera pris en usage. Les conditions de vente de l'AED stipulent que le receveur peut écarter un enchérisseur de la vente sous réserve de suspicions quant à son honorabilité visant ses intentions d'usage et les garanties de son identité et de ses capacités de paiement ainsi que l'origine des fonds employés.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité intérieure :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les raisons de cette vente publique par soumission des revolvers de la Police grand-ducale ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'il s'agit pour les revolvers en question en partie d'anciennes armes de service du type Smith & Wesson 668, déclarées obsolètes et dangereuses par le syndicat de la police et ayant causé des accidents dans le passé, provoquant la blessure d'agents de police ? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la vente de ces armes en partie défectueuses constitue un danger pour tout nouvel acquéreur et utilisateur de ces armes ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des informations supplémentaires sur le cadre légal et réglementaire concernant des enchérisseurs potentiels issus de pays hors UE admis à une vente publique d'armes ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer par quels moyens le receveur de la vente publique peut garantir l'usage bien intentionné des armes acquises par les enchérisseurs, notamment ceux issus de pays non européens ? Quelles sont les démarches engagées pour prouver l'identité de l'enchérisseur et de l'utilisateur final ainsi que l'usage final des armes vendues par soumission d'un End User Certificate ? Messieurs les Ministres pensent-ils que l'EUC constitue une garantie suffisante pour assurer la sécurité des civils dans un contexte international ?

5) Comment Messieurs les Ministres justifient-ils la vente par l'État d'armes ayant appartenu aux forces policières grand-ducales à des armuriers et/ou marchands d'armes qui les transmettent via la vente à des civils ? Par ailleurs, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si le stock d'armes policières en question a entièrement été vendu et quelle a été la somme d'argent récupérée par l'État à l'issue de la vente publique ?

6) Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire combien de ventes publiques de ce type, c'est-à-dire concernant des armes à feu, ont été effectuées par le passé ?

**Réponse commune** (17.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) et 5) En général, tous les biens meubles de la Police grand-ducale, une fois arrivés à leur fin de vie, sont soit détruits, soit incorporés dans le domaine de l'État. Il est également d'usage que le Ministère des Finances procède à la vente publique de ces biens.

Les revolvers de la marque Smith & Wesson qui ont été vendus ne sont pas des armes produites pour le marché militaire ou policier mais des armes standard qui sont disponibles sous cette forme sur le marché civil.

Le stock d'anciens revolvers n'a cependant pas été entièrement mis à la vente. Ainsi la Police grand-ducale a détruit 360 armes qui présentaient des défectuosités ou des non-conformités par rapport aux tolérances prescrites par Smith & Wesson. Pour des raisons de collection, quelques revolvers ont été gardés au sein de l'armurerie de la Police grand-ducale.

Lors de l'acquisition des nouvelles armes de service de la Police grand-ducale, il a été tenu compte de la vente des anciennes armes dans la planification financière.

Le personnel policier s'est vu proposer la possibilité d'acquérir son ancienne arme de service et a dû, avant remise des armes, demander un port ou une détention d'armes auprès du Ministère de la Justice, conformément à l'article 6, alinéa 2, de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

La vente de tous les revolvers a rapporté au trésor de l'État la somme de 325.484 €.

ad 2) Il s'est avéré que les nombreux problèmes en relation avec les revolvers résultaient des contraintes d'utiliser une munition sintox et sans plomb dans le nouveau stand de tir couvert de la Police grand-ducale et du fait que la Police grand-ducale a dû acquérir au cours des 30 dernières années pas moins de 20 modèles différents du revolver Smith & Wesson du calibre .357 Mag. Ceci était dû à des changements dans la production de Smith & Wesson. Sachant que les différents types d'armes ne fonctionnent pas avec chaque type de munition, une standardisation des armes était devenue inévitable afin de mettre à disposition du personnel policier des armes et des munitions modernes et conformes aux normes en vigueur.

Toutes les armes soumises à la vente publique ont été vérifiées par l'armurerie de la Police grand-ducale et sont conformes aux normes de sécurité de Smith & Wesson.

ad 3) et 4) Lorsque des armes et munitions relevant du champ d'application de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, ce qui est le cas en l'espèce au vu de l'article 6, alinéa 2, de la loi précitée du 15 mars 1983, sont exportées vers des pays tiers par rapport à l'Union européenne, les dispositions du règlement (UE) n° 258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (protocole relatif aux armes à feu) et instaurant des autorisations d'exportation, ainsi que des mesures concernant l'importation et le transit d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, sont applicables.

Toutefois, en l'espèce, ces dispositions n'ont pas trouvé application étant donné que l'adjudicataire de l'intégralité des revolvers était un professionnel allemand, autorisé conformément aux dispositions du droit allemand. Le transfert des revolvers a donc été opéré conformément aux dispositions de la directive modifiée n° 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, telle qu'elle a été transposée au Luxembourg par la loi précitée du 15 mars 1983, et notamment son article 22-1.

En application de ces dispositions, le Service des armes du Ministère de la Justice a autorisé le transfert des revolvers à la société allemande le 29 juillet 2019 en octroyant un permis de transfert d'armes, et ce sur base d'un accord préalable délivré par les autorités allemandes compétentes.

ad 6) Il s'agit de la première vente publique d'armes prohibées à feu de la Police grand-ducale.

**Question 1041** (08.08.2019) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs :**

Dans le contexte des discussions au sujet des subventions accordées à des promoteurs publics et privés et aux articles de presse y afférents, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement :

1) Est-ce que les affirmations sont correctes selon lesquelles des promoteurs privés établis sous forme de société commerciale se voient proposés des conventions de subventionnement plus généreuses que celles proposées aux promoteurs publics et aux promoteurs privés prévus à l'article 30ter de la loi de 1979 ?

2) Quelles sont, le cas échéant, les différences éventuelles dans la mise en œuvre de conventions proposées aux promoteurs privés ?

3) Quels sont, en règle générale, les délais d'instruction des dossiers de demandes de participation financière étatique pour la construction de logements sociaux ?

a. Quels sont les facteurs qui impactent la durée d'instruction ?

b. Y a-t-il des variations importantes au niveau du nombre de demandes au courant des derniers 24 mois ?

c. Y a-t-il des différences notables dans le traitement des dossiers selon les différents types de promoteurs publics, privés selon l'article 30ter de la loi de 1979 et des sociétés de droit privé selon l'article 16, alinéa 2, de la même loi ?

4) Quel est l'impact des « incohérences » dans le subventionnement des logements mentionnés dans la réponse de la Ministre à la question parlementaire n° 1009 du 2 août 2019 du Député Henri Kox selon les différents types de promoteurs :

a. sur le capital en fonds propre que le promoteur doit mobiliser ;

b. le revenu locatif qu'il peut générer ;

c. le taux de revenu locatif qui en résulte ;

d. le coût de loyer à supporter par le locataire bénéficiaire du logement ?

5) Est-ce que Madame la Ministre peut me fournir, à titre d'exemple, des éléments chiffrés pour illustrer ses propos ?

**Réponse** (05.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Je tiens tout d'abord à souligner qu'aucun acteur bénéficiant d'un subventionnement de la part du Ministère du Logement pour la création et la mise en location de logements sociaux n'est avantagé ou désavantagé en fonction d'un quelconque élément non objectif.

Tel qu'il est détaillé ci-dessous, la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit différents types de conditionnalités pour différents types de promoteurs. Le Ministère du Logement subventionne à l'heure actuelle et depuis l'entrée en vigueur des dispositions afférentes des projets en fonction de la partie qui demande ce subside. Il n'est cependant pas correct d'affirmer que les promoteurs établis sous forme de société commerciale se verraient proposer des conventions plus avantageuses étant donné que le taux de subventionnement qui leur est proposé est de façon substantielle en dessous des taux de subvention proposés aux promoteurs associatifs et publics.

Pour ce qui est du changement de la durée proposée aux différents promoteurs pour les conventions respectives, il y a lieu de noter que la réflexion quant à un prolongement de la convention nous a conduit à proposer des conventions de 40 ans à partir de mi-juin 2019. Cependant, les conventions qui ont été proposées avant mi-juin ne sont pas modifiées rétroactivement sans l'accord du promoteur concerné. Il se peut donc qu'au courant des mois à venir, le Ministère signe encore des conventions avec une durée de 20 ans, si celles-ci ont été proposées aux promoteurs avant mi-juin 2019.[18]

L'adaptation de la durée des conventions est à voir dans le contexte de la politique gouvernementale face à la pénurie de logements à loyer abordable dont souffre le Grand-Duché de Luxembourg, et qui vise à donner aux ménages à revenu modeste une perspective réelle de pouvoir se loger convenablement et ceci de façon abordable et à long terme. Pour y arriver, le Gouvernement veut :

a. assurer que les logements créés avec une participation financière étatique pouvant atteindre 75 % de l'investissement effectué, restent soumis aux conditions d'un loyer modéré pour une durée longue, correspondant à la hauteur de l'aide perçue ;

b. prendre en compte de façon adéquate la nécessité de la gestion locative sociale de ces logements sur cette même période, et

c. assurer le maintien de la valeur patrimoniale des logements auquel l'État aura contribué à raison de 75 %.

[18] Pour plus de détails sur la procédure de signature des conventions, il est renvoyé à la réponse ministérielle à la question parlementaire n° 1040 des honorables Députés Marc Lies et Gilles Roth.

Par ailleurs, ceci doit se faire conformément à la décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, selon laquelle « le montant de la compensation [lire : la subvention de l'État] ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public [lire : la location des logements à des conditions abordables], y compris un bénéfice raisonnable. »[19]

Les conventions futures seront paramétrées par rapport à plusieurs critères dont principalement :

- la durée de la convention ;
- la hauteur de la subvention ;
- les conditions de loyer.

La modification d'un de ces paramètres ayant une incidence sur un autre paramètre, le Ministère veut se doter d'une flexibilité, dans le respect de la décision de la Commission européenne précitée, selon les besoins du projet par rapport à ces paramètres.

Par ailleurs, je me permets de fournir à l'honorable Député les éléments de réponse suivant :

A. Les différents types de promoteurs et les conditions du subventionnement

Le Ministère du Logement collabore avec différentes catégories de promoteurs et leurs conditions de subventionnement varient en fonction des dispositions légales et réglementaires.

Dans les détails, les conditions de subventionnement des logements locatifs se présentent de la façon suivante :

1) Les « promoteurs publics » au sens de l'article 16 de la loi de 1979

Les conditions appliquées aux « promoteurs publics » concernent d'un côté la SNHBM et le Fonds du logement, et d'un autre côté les communes :

a. Le Fonds du logement (établissement public) et la SNHBM (société anonyme) se voient proposer des conventions sur un terme de 40 ans prévoyant une participation financière étatique plafonnée à 70 % des coûts éligibles. La participation financière ne peut actuellement pas dépasser 1.800 euros/m² pour l'acquisition de terrains et 2.500 euros/m² pour les frais de construction.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, ces deux promoteurs publics sont tenus au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998. Selon la typologie différente du parc locatif, ceci résulte dans un loyer moyen de 4,2 euros/m² pour les logements de la SNHBM et de 5,6 euros/m² pour les logements du Fonds du logement (FDL).

Dans le cas de la SNHBM, le financement des 30 % de fonds propres doit être assuré par le revenu des loyers. Dans le cas du FDL, un éventuel déficit d'exploitation peut être compensé par l'État conformément aux dispositions légales.

b. Les communes se voient proposer des conventions sur un terme de 40 ans prévoyant une participation financière étatique plafonnée à 75 % des coûts éligibles. La participation financière ne peut pas dépasser 1.800 euros/m² pour l'acquisition de terrains et 2.500 euros/m² pour les frais de construction.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, les communes sont également tenues au prédit règlement grand-ducal de 1998. Au regard de la taille des logements subventionnés, le Ministère estime que la moyenne des loyers se situe approximativement à cinq euros/m², c'est-à-dire entre celle de la SNHBM et du FDL.

2) Les promoteurs privés visés à l'article 30ter de la loi de 1979 (par la suite « promoteurs 30ter »)

Les promoteurs énumérés à l'article 30ter de la loi de 1979 sont les suivants :

- les associations sans but lucratif et les fondations,

- les hospices civils et les offices sociaux,

- les sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact,

- le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique,

- les communautés religieuses.

[19] Voir l'article 5, paragraphe 1.

Les « promoteurs 30ter » se voient proposer des conventions sur un terme de 40 ans et une participation financière étatique plafonnée à 75 % des coûts éligibles. La participation financière ne peut actuellement pas dépasser 1.800 euros/m² pour l'acquisition de terrains et 2.500 euros/m² pour les frais de construction.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires des logements subventionnés, ces promoteurs ne sont pas soumis au règlement grand-ducal de 1998, mais doivent se conformer à la convention, selon laquelle « les logements, bénéficiant à travers la présente convention d'une aide à la construction d'ensembles, sont destinés à la réalisation d'un service d'intérêt économique général sous la forme de création de logements à finalité sociale et se caractérisant par une modération des loyers » et « Le bénéficiaire s'engage à soumettre sur demande et sans délai à l'État toutes les informations nécessaires afin de permettre à l'État de vérifier que les loyers et charges sont conformes aux dispositions légales et réglementaires applicables, ainsi qu'aux stipulations de la présente Convention. »

En effet, même si les « promoteurs 30ter » ne sont pas tenus par le règlement de 1998, l'État est obligé de respecter pour tous les promoteurs le cadre tracé par la décision 2012/21/UE qui prévoit une série de conditions précises auxquelles les aides en matière de logement doivent répondre. Cela implique notamment que « le montant de la compensation ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public, y compris un bénéfice raisonnable ».

Dans les faits, les loyers appliqués par les « promoteurs 30ter » appliquent des loyers en fonction de la capacité de financement de leurs locataires ce qui résulte dans des loyers moyens se situant entre cinq et dix euros/m² selon le promoteur.

3) Les « promoteurs privés » conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2018 (par la suite « promoteurs privés »)

Les conditions d'octroi et l'importance des participations étatiques des projets lancés par des « promoteurs privés » autres que ceux mentionnés à l'article 30ter de la loi de 1979 sont précisés dans la convention entre le promoteur et le Ministre, ceci conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2018.

Depuis 2014, l'État a surtout signé deux types de conventions avec des « promoteurs privés » :

- les conventions pour logements d'étudiants

Dans ces cas, la participation financière étatique était plafonnée à 50 % des coûts éligibles[20], et celle-ci ne couvre pas l'acquisition de terrains. La participation étatique est versée annuellement sur la durée totale de la convention. Ainsi, les promoteurs doivent préfinancer l'aide étatique sur toute la durée de la convention. Ceci à la différence des autres conventions sub 1. et 2. pour lesquelles les aides sont versées sur présentation de factures lors de la réalisation des logements, c'est-à-dire au début de la mise en œuvre de la convention.

Les promoteurs en question négocient un contrat de location pour l'ensemble des chambres de ces projets avec l'Université du Luxembourg qui prend en charge l'attribution des chambres et la gestion locative.

- les conventions pour logements pour jeunes

Actuellement, le Ministère a signé une convention pour la réalisation de logements pour jeunes avec un « promoteur privé » le 25 janvier 2019.

Dans ce cas, la participation financière étatique était plafonnée à 37,5 % des coûts éligibles et n'a pas couvert le terrain sur lequel se situe le projet. La durée de la convention a été fixée à 20 ans et la participation étatique est versée par tranches annuelles. Le loyer appliqué aux logements se situe à 6,25 euros/m².

À l'heure actuelle, aucune demande n'est soumise au Ministère pour étude par ce type de promoteur.

B. L'instruction des dossiers de demande

Les délais d'instruction des demandes varient de façon considérable selon les projets.

En effet, les projets peuvent être soumis au Ministère du Logement pour accord de principe à des moments très différents de leur conception. Ainsi certains projets sont soumis alors que le promoteur ne dispose que du terrain et d'une idée générale de ce qu'il entend y réaliser. Dans ce cas, il se peut que plusieurs années s'écoulent entre la lettre de l'accord de principe par laquelle le Ministère informe le porteur que son projet est en principe éligible pour une participation étatique et la remise effective des informations techniques détaillées ainsi que des plans d'architectes nécessaires pour l'analyse approfondie du dossier. D'autres projets sont soumis au Ministère alors que les plans détaillés sont élaborés, voire pour des logements existants. Dans ce dernier cas notamment, l'instruction du dossier est rapide et peut-être terminée en moins d'un mois. L'indication d'une durée moyenne de l'instruction des dossiers n'a dès lors pas de signifiance.

[20] Alors que la loi permettrait au Gouvernement une participation financière pouvant aller jusqu'à 70 %.

Le Ministère propose aux promoteurs privés de soumettre leurs projets à un état précoce de leur développement afin d'assurer au maximum l'adéquation des logements avec les conditions d'éligibilité des coûts.

Pour ce qui est de la technicité procédurale de la signature des conventions, je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n° 1040.

C. L'impact des différentes conditions du subventionnement pour les locataires

Les conditions de subventionnement actuellement arrêtées par le cadre légal et réglementaire comportent, en effet, des incohérences qui ne sont pas sans impact pour les bénéficiaires des logements. Ceci est notamment le cas pour les taux de subventionnement variant de 70 % et de 75 % appliqués aux différents promoteurs publics d'un côté, et d'un autre côté pour les différences de loyer que les promoteurs publics et privés peuvent appliquer aux locataires. Ces incohérences sont particulièrement frappantes dans le cas des logements sociaux (par opposition aux logements d'étudiants), étant donné que les personnes éligibles sont toutes dans une situation de détresse comparable, mais doivent payer des loyers sensiblement différents selon le promoteur.

Le revenu locatif des promoteurs publics doit être déterminé selon le règlement grand-ducal de 1998. Comme indiqué plus haut, le loyer moyen de la SNHBM se situe à 4,2 euros/m². Celui des logements du FDL à 5,6 euros/m² ceci en raison d'une typologie différente des logements.

Les autres promoteurs doivent soumettre leur contrat type pour approbation au Ministère avant de se voir proposer une convention. Les loyers qui en résultent se situent dans une fourchette se situant entre cinq et dix euros/m² pour les « promoteurs 30ter » et entre 6,25 et 7,33 euros/m² pour les autres « promoteurs privés ».

**Question 1042** (08.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**immigration illégale :**

Zënter dem Joer 2015 ass eng grouss Zuel vu Migranten an Europa komm, dovun och vill op Lëtzebuerg. An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Immigratiounsminister, dem Här Justizminister, der Madamm Banneminister an dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Dispositioune bestëmmen hei am Land, ob eng Persoun sech legal oder illegal um Lëtzebuerger Territoire ophält? Wéi eng Moossname si virgesinn, fir de Fall, wou eng Persoun sech illegal zu Lëtzebuerg ophält?

2. Déi Leit, déi hei am Land kee Statut als BPI oder dee vun engem „subsidiaresche Schutz" kruten, misste jo d'Land verloossen. Wa si awer trotzdeem heibleiwen, ass hir Präsenz, rechtlech gesinn, „illegal"? Weess d'Regierung, wéi vill Leit ongeféier, déi eigentlech net méi däerften am Land sinn, sech nach op eisem Territoire ophalen?

3. A wéi eng Länner missten déi Leit zréckgeféiert ginn?

4. Kréien déi Leit nach iergendeng Form vun direkter oder indirekter Ënnerstëtzung duerch de Stat?

5. Mat wéi enge Mëttelen an a wéi engen Delaie wëllt d'Regierung dës Leit aus dem Land bréngen?

6. Wa Kanner vu Leit, déi illegal am Land sinn, an d'Schoul ginn, sinn d'Schoulen oder déi respektiv kommunal oder staatlech Schoulautoritéiten ugehalen, fir feststellen ze loossen, wou déi Famillje sech ophalen?

7. Gëllen och hei déi rechtlech Dispositioune fir d'Membere vum ëffentlechen Déngscht, déi et no dem Strofgesetzbuch zu enger rechtlecher Obligatioun maachen, fir festgestallten Illegalitéiten ze denoncéieren? Mat wéi enge Konsequenze mussen d'Leit vum Léierpersonal oder Verantwortlecher an de Gemengen (Buergermeeschter a Schäffen, verschidde Kategorië vu Gemengebeamten oder Gemengenaarbechter) rechnen, wa si wëssen, datt Persoune sech illegal an der Gemeng ophalen, dat awer net denoncéieren?

8. Gëtt et Leit, déi hei am Land, mat Wëssen a mam Accord vun der Regierung, „toleréiert" ginn, obwuel si eigentlech keng rechtlech Grondlag hunn, fir sech hei opzehalen? Wa jo, wéi eng Leit sinn dat, firwat a fir wéi laang gi si „toleréiert" a wéini musse si d'Land verloossen? Wéi eng rechtlech Grondlag gëtt et fir esou eng „Toleranz"?

9. Wëllt d'Regierung der Chamber eng gesetzlech Regelung virschloen, déi et ënner Strof géif stellen, enger Persoun, déi illegal am Land ass, ze hëllefen, sech den Autoritéiten ze entzéien?

10. Wéi eng Méiglechkeeten a wéi eng Obligatioun hunn déi kommunal Autoritéiten, fir den Openthalt vu Persounen an enger Situatioun vun illegaler Präsenz um nationalen Territoire an hirer Gemeng festzestellen, respektiv bei der Police oder beim Parquet ze denoncéieren, wa si esou eng Situatioun festgestallt hunn? Hu si eng Méiglechkeet, fir zu all Abléck festzestellen, ob eng bestëmmte Persoun eng legal Präsenz um Territoire huet, zum Beispill iwwert de Réckgréff op eng staatlech Datebank?

**Réponse commune** (16.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Konditiounen, déi eng Persoun, déi Netlëtzebuerger ass, erfëlle muss, fir sech legal zu Lëtzebuerg opzehalen, sinn am Immigratiounsgesetz vun 2008 festgeluecht. Fir Leit, déi aus engem Drëttstat kommen, gesinn d'Artikelen 100 bis 102 vun deem Gesetz vir, wéini eng Persoun an engem „séjour irrégulier" ass a wéini si opgefuerdert gëtt, d'Land ze verloossen. Den Artikel 111 vum selwechte Gesetz präziséiert, a wéi engem Delai d'Persoun d'Land verloosse muss. Wann d'Persoun wärend dësem Delai net fräiwëlleg gaangen ass, an och soss keng valabel Ursaache kann uginn, firwat hire Retour net méiglech ass, da gëtt d'Prozedur fir de forcéierte Retour ageleet.

Wann néideg kann e Placement am Centre de rétention virgesi ginn en vue vun esou enger forcéierter Réckféierung. Wärend der Prozedur fir déi forcéiert Réckféierung, a bis d'Réckféierung stattfënnt, ass d'Persoun dann an engem irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg.

ad 2. + 3. Eng Persoun, déi keen internationale Schutz zu Lëtzebuerg kritt, ass net direkt an enger irregulärer Situatioun. Dës Leit hunn en Delai vun 30 Deeg fir d'Land ze verloossen. Op Ufro kann deen Delai och verlängert ginn. Des Weideren hunn d'Recourse virun den administrative Geriichter e suspensiven Effekt.

Et ginn och Fäll wou Persounen eng Demande fir e Sursis oder e Report à l'éloignement maachen, am Fall wou de Retour an hiert Heemechtsland aus medezinneschen oder soss valabelen Ursaachen net méiglech ass.

Et ass net méiglech eng genee Zuel ze gi vun de Leit, déi an engem irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg sinn, vu datt déi Leit hir Präsenz zu Lëtzebuerg den Autoritéiten net onbedéngt matdeelen.

Wann een elo just déi Leit kuckt, deenen hir Ufro op internationale Schutz refuséiert gouf, an déi an hiert Heemechtsland zréckgefouert ginn, da sinn dat Leit aus dem Kosovo, aus Albanien an dem Montenegro.

ad 4. Déi Leit, déi eng Demande de protection internationale ofgeleent kruten, kënne weiderhin an de Strukture vum OLAI wunnen, fir et ze erméiglechen, hire Retour en bonne et due forme ze organiséieren. D'Aides matérielles sinn déizäit op d'Ënnerbréngung an d'Iesse limitéiert. Et kënnen awer punktuell Hëllefen zur Verfügung gestallt ginn, wéi zum Beispill Schoulmaterial fir Kanner oder medezinnesch Ënnerstëtzung.

ad 5. D'Regierung setzt virun allem drop, dass d'Leit nees fräiwëlleg an hiert Hierkonftsland zréckginn. Fir dëst ze fuerderen, gräift d'Regierung op divers finanziell Ënnerstëtzungen, wéi och op d'Hëllef vun der Internationaler Organisatioun fir Migratioun, zréck.

Zu enger realistescher Migratiounspolitik, gehéieren awer och ëmmer nees gezwonge Réckféierungen.

All Dossier ass anescht, esou dass et schwéier ass, eng generell Ausso ze maachen iwwert den Delai, an deem esou eng Réckféierung kann duerchgefouert ginn. Dëst virun allem, well

## Le saviez-vous ?

**QUORUM**

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

d'Organisatioun vun de Réckféierungen net nëmmen un der Identifikatioun vun de Leit hänkt, mä och a virun allem un der Collaboratioun vun de Leit selwer an den Autoritéite vun hirem Hierkonftsland.

ad 6. Laut Artikel 7 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Schoulflicht (loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire) muss all Kand am Alter vu véier bis 16 Joer, dat zu Lëtzebuerg wunnt, an d'Schoul goen:

« Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'école. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question. »

Onofhängeg, mat wat fir engem Statut e Kand sech bei eis am Land ophält, huet all Kand d'Recht an d'Flicht op Bildung. Spéitstens dee Moment, wou de Stat oder d'Elteren deen Artikel respektiv dat entspriechend Recht an déi Flicht geltend maachen, muss och gewosst sinn, wou d'Kand wunnt a wou d'Famill sech ophält.

Et sief an dem Kontext och nach op den Artikel 19 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Schoulflicht verwisen:

« Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le 1er octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire. »

ad 7. Membere vum ëffentlechen Déngscht sinn am Exercice vun hire Funktioune gehalen, Delikter a Verbriechen ze denoncéieren. En irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg fält net ënnert dës Kategorien.

ad 8. Geméiss dem Artikel 111, kann een Uerder fir d'Land ze verloosse verlängert ginn.

Wärend de Preparatiounsphase vun enger gezwongener Réckféierung sinn déi betraffe Persounen nach ëmmer an engem irreguläre Séjour. Dëst bedeit deemno, dass hire Séjour net „toleréiert" ass. Natierlech ginn et och Fäll wou d'Organisatioun vun der Réckféierung sech als ganz schwiereg erweist an déi Concernéiert sech iwwer eng länger Zäit irregulär am Land ophalen.

Laut den Artikelen 125bis, 129, 130 an 131 vum Immigrationsgesetz vun 2008 kann eng deboutéiert Persoun temporär „toleréiert" ginn iwwert de Wee vun engem Sursis oder engem Report à l'éloignement. Dës Méiglechkeet ass awer un d'Konditioune gebonnen, esou wéi se am Gesetz virgesi sinn.

ad 9. Neen.

ad 10. D'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de Persoune gesäit vir, a wéi enge Konditiounen eng Persoun sech kann op enger Gemeng umellen an op de Gemengeregëster ageschriwwe ginn. An deem Kader gëtt och der administrativer Situatioun vun enger Persoun par rapport zum Immigratiounsgesetz vun 2008 Rechnung gedroen. Just Leit, déi ënner ee vun de Cas de figure falen, déi an den Artikele 24 a 27 vum Gesetz vum 19. Juni 2013 opgelëscht ginn, kënnen an enger Gemeng ugemellt sinn. Leit, déi opgefuerdert ginn, fir d'Land ze verloossen, well se an engem „séjour irrégulier" sinn, ginn zum Beispill laut Artikel 27 weiderhin am Gemengeregëster gefouert, allerdéngs um „registre d'attente" bis zu deem Moment, wou d'Réckféierung stattfënnt.

Leit, déi d'Konditioune vun den Artikele 24 oder 27 net erfëllen, kënnen deemno och net an de Gemengeregëster ageschriwwe ginn a mussen der Gemeng als éischt déi néideg Pabeiere virweisen, fir hir administrativ Situatioun par rapport zum Immigratiounsgesetz ze dokumentéieren. D'Gemengen hu keen Accès op eng staatlech Datebank, déi hinnen Informatiounen iwwert déi administrativ Situatioun vun enger auslännescher Persoun kéint ginn, mä hunn awer d'Méiglechkeet, déi fir d'Aschreiwung op de Regëster néideg Dokumenter bei de Leit selwer nozefroen.

D'Gesetz vum 19. Juni 2013 regelt och d'Kontrollméiglechkeete vun de Gemengen am Fall wou si mengen, datt eng Persoun déi néideg Konditiounen net erfëllt oder net méi erfëllt.

**Q66**

**Question 1046** (09.08.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**usage de drones à des fins de sécurité routière :**

Depuis le 1er août 2019, la police espagnole utilise des drones à des fins de sécurité routière. En survolant les routes, ces drones, équipés de caméras de haute précision, permettent en effet de détecter des infractions au Code de la route, comme notamment les dépassements dangereux, le non-respect d'un stop ou encore l'usage du téléphone mobile au volant.

La France et le Royaume-Uni ont déjà lancé des projets pilotes similaires pour épauler leurs forces de l'ordre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que la Police grand-ducale, à l'instar du CGDIS, dispose de drones à des fins d'observation et de surveillance ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant des projets pilotes lancés dans les autres pays européens ? Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance des premières conclusions de ces essais ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'utilisation de drones pourrait aider à mieux repérer et sanctionner les auteurs d'infractions routières dont le constat s'avère difficile en pratique (la non-observation du couloir de secours, le non-respect de la distance de sécurité, etc.) ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (22.08.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La Police grand-ducale dispose de drones d'observation et de surveillance qui sont actuellement majoritairement utilisés dans le cadre de missions de police judiciaire respectivement à des fins documentaires.

ad 2) De tels projets sont connus. Les entités policières concernées se trouvent en étroite collaboration avec leurs homologues dans les pays limitrophes essentiellement, respectivement s'échangent des informations via le réseau TISPOL en matière de surveillance et de sécurité routières au niveau européen.

ad 3) Un concept stratégique en matière d'engagement des drones est en train d'être élaboré par la Police grand-ducale. À côté des drones actuels et de leurs utilisations respectives, des mesures telles qu'évoquées ainsi que d'autres sont en train d'être analysées, tout comme les types de drone ainsi que les quantités nécessitées. Une collaboration éventuelle avec la composante aérienne de l'armée est également prise en compte. Par après il faudra mettre au point les cadres légal, réglementaire et budgétaire (ressources matérielles et humaines).

**Question 1047** (09.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **vente de gazole pour camions :**

Monsieur le Ministre vient d'annoncer qu'il veut réduire la vente de gazole à des camionneurs internationaux de manière à ne pas compromettre nos objectifs climatiques pour 2020 respectivement 2030.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie par quelles mesures concrètes le Gouvernement entend limiter ces ventes, sachant qu'en matière de prix du gazole il a opté pour une approche prudente.

Notant que l'approvisionnement des camions internationaux en transit auprès de stations d'essence à l'intérieur des agglomérations constitue une gêne incontestable pour les riverains, la circulation locale et l'environnement. Cette problématique risque de contrecarrer les objectifs déclarés par Monsieur le Ministre.

2) Qu'est-ce que le Gouvernement entend faire pour s'attaquer à ce fléau ?

**Réponse commune** (04.10.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le Gouvernement observe l'évolution de la vente des carburants et décidera au cours des prochains mois des suites à donner afin de respecter les engagements de l'accord de Paris.

ad 2) La réglementation actuelle en matière de camions circulant en transit, c'est-à-dire traversant le Grand-Duché sans avoir ni lieu de livraison, ni lieu de dépôt, interdit en premier lieu à ces véhicules de quitter le réseau autoroutier à partir du moment où ils entrent au pays respectivement de rallier la section d'autoroute la plus proche par des itinéraires du réseau secondaire.

Les expériences du terrain montrent que cette réglementation est généralement respectée, mais que cela ne s'applique pas à l'entièreté du pays. Ainsi, aux échangeurs près des aires de Capellen et de Berchem, certains chauffeurs font des détours pour accéder à la station d'essence souhaitée, c'est-à-dire celle qui accepte leur carte de fidélité. Ce même constat peut être fait pour les stations situées proches des itinéraires mentionnés ci-dessus comme c'est notamment le cas au Windhof, à Rodange et à Bettembourg. Au nord du pays, le phénomène ne semble pas être aussi répandu.

Au vu de la réglementation actuelle et des non-respects énumérés ci-dessus, le Gouvernement envisage des contrôles plus réguliers et des sanctions dissuasives.

**Question 1051** (09.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **pesticide chlorpyrifos :**

Après avoir enquêté sur la toxicité du pesticide chlorpyrifos « Le Monde » avait publié au mois de juin dernier un article à ce sujet affirmant qu'une exposition à ce pesticide avant la naissance ou dans les mois qui suivent, serait associée à des déficits de QI, à un retard de développement mental et une mémoire de travail réduite.

Selon des données de l'EFSA, l'Autorité européenne de la sécurité alimentaire, le chlorpyrifos, extrêmement utilisé en Europe, est surtout retrouvé dans les agrumes. En outre, l'EFSA a affirmé le 2 août dernier que la substance ne répond pas aux critères requis par la législation pour le renouvellement de son autorisation dans l'UE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

1) Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres partagent l'avis que ce produit a des effets toxiques ?

2) Selon un article paru dans la « Libre Belgique » en date du 8 août dernier, ce produit est déjà interdit dans huit pays de l'UE. Le Luxembourg fait défaut dans cette liste. En France, il est seulement permis pour les épinards. En Belgique, les autorisations ont été retirées suite à la réévaluation du produit. Pour quelle raison notre pays autorise encore l'utilisation du chlorpyrifos ?

3) Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que dans le marché commun de l'UE une interdiction de cette substance serait vitale pour la protection de la population ?

**Réponse commune** (17.09.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Les ministres sont d'avis que les substances actives autorisées pour une utilisation dans les produits phytopharmaceutiques doivent être réévaluées à intervalles réguliers.

Si, lors de ce processus, de nouvelles connaissances scientifiques apparaissent qui mettent en doute une utilisation sûre de ces substances, les ministres souscrivent au principe que les substances en question ne devront plus être autorisées. Pour cela, les ministres se basent sur l'avis scientifique de l'EFSA (Autorité européenne de la sécurité alimentaire) qui est en charge du processus de l'analyse des risques dans l'Union européenne. Pour le cas précis du chlorpyrifos, les ministres vont adhérer à ce principe.

La procédure de renouvellement de l'approbation au niveau communautaire de la substance active chlorpyrifos est en cours. Dans ce cadre, l'EFSA a récemment publié une déclaration portant sur le risque que pose le chlorpyrifos à la santé humaine :

http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/5809.

L'EFSA conclut qu'en raison de ses propriétés toxicologiques, le chlorpyrifos ne remplit pas les critères pour un renouvellement de son approbation.

À noter que la procédure de renouvellement de l'approbation de la substance active chlorpyrifos-méthyl, non visée par la présente question parlementaire, est aussi en cours et que l'EFSA a aussi publié une déclaration afférente :

http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/5810.

Cette substance semble posséder des propriétés toxicologiques similaires à celles du chlorpyrifos. Or, une discussion au niveau communautaire entre experts des États membres aura encore lieu afin de conclure sur les propriétés toxicologiques du chlorpyrifos-méthyl.

Le chlorpyrifos fait partie des pesticides régulièrement analysés dans les denrées alimentaires par les services de contrôle alimentaire. Depuis 2009, seulement 3 % des échantillons analysés présentaient des résidus de chlorpyrifos ; deux échantillons dépassaient la limite maximale autorisée et les produits en question ont été retirés du marché.

Pour les produits luxembourgeois, un seul échantillon présentait des teneurs en chlorpyrifos, mais inférieures à la limite maximale autorisée (en 2011) et donc conforme à la réglementation alimentaire applicable.

À noter aussi que le chlorpyrifos restera dans la gamme des résidus de pesticides analysés par les services de contrôle alimentaire au niveau des denrées alimentaires même après son retrait du marché.

Le chlorpyrifos fait également partie des pesticides régulièrement analysés dans les poussières prélevées dans le milieu public et privé par le Service environnement de la Division de travail et de l'environnement. Le pesticide a été détecté dans seulement 0,1 % des échantillons analysés et ceci dans une concentration minimale.

Par conséquent, le chlorpyrifos ne constitue pas un polluant récurrent ou problématique dans le domaine de la qualité de l'air intérieur.

ad 2) Aucun produit phytopharmaceutique contenant du chlorpyrifos n'est actuellement autorisé au Luxembourg. Le dernier produit phytopharmaceutique autorisé et contenant du chlorpyrifos était le Pychlorex 5G.

En application du principe de reconnaissance mutuelle des autorisations de produits phytopharmaceutiques, l'autorisation du Pychlorex 5G au Luxembourg se basait sur celle octroyée en Belgique et a été retirée le 30 avril 2019. Le délai de grâce pour l'utilisation des stocks existants auprès des utilisateurs finaux est le 31 janvier 2020, délai identique à celui accordé en Belgique.

ad 3) Les trois ministres estiment que lorsqu'une substance active utilisée dans les produits phytopharmaceutiques ne remplit pas ou plus les critères d'approbation établis par le règlement (CE) n° 1107/2009, son approbation est à retirer.

**Question 1052** (09.08.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **nouveau système du congé pour raisons familiales :**

Depuis le 1er janvier 2018, le nouveau système du congé pour raisons familiales assure plus de flexibilité dans l'utilisation des jours de congé en cas de maladie des enfants.

D'après les statistiques de la CNS, en charge de la gestion de ce congé, le nombre de certificats pour le congé a augmenté de 45.554 en 2017 à 65.957 en 2018.

- J'aimerais savoir de Messieurs les Ministres si ces congés ont été utilisés plus ou moins paritairement par les parents des enfants malades

respectivement quelle est la proportion des pères et mères qui ont bénéficié de ce congé.

- À combien de jours correspondent les certificats introduits en 2018 ?

**Réponse** (09.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Concernant la répartition par sexe des certificats de congé pour raisons familiales, elle est majoritaire pour les femmes en 2017 et 2018. En effet, la Caisse nationale de santé (CNS) a enregistré pour l'exercice 2017 27.592 certificats pour les femmes (60,57 %) et 17.963 certificats pour les hommes (39,43 %). Pour l'exercice 2018 la CNS a réceptionné 41.224 certificats pour les femmes (62,50 %) et 24.731 certificats pour les hommes (37,50 %).

En ce qui concerne les certificats introduits en nombre de jours en 2018, ils correspondent en totalité à 111.218 jours dont 69.522 jours imputables aux femmes et 41.696 imputables aux hommes.

Le tableau suivant reprend la répartition des bénéficiaires d'un congé pour raisons familiales en 2017 et 2018 :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

**Question 1053** (09.08.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **fourniture de lait pour la nouvelle usine de production de yaourts :**

Dans une interview accordée en date de ce jour au quotidien « Luxemburger Wort » et portant sur l'implantation d'une laiterie dans la zone industrielle Wolser à Bettembourg, le président de la « Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren (LLJ) » affirme que Monsieur le Ministre de l'Économie aurait prétendu que ce projet serait bénéfique pour l'agriculture indigène.

Toujours selon les affirmations du président de la LLJ, personne n'aurait cependant contacté les représentants du monde agricole luxembourgeois. Des entrevues auraient été annoncées, mais cette intention est apparemment restée lettre morte jusqu'à ce jour. En outre le président de la LLJ prétend que si la fourniture du lait n'était pas assurée par les agriculteurs indigènes, l'implantation d'une telle entreprise n'aurait plus aucun sens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les assertions faites par le président de la LLJ ?

- Dans l'affirmative, pourquoi aucune entrevue n'a été prévue jusqu'à ce jour avec les représentants du monde agricole luxembourgeois ?

- Ne serait-il pas logique que les producteurs de lait luxembourgeois devraient être considérés comme des fournisseurs prioritaires pour le projet de la future laiterie FAGE ?

**Réponse commune** (18.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

La société FAGE International SA entend s'approvisionner en lait sur les marchés local et régional. Les critères de sélection seront la disponibilité garantie de lait, le respect des exigences de qualité et le prix demandé. En raison de leur proximité et du coût de transport, les producteurs luxembourgeois devraient pouvoir profiter d'un avantage compétitif.

FAGE International approchera les fournisseurs potentiels une fois la construction de l'usine entamée et à quelque douze mois avant le commencement de la production.

**Question 1054** (09.08.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **aides d'État dans le domaine des logements sociaux locatifs :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1009 posée par l'honorable Député Henri Kox, Madame la Ministre a souligné : « que le système mis en place par la loi de 1979 concernant l'aide au logement modifiée à plusieurs reprises comporte un certain nombre d'incohérences. D'abord, les promoteurs publics SNHBM et Fonds du logement reçoivent actuellement une participation étatique de 70 % pour la construction des logements locatifs, alors que les communes, associations, fondations, le „Kierchefong" et les autres entités énumérées à l'article 30ter de cette loi reçoivent une participation s'élevant à 75 % des coûts éligibles. Ensuite, les promoteurs publics, c'est-à-dire les communes, le Fonds du logement et la SNHBM, sont tenus aux règles d'attribution des logements et de calcul de loyer établis par le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998, alors que les autres promoteurs n'y sont pas soumis. Il en résulte que les demandeurs d'un logement se voient confrontés à des loyers de niveau totalement différents selon le promoteur alors que tous ces logements ont bénéficié d'une participation étatique de 70 %, voire de 75 % ».

- Comme il résulte de ces « incohérences » que selon les promoteurs les loyers peuvent différer considérablement alors que les aides étatiques ont été comparables, voire même plus élevées pour certains promoteurs, nous aimerions savoir de Madame la Ministre si elle peut illustrer cette situation avec des exemples concrets de loyers demandés par les différents promoteurs.

- Comme la révision en profondeur de la loi de 1979 ne se fera pas du jour au lendemain, nous aimerions savoir de Madame la Ministre si une adaptation rapide et du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution concernant les logements sociaux ne s'impose pas en vue de l'élimination des « incohérences » et différences de traitement mentionnées par Madame la Ministre.

**Réponse** (05.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

A. Pour ce qui est des loyers moyens demandés par les différents promoteurs subventionnés par l'État pour la création de logements locatifs sociaux, je peux informer les honorables Députés de la situation suivante :

1) Pour les « promoteurs publics » au sens de l'article 16 de la loi de 1979 :

a. Le Fonds du logement (établissement public) et la SNHBM (société anonyme) bénéficient d'une participation financière étatique plafonnée à 70 % des coûts éligibles.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, ces deux promoteurs publics sont tenus au règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998. En raison de la typologie différente du parc locatif, ceci résulte dans un loyer moyen de 4,2 euros/m² pour les logements de la SNHBM et de 5,6 euros/m² pour les logements du Fonds du logement (FdL).

Dans le cas de la SNHBM, le financement des 30 % de fonds propres doit être assuré par le revenu des loyers. Dans le cas du FdL, un éventuel déficit d'exploitation peut être compensé par l'État conformément aux dispositions légales.

b. Les communes peuvent bénéficier d'un subside plafonné à 75 % des coûts éligibles.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires, les communes sont également tenues au règlement grand-ducal de 1998. Au regard de la taille des logements subventionnés, le Ministère du Logement estime que la moyenne des loyers se situe approximativement à cinq euros/m², c'est-à-dire entre celle de la SNHBM et du FdL.

2) Pour les promoteurs privés visés à l'article 30ter de la loi de 1979 (par la suite « promoteurs 30ter »)[21]

Les « promoteurs 30ter » peuvent bénéficier d'une participation financière étatique plafonnée à 75 % des coûts éligibles.

Dans le calcul des loyers applicables aux bénéficiaires des logements subventionnés, ces promoteurs ne sont pas soumis au règlement grand-ducal de 1998, mais doivent se conformer à la convention, selon laquelle « les logements, bénéficiant à travers la présente convention d'une aide à la construction d'ensembles, sont destinés à la réalisation d'un service d'intérêt économique général sous la forme de création de logements à finalité sociale et se caractérisant par une modération des loyers » et « Le bénéficiaire s'engage à soumettre sur demande et sans délai à l'État toutes les informations nécessaires afin de permettre à l'État de vérifier que les loyers et charges sont conformes aux dispositions légales et réglementaires applicables, ainsi qu'aux stipulations de la présente Convention. »

[21] Les promoteurs énumérés à l'article 30ter de la loi de 1979 sont les suivants :
- les associations sans but lucratif et les fondations,
- les hospices civils et les offices sociaux,
- les sociétés d'impact sociétal régies par la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et dont le capital social est constitué à 100 % de parts d'impact,
- le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique,
- les communautés religieuses.

Dans les faits, les loyers appliqués par les « promoteurs 30ter » appliquent des loyers en fonction de la capacité de financement de leurs locataires ce qui résulte dans des loyers moyens se situant entre cinq et dix euros/m² selon le promoteur.

3) Les « promoteurs privés » conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal 21 décembre 2018 (par la suite « promoteurs privés »)

Depuis 2014, l'État a surtout signé deux types de conventions avec des « promoteurs privés » :

- les conventions pour logements d'étudiants

Dans ces cas, la participation financière étatique est plafonnée à 50 % des coûts éligibles. Les promoteurs en question négocient un contrat de location pour l'ensemble des chambres de ces projets avec l'Université du Luxembourg qui prend en charge l'attribution des chambres et la gestion locative. Le loyer moyen pour les chambres d'étudiants subventionnés par l'État, y compris les coûts relatifs à la consommation d'eau, gaz, électricité et internet varie entre 365 euros pour une chambre meublée pour une personne avec salle de bain et cuisine en commun et 695 euros respectivement 1.050 euros pour un studio meublé pour une personne respectivement un couple. Pour plus de détails à cet égard, je me permets de renvoyer les honorables Députés à ma réponse à la question parlementaire n° 0914.

- les conventions pour logements pour jeunes

Actuellement, le Ministère du Logement a signé une seule convention pour la réalisation de logements pour jeunes, en l'occurrence avec un « promoteur privé » le 25 janvier 2019.

Dans le cas en question, la participation financière étatique est fixée par ladite convention à 37,5 % des coûts éligibles. La participation étatique est versée par tranches annuelles sur 20 ans, et le loyer appliqué aux logements se situe à 6,25 euros/m².

B. Pour ce qui est de la révision du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements sociaux, le Ministère du Logement prévoit effectivement d'y procéder dans les meilleurs délais, et ceci sans nécessairement attendre l'entrée en vigueur de la prochaine réforme de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

**Question 1055** (12.08.2019) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **rapport entre des chantiers et des faillites de magasins :**

Schantercher uechtert d'Land sinn net nëmme fir Schwieregkeeten am Verkéier zoustänneg. Souwäit si an Uertschaften oder op Geschäftsstroosse leien oder och nëmme vill Parkplaze fir méi oder manner laang Zäit blockéieren, brénge si och déi Geschäftsleit, déi dervu betraff sinn, a finanziell Schwieregkeeten. Awer infrastrukturell Aarbechte wäerten an den nächste Jore bei deem Wuesstem, deen d'Land huet, jo éischter zou- wéi ofhuelen.

Duerfir wéilt ech dës Froen un den Här Minister vun de Classes moyennes riichten:

1. Ass et méiglech, aus der Statistik vun de Failliten erauszefilteren, wéi vill Geschäfter opgrond vu laange Schantercher hir Dieren hu missen zoumaachen?

2. Sinn dat vum Geschäftsmann net verschollten Émstänn, déi him oder dem Personal, dat hien huet missen entloossen, Recht op eng Entschiedegung oder op eng aner Kompensatioun ginn?

3. Gëtt et méiglech finanziell Iwwerbréckungen oder Entschiedegungen, fir et engem Geschäftsmann ze erlaben, esou eng schwiereg Phas ze iwwerstoen?

4. Gëtt et eng Prozedur, an där Geschäftsleit, déi vun Ännerunge betraff sinn, déi hire Geschäftsmodell nohalteg stéieren (zum Beispill eng Terrass, déi ewechfält, well den Trottoir geännert gëtt) gehéiert ginn a wou hire Schued evaluéiert gëtt?

5. Ouni wëllen an d'Gemengenautonomie anzegräifen, denkt d'Regierung an Ofstëmmung mat de Gemengen un e Katalog vu Moossnamen fir d'Konsequenze vun den Infrastrukturaarbechten op Geschäftsleit an hiert Personal ofzefänken?

6. Iwwerpréift de Banneministère eventuell Entschiedegungen, déi vu Gemenge geleescht goufen, fir Transparenz a Gläichbehandlung sécherzestellen?

**Réponse commune** (01.10.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

An deene meeschte Fäll ass et een Zesummespill vun e puer Elementer, déi d'Faillite vun engem Betrib provozéieren. D'Ausléise vun enger Faillite kann nëmme seelen op een eenzege Grond reduzéiert ginn. D'Donnéeë vum Statec erlaben et dofir och net, fir hei eng präzis Zuel erauszefilteren.

Et kann zu Faillitë kommen, déi net direkt duerch d'Geschäftsfra/de Geschäftsmann verschëlt sinn, mä duerch extern Émstänn erbäigefouert goufen. Vu staatlecher Säit ass do keng Entschiedegung virgesinn.

Et gëtt, à ce stade, och kee staatleche Programm fir Entschiedegungen am Fall vu Chantieren. Et existéiert awer de Regimm vum onfräiwëllegen „chômage technique", dee gewëssen Indemnitéiten erlaabt. Wat de Chantier Tram concernéiert, huet LuxTram SA awer méiglech Indemnisatioune fir Betriber virgesinn, déi duerch den Tramschantier Aboussen an hirem Émsaz hunn. D'Generaldirektioun vun de Classes moyennes vum Wirtschaftsministère ass den Ament amgaang, mam Innenministère eng Bestandsopnam an de Gemengen ze maachen.

**Question 1058** (12.08.2019) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **gestion de la végétation au niveau du corps de la voie des trains par les CFL :**

D'après mes informations, les CFL appliquent toujours pour la gestion de la végétation au niveau du corps de la voie la méthode du désherbage chimique (e. a. Roundup Ultra, etc.). Les produits utilisés seraient appliqués via un train désherbeur pour le traitement des lignes ferroviaires, un unimog rail-route pour le traitement des voies en gare et enfin manuellement pour certaines zones spécifiques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me détailler les quantités de glyphosate achetées par les CFL pour les années 2017 et 2018 ?

- Quels autres produits les CFL utilisent pour la gestion de la végétation au niveau des voies ferrées et leurs alentours ? Combien de ces produits ont été achetés ces dernières années ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer des alternatives (vapeur chaude, radiateur aux rayons infrarouges, etc.) au désherbage chimique testées par les CFL ? S'agit-il dès lors de « réelles » alternatives à l'utilisation du glyphosate et autres produits par les CFL pour la gestion de la végétation ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les CFL pourront tenir la date butoir de fin d'utilisation du glyphosate fixée par le Gouvernement au 31 décembre 2020 ? À défaut, pourquoi cette date butoir ne pourra pas être tenue ?

**Réponse** (13.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La méthode de désherbage chimique est effectivement celle utilisée par les CFL pour la gestion de la végétation au niveau du corps de la voie, à l'exclusion des zones de protection des eaux souterraines. À défaut de désherbage, les frais de maintenance des voies sont plus élevés et la longévité du corps des voies est fortement réduite.

En 2017 et en 2018 les CFL n'ont pas acquis de produits chimiques du type « Roundup Ultra ». Cependant pour la gestion de la végétation au niveau des voies ferrées et de leurs alentours directs, les CFL utilisent les produits « Zapper » et « Genoxone ».

Durant les années 2017 et 2018, 2.000 litres du produit « Zapper » ont été acquis tandis qu'aucune quantité du produit « Genoxone » n'a été achetée.

Plusieurs alternatives, dont notamment les traitements à l'eau chaude, à haute tension électrique, à l'aide du feu ainsi qu'à l'aide de produits acides, sont en cours de développement.

Ces alternatives au désherbage chimique sont testées dans le cadre de projets pilotes sur les réseaux voisins et les CFL suivent de près les progrès respectifs. Aucun résultat concluant, permettant la mise en œuvre à grande envergure sur les réseaux ferroviaires, n'a été obtenu jusqu'à présent.

En cas d'interdiction d'utilisation du glyphosate, les CFL arrêteront le désherbage chimique de la végétation au niveau du corps de la voie avec des produits contenant cette substance.

**Question 1060** (13.08.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **radars mobiles :**

Les autorités policières peuvent effectuer des contrôles de vitesse à tout moment le long de nos routes en ayant notamment recours à des radars mobiles. Ainsi, pour ne donner que deux exemples, des radars mobiles placés au « Karelshaff » entre Colmar-Berg et Mertzig ou entre Stolzembourg et Rodershausen ont permis d'y réduire les excès de vitesse, du moins durant un certain intervalle de temps. Il va de soi que de telles opérations n'ont guère d'effets durables si elles ne sont pas répétées assez régulièrement.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et de la Défense :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'emploi de radars mobiles entre juillet 2018 et juillet 2019 ? Combien de fois des radars mobiles ont constaté des excès de vitesse ?

2) À quels endroits du pays les contrôles de ce genre ont été les plus fréquents ? Des radars mobiles sont-ils également placés dans les tunnels ou à la fin de ceux-ci ?

3) Quelle a été la vitesse maximale constatée par les radars en question ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'effet dissuasif de tels radars soit plus élevé que celui des radars fixes ?

**Réponse** (24.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) La Police grand-ducale dispose d'une flotte de sept radars mobiles. Leur mise en œuvre se fait selon les principes internes prédéfinis tout en respectant les consignes techniques de montage et de calibrage imposées par le constructeur.

Dans la période allant du 1er juillet 2018 au 31 juin 2019, les sept radars ont effectué 863 contrôles, décelant un total de 63.897 infractions liées au dépassement des limites de vitesse.

ad 2) Les contrôles s'effectuent en fonction de l'analyse des lieux accidentogènes, de l'accidentologie routière récente, des doléances provenant de la population et des demandes motivées émanant d'administrations locales ou étatiques. Par ailleurs, il est procédé à intervalles réguliers à des contrôles de la vitesse sur tout le réseau autoroutier ainsi que sur les grands axes (RN et CR), ce qui permet de couvrir l'ensemble du réseau routier.

Les équipements de terrain mobiles ne sont en principe pas déployés dans ou à la sortie des tunnels. Toutefois, en cas de chantier de longue durée dans un tunnel, un radar mobile peut y être installé pour des raisons de sécurité afin d'y réduire la vitesse moyenne.

ad 3) En date du 31 mai 2019, un motocycliste a été flashé à 212 km/h sur le CR322 entre « Niklosbierg » et « Groesteen ».

ad 4) Étant donné que les radars fixes sont annoncés par un panneau de présignalisation, ces derniers possèdent aussi bien un caractère dissuasif que préventif.

L'effet préventif des radars mobiles s'explique surtout par leur capacité de pouvoir être déployés spontanément à n'importe quel moment et à n'importe quel endroit. Cette maniabilité permet surtout d'intervenir rapidement dans un lieu où soit la vitesse est mise en cause, soit il y a eu un accident grave, voire une série d'accidents.

De surcroît, les radars mobiles peuvent être placés dans une zone de danger temporaire comme mentionnée au point 2. Finalement, l'augmentation de la probabilité d'être sanctionné à tout endroit en raison d'un excès de vitesse génère l'effet dissuasif de ce type de radars.

En conclusion, les deux types de radars sont complémentaires et poursuivent le même objectif.

**Question 1061** (13.08.2019) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **manque de personnel auprès de l'Administration des contributions directes :**

An de Medie goufe rezent d'Retarde beim Opschaffe vun de Steiererklärungen thematiséiert. D'Gewerkschaft aus der Steierverwaltung (Syndicat unifié des impôts directs) huet dozou folgend Erklärungen an och Fuerderunge respektiv Froe gestallt. Op rtl.lu konnt een an dem Zesummenhang liesen:

„De President vum Syndicat [...] plädéiert dofir, dass Departen an d'Pensioun anticipéiert ginn, well nei Leit als éischt mussen ugeléiert ginn. Zum annoncéierte Rekrutement vun 43 Leit fir dëst Joer warnt hien, dass 31 dovunner een CDD kréien.

Donieft wier eng Vereinfachung vum Steiersystem och ubruecht. Emmerhin ass d'Steiererklärung vu 16 op 20 Säite gewuess. Déi annoncéiert Digitaliséierung bei de Steiererklärunge vu Privatleit kéint sécherlech hëllefen, allerdéngs freet sech de Syndikat, mat wéi enge Systemer geschafft gëtt a wéi eng Paradigme gewiesselt ginn."

Ech erlabe mir duerfir, folgend Froen un den Här Finanzminister ze stellen:

- Ass de Minister der Meenung, dass d'Altersdepartenan der Vergaangenheet net genuch anticipéiert goufen? Mat wéi vill Altersdeparte rechent d'Regierung an den nächste fënnef Joer bei der Steierverwaltung? Wéi vill Leit sollen an deem Zäitraum agestallt ginn? Wéi vill Leit missten der Steierverwaltung no déi nächst Joren agestallt ginn, fir et hir ze erméiglechen, korrekt ze schaffen? Wéi gesinn all dës Parameteren an deenen anere Steierverwaltungen aus?

- Firwat huet d'Regierung beim Rekrutement decidéiert, haaptsachlech op zäitlech befristet Aarbechtsverträg zréckzegräifen?

- Gouf d'Gewerkschaft am Virfeld vun der 2017er Steierreform vum Minister gehéiert?

- Wa jo, hat déi betraffe Gewerkschaft hir Bedenken dem Minister matgedeelt? Wéi huet de Minister sengerzäit dorop reagéiert? Hat d'Regierung den zousätzlechen administrativen Opwand, deen duerch d'Steierreform entstanen ass, ënnerschat?

- Wann neen, wëllt de Minister dat am Kontext vun der annoncéierter Steierreform nohuelen?

- Wéi kéint d'Steiererklärung an Zukunft vereinfacht ginn?

- Wéi eng Prozesser lafen haut schonn (innerhalb der Verwaltung an no baussen) digital of? Wéi vill Leit (% vun de Steierzueler) reechen haut schonn hir Steiererklärung iwwer myguichet.lu an? Wéi eng Avantagen ergi sech fir d'Steierverwaltung aus den elektronesch agereechte Steiererklärungen? Wëllt d'Regierung d'Leit dozou encouragéieren, méi op dëse Medium zréckzegräifen? Wéi kéint dës Sensibiliséierung/„Incentivéierung" ausgesinn?

- Wéi gesäit déi annoncéiert weider Digitaliséierung aus? U wéi enge Stellschrauwe soll hei gedréit ginn? Mat wéi enge Systemer soll hei geschafft ginn? Wéi eng Paradigme gi gewiesselt?

- A wéi enge Beräicher (TVA, direkt Steieren [natierlech respektiv juristesch Persounen] etc.) sinn d'Retarden am längsten?

**Réponse** (12.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech op en Interview mat der Gewerkschaft Syndicat unifié des impôts directs, dee vun de Medien am Kader vun der Äntwert vum 8. August 2019 op d'parlamentaresch Fro N° 0894 gemaach ginn ass. Wéi an där Äntwert am Detail beschriwwe gouf, ass an de Jore virun 2013 d'Personal vun der ACD quasi net verstäerkt ginn. Hei gouf also kloer net genuch anticipéiert. Dat ass an de Joren duerno anescht ginn, an och an dëser Legislaturperiod soll, wéi aus der Äntwert vum 8. August 2019 ervirgeet, d'ACD weider personell opgestockt ginn.

Et ass en normale Virgang, dass Leit an d'Pensioun ginn a si dann ersat ginn. Et ass och normal, dass Leit, déi nei ufänken, mussen ugeléiert ginn. Dat ass och de Fall an der ACD. An den nächste fënnef Joer wäerte ronn 215 Persoune bei der ACD de Pensiounsalter erreechen.

Fir dass d'ACD hirer Aarbecht weider gerecht gëtt, mussen net nëmmen déi entspriechend Departe consideréiert ginn, mä och nach déi weider Evolutioun vun den Dossieren, déi zousätzlech Missiounen, déi d'ACD kritt huet an déi weider op si zoukomme wäerten, genee wéi och déi nei technesch Méiglechkeeten, déi iwwert d'Digitalisatioun agefouert ginn.

Wat den annoncéierte Rekrutement vun 43 Leit nach an dësem Joer ugeet, ass et richteg, datt 31 Leit dovunner e Contrat à durée déterminée (CDD) wäerte kréien. Déi Kontrakter kënnen awer, op Basis vun der Evolutioun vun de Besoine vun der ACD, an ee Contrat à durée indéterminée ëmgewandelt ginn.

Den zousätzlechen administrativen Opwand, deen duerch d'Steierreform 2017 ugefall ass, ass gréisstendeels op d'Aféierung vun der optionaler Individualbesteierung an déi nei Kapitalbesteierungsregele bei de Grenzgänger ze erklären. Dat war der Regierung an der Direktioun vun der ACD schonn an der Virbereedungsphas bewosst. D'Büroen, déi duerch déi nei Mesurë besonnesch staark betraff waren, goufe renforcéiert. Am Ganze sinn zanter dem 1. Januar 2018 scho 40 Leit op deene betraffene Büroe bäikomm. Doriwwer eraus huet d'Steierverwaltung een neie funktionelle Site op der Cloche d'Or opgemaach, wou méi effikass geschafft ka ginn.

Net nëmme gouf virun 2013 net genuch Personal rekrutéiert, et gouf och bei Wäitem net genuch an d'Informatik investéiert. Och dat gouf entre-temps verbessert. Et ginn deemno haut schonn eng ganz Rei Prozesser, déi digital oflafen, déi een entweder iwwert d'Demarche vum Guichet ka maachen oder awer, wou een d'Informatiounen dozou um Internetsite vun der Steierverwaltung erëmfënnt. Verschiddener lafen exklusiv nëmmen nach iwwert dee Wee, anerer lafen nach um digitalen an um traditionelle Wee. Detailléiert Statistike ginn heiriwwer zu dësem Zäitpunkt net gefouert.

Als konkret Beispill kann een d'Steiererklärung fir Betriber nennen, déi ufanks och, awer net nëmmen, elektronesch disponibel war an elo fir déi grouss Majoritéit vun de Betriber nëmmen nach elektronesch méiglech ass. Aner nei Mesurë ginn direkt elektronesch agefouert, esou zum Beispill d'Remise vun den Extraits de compte salaire et pension (och nach Récksäit vun der Steierkaart genannt) oder awer Deklaratioune vum Country-by-Country-Rapport. Aner Demarchë gi fir d'Éischt och elektronesch agefouert, fir et de Leit ze erlaben, sech ëmzestellen, éier se obligatoresch wäerte ginn. An dës Kategorie falen zum Beispill d'Lounsteierdeklaratioune vun de Patronen. Am Kontext vun der Steierreform, déi am Regierungsprogramm virgesinn ass, soll och déi digital Steiererklärung fir Privatleit agefouert ginn, wat zu enger weiderer Entlaaschtung vun de Steierbüroen an enger méi zäitnoer Besteierung féiere wäert.

D'Steierverwaltung schafft aktuell zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État u weidere fundamentale Projete mam Zil, den Déngscht um Bierger weider ze verbesseren an de Fonctionnement vun der Administratioun méi effikass ze maachen. D'Mataarbechter vun der Verwaltung sinn an dës Projete mat agebonnen. An dësem Kontext ass de Ministère och ëmmer op fir d'Gespréich mat de Gewerkschaften, woubäi awer unzemierken ass, dass hiren éischten Uspriechpartner d'Direktioun ass.

À ce stade sinn d'Iwwerleeungen an d'Aarbechten nach net wäit genuch fortgeschratt, fir iwwer zousätzlech konkret Mesuren, „Incentivéierungen", Paradigmewiessel, „Dréien u Stellschrauwen" oder aner Vereinfachungen ze spekuléieren, déi mat der nächster Steierreform kéinten ëmgesat ginn.

**Question 1062** (14.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police :**

Wéi mir aus der nationaler Press gewuer ginn, ginn am zentrale Fichier vun der Police scho längst bezuelten „avertissements taxés" fir Verstéiss géint d'Stationementsregele vu concernéierte Bierger ouni erkennbar Zäitlimitt archivéiert.

An deem Kader wëlle mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt „avertissements taxés" fir Verstéiss géint d'Stationementsregelen ouni Zäitlimitt am zentrale Fichier vun der Police archivéiert ginn?

2. Wann deem esou ass, empfënnt den Här Minister dësen Zoustand als normal an am Respekt vum „droit à l'oubli" vun all Bierger?

3. Kann den Här Minister eis doriwwer eraus soen, ob a wéi déi eenzel Infraktiounen datéiert ginn?

4. Kann den Här Minister eis weider matdeelen, wat déi legal Basis ass, fir esou Contraventiounen an engem Police-Fichier ze stockéieren?

5. Mengt den Här Minister wierklech, datt esou een Archivage vun „avertissements taxés fir Verstéiss géint d'Stationementsregele sécherheetspolitesch ze rechtfäerdegen ass? Anescht ers gefrot: Stellt eng Persoun, déi falsch parkt, wierklech an den Ae vun der Regierung eng Gefor fir déi ëffentlech Sécherheet duer?

**Réponse** (01.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

De Fichier vun den „avertissements taxés (AT)" gouf am Kader vum „règlement grand-ducal du 21 décembre 2004 portant autorisation de la création d'un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière et modification du règlement grand-ducal du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales" geschaaft. Dëse Fichier ass net ze verwiessele mam Fichier central. Et bleift ze bemierken, dass bis viru Kuerzem de Procès-verbal, dee vun der Police dresséiert an un de Parquet weidergeleet ginn ass, bei engem Netbezuele vum AT an de 45 Deeg am Fichier central ofgespäichert ginn ass.

Duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018 „portant organisation de la Comission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données" gouf dat ofgeännert Gesetz vum 2. August 2002 „relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel" abrogéiert an d'Règlement-grand-ducallen, déi op Basis vun dësem Gesetz geholl gi sinn, hunn hire Fondement légal verluer. Dës Traitementer ënnerleien elo de Regele vum Gesetz vum 1. August 2018 „relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale".

D'Police als Responsable de traitement huet eng Durée de conservation vu 24 Méint vun den ATe festgeluecht, dësen Delai war och schonn am groussherzogleche Reglement ze fannen. No dëser Durée vu 24 Méint kënnen d'Daten nëmmen nach ënner enger depersonaliseierter Form gehale ginn.

Fir d'„contraventions graves", déi laut Artikel 11bis vum Code de la route wärend engem Delai vun dräi Joer, nodeem si rechtskräfteg gi sinn, am Fall vun enger neier Vitesseiwwertriedung vu mindestens 50 % vun der erlaabter Maximalgeschwindegkeet, woubäi d'Vitesseiwwertriedung e Minimum vun 20 km/h iwwert dem Maximum muss hunn, d'Infraktioun vum „délit de grande vitesse" kënne begrënnen, ass op Demande vun den Autorités judiciaires d'Durée de conservation op 48 Méint gesat ginn.

**Question 1064** (14.08.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact de la sécheresse sur la production de foin et des ensilages d'herbe :**

La sécheresse et la chaleur des dernières semaines ont fortement contribué à ralentir la croissance de l'herbe indispensable à la nutrition des animaux d'élevage. Ainsi, dans certaines contrées de l'Union européenne, les cultivateurs se voient déjà obligés de distribuer l'herbe séchée en mai destinée à être conservée pour la saison hivernale.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Pour ce qui est de la production de foin et des ensilages d'herbe, Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur la situation d'approvisionnement dans différents pays européens, notamment dans nos pays voisins ?

2) Quelles sont les répercussions de la sécheresse sur la production de foin et les ensilages d'herbe au Luxembourg ? Les éleveurs de bétail anticipent-ils d'éventuels goulets d'étranglement pour l'hiver à venir ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant les exportations et les importations d'herbe séchée au Luxembourg ? Est-il également possible d'obtenir des informa-

## Le saviez-vous ?

**POUVOIR LÉGISLATIF**

Le pouvoir législatif est l'autorité qui édicte les lois. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés.

tions sur l'évolution des prix en la matière durant les dernières années ?

4) Par quels produits de substitution les éleveurs peuvent-ils pallier la régression des récoltes de foin ? Quel est l'impact de la sécheresse sur ces produits ?

**Réponse** (12.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La production de foin et d'ensilage d'herbe est pour la première et deuxième coupe à un niveau comparable avec les années précédentes. La troisième coupe par contre ne représente qu'environ 20 % de la moyenne des années précédentes. On constate plus ou moins des situations comparables dans les pays limitrophes.

Les exploitations agricoles s'approvisionnent, en cas de pénurie en fourrage, surtout avec des aliments concentrés à base de céréales. En effet, la densité en valeurs nutritionnelles est plus élevée dans ces aliments que dans les fourrages grossiers tels que foin et ensilage, et en conséquence le coût de la logistique est nettement réduit.

ad 2) La vraie dimension de la sécheresse n'est pas encore connue pour le moment. Une quatrième coupe en herbe ainsi que la récolte du maïs ne sont pas encore entamées. Les éleveurs de bétail savent très bien combien de conserves de fourrages sont nécessaires pour passer l'hiver 2019-2020. Un approvisionnement en aliment (fourrage ou concentré) ou une réduction du cheptel respectivement des performances du cheptel sont des méthodes pour contrer aux manques éventuels en fourrages.

ad 3) Les informations sur les importations intracommunautaires sont collectées sur bases d'un code à huit chiffres de la nomenclature combinée (NC) auprès du commerce/négoce par Statec. Malheureusement l'herbe séchée est regroupée sous le code 1214 90 - autres[22] et les quantités ne sont donc pas renseignées séparément.

Par conséquence des indications sur l'évolution des prix en la matière ne sont pas possibles.

ad 4) De manière générale, le foin peut être substitué par d'autres fourrages grossiers comme le maïs et surtout par des cultures intermédiaires comme par exemple le Ray-grass de Westerwold (Lolium multiflorum var. westerwoldicum) ensemencé entre deux cultures.

À ce jour, il n'est pas possible de juger de l'impact de la sécheresse sur ces produits, car la récolte n'a pas encore démarré pour la saison 2019.

En plus, la substitution peut se faire partiellement par de la paille de céréales complétée des aliments concentrés sur base de céréales (cf. question 1). Les quantité et qualité de pailles aux niveaux national et régional sont bonnes cette année, les prix des céréales sont pour le moment plus bas qu'en 2018.

**Question 1065** (14.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**utilisation des avertissements taxés enregistrés dans le fichier central de la police :**

Dans un courrier reçu aujourd'hui, un citoyen rapporte des affirmations d'un ancien greffier de justice. En voici la teneur :

« Esou eng Usammlung vun ATen ass ëmmer als Mëttel versuergt ginn, fir eng „Appreciatioun" iwwer eng Persoun ze kréien.

Déi Appreciatioun ass dann och dem Parquet geleeëntlech matgedeelt ginn an engem neie Procès-verbal.

Do as dann unhand vun enger Lëscht aler Protokoller dem Prevenu ënnerstallt ginn, hie géif sech mat Persistenz a Konsequenz net un d'Verkéiersregelen halen.

Wann de Substitut, deen de Protokoll sollt ënnerschreiwen, fir eng nei Ordonnance pénale ze schécken, e schlechten Dag hat, dann huet en de Fall an eng Sëtzung zitéiert an e Führerschäinentzuch reklaméiert.

Där hunn ech alt selwer deemols ënnerschriwwen, och vun engem Commerçant vun der Place d'Armes, dee säi Betrib eréischt nuets zougemaach huet, dann nach d'Keess a Commanden huet musse maachen an da moies net aus dem Bett komm ass, fir säin Auto zurzäit ze réckelen.

Deen hat och eng Ribambelle vun iwwer 40 ATen a krut de Führerschäin ofgeholl, obschonn hien alles ëmmer schéi brav bezuelt hat.

Beim Maître Vogel wär ech virwëtzeg, emol ze liesen, wat an de Geheimakte vum SRE steet, déi mir leider ni ze gesi kréien.

Do mussen och e puer flott „Appreciatiounen" dra vermierkt sinn. »

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces affirmations ?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que de tels agissements soient contraires aux principes et règles applicables en matière de protection des données, au principe de la présomption d'innocence, etc. ?

- Toujours dans l'affirmative, ces propos ne remettent-ils pas en cause les déclarations de Madame le Procureur général d'État en ce qui concerne les informations contenues dans les dossiers pénaux ?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à cette situation ?

**Réponse** (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Les honorables Députés s'appuient dans leur question parlementaire sur « les affirmations d'un ancien greffier rapportées par un citoyen ».

Or, suivant les informations reçues de Madame le Procureur général d'État, elles ont en l'occurrence été faites par un ancien greffier, reprises sur un blog Internet par un avocat du barreau de Luxembourg qui n'hésite d'ailleurs pas à en publier le nom. Ce greffier a exercé ses fonctions jusqu'au 1er octobre 2012 et il a été affecté au service du casier judiciaire durant la période de 1972 à 1977.

Suivant les informations reçues par Madame le Procureur général d'État, les substituts ne signent pas les procès-verbaux dressés par la Police grand-ducale ou par l'Administration des douanes, et les réquisitoires en vue de la prise des ordonnances pénales délivrées par les juges du fond sont toujours signés par un substitut et non par un greffier. Il en est de même pour les citations aux audiences publiques.

Les parquets se sont dotés de notes de service communes, régulièrement remises à jour, qui définissent la politique de poursuite à suivre par les substituts, précisément en matière de contentieux de masse, et ce afin d'assurer la cohérence des poursuites.

Pour le surplus, et suivant les informations reçues de Madame le Procureur général d'État, il peut encore être précisé que les avertissements taxés payés ne sont pas répertoriés dans le traitement des données des parquets. Les avertissements taxés impayés font l'objet d'un procès-verbal dressé par la Police grand-ducale, respectivement l'Administration des douanes et accises, et transmis aux parquets en application des articles 4, 4bis, et 4ter du règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés. Ce procès-verbal est inventorié dans la notice des parquets et fera l'objet d'un traitement par un substitut.

L'avertissement taxé dont une personne s'est acquittée pour une contravention grave de dépassement de vitesse dans un délai de trois ans précédant un nouveau fait de dépassement de vitesse doit être mentionné dans le procès-verbal du chef de délit de grande vitesse, alors qu'il s'agit d'une condition de fond de cette infraction en application de l'article 11 bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Si un procès-verbal renseigne sur des avertissements taxés antérieurs, ce qui n'est cependant pas la règle, ce procès-verbal fera bien entendu l'objet d'un débat contradictoire dans le cadre de la poursuite pénale, de sorte que les droits de la défense sont toujours préservés.

**Question 1068** (16.08.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**enregistrement d'avertissements taxés :**

I. Il nous revient par voie de presse (site Internet de RTL du 13 août 2019) que les avertissements taxés (AT) décernés contre certains citoyens en matière d'infractions au Code de la route notamment en matière de stationnement irrégulier et de dépassement de vitesse seraient enregistrés dans les fichiers de la police. Cet enregistrement ne serait cependant pas effectué à l'égard de tous les citoyens ayant été verbalisés pour des manquements pareils.

II. Il nous revient par ailleurs par voie de presse que suivant le directeur de la police les infractions qualifiées de « contravention » ne feraient désormais plus l'objet d'un enregistrement dans les fichiers de la police.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

ad I.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état de chose ?

2) Dans la négative, quels sont les éléments qui lui permettent d'asseoir sa réponse ?

3) Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut indiquer les disparités objectives, rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées à leur but qui ont pu justifier ce traitement différent ?

4) Toujours dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre estime que soumettre des personnes se trouvant dans des situations identiques - à savoir des AT décernés pour violation du Code de la route - à des traitements différents - enregistrement ou non selon le cas dans les fichiers de la police - soit conforme au principe de confiance légitime ?

5) Toujours dans l'affirmative, sur quelle base légale Monsieur le Ministre entend-il justifier ce traitement inégalitaire ?

6) Toujours dans l'affirmative, est-ce qu'il existe des critères justifiant ce traitement différent au niveau de l'enregistrement ? Si oui, lesquels ? Par qui ces critères ont-ils été élaborés ? Sous quelle forme ? Est-ce que ces critères ont été publiés ? Si oui, sous quelle forme et à quelle date ?

ad II.

7) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les déclarations du Directeur de la Police grand-ducale ?

8) Dans l'affirmative, qui a été à l'origine de cette décision ? Sur quelle base légale cette décision a été prise ?

9) Toujours dans l'affirmative, quand est-ce que cette décision a été prise et depuis quand est-ce qu'elle est opérationnelle ? Sous quelle forme la décision a été prise ? Est-ce qu'elle a été publiée ? Si oui, quand et sous quelle forme ?

10) Est-ce qu'il sera partant procéder à la suppression de l'ensemble des contraventions enregistrées dans les fichiers de la police ? Si oui, à partir de quelle date précise ?

11) Est-ce que les citoyens faisant l'objet de tels enregistrements seront informés de façon spontanée de l'enregistrement tout comme de la suppression ? Si oui, dans quel délai ? Sous quelle forme ?

12) Est-ce que toutes les contraventions - tant celles reprises directement au Code pénal que celles figurant dans les lois spéciales - sont supprimées ?

13) Comment est-ce que Monsieur le Ministre entend-il justifier que dorénavant des contraventions seront apparemment supprimées des fichiers de la police mais que des avertissements taxés pour non-respect des dispositions du Code la route - qui juridiquement ne constituent pas des infractions - ne feront pas l'objet d'une suppression ?

14) Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il y ait manquement au principe de cohérence alors que des mentions qui ne constituent même pas des infractions pénales au sens juridique du terme continuent à être enregistrées dans les fichiers tandis que des infractions mineures et ne renseignant d'aucune manière sur le degré de dangerosité public d'un citoyen continuent à figurer dans les fichiers ?

15) Est-ce que la suppression englobe également l'ensemble des délits contraventionnalisés ? Les ordonnances pénales ?

**Réponse** (04.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Il ne faut pas confondre le fichier central avec le fichier des avertissements taxés.

Tel qu'il a été expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0752, le fichier central comporte tous les procès-verbaux et rapports rédigés par les officiers et agents de police judiciaire dans le cadre de leur mission de police judiciaire. Ce fichier existe depuis que les services de police ont commencé à rédiger des procès-verbaux et rapports afin de les transmettre aux autorités judiciaires conformément à la loi, alors qu'il fallait disposer d'un outil permettant d'assurer le suivi adéquat de ces procès-verbaux et rapports.

Le fichier des avertissements taxés (AT) a été créé dans le cadre du règlement grand-ducal du 21 décembre 2004 portant autorisation de la création d'un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière et modification du règlement grand-ducal du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales. L'article 1er de ce règlement dispose que

« (1) Est autorisée la création d'un fichier des personnes s'étant vu décerner un avertissement taxé en matière de circulation routière ainsi que des agents qui l'ont décerné.

Les données y relatives sont traitées aux seules fins de recherche et de constatation d'une infraction punie d'une peine de police conformément à la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

(2) Le fichier couvre la procédure de recouvrement, les poursuites judiciaires en cas de non-paiement, la gestion des permis à points et l'établissement de statistiques pour lesquelles les données sont dépersonnalisées. »

Il importe toutefois de préciser que les contraventions qui ont été dressées suite au non-paiement d'un avertissement taxé ont été enregistrées dans le fichier central. Dans ce cas de figure, un même fait pouvait se retrouver à la fois dans le fichier central et dans le fichier des avertissements taxés.

Le règlement grand-ducal précité disposait en outre, en ce qui concerne la durée de conservation : « Les données constituant le fichier visé par le présent règlement peuvent être conservées jusqu'à 24 mois après le paiement de l'avertissement taxé, ou en cas de refus de paiement ou de non-paiement endéans les délais légaux de 45 jours, après l'établissement et l'envoi du procès-verbal au Procureur d'État territorialement compétent. Au-delà de cette période de 24 mois, les données en question peuvent uniquement être conservées sous forme dépersonnalisée. »

Cette durée de conservation a été maintenue suite à l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des données en matière pénale. Pour les contraventions graves, qui d'après l'article 11bis du Code de la route peuvent pendant un délai de trois ans, en cas de nouveau dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50 % du maximum réglementaire de la vitesse autorisée, la vitesse constatée étant d'au moins 20 km/h supérieure à ce maximum, être constitutives d'un délit de grande vitesse, la durée de conservation a, sur demande des autorités judiciaires, été portée à 48 mois.

Il n'existe pas de différence de traitement entre les citoyens. Si des disparités peuvent exister entre les différentes réponses que les citoyens ont obtenues par la police dans le cadre de l'exercice de leur droit d'accès aux données, une raison peut en être que les avertissements taxés qui leur avaient été décernés se situaient en dehors de la période de conservation de 24 respectivement 48 mois énoncée ci-avant. Une autre raison peut résider dans le fait que ces personnes n'ont demandé que l'obtention des informations contenues dans le fichier central.

Le Directeur général de la police confirme que les infractions qualifiées de « contravention » ne feront plus l'objet d'un enregistrement dans le fichier central de la police parce que les délais de conservation du fichier central ne sont pas appropriés pour ce type d'infractions.

La transposition de cette décision est en cours, les prescriptions de service doivent encore être adaptées. Les membres du service du fichier central ont dès à présent été instruits de ne plus digitaliser les contraventions.

Actuellement, le logiciel utilisé ne permet pas encore d'identifier les contraventions enregistrées antérieurement afin de les supprimer individuellement. De plus, la décision de ne plus enregistrer les contraventions dans le fichier central ne porte que sur les contraventions relatives à un fait isolé. Cette distinction est essentielle, car si, dans un rapport adressé aux autorités judiciaires, une contravention est libellée ensemble avec un crime ou un délit, le rapport est bien sûr enregistré et la contraven-

[22] 1214 rutabagas, betteraves fourragères, racines fourragères, foin, luzerne, trèfle, sainfoin, choux fourragers, lupin, vesces et produits fourragers similaires, même agglomérés sous forme de pellets
1214 10 00 - farine et agglomérés sous forme de pellets, de luzerne
1214 90 - autres
1214 90 10 - betteraves fourragères, rutabagas et autres racines fourragères
1214 90 90 - autres

tion y figure également pendant la durée de conservation du rapport.

Il s'avère que dans le cadre des discussions relatives au fichier central et de la remise en cause de certains principes, la police a jugé que le délai de conservation, pour les contraventions, devait être revu à la lumière des critères de proportionnalité et de finalité du traitement. La police estime que les conditions de l'article 30 de la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale ne sont pas réunies.

Aucun principe de cohérence n'est violé en l'espèce. D'une part la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale ne s'applique pas exclusivement à la police judiciaire, mais également à la police administrative et les traitements qui ne tombent ni sous l'un ni sous l'autre de ces catégories peuvent être mis en œuvre en vertu du RGPD.

Finalement pour ce qui concerne les délits contraventionnalisés et les ordonnances pénales il y a lieu de rappeler que la police et le ministère public travaillent à la mise en place d'un système de transmission automatisé d'informations succinctes sur le suivi réservé par les autorités judiciaires aux procès-verbaux transmis par la police. Pour le détail il est renvoyé aux réponses aux questions parlementaires précédentes au sujet du fichier central.

**Question 1072** (19.08.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **subsides pour prairies humides :**

Am Kader vun der Renaturéierung vun de Waasserleef an de Bëscher däerfen eenzel Nolebëscher, déi un de Waasserleef leien, deels ofgeholzt ginn an de Stat subsidéiert dës Moossnamen. Eenzel Parzellen däerfen zu enger Fiichtwiss ëmgewandelt ginn, anerer ginn duerch Lafholz erëm ugeplanzt. Dës Moossname sinn zënter dem Joer 2012 a Kraaft.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung:

1. Wéi vill Hektar Bësch goufen am Kader vun dëser Moossnam bis elo subsidéiert?

2. Wéi vill Hektar Bësch goufen ëmgewandelt a Fiichtwisen?

3. Wéi vill Hektar Bësch goufen ëmgewandelt vun Nolenholz zu Lafholz a wéi deelen déi sech pro Joer an no Regioun op?

4. Goufen och Parzellen ëmgewandelt an net subsidéiert, an ëm wéi vill Hektar handelt et sech hei?

5. Wéi vill Hektar Bësch leien aktuell an Natura 2000-Gebidder?

**Réponse** (25.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Säit dem Joer 1998 gi verschidde Moossnamen am Kader vu Projete geholl, déi vum Stat subsidéiert ginn, fir Nolenholzkulturen duerch ekologesch méi wäertvoll Liewensraim ze ersetzen. Insgesamt handelt et sech ëm eng Fläch vun 132,94 ha, déi vun 1998 bis 2019 subsidéiert ginn ass.

Haaptsächlech sinn dës Moossnamen am Kader vun europäesche Kofinanzementsprojeten duerchgefouert ginn, woubäi Entfichtungen an ekologesch Gestiounsmoossnamen an Eisleker Däller gemaach gi sinn:

- Projet „Interreg II Ourtal-Projekt" (1998-2001) 2,41 ha;

- Projet „Interreg III Nat'Our" (2003-2007) 3,76 ha;

- Projet „Interreg III Réseau Eco" (2004-2007) 44,10 ha;

- Projet „Life Moule perlière" (2005-2011) 8,47 ha;

- Projet „Life Loutre" (2005-2011) 20,6 ha;

- Projet „Interreg IVa Restauration écologique transfrontalière des fonds de vallées et de zones humides enrésinées" (2008-2012) 48,4 ha;

- Projet „Life Eisléck" (2012-2017) 5 ha.

Weider gouf och iwwert d'Reglement vum 10. September 2012 « instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier » respektiv d'Reglement vum 12. Mee 2017 « instituant un régime d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers » d'Méiglechkeet geschafen, fir kënne mat staatleche Mëttele Renaturatiounsmoossname laanscht Gewässer ze subsidéieren. Iwwert dës Mëttelen ass ee Projet subsidéiert ginn.

ad 2. Insgesamt handelt et sech ëm 41,14 ha Nolenholzkulturen, déi iwwer Subsiden an ekologesch méi wäertvoll Fiichtwisen ëmgewandelt gi sinn.

Am Kader vu folgenden Interreg-Projete sinn Nolenholzkulturen a Fiichtwisen ëmgewandelt ginn:

- Projet „Interreg III Réseau Eco" (2004-2007) 26,28 ha;

- Projet „Interreg IVa Restauration écologique transfrontalière des fonds de vallées et de zones humides enrésinées" (2008-2012) 9,86 ha.

Iwwert de Projet „Life Eisléck" (2012-2017) si 5 ha Nolenholzkulturen a Fiichtwisen ëmgewandelt ginn.

ad 3. Insgesamt handelt et sech ëm 91,8 ha Nolenholzkulturen, déi iwwer Subsiden a Lafbëscher tëschent 1998 an 2019 ëmgewandelt gi sinn. All dës Fläche leien am Eislek.

Am Kader vu folgenden europäesche Kofinanzementsprojete sinn Nolenholzkulturen zu Lafbëscher ëmgewandelt ginn:

- Projet „Interreg II Ourtal-Projekt" (1998-2001) 2,41 ha;

- Projet „Interreg III Nat'Our" (2003-2007) 3,76 ha;

- Projet „Interreg III Réseau Eco" (2004-2007) 17,82 ha;

- Projet „Interreg IVa Restauration écologique transfrontalière des fonds de vallées et de zones humides enrésinées" (2008 bis 2012) 38,54 ha;

- Projet „Life Loutre" (2005-2011) 20,6 ha;

- Projet „Life Moule perlière" (2005-2011) 8,47 ha.

ad 4. Jo, et sinn och Parzellen zënter 2012 ëmgewandelt ginn, déi net subsidéiert gi sinn. Insgesamt handelt et sech ëm eng Fläch vun 30,11 ha. Fir den Arrondissement Centre-Est vun der Naturverwaltung beleeft dës Fläch sech op 3,2 ha, fir den Arrondissement Centre-Ouest op 3,83 ha, fir den Arrondissement Est op 11,99 ha, fir den Arrondissement Sud op 3,5 ha a fir den Arrondissement Nord op 7,59 ha.

Och virun 2012 sinn dëser Moossnamen ergraff ginn. Insgesamt handelt et sech ëm 162,99 ha Nolenholzkulturen, déi am Zäitraum vun 1991 bis 2019 ouni Subsiden an ekologesch méi wäertvoll Liewensraim ëmgewandelt gi sinn.

Doriwwer eraus ginn aktuell eng ganz Partie vu Projete laanscht Gewässer realiséiert, wou keng Kalschléi méi gemaach ginn, mä lues a lues Ëmwandlungen a standuertgerecht Lafholzbestänn iwwert de Wee vun Duerchforstungen. Wëll dës Projeten iwwer e längeren Zäitraum daueren an nach net ofgeschloss sinn, kënne se fir dës Berechnung net kontabiliséiert ginn.

ad 5. Aktuell leien 39.374 ha Bësch an Natura 2000-Gebidder, wat méi wéi engem Drëttel vun der gesamter Bëschfläch zu Lëtzebuerg entsprécht.

**Question 1073** (20.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **thérapie de conversion :**

Weltwäit ginn et leider nach ëmmer Persounen an Organismen, déi sougenannten „Konversiounstherapien" ubidden. Mat äusserst obskuren an onwëssenschaftleche Methode gi Mannerjäreger an Erwuessener mat diverse sexuellen Orientéierungen „behandelt". Vill Persounen aus der LGBTIQ*-Communautéit ginn domat an déif Identitéitskrise gestierzt an hir sexuell Orientéierung gëtt wéi eng Krankheet ugesinn. Heefeg féieren dës Konversiounstherapië souguer zum Suicide a ginn trotzdeem ënner anerem vu verschiddenste reliéise Glawensgemeinschaften aktiv promouvéiert.

Aus deem Grond huet déi gréng Fraktioun aus dem däitsche Bundestag den 20. Februar 2019 e Projet de loi (19/7932) am däitsche Parlament deposéiert, fir déi genannten Therapien ze verbidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Kultusminister, dem Här Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Justizminister an der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kënnen déi Dammen an Häre Ministere sécherstellen, datt am Grand-Duché keng sougenannte Konversiounstherapien ugebueden an duerchgefouert ginn?

2. Här Minister Bettel, kënnt Dir mat Sécherheet soen, datt zu Lëtzebuerg, och innerhalb vu reliéise Communautéiten, esou Praktiken net existéieren oder promouvéiert ginn?

3. Kann de Minister Schneider garantéieren, datt esou „Therapien" net iwwert d'Gesondheetskeess rembourséiert goufen oder ginn?

4. Wier den Här Minister Braz bereet, dës Therapien ze verbidden?

5. Madamm Ministesch Cahen, wéi eng konkret Mesuren huet d'Regierung an de leschte fënnef Joer ergraff, fir op d'Gefore vu Konversiounstherapien opmierksam ze maachen?

**Réponse commune** (23.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

De Familljeministère an de Kultusdepartement hu keng Kenntnes, datt esou „Konversiounstherapien" zu Lëtzebuerg ugebueden oder duerchgefouert ginn. Den Informatiouns- a Berodungsdéngscht CIGALE (Centre d'Information gay et lesbien), dee vum Familljeministère konventionéiert gëtt, huet och keng Kenntnes iwwer esou Therapien zu Lëtzebuerg.

Am Kader vun der Krankeversécherung ginn déi „Konversiounstherapien" net rembourséiert.

De Familljeministère koordinéiert zanter 2015 déi national Politik, fir d'Rechter vun de lesbeschen, de schwulen, de bisexuellen, den transgender an den intergeschlechtleche Mënschen (LGBTI) ze förderen.

An Zesummenaarbecht mat der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsorganisatioune gouf deen éischten nationalen LGBTI-Aktiounsplang ausgeschafft an am Juli 2018 vun der Regierung ugeholl. Dat drëtt Kapitel gesäit eng Rei Zilsetzungen a konkret Aktioune vir am Beräich vun der Gesondheet. D'Regierung huet och ee Comité gegrënnt, deen d'Ëmsetzung vum Plang begleet an nei Ziler an Aktioune ka proposéieren. Zum Thema „Konversiounstherapien" ass am Plang näischt virgesinn.

Am Kader vu sengen Aarbechte wäert de Comité sech awer mat der Fro vun den „Konversiounstherapien" beschäftegen a gegebenenfalls Recommandatioune maachen.

**Question 1078** (20.08.2019) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **agents pénitentiaires :**

Dans un article paru le 16 août 2019 dans le « Luxemburger Wort », le président du syndicat des agents pénitentiaires affirme que Monsieur le Ministre n'aurait pas tenu ses promesses vis-à-vis des agents en question.

Il déclare que, d'une part, le Gouvernement aurait donné suite aux revendications des détenus (téléphone dans les cellules de prison, des appareils de sport dans la cour intérieure, etc.), tandis que les accords trouvés avec les agents pénitentiaires resteraient toujours lettre morte.

Pour preuve, il indique que :

- le groupe de travail au sujet du fonctionnement et du modus operandi du dispositif d'intervention ne s'est toujours pas réuni,

- malgré la revalorisation d'autres carrières inférieures auprès de l'État (police, etc.), tel n'a pas été le cas pour les agents pénitentiaires,

- la prime de risque promise depuis huit mois n'a toujours pas été versée,

- le recrutement d'environ 300 agents pénitentiaires et d'autre personnel (qui devront être formés avant l'ouverture de la nouvelle prison à Sanem) ne serait pas encore entamé.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Quand les engagements vis-à-vis des agents pénitentiaires seront-ils mis en œuvre ? Comment Monsieur le Ministre entend-il revaloriser la carrière des agents pénitentiaires et endéans quels délais ces propositions deviendront-elles réalité ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails sur le recrutement et de la formation du personnel pour la prison à Sanem ?

**Réponse** (27.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'honorable Député s'enquiert quant aux affirmations faites par Monsieur le Président du Syndicat des agents pénitentiaires dans un article paru le 16 août 2019 au « Luxemburger Wort ». De façon générale, le Syndicat des agents pénitentiaires se plaint d'un prétendu manque de reconnaissance et de valorisation du métier et de la carrière de l'agent pénitentiaire.

Il y a lieu de noter d'abord que la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire a apporté une revalorisation de la carrière des agents pénitentiaires en leur attribuant de nouvelles responsabilités qui vont au-delà des simples missions de surveillance. Ces nouvelles attributions constituent le premier relai dans le travail pénologique dans la mesure où les agents sont chargés de détecter, à un stade très précoce, tout changement de comportement d'un détenu, permettant ainsi une prise en charge individuelle optimale des détenus. La formation des agents pénitentiaires a été adaptée en conséquence.

Concernant les carrières inférieures, et pour éviter tout malentendu, l'on ne peut pas parler d'une « revalorisation d'autres carrières inférieures auprès de l'État (police, etc.) » puisqu'il n'y a eu aucun changement au niveau des grades et échelons. Seule la lettre « D » dans la dénomination a été remplacée par la lettre « C ». La même modification pour les agents pénitentiaires nécessiterait évidemment une modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Dans ce contexte, et conformément à l'accord salarial du 5 décembre 2016, une étude sur les carrières inférieures a été réalisée par le Ministère de la Fonction publique. Cette étude a été remise à la Confédération générale de la fonction publique au mois de mai dernier et a été présentée à la Commission parlementaire de la fonction publique. Elle a été analysée par un groupe de travail au sein de la CGFP, auquel l'association des agents pénitentiaires a participé.

En ce qui concerne le recrutement d'agents pénitentiaires, notamment en vue de la mise en service du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff prévue pour 2023, les mesures nécessaires ont été prises dans le cadre de prévisions pluriannuelles afin de pourvoir aux recrutements requis pour chaque groupe de traitement concerné. Le recrutement envisagé permettra de faire face aux défis qui pourraient se présenter au niveau des ressources humaines. Ainsi, pour l'année 2019, 17 postes nouveaux fixes ont été accordés à l'administration pénitentiaire, dont 15 agents pénitentiaires, de même que 17 postes temporaires pour diverses carrières, à l'exception de celle de l'agent pénitentiaire. À l'heure actuelle, la planification en matière de recrutement au sein de l'administration pénitentiaire table sur un total de 352 postes, dont 217 agents pénitentiaires, sachant que ces chiffres ne sont actuellement que des prévisions et que les décisions définitives y afférentes restent à prendre, conformément aux procédures prévues.

Concernant la prime spéciale de douze points indiciaires pour les 22 agents pénitentiaires faisant partie du groupe d'intervention pénitentiaire (« GRIP »), prévu par l'article 43, paragraphe 2, de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, les travaux préparatoires y afférents ont été poursuivis de façon continue et sont sur le point d'aboutir.

Le groupe de travail en charge de la mise sur pied du GRIP au sein du Centre pénitentiaire de Luxembourg a commencé ses travaux en 2018, dans le cadre plus général des travaux relatifs à la mise en œuvre de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire.

Quant à l'acquisition du nouveau matériel pour les agents du GRIP, d'un coût de 120.000 euros, il s'agit de la mise à disposition de matériel nécessaire aux missions du GRIP. Il convient de relever que le GRIP dispose d'ores et déjà d'un large éventail de matériel de sécurité pour mener à bien ses missions. Les nouvelles acquisitions permettent cependant d'améliorer encore l'équipement du GRIP avec du matériel qui satisfait aux normes de sécurité les plus récentes. Par ailleurs, chaque membre du GRIP disposera dorénavant de son équipement personnel et partiellement fait sur mesure. S'y ajoute que les mesures nécessaires ont été prises en vue de la réalisation de travaux d'aménagement dans certains locaux du Centre pénitentiaire de Luxembourg, afin que les agents du GRIP puissent s'entraîner régulièrement dans les meilleures conditions.

**Question 1087** (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accueil des personnes secourues en Méditerranée :**

Zënter 2015 sinn eng Rei vu Persounen am Mëttelmier vu staatlechen a private Schëffer opgeholl ginn - dovu konnten der och eng Rei

aus enger Noutlag befreit ginn oder souguer virum Erdrénke gerett ginn. Lëtzebuerg huet bis elo esou Leit regelméisseg opgeholl, och wann ëmmer manner Länner dat maachen. Besonnesch a leschter Zäit ginn dës Aktiounen awer staark kontestéiert. De Verdacht läit no, datt et sech bei verschiddene vun esou Rettungsaktiounen a Wierklechkeet ëm Aktivitéiten handelt, déi organiséiert Schleiseraktioune bewosst oder onbewosst ënnerstëtzen.

Dowéinst wollt ech dem Här Aussen- an Immigratiounsminister eng Rei Froen an deem Zesummenhang stellen:

1. Wéi vill Leit huet Lëtzebuerg zënter 2015 aus maritimmen Hëllefsaktiounen am Mëttelmier opgeholl? Wéi vill Persoune vu wéi enge Schëffer? Wéi e Geschlecht a wéi eng Nationalitéit haten déi Persounen?

2. Wéi e legale Statut hunn déi Leit, wa si op Lëtzebuerg kommen? Gëtt et eng Eenzelprüfung, fir auszeschléissen, datt et sech ëm ekonomesch Migranten handelt?

3. Wéi vill vun deene Leit sinn elo nach zu Lëtzebuerg an ënner wéi engem Statutt? Hu si eng Familljenzesummeféierung gemaach? Wa jo, wéi vill Persounen aus wéi enge Länner sinn nokomm?

4. Wéi vill aner europäesch Staten hu bei deene verschiddenen Aktioune matgemaach? Wéi huet sech d'Zuel vun deene Staten zënter 2015 entwéckelt an aus wéi enge Grënn?

5. Wéi eng europäesch Staten hu wéi vill Persounen aus wéi enge maritimmen Hëllefsaktiounen opgeholl? Wéi ass dee Lëtzebuerger Bäitrag am Verglaich mat den Ustrengunge vun anere Staten ze bewäerten?

6. Wéi ass d'Interpretatioun vun der Lëtzebuerger Regierung iwwert déi Dispositiounen am internationale Séirecht, déi bestëmmen, datt Leit, déi aus Séinout gerett gi sinn, sollen an deen noosten, sécheren Hafe bruecht ginn? Kann dat och en Hafen an Afrika sinn?

**Réponse** (10.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Lëtzebuerg bedeelegt sech säit dem Summer 2018 un der Ëmverdeelung vu Persounen aus aneren EU-Memberstaten, déi no Hëllefsaktiounen am Mëttelmier vun diverse Schëffer ukommen. An de Jore virdrun, vun 2015 bis 2017, gouf et en EU-wäiten Ëmverdeelungsprogramm, deen ënnert dem Lëtzebuerger Virsëtz vun der EU beschloss gouf, an duerch dee ronn 34.000 Persounen aus Griichenland an Italien a 25 EU- an associéiert Staten opgeholl goufen, fir hir Asyldemande an deem Land ze maachen.

Trotz der Noutwendegkeet, fir eng méi dauerhaft Léisung fir déi aktuell Situatiounen am Mëttelmier ze fannen, fënnt dës Ëmverdeelung bis dato nach ëmmer ad hoc an op fräiwëlleger Basis statt.

Säit 2018 sinn an deem Kader 41 Leit zu Lëtzebuerg ukomm. Dës Persoune waren op der MV Lifeline, der Aquarius, der Seawatch lll, der Alan Kurdi an der Cigala Fulgosi. Wat d'Nationalitéit vun de Leit ubelaangt, esou waren et 17 Persounen aus dem Sudan, 7 aus Eritrea, 6 aus Somalia, 4 aus dem Nigeria a 7 Leit aus diversen anere Länner. Dorënner waren 39 Männer, 1 Fra an 1 Kand.

ad 2. D'Leit, déi an dësem Kader op Lëtzebuerg kommen, hunn de Statutt vum „demandeur d'asile". Si duerchlafen déi normal individuell Asylprozedur hei am Land.

ad 3. Vun deene betraffene Leit kruten der zwee den internationale Schutzstatutt zougesprach. Bei deenen anere Persounen ass d'Prozedur nach net ofgeschloss.

An deem Kontext ass et nach net zu enger Familljenzesummeféierung komm.

ad 4. D'Unzuel vun de Länner, déi säit 2018 deelhuelen, bleift relativ stabill. Lëtzebuerg ass, nieft Frankräich, Däitschland, Portugal an Irland, ënnert deene Länner, déi ganz kontinuéierlech matgemaach hunn. Donieft hunn och Länner wéi Spuenien, Finnland, d'Belsch, Holland, Litauen, Bulgarien, Rumänien a Slowenien Leit opgeholl.

ad 5. Souwäit eis déi aktuell Zuele virleien, si bis dato iwwer 840 Leit vu Rettungsschëffer opgeholl ginn. Dovunner huet Frankräich iwwer 580 Leit opgeholl, Däitschland 190, Spuenien ëm déi 100, Portugal 90. De Bäitrag vu Lëtzebuerg ass kohärent mat där vun eis gefuerderter gemeinsamer europäescher Migratiounspolitik.

ad 6. Ee Stat, deen d'Responsabilitéit huet, fir Séinoutrettung a sengem deklaréierte Sich- a Rettungsberäich ze maachen, och bekannt ënner SAR-Responsabilitéiszon, huet d'Obligatioun, fir dës Leit op eng sécher Plaz ze brëngen. Een Netregierungsschëff, wat eng Séinoutrettung duerchgefouert huet, muss Zougang op deen nooste sécheren Hafen hunn. Allerdéngs ka Libyen net als sécheren Hafe bezeechent ginn, wéinst den intensive Kämpf an den Informatiounen iwwer Verletzunge vun de Mënscherechter, déi do stattfannen.

Wann Asylsichender op engem Schëff sinn, wat si aus Séinout gerett huet, da mussen dës Leit an engem Land ausgeschëfft ginn, wat d'Genfer Flüchtlingskonventioun vun 1951 konform zu de Kritäre vum UNO-Flüchtlingskommissariat applizéiert. Doraus ergëtt sech, dass ee Schëff, dat ënnert engem europäesche Fändel fiert, keng Asylsichender kann a Libyen ausschëffen. Dëst gouf eendeiteg vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter am Uerteel vum 23. Februar 2012 an der Affär Hirsi Jamaa an anerer géint Italien (requête Nummer 27765/09) bestätegt. Et ass ervirzehiewen, dass regelméisseg Persounen, déi no un der nordafrikanescher Küst aus Séinout gerett ginn, an Tunesien ausgeschëfft ginn.

**Question 1088** (20.08.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **médecin de contrôle :**

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0904 erkläert de Minister, dass ronn 10 % vun de Leit am Krankeschäin, déi beim Kontrolldokter passéiert sinn, nees schaffe geschéckt ginn, woubäi eng ganz Partie vun deene Leit net do passéieren, well se entretemps nees ugefaangen hunn ze schaffen.

Dowéinst wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann de Minister erklären, wéi zwee diplomëiert Dokteren zu zwou verschiddenen Aschätzunge kommen, wat de Gesondheetszoustand vun engem Patient ubelaangt? Wéi oft goufe Krankeschäiner no chirurgeschen Agréffer revidéiert? Wéi oft goufe Krankeschäiner vu Generalisten „gekierzt"?

2. Ass de Minister net der Meenung, dass Leit, déi hir Aarbecht opgrond vun der Decisioun vum Kontrolldokter nees opgeholl hunn, op der Aarbechtsplaz riskéieren ofgestempelt ze sinn?

- Verfüügt de Minister an där Hisiicht iwwer Zuelematerial? Wéi ass d'Carrière vun deene Leit verlaf? Goufe si fréier oder spéider vum Patron indirekt dowéinst entlooss? Wier et net interessant, dozou eng Etüd an Optrag ze ginn?

- Wéi huet sech d'Decisioun vum Kontrolldokter op d'Gesondheet vun de Betraffenen ausgewierkt? Wéi oft koum et duerno zu medezinnesche Komplikatioune bei de Betraffenen? Verfüügt de Minister iwwer Zuelematerial an deem Beräich? Wann net, wier et net interessant, dozou eng Etüd an Optrag ze ginn?

3. Kéint de Patient eventuell géint säi behandelnden Dokter virgoen? Wa jo, op wéi enger Basis? Huet de Minister Kenntnis vun esou Fäll?

4. Wier et méiglech, méi konkret Informatiounen zu der ICD-10-Klassifikatioun ze kréien an dozou, wéi eng Krankheeten an deenen eenzele Rubricke konkret gefouert ginn?

5. Wéi vill Doktere bei der Gesondheetskeess versti kee Lëtzebuergesch? Wéi vill

Reklamatioune sinn 2018 an deem Sënn bei der Gesondheetskeess agaangen?

**Réponse** (23.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Legislatioun vun der sozialer Sécherheet gesäit vir, datt d'Missioun vum Kontrolldokter dora besteet, d'Krankeschäiner vun den Assuréen ze kontrolléieren an ze kucken, ob déi och justifizéiert sinn.

Dëst maachen déi eenzel Kontrolldokteren onparteiesch a si baséiere sech op déi aktuell medezinnesch Regelen an op hir berufflech Experienz. Si hale sech och ëmmer um neiste Stand, wat déi spezialiséiert medezinnesch Literatur ugeet.

Ier de Kontrolldokter säin Avis hëlt, gëtt den Dossier vum Patient ganz detailléiert gekuckt souwéi och de ganze Krankheetsverlaf, an natierlech gëtt de Patient och genee ënnersicht. Déi jeeweileg Kontrolldoktere berode sech och ganz oft ënnereneen a verschiddenen Dossieren oder huele sech eng zweet Meenung vun externen Experten.

D'Medezinn ass awer nun emol keng exakt Wëssenschaft an esou kann et sinn, datt déi medezinnesch Appreciatioun emol ka verschidde sinn. Dozou kënnt och nach, datt de Kontrolldokter de Patient fréistens no der néngter oder der zéngter Woch am Krankeschäi gesäit. Dee Moment kann d'Krankheetsbild sech erëm verännert hunn.

Et leie keng Statistike vir, wéi oft e Krankeschäin no chirurgeschen Agréffer revidéiert gouf a wéi oft Krankeschäiner vu Generalisten „gekierzt" ginn.

ad 2. D'Decisioun vun der Gesondheetskeess, déi sech jo op den Avis vum Kontrolldokter baséiert, muss un de jeeweilege Patron geschéckt ginn. Dëst steet esou am Artikel 47 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet.[23]

Et besteet keen Zuelematerial, fir empiresch ze wëssen, wéi sech d'Decisioun vum Kontrolldokter op der Aarbechtsplaz manifestéiert. Eng Etüd an dësem Beräich ass och schwéier ze realiséieren. Doriwwer eraus setzt d'Aarbechtslegislatioun e klore Kader fir d'Relatiounen téschent dem Salarié a sengem Patron vir. Dëst gëllt och fir eng eventuell Kënnegung, déi duerch d'Legislatioun kadréiert ass.

Am Beräich vun der sozialer Sécherheet, a virun allem vun der Krankeversécherung, gouf 2018 eng nei Mesure ausgeschafft, déi et den Assuréen erméiglecht, fir progressiv op d'Aarbechtsplaz zréckzegoen. D'„Reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques"[24] ass besonnesch wichteg fir Persounen, déi méi laang am Krankeschäi sinn. Dës Dispositioune sinn op den 1. Januar 2019 a Kraaft getrueden.

ad 3. D'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Obligatioune vun de Patiente[25] gëtt dem Patient d'Méiglechkeet, sech un den „Service national d'information et de médiation ze wenden", falls en e Problem mat sengem Dokter sollt hunn. Dëst fält awer ënnert d'Kompetenz vum Gesondheetsminister.

An der Legislatioun vun der sozialer Sécherheet huet de Patient d'Méiglechkeet, géint den Avis vum Kontrolldokter virzegoen. Den Artikel 47 Alinea 1 gesäit vir:

« Toute question à portée individuelle à l'égard d'un assuré en matière d'assurance maladie-maternité peut faire l'objet d'une décision du président de la Caisse nationale de santé ou de son délégué et doit le faire à la demande de l'assuré. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'intéressé dans les quarante jours de la notification. L'opposition, qui n'a pas d'effet suspensif, est vidée par le conseil d'administration. »

An enger zweeter Instanz kann den Assuré dann och nach e Recours virum Conseil arbitral de la sécurité sociale maachen, wann en net d'accord ass mat der Decisioun vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess.

ad 4. Zënter Januar 2019 erstellt de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet e Code ICD 10 (véier Positiounen) fir all Persoun, déi am Kader vum Krankegeld ënnersicht gëtt. Well déi Klassifikatioun ganz präzis ass, mussen intern Kontrolle gemaach gi vun der Klassifikatioun, dat heescht, datt d'Donnéeë vun den éischten zwee Joer eventuell nach missten adaptéiert ginn.

Fir déi grouss Gruppen aus dësem Tableau ass dat awer net de Fall, dofir kënnen déi scho publizéiert ginn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

ad 5. Den honorabelen Deputéierte schwätzt hei d'Problematik u vum Rekrutement vun den Dokteren, déi d'Lëtzebuerger Sprooch beherrschen. Et ass e Fait, datt et schwiereg ass, virun allem am Gesondheetssecteur, Persounen ze fannen, déi Lëtzebuergesch schwätzen. De Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet entkënnt deem leider och net.

De Problem läit haaptsächlech dorun, datt nieft dem Manktem un Dokteren d'Remuneratioun am ëffentlechen Dëngscht vis-à-vis vun engem liberale Beruff net attraktiv genuch ass.

De Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet bitt awer zënter zwee Joer eng intern Formatioun un, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, déi speziell op d'Dokteren ausgeriicht ass. Déi meescht Doktere verstinn entre-temps Lëtzebuergesch ganz gutt, si kënnen et just net ëmmer fléissend schwätzen. De Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet engagéiert sech esou gutt wéi et geet, fir datt d'Leit sech kënnen an enger Sprooch expriméieren, déi se beherrschen.

D'Reklamatiounen, wat d'Barrière vun de Sproochen ugeet, déi un de Kontrolldokter adresséiert ginn, sinn zimlech minim. Iwwer aner Donnéeë verfüügt de Kontrolldokter net.

**Question 1090** (20.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **interventions de la police en relation avec des réfugiés :**

Ëmmer méi dacks héiert ee vu Problemer mat Migranten, déi e Schutzstatut hunn oder ugefrot hunn. Dat gëllt fir d'Zoustänn an de Foyeren, mä och fir d'Relatiounen tëschent deene Persounen an där lokaler Populatioun. Esou soll et nach viru Kuerzem zu Beefort Problemer gi sinn, a Leit, déi am „Parc Altburg" wunnen, bekloe sech iwwer eng Verschlechterung vun hirer Liewensqualitéit, fille sech esouguer menacéiert an hunn och schonn d'Police geruff. Den OLAI schéngt awer kee Versteesdemech fir déi betraffen Awunner ze weisen.

Dowéinst wollt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun, dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi dacks huet d'Police zënter 2015 missen a Foyeren oder aneren Heemer agräifen, fir Problemer tëschent oder mat Persounen ze regelen, déi zu Lëtzebuerg e Schutzstatut hunn oder ugefrot hunn?

2. Gëtt et markant statistesch oder aner Entwécklungen an de Foyeren oder mat dem genannte Persounekrees, och baussent de Foyeren, déi an engem sécherheetsrelevante Kontext ze analyséiere sinn an Opfällegkeete weisen?

3. Wann esou Persoune mam Gesetz a Konflikt kommen, wéi reagéiert dann d'Regierung op esou Situatiounen? Kann de Schutzstatut oferkannt ginn, esou wéi et och an deenen internationalen Asylkonventioune virgesinn ass?

4. Wéi reagéiert d'Regierung op Situatiounen, an deene Leit aus dem genannte Persounekrees a Konfliktsituatioune mat där lokaler Populatioun geroden?

5. Ass et richteg, datt den Direkter vum OLAI e recommandéierte Bréif u Privatleit zu Beefort geschriwwen huet, an deem hien de Leit Verhalensregele virginn huet, déi och hir Privatproprietéit uginn? Wa jo, firwat an op wéi enger rechtlecher Basis? Wéi schätzt d'Regierung d'Verhale vun deene Leit an, déi si do ënnerbruecht huet, an déi a Konflikt mat där lokaler Populatioun gerode sinn?

**Réponse commune** (02.10.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* **de M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Police féiert keng Statistiken iwwer Interventiounen an Accueil-Strukture fir Demandeure vun internationaler Protektioun. Eng manuell Recherche fir d'Joren 2016, 2017 an 2018 ass immens zäitopwendeg an onpräzis an och schwiereg aus dateschutzrechtleche Grënn.

Zanter der Aféierung ufanks 2019 vum Einsatzleitsystem (ELS) kënnen d'Recherchen nëmmen op eng präzis Adress gemaach ginn.

Am Kontext vun der parlamentarescher Ufro huet d'Police d'Interventioune beim „Parc Altburg" zu Beefort nogekuckt. An der ELS-Datebank ass keng Policeinterventioun notéiert.

Fir 2018 huet d'Police och no Interventiounen op der betreffender Adress am Journal des incidents nogekuckt. Och hei konnt näischt fonnt ginn.

ad 2. Statistesch Auswäertunge kënnen entweder iwwert d'Adress oder opgrond vun der Feststellung vu Strofdote gemaach ginn, awer net iwwert d'Hierkonft respektiv de Statut vun enger Victime, engem Täter oder enger Drëttpersoun.

ad 3. D'Gesetz vum 18. Dezember 2015 betreffend den internationalen an den temporäre Schutz gesäit verschidde Grënn vir, wéinst deenen den Immigratiounsminister enger Persoun den internationale Schutz, also souwuel de Flüchtlingsstatut wéi och de subsidiaresche Schutz, oferkenne kann.

[23] « La cessation du droit à la conservation légale de la rémunération et du droit au paiement de l'indemnité pécuniaire de maladie peut faire l'objet d'une décision du président de la Caisse nationale de santé ou de son délégué et doit le faire à la demande de l'assuré. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'assuré dans les quarante jours de la notification. L'opposition est vidée par le conseil d'administration. Ces décisions de la Caisse nationale de santé sont notifiées pour information à l'employeur, auquel elles s'imposent. »

[24] Fir weider Infoen: cns.public.lu/fr/assure/vie-professionnelle/arret-de-travail/maladie/reprise-progressive-travail-raisons-therapeutiques.html

[25] Loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant: - la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ; - la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ; - le Code civil.

Wat méi spezifesch den Zeenario betrëfft, wou eng Persoun mam Lëtzebuerger Gesetz a Konflikt geréit, esou gesäit dat uewe genannte Gesetz vir, datt:

den Immigratiounsminister enger Persoun de Flüchtlingsstatut oferkenne kann, wann dës eng Gefor fir d'Sécherheet vum Land duerstellt oder wann dës Persoun a leschter Instanz fir e besonnesch schlëmmt Verbrieche veruerteelt gouf an eng Gefor fir d'Gesellschaft duerstellt;

den Immigratiounsminister enger Persoun de subsidiaresche Schutz oferkenne kann, wann dës e schlëmmt Verbrieche begaangen huet oder eng Gefor fir d'Gesellschaft oder d'Sécherheet vum Grand-Duché duerstellt.

Den Europäesche Geriichtshaff huet rezent zréckbehalen, datt déi uewe genannte Verbriechen net just duerch déi penal Strof kënnen definéiert ginn, mä datt all d'Elementer vum Dossier mussen analyséiert ginn.

ad 4. D'sozioeducatiivt Personal an d'Gestionnairë vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) maache regelméisseg Visitten a Wunnstrukturen, an deene Persounen, déi internationale Schutz ugefrot hunn (DPI), ënnerbruecht sinn. Wa Problemer tëschent DPIen an hiren Noperen un den OLAI erugedroe ginn, da kann den OLAI sech a verschiddene Fäll aschalten, fir als Mediateur ze agéieren.

ad 5. D'Ausso, datt „den Direkter vum OLAI e recommandéierte Bréif u Privatleit zu Beefort geschriwwen huet, an deem hien de Leit Verhalensregele virginn huet, déi och hir Privatproprietéit uginn", ass net richteg.

Perséinlech Informatiounen zu Persounen, déi internationale Schutz ugefrot hunn, gi vertraulech behandelt a kënnen aus Dateschutzgrënn net ëffentlech gemaach ginn.

**Question 1092** (21.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **démontage des candélabres le long des autoroutes A1 et A13 :**

Nodeems op der A6 Luuchtepottoe well virun enger geraumer Zäit ewechgeholl goufen, gouf elo och op der A13 an der A1 mat dësen Aarbechten ugefaangen.

An hirem Communiqué deelt d'Stroossebauverwaltung mat:

« Ces travaux de démontage sont effectués à cause de la vétusté des mâts, l'arrêt de production de certaines pièces de rechange ainsi que des travaux d'entretien difficiles nécessitant des barrages de voies. De plus, ils sont effectués dans un souci de diminuer la pollution lumineuse et de faire des économies d'énergie.

À noter que les zones des échangeurs et à l'approche des tunnels resteront éclairées. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Op wéi vill KWh pro Joer hu sech d'Aspuerungen duerch d'Moossnamen op der A6 belaf?

Op wéi vill Euro pro Joer hu sech d'Aspuerungen duerch d'Moossnamen op der A6 belaf?

2. Wéi vill KWh pro Joer zousätzlech Aspuerunge gi sech no den Aarbechten op der A13 an A1 erwaart?

Wéi vill Euro pro Joer zousätzlech Aspuerunge gi sech no den Aarbechten op der A13 an A1 erwaart?

3. Wat geschitt mat den Iwwerreschter vun de Luuchtepottoen? Ginn dës recycléiert?

- Falls jo: Kann de Stat doduerch Recettë generéieren? Op wéi vill belafen déi sech an deem Fall?

- Falls neen: Firwat net?

4. Ginn d'Luuchtepottoe bei den Tunnellen an den Echangeuren opgrond vun de genannte Problemer (vétusté des mâts, l'arrêt de production de certaines pièces de rechange ainsi que des travaux d'entretien difficiles nécessitant des barrages de voies) ersat?

- Falls jo, ass hei geplangt, op méi energiespuersam Liichtmëttelen ze setzen?

- Falls neen, ass de Minister der Meenung, datt bei dëse Luuchtepottoen déi genannte Problemer net virleien? Falls jo: Firwat net?

5. Ginn dës Aarbechten a Regie vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert oder ginn/ goufe se un eng Firma sous-traitéiert? Am Fall vun enger Sous-traitance: Kënnt Dir oplëschten, wéi eng Aarbechten net vun der Stroossebauverwaltung selwer duerchgefouert ginn/ goufen?

**Réponse** (13.09.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Moossnamen op der Autobunn A6 brénge jäerlech Energieerspuernisser vun 278.000 kWh. Finanziell kann een op der A6 25.000 € pro Joer aspueren.

ad 2. D'Moossnamen op der A13 an A1 bréngen eng jäerlech Energieerspuernis vun 150.800 kWh. Finanziell kann een op der A13 an A1 eng Aspuerung vun 13.600 € pro Joer verbuchen.

ad 3. Dat ganzt demontéiert Material gëtt an d'Zentrallager vum Service électro-mécanique vun der Stroossebauverwaltung op Rouspert gefouert.

Pottoen, déi 25 Joer laang hiren Zweck erfëllt hunn, ginn duerch d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA un den Héchstbiddende versteet. Wéi vill Recetten dobäi generéiert ginn, kann een also elo nach net wëssen.

D'Luuchte vun der A13, déi nach relativ nei sinn, gi benotzt, fir op der A4 (Escher Autobunn) déi lescht Luuchte mat SOX-Biren ze ersetzen. Déi Luuchten, déi iwwreg bleiwen, ginn als Reservmaterial benotzt.

D'Luuchte vun der A1 sinn net méi ze gebrauchen a gi vun eise Mataarbechter fachgerecht zerluecht an duerno recycléiert.

ad 4. Déi genannte Luuchten hunn deelweis deeselweschten Alter wéi déi, déi elo ofmontéiert goufen, a mussen ersat ginn. Dëst wäert an engem Delai, deen engersäits vun de budgetäre Mëttelen an anerersäits vun der Méiglechkeet vun enger méiglechst stauaarmer Interventioun ofhänkt, gemaach ginn. Bei deene Liichtmëttelen, déi aktuell agesat ginn, gëtt drop opgepasst, datt den Energieverbrauch nom Ersetzen esou geréng wéi méiglech gehale gëtt, dëst am Kader vun de bestoende Richtlinnen (EN 13201 Deel 1-5).

ad 5. Dës Aarbechte goufen am Kader vun engem Marché un eng Privatfirma verginn. D'Fräileeë vun den Ankerschrauwen, den Demontage an den Transport an d'Zentrallager op Rouspert sinn duerch dëse Marché ofgedeckt.

D'Strossebauverwaltung ass am Kader vun esou Chantieren zoustänneg fir d'Planung an och fir d'Opriichte vun den Ofspärungen, soudatt d'Aarbechten an aller Sécherheet iwwert d'Bün kënne goen.

**Question 1094** (22.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **peuplement forestier :**

Dee rezente Rapport vum Weltklimarot a vum World Wildlife Fund huet gewisen, dass d'Beem onbedéngt musse geschützt ginn. Ausserdeem weist d'Wëssenschaft no, dass dat effikasste Géigemëttel, fir den $CO_2$ ze bannen, d'Aufforstung ass. Leider kann een op ville Plazen op der Welt an och hei am Land oft de Géigendeel gesinn an et schéngen ëmmer manner Beem ze ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Emwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Gëtt et en nationale Kadaster vun alle Beem zu Lëtzebuerg? Wann net, ass esou ee Kadaster geplangt? Wa jo, no wat fir enge Kritären ass en opgebaut?

2. De Klimawandel stellt eise Bambestand ënner Drock. Gëtt et eng Etüd zur Fro, wat fir eng Beem besonnesch resistent si géintiwwer dem Klimawandel a wat fir eng net?

3. Ginn et Zorte vu Beem, déi zu Lëtzebuerg heemesch sinn, déi dem Klimawandel besonnesch ausgeliwwert sinn an deenen hire Bestand misst besonnesch geschützt ginn?

4. Net all Bam kann iwwerall geplanzt ginn. Huet d'Regierung Informatiounen derzou, wat fir eng Beem sech besonnesch eegnen, fir am urbane Raum ugeplanzt ze ginn?

5. Gëtt et en nationalen Aufforstungsplang? Wa jo, wat fir eng Zorte Beem si fir wéi eng Géigende virgesinn? Wat fir Beem passen an den urbane Raum, wat fir eng an de ländleche Raum?

6. Ginn et nei Zorte vu Beem, déi am Moment net zu Lëtzebuerg heemesch sinn, déi awer an där duerch de Klimawandel verännerter Situatioun besonnesch gëeegent wären, fir zu Lëtzebuerg ugeplanzt ze ginn?

7. Wa jo, gëtt et Bestriewungen, fir dës Beem op Lëtzebuerg ze kréien, wéi gesinn dës Bestriewungen aus a wéi wäit si se schonn?

8. Wéi gesäit an dësem Kontext d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an de staatleche Verwaltungen aus? Ginn d'Gemengen incitéiert, op dësem Gebitt ze hëllefen? Wa jo, wéi?

**Réponse** (24.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Neen. Wat eenzel Beem ubelaangt, hu verschidde Stied e Bamkadaster vun de Beem an hirer Stad, zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg; d'Stad Dikrech ass amgaangen, een ze erstellen. Wat d'Bëschbeem ubelaangt, ass dat nët sënnvoll. Do gëtt et ee Stéchprouweverfahren (Inventaire forestier national).

Link: https://environnement.public.lu/fr/publications/forets/IFL2_fr.html

Vun all Statsbësch an all Gemengebësch gëtt et och en Inventaire, an deem déi verschidde Bëscher opgelëscht sinn, dat heescht, wou d'Bamaarten an den Holzvolumen op Basis vu Stéchprouwe berechent sinn. Fir e groussen Deel vum Privatbësch existéieren esou Inventairen net.

ad 2. Dat Thema gouf a verschiddenen Etüden zu Lëtzebuerg berücksichtegt. Informatiounen zur Bamaarten- a Provenienzauswiel am Klimawandel fënnt een hei:

https://environnement.public.lu/fr/publications/forets/Handbuch-zur-Bestimmung-der-forstlichen-Standorte-im-Luxemburger-Gutland.html

https://environnement.public.lu/fr/natur/forets/Les_mesures_de_gestion/provenances_recommandables.html.

En neien Informatiounssystem um nationale Geoportail fir eng besser Bamaartenauswiel am Klimawandel ass an der Ausaarbechtung bei der Natur- a Bëschverwaltung (ANF) a gëtt 2020 publizéiert (äänlech wéi „www.fichierecologique.be"). De System gëtt duerno nach progressiv verbessert duerch d'Finaliséiere vun der nationaler Bëschbuedemkaart.

ad 3. Eng Rei vun heemesche Bamaarte wäerten am Klimawandel Problemer op verschiddene Plazen zu Lëtzebuerg kréien, wéi zum Beispill Bichen op touneschen oder ganz sandege Plazen. Dofir ass de Bichebësch-Ekosystem och duerch d'EU-Habitat-Direktiv an duerch eist Naturschutzgesetz geschützt.

ad 4. Neen. Dozou gëtt et genuch Literatur an eisen Nopeschlänner, déi och bei eis zoutrëfft.

https://fiona.uni-hamburg.de/3573328e/sik-enwicklungskonzept-stadtbaeume.pdf; www.die-gruene-stadt.de; www.gartentechnik.de; Natur & Garten, April 2009...

ad 5. Den Artikel 13 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 gesäit vir, datt d'Bëscher, déi ofgeholzt goufen, innerhalb vun dräi Joer nees mussen ugeplanzt ginn. Et gëtt gewësse Regelen, déi do anzehale sinn. All ëffentleche Bësch huet en Amenagement, dat ass e Plang, deen d'Gestioun vum Bësch fir zéng Joër beschreift.

D'ANF ass amgaangen, eng Etüd ze maachen, déi op Basis vu Buedemanalysen an eise Bëscher d'Bamaarte festleet, déi op de verschiddene Plazen am beschte gëeegent si fir unzeplanzen. D'Resultat vun dëser Etüd steet ab 2020 jiddwerengem um nationale Geoportail zur Verfügung, soudatt ee genau weess, wéi eng Beem ee wou am beschten uplanze soll. Dës Etüd ass den „Fichier écologique des essences". (cf. 2.)

ad 6 + 7. Op Basis vun den Erfahrungen aus de leschte Jorzéngten ass eng speziell Virsiicht an dësem Beräich ubruecht. D'ANF ass amgaangen ze analyséieren, wat do méiglech ass, zesumme mat der Versuchsanstalt vun Trippstadt. Virgesi si Versuchsflächen, déi hei an eise Bëscher wäerten ugeluecht a wëssenschaftlech begleet ginn.

ad 8. D'Gemenge sinn an direktem Kontakt mat der ANF, virun allem well d'staatlech Fierschter am Optrag vun de Gemengen d'Gestioun vun de Gemengebëscher maachen.

**Question 1095** (22.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **transactions en argent liquide :**

Récemment, l'Union luxembourgeoise des consommateurs a attiré l'attention sur les velléités politiques existant au niveau européen visant à fixer des limites supérieures aux transactions en argent liquide.

Certains États européens connaissent déjà à l'heure actuelle de telles limites légales en vertu de leur droit national.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si le Gouvernement projette d'introduire des dispositions similaires dans notre législation nationale.

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une éventuelle initiative européenne dans ce domaine ?

**Réponse** (11.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Gouvernement estime que des initiatives visant à fixer des limites supplémentaires aux transactions en argent liquide ne sont pas opportunes à l'heure actuelle, que ce soit au niveau national ou au niveau européen.

D'ailleurs, dans un communiqué en date du 23 août 2019, la Commission européenne a elle-même clarifié « qu'elle n'a pas l'intention de proposer le plafonnement des paiements en espèces ». Elle a précisé en outre : « Les consommateurs luxembourgeois n'ont aucune raison de s'inquiéter. Suite à une demande du Conseil de février 2016, la Commission a examiné l'utilité de limiter les paiements en espèces de très grande valeur afin de lutter contre le financement du terrorisme. Suite à une étude détaillée, la Commission a conclu en juin 2018 que des restrictions concernant les espèces ne remédieraient pas de manière significative au problème du financement du terrorisme. Elle n'a donc fait aucune proposition législative, et aucune autre initiative n'a été envisagée depuis. »

**Question 1097** (22.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**impôt de solidarité :**

En 2010, le Gouvernement en place à l'époque avait décidé une série de mesures fiscales dont la hausse de l'impôt de solidarité à charge des personnes physiques et des collectivités et destiné à alimenter le Fonds pour l'emploi. Cette décision avait été prise en réaction aux conséquences de la crise financière et économique mondiale de 2008 et des années suivantes. Ainsi, l'impôt de solidarité passait pour les personnes physiques de 2,5 % à 4 % voire 6 %. Actuellement, ledit impôt s'élève à 7 % respectivement à 9 %.

Concernant l'impôt de solidarité pesant sur les collectivités, il s'élève à 7 % depuis 2013 (contre 4 % en 2010).

À noter dans ce contexte que le Gouvernement allemand vient de décider que l'impôt de solidarité ou surtaxe de solidarité (« Solidaritätszuschlag ») à charge des personnes physiques, allait être supprimé à 90 % d'ici 2021. Cet impôt fut introduit à l'époque pour financer la réunification allemande.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget :

1) Le Gouvernement entend-il apporter des modifications au niveau de l'impôt de solidarité ? Dans l'affirmative, entend-il suivre l'exemple allemand et le supprimer pour une grande partie des contribuables ? Ou bien entend-il revenir au moins aux niveaux d'avant la crise économique, et ce autant pour les personnes physiques que pour les sociétés, alors que le Gouvernement ne cesse d'affirmer que, grâce aux mesures de la majorité au pouvoir depuis 2013, le pays et ses finances se portent bien ?

2) Toujours dans l'affirmative, faudra-t-il attendre la réforme fiscale envisagée ou bien des modifications pourront-elles être prises à court terme ? En tout état de cause, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer approximativement l'agenda prévu ?

3) Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'envisage pas au moins de porter les taux de l'impôt de solidarité aux niveaux d'avant la crise économique, alors que la hausse fut décidée dans un contexte économique difficile et que le pays se porte d'après le Gouvernement beaucoup mieux depuis ?

**Réponse** (10.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question sous rubrique, l'honorable Députée demande si le Gouvernement luxembourgeois envisage de « suivre l'exemple allemand » et d'apporter des modifications à l'impôt de solidarité luxembourgeois sous prétexte que le Gouvernement allemand vient de décider une réduction du « Solidaritätszuschlag » allemand. Cette question peut étonner dans la mesure où les gouvernements luxembourgeois successifs n'ont jamais eu l'habitude d'aligner leur politique fiscale et sociale sur celle de nos voisins, chaque pays ayant ses spécificités. Par ailleurs, l'impôt de solidarité luxembourgeois et le « Solidaritätszuschlag » allemand, même si

leur dénomination est semblable, ne sont pas directement comparables.

En outre, il convient de ne pas confondre l'impôt de solidarité avec la contribution de crise, qui a été introduite par la loi du 17 décembre 2010 portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière (Mémorial A - N° 247 du 31 décembre 2010, page 4094) et abolie en 2012. L'impôt de solidarité par contre constitue une majoration de l'impôt sur le revenu et ne peut donc pas être analysé indépendamment de celui-ci. Or, avec l'entrée en vigueur de la réforme fiscale de 2017-2018 le taux de l'impôt sur le revenu a significativement baissé pour la plupart des contribuables.

À ce sujet, on peut noter que nonobstant l'introduction de la contribution de crise et l'augmentation progressive de l'impôt de solidarité par le précédent Ministre des Finances, la sortie de crise s'est soldée par une augmentation record de la dette publique, qui est passée de moins de 8 % du PIB en 2007 à 23,7 % en 2013. Le Gouvernement venu aux affaires fin 2013 a réussi entre-temps à la réduire considérablement par rapport au PIB, tout en maintenant un niveau élevé d'investissements et en réduisant la charge fiscale tant des entreprises que des personnes physiques. Pour autant, le niveau d'endettement reste encore au-delà de celui d'avant la crise. Alors même que, comme le rappelle l'honorable Députée dans sa question, « le pays et ses finances se portent bien », la crise n'est donc pas encore complètement digérée au niveau des finances publiques.

Il faut rappeler en outre que l'impôt de solidarité ne vient pas alimenter directement le budget de l'État, mais le Fonds pour l'emploi. Au regard des défis qui restent d'actualité sur le marché du travail, notamment au regard de la digitalisation et des changements structurels dans certaines industries, il n'existe à ce stade aucune raison de remettre en question le niveau actuel de l'impôt de solidarité.

En tout état de cause, il ne semble guère opportun d'envisager à l'heure actuelle un ajustement ponctuel d'un impôt isolé, alors que le Ministère des Finances procède à la préparation d'une réforme fiscale plus générale, telle que prévue dans l'accord de coalition. Dans le cadre de celle-ci « [l]'introduction du barème d'impôt unique nouveau vise également à alléger la charge fiscale des personnes physiques et en particulier des catégories de personnes vulnérables ». Quant au calendrier de cette réforme, il est renvoyé à la réponse déjà donnée à la question n° 0639 de l'honorable Députée.

**Question 1098** (22.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **dépenses en relation avec la crise migratoire en Europe :**

Zënter 2015 huet Lëtzebuerg proportional an absolutt vill Persounen opgeholl, déi hei am Land e Schutzstatut ugefrot hunn. Domat ware fir de Statsbudget eng Rei vun Onkäschte verbonnen.

Dës Käschte sinn zum Beispill duerch dës Aktivitéiten entstanen:

- Op- an Ausbau vun Administratiounen a Personalstrukturen (Direction de l'immigration, OLAI),

- Op- oder Ausbau vu Foyeren, Wunnstrukturen (inklusiv SHUK) a Fonctionnementskäschte vun deene Strukturen (inklusiv Personal),

- Engagement vu Sécherheetspersonal a vun aneren „prestataires de services" aus de parastaatlechen oder private Secteuren,

- Käschte vu Réckféierungen (fräiwëlleg an net fräiwëlleg),

- Käschten zum Zweck vun der Identifizéierung (inklusiv Zesummenaarbecht mat auslännesche Konsulater, besonnesch zu Bréissel) oder zur Altersbestëmmung vun eventuell mannerjärege Migranten,

- Käschten duerch Familljenzesummeféierungen,

- medezinnesch a paramedezinnesch Käschten,

- divers Efforten am Schoulwiesen,

- divers Aktivitéiten, déi d'Integratioun vun deene Persoune solle begënschtegen,

- REVIS fir Leit, déi de Statut als BPI kruten,

- Interventioune vun der Police an de Foyeren oder am Ëmfeld vu Wunnstrukture vun deem genannte Persounekrees,

- Missioune vu staatlechem Personal an d'Tierkei, Griichenland, Malta oder op anere Plazen zu Zwecker vun der Formatioun, vun der internationaler Zesummenaarbecht oder der Identifizéierung vu Migranten, déi sollen op Lëtzebuerg bruecht ginn,

- Iwwerwaachungsaktiounen am Mëttelmier, zum Beispill aus der Loft,

- Bedeelegung vu Lëtzebuerg u Grenzsécherungsmoossnamen (inklusiv Frontex) am Kader vun der Migratiounskris,

- Bedeelegung un EU-Finanztransferten am Kader vun der Migratiounskris, inklusiv mat der Tierkei,

- all aner Depense am Kader vun der Migratiounskris.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister dës Fro stellen:

- Kann den Här Finanzminister eng Gesamtopstellung vun de Käschte vun der Migratiounskris fir Lëtzebuerg vun 2015 bis 2019 zesummestelle loossen, opgeschlësselt no dem Zweck vun der Depense?

**Réponse commune** (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Wéi een an de Statistiken, déi regelméisseg vum Aussen- an Europaministère publizéiert ginn, gesäit, ass d'Zuel vun de Persounen, déi en internationale Schutzstatut ugefrot hunn, säit 2015 staark eropgaangen.

Doropshin huet d'Regierung decidéiert, am Statsbudget 2016 den Effort, dee Lëtzebuerg am Kader vum Accueil vun dëse Persoune mécht, ze verstäerken, andeem zentral Kreditter an zwee spezielle Budgetsartikele beim Haut-Commissariat à la protection nationale ageschriwwe gi sinn:

- 00.6.33.001 Prise en charge, entretien et encadrement de demandeurs de protection internationale ; aides en vue d'un retour au pays d'origine ; activités péri- et parascolaires ; dégâts causés à des tiers ; frais de contentieux ; fonctionnement des foyers d'accueil ;

- 30.6.74.301 Frais d'acquisition pour la gestion de crises.

D'Detailer vun dëse Kreditter gesäit een hei drënner:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Ënnert der Koordinatioun vum Statsministère sinn dës Artikele vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun, vum Centre de rétention, vun der Immigratiounsdirektioun vum Aussen- an Europaministère a vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte benotzt ginn; de Ministère fir bannenzeg Sécherheet ass ebenfalls mam Sujet befaasst.

Zënter 2019 sinn dës Kreditter net méi zentral am Budget ageschriwwen, mä stinn an de Budgete vun de jeeweilege Ministèren.

Fir zousätzlech Detailer verweise mir op de Compte général vun den Depensë vun de jeeweilege Ministèrë vun de Jore virdrun.

**Question 1099** (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**enlèvement de cadavres d'animaux :**

Eng eenzeg Aktiegesellschaft huet op Basis vun engem Ofkommes mam Stat d'Aufgab, sech ëm d'Déierekierperbesäitegung zu Lëtzebuerg ze këmmeren. Falls zum Beispill eng Kou oder e Päerd verstierft, kënnen d'Baueren d'Gesellschaft kontaktéieren, déi d'Déier dann innerhalb vu 24 Stonnen (ausser u Feierdeeg a Sonndeger) ofhuele soll. Fir dass d'Entreprise d'Déier méiglechst schnell ofhuele kann, stellt si hir Clienten un, d'Déieren esou ze deposéieren, dass se vun der Strooss aus kënne gesi ginn. Dëst vereinfacht engersäits sécherlech d'Aarbecht vum Asammelen, bréngt anerersäits awer och eng ganz Rei Onanneemlechkeete fir d'Clienten an hiert Ëmfeld mat sech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi kontrolléiert de Ministère, ob déi virgesinne Frist vu 24 Stonnen och agehale gëtt?

2. Wéi vill Reklamatioune wéinst engem verspéiten Asammele vun Déierekadavere sinn dem Landwirtschaftsministère bekannt?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Viraussetzung, d'Déierekadaveren noutwendegerweis mussen esou ze deposéieren, dass se vun der Strooss aus sichtbar sinn, opgrond vu Problemer ewéi Gerochsbelästegung an Insektebildung sollt ofgeschaaft ginn an dass d'Deposéiere vun Déierekadaveren op oppenen an asichtege Fläche ganz allgemeng sollt verbuede ginn?

4. Weess de Minister, wéi vill Déieren an de leschten zéng Joer pro Joer ofgeholl gi sinn?

Ëm wéi eng Aarten huet et sech do jeeweils gehandelt?

**Réponse** (06.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Déi zoustänneg Firma enregistréiert all Demande d'enlèvement mat Datum an Auerzäit an dokumentéiert all Ewechhuele vu Kadaveren. Dës Donnéeë ginn da bei der jäerlecher Visitt vun der Firma hirem Site zu Lëtzebuerg (Schwunnendall) kontrolléiert.

ad 2. Et sinn an der Moyenne manner wéi sechs Reklamatiounen am Joer; dës konnten ëmmer mat engem Télefonsgespréich oder enger Mail mam Responsabele vun der Firma fir Lëtzebuerg schnell an onkomplizéiert geléist ginn.

ad 3. All Betrib huet eng bestëmmten, an ëmmer déi selwecht Plaz, wou d'Kadaveren deposéiert ginn, fir dass de Chauffer net laang brauch duerno ze sichen. Déi soll um Rand vum Betrib sinn, fir dass aus seuchentechneschen an hygienesche Grënn de Camion net muss duerch de ganze Betrib fueren, an déi muss op festem Ënnergrond sinn, fir dass de Camion propper bleift.

Déi meeschte Betriber hunn eng entspriechend Plaz (op de grousse Schwéngsbetriber sti gekillte Container), ouni dass jiddwer Passant de Kadaver muss gesinn, soss besteet ëmmer nach d'Méiglechkeet, de Kadaver mat enger Baatsch zouzedecken.

D'Gerochsbelästegung an d'Insektebildung ginn duerch déi 24-Stonnefrist vum Ofhuelen op e Minimum reduzéiert.

ad 4. Hei sinn d'Zuele fir 2018. Dës Zuele variéieren net vill vu Joer zu Joer a sinn och am jeeweilege Rapport annuel vum Ministère nozeliesen.

| | |
|---|---|
| Kaalwer | 12.437 |
| Ranner a Kéi | 6.587 |
| Fierkelen | 2.757 |
| Schluechtschwäin | 4.168 |
| Zuchtschwäin | 531 |
| Schof a Geessen | 1.834 |
| Päerd a Fillen | 334 |

**Question 1101** (23.08.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection des épargnants :**

An der däitscher Press war an de leschten Deeg ze liesen, datt et méiglecherweis an Zukunft wäert esou sinn, datt e Client vun enger Bank, dee Suen op engem Kont stoen huet, muss Negativzënse bezuelen. An der „Die Zeit" schwätzt de Bundesinnenminister Olaf Scholz (SPD) an deem Kontext vun enger „reeller Belaaschtung fir privat Spuerer" an invitéiert d'Bankinstituter, fräiwëlleg op dës Praxis ze verzichten, fir net mussen a Richtung vun engem Verbuet ze goen. Experten am Beräich Wirtschaft a Konsumenteschutz si sech oneens, ob en entspriechend Verbuet sënnvoll wier oder net. Et bleift d'Fro, wéi d'Politik dem gewéinleche Spuerer an Zukunft wëllt zur Säit stoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt den Här Finanzminister dësen Ëmstand an? Ass et senger Meenung no sënnvoll, de Spuerer géint Negativzënsen ze schützen?

- Wa jo, gedenkt de Minister dëser Entwécklung entgéintzewierken a wéi kéint de Spuerer senger Meenung no an Zukunft geschützt ginn?

- Wann net, wéi gesäit den Här Gramegna déi zukünfteg Stellung a Funktioun vum traditionelle Spuerer? Gëtt et senger Meenung no nach eng Zukunft fir d'klassescht Spuerbuch?

2. Wéi schätzt d'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz dësen Ëmstand an? Wéi gesäit hirer Meenung no e staarken a kredibele Konsumenteschutz an dësem Beräich aus?

**Réponse commune** (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Laut Artikel 130 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ass d'Europäesch Zentralbank onofhängeg, wat d'Ausübe vun hire Missiounen ugeet, notamment am Bezuch op d'Geldpolitik. D'Festleeë vum Taux directeur ass Deel vun dëser Geldpolitik. Et wär dowéinst net opportun, an engem nationalen Elenggang an deem Beräich ze legiferéieren. Esou eng Legislatioun géif och d'Fro vun hirer Kompatibilitéit mat dem Traité opwerfen.

ad 2. D'Zënse sinn evolutiv a waren, historesch gesinn, ëmmer emol méi héich oder méi niddereg, ouni dass dowéinst d'Funktioun vum traditionelle Spueren a vum klassesche Spuerbuch fundamental a Fro gestallt goufen. Ausserdeem ass et wichteg, d'Zënsen net isoléiert, mä ëmmer och am Zesummespill mat dem Inflatiounstaux ze kucken, deen haut och wäit ënner sengen historeschen Héchststänn läit.

**Question 1102** (23.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **feux de forêt en Amazonie :**

Am Amazonas brennen immens Fläche vu Bësch. Well et sech heibäi ëm eng vun de gréissten „grénge Longen" vun der Welt handelt, ass dëst net eleng eng Katastroph fir Brasilien, wat duerch vill aner Krise gerëselt gëtt, mä och fir de Rescht vun der Welt.

An dësem Kontext erlaben ech mer, der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Madamm Ministesch fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheete folgend Froen ze stellen:

1. Wéi geet d'Lëtzebuerger Regierung am Allgemenge mat Klimakatastrophen an der Welt ëm? Gëtt et Prozeduren, déi parallell verlafe wéi déi am Fall vun humanitäre Katastrophen, wa Mënschen direkt vun Naturkatastrophen oder Hongersnéit betraff sinn?

2. Huet d'Lëtzebuerger Regierung Kontakt opgeholl zur brasilianescher Regierung?

3. Ass d'Lëtzebuerger Regierung gewëllt, mat der brasilianescher Regierung zesummenzeschaffen, fir d'Ofholzung vum Amazonas ze bremsen? Wéi kéint dës Zesummenaarbecht ausgesinn? Wéi schätzt d'Lëtzebuerger Regierung d'Chancen op eng gelongen Zesummenaarbecht an?

4. Huet d'Lëtzebuerger Regierung Kontakt opgeholl zu de Lëtzebuerger ONGen, déi a Brasilien schaffen an ënner Ëmstann d'Katastroph vu vill méi no matkréien? Wa jo, wéi ginn dës ONGe vun der Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt?

5. Wéi bewäert d'Lëtzebuerger Regierung déi rezent Annoncë vun Däitschland an Norwegen, hir Subventioune fir den Amazonas-Fong ze blockéieren? Huet d'Regierung en Iwwerbléck, wéi vill där Fonge fir den Amazonas existéieren? Wéi vill Suen huet d'Lëtzebuerger Regierung déi lescht Joren direkt an den Erhalt vum Amazonas investéiert an iwwer wéi eng Projeten?

**Réponse commune** (26.09.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1. D'Lëtzebuerger Regierung ass extrem besuergt iwwert déi steigend Zuel vu Klimakatastrophen an hiren dramateschen Auswierkungen, a wëllt weiderhi resolutt géint de Klimawandel virgoen. Viru Kuerzem gouf decidéiert, zousätzlech zur Entwécklungshëllef, weider 200 Milliounen Euro wärend de Joren 2021 bis 2025 zur Verfügung ze stelle fir Klimaschutz an den Entwécklungslänner. E besonnesche Fokus läit op den am wéinegsten entwéckelte Länner an de klengen Inselstaten, wou den Impakt vum Klimawandel am stärkste spierbar ass. Viséiert si Projeten an Initiative souwuel fir d'Reduktioun vun den Zäregasemissioune wéi och fir d'Upassung un de Klimawandel respektiv d'Präventioun vun de Schied, déi duerch de Klimawiessel entstinn. Lëtzebuerg ass och en aktive Member vun der „Climate Risk and Early Warning Initiative", déi eng Verbesserung vun der fréizäiteger Alerte vun der Bevëlkerung viru Klimakatastrophen an Entwécklungslänner cibléiert.

Am Fall vun humanitäre Krisen a Katastrophen, fir d'Effikassitéit vun der internationaler Hëllef ze assuréieren, gëtt et eng global Koordinatioun duerch den humanitäre Koordinatiounsbüro vun der UNO (OCHA) an déi verschidde Komponente vum sougenannten UNO-Cluster-System.

ad 2. D'Regierung verweist op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1031. D'Ambassade vu Lëtzebuerg zu Brasília schwätzt regelméisseg seng Suergen iwwert d'Situatioun am Amazonas a sengen diplomatesche Reunioune mat

de brasilianeschen Autoritéiten un, inklusiv op héchstem Niveau.

Den Ausseminister huet a senger Deklaratioun vum 25. August 2019 iwwert d'EU-Mercosur-Ofkommes op d'Situatioun am Amazonas reagéiert an doropshin dem Regierungsrot proposéiert, d'Decisioun, dëst Ofkommes ze ënnerschreiwen, op Weideres ze verleeën, soulaang Brasilien sech net bereet erkläert, senge Verflichtungen am Kader vum Paräisser Klimaofkommes an am Kader vun den EU-Mercosur-Negociatiounen nozegoen.

Am Mee vun dësem Joer hunn de Premier- a Statsminister an de Finanzminister den indigene Chef Raoni Metuktire zu Lëtzebuerg empfaangen, fir notamment och iwwert d'Ofholzen am Amazonas ze diskutéieren.

ad 3. Déi rezent Deklaratioun vu der Regierung verweist op d'international Engagementer vu Brasilien zugonschte vun eisem gemeinsamen Zil, dem Schutz vun der Ëmwelt, esou wéi en am Paräisser Klimaofkommes verankert ass. Dëst ass déi gedeelte Responsabilitéit vun all de Signatairë vun dësem Accord. Brasilien an d'Länner vum südamerikanesche Kontinent si wichteg Partner, souwuel op bilateralem wéi op multilateralem Niveau. Si hu sech zu deeneselwechten internationalen Engagementer wéi Lëtzebuerg verflicht. D'Regierung wëllt eis bilateral a multilateral Bezéiunge mat Brasilien op Basis vum Respekt vun de gemeinsamen Ziler a Wäerter weider entwéckelen. Dëst ass eng wichteg Viraussetzung fir de Fridden a Wuelstand an eise respektive Gesellschaften.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt an deem Kontext d'Ëmsetzung vun der EU-Kommunikatioun vun Abrëll 2019, an där eng Visioun fir eng méi staark a méi modern bi-regional Partnerschaft tëscht der EU a Latäinamerika an der Karibik duergeluecht gëtt. Am Kontext vun dëser Partnerschaft wëllt d'EU d'Widderstandsfäegkeet géint de Klimawandel vun de Partner an dëser Regioun stäerken, souwéi eng ëmweltfrëndlech Wirtschaft förderen. Dës soll ënner anerem duerch eng Zesummenaarbecht fir d'Entwécklung vun engem nohaltegen a verantwortungsvollen Ëmgang mat den natierleche Ressourcë geschéien.

ad 4. D'Lëtzebuerger Kooperatioun an d'Ambassade zu Brasília ënnerstëtzen a si regelméisseg am Kontakt mat de verschiddene Lëtzebuerger ONGen, déi am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht via hir Partner a Brasilien, awer och am Amazonasgebitt an den Nopeschlänner mat Projeten aktiv sinn, fir déi lokal Populatiounen ze ënnerstëtzen. Iwwert dee Wee kréie si ee Retour iwwert d'Situatioun um Terrain. Esou hunn zum Beispill d'ONGe partage.lu an Action solidarité tiers monde (ASTM) d'Ënnerstëtzung vun de lokale Communautéiten, déi am Amazonasgebitt liewen, besonnesch an hir Accords-cadres integréiert, déi zu 80 % iwwert de Kooperatiounsfong kofinanzéiert ginn.

ad 5. Norwegen an Däitschland hunn hir Kontributiounen un den Amazonasfong fir dëst Joer suspendéiert, well d'Ofholzen am Amazonas säit dem leschte Joer erëm zougeholl huet. Nieft dem Amazonasfong, dee vun der brasilianescher Banque nationale pour le développement économique et social (BNDES) verwalt gëtt, ginn et eng Panoplie vu multilateralen a bilateralen Initiativen, déi direkt oder indirekt d'Preservatioun vum Amazonas ënnerstëtzen.

An deem Kontext huet de Fonds vert pour le climat, wou Lëtzebuerg, pro Awunner gekuckt, de gréisste Contributeur ass, rezent e Projet fir d'Reforestatioun vum Amazonas a Brasilien vun insgesamt 96,5 Milliounen Dollar ugeholl.

Lëtzebuerg huet e Partenariat mam „Programme des Nations Unies pour l'environnement" (PNUE) ofgeschloss, fir privat Investissementer a Reforestatiounsprojeten ze encouragéieren. Dëst Partenariat, finanzéiert duerch de Klima- an Energiefong, viséiert ënner anerem Projeten a Brasilien.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt duerch d'Ambassade vu Lëtzebuerg zu Brasília eng Rei Mikroprojete fir lokal Communautéiten am Amazonas.

**Question 1104** (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **carnet radiologique :**

Eng Rei vu medezinneschen Exame si fir de Patient mat enger erhéichter Stralebelaaschtung verbonnen a sollten dofir net zwecklos zum Asaz kommen. De Projet CARA (Carnet radiologique) bzw. den CRE (Carnet radiologique électronique) soll et an dësem Kontext erméiglechen, an engem zentralen Dossier d'Resultater vu sämtleche radiologeschen Analyse vun engem Patient ze späicheren, fir ze verhënneren, datt et zu onnéidege Radiatioune kéim, well déi eenzel involvéiert Dokteren net iwwert d'Prescriptiounen an d'Resultater vun hiren Aarbechtskolleege Bescheed wéissten.

Gläichzäiteg kann esou ee Carnet sécherstellen, dass kee Patient enger ze héijer Stralebelaaschtung ausgesat gëtt, well d'Oplëschtung vun den Analysen et den Dokteren erlaabt, ze iwwerwaachen, dass den annuellë Grenzwäert net iwwerschratt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kéint de Minister kuerz beschreiwen, op wéi engem Stand d'Aarbechten um Carnet radiologique aktuell sinn?

2. Wéi eng spezifesch Informatioune ginn am Carnet radiologique festgehalen?

3. Wéi vill Persoune besëtzen aktuell schonns e Carnet radiologique?

4. Ass dermat ze rechnen, dass de Carnet radiologique bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod wäert flächendeckend Uwendung am Land fannen? Falls neen, wisou net?

5. Wéi garantéiert de Gesondheetsministère, dass dat betraffend Personal an engem Spidol iwwert déi spezifesch Stralebelaaschtung, déi mat verschiddenen Analyse verbonnen ass, informéiert ass?

6. Wéi garantéiert de Gesondheetsministère, dass de Patient iwwert déi spezifesch Stralebelaaschtung, déi mat verschiddenen Analyse verbonnen ass, informéiert gëtt? Gëtt et zum aktuellen Zäitpunkt eng Broschür, an där d'Patienten detailléiert Informatiounen iwwert d'Héicht vun der Stralebelaaschtung vu verschiddene medezinneschen Examen noliese kënnen?

**Réponse** (24.09.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. - 4. Mam Gesetz vum 28. Mee 2019 iwwert de Straleschutz sinn d'Regelen an dësem Beräich nei festgeluecht ginn. Wat déi medezinnesch Stralenexpositioun ugeet, also d'Stralenexpositioun vum Patient, gëllen zwee wichteg Prinziper: d'Optimisatioun an d'Justifikatioun. Optimiséiert heescht, datt d'Stralendosis ëmmer esou kleng wéi méiglech soll sinn. Beispillsweis gëtt iwwer diagnostesch Referenzdosiswäerter festgeluecht, wéi héich d'Dosis jee no radiologeschen Exame maximal däerf sinn. Eng Limitt, déi de Patient selwer net däerf iwwerschreiden, gëtt et allerdéngs net. Dogéint muss bei all eenzelnem Fall gepréift ginn, ob de Benefiss fir de Patient am Verglach zum Risiko iwwerweit. Nëmmen dann ass eng Ënnersichung mat ioniséierender Stralung justifizéiert, an domadder zoulässeg.

De Carnet radiologique électronique (CRE) hat als Zil, d'Justifikatioun vun de radiologeschen Examen ze verbesseren. Hei goung et drëm, den Zougréff op d'Informatiounen iwwert dem Patient seng radiologesch Examen ze verbesseren an domadder beispillsweis onnëtz Widderhuelunge vun Examen ze vermeiden. Esou ee System sollt et virun allem den Doktere vereinfachen, sech un den Artikel 77§1 vum uewe genannte Gesetz ze halen: « Le médecin demandeur et le médecin réalisateur s'efforcent d'obtenir, lorsque cela est possible, des informations diagnostiques antérieures ou des dossiers médicaux utiles pour l'exposition envisagée, et ils les prennent en compte afin d'éviter toute exposition inutile. » Am Laf vun den Aarbechten iwwert den CRE sinn awer nach aner Projeten, déi dëst Zil och erméiglechen, developpéiert ginn. Deemno ass 2017 decidéiert ginn, den CRE auszesetzen. Ausschlaggebend fir dës Decisioun war d'Redundanz zu anere Projeten, wéi dem DSP (Dossier de soins partagé) an der ePrescriptioun vun der Agence eSanté, souwéi dem Projet ANIM (Archive nationale d'imagerie médicale) vun der FHL. Dës Projete wäerten och d'Compte-renduen an déi radiologesch Biller zentral stockéieren an iwwert den DSP accessibel maachen.

Doriwwer eraus hunn zwee Audite vun der Gesondheetsdirektioun gewisen, dass e verbesserten Zougang zu radiologeschen Daten net automatesch zu enger Verbesserung vun der Justifikatioun géif féieren, well zum Beispill nëmme knapps d'Halschent vun de Verschreiwunge vun Demandes d'examen genuch Informatiounen enthalen, fir den Examen ze justifizéieren a bei CT-Ënnersichunge gouf festgestallt, datt ongeféier 60 % justifizéiert waren. Weiderhin huet d'Gesondheetsdirektioun am Joer 2017 Inspektiounen an de Spideeler duerchgefouert, fir ze iwwerpréiwen, ob de Justifikatiounsprozess adequat implementéiert ass. Et ass effektiv esou, datt d'Prescriptioun an deene meeschte Servicer zwar vereenzelt, awer net systematesch validéiert gëtt. Dat heescht, et gëtt net gekuckt, ob de richtegen Examen verschriwwe gouf, iert de Patient exposéiert gëtt oder, nach besser, iert de Rendez-vous fixéiert gëtt. Deemno gëtt och den Historique vum Patient net systematesch gekuckt, dee jo och haut a ville Fäll dem Spidol virläit.

Opgrond vun dëse Resultater gesäit d'Gesondheetsdirektioun et als prioritär un, datt d'Qualitéit vun den Demandes d'examen verbessert gëtt an dann och de Prozess vun der Justifikatioun an de Spideeler besser implementéiert gëtt. An deem Zesummenhang huet d'Gesondheetsdirektioun am Juli 2019 eng Circulaire un all Doktere gemaach, fir se iwwert déi nei gesetzlech Bestëmmungen zu den Demandes d'examen fir radiologesch Examen ze informéieren. Dem Schreiwes läit och ee Formulaire bäi, fir d'Demandes d'examen konform kënnen auszestellen. Op der Säit vun de Spideeler goufen Aktiounspläng ausgeschafft, mat deenen d'Virgaben aus den Inspektioune vun 2017 ëmgesat ginn.

ad 5. Entspriechend dem uewe genannte Gesetz huet d'Etablissement, an dësem Fall d'Spidol, d'Responsabilitéit, fir säi Personal optimal ze schützen. Dozou gehéiert och, datt d'Personal iwwert d'Risiken informéiert ass. Heizou heescht et am Artikel 31 : « L'établissement assure que l'information soit donnée à tout travailleur exposé et des travailleurs intervenant en situation d'urgence sur les risques liés aux pratiques et leur impact sur la santé et la sécurité des personnes ainsi que sur l'environnement. » Déi Persounen, déi bei hirer Aarbecht Stralebelaaschtungen ausgesat sinn, ginn iwwerwaacht. Och hei muss d'Etablissement der jeeweileger Persoun d'Resultater aus der Iwwerwaachung zur Verfügung stellen (Artikel 69).

D'Gesondheetsdirektioun wäert hei Inspektiounen duerchféieren, fir de Respekt vun de verschiddenen Dispositiounen aus dësem Gesetz ze iwwerpréiwen.

ad 6. Wat d'Informatioun vum Patient ugeet, läit d'Responsabilitéit beim Dokter, dee laut Artikel 87 de Patient iwwert d'Risiken an d'Virdeeler vun dem radiologeschen Examen opkläre muss. D'Gesondheetsdirektioun schafft och u Recommandatiounen, déi publizéiert wäerte ginn an dem Dokter hëllefe sollen, dës Opklärung ze maachen.

Et ass awer och nach drop hinzeweisen, datdt d'Gesondheetsdirektioun zënter enger Rei vu Joren Sensibiliséierungscampagnë fir Patiente mécht. Mat dëse Campagnen « Pas de rayons sans raisons » wëllt een d'Patienten encouragéieren, och dann op de professionelle Rot vun hirem Dokter ze lauschteren, wann dësen ee radiologeschen Examen net fir noutwendeg hält.

Aus Transparenzgrënn muss an Zukunft och op all Compte rendu eng Informatioun iwwert d'Stralendosis vum Patient stoen.

**Question 1105** (23.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**indemnisation de la valeur à neuf :**

Dans bon nombre de contrats d'assurance tous risques figure le principe de l'indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré. En cas de sinistre, l'indemnisation doit en règle générale couvrir les frais nécessaires pour acheter un objet équivalent à l'état neuf. De telles clauses se retrouvent notamment dans des assurances pour véhicules ou des assurances-incendie.

- J'aimerais dès lors savoir de la part du Gouvernement s'il existe une définition précise uniforme de la notion de « valeur à neuf » en matière d'assurances ou si celle-ci peut varier en fonction des contrats individuels.

- Le cas échéant, quelle est ou quelles sont ces définitions ?

- Les remises accordées lors de l'achat de l'objet assuré sont-elles prises en compte ?

- S'il n'existe pas de définition généralement admise, le Gouvernement n'estime-t-il pas utile d'en prévoir une afin de garantir une application correcte et uniforme d'une notion-clé de beaucoup de contrats d'assurance et de protéger les assurés contre toute forme d'arbitraire ?

**Réponse commune** (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

L'étendue des prestations d'assurance en matière d'assurances à caractère indemnitaire, qui regroupe les assurances dans lesquelles l'assureur s'engage à fournir la prestation nécessaire pour réparer tout ou partie d'un dommage subi par l'assuré ou dont celui-ci est responsable, est définie à l'article 50 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance (ci-après « loi sur le contrat d'assurance »). En vertu de cet article, la prestation due par l'assureur est limitée au préjudice subi par l'assuré.

L'article 65 de cette loi reconnaît à son tour le caractère licite des formules d'assurance à valeur à neuf (qualifiée de valeur de reconstruction pour les biens immobiliers ou valeur de reconstitution pour les biens mobiliers), en disposant que par dérogation à l'article 50, les parties au contrat d'assurance peuvent convenir d'une valeur de reconstruction, de reconstitution ou de remplacement, même sans en déduire la dépréciation résultant de la vétusté.

Comme le remarque correctement l'honorable Député, bon nombre d'assureurs font usage de cette dérogation et proposent des contrats d'assurance où figure le principe d'une indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré. L'indemnisation peut ainsi et suivant l'option retenue, soit être intégrale, soit prévoir un certain pourcentage de vétusté.

Dans la législation luxembourgeoise, il n'existe pas de définition de la notion de « valeur à neuf » en matière d'assurance. La notion de « valeur à neuf » est définie dans les conditions générales des contrats d'assurance et peut donc varier en fonction des contrats individuels.

En vertu de l'article 65 de la loi sur le contrat d'assurance, les parties au contrat d'assurance peuvent déterminer la manière dont les biens doivent être évalués en vue de leur assurance. La prise en compte ou non des remises accordées lors de l'achat de l'objet assuré peut donc varier en fonction des contrats individuels.

Le Gouvernement n'a pas connaissance de cas où des assurés auraient été victimes d'un traitement arbitraire dans le cadre de garanties d'indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré. Par conséquent, il n'estime pas qu'il soit nécessaire d'introduire une définition de la notion de « valeur à neuf » dans la législation luxembourgeoise, ceci d'autant plus que l'indemnisation de la valeur à neuf de l'objet assuré constitue une garantie qui va au-delà de l'étendue des prestations d'assurances prévue par la loi et qui est ainsi proposée aux assurés en vertu du principe de la liberté contractuelle.

**Question 1106** (23.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **classement de la « Schueberfouer » comme patrimoine immatériel de l'humanité :**

Am Joer 1340 gouf d'Schueberfouer vum Jang de Blannen an d'Liewe geruff. Dëst Joer ass déi 679. Editioun vun dësem Volleksfest. D'Schueberfouer gehéiert hautzudaags zu engem vun de bedeitendsten immaterielle Kulturgidder vum Grand-Duché, voire vun der ganzer Groussregioun. All Joer gi ronn zwou Millioune Visiteuren erwaart.

Am Joer 2008 gouf d'Schueberfouer an den „inventaire national du patrimoine culturel immatériel" opgeholl. Den 11. September 2018 huet den deemolege Statssekretär am Kulturministère Guy Arendt (DP) am „Quotidien" vun engem zousätzleche Klassement als „patrimoine immatériel de l'humanité" op internationalem Niveau, bei der Unesco, geschwat.

D'Sprangpressessioun zu lechternach ass momentan als eenzege Patrimoine immatériel op internationalem Niveau geschützt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Kulturministesch dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, ass d'Regierung nach ëmmer gewëllt, bei der Unesco eng Kandidatur anzereechen, fir d'Schueberfouer als Patrimoine immatériel de l'humanité ze klasséieren?

2. Wat ass den aktuelle Stand an deem Dossier?

3. Wat ass den aktuelle Stand beim Opbau vun engem nationalen Inventaire vum Patrimoine immatériel? Ass d'Madamm Ministesch bis well zefridde mam participative Prozess, deen an deem Kontext sollt zesumme mat Associatiounen, Gemengen a Bierger(innen) ulafen? Wéi wäit ass den CNA mat senger Analys fortgeschratt?

**Réponse** (02.10.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

De 26. Juni 2008 gouf op Virschlag vun der nationaler Unesco-Kommissioun d'Schueberfouer mat hirem Hämmelsmarsch op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe geholl „en vue de l'inscription sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité". Dëst zesumme mat der lechternacher Sprangpressessioun, der Eemaischen an der Oktav. Laut de Kritäre vun der Unesco falen dës Elementer all an de Beräich „gesellschaftlech Gebräicher, Riten a Festlechkeeten".

Laut der Unesco-Konventioun vun 2003 iwwert d'Erhale vun dem immaterielle Kulturierwen, déi duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2005 zu Lëtzebuerg rechtskräfteg ginn ass, geschitt d'Aschreiwen op d'Representativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet duerch den Exekutivkomitee vun der Konventioun, an dëst op Virschlag vun dem jeweilege Vertragsstat.

Zu deem Zweck muss e Kandidatur-Dossier eragereecht ginn, an deem e wesentleche Kritär ass, datt dës Kandidatur vun deene Leit, déi dat Element als hiert Kulturierwen ugesinn, et liewen a weiderginn, ausdrécklech gewollt an ënnerstëtzt gëtt. Bei der Schueberfouer ginn et dräi Gemeinschaften, déi dëst Kulturierwe vu Generatioun zu Generatioun weiderginn an doduerjer e Gefill vun Identitéit a Kontinuitéit am Respekt vun der kultureller Villfältegkeet an der mënschlecher Kreativitéit kréien: d'Leit, déi op d'Fouer ginn, d'Fouerleit an déi ëffentlech Verwaltungen.

Eng Grondviraussetzung fir eng Kandidatur vun der Schueberfouer op d'Representativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet ass laut der Konventioun d'Averständnes an déi aktiv Bedeelegung vun de Gemeinschaften, net alleng fir d'Kandidatur, mä och fir dat weidert Erhale vun der Schueberfouer als liewegt Kulturierwen.

Well d'Organisatioun vun der Schueberfouer an éischter Linn an den Hänn vun der Stad Lëtzebuerg läit, wier d'kommunal Verwaltung vun der Stad Lëtzebuerg den Haaptträger vun esou enger Unesco-Kandidatur. Soulaang dës Trägergemeinschaft net selwer Positioun ergraff huet, ass eng Interventioun vum Kulturministère verfréit.

2017 ass e Beamte mat der Erneierung vum nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe souwéi mat Virschléi zur Ëmsetzung vun der entspriechender Unesco-Konventioun fir de Kont vum Kulturministère beoptraagt ginn. Zënterhier konnten opgrond vun den Avis positifs vun der nationaler Unesco-Kommissioun fënnef nei Elementer op den nationalen Inventar opgeholl ginn, eent fir all Beräich vum immaterielle Kulturierwen, wéi se an der Unesco-Konventioun opgelëscht sinn:

1. Mëndlech Iwwerliwwerungen an Ausdrocksweisen, dorënner och d'Sprooch als Mëttel, fir dat immateriellt Kulturierwe weiderzevermëttelen: Haus- a Flouernimm;

2. Kënschtleresch Ausdrocksformen, déi viru Publikum opgeféiert ginn: d'Konscht vun den Haupeschbléiser;

3. Gesellschaftlech Gebräicher, Riten a Festlechkeeten: Niklosdag;

4. Wëssensschätz a Gebräicher, déi d'Natur an den Universum betreffen: d'Konscht vun den Hiewanen;

5. Fäerdegkeete vum traditionellen Handwierk: d'Konscht vum Dréchemauerbauen.

Weider Kandidature sinn an der Maach. Well den Inventar vum immaterielle Kulturierwe vun der Unesco als participative Prozess definéiert gëtt, ass ee virun allem op d'Mataarbecht vun de Leit, déi dat als hiert Kulturierwen ugesinn, ugewisen. Op www.iki.lu kënnen déi Leit all néideg Informatioune fannen, wéi se kënnen eng Ufro stellen, fir dat Kulturierwen, wat se zënter Generatiounen hei am Land praktizéieren, op den nationalen Inventar ze stellen. An der Praxis geet dobäi de Kulturministère, an enker Zesummenaarbecht mat der nationaler Unesco-Kommissioun, ganz proaktiv op déi eenzel Leit a Gruppen duer, fir se fir dës Inventariséierung, an duerno och eng permanent Aktualiséierung dovunner, ze gewannen.

Aus all deene Grënn gëtt den Inventar vum immaterielle Kulturierwe vun der Unesco als e participative Prozess ugesinn, deen eigentlech ni ofgeschloss ass a wou den Haaptakzent op d'Zesummenaarbecht mat de Leit gesat gëtt, deenen de Stat soll erméiglechen, hiert Kulturierwe selwer ze erhalen a weiderzevermëttelen („capacity building"). An deem Sënn krut dat immateriellt Kulturierwen och en eegent Kapitel am Gesetzesprojet iwwert d'Kulturierwen (Nr. 7473).

**Question 1108** (23.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **« Schengen militaire » :**

Am Mäerz 2018 huet d'EU-Kommissioun Pläng fir e sougenanntent „militärescht Schengen" proposéiert, dëst anscheinend virun allem, fir den Transport vu militäreschem Personal a Material iwwert d'Bannegrenzen an der Europäescher Unioun ze erliichteren.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Aussen- an Europaminister an dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Wat ass den aktuelle legale Statut vun där Initiativ, fir en „militärescht Schengen" ze schafen? A wéi engen internationale Fore gëtt déi Initiativ diskutéiert? Wéi wäit ass déi Iddi scho fortgeschratt?

2. Wat si genee d'Iddien, déi Deel vun der Diskussioun ëm en „militärescht Schengen" sinn?

3. Wéi wäit ass Lëtzebuerg vun deenen Iddie betraff? Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu där Initiativ? Gesäit d'Regierung eng Noutwendegkeet, fir esou en „militärescht Schengen" ze schafen a wa jo, firwat?

4. Wéi eng legislativ Dispositioune misst Lëtzebuerg huelen, fir déi Iddien ëmzesetzen, zum Beispill wat d'Zirkulatioun oder den Transit vu Persounen, Waffen, Munitioun a soss Material ugeet? Hätt Lëtzebuerg Kontrollméiglechkeete beim Transport vu Persounen a Material iwwer säin Territoire?

5. Ka radioaktiv Munitioun vum „militäresche Schengen" betraff sinn, inklusiv ganz oder Deeler vun nukleare Sprengkäpp?

6. Wéi eng Implikatiounen hätt esou eng Initiativ op d'Infrastrukturen hei am Land, besonnesch op d'Stroossen, d'Brécken, de Findel an d'Eisebunn?

7. Wéi wären d'NATO-Infrastrukturen an d'Militärlager betraff?

8. Wéi eng Käschte wäre fir Lëtzebuerg mat der Ëmsetzung vun esou enger Initiativ verbonnen?

**Réponse commune** (01.10.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Op EU-Säit hunn d'Defense- an d'Ausseministeren, mä och d'Statscheffe säit 2017 Konklusiounen zur militäreschter Mobilitéit geholl a sech domat op héchstem politeschem Niveau engagéiert. Och d'Transportministeren, déi bei dëser zivill-militäreschter Initiativ gefuerdert sinn, hu sech engagéiert, dat transeuropäescht Transportnetz ze verbesseren. D'EU an d'NATO hunn an hirer gemeinsamer Deklaratioun 2018 d'Mobilité militaire als eng Prioritéit identifizéiert.

De Sujet gëtt bei der Agence européenne de défense an am Kader vun engem PESCO-Projet, un deem Lëtzebuerg och deelhëlt, diskutéiert. Bei der NATO gëtt d'militäresch Mobilitéit och a verschiddenen Aarbechtsgruppen traitéiert.

An deene leschte Jore sinn eng Unzuel Progrèse gemaach ginn. Nieft regelméissegen Diskussiounen op ministeriellem Niveau an deem Aktiounsplang, sinn ënner anerem d'militäresch Besoinen definéiert an aktualiséiert ginn, zivill-militäresch Synergien, déi d'Notze vum europäeschen Transportnetz betreffen, si verstäerkt ginn, national Kontaktpunkter sinn identifizéiert ginn, e PESCO-Projet, deen den Aktiounsplang komplettéiert, ass geschafe ginn, an et sinn Analyse gemaach ginn, fir eventuell infrastrukturell, prozedural oder geografesch Schwaachstellen ze identifizéieren.

ad 2. Den Haaptobjektiv ass et net, en „militärescht Schengen" ze schafen, mä d'Mobilitéit vu militäreschem Personal, Ausrëschtung a Material fir Routineaktivitéite souwéi a Krisen a Konflikter innerhalb an ausserhalb der EU duerch all Verkéiersträger (Land, Loft a Waasser) an an all strategesch Richtungen ze verbesseren. Et geet net drëms, Grenzkontrollen, wéi am Schengen-Raum, opzehiewen, mä Prozesser ze vereinfachen an ze standardiséieren. D'militäresch Mobilitéit soll et den EU-Memberstaten erméiglechen, nach besser op existéierend an nei Bedroungen ze reagéieren an esou zur Sécherheet vun der Unioun bäizedroen. Am Kader vun der Gemeinsamer Sécherheets- a Verteidegungspolitik an och bei nationalen a multinationalen Aktivitéite kënne mir da méi séier a méi effikass agéieren. Den Term „militärescht Schengen" ass aus deem Grond och net an offiziellen Dokumenter benotzt ginn. Bei der NATO, déi och op dësem Sujet schafft, geet och vu militäreschter Mobilitéit rieds.

ad 3. Als Alliéierten, EU-Memberstat a Member vum PESCO-mobilité-militaire-Projet ass Lëtzebuerg souwuel um politesche wéi och um operationelle Plang betraff. Als PESCO-Member hu mir Engagementer geholl, déi juristesch contraignant sinn.

Um Sommet de Bruxelles vun der NATO den 11. an 12. Juli 2018 an um Conseil européen den 13. a 14. Dezember 2018 huet de Premierminister dës Initiativ an hir Mesuren ënnerstëtzt. Domat huet Lëtzebuerg sech um héchste politeschen Niveau engagéiert, fir d'militäresch Mobilitéit duerch eng „whole-of-government approach" ze verbesseren.

Transnational militäresch Mouvementer ginn elo scho gemaach. Zu Zäite vum Kale Krich waren dës Mouvementer Routine a si séier duerchgefouert ginn. Säit den 90er Joren ass dës Praxis manner genotzt ginn a verschidden Aspekter a Prozedure mussen un d'technologesch Méiglechkeete vum 21. Jorhonnert ugepasst ginn. Mir schafen also näischt Neies, mä optimiséiere bestoend Prozeduren.

Den internationale Kontext mat senge komplexe Menacen erkläert d'Noutwendegkeet vun der Mobilité militaire.

ad 4. D'Vereinfachung an d'Standardisatioun vun dëse Prozedure respektéieren d'Souveränitéit vun all EU-Memberstat iwwer säin nationalen Territoire a seng national Entscheedungsprozesser, wat d'militäresch Mouvementer betrëfft. Lëtzebuerg traitéiert och elo schonn transnational militäresch Mouvementer an ass gutt opgestallt, wat de juristesche Volet ugeet.

ad 5. Am Kader vun der militäreschter Mobilitéit kënnen och sougenannten „dangerous goods" transportéiert ginn. Dorënner kënnen och radioaktiv oder nuklear Sourcë falen, déi awer net onbedéngt grenziwwerschreidend, mä deemno wéi national an ëmmer separat transportéiert ginn. Bis elo si keng där Sourcen iwwert de Lëtzebuerger Territoire transportéiert ginn.

ad 6. D'EU-Kommissioun huet ënnert deem nächste Cadre financier pluriannuel (2021-2027) 6,5 Milliarden Euro virgesinn, fir strategesch Transportinfrastrukturen ze verbesseren. Lëtzebuerg kann och vun deene Fonge profitéiere fir seng Infrastrukturen. D'militäresch Mobilitéit huet also positiv finanziell Implikatioune fir d'Memberstaten.

ad 7. D'NATO-Kommandostruktur stellt sech besser op, fir den Ufuerderunge vun der Mobilité militaire Rechnung ze droen. D'Militärlager sinn net betraff, well Material transportéiert an net gelagert gëtt.

ad 8. No enger éischter nationaler Revue ass eist Stroossennetz an de Couloiren, déi international kënne genotzt ginn, adaptéiert. Mir kucken den Detail an den Ament si keng weider Käschten identifizéiert, déi eleng op de Volet militäresch Mobilitéit attribuéiert kënne ginn.

**Question 1109** (23.08.2019) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur :**

Le Président français vient d'annoncer que la France s'opposait audit traité, alors que le Président brésilien, Jair Bolsonaro, ne respecterait pas ses engagements en matière climatique. Le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, signé fin juin, est très controversé que ce soit au niveau de la sécurité alimentaire, comme en Belgique, qu'au niveau écologique. L'Union européenne a clairement affirmé que les normes européennes seraient respectées et qu'une attention particulière serait portée à l'aspect environnemental/écologique. Or, il semblerait que le Brésil du moins n'entende pas honorer ses promesses, notamment celle de respecter l'accord de Paris sur le climat et continue au contraire à encourager vivement la déforestation de l'Amazonie. Or, celle-ci a un impact dramatique sur l'environnement à l'échelle mondiale participant à l'augmentation des émissions de $CO_2$.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas que le Luxembourg devrait, à l'instar de la France, dénoncer le traité ou du moins adopter une attitude de réserve tant que les pays du Mercosur et notamment le Brésil ne démontrent pas qu'ils respectent concrètement tous les engagements issus du traité et notamment ceux se rapportant au volet écologique ?

2) En tout état de cause, quelle est la position que le Gouvernement entend adopter en l'espèce ?

**Réponse** (30.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Le Gouvernement réuni en Conseil le 6 septembre 2019 a décidé de geler la décision relative à la signature de l'accord négocié avec le Mercosur. Le Luxembourg ne pourra pas donner son accord à la signature de l'accord si le Brésil ne se prépare pas à respecter dès à présent les obligations qu'il a contractées au titre de l'accord de Paris et dans le cadre des négociations avec l'Union européenne.

ad 2) cf. supra.

**Question 1110** (23.08.2019) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **solitude :**

Laut rezenten Studien der Europäischen Kommission und der europäischen Statistikbehörde Eurostat betreffend das Thema „Einsamkeit und deren gesundheitlichen Konsequenzen" ist nachzuweisen, dass auch in Luxemburg das Gefühl der Isolation bei der Bevölkerung gestiegen ist.

Aufgrund dessen möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Familie und Integration stellen:

1. Ist die Regierung sich dieser Thematik bewusst? Wenn ja, wie erklärt die Regierung diese steigende „Einsamkeit" im Großherzogtum?

2. Was sind die genauen Bevölkerungsstatistiken in Luxemburg im Bezug zur Einsamkeit und deren Konsequenzen auf die Gesundheit unserer Bürger?

3. Hat eine spezifische Analyse auf nationaler Ebene im Großherzogtum schon stattgefunden, um diese Problematik zu verringern und zu lösen? Welche Methodik wurde appliziert für die Ursachenforschung?

4. Welchen Aktionsplan gegen die beharrliche Einsamkeit, hat die Regierung vor in Auftrag zu geben?

**Réponse** (25.09.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Im Bereich der Politik für ältere Menschen, liegt einer der Schwerpunkte des Ministeriums für Familie, Integration und die Großregion auf der Prävention der sozialen Isolation.

So ist die gezielte Förderung der aktiven Teilnahme älterer Menschen am gesellschaftlichen Leben eine der Prioritäten der 19 „Clubs Seniors", die mit dem Familienministerium eine Konvention unterschrieben haben.

Mit der Förderung des Ehrenamtes, der Begleitung beim Übergang vom Berufsleben in die Rente, der Integration älterer Menschen mit Migrationshintergrund sowie der Förderung intergenerationeller Kontakte durch staatlich unterstützte Leistungsträger wie zum Beispiel dem „RBS - Center fir Altersfroen", wird zudem ein breitflächiges Angebot an Aktivitäten unterstützt, welches es den älteren Menschen ermöglicht, am gesellschaftlichen Leben teilzunehmen, und somit einer schleichenden sozialen Isolation vorgebeugt.

Man unterscheidet zwischen objektiver und subjektiver Isolation. Im ersten Fall hat die Person geringe oder keine sozialen Kontakte, im zweiten Fall handelt es sich um eine gefühlte Einschätzung. Man spricht auch vom Gefühl der Einsamkeit. So ist es möglich, dass eine Person subjektiv an Einsamkeit leidet, obwohl sie, objektiv gesehen, über ausreichende soziale Kontakte verfügt. Betroffen ist nicht nur die ältere Generation, sondern alle Bevölkerungsschichten. Das Ministerium kann nur Einfluss in Bezug auf die objektive Isolation nehmen.

ad 2. Aktuell verfügt Luxemburg nicht über Statistiken in Bezug auf die Einsamkeit der Bevölkerung und deren direkten Auswirkungen auf die Gesundheit.

ad 3. Im Rahmen der Konzeptarbeiten der „Clubs Seniors" für die Jahre 2016-2018 und 2019-2021 wurde im Vorfeld eine Bedarfsanalyse auf lokaler Ebene durchgeführt und entsprechende Maßnahmen, welche zum Teil bereits umgesetzt werden, ausgearbeitet.

2018 hat das Ministerium für Familie, Integration und die Großregion, im Rahmen des internationalen Tages der älteren Menschen, das Thema der Prävention der sozialen Isolation besonders hervorgehoben. In Zusammenarbeit mit dem RBS und den „Clubs Seniors" wurde eine Sensibilisierungskampagne gestartet, um die breite Gesellschaft mit der Problematik vertraut zu machen und somit für ein aktiveres Zusammenleben aller Altersgruppen in der Gesellschaft zu werben.

Darüber hinaus unterstützt das Ministerium IRIS, eine Dienststelle des Luxemburger Roten Kreuzes, die seit 2012 in der Ausbildung von Ehrenamtlichen tätig ist, um mit deren Hilfe allen Personen, die sich einsam oder isoliert fühlen, unabhängig von Alter oder Kultur, einen Besucherdienst anzubieten. Dieser Dienst wird mehrheitlich von älteren Menschen, die alleine zuhause oder in Altenheimen leben, in Anspruch genommen.

Zudem werden Initiativen in den Altenheimen und spezialisierten Tagesstätten, die ältere

Menschen zur aktiven Teilnahme an Aktivitäten, und somit an der Gesellschaft, anregen sollen, vom Ministerium unterstützt und ständig ausgebaut.

ad 4. Im Rahmen des internationalen Tages der älteren Menschen 2019 wird das Thema der Prävention der sozialen Isolation erneut von den „Clubs Seniors" aufgegriffen: am 16. November findet das „Rendez-vous 60+" in Zusammenarbeit mit dem „RBS - Center fir Altersfroen", dem Service Seniors der Stadt Luxemburg, Sodexo und dem Ministerium für Familie, Integration und die Großregion statt. Diese Veranstaltung ermöglicht es den über Sechzigjährigen neue Bekanntschaften zu machen, sich mit Gleichaltrigen auszutauschen und gemeinsame Interessen zu teilen.

Langfristig hat die Regierung im Koalitionsvertrag 2018-2023 die Ausarbeitung eines Gerontologie-Plans („Plan gérontologique") festgehalten, mit dessen Ausarbeitung das Ministerium zurzeit beschäftigt ist. Dieser Plan soll zielgerichtete Maßnahmen für ältere Menschen enthalten, die zuhause oder in einer Pflegeeinrichtung auf körperliche, psychische oder soziale Betreuung und Unterstützung angewiesen sind.

Da zur Teilhabe am gesellschaftlichen Leben zunehmend technische Kompetenzen erforderlich sind, unterstützt das Ministerium zudem sämtliche Maßnahmen zur Förderung des Zugangs zu und der Nutzung von Informations- und Kommunikationstechnologien durch Senioren.

Des Weiteren entwickelt das Ministerium zurzeit, gemeinsam mit den verschiedenen Akteuren aus dem Bereich der Betreuung älterer Menschen, eine „Active Ageing"-Strategie. Diese Strategie, die Teil des Regierungsprogramms 2018-2013 ist, wird Maßnahmen umfassen, die auf die Bedürfnisse älterer Menschen zugeschnitten sind, in den Bereichen „Vorbereitung des Übergangs vom Berufsleben zur Rente", „Integration älterer Migranten", „Förderung von ehrenamtlichen Tätigkeiten", „Ausarbeitung von Präventionsmaßnahmen sowie Bekämpfung der Isolation älterer Menschen" sowie „Förderung des lebenslangen Lernens und von Freizeitangeboten".

**Question 1111** (26.08.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur :**

Den Här Minister Asselborn huet viru Kuerzem bekannt ginn, datt hie sech wéilt dem Fräihandelsofkommes tëschent der Europäescher Unioun an dem Mercosur widdersetzen, well, senger Meenung no, Brasilien seng Obligatiounen aus dem Paräisser Klimaofkommes net géif erfëllen. Nach viru ronn annerhallwem Joer huet den Här Bausseminister Brasilien géintiwwer ganz aner Téin ugeschloen: Am Kader vun der offizieller Aweiung vun der Lëtzebuerger Ambassad a Brasilien ass esouwuel an der offizieller Pressematdeelung vun der Regierung ewéi och an der Ried vum Här Bausseminister rieds dovu gaangen, datt Lëtzebuerg sech duerch déi elo „méi siichtbar Präsenz" wënscht, „fir seng politesch, diplomatesch, ekonomesch a kulturell Bezéiunge mat dem südamerikanesche Kontinent ze verstäerken." (Pressematdeelung vum 2. Mäerz 2018)

An deem Kontext wéilt ech der Regierung, a besonnesch deenen Häre Bausseminister, Landwirtschaftsminister an Ekonomiesminister e puer Froen iwwert den Traité mam Mercosur stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zum Traité tëschent der Europäescher Unioun an dem Mercosur?

2. Wéi positionéiert sech d'Regierung zu de Kritike vun de Lëtzebuerger Baueren un deem Traité?

3. Wéi eng präzis Dispositiounen aus dem Paräisser Klimaofkommes gesäit den Här Bausseminister am Ableck duerch Brasilien verletzt? Huet den Här Bausseminister rechtlech Grondlage fir seng Positioun zum Mercosur-Traité an, wa jo, wéi eng?

4. Wéi eng aner Memberlänner vun der EU hu schonn zu dëser Fro Stellung geholl a wéi sinn hir Positiounen zu der Fro vun der Ratifizéierung vum EU-Mercosur-Fräihandelsofkommes?

5. Wéi eng Bedeitung huet de Mersosur fir déi Lëtzebuerger Ekonomie a wéi en Afloss op eis ekonomesch Relatioune mat Latäinamerika hätt dësen Traité, sollt en da ratifizéiert ginn?

6. Wéi gesäit d'Regierung den Impakt vum Här Bausseminister senge rezenten Deklaratiounen op eis bilateral Relatioune mat Brasilien?

7. Wéi gesäit d'Regierung d'Wichtegkeet an d'Entwécklung vun de bilaterale Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg a Brasilien?

**Réponse commune** (25.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. A senger Deklaratioun vum 25. August huet den Ausseminister ënnerstrach, datt Lëtzebuerg d'Konklusioun vun engem Handelsofkommes mat de Mercosur-Länner, als Deel vun engem méi groussen Associatiounsaccord, begréisst. Et wär eng historesch Opportunitéit, fir latäinamerikanesch Länner an eng Gemeinschaft anzebannen, déi op gemeinsame Prinzipien a Wäerter berout.

Lëtzebuerg ass awer nëmmen da bereet, dat Handelsofkommes ze ënnerschreiwen, wann eis Partnerlänner dës Prinzipien a Wäerter respektéieren oder op d'mannst e staarke politesche Wëlle manifestéieren a konkret Engagementer aginn, fir sech op dee Wee ze beginn.

D'Ëmsetzung vum Paräisser Klimavertrag ass en Deel dovunner. Aus dësem Gronn huet d'Regierung sech de 6. September fir e virleefegt Äfréiere vun der Entscheedung iwwert d'Signature ausgeschwat.

ad 2. An hirer gemeinsamer Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 0857 hunn de Landwirtschaftsminister an den Ausseminister ënnerstrach, datt Lëtzebuerg seriö Bedenken iwwert de potenziellen Impakt op d'Landwirtschaft ausgedréckt huet. De Landwirtschaftsminister ass an dësem Sënn am Europäesche Landwirtschaftsrot vum 15. Juli intervenéiert.

Déi zwee Ministeren hunn och ënnerstrach, datt d'Lëtzebuerger Autoritéiten ënner anerem den Impakt, deen d'Ofkommes fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft kéint hunn, genau wäerten analyséieren an duerfir suerge wäerten, datt Mesurë geholl ginn, fir dësen Impakt auszegläichen. An dësem Kontext gëtt erënnert, datt den EU-Landwirtschaftskommissär Phil Hogan eng Hëllef an Héicht vun enger Milliard Euro fir d'EU-Baueren ugekënnegt huet.

Et wäert besonnesch noutwendeg sinn, ze kucken, ënner wéi enge Konditiounen déi Bestëmmunge kënnen aktivéiert ginn, déi eng Suspensioun vun Tariffconcessioune virgesinn, wann Importer eng Gefor fir d'europäesch Landwirtschaft duerstellen. Zousätzlech wäert Lëtzebuerg eng rigouréis Ëmsetzung vun Douaneskontrolle froen, fir duerfir ze suergen, datt kee Produkt an d'Unioun importéiert gëtt, dat net den europäeschen Normen entsprécht.

ad 3. Brasilien huet sech entscheet, fir beim Paräisser Klimaofkommes matzemaachen, an huet sech engagéiert, bis 2025 seng Netto-Zäregasemissiounen erofzesetzen an illegal Ofholzungen ze stoppen. De politesche Wëllen, dës Objektiver wëllen ze erfëllen, schéngt mat der néier Regierung a Fro gestallt. D'Statistike beweise ganz kloer, datt d'Bëschbränn Proportiounen ugeholl hunn, déi mir säit Joren net méi kannt hunn. D'Fro vun enger Korrelatioun tëschent der dramatescher Augmentatioun vun de Bëschbränn an der neier Politik vun der brasilianescher Regierung ass net vun der Hand ze weisen.

Den Objektiv soll awer dee sinn, datt d'Lag am Amazonas sech verbessert. Dowéinst huet sech Lëtzebuerg elo scho bei den EU-Partner a bei der Kommissioun derfir agesat, fir mat Brasilien an den anere Mercosur-Länner en Dialog zu deem Sujet ze féieren. Dësen Dialog soll der EU et erméiglechen, hir Erwaardungen, wat de Respekt vun internationalen Ëmweltnorme wéi dem Paräisser Klimavertrag ugeet, op den Dësch ze leeën.

ad 4. Eng Rei EU-Partner, dorënner Frankräich, Irland an Éisträich, hu sech bis elo zu dëser Fro ausgeschwat. An dëse Stellungname sinn, wann och heiansdo mat aneren Akzenter, déiselwecht Themeberäicher ugeschnidden ginn, wéi déi, déi Lëtzebuerg opbruecht huet.

ad 5. D'Lëtzebuerger Entreprisë si staark um Ausbau vun de wirtschaftleche Bezéiunge mat de Mercosur-Länner interesséiert. Brasilien ass zum Beispill de féierende Handelspartner vu Lëtzebuerg a Latäinamerika an eng gesichten Destinatioun fir eng Rei Lëtzebuerger Firmen, déi um internationale Maart aktiv sinn (Satellittekommunikatioun, Stolindustrie, Automobil, Logistik an Industrieberäich). An dësem Kontext bitt den Handelsvertrag eng Opportunitéit, fir bestoend Relatiounen auszebauen an néi Bezéiungen opzebauen, och am Hibléck op Servicer an Zukunftstechnologien.

ad 6. D'Deklaratioun vum 25. August spigelt d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung erëm, esou wéi se och de 6. September formell vum Regierungsrot confirméiert gouf. Brasilien an d'Länner vum südamerikanesche Kontinent si wichteg Partner, souwuel op bilateralem wéi op multilateralem Niveau. Si hu sech zu deeneselwechten internationalen Engagementer wéi Lëtzebuerg verflicht. Et ass eng wichteg Viraussetzung fir Fridden a Wuelstand an eise respektive Gesellschaften, datt eis bilateral Bezéiunge sech op Basis vum Respekt vun de gemeinsamen Engagementer, Ziler a Wäerter entwéckelen.

ad 7. Eis Bezéiunge mat Brasilien si gutt, souwuel op bilateralem wéi och op multilateralem Niveau. Säit der Eréffnung vun eiser Ambassad zu Brasília am Mäerz 2018 sinn d'Bezéiungen nach weider ausgebaut ginn, dëst ënner anerem duerch d'Konklusioun vu bilateralen Ofkommëssen an duerch Aktivitéiten am politeschen, ekonomeschen a kulturelle Beräich. Am Joer 2018 hu ministeriell Visitte vum Vizepremierminister a vum Ausseminister bei hire respektiven Homologe stattfonnt. Finanz- a Wirtschaftsmissioune gi regelméisseg a Brasilien.

**Question 1113** (26.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**accueil des personnes secourues en Méditerranée :**

Lëtzebuerg huet sech mat fënnef anere Länner bereet erklärt, Flüchtlinge vum Rettungsschëff „Open Arms" opzehuelen. Erlaabt mer, an deem Zesummenhang folgend Froen un den Här Ausseminister an un d'Madamm Ministesch fir Integratioun ze stellen:

1. Wat fir Kritäre gi gebraucht, fir de Choix vun deene Flüchtlingen ze maachen, déi op Lëtzebuerg kommen? Wéi ginn d'Zuele vun de Kontingenter mat deenen anere fënnef Länner ausgemaach?

2. Gesäit sech de Lëtzebuerger Ausseminister an deem Kontext der Kritik vun Amtskolleegen aus anere Länner, déi keng Flüchtlinge vun der „Open Arms" ophuelen, ausgesat?

3. Gëtt et Ofmaachungen tëscht deenen EU-Staten, déi bereet sinn, Flüchtlingen opzehuelen, wie wéini wéivill Flüchtlingen ophëlt, soudass bei engem nächsten äänleche Fall aner EU-Länner sech verflichten?

4. Wéi ginn des Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg betreit, an a wat fir engem Typ vu Struktur kommen se fir den Ufank ënner Daach?

**Réponse commune** (24.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Dat Land, an deem d'Persoune vu Bord ginn an hir Demande op internationale Schutz maachen, erstellt, an Zesummenaarbecht mam Europäeschen Ennerstëtzungsbüro fir Asylfroen (EASO), eng Lëscht mat de jeeweilege Persounen. D'Verdeelung op déi verschidde Länner gëtt duerno vum EASO an der Europäescher Kommissioun iwwerholl an dëst a Funktioun vun den Engagementer vun de jeeweilege Memberstaten.

D'Engagementer vu Lëtzebuerg ginn ëmmer op Basis vu sengen aktuelle Capacitéiten am Beräich vum Accueil decidéiert.

ad 2. Den Immigratiounsminister erwaart sech keng Kritik an dësem Kontext. Den nächste Conseil Justice et affaires intérieures, wou dat Thema kéint ugeschwat ginn, ass den 8. Oktober.

ad 3. Den Immigratiounsminister verweist op seng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1087 vum 20. August 2019.

ad 4. Fir Persounen, déi iwwert dëse Wee zu Lëtzebuerg ukommen, ass déi nämlecht Betreiung virgesi wéi fir all aner Persoun, déi internationale Schutz (DPI) zu Lëtzebuerg ufreet. All DPI gëtt vum sozioeducativen a psychosoziale Personal vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) a senge konventionéierte Partner betreit.

Och wat d'Ënnerbréngung an de Strukture vum OLAI betrëfft, gëtt hei keen Ënnerscheed gemaach. Esou duerchleeft all DPI zu Lëtzebuerg déi verschidden Ënnerbréngungsphase vum OLAI.

**Question 1114** (26.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**affectation de bâtiments :**

De Logementsproblem zu Lëtzebuerg ass akut. Fir d'Wunnengsproblematik unzegoen, ass et an éischter Linn wichteg ze wëssen, wat Proprietéitsverhältnesser um Marché sinn a wéi héich de Pourcentage vu Gebaier ass, déi effektiv als Logement affektéiert sinn, par rapport zu deenen, déi als Surface-commerciallen, Surface-de-bureauen etc. gëllen.

An deem Kontext kann de Kadasterplang eventuell wäertvoll Informatioune liwweren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister, der Logementsministesch an der Innenministesch dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Minister fir Finanzen a Logement, wat genee ass d'Unzuel u Wunnraum (nombre d'unités plus Quadratmeter) am Verglach zu där u Bürosräim oder Surface-commerciallen etc. pro Gemeng?

2. Falls déi Dammen an Häre Minister dës Informatiounen net liwwere kéinten: Wier et an Ären Aen net opportun, genee dës Donnéeën ze erhiewen? Falls neen, firwat net?

**Réponse commune** (25.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel 2 vum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun der Kadaster- an Topografieverwaltung vum 25. Juli 2002 beschreift d'Attributioune vun der Verwaltung ënner anerem wéi a folgenden Punkten:

« [...] f) la création, la gestion, la diffusion, la mise à jour et la conservation des bases de données foncières et topographiques nationales ;

g) la création, la gestion, la diffusion et la mise à jour d'un registre national des localités et des rues, constitué de la dénomination des localités et des rues et de la numérotation des immeubles construits ;

h) l'établissement, la gestion, la tenue à jour et la diffusion de la documentation cartographique du territoire se présentant sous forme analogue ou digitale ; […] ».

Déi topografesch Datebanke souwéi d'Kadasterdatebanken informéieren ënner anerem iwwert déi geografesch Situatioun vun engem Grondeegentum souwéi iwwert d'Natur vun dem Eegentum, wéi et am Artikel 6 Punkt 1 vum Règlement grand-ducal vum 10. August 2018 beschriwwen ass:

« [...] le plan cadastral à l'échelle prédéfinie est une représentation graphique du découpage du territoire en parcelles et renseigne la présence de bâtiments ; […] ».

Aktuell existéiert keng rechtlech Verflichtung, fir een neit Gebai op Kadasterniveau opmoossen ze loossen en vue vun enger Aktualiséierung vun deenen entspriechenden topografeschen a Kadasterdatebanken.

Fir sécherzestellen, datt hir Datebanke regelméisseg aktualiséiert ginn, erfaasst d'Verwaltung déi nei Gebaier op Basis vun dem aktuellste Loftbild. Dës Erfaassung erlaabt et, d'Form vum Daach vum Gebai ze erfaassen, ouni awer déi genau Natur vum Gebai kënnen ze bestëmmen.

Et ass dofir onméiglech, dorauser Réckschlëss op d'Bestëmmung vum Gebai respektiv iwwert déi genau Notzung als Wunneng, Geschäft oder Büro ze zéien.

D'Kadasterverwaltung plangt awer, an noer Zukunft eng dräidimensional Erfaassung vun alle Gebaier am Land duerchzeféieren. Dës nei Datebank kéint dee Moment als Basis dénge fir eng reell Erfaassung vun de Flächen, déi fir Wunnzwecker an aner Aktivitéiten déngen, dëst a Kombinatioun mat aneren Datebanken vum Statec (iwwert d'Volkszielung) oder via d'Datebanken vun de Populatiounsregësteren.

**Question 1118** (27.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation du glyphosate dans les zones d'herbages :**

Am Kader vun der Landschaftsfleegeprimm kritt de Bauer, wann en am Akerland op de Glyphosat verzicht, eng Primm vun 30 Euro pro Hektar.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi gëtt déi Primm an der Héicht vun 30 Euro pro Hektar berechent?

2. Ginn et Statistiken, wéi vill Glyphosat aktuell fir d'Nei-Usot vu Gréngландfläche benotzt gëtt?

3. Ass och am Beräich vun de Gréngландflächen eng Mesure ugeduecht, fir d'Reduktioun vum Glyphosat ze promouvéieren?

**Réponse** (25.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. D'Berechnung vun der zousätzlecher Entschiedegung baséiert esouwuel op enger däitscher Studie, „Die bewirtschaftliche Bedeutung von Glyphosat in Deutschland - Juli 2017", ewéi och op enger franséischer Etüd: « Usages et alternatives au glyphosate dans l'agriculture française - Novembre 2017 ».

Déi däitsch Studie vum Kleffmann Group konzentréiert sech op déi eenzelbetriiblech ekonomesch Auswierkungen am Fall, wou de Glyphosat géif verbuede ginn. Hei ginn absolutt Réckgäng vum Deckungsbäitrag, jee no Zeenario, vun 76 Euro pro Hektar am Silomais a bis zu 233 Euro pro Hektar am Raps virgewisen.

Dat franséischt Institut fir Agronomiefuerschung INRA stellt fest, datt e Glyphosatverbuet eng Steigung vun de Buedembeaarbechtungskäschte mat sech bréngt. Eleng d'Maschinnekäschte kënnen ëm 20 bis 30 Euro pro Hektar klammen.

ad 2. Den SER wäert bis elo déi ugewannte Mengen u Planzeschutzmëttel fir d'Äkerkulturen an de Wäibau aus a publizéiert déi säit 2012/2013 jäerlech am Kader vun der „Statistik über die Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln in der Landwirtschaft" um Portail de l'agriculture. Et sinn dës Kulturen, op déi sech opgrond vun der Bedeitung, der Flächestäerkt an der Ëmweltrelevanz bis dato beschränkt ginn ass. D'Auswäertung vun dëse Kulturen ass am „PAN Reduzéierung vu Planzeschutzmëttel" festgehalen. Dauergréngland a Feldfudder si statistesch problematesch, well just Deelflächen mat Planzeschutzmëttel behandelt ginn an et och fir déi schwéier ass, relevant Informatiounen ze kréien. Aus deene Grënn si bis elo keng Héichrechnunge fir d'Gras gemaach ginn.

Am Kader vum PAN ass virgesinn, dass fir déi besote Kulturen een IFT (Indicateur de fréquence de traitement) gerechent gëtt. Dës Aarbechte sinn ofgeschloss an eng Publikatioun ass an dësem Zesummenhang an der Virbereedung. Wann d'Zuelen 2018 verfüügbar sinn (ab November 2019), wäert den SER awer och méi genee ënnert d'Lupp huelen, wat mam Glyphosat um Gréngland passéiert ass, a versichen, an deem Kontext eng Auswäertung/Héichrechnung ze maachen.

ad 3. Ab dem Kulturjoer 2019/2020 gëtt et eng zousätzlech, fräiwëlleg Bedéngung an der Landschaftsfleegeprimm. D'Bedéngung besteet doranner, ab dem 1. November 2019 op d'Uwennung vum Wierkstoff Glyphosat op der gesamter Betribsfläch ze verzichten. Heimat dra sinn och d'Gréngландflächen. Déi zousätzlech Entschiedegung an der Landschaftsfleegeprimm vun 30 Euro pro Hektar gëtt nëmmen um Akerland an op den Uebstbauflächen (100 Euro pro Hektar) pro Kulturjoer ausbezuelt.

**Question 1119** (27.08.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **programme de rotation des cultures :**

Um am Fruchtfolgeprogramm im Rahmen der Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen teilnehmen zu können, müssen verschiedene Bestimmungen und Verpflichtungen erfüllt werden. So muss unter anderem der jährliche Anbau mindestens 5 verschiedene Kulturen beinhalten, welche jeweils mindestens 10 % der gemeldeten Fläche betragen müssen. Laut SER (Service d'économie rurale) handelt es sich bei Gemüsesorten (wie z. B. Blattgemüse, Wurzelgemüse etc.) um Kulturen, welche keine Ackerfrüchte darstellen und daher nicht im Fruchtfolgeprogramm angerechnet werden können.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung stellen:

1. Kann der Herr Minister mir diesen Umstand bestätigen?

2. Warum werden beim Programm zur Förderung der Fruchtfolge einzelne Gemüsesorten nicht als einzelne Kulturen und Ackerfrüchte betrachtet und dementsprechend im Fruchtfolgeprogramm angerechnet?

3. Gedenkt der Herr Minister gegen diesen Umstand vorzugehen?

**Réponse** (04.09.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Bei Gemüsesorten handelt es sich zweifelsohne nicht um Ackerfrüchte. Der französische Titel des besagten Agrarumweltklimaprogramms im ländlichen Entwicklungsprogramm für Luxemburg sowie in der nationalen Verordnung lautet „Diversification des cultures champêtres". Demnach ist die Zielsetzung der freiwilligen Maßnahme klar und beschränkt sich auf Ackerfrüchte.

ad 2. + 3. Die Förderung und Integration von einzelnen Gemüsesorten sind nicht Teil der Zielsetzung dieses spezifischen Programms. Bei den Vorarbeiten zur Erstellung des aktuellen Programms zur Entwicklung des ländlichen Raumes wurde eine stetige Verringerung der Fruchtfolgeglieder bei Ackerkulturen festgestellt. Um eine Trendwende mit den positiven Auswirkungen punkto Düngung und Pflanzenschutz beim Ausweiten der Fruchtfolge herbeizuführen, wurde dieses spezifische Programm erstmalig in Luxemburg eingeführt. Am Ende der Laufzeit dieser Maßnahme erfolgt eine genaue Evaluierung anhand der Flächenantragsdaten der teilnehmenden Betriebe.

Der Gemüsebau wird durch andere Aktionen und Programme gefördert.

**Question 1120** (27.08.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **régime actuel de la gestion des finances publiques au niveau de la Maison du Grand-Duc :**

Le Ministre d'État a procédé récemment à la désignation d'un représentant spécial chargé d'examiner la politique en matière de gestion du personnel de la Cour grand-ducale.

Cette décision peu commune met en lumière le manque de maturité et le flou juridique du régime actuel de la gestion des finances publiques au niveau de la Maison du Grand-Duc.

L'utilisation des deniers publics mis à disposition par le biais du budget de l'État n'est pas soumise à un système de contrôle comparable à celui applicable aux autres organes de l'État.

Consciente des faiblesses du régime en vigueur, la commission compétente de la Chambre des Députés a - dans son projet pour une nouvelle Constitution - proposé de fixer les dotations budgétaires destinées au Chef de l'État et à certains membres de sa famille par une loi qui en définit les éléments et le montant.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des initiatives législatives pour parfaire et clarifier certains aspects liés aux dotations allouées à la Maison du Grand-Duc et à leur gestion ?

- Dans l'affirmative, la législation afférente de la Belgique entrée en vigueur le 1er janvier 2014 pourrait-elle servir de modèle, notamment en ce qui concerne le mécanisme de contrôle mis en place ?

**Réponse** (06.09.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Le représentant spécial du Premier Ministre auprès de la Cour grand-ducale vient d'entamer sa mission fin juin 2019. Il est à l'heure actuelle trop tôt pour en connaître les résultats.

À l'issue de la mission le Gouvernement se tient prêt à en débattre avec la Chambre des Députés.

**Question 1123** (27.08.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **listes noire et grise des juridictions de pays tiers de l'UE à des fins fiscales :**

Dans un article paru récemment sur spiegel.de, on peut lire que l'Union européenne (UE) n'ose pas mettre les États-Unis sur la liste des paradis fiscaux alors que ledit pays ne se montrerait pas coopératif.

En effet, les États-Unis auraient dû, pour fin juin 2019, soit (i) adhérer à la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (IM), soit (ii) signer une convention de non double imposition avec la Croatie, le dernier pays de l'Union européenne avec lequel un tel traité ferait défaut.

Pourtant, les États-Unis ne se sont pas conformés à ces obligations.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que sur base des informations internes au groupe de travail du Conseil de l'UE, les États-Unis rempliraient toutes les conditions pour figurer sur la liste noire des paradis fiscaux de l'UE ? Dans l'affirmative, comment juge-t-il les hésitations du Conseil de procéder à l'inscription dudit pays sur cette liste, voire sur la liste grise ?

3) Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le fait que les États-Unis n'ont pas adhéré à l'IM ? Le « level playing field » au niveau mondial peut-il de la sorte être garanti ? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'Union européenne devienne plus ferme vis-à-vis des États-Unis ?

4) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des négociations de la Convention de non double imposition avec les États-Unis ? Quels sont les changements majeurs apportés à la convention existante ?

**Réponse** (27.09.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1) + 2) Concernant les deux premières questions de l'honorable Député, il est à noter qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter des articles de presse relatifs aux travaux en cours au sein du groupe « Code de conduite (fiscalité des entreprises) », notamment en ce qui concerne les travaux portant sur la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. En effet, d'après les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 9 mars 1998, les travaux du groupe « Code de conduite » sont confidentiels. Ceci étant, il convient de préciser que l'analyse du groupe « Code de conduite » en ce qui concerne les États-Unis dans le contexte de la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales n'est aucunement finalisée et qu'il est donc en tout état de cause prématuré pour en tirer d'éventuelles conclusions dans l'une ou l'autre direction.

ad 3) En ce qui concerne la troisième question de l'honorable Député, il convient de préciser à titre liminaire que les travaux du « Code de conduite » en lien avec la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales ne concernent pas la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« Instrument multilatéral »), mais plutôt la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (connue sous le sigle anglais de « MAC ») datant de 1988 et amendée par un protocole en 2010.

La question du « level playing field »est cependant beaucoup plus large que celle de la ratification ou non par les États-Unis de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, puisque notamment l'adoption par les États-Unis dans le cadre de leur récente réforme fiscale de mesures reflétant les recommandations issues du plan d'action BEPS ainsi que l'implication des États-Unis dans les discussions actuelles sur une réforme de la fiscalité internationale participent pleinement au maintien du « level playing field » au niveau mondial.

ad 4) En ce qui concerne la quatrième question soulevée par l'honorable Député, il est à noter que le Luxembourg et les États-Unis ont échangé en date du 9 septembre 2019 les instruments de ratification du Protocole amendant la convention fiscale entre les deux pays. Ainsi, la convention fiscale vient donc d'être mise en conformité avec les derniers standards internationaux en matière d'échange d'informations sur demande.

**Question 1126** (27.08.2019) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation juridique des personnes détenues dans le camp d'Al-Hol en Syrie :**

Le camp d'Al-Hol dans la région kurde de la Syrie compterait plus de 10.000 enfants et femmes étrangères partis des régions contrôlées par l'organisation terroriste « État islamique » avant son effondrement. Or, le camp étant dans une zone contrôlée par des autorités régionales non représentatives du pouvoir central et non reconnues par la Communauté internationale, le sort des personnes détenues est incertain alors que leurs situations juridique et civile ne sont pas clarifiées et les décisions des autorités régionales quant au statut juridique de ces personnes n'ont ni aucune valeur ni aucune base juridique internationale.

Ainsi, la Communauté internationale est confrontée à de nombreux problèmes, sachant que les États compétents ne sont pas forcément en mesure de prendre en charge leurs citoyens et de fonder leurs décisions judiciaires pertinentes les concernant ni même d'établir des registres d'état civil notamment pour les enfants nés sur le terrain. Il en est de même en ce qui concerne les personnes déjà condamnées par les autorités régionales. Comment les États compétents peuvent-ils reconnaître ces décisions et surtout sous quelle base ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies a créé une mission d'appui composée entre autres d'avocats, de membres d'Interpol, de médecins légistes et des spécialistes en matière d'état civil afin de mieux pouvoir orienter les autorités nationales compétentes.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Quel statut juridique devrait être appliqué aux décisions des autorités régionales non représentatives et non reconnues selon Monsieur le Ministre ?

2) Quel crédit les autorités nationales accordent-elles aux décisions judiciaires et à tous les éléments de preuve rassemblés sur le terrain par ces autorités régionales ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu affaire avec la mission d'appui des Nations Unies et si oui, quels en sont les premiers résultats et conclusions ?

**Réponse** (24.09.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) En vertu du droit international public, d'éventuelles décisions prises par les responsables locaux du nord-est de la Syrie n'ont pas de statut juridique.

ad 2) La question du crédit à accorder à d'éventuelles décisions ou éléments de preuves rassemblés par les responsables locaux du nord-est de la Syrie ne s'est pas encore posée, et ne peut être tranchée de façon catégorique. Il serait au juge compétent de prendre une décision au cas par cas.

ad 3) À ce jour, il n'y a pas eu lieu d'établir un contact formel avec la mission d'appui créée par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Il convient de préciser qu'il s'agit d'une équipe d'enquêteurs qui est à l'appui des efforts engagés à l'échelle nationale pour amener Daech à rendre des comptes, en recueillant, conservant et stockant des éléments de preuve en Iraq d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide perpétrés par le groupe terroriste Daech en Iraq. Cette équipe créée par la résolution 2379 (2017) du Conseil de sécurité se concentre donc sur le territoire de l'Iraq.

**Question 1127** (27.08.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **maladies rares :**

D'Initiativ „Beneluxa", zu där och Lëtzebuerg säit 2015 gehéiert, verfollegt ënner anerem d'Zil, den Accès zu qualitativ héichwäertege Medikamenter an d'Folgenofschätzung vu medezinneschen Innovatiounen ze verbesseren. Am Kontext vu Medikamenter, déi bei rare Krankheeten zum Asaz kommen, soll d'„Beneluxa"-Kollaboratioun ivwerdeems vu Bedeitung sinn, fir mam Pharmacie-Secteur iwwer Medikamentepräisser ze negociéieren.

Vu rare Krankheete schwätzt een, wann net méi wéi fënnef vun 10.000 Leit vun enger Krankheet betraff sinn. Fir d'Patienten an d'Krankekeesen ergi sech fir d'Traitementer vun esou Krankheeten oft héich Käschten, well eng Masseproduktioun vun de benéidegte Medikamenter opgrond vun der gerénger Nofro net méiglech ass. Dat bedeit, dass iwwer ee Behandlungsjoer och schonns emol Käschte vun enger hallwer Millioun Euro ufale kënnen, fir e Patient mat enger rarer Krankheet ze soignéieren. Esou gëtt séier ersiichtlech, firwat international Negociatioune mam Pharmacie-Secteur vu grousser Wichtegkeet sinn, wann et ëm d'Accessibilitéit vu seelene Medikamenter geet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt de Minister - elo, bal véier Joer nom Bäitrëtt zu der Initiativ - d'Resultater vun der internationaler Zesummenaarbecht an? Wéi eng Konsequenzen hu sech fir Lëtzebuerg erginn a wéi eng fir d'Partnerlänner?

2. Léisst sech an der Gesondheetspolitik eng kloer Verbesserung vun der géigesäiteger Berodung an der internationaler Koordinatioun tëscht de Partnerlänner vun der Initiativ „Beneluxa" erkennen?

3. Ginn et zum aktuellen Zäitpunkt aner europäesch Länner, déi sech der Initiativ an Zukunft wéilten uschléissen? Falls jo: Ëm wéi eng Länner handelt et sech?

4. Wéi hu sech d'Präisser vu Medikamenter fir Patiente mat rare Krankheete säit der Grënnung vun der Initiativ „Beneluxa" entwéckelt? Huet d'„Beneluxa" konkreten Afloss op d'Präisser vu verschiddene Medikamenter gehat?

Falls jo: Ëm wéi eng Medikamenter handelt et sech?

Falls neen: Wisou net?

5. Wéi eng konkret Resultater kënne sech Patiente mat rare Krankheeten an Zukunft duerch d'international Kooperatioun innerhalb vun der „Beneluxa" erwaarden?

**Réponse commune** (02.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Lëtzebuerg, grad ewéi déi aner Länner, déi an der Initiativ „Beneluxa" matmaachen (d'Belsch, Holland, Éisträich an Irland), huet profitéiert vum Austausch vun Informatiounen iwwer innovativ Medikamenter, déi op de Maart kommen, vum Austausch vun Donnéeën iwwert d'Präisser vun de Medikamenter a vun der Expertise am Beräich vun der Evolutioun vun de Gesondheetstechnologien.

Doduerch konnt apaart op d'HTA-Evaluatiounsrapporten iwwert d'Medikament Orkambi, dat bei der Mukoviszidose agesat gëtt, a vum Medikament Vyndaqel, dat bei der Amylose agesat gëtt, zréckgegraff ginn, déi Lëtzebuerg vun der zoustänneger hollännescher Autoritéit zur Verfügung gestallt goufen. D'Belsch an Holland hunn hirersäits mat der Pharmaentreprise Biogen en Accord ofgeschloss iwwert de Remboursement an de Präis vu Spinraza, engem Medikament, dat bei der Behandlung vun der spinaler Amyotrophie 5q agesat gëtt.

ad 2. Den Austausch vun Informatiounen a vu wëssenschaftlechen Donnéeën am Kader vun der Initiativ „Beneluxa" huet kloer Fortschrëtter bruecht, wat déi pharma-ekonomesch Approche an den Accès zu neien, effikassen Therapien ugeet.

Zu Lëtzebuerg huet d'HTA-Evaluatioun vun de Produiten Orkabi a Vyndaqel e Remboursement vun 100 % duerch d'Gesondheetskeess erlaabt.

ad 3. E puer Länner hunn hiren Interessi manifestéiert, der Initiativ „Beneluxa" bäizetrieden a bei spezifesche Kooperatioune matzemaachen. Kanada a Schweden interesséiere sech fir de Projet, deen d'Innovatiounen am Gesondheetsberäich, déi op de Maart kommen, am A behält (Horizon Scanning). Ungarn a Groussbritannien iwwerwaachen d'Evolutioun vum Patienteregëster ganz genee. Wat d'Schwäiz, Frankräich an Italien ugeet, hunn déi Länner en Interessi un enger Kollaboratioun am Beräich HTA a bei de Präisser.

ad 4. D'Initiativ „Beneluxa" huet just medezinnesch Technologië betruecht, bei deenen d'Komplexitéit vum Wierkmechanissem an de Präis eng entscheedend Roll bei der Effikassitéit an der Erschwénglechkeet vun der Behandlung spillen. De Präis vun eenzelne Medikamenter géint rar Krankheete konnt esou no ënne gedréckt ginn. Dat beschte Beispill dofir ass de Produit Spinraza, e Medikament, dat bei der spinaler Amyotrophie 5q an den Asaz kënnt. Den initiale Präis, dee bei 83.000 Euro pro Injektioun louch, konnt op e verstännegen Niveau reduzéiert ginn.

ad 5. D'Patiente vu rare Krankheete kréien en dauerhaften Zougang zu innovativen an effikassen Therapien an e Choix an alternative Behandlungen, där hire Präis fir d'Systemer vun der Gesondheet a vun der sozialer Sécherheet ze vertrieden ass.

**Question 1132** (29.08.2019) de **MM. Alex Bodry** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **coût du logement :**

Une étude récente du Statec a révélé que pour les résidents de niveau de vie modeste, le coût du logement représente plus de la moitié de leur revenu disponible.

En effet, entre 2012 et 2017, le coût du logement a augmenté de plus de 20 %.

La tendance lourde est celle d'un accroissement continu de la charge du logement pour les ménages les moins aisés. Un des facteurs clés de cet accroissement est celui de l'évolution des loyers.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre du Logement si le Gouvernement envisage, dans le cadre de la révision de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, de revoir à la baisse les maximas de loyers fixés par la loi.

- Le Gouvernement estime-t-il opportun de revoir également le mécanisme d'adaptation des loyers prévu par la loi afin d'éviter une hausse continuelle de ces derniers ?

- Le Gouvernement considère-t-il que le barème de la subvention de loyer tient suffisamment compte de l'évolution des loyers ?

**Réponse** (04.09.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre du Logement :*

Je tiens à informer les honorables Députés que le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit en effet de moderniser la législation existante sur le bail à loyer afin de « mieux contrôler l'évolution des loyers et de renforcer le rôle et les compétences des commissions de loyers ».

Le Ministère du Logement est actuellement en train de préparer les éléments clefs de cette refonte de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. Le moment venu, le Ministère du Logement ne tardera pas de présenter le projet de cette refonte à la commission parlementaire compétente.

Pour ce qui est du barème de la subvention de loyer, je tiens à rappeler que celui-ci a été adapté à l'évolution du marché au 1er janvier 2018 ensemble avec la révision d'autres critères d'attribution de la subvention de loyer. Une adaptation plus générale des aides individuelles au logement étant prévue dans le cadre de la réforme prochaine de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, celle-ci sera également l'occasion d'adapter le barème de la subvention de loyer.

**Question urgente 1390** (24.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **contamination du bâtiment Pierre Werner :**

Dans son rapport d'analyse du 13 juillet 2018 adressé à l'Administration des bâtiments publics, le bureau d'études Luxcontrol note, en ce qui concerne les polluants organiques des poussières sédimentées, que « les quantités de composés organiques retrouvées dans les poussières déposées étaient toutes inférieures aux valeurs d'orientation existantes, à l'exception d'un retardateur de flamme. En effet, pour le Tris(2-chlor-isopropyl)phosphate (TCPP), les analyses ont conclu à une valeur de 18 mg/kg à mettre en relation avec une valeur d'orientation de 5 mg/kg. Toujours selon ledit rapport, si la source de ces composés peut être identifiée, elle doit être éliminée/réduite. »

D'après un expert allemand en analyses environnementales et construction écologique, une charge polluante de 1,2 mg/kg serait à considérer comme étant normal, tandis qu'une charge dépassant les 10 mg/kg pourrait être qualifiée d'« extrêmement significatif ». En procédant à une interpolation de cette charge sur la qualité de l'air, on aboutirait à une charge polluante de plus de 31 ug/m$^3$, ce qui serait plus que le sextuple de la valeur d'orientation (5 ug/m$^3$).

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les agents y postés se sont plaints de la qualité de l'air dans un des bureaux du bâtiment susmentionné ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si la contamination de l'air par du TCPP a été analysée ? À défaut, pour quelles raisons ceci n'a pas été fait ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si d'autres analyses ont été effectuées pour identifier la source du TCPP dans les poussières déposées ?

- Dans l'affirmative, lesquelles ? Quels ont été les résultats de ces analyses ?

- Dans la négative, pour quelles raisons aucune analyse plus poussée n'a été effectuée ?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le caractère cancérigène (potentiellement ou autre) du TCPP ?

5) Comment Monsieur le Ministre entend-il procéder pour faire en sorte que les agents de l'État puissent travailler dans des conditions sanitaires acceptables ?

a. Les revêtements de sol seront-ils retirés et remplacés ?

b. Dans l'affirmative, endéans quel délai ?

c. Toujours dans l'affirmative, et en attendant, Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'un nettoyage approfondi des revêtements de sol a été réalisé depuis et qu'il continuera à être effectué annuellement par la suite ?

c. 1) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ce nettoyage a été réalisé par une société spécialisée en la matière ?

c. 2) Dans la négative, pour quelles raisons ceci n'a pas été fait ?

d. Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il exclure que les revêtements de sol sont à l'origine de la contamination ?

**Réponse** (31.10.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le Ministère de la Justice a contacté l'ABP avec la demande de remplacement de la moquette par du parquet ou du laminat, ce à cause de problèmes d'allergies de certains collaborateurs ainsi que pour des raisons d'hygiène, d'odeur et d'âge dudit tapis.

Or, l'ABP a déconseillé le remplacement de la moquette par un parquet ou du laminat pour des raisons acoustiques et a chargé le bureau de contrôle Luxcontrol de réaliser des analyses de l'air intérieur et des poussières sédimentées dans un bureau occupé par le Ministère de la Justice (MJ) dans le bâtiment Centre administratif Pierre Werner (CAPW).

Le rapport d'analyse du 13 juillet 2019 mentionne la présence d'un retardateur de flamme, défini comme trisphosphate (TCPP) d'une valeur de 18 mg/kg dans les poussières présentes dans la moquette dudit bureau et précise « que si la source de ces composés peut être identifiée, elle doit être éliminée/réduite ».

ad 2) Comme expliqué ci-dessus, des analyses de l'air intérieur et des poussières en provenance de la moquette d'un bureau occupé par le MJ ont effectivement été réalisées le 29 juin 2018.

ad 3) Aucune autre analyse n'a été effectuée pour identifier la source du TCPP dans les poussières déposées.

En effet, dans son rapport d'analyse du 13 juillet 2018, Luxcontrol a également annoté « qu'il n'est pas toujours aisé d'identifier la source de ces substances et par conséquent de la supprimer. Nous vous conseillons éventuellement de réaliser un nettoyage approfondi de ces revêtements de sol au moins une fois par an. »

Vu ce qui précède, un nettoyage approfondi de la moquette a été planifié. Des analyses poussées seront à nouveau réalisées après ce nettoyage.

ad 4) Selon les informations reçues de la part du bureau de contrôle Luxcontrol, des études concernant le caractère cancérigène (potentiellement ou autre) du TCPP sont toujours en cours et seuls des toxicologues et médecins peuvent actuellement donner un avis sur ce point.

ad 5)

a. Il est évident que le tapis sera enlevé et remplacé si les résultats d'une seconde analyse après un nettoyage approfondi s'avèrent toujours être au-dessus des valeurs d'orientation.

b. Si les résultats de cette deuxième analyse restent critiques, le tapis actuel sera remplacé par une nouvelle moquette exempte de toute substance susceptible de nuire à la santé des occupants. Les délais seraient à coordonner avec le MJ étant donné que les lieux resteront occupés pendant la durée des travaux.

c. Un nettoyage approfondi a été commandé en août 2019, aussi bien pour les locaux du Statec que pour les surfaces occupées par le Ministère de la Justice. Les travaux de nettoyage dans les bureaux du Statec ont été effectués en août 2019 alors que le nettoyage des revêtements de sol dans les locaux du MJ doit encore être réalisé. En cas de résultat concluant, un nettoyage annuel devra être programmé.

c. 1) Les travaux de nettoyage ont été confiés à la société Dussmann spécialisée en la matière.

c. 2) /

d. Seule une deuxième analyse de l'air intérieur et des poussières après le nettoyage approfondi du tapis permettra de tirer des conclusions quant au maintien ou remplacement du revêtement de sol.

L'ABP, très sensibilisée quant à la problématique d'une qualité d'air en imposant depuis des années l'utilisation de matériaux sains, exempts de toute substance nocive, veillera, en cas de résultats d'analyses critiques, au remplacement immédiat du revêtement de sol. L'ABP réservera la diligence nécessaire à ce dossier.

**Question urgente 1394** (25.10.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **lait pour bébés contaminé avec des huiles minérales toxiques :**

Die Verbraucherorganisation Foodwatch hat am Donnerstag unabhängige Laboranalysen veröffentlicht laut denen Säuglingsmilchprodukte der Firmen Nestlé und Novalac mit gesundheitsgefährdendem Mineralöl belastet seien. Bei den Labortests wurden in dem Milchpulver sogenannte aromatische Mineralölbestandteile nachgewiesen, die im Verdacht stehen, Krebs auszulösen. Foodwatch forderte Nestlé und Novalac auf, die belasteten Produkte sofort zurückzurufen und die Eltern vor dem Gebrauch der Produkte zu warnen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Ist die Regierung in Kenntnis von den besagten Laboranalysen?

2. Sind die betroffenen Produkte in Luxemburg erhältlich?

3. Wenn ja, wie gedenkt die Regierung vorzugehen um die Verbraucher schnellstmöglich zu schützen?

**Réponse commune** (30.10.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Die zuständige Abteilung für Lebensmittelsicherheit des Gesundheitsministeriums hat Kenntnis von den besagten Untersuchungen die von Foodwatch veranlasst wurden.

ad 2. Säuglingsmilch-Produkte sind meldepflichtig laut Artikel 8 des „règlement grand-ducal du 19 mars 2008 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite" beziehungsweise Artikel 9 der delegierten Verordnung (EU) 2016/128 der Kommission vom 25. September 2015 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 609/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die besonderen Zusammensetzungs- und Informationsanforderungen für Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke.

Aufgrund des Berichts von Foodwatch wurden einige der großen Supermärkte überprüft. Es wurde festgestellt, dass mindestens drei der betroffenen Produkte hierzulande verkauft werden, jedoch nicht die von Foodwatch untersuchten Losnummern. Im Laufe der nächsten Tage werden noch weitere Supermärkte sowie Apotheken überprüft.

ad 3. Aufgrund mangelnder Risikobewertungsdaten sind im Augenblick keine Grenzwerte sowohl für aromatische Mineralölkohlenwasserstoffe (MOAH)[26] noch für gesättigte Mineralölkohlenwasserstoffe (MOSH)[27] weder auf nationaler noch auf europäischer Ebene festgelegt. Die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) sowie die französische „Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail" (ANSES) und das Bundesinstitut für Risikobewertung (BfR) empfehlen im Augenblick das ALARA-Prinzip[28] (= „so niedrig wie sinnvollerweise erreichbar") für die MOAH-Gruppe anzuwenden.

Aufgrund dessen hat die Europäische Kommission eine Empfehlung[29] herausgegeben, die ein Monitoring durch die Mitgliedsstaaten vorsieht, um so die notwendigen Daten hinsichtlich einer abschließenden Bewertung durch die EFSA zu ermöglichen.

Der luxemburgische Markt wird jährlich auf das Vorhandensein von MOAH und MOSH in Lebensmitteln sowie Lebensmittelverpackungen untersucht. Seit 2016 wurden insgesamt 68 Proben untersucht, davon 36 Lebensmittel sowie 32 Verpackungen.

Bei der Auswahl der Proben wurde sich auf die „EFSA Scientific Opinion on Mineral Oil Hydrocarbons in Food" aus dem Jahr 2013 basiert, das heißt es wurden vorrangig Lebensmittel in Verpackungen aus Papier und Pappe sowie Lebensmittelverpackungen aus Papier und Pappe untersucht. Die Ergebnisse sind auf folgender Internetseite verfügbar: https://securite-alimentaire.public.lu/fr.html.

Darüber hinaus wird derzeit eine Kontrollkampagne durchgeführt, um den Verunreinigungsgrad in Säuglingsmilchpulvern auf dem luxemburgischen Markt festzustellen.

Zudem wurde bei der Europäischen Kommission ein Dringlichkeitsantrag gestellt, damit die EFSA eine Stellungnahme erlässt, hinsichtlich der Harmonisierung der Risikomanagementmaßnahmen der Mitgliedstaaten.

[26] MOAH: Mineral oil aromatic hydrocarbons

[27] MOSH: Mineral oil satured hydrocarbons

[28] ALARA = as low as reasonably achievable; https://www.efsa.europa.eu/de/press/news/051103

[29] http://data.europa.eu/eli/reco/2017/84/oj